

UNIVERSIDAD COMPLUTENSE DE MADRID

FACULTAD DE CIENCIAS POLÍTICAS Y SOCIOLOGÍA



TESIS DOCTORAL

**Carrières migratoires et politiques d'intégration dans la région de
Madrid**

**L'exemple des migrants adultes dans la ville de Parla
(2007-2012)**

MEMORIA PARA OPTAR AL GRADO DE DOCTOR

PRESENTADA POR

Elisa Brey

Directores

Joaquín Arango
Marco Martiniello

Madrid, 2016

Carrières migratoires et politiques d'intégration dans la région de Madrid

L'exemple des migrants adultes dans la ville de Parla (2007-2012)

ELISA BREY

Novembre 2015

Thèse en cotutelle sous la direction de :

Professeur Docteur Joaquín Arango, Université Complutense de Madrid, Espagne

Professeur Docteur Marco Martiniello, Université de Liège, Belgique



UNIVERSIDAD COMPLUTENSE
MADRID



REMERCIEMENTS.....	7
INTRODUCTION.....	10
PREMIÈRE PARTIE. CADRES CONCEPTUELS ET ANCRAGES MÉTHODOLOGIQUES	22
CHAPITRE I. DE L'INTÉGRATION AUX CARRIÈRES MIGRATOIRES	23
I. De la notion d'intégration	23
I.1. La tradition sociologique.....	24
I.2. La sociologie des migrations.....	27
<i>I.2.1. Le paradigme classique de l'assimilation.....</i>	<i>27</i>
<i>I.2.2. Le débat sur l'assimilation aux États-Unis</i>	<i>28</i>
I.2.2.1. L'Ecole de Chicago	28
I.2.2.2. Les apports de Gordon	33
I.2.2.3. Structuralisme et multiculturalisme	34
I.2.2.4. Retour aux origines?	37
<i>I.2.3. L'intégration sociale des migrants en Europe occidentale</i>	<i>38</i>
I.2.3.1. Résultat ou processus	39
I.2.3.2. Acteurs et déterminants	41
I.2.3.3. Echelles et dimensions	45
I.3. Forces et faiblesses de la notion d'intégration	47
II. Formulation de la problématique de recherche	49
II.1. La notion de carrières migratoires	50
II.2. Politiques d'intégration.....	56
<i>II.2.1. Les modèles.....</i>	<i>57</i>
<i>II.1.2. Les philosophies publiques</i>	<i>58</i>
II.1.2.1. Le débat politique	60
II.1.2.2. L'histoire coloniale	61

II.1.2.3. L'histoire des idées et la tradition philosophique.....	63
II.1.2.4. Formulations politiques de l'intégration.....	65
II.1.2.5. La formulation politique de l'intégration dans le contexte espagnol.....	68
II.1.3. Des politiques d'intégration comme facteurs explicatifs des carrières migratoires.....	69
Conclusions	70
CHAPITRE II. LE RÉCIT DE L'ENQUÊTE DE TERRAIN.....	73
I. Les choix préalables.....	75
I.1. Les groupes migrants	76
I.1.1. Premiers critères	76
I.1.2. Comment aborder la diversité dans la ville ?	77
I.2. Le contexte local de réception.....	79
I.3. L'analyse conjointe des discours.....	89
I.3.1. Les acteurs et les espaces.....	89
I.3.2. Poser les bonnes questions.....	90
II. Le déroulement de l'enquête	92
II.1. Les portes d'entrée.....	93
II.2. La position du chercheur.....	98
II.3. Dons et contreprestations	103
II.4. Les conditions du terrain.....	105
II.5. Les portes fermées et les malentendus.....	108
III. Entre immersion et distanciation : quelle sortie du terrain ?	110
III.1. Vivre à Parla ?	111
III.2. Classement et analyse des données	114
Conclusions	116
PARTIE II. DES POLITIQUES DE L'INTÉGRATION	119
CHAPITRE III. LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS CENTRAL ET RÉGIONAL	120

I. Le contexte international depuis les années nonante	121
I.1. Le nouveau contexte	122
I.2. L'apparition des migrations internationales dans les pays d'Europe du sud.....	125
II. L'expérience espagnole durant la <i>décennie prodigieuse</i> de l'immigration (1998-2008)	127
II.1. La formation de « l'Espagne des migrations »	127
II.2. La gestion de l'administration centrale.....	130
III. Les politiques d'intégration du gouvernement régional de Madrid....	133
III.1. La configuration des Plans régionaux	134
III.2. L'orientation politique des Plans régionaux	139
III.3. La redistribution des financements.....	140
III.4. L'attention sociale aux migrants depuis les centres régionaux.....	142
III.5. Vers l'affirmation d'une politique régionale en termes culturels ?.....	146
Conclusions	148
CHAPITRE IV. LE RÔLE DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES ASSOCIATIONS LOCALES DE PARLA.....	151
I. Les politiques spécifiques	152
I.1. Les premiers pas : l'intervention d'acteurs externes	152
I.2. Orientation juridique et médiation interculturelle.....	154
I.3. Le Plan municipal : de la formation interne à l'externalisation des discours.....	160
II. La gestion locale soumise à des tensions	162
II.1. Coordination et visibilité des programmes spécifiques	162
II.2. Entre difficultés d'accès des migrants et réticences des non migrants	166
II.3. Entre collaboration avec les associations et prise de décisions indépendantes.....	168
III. Le rôle des associations locales	171
III.1. Critères d'organisation et champs d'action	171
III.2. Trajectoires des leaders et cycle migratoire.....	175

III.3. Travail commun et représentation des associations.....	179
Conclusions	183
PARTIE III. CARRIÈRES MIGRATOIRES ET CRISE ÉCONOMIQUE	185
CHAPITRE V. LES PORTES D'ENTRÉE EN ESPAGNE : CONDITIONS DE LA MIGRATION ET RÉGULARISATIONS.....	186
I. Entre l'autonomie des migrants et les contraintes institutionnelles, quel rôle pour les réseaux, notamment familiaux ?.....	187
I.1. Migration économique	187
I.2. Migration familiale.....	190
I.3. Des facteurs secondaires : les persécutions politiques et la poursuite des études	195
II. Régularisations multiples et citoyenneté segmentée	197
II.1. Les <i>denizens</i> ou la résidence comme nouveau critère de citoyenneté	198
II.1.1. <i>Les contours de la citoyenneté</i>	198
II.1.2. <i>Les fonctions sociales du permis de résidence</i>	203
II.2. Précarité et incertitude parmi les sans papiers	205
II.2.1. <i>L'incidence décroissante de l'irrégularité dans les chiffres</i>	205
II.2.2. <i>Les acteurs de la régularisation</i>	209
II.3. Vers une citoyenneté européenne ?	217
II.4. La figure minoritaire des réfugiés politiques	219
Conclusions	222
CHAPITRE VI. LES CARRIÈRES MIGRATOIRES SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL ET DU LOGEMENT	226
I. Mobilités professionnelles	227
I.1. De la localité à la globalisation des parcours de formation.....	227
I.2. Socialisation et sociabilités à travers l'apprentissage de la langue	231
I.3. Les carrières migratoires sur le marché du travail	235
II. L'empreinte des migrations internationales dans l'espace urbain.....	244

II.1. Répartition spatiale et situation résidentielle	244
II.2. La dimension territoriale des interactions sociales	257
Conclusions	263
CHAPITRE VII. LES CARRIÈRES MIGRATOIRES AU DÉBUT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE	268
I. Formation et entrepreneuriat face à la précarisation des emplois	269
II. Le piège des crédits immobiliers.....	280
III. Nouvelles stratégies migratoires face à l’immobilisation des carrières	286
IV. Les politiques face aux migrants en temps de récession économique ..	293
Conclusions	298
CONCLUSIONS.....	302
ANNEXES	317
Entretiens, observations et participations.....	317
Guides d’entretien	324
Tableaux	331
Graphiques.....	332
Photographies	333
BIBLIOGRAPHIE	335
ABSTRACT IN ENGLISH.....	347
RESUMEN EN ESPAÑOL.....	351
TRADUCTION EN ESPAGNOL DE L’INTRODUCTION, LA TABLE DES MATIÈRES ET LES CONCLUSIONS.....	360
VERSION ORIGINALE DES EXTRAITS D’ENTRETIENS.....	395

REMERCIEMENTS

L'aboutissement de ma thèse de doctorat a été rendu possible grâce à l'aide précieuse des trois membres de mon comité de thèse, qui ont assuré le suivi de mon travail année après année, en faisant preuve de disponibilité, de patience et de compréhension, selon les circonstances. Il s'agit du Professeur Docteur Joaquín Arango Vila-Belda (Université Complutense de Madrid), du Professeur Docteur Marco Martiniello (Université de Liège), et du Professeur Docteur Hassan Bousetta (Université de Liège). Leur contribution a été indispensable au bon déroulement de mon travail. Chacun d'entre eux mérite un mot à part.

Quant à lui, le Professeur Docteur Joaquín Arango Vila-Belda a fait preuve d'une générosité et d'une confiance toute particulière à mon égard, en acceptant d'être mon directeur de thèse, à l'Université Complutense de Madrid. Tout d'abord, j'ai appris de ses connaissances lorsqu'il a été mon professeur en sociologie des migrations, au cours de ma dernière année en Licence de Sociologie (2004-2005), puis au cours de ma première année du Diplôme d'Etudes Avancées du Programme « Population et Territoire » (2005-2006). Sur le plan professionnel, je lui suis particulièrement reconnaissante de n'avoir jamais cessé de me soutenir. Grâce à lui, j'ai pu participer à plusieurs projets de recherche, qui ont contribué de façon indispensable à ma formation et, de ce fait, à une meilleure appréhension de mon projet doctoral.

Ma première rencontre avec le Professeur Docteur Marco Martiniello a eu lieu à travers ses ouvrages. Puis, j'ai eu l'honneur de le rencontrer en personne à Bruxelles, durant l'automne 2007. Faisant preuve de sa capacité d'accueil et de partage, il a de suite proposé que j'effectue un séjour de recherche au Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations (CEDEM), à l'Université de Liège. Au cours de ce séjour, à l'automne 2008, j'ai eu la chance qu'il m'offre la possibilité de réaliser ma thèse en cotutelle avec lui. Lui aussi devenait ainsi le directeur de mon travail, et je lui suis particulièrement reconnaissante des encouragements qu'il m'a transmis à travers chacun de ses conseils et de ses remarques. Grâce à lui, j'ai découvert une autre façon de penser l'objet de mon travail, que je garderai pour les années à venir.

La thèse est sans aucun doute un processus de formation professionnelle et personnelle. Au cours de ce cheminement, l'exigence d'un comité de thèse, à l'Université de Liège, m'a permis de bénéficier des apports du Professeur Docteur Hassan Bousetta. Je suis

particulièrement reconnaissante de la pertinence de chacun de ses apports, et de la justesse et la sensibilité avec laquelle il a suivi le déroulement de mon travail. Mon projet de doctorat a également pu aboutir grâce au regard qu'il a fourni, d'une façon différente et complémentaire à celle de mes directeurs de thèse. Grâce aux apports de chacun des membres du Comité de thèse, ce travail a pu acquérir la qualité qu'il présente sous sa forme actuelle.

Par ailleurs, je souhaite remercier certains Professeurs Docteurs m'ayant aidé au cours de l'élaboration de mon doctorat. A l'Université Complutense de Madrid, au sein du Groupe d'Etudes des Migrations Internationales (GEMI), je souhaite tout particulièrement remercier Lorenzo Cachón Rodríguez, et María Angeles Cea D'Ancona. Au sein du Groupe d'Etudes de la Population et de la Société (GEPS), ma gratitude s'exprime à l'égard de David Reher. Enfin, au sein du Groupe de Recherche sur l'Environnement et le Territoire (GISMAT), je souhaite remercier Jesús Leal Maldonado, qui m'a plus particulièrement guidé lors de mes premiers pas dans le monde universitaire, ainsi que Marta Domínguez Pérez. A l'Université de Liège, je suis particulièrement reconnaissante à l'accueil de mes collègues du CEDEM. Par ailleurs, je tiens à remercier Annie Cornet, grâce à qui j'ai appris à regarder la réalité sociale avec une perspective de genre. De même, elle a facilité mes nombreux séjours à Liège.

En dehors des deux institutions de ma cotutelle, je ne peux oublier de remercier Danièle Joly, qui a dirigé le Centre for Research in Ethnic Research (CRER), à l'Université de Warwick, au Royaume-Uni. Elle m'a permis d'y effectuer mon premier séjour de recherche, en 2007. Mes remerciements vont également à l'encontre de Carolina Stefoni, pour son accueil au Département de Sociologie de l'Université Alberto Hurtado, de Santiago du Chili, en 2012.

En ce qui concerne les subventions ayant permis le déroulement de mon travail de thèse, mes remerciements se dirigent vers le Ministère de l'Education, pour les apports reçus dans le cadre du Programme de Formation du Professorat Universitaire (2006-2010) ; l'Université Complutense de Madrid, pour les apports reçus à travers le Programme de bourse de collaboration (2004-2005), le Groupe d'Etudes des Migrations Internationales (2011) et des contrats de recherche commanditée (2011-2015) ; et à l'Université de Liège, pour les apports reçus à travers le Programme de bourse pour étudiants étrangers (2010-2011), et le Programme de financement de séjour à l'étranger pour doctorants de l'ULG (2012).

Avant de finir, je tiens à faire deux mentions à part. La première concerne les personnes ayant contribué à mon travail de terrain, je les remercie de m'avoir accordé leur temps et de m'avoir transmis leur parole. La seconde mention à part concerne ces collègues qui sont devenus des

amis, dont María José Moreno, María Sánchez-Domínguez, Renata Hosnedlova, Simaia Figueredo Ferreira, Elisa Muñoz-Barba, Mikolaj Stanek, Elena Sánchez-Montijano, Jean-Michel Lafleur, Sonia Gsir, Nathalie Perrin et Lauranne Bernes.

Enfin, je ne peux oublier de remercier chaleureusement mes parents, ainsi que mes proches.

INTRODUCTION

En Europe, l'expérience de l'Espagne est relativement récente en tant que société d'accueil de flux migratoires internationaux. A la fin des années nonante, l'augmentation et la diversification de ces flux marquent le commencement d'une nouvelle étape au cours de l'histoire migratoire espagnole (Chapitre V). Tandis que la population étrangère ne représentait que 750.000 personnes en 1999, dix ans plus tard, en 2008, elle regroupait 5,2 millions de personnes, selon les inscriptions du registre des mairies. Dans un premier temps, les migrations procèdent principalement du nord-ouest européen, de certains pays latino-américains affectés par des dictatures, et du Maroc. Puis, un processus de diversification s'observe au fur et à mesure que les migrations internationales augmentent en provenance d'un plus grand nombre de pays d'Amérique Latine des Caraïbes, d'Afrique subsaharienne, de l'est de l'Europe et d'Asie. Dans le contexte espagnol, la *décennie prodigieuse* de l'immigration prend forme dès la fin des années nonante. Cette étape coïncide dans le temps avec une période de croissance économique, qui se prolonge jusqu'à l'irruption de la crise économique, à partir des années 2007-2008 (Arango 2004 ; Aja, Arango et Oliver 2010)¹.

Mise en perspective dans le contexte européen occidental, l'expérience de l'Espagne se rapproche de l'histoire migratoire vécue par d'autres pays du sud, tels que le Portugal ou la Grèce, ayant reçu des migrants internationaux plus tard que des pays du nord-ouest, tels que la Belgique, la France ou encore le Royaume Uni et l'Allemagne (Chapitre III). Dans la plupart de ces pays européens du nord-ouest, les migrants étaient considérés dans un premier temps, avant tout, comme des travailleurs invités. Cependant, suite à la crise économique des années 1970, un grand nombre d'entre eux est resté, ils se sont installés, et ils ont formé des familles. C'est ainsi que peu à peu les migrations internationales ont acquis un caractère permanent, a priori non prévu par les pouvoirs publics de l'époque. Les sociétés se sont alors diversifiées au regard des populations qu'elles regroupent en leur sein. Actuellement, les migrations internationales sont l'une des composantes principales du changement social en Europe occidentale, tel qu'il apparaît dans les débats publics, politiques ou académiques, tant dans les pays du nord que dans les pays du sud. La situation des migrants fait également l'objet d'analyses et de débats hors des frontières européennes, comme aux États-Unis, au Canada ou

¹ Source : Institut Nationale de la Statistique (INE), Enquête sur la Population Active (EPA).

en Australie, c'est-à-dire dans des pays reconnaissant le rôle central des migrations internationales dès le moment de la constitution, puis au cours de l'histoire de leurs sociétés.

Dans le contexte espagnol, durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration, les flux migratoires sont tolérés et parfois encouragés par le gouvernement central, qui fait alors preuve d'un certain laissez-faire. Les besoins immédiats du marché du travail restent le principal moteur des migrations internationales, sans qu'une politique migratoire ne soit clairement définie à long terme (López Sala 2005 ; Sánchez Romero 2011). L'arrivée de main d'œuvre est perçue de façon plutôt positive, du fait qu'elle contribue à la croissance économique, l'équilibre du système de cotisations à la sécurité sociale et celui des retraites. A partir des années 2007-2008, l'impact de la crise économique se fait brutalement ressentir en Espagne, notamment à travers la croissance du chômage, la destruction continue d'emplois et l'augmentation des inégalités. Les effets s'observent de façon particulièrement accrue dans certains secteurs économiques et parmi certains groupes sociaux. Les travailleurs migrants sont particulièrement affectés par les changements, non seulement en termes de travail, mais également au regard de leur situation sur le marché du logement, des stratégies migratoires et des politiques qui les concernent. Dans ce nouveau contexte, le gouvernement espagnol donne la priorité à des instruments dont l'objectif est le retour volontaire ou humanitaire des migrants dans les pays d'origine. Comme dans les pays du nord de l'Europe au moment de la crise des années 1970, les liens entre les migrations internationales et les besoins du marché du travail se confirment ainsi de façon particulièrement saillante.

Cependant, au-delà des perspectives des pouvoirs publics et de la société d'accueil concernant les migrations internationales, comment se déroulent les expériences concrètes des migrants dans le contexte espagnol ? L'objectif principal du présent travail est de répondre plus précisément à la question suivante : Qu'en est-il de la dynamique, en termes de diversité et de changement, des *carrières migratoires* des migrants adultes installés dans la périphérie urbaine et sociale de l'agglomération madrilène ? En effet, le contexte de ces *carrières migratoires* change, notamment au moment de l'arrivée en Espagne, puis du passage de la croissance à la crise économique. L'évolution de ces *carrières migratoires* dépend également de l'effet des réseaux auxquels prennent part les acteurs, et des caractéristiques qui sont particulières à ces mêmes acteurs. Ainsi, les *carrières migratoires* s'expliquent par l'enchevêtrement de facteurs agissant aux échelles macro, micro et meso de la réalité sociale.

Suivant la notion proposée par Martiniello et Rea (2011 et 2014), en référence au contexte belge, le terme de *carrières migratoires* sera repris pour analyser les expériences des migrants adultes, à travers une étude de cas réalisée dans la ville de Parla, dans la périphérie urbaine et sociale du sud de Madrid. L'agglomération madrilène est l'un des principaux contextes de réception des migrants en Espagne, principalement du fait de l'affluence de travail et du rôle des réseaux. Dans la ville de Parla, la population étrangère représente environ un quart de la population locale, et elle est particulièrement diverse en termes de nationalités. Au regard de ses caractéristiques socioéconomiques, il s'agit d'une ville dortoir, dont le revenu par habitant et le niveau d'éducation sont situés en dessous de la moyenne régionale (Chapitres II et VI). Dans ce cadre, le déroulement, les dimensions de même que les facteurs explicatifs des *carrières migratoires* seront pris en compte. Plus précisément, cette recherche analysera la dynamique, en termes de diversité et d'évolution, des *carrières migratoires* des migrants adultes en ce qui concerne les aspects suivants : motifs de la migration et régularisation administrative, expériences sur le marché du travail et du logement².

Lors de la définition de l'objectif principal, la référence aux migrants adultes permet de distinguer leurs expériences de celle des enfants et des adolescents. Tandis que les expériences de ces derniers sont principalement marquées par l'accès à l'école, obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans, les expériences des migrants adultes sont marquées par le rapport au marché du travail ou au cercle familial, pour ceux et celles qui ne travaillent pas. Il ne s'agit pas de distinguer les migrants en fonction de l'âge d'arrivée en Espagne, mais plutôt en fonction de l'âge au moment du travail de terrain. La thèse ne porte pas sur les enfants et les adolescents, mais l'attention se porte bien sur les adultes, hommes et femmes, dont l'origine migratoire provient des zones géographiques suivantes : Roumanie, Maroc, Afrique Subsaharienne et pays de la Communauté Andine. Cette perspective reste pertinente dans un pays dans lequel les migrations internationales sont un phénomène plus récent que dans d'autres contextes de réception. Dans des pays dont l'histoire migratoire est plus ancienne, de nouveaux migrants arrivent parfois, comme c'est le cas en Belgique (Martiniello et al. 2010). Dans cette recherche, l'attention porte donc sur les migrants, et non leurs descendants, qui seront

² L'utilisation des termes « incorporation » et « trajectoire » est évitée pour ne pas porter à confusion, car ils font référence à un certain débat conceptuel. Cependant, la notion de « trajectoire » sera utilisée en référence à l'expérience des leaders des associations locales (Chapitre IV.III.2.). Quant à « l'incorporation », la notion sera utilisée pour traduire certaines citations, ou faire référence au débat sur « les modes d'incorporation » aux Etats-Unis (Chapitre I.I.2.). Enfin, le terme « parcours » sera réservé pour les expériences des migrants en matière de formation (Chapitre VI.I.1.).

seulement évoqués de façon indirecte, parfois pour expliquer les projets de leurs parents (Chapitres V et VII).

Pour atteindre l'objectif principal de ce travail, une typologie des carrières migratoires sera proposée, suivant deux dimensions : le rapport des individus avec l'Etat, et le type de relations sociales entre les individus. Cette distinction renvoie à la différenciation établie par Arango (2005) entre deux dimensions de la citoyenneté : la dimension politique, qui considère les liens entre les individus et l'Etat ; et la dimension sociale, qui prend compte des liens entre les individus³. La première dimension permet de distinguer les carrières migratoires en fonction de leur degré de régularité pour accéder à un permis de résidence, à un travail ou à un logement. De ce fait, les carrières migratoires seront définies en fonction de leur trait régulier ou informel. Certaines carrières adopteront des traits informels lorsqu'elles se distinguent par une absence relativement marquée de régulation de la part des pouvoirs publics. Ceci ne veut pas dire pour autant que le troisième type de carrière migratoire adopte des traits illégaux (Chapitre VI). Par ailleurs, l'informalité ne se réduit pas à l'irrégularité de la situation administrative, mais elle concerne certaines pratiques ayant lieu sur les marchés du travail et du logement. La seconde dimension permet de distinguer les carrières migratoires en fonction des réseaux auxquels les migrants prennent part. Ainsi, les migrants peuvent mobiliser des réseaux de type sociétaire, dans le cas des relations sociales régulées exclusivement par un contrat, sans intervention de relations affectives ou de sentiments d'appartenance commun. Au contraire, les réseaux seront qualifiés de type communautaire, dans le cas de relations sociales plus vraisemblablement basées sur la confiance et les liens de proximité (Chapitre I). La classification établie par Weber sert ici de source d'inspiration pour la nomination des catégories, sans que la correspondance soit exacte entre le contenu des types-idéaux de Weber et de cette recherche.

³ Cette différenciation sera de nouveau mentionnée dans le quatrième chapitre, au sujet des politiques locales vis-à-vis des migrants.

Tableau 1 Résumé des types (régulier et informel) et des modalités (sociétaire et communautaire) des *carrières migratoires*

		DIMENSION 1. Rapport à l'Etat	
		TYPE 1. Carrières migratoires régulières	TYPE 2. Carrières migratoires informelles
DIMENSION 2. Relations sociales	MODALITÉ 1. Relations sociales de type sociétaire	<p>Première modalité du type 1 : Carrières migratoires régulières de type sociétaire</p> <p>Caractéristiques requises : 1) Régulation par un contrat ; 2) Absence de relations affectives antérieures ou de sentiments d'appartenance commun.</p>	<p>Première modalité du type 2 : Carrières migratoires informelles de type sociétaire</p> <p>Cette modalité s'observe sur le marché des papiers, du travail et du logement lorsque des échanges marchands se produisent, sans qu'il existe de contrat officiellement régulé par les pouvoirs publics.</p> <p>Plus vraisemblablement en temps de croissance économique.</p>
	<p>MODALITÉ 2. Relations sociales de type communautaire</p> <p>Ces relations sont établies en fonction de trois types de liens, qui dépendent de : 1) La proximité nationale, ethnique, linguistique ou religieuse ; 2) La proximité locale ; 3) Les liens familiaux.</p>	<p>Seconde modalité du type 1 : Carrières migratoires régulières de type communautaire</p> <p>Intervention pour l'accès à des ressources de type sociétaire, sur le marché des papiers, du travail et du logement.</p>	<p>Seconde modalité du type 2 : Carrières migratoires informelles de type communautaire</p> <p>Cette modalité concerne le rôle des réseaux au sein desquels se mettent en pratique un système d'entraide basée sur le don et la micro-solidarité, dans le cadre de stratégies de subsistance.</p> <p>Plus vraisemblablement au moment de l'arrivée et en temps de crise économique</p>

Source : Données de la recherche doctorale

A partir du croisement de ces deux dimensions (rapports à l'Etat et relations entre les acteurs), quatre catégories apparaissent alors, tels que : les carrières migratoires régulières ou informelles, pour lesquelles les liens sociaux sont de type sociétaire ou communautaire (Tableau 1). Ici, les liens communautaires sont établis en fonction de trois types de liens principaux : d'une part, les liens fondés sur la proximité nationale, linguistique, ethnique ou

religieuse, c'est-à-dire des liens établis dans la continuité de la société d'origine ; d'autre part, les liens fondés sur la proximité locale, au niveau du voisinage par exemple, c'est-à-dire des liens établis plus strictement dans le cadre de la société d'accueil ; et enfin, les liens familiaux. Dans le cadre de cette recherche, les carrières migratoires régulières adopteront des traits sociétaires et communautaires, indépendamment du moment considéré (arrivée en Espagne, *décennie prodigieuse* ou crise économique). Au contraire, les carrières migratoires informelles adopteront plus vraisemblablement des traits sociétaires en temps de croissance économique (Chapitre V), tandis qu'elles revêtissent parfois des traits communautaires en temps de crise économique (Chapitre VII).

Pour analyser les résultats de la recherche, une hypothèse centrale sera émise, selon laquelle la diversité des carrières migratoires s'explique par l'action conjointe de trois types de facteurs, concernant les caractéristiques institutionnelles et structurelles du contexte, les traits particuliers des acteurs et les réseaux auxquels ils prennent part. Dès lors, la variation des carrières migratoires sera expliquée en fonction du poids différentiel de ces trois facteurs principaux. En fonction de l'action conjointe des facteurs explicatifs, différents types de carrières migratoires verront le jour. Suivant cette approche, la situation des migrants à un moment donné ne peut en aucun cas être considérée comme un résultat définitif, mais plutôt comme une étape qu'ils traversent à un moment donné, dans des circonstances particulières, marquées par un certain contexte spatio-temporel. Les carrières migratoires ne peuvent donc être conçues comme un processus linéaire et inévitable, dont le point d'arrivée s'expliquerait en fonction des attentes de la société d'accueil quant à la position sociale des migrants (Chapitre I). Des allers et des retours sont également possibles entre les types de carrières migratoires. Au sein des dimensions ici considérées (motifs de la migration et situation administrative, travail et logement), ce travail de recherche permettra d'établir une typologie pour expliquer le déroulement et la variation des carrières migratoires.

Les traits particuliers des acteurs agiront parfois comme des facteurs explicatifs, mais ils adopteront parfois le rôle de variable dépendante. Par exemple, lorsque la dynamique de la *carrière migratoire* est considérée en ce qui concerne la situation administrative, cette même situation administrative apparaît comme la variable dépendante. Cependant, lorsque la dynamique de la *carrière migratoire* est considérée en ce qui concerne le travail ou le logement, cette situation administrative adoptera le rôle de variable explicative. Le rôle des variables dépendra donc de la dimension analysée. La réalité sociale se caractérisant par un degré élevé de complexité, il est impossible de réduire le rôle des variables uniquement en

termes de facteurs explicatifs ou de variable dépendante. La précision est nécessaire afin d'éviter les risques de raisonnement circulaire.

Par ailleurs, trois objectifs secondaires viennent compléter l'objectif principal d'analyse et d'explication de la dynamique des carrières migratoires, en termes de diversité et de changement. Le premier objectif secondaire consistera à vérifier la pertinence du facteur national pour expliquer les différences entre les carrières migratoires. Pour cela, des entretiens et des observations ont été réalisés auprès de migrants adultes originaires de Roumanie, du Maroc, des pays de la Communauté Andine et d'Afrique subsaharienne (Chapitres II et VI). Les groupes migrants ont été sélectionnés en fonction de leur nombre et de leurs caractéristiques collectives, compte-tenu des temps de la migration et de certains aspects du *régime migratoire* de l'Espagne, qui varie selon le pays de nationalité des migrants (Chapitre II). Après l'entrée sur le terrain, de nouveaux critères sont apparus pour justifier la sélection des groupes, tels que le nombre relativement élevé de commerces et d'associations spécifiques, ou encore le discours des représentants de la société d'accueil vis-à-vis des migrants (Chapitre IV). La définition des groupes ne devrait pas empêcher de considérer la diversité interne de chacune des catégories finalement retenues. En effet, Spepick et Stepick (2008) avertissent des limites de la réification de la nationalité.

Le deuxième objectif secondaire consistera à vérifier le rôle de l'Etat, à travers l'incidence des politiques d'intégration mises en place par les pouvoirs publics, à l'échelle de gouvernement local, régional et central. Pour cela, des entretiens ont été effectués auprès des services municipaux spécifiques et les principaux documents de travail ont été analysés de façon comparative (Chapitres III et IV). Au cours de l'élaboration de la présente recherche, les politiques ont d'abord été analysées en termes de *philosophies publiques de l'intégration*, puis l'importance des liens entre les politiques de l'intégration et de l'immigration est apparue. En interrogeant de façon explicite l'incidence des politiques publiques, l'objectif est de protéger cette recherche des tentations normatives que revêt souvent la notion d'intégration lorsqu'elle se réfère à la seule situation des migrants, plutôt qu'à l'ensemble de la société à laquelle ils prennent part dès le moment de leur arrivée.

A travers ce deuxième objectif secondaire, la considération des politiques d'intégration comme une variable clé, faisant partie des données de contexte, sera précisée pour expliquer la variation des carrières migratoires dans la ville de Parla. En effet, les politiques ont potentiellement un impact sur les expériences des migrants dans la société d'accueil,

notamment en ce qui concerne les services publics mis en place, les conditions d'accès à ces derniers, les critères de régularisation, mais aussi les attitudes face à l'altérité, qui potentiellement peuvent varier en fonction de l'origine nationale. Dès lors que les politiques de l'intégration peuvent expliquer certains aspects de la vie des migrants, elles transmettent également une certaine position des migrants dans la société d'accueil.

A travers les discours prononcés, les mesures adoptées et les programmes mis en place, ce positionnement à partir du domaine politique peut contribuer à la différenciation entre ceux qui sont membres de la communauté, et ceux qui ne le sont pas, ou pas complètement. De là, peuvent se former différents sentiments d'appartenance, ou bien se produire une certaine segmentation de la citoyenneté. Afin de mettre en avant le rôle de l'Etat, et l'influence que les pouvoirs publics peuvent avoir sur les carrières migratoires, les politiques d'intégration seront appréhendées en comparant les initiatives au niveau local, régional et central du gouvernement (Chapitres III et IV). La gestion de l'intégration sera également analysée en raison des liens avec les politiques de contrôle des flux, dont le rôle redevient prépondérant en temps de la crise économique (Chapitre VII).

Enfin, le troisième et dernier objectif secondaire de cette recherche consiste à vérifier l'impact de la crise économique sur les carrières migratoires des migrants adultes dans la ville de Parla. Alors que la crise économique fait ressentir ses premiers signes dès le troisième trimestre de l'année 2007, la majorité des données de terrain ont été recueillies durant l'année académique 2009-2010 (Chapitre VII). Certes, la crise n'en est qu'à ses débuts ; cependant, Parla est la ville de la région métropolitaine de Madrid dont le revenu par habitant est le plus faible (Chapitre VI), et les changements économiques s'observent plus tôt et de façon plus prononcée parmi les populations a priori plus vulnérables. Par ailleurs, les données statistiques indiquent que les migrants, auxquels s'intéresse cette recherche, ont été touchés de façon bien plus sévère par la destruction d'emploi que les non migrants (Source : EPA, INE). Dans le cadre de cette recherche, il semble dès lors justifier d'analyser les (premiers) effets de la récession économique, en ce qui concerne les migrants adultes dans la ville de Parla. La situation serait différente pour un autre groupe social dans un autre contexte de réception. Il convient d'ores et déjà de signaler que l'étude de cas qui fait l'objet de la présente recherche se déroule dans un contexte spatio-temporel particulier, et qu'elle répond au critère de représentativité analytique, mais non au critère de représentativité statistique, qui caractérise au contraire les études de type quantitatif.

Dans la première partie de ce travail, les cadrages conceptuels et les ancrages méthodologiques seront précisés. Dans le premier chapitre, différentes approches autour de la notion d'intégration seront présentées. Puis, l'adoption de la notion de *carrière migratoire* sera justifiée pour analyser les expériences des migrants adultes dans la ville de Parla. L'évolution des débats sur l'intégration sociale mettra en avant les divergences entre l'élaboration de ce concept dans la tradition sociologique, en référence à l'ensemble de la société, et son utilisation dans la sociologie des migrations aux États-Unis et en Europe occidentale, en ce qui concerne la situation des migrants (et parfois leurs descendants). Dans d'autres cas, la notion d'intégration est utilisée en référence à la formulation de politiques publiques, en termes de modèle ou de philosophie. L'analyse des différentes approches concernant l'intégration permettra une mise en avant du clivage entre les approches micro et macrosociologiques de la réalité sociale. Compte tenu des forces et des faiblesses de la notion d'intégration en référence à l'expérience des migrants adultes, la problématique de la recherche a subi une reformulation autour de la notion de carrière migratoire, dont l'analyse et l'explication constituent le principal objectif. Dans le deuxième chapitre, les principales étapes du travail de recherche seront présentées sous la forme d'un récit chronologique des faits. Dans un premier temps, les choix méthodologiques préalables à l'enquête de terrain seront précisés au sujet des groupes migrants, du contexte local, ainsi que des acteurs et des espaces interrogés. Puis, les interactions entre le chercheur et les acteurs du terrain seront abordées, avant d'exposer les méthodes d'analyse des données recueillies au cours de la recherche.

La seconde partie de la recherche s'interrogera sur les politiques d'intégration formulées au niveau local, régional et central du gouvernement, tout en tenant compte de l'accès des usagers aux services publics municipaux et du rôle du tissu associatif dans la ville de Parla. Dans le troisième chapitre, l'attention portera sur les politiques d'intégration mises en place au niveau central et régional. Ceci permettra de définir plus précisément les éléments du contexte qui expliquent certains aspects du déroulement des carrières migratoires. Par ailleurs, afin de mieux comprendre les particularités du contexte espagnol de réception, les caractéristiques du contexte international au cours des années nonante et deux mil seront mises en avant, notamment en ce qui concerne l'apparition des migrations internationales dans les pays du sud de l'Europe. Le contexte international sera également défini en fonction des débats vis-à-vis des migrations internationales dans les pays du nord de l'Europe et dans les pays classiques, comme les États-Unis, le Canada et l'Australie. L'attention se portera

ensuite sur l'expérience espagnole durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration (1998-2008). La référence à d'autres contextes de réception devrait palier, du moins en partie, l'absence de recherche empirique comparative dans ce travail.

Dans le quatrième chapitre, les initiatives spécifiques mises en place par la municipalité de Parla seront analysées, de même que le rôle des associations locales, au cours des années nonante et deux-mil. Les analyses apporteront des éléments de réponse aux questions suivantes : Existe-t-il une cohérence entre les programmes spécifiques ? Quels sont les principes qui orientent la politique locale, notamment à travers l'adoption d'un Plan municipal en matière d'intégration sociale ? Quelle vision en ressort-il des migrants ? Quel est le rôle des services municipaux, en termes de réponse aux besoins des migrants et de collaboration avec le tissu associatif ? Et justement, que dire du rôle des associations locales ? Quant aux programmes municipaux, l'attention portera sur les initiatives spécifiques tournées vers les migrants adultes, en matière d'orientation juridique, de traduction, d'apprentissage de l'espagnol et de médiation interculturelle. L'objectif est ici de mettre en avant les éléments particuliers du contexte local de réception, afin de situer le cadre dans lequel se déroulent les carrières migratoires. Il s'agit également d'identifier les aspects du contexte qui expliquent le déroulement d'un certain type de carrière, notamment les ressources mises à disposition des migrants par l'administration locale et le tissu associatif.

Enfin, la troisième partie de la recherche portera sur le déroulement en lui-même des carrières migratoires des migrants adultes installés dans la ville de Parla. Afin de comprendre pourquoi et comment ils arrivent en Espagne, l'attention du cinquième chapitre portera sur les motifs de la migration, les processus de régularisation et le rôle des réseaux auxquels les migrants prennent part. L'analyse des raisons de la migration mettra en avant les tensions qui existent entre la prise de décision autonome des acteurs et les contraintes qui émanent parfois des contextes structurels et familiaux. De façon générale, la décision de migrer s'explique par une certaine perception des possibles. Cependant, le principal motif de la migration permet de distinguer plusieurs profils de migrants, selon s'ils sont venus en Espagne en raison de leur situation professionnelle, des circonstances familiales ou encore de facteurs minoritaires, telles que la prolongation des études ou les persécutions politiques⁴. Le statut administratif fait apparaître une seconde classification, qui permet de différencier les migrants ayant obtenu

⁴ Les migrations environnementales sont quasiment inexistantes en Espagne, tandis que les migrations politiques sont minoritaires et seront traitées lorsque la figure des réfugiés politiques sera évoquée à la fin de ce chapitre.

un permis de résidence avant ou après leur arrivée dans le pays, les migrants en situation irrégulière, les ressortissants communautaires et les réfugiés politiques. De ce point de vue, la multiplication des processus de régularisation met en avant l'existence d'une citoyenneté segmentée, tous les migrants n'ayant pas accès aux différents échelons dans les mêmes conditions.

Dans le sixième chapitre, l'attention portera sur les *modes de vie* des migrants dans la société d'accueil (Martiniello et al. 2010), en ce qui concerne les mobilités et les interactions sociales sur les marchés du travail et du logement. L'incidence de l'origine nationale sera confirmée dans certains domaines, notamment pour expliquer la configuration des réseaux. En référence à la classification de Weber, les tensions entre les liens communautaires et sociétaux seront mises en avant pour expliquer certaines différences entre les carrières migratoires. Les logiques opérant au sein du voisinage, de la famille et des réseaux de connaissances, se différencient en effet de celles qui opèrent sur des marchés privés dans lesquels priment des critères de compétition. Afin d'analyser les statuts, les mobilités et les interactions sur les marchés du travail et du logement, une approche microsociologique sera privilégiée face à une perspective qui met en avant le poids décisif des institutions. Dans ce sixième chapitre, l'hypothèse principale sera concrétisée, partant du principe selon lequel les caractéristiques des acteurs et des réseaux prennent le pas sur celles des institutions, pour expliquer les carrières migratoires. Cette observation s'applique au déroulement des carrières migratoires durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration, qui coïncide avec une étape de croissance économique.

Dans la continuité des chapitres précédents, les premiers effets de la crise économique seront analysés dans le septième et dernier chapitre de cette recherche en ce qui concerne le travail et le logement (Chapitre VI), les conditions de la migration (Chapitre V) et l'évolution des mesures mises en place par les pouvoirs publics (Chapitres III et IV). En temps de crise économique, l'hypothèse sera affinée en fonction du principe selon lequel les caractéristiques institutionnelles et structurelles du contexte de réception prennent le pas sur celles des acteurs et des réseaux, comme ça pouvait être le cas au moment de l'arrivée en Espagne. Un certain « retour à la case départ » s'observe pour certains migrants. Dans ce nouveau contexte, les stratégies des migrants se réorientent alors, afin d'assurer leur subsistance économique. Parmi ceux devenus propriétaires d'un logement, s'ajoute l'inquiétude face à la possibilité de se voir confisquer leur bien par la banque. Parmi ceux n'ayant pas encore stabilisé leur situation administrative, s'ajoute la crainte de faire l'objet d'un contrôle policier. Circularités, retour et

nouvelles migrations sont alors envisagées par les migrants, tandis que l'Espagne redevient une terre d'émigration et certains changements s'observent en ce qui concerne les politiques vis-à-vis des migrants.

Les différences s'estompent parmi les migrants adultes qui sont installés à Parla, et la condition migrante cède la place à la condition socioéconomique en tant que principal trait caractéristique des expériences de ces derniers. Dans cette ville de la périphérie urbaine et sociale de Madrid, dès les premiers temps de la récession qui affecte l'économie espagnole, la situation de l'emploi, le niveau de formation ou encore la situation familiale deviennent des marqueurs bien plus importants pour expliquer les différences entre les carrières migratoires que ne le sont le statut administratif ou l'origine nationale, par exemple, qui caractérisent plutôt la (ou les) condition(s) migrante(s). Ces traits caractéristiques de la condition migrante jouent au contraire un rôle majeur au moment de l'arrivée dans le pays, dans un contexte marqué par la croissance économique, comme c'est le cas entre la fin des années nonante et les années 2007-2008.

**PREMIÈRE PARTIE. CADRES CONCEPTUELS ET ANCRAGES
MÉTHODOLOGIQUES**

CHAPITRE I. DE L'INTÉGRATION AUX CARRIÈRES MIGRATOIRES

Dans ce premier chapitre, différentes approches autour de la notion d'intégration seront présentées, puis la notion de carrière migratoire sera introduite pour l'analyse l'expérience des migrants adultes dans la ville de Parla. Comme point de départ, l'évolution des débats sur l'intégration sociale mettra en avant les divergences entre l'élaboration de ce concept dans la tradition sociologique, en lien avec l'ensemble de la société, et son utilisation dans la sociologie des migrations aux États-Unis et en Europe occidentale, en ce qui concerne la situation des migrants (et parfois aussi celles de leurs descendants). Dans d'autres cas, la notion d'intégration est utilisée en référence à la formulation des politiques publiques, en termes de modèle ou de philosophie d'intégration. L'analyse des différentes approches sur l'intégration mettra en avant le clivage qui existe parfois entre les approches micro et macrosociologiques de la réalité sociale. Dès lors, afin d'aborder l'influence conjointe des facteurs liés aux structures, aux acteurs et aux réseaux, le terme de *carrière migratoire* sera mobilisé pour analyser l'expérience des migrants adultes dans une ville de la périphérie métropolitaine de Madrid, telle que Parla.

I. De la notion d'intégration

Dans son ouvrage *Qu'est-ce-que l'intégration?*, Schnapper (2007) reconnaît que le concept d'intégration peut paraître ambigu et que cette ambiguïté s'explique du fait que le terme soit utilisé dans les langages courant, politique et scientifique. Dès lors, il semble difficile pour les sociologues de se défaire des connotations colloquiales et politiques du concept, et de trouver un accord autour d'une définition concrète de l'intégration, pouvant leur servir d'instrument d'analyse de la réalité sociale. Pour arriver à cet objectif, il convient de distinguer la formulation politique de l'intégration, en termes normatifs, de sa définition du point de vue « du fait sociologique des processus sociaux », en termes descriptifs ou explicatifs. Mais cela est-il possible ? De ce fait, quelles sont les forces et les faiblesses de la notion d'intégration pour étudier l'expérience des migrants adultes dans la ville de Parla ? Les apports de la sociologie générale autour de la notion d'intégration seront analysés, de même que les travaux de la sociologie des migrations, aux États-Unis et en Europe occidentale. Les facteurs

explicatifs, les dimensions, ainsi que l'évolution des expériences des migrants seront interrogés pour délimiter la problématique posée dans cette recherche.

I.1. La tradition sociologique

Au cours de l'histoire récente des pays d'Europe occidentale, les migrations internationales constituent l'une des composantes principales de changement social. Au dix-neuvième siècle, les bouleversements sociaux liés à la révolution industrielle, provoquent justement les interrogations des premiers sociologues. Dans quelle mesure certains de ces questionnements peuvent-ils être repris pour analyser les changements provoqués par l'installation de migrants internationaux dans la ville de Parla ?

L'intérêt pour la question de l'intégration apparaît au moment même de la consolidation de la société moderne et il constitue le point de départ de la pensée sociologique. L'arrivée de la modernité s'accompagne de changements profonds des structures socioéconomiques et des relations sociales. Les premiers sociologues, parmi lesquels Comte, Spencer, Weber et Durkheim, s'interrogent alors sur le maintien ou la restauration des liens sociaux dans des sociétés dans lesquelles la tradition et la religion semblent ne plus jouer leur rôle intégrateur. Pour analyser l'intégration, les sociologues classiques centrent leur attention sur les *relations sociales* qui s'établissent entre les individus et qui constituent le point de départ de la formation d'une société. À partir de cette observation commune, se sont développées deux approches sociologiques différentes. La première, émergeant des travaux de Durkheim, utilise explicitement la notion d'intégration et elle adopte une perspective déterministe et holistique pour analyser les faits sociaux, au contraire de Weber ou Simmel, dont les travaux s'articulent autour du concept d'action sociale, à partir d'une approche microsociologique.

Durkheim (1858-1917) établit ainsi une distinction entre *la solidarité mécanique*, qui dépend du degré de similarité entre les membres de la société, et *la solidarité organique*, qui dépend de la complémentarité des fonctions sociales qu'exercent les individus. De son point de vue, la question de l'intégration concerne l'ensemble de la société, mais elle se pose également pour chacun des groupes qui en font partie. Et pour mesurer l'intégration, posée en termes de solidarité, Durkheim distingue deux dimensions liées entre elles, telles que *l'intensité des relations* entre les membres de la société et les *valeurs* que ceux-ci partagent. Dans son cadre

d'analyse, l'éducation apparaît comme l'instrument clé qui permet de consolider la communauté d'idées et de sentiments, nécessaire, selon lui, pour créer et maintenir la solidarité entre les membres de la société. Certains courants sociologiques plus modernes, prenant leur essor après la Seconde guerre mondiale, s'inscrivent dans la même ligne de pensée que Durkheim. Ainsi, le fonctionnalisme, dont Parsons et Merton sont les principaux représentants, s'intéresse aux liens entre les structures, tandis que la sociologie de la déviance s'interroge au sujet de l'anomie, des valeurs et des normes.

Tönnies (1855-1936) adopte un autre point de vue pour distinguer deux types de liens sociaux, selon s'ils s'établissent dans l'ordre de la *communauté*, comme c'est le cas de la famille, du voisinage et de l'amitié, ou dans l'ordre de la *société*, en fonction d'échanges régulés par un contrat. La substance de la communauté est constituée de liens élémentaires, claniques, d'émotions et d'affects, qui émanent de la volonté naturelle ou essentielle. Au contraire, la société, basée sur la volonté arbitraire ou rationnelle, se caractérise par des relations rationnelles, instrumentales et stratégiques, qui répondent à des calculs (Giner et al. 2002 : 132-133). Tandis que cette dichotomie permet à Tönnies de différencier deux réalités historiques qui, selon lui, se succèdent dans le temps, Weber (1864-1920) reprend à son compte la distinction entre les liens communautaires et ceux qui s'établissent dans l'ordre de la société, pour analyser la réalité sociale qui lui est contemporaine, en utilisant chacune des deux catégories en tant que types idéaux. L'approche de Simmel (1858-1918) se situe dans la même ligne de pensée que Weber étant donné qu'il insiste sur le rôle des actions et des interactions sociales, tandis que Durkheim considère le rôle des faits sociaux et des structures en tant que déterminants de l'action des individus. Parmi les perspectives microsociologiques plus modernes, *l'interactionnisme symbolique* part du principe selon lequel les phénomènes sociaux sont créés et construits subjectivement à partir des interactions entre les individus. Les principaux travaux qui s'inscrivent dans cette ligne de recherche sont ceux de Mead, la phénoménologie de Schütz, le modèle théâtral de Goffman, l'ethnométhodologie de Garfinkel et l'analyse de conversations de Sacks.

Les travaux de Norbert Elias, Bourdieu et Giddens se situent à mi-chemin entre la sociologie des structures et la sociologie de l'action. Quant au premier, il est l'auteur de la *théorie sociologique de l'interdépendance*, qui fait référence aux réseaux ou liens invisibles de dépendance fonctionnelle et réciproque entre les membres de la société, et déterminent la personnalité de ceux-ci. De son côté, Bourdieu construit les concepts de *champ* et d'*habitus*, lui permettant de concilier dans une même approche un certain déterminisme social avec la

reconnaissance de la subjectivité des acteurs. De ce point de vue, l'habitus se définit comme un système de pensée stable qui se construit à partir de l'intériorisation des normes sociales et culturelles, mais aussi à partir de l'expérience personnelle et biographique des individus. Les différents champs (culturels, religieux, politiques, scientifiques, etc.) sont alors définis comme les structures sociales qui déterminent et dans lesquelles se reproduit l'habitus. Quant à Giddens, il est l'auteur de la *théorie de la structuration*, selon laquelle les structures sociales conditionnent, limitent et habilitent les pratiques des acteurs, tout en étant dépendants des actions et des interactions des individus, notamment de leurs conséquences inattendues.

Si tous les sociologues n'utilisent pas le concept d'intégration, leurs travaux gardent en commun les grandes problématiques sur lesquelles ils s'interrogent, telles que la nature des relations sociales et les dynamiques qui expliquent la formation de la société, son fonctionnement et son évolution dans le temps. Néanmoins, tous n'adoptent pas les mêmes approches pour analyser la réalité sociale, et leurs travaux se classent le long d'un continuum qui oppose les perspectives micros et macros de la réalité sociale, ou encore le rôle de l'action face au déterminisme des structures. Tandis que les travaux des premiers sociologues se différencient de façon marquée à partir des travaux de Durkheim et de Weber, les perspectives plus récentes proposées par Bourdieu, Norbert Elias ou encore Giddens proposent d'inclure dans un même cadre théorique les dimensions macro et micro de la réalité sociale, indiquant dès lors qu'il ne s'agit pas de dimensions exclusives mais complémentaires. Du fait de la pertinence singulière qu'il revêt, cet aspect concret, concernant la complémentarité des dimensions macro et micro de la réalité sociale, sera repris pour orienter l'analyse des carrières migratoires dans la ville de Parla, au regard de la complémentarité des facteurs macro et micro pour expliquer la variation de ces dernières.

Cependant, plusieurs critiques peuvent être formulées à l'encontre des auteurs de la sociologie générale, dès lors qu'il s'agit d'utiliser leurs apports pour aborder l'objet de la présente recherche. D'une part, le rôle accordé aux facteurs meso reste pour le moins secondaire. Par ailleurs, les premiers sociologues se penchent sur l'analyse de sociétés, certes affectées par des changements, mais relativement stables en termes de leur constitution. Pour cette raison, ces approches peuvent difficilement être appliquées pour analyser les expériences des migrants adultes dans la ville de Parla. Dès lors, qu'en est-il des perspectives qui voient le jour au sein de la sociologie des migrations, considérant la situation des migrants internationaux ? Différentes approches seront d'abord présentées, avant d'exposer les aspects pouvant être retenus, ou mis de côté, pour analyser les carrières migratoires dans la ville de

Parla.

I.2. La sociologie des migrations

I.2.1. Le paradigme classique de l'assimilation

L'analyse de l'intégration sociale en lien avec la situation des migrants apparaît très tôt comme l'une des principales lignes de recherche de la sociologie aux États-Unis. De même qu'au Canada, en Australie et en Nouvelle Zélande, les migrations internationales jouent un rôle clé dans la formation de ces pays. Dans les pays européens, dont l'histoire est liée à la construction de l'État-nation et pour lesquels les migrations internationales sont un phénomène *relativement* plus récent, l'intérêt académique pour la situation des migrants apparaîtra plus tard. Dans un premier temps, les débats seront donc analysés dans le contexte des États-Unis, où la notion d'intégration cède la place au concept d'assimilation. L'attention porte alors sur l'expérience des migrants dans la société d'accueil, et la situation des minorités ethniques, au contraire des approches de la sociologie classique qui adoptent une vision plus globale de la société.

Malgré les différences historiques entre les pays classiques et européens, la question de l'intégration sociale liée aux migrations internationales, dans l'un et l'autre contexte, garde des éléments en commun. Ainsi, jusque dans les années cinquante, la perspective de l'assimilation garde un impact sur les initiatives politiques, comme sur les apports de la sociologie, notamment aux États-Unis et en France (López Sala 2005 ; Schnapper 2007)⁵. Selon cette première approche, considérée comme le *paradigme classique de l'assimilation*, les migrants perdront petit à petit leur culture d'origine et ils adopteront les caractéristiques culturelles et sociales de la société d'accueil, suivant un processus évolutif naturel,

⁵ Ces deux auteurs partagent le même point de vue sur la question. Selon l'une, « Les politiques assimilationnistes n'ont pas seulement été appliquées dans les pays d'outremer, mais également dans les pays d'accueil européen durant les décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale. (...) Certains ont soutenu que le cas français est le plus paradigmatique quant à l'application de politiques de type assimilationniste. » (López Sala 2005 : 81). Selon l'autre, « Au cours de la période de formation de la sociologie, des années 1880 aux années 1950, l'« assimilation » fut d'abord utilisée aussi bien aux États-Unis qu'en France pour désigner le processus par lequel les nouveaux immigrants devenaient progressivement des membres de la société d'installation. C'est ce dont témoignent aussi bien des articles du droit de la nationalité français que l'utilisation du terme par Durkheim ou les chercheurs de l'Ecole de Chicago. Le terme d'« intégration » était réservé par Durkheim au problème de la société dans son ensemble. » (Schnapper 2007 : 13).

incontournable et inconscient, au terme duquel il ne sera plus possible de percevoir de différences entre eux et la population autochtone. Ce sont là les principes de la *straight line assimilation*. Ce paradigme présente une vision déterministe de la réalité sociale. L'assimilation se mesure alors en fonction de la convergence avec ce qui est défini comme étant le corps central de la société d'accueil (*mainstream*), sans que soient considérées la diversité culturelle ni la stratification sociale qui caractérisent toute société (Safi 2007).

Par rapport à l'analyse des carrières migratoires dans la ville de Parla, plusieurs aspects du paradigme classique de l'assimilation méritent d'être retenus. Tandis que les analyses des premiers sociologues considèrent l'ensemble de la société d'accueil, cette nouvelle ligne de recherche suppose la reconnaissance académique de la position des migrants en tant qu'acteurs dont les expériences sont particulières. Aux Etats-Unis, la diversité est reconnue comme une composante qui caractérise l'évolution de la société. De même, dans la ville de Parla, les migrations, d'abord internes puis internationales, sont une composante de l'histoire démographique et sociale de la ville (Chapitre III). Par ailleurs, il semble qu'une partie non négligeable des migrants sont arrivés à Parla pour y rester, c'est-à-dire qu'ils aspirent à être considérés en tant que membres à part entière de la société d'accueil et non seulement en tant que travailleurs invités en temps de croissance économique (Chapitres VI et VII).

I.2.2. Le débat sur l'assimilation aux États-Unis

I.2.2.1. L'Ecole de Chicago

Aux États-Unis, la *théorie de l'assimilation* trouve ses origines dans les premiers travaux de l'Ecole de Chicago, entre la fin du dix-neuvième siècle et les années trente du vingtième siècle. Les auteurs sont alors influencés par certaines idées de la sociologie classique, notamment la dichotomie de Tönnies entre les liens qui prédominent au sein de la communauté et de la société, les analyses de Durkheim autour du concept d'intégration, et la « *Digression sur l'étranger* » de Simmel (1927). Selon ce dernier, l'étranger est un élément constitutif du groupe. Sa position, qui est le résultat d'un équilibre entre distance et proximité, dépend essentiellement du fait qu'il n'appartient pas à ce groupe depuis toujours. Cet équilibre entre distance et proximité détermine les éléments que les membres du groupe gardent en commun et ceux qu'ils partagent avec l'étranger, ou non. En tenant compte des apports de Simmel, les chercheurs de l'Ecole de Chicago n'ont pas seulement été influencés

par une vision structuraliste des relations sociales mais également par la sociologie de l'action sociale, qui rend compte du rôle des interactions et sous-entend que le conflit est inévitable et caractérise toute société humaine. De nouveau, les perspectives structurelles semblent être complémentaires de celles qui insistent sur le rôle des acteurs.

Les travaux de Thomas et Znaniecki, ou Park et Burgess, constituent les principaux apports de l'Ecole de Chicago concernant de façon spécifique les migrants et leurs descendants. Dans leur ouvrage « *The polish peasant in Europe and America* », Thomas et Znaniecki (1927) décrivent un *processus de désorganisation et réorganisation* des valeurs sociales parmi les migrants polonais. Ce processus a lieu lorsque les migrants quittent le milieu rural dont ils sont originaires et dans lequel la majorité des liens sont communautaires, pour s'installer dans une société complexe. Thomas et Znaniecki (1927) insistent sur le caractère conflictuel de ce changement, pouvant parfois devenir violent. S'ils reconnaissent l'importance du groupe ethnique dans la société d'accueil, ils défendent toutefois le caractère incontournable de l'assimilation, qu'ils considèrent comme un processus positif, dans la mesure où il permet l'harmonisation des valeurs et des attitudes entre les migrants et les autochtones, ainsi que l'émancipation des individus par rapport à l'expérience du groupe d'origine. Selon Faist (1997), Thomas et Znaniecki font partie des rares auteurs qui tiennent compte des facteurs agissant à l'échelle meso de la réalité sociale, c'est-à-dire de l'effet des réseaux sociaux.

Quant à Park et Burgess (1921), ils sont les auteurs de la *théorie du cycle des relations raciales*. Dans leur ouvrage *Introduction to the science of sociology*, ils distinguent quatre types d'interactions entre les groupes sociaux, telles que la compétition, le conflit, l'accommodation et finalement l'assimilation. Chacune de ces interactions représente une étape du cycle, correspondant aux changements ayant respectivement lieu dans les sphères économique, politique, sociale et culturelle. Selon ce schéma, l'accommodation se produirait de façon relativement rapide, comme le résultat d'une attitude consciente de la part des individus et des groupes impliqués. Elle serait caractéristique des changements vécus par les premières générations et les migrants adultes. Quant à l'assimilation, elle se produirait de façon plus lente, comme le résultat d'un processus inconscient d'adaptation à la vie sociale et culturelle de la société d'accueil, qui concernerait plus particulièrement les enfants de migrants et les migrants arrivés avant l'âge adulte.

Les travaux de l'Ecole de Chicago s'inscrivent dans la tradition sociologique antérieure, en abordant une problématique similaire, puisqu'ils essayent d'expliquer et de donner du sens

aux changements qui affectent l'ensemble de la société. Ainsi, la définition de l'assimilation que proposent Park et Burgess – dans le même ouvrage cité auparavant – ne fait pas seulement référence aux expériences des migrants : « L'assimilation est un processus d'interprétation et de fusion au cours duquel les personnes et les groupes acquièrent les mémoires, les sentiments et les attitudes d'autres personnes et d'autres groupes et, en partageant leur expérience et leur histoire, sont incorporés avec eux dans une vie culturelle commune. » (Park et Burgess 1921) ⁶. Malgré les ressemblances qui existent entre cette définition et le concept d'intégration utilisé par Durkheim, puisque dans un cas comme dans l'autre, les auteurs soulignent la centralité des relations sociales et des valeurs communes pour maintenir les liens sociaux, la perspective qu'adoptent les premiers sociologues de l'Ecole de Chicago se distingue de l'approche du sociologue français, puisque les premiers reconnaissent en partie le rôle des organisations intermédiaires entre la société et les individus.

Par rapport à l'analyse des carrières migratoires dans la ville de Parla, plusieurs éléments peuvent être retenus à partir des travaux de l'Ecole de Chicago, reprenant eux-mêmes certains éléments de la sociologie classique. D'une part, plutôt que la considération des liens communautaires et sociétaires comme deux réalités historiques qui se suivent, il semble plus pertinent de retenir leur formulation en tant que types idéaux, comme le propose Weber. Dans le cadre de cette recherche, la distinction entre les liens de la société et de la communauté apparaît au sein de la catégorisation des types de carrières migratoires (Tableau 1).

Un autre élément des premiers sociologues peut être repris dans le cadre de cette recherche. Ainsi, tel que Simmel expose dans sa *Digression sur l'Étranger*, la position des migrants est déterminée à la fois par les éléments qui les distinguent des membres de la société d'accueil et par les éléments qu'ils gardent en commun avec eux. Ici, l'hypothèse principale suppose que les carrières migratoires sont déterminées en fonction de l'action conjointe et du poids différentiel des facteurs qui caractérisent les structures, les acteurs et les réseaux. Selon certains aspects, comme les raisons de la migration et la situation administrative, l'apprentissage de la langue et l'obtention des équivalences de formation, les carrières sont bien migratoires dans le sens où elles sont spécifiques aux migrants. En effet, les non migrants ne sont pas concernés par ces questions (Chapitre V). Cependant, et notamment en ce qui concerne l'accès au travail et au logement, les expériences des migrants perdent ce caractère

⁶ "Assimilation is a process of interpretation and fusion in which persons and groups acquire the memories, sentiments, and attitudes of other persons and groups, and, by sharing their experience and history, are incorporated with them in a common cultural life." (Park et Burgess 1921).

migratoire à proprement dit, pour adopter des éléments communs avec les expériences des non migrants (Chapitre VI). En temps de crise économique, la condition migrante refait surface, mais la précarité des expériences se voit également déterminer par la condition socioéconomique, relativement faible en terme de revenu et de niveau d'éducation, pour l'ensemble de la population de Parla. Les carrières reprendront parfois leur caractère spécifiquement migratoire, mais elles garderont des éléments communs avec les non migrants (Chapitre VII). De ce fait, la catégorisation des carrières migratoires, est traversée par la division entre les éléments spécifiques aux migrants, et ceux qu'ils gardent en commun avec le reste de la population.

En considérant l'assimilation en lien avec l'ensemble de la société, et non seulement en lien avec la situation particulière des migrants, les travaux de l'Ecole de Chicago permettent de garder à l'esprit le fait que les migrants ne sont pas un groupe à part de la société d'accueil, mais un groupe constitutif de la société. Et ce, bien que leur position soit déterminée par un équilibre entre distance et proximité par rapport aux autres membres de la société d'accueil. Cependant, bien que les auteurs de l'Ecole de Chicago reconnaissent le conflit comme un élément inévitable de toute société humaine, notamment dans les premiers temps de la migration, cette perspective nie d'une certaine façon la possibilité que les migrants soient affectés par des inégalités ou des discriminations du fait de leur condition migrante.

Quant aux approches particulières de Thomas et Znaniecki, et de Park et Burgess, plusieurs remarques peuvent être formulées par rapport à l'objet de la présente recherche. Quant aux travaux de Thomas et Znaniecki, il reste pertinent de reconnaître que les migrants sont affectés par un processus de désorganisation et réorganisation, qui évolue dans le temps, et que le caractère conflictuel de ce changement peut devenir violent. De même, le rôle accordé aux groupes intermédiaires semble primordial. Cependant, le caractère incontournable de l'assimilation doit être remis en question. A l'époque de Thomas et Znaniecki, les processus migratoires constituaient des migrations de peuplement. Au contraire, à l'heure actuelle, l'amélioration des moyens de transport et de communication facilitent la possibilité que les processus migratoires ne soient pas définitifs. En temps de crise économique, comme c'est le cas en Espagne depuis 2007-2008, se posent les possibilités d'un retour ou de nouvelles migrations pour les migrants adultes installés dans la ville de Parla (Chapitre VII).

Par ailleurs, tandis que Thomas et Znaniecki mettent l'accent sur le partage des mêmes valeurs sociales et des attitudes, les logiques de fonctionnement du marché des papiers, du

travail et du logement semblent fondamentales pour expliquer les expériences des migrants (Chapitres V et VI). Plutôt que de penser de la même façon, il s'agirait de regarder ensemble dans la même direction, sans que l'altérité soit considérée en termes de distance, mais plutôt en termes de proximité, au sein de laquelle la complémentarité est rendue possible. Par ailleurs, l'émancipation des migrants par rapport au groupe d'origine de référence ne semble pas nécessairement incontournable ni positive. En effet, lors de l'arrivée des migrants dans le pays d'accueil, ou en temps de crise économique, les réseaux informels et familiaux jouent un rôle prépondérant pour soutenir les migrants, ce qui permet d'atténuer ou de contenir de possibles conflits sociaux, ne serait-ce qu'en partie (Chapitre VII). D'ailleurs, des recherches récemment conduites aux Etats-Unis, ont prouvé que le maintien de liens avec le pays d'origine ne contredit pas nécessairement l'attachement à la société d'accueil (Portes et al 2008). C'est précisément pour cela que, dans cette recherche, la considération des liens de type communautaire fait référence à des liens qui s'établissent dans la continuité de la société d'origine ou dans le cadre de la société d'accueil, de base local. La distinction est plus vraisemblablement établie entre les liens communautaires et les liens sociétaux, eux régulés par un contrat et dénués de sentiments d'appartenance ou d'affects communs.

Quant aux apports de Park et de Burgess, leur théorie du cycle des relations raciales rend compte de la complexité des dimensions qui affectent les expériences des migrants dans la société d'accueil. Cependant, plutôt qu'un cycle linéaire, suivant une certaine évolution, devant aller dans une seule direction, les carrières migratoires subissent des allers et des retours. Quoiqu'il en soit, la reconnaissance d'attitudes conscientes et inconscientes apparaît comme un aspect particulièrement pertinent de l'analyse effectuée par Park et Burgess. En effet, face à une conception déterministe du cycle des relations raciales, les auteurs offrent un rôle, ne serait-ce que limité, aux acteurs, quant à leur capacité d'action et de prise de décision autonome. L'objectif principal des travaux de l'Ecole de Chicago, pour expliquer et donner du sens aux changements qui affectent l'ensemble de la société, permet l'orientation de la problématique de recherche. En ce qui concerne l'expérience des migrants adultes dans la ville de Parla, les caractéristiques du contexte de réception seront reconnus comme l'un des facteurs déterminants, de même que les caractéristiques des acteurs et des réseaux. Le poids différentiels de ces trois types de facteurs explicatifs donnera lieu à plusieurs catégories de carrières migratoires, comme il a été signalé dans l'introduction.

I.2.2.2. Les apports de Gordon

Le concept d'assimilation est au cœur des apports sociologiques de l'Ecole de Chicago, dont les travaux constituent des références centrales de la sociologie des migrations. Cependant, selon Safi (2007), il faudra attendre jusqu'aux années soixante pour assister au premier effort de définition rigoureuse menant à l'opérationnalisation du concept d'assimilation. Cet effort se fait à partir des travaux de Gordon, dont l'ouvrage *Assmilation in American Life* (1964) est publié au moment où émerge, aux États-Unis, l'idée que les expériences ne sont pas les mêmes pour tous les groupes sociaux. Dans ce contexte, Gordon met en avant la diversité des dimensions du processus d'assimilation, et il analyse les liens entre ces dimensions. Dès lors, l'auteur distingue : *l'acculturation*, en référence au comportement culturel ; *l'assimilation structurelle*, ayant trait à la participation des individus et des groupes dans les institutions socioéconomiques ; *l'assimilation maritale*, à travers les mariages mixtes ; *l'assimilation identitaire*, en lien avec l'identité ethnique ; *l'assimilation civique*, se produisant lorsque les migrants et les minorités ethniques n'expriment pas de valeurs ni de forces politiques en conflit avec celles de la société majoritaire ; et enfin, *l'assimilation réceptionnelle*, impliquant l'absence de préjugés de la part de la société d'accueil, ainsi que l'absence de discrimination et de racisme.

Selon l'une des hypothèses centrales de Gordon, l'acculturation serait le premier processus à se mettre en place. Cependant, il reconnaît l'importance des aspects structurels de l'assimilation, qui peuvent avoir un effet positif sur les autres dimensions, notamment sur l'acceptation des migrants et des minorités ethniques. Au-delà des avancées en termes d'opérationnalisation du concept, les apports de Gordon restent inscrits dans le *paradigme classique de l'assimilation*, qui prédomine aux États-Unis depuis la fin du dix-neuvième siècle. Selon l'auteur, l'assimilation se produit au sein du *noyau central* de la société, qui correspond aux standards de la classe moyenne blanche, protestante et d'origine anglo-saxonne, c'est-à-dire la culture WASP (*White Anglo-Saxon Protestant*). Par ailleurs, Gordon ne reconnaît ni la stratification socioéconomique de la société d'accueil ni sa diversité en termes d'appartenances.

En ce qui concerne les carrières migratoires dans la ville de Parla, certains apports de Gordon semblent pertinents, tandis que d'autres méritent des commentaires critiques. L'un des aspects pertinents inclut la reconnaissance du caractère multidimensionnel pouvant donner lieu à des expériences différentes parmi les migrants. La mention de l'assimilation réceptionnelle est particulièrement intéressante dans le sens où elle met en avant le rôle potentiellement négatif

de la société d'accueil, à travers les préjugés, les discriminations et les attitudes racistes. A l'encontre des travaux de Gordon, les principales critiques concernent le manque de reconnaissance du rôle de l'Etat, mais ceci peut s'expliquer du fait que les pouvoirs publics jouent un rôle moindre aux Etats-Unis, en comparaison avec les pays d'Europe occidentale (Rea et Tripier 2003). Par ailleurs, l'expression de valeurs et de forces politiques en conflit avec celles de la société d'accueil est considérée comme un facteur contraire à l'assimilation civique. Ici la critique auparavant formulée à l'encontre des premiers auteurs de l'Ecole de Chicago peut être reprise. De nouveau, selon Gordon, les groupes intermédiaires apparaissent comme un obstacle au processus d'assimilation. Au contraire, dans la présente recherche, les réseaux formels et informels auxquels prennent part les migrants seront considérés en tant que soutien potentiel au regard des ressources qu'ils peuvent apporter et des liens qui peuvent se tisser avec les autres membres de la société d'accueil.

I.2.2.3. Structuralisme et multiculturalisme

A partir des années soixante, les mouvements de défense des droits civils, les émeutes à caractère racial, et le changement des origines des flux migratoires, marquent l'ouverture d'une nouvelle étape dans l'histoire de la pensée sociologique aux États-Unis. Le *paradigme classique* est soumis à plusieurs critiques, sur la base de différents constats. En premier lieu, de nombreux afro-américains continuent de souffrir des situations de désavantage et de marginalisation, bien que leur présence aux États-Unis soit ancienne. Dès lors, cette situation contredit l'idée de l'assimilation comme un processus inévitable. Par ailleurs, le processus de diversification des migrations internationales, et le fait que les nouveaux migrants maintiennent les traits culturels de leur pays d'origine, tout en faisant face à des inégalités, encouragent les critiques face au paradigme classique. L'assimilation n'apparaît plus comme un phénomène linéaire, inévitable, dont les conséquences sont nécessairement positives et souhaitables. Cette approche était en elle-même normative. En reconnaissant la diversité culturelle et structurelle de la société, les critiques se positionnent contre la conception d'un noyau central ou d'une classe moyenne, qui représenterait la société d'accueil, et qui permettrait de mesurer *le degré d'assimilation*. Enfin, les nouvelles perspectives critiquent la vision individualiste du *paradigme classique*, et soulignent la valeur des logiques collectives, ainsi que leur capacité d'influence sur les expériences des acteurs.

Dans ce nouveau contexte, l'ouvrage de Glazer et Moynihan, *Beyond the melting pot* (1963),

et par la suite, les travaux de Portes et de ses collaborateurs, constituent deux des principales productions scientifiques. Celles-ci marquent une certaine rupture face au *paradigme classique de l'assimilation*. De nouveaux termes apparaissent pour faire référence aux expériences des migrants et des minorités ethniques dans la société. Glazer et Moynihan proposent une nouvelle ligne de recherche à partir du concept de *pluralisme culturel*. De ce fait, ils tiennent compte du rôle des groupes ethniques, tout en remarquant l'ethnicité comme facteur de différenciation au sein de la société. Ces auteurs critiquent le paradigme classique de l'assimilation en adoptant une perspective multiculturelle. Dans le cadre de la présente recherche, l'incidence du facteur national pour expliquer les carrières migratoires sera interrogée, pour répondre à l'un des objectifs secondaires du travail. Pour cela, des entretiens ont été conduits auprès de migrants provenant de Roumanie, du Maroc, des pays d'Afrique Subsaharienne et de la Communauté Andine. Il s'agit de vérifier l'impact des origines sur les expériences des migrants adultes, du moins de rompre avec une vision homogène des migrations internationales, en tenant compte de la diversité des origines.

Quant à Portes, Rumbaut et Zhou, ils reconnaissent explicitement la structure socioéconomique de la société. Ces derniers auteurs reconnaissent ainsi la diversité des dimensions qui caractérisent les processus d'assimilation. Selon eux, l'adaptation des migrants et des minorités ethniques n'aura pas nécessairement lieu dans tous ces aspects, mais au contraire, il sera possible d'observer différents *modes d'incorporation*. Pour cela, ils simplifient la classification établie par Gordon, en partant du constat que toute expérience s'articule autour de deux dimensions : structurelle et culturelle. La première fait référence à l'assimilation dans les institutions socioéconomiques de la société d'accueil, tels que le marché du travail, le système éducatif ou le logement. Quant à la dimension culturelle, elle renvoie aux identités ethniques, aux mariages mixtes et aux interactions avec la société d'accueil. Selon ce schéma, l'assimilation « vers le bas » (*downward assimilation*) désigne ainsi les processus au cours desquels les migrants adoptent les caractéristiques culturelles de la société d'accueil, tout en maintenant des liens avec les segments socioéconomiques les plus modestes. Au contraire, le *pluralisme culturel* fait référence aux processus selon lesquels les migrants s'établissent dans des segments socioéconomiques plus favorisés, tout en maintenant les traits culturels de leur communauté d'origine. L'assimilation pourra également se mettre en place à la fois en ce qui concerne ses aspects structurels et culturels. Cependant, si l'assimilation n'évolue pas de façon parallèle dans l'une et l'autre de ses dimensions, Portes et ses collaborateurs proposent d'utiliser le concept d'*assimilation segmentée*.

Ces chercheurs reconnaissent la diversité des dimensions de l'intégration, et celle des acteurs impliqués. Afin d'expliquer la pluralité des expériences, ils tiennent compte des caractéristiques des migrants et des groupes d'origine, en plus de l'attitude des institutions et de la société du pays d'accueil face aux migrants. Leurs prémisses de départ contredisent le *paradigme classique de l'assimilation*, mais également l'un des principaux arguments de la littérature économique néoclassique, selon lequel le capital humain des acteurs conçus en tant qu'individus détermine l'expérience des migrants dans les sociétés d'accueil. Au contraire, les travaux de Portes, Rumbaut, Zhou et leurs collaborateurs, s'inscrivent dans la tradition sociologique économique élaborée par Granovetter dans les années quatre-vingt, dans la mesure où ils tiennent compte de l'influence des contextes sociaux et des groupes pour expliquer l'expérience des individus. Ainsi, ils considèrent que la migration internationale est l'un des phénomènes qui illustrent le mieux le paradigme de *l'incrustation sociale de l'action individuelle*.

En ce sens, ils reconnaissent que les logiques individuelles sont déterminées par des logiques collectives de différents types. Ces logiques collectives agissent au moment de la prise de décision de la migration (à travers l'influence du groupe familial, par exemple) ou après l'arrivée dans le pays d'accueil (par exemple, en ce qui concerne les perceptions de l'altérité, ou des formes de discrimination et de racisme). Dès lors, l'un des principaux concepts qu'ils utilisent est celui de *capital social*. En ce qui concerne la société d'accueil, ces auteurs critiquent l'idée selon laquelle il existerait un noyau central qui représente l'ensemble de la société. Au contraire, leurs travaux se construisent à partir d'une représentation de la société comme un ensemble stratifié de groupes sociaux, dont chacun d'entre eux adopte des attitudes et mobilise des ressources culturelles différentes. Enfin, de même que Gordon, ils soulignent l'importance des aspects structurels de l'assimilation.

Certains apports du structuralisme et du multiculturalisme sont pertinents pour cette recherche, notamment la reconnaissance du rôle des groupes intermédiaires et l'apport qu'ils fournissent en termes de ressources pour les acteurs. De ce fait, des entretiens seront conduits avec des représentants des associations locales, et les migrants seront interrogés au sujet des réseaux sociaux, formels ou informels, dont ils font partie (Chapitre II). Par ailleurs, de même que Portes et ses collaborateurs, la présente recherche reconnaît le caractère central des expériences des migrants sur les marchés du travail et du logement. En plus de ces deux aspects (Chapitre VI), la présente recherche analysera les carrières migratoires en ce qui concerne les processus de régularisation, qui dépendent de la formulation de certaines

politiques (Chapitre V). Dans le contexte européen, il semble particulièrement pertinent de considérer l'incidence que les pouvoirs publics ont sur les expériences des migrants, étant donné le rôle des institutions de l'Etat. Enfin, la mise en avant de la structure socioéconomique de la société d'accueil, par Portes et ses collaborateurs, permet de garder à l'esprit que le présent travail de recherche apporte des résultats non valables pour l'ensemble des migrants installés en Espagne, mais pour certains migrants installés dans le type de contexte local de réception sélectionné pour l'étude de cas, c'est-à-dire une ville dortoir, dont le revenu par habitants est relativement faible, mais qui est relativement active en termes d'associations et de services publics (Chapitre II et IV). Comme signalé dans l'introduction, la présente recherche répond donc au critère de représentativité analytique, mais non statistique.

I.2.2.4. Retour aux origines?

A partir des années soixante, les travaux publiés aux États-Unis marquent une rupture par rapport à l'étape antérieure, durant laquelle le paradigme classique de l'assimilation prédomine dans les débats. Cette rupture prend forme avec l'apparition et la diffusion d'autres termes, tels que le pluralisme culturel, la multiculturalité, l'interculturalité, ou la métaphore du *salad bowl*, dont la prépondérance vient remplacer celle du *melting pot*. Ces nouvelles approches constatent la diversité des expériences des migrants et des minorités ethniques (López Sala 2005 ; Safi 2007 ; Schnapper 2007). Cependant, malgré les critiques, la conception classique de l'assimilation réapparaît dans les débats, depuis la fin des années nonante (Brubaker 2001 ; Safi 2007). Ce retour au paradigme antérieur s'explique en partie par l'évolution du débat politique et des messages alarmistes qui parfois surgissent et signalent le manque de capacité d'adaptation des nouveaux migrants, arrivés plus récemment, en provenance d'Amérique Latine et d'Asie. Cependant, les recherches montrent que les expériences des migrants récemment arrivés aux États-Unis, sont similaires à celles des migrants qui sont arrivés durant la première étape des migrations internationales, c'est-à-dire au cours du dix-neuvième siècle, et avant la mise en place des premières mesures restrictives, au début du vingtième siècle. Ainsi, l'acculturation se produirait de façon relativement rapide, tandis que l'assimilation structurelle serait en général plus problématique (Safi 2007). Compte-tenu des similarités entre l'une et l'autre étape historique, certains auteurs proposent une récupération de la notion d'assimilation, qui tiendrait compte des critiques formulées depuis les années soixante au sujet du *paradigme classique*.

Ainsi, Alba et Nee (1997 et 2003) proposent un retour aux principes de l'Ecole de Chicago. Selon eux, les arguments de Park et Burgess au sujet de l'assimilation ne contredisent pas la reconnaissance de la diversité culturelle. Ce n'est que plus tard que l'assimilation aurait été interprétée comme un processus d'adaptation unilatéral des migrants à la société d'accueil, qui suppose l'abandon des traits culturels du groupe ethnique d'origine. Les critiques d'Alba et Nee visent principalement les travaux de Warner et Srole (1945). Selon Alba et Nee, ces derniers considèrent que l'assimilation suppose l'adoption des traits culturels de la société majoritaire, suivant une perspective ethnocentrique et assimilationniste. Au contraire, Alba et Nee reviennent sur l'ensemble des critiques énoncées face au paradigme classique et ils reprennent les apports publiés depuis les années soixante au sujet des *modes d'incorporation* des migrants et des minorités ethniques, afin de proposer une redéfinition du concept. Suivant cette nouvelle définition, l'assimilation est avant tout un processus de convergence entre les différents groupes sociaux, plutôt qu'un processus de substitution des traits culturels du groupe d'origine par ceux de la société d'accueil. Selon eux, la société majoritaire est précisément le résultat de cette convergence. A propos de l'évolution récente des débats aux Etats-Unis, force est de constater que le débat sur l'assimilation a du mal à se défaire d'une certaine composante déterministe ou encore évaluative des expériences des migrants. Par ailleurs, le rôle de l'Etat est à peine considéré en tant que déterminant des carrières migratoires.

1.2.3. L'intégration sociale des migrants en Europe occidentale

Une fois évoquée l'évolution des débats autour de l'assimilation aux États-Unis, l'attention portera sur les études européennes concernant les migrants, dont les expériences sont abordées en termes d'intégration sociale. En comparaison avec les États-Unis, les migrations internationales occupent une position différente dans l'histoire et le peuplement des pays d'Europe occidentale. Alors que les migrations participent au récit historique des États-Unis dès ses commencements, en Europe occidentale, la production scientifique au sujet des migrants prend forme après la Seconde guerre mondiale. Des variations s'observent entre les contextes nationaux en fonction des temps de la migration, qui déterminent sa consolidation en tant qu'objet des débats public et politique (Sayad 1999). Une autre différence importante concerne l'intervention de l'État, moins présente aux États-Unis qu'en Europe occidentale (Rea et Tripier 2003). Dans les pays européens, la notion d'intégration est préférée à celle

d'assimilation. Dès lors, le concept ne s'applique plus à l'ensemble *de* la société, comme c'était le cas dans les approches de la sociologie générale, mais l'attention porte maintenant sur l'expérience des migrants *dans* la société d'accueil, et parfois aussi sur ceux de leurs descendants (Schnapper 2007). L'utilisation de la même notion suivant différentes perspectives (macro et micro) entraîne parfois des confusions, d'autant plus que les auteurs tiennent compte de la situation des migrants et de leurs descendants. Quand il s'applique aux expériences des migrants, le concept éprouve en effet des difficultés à se défaire de ses connotations normatives.

Bien qu'ils soient ici considérés successivement, et donc relativement séparément, il existe des liens entre les travaux scientifiques aux États-Unis et en Europe occidentale. Ainsi, les études européennes sont influencées par les apports de l'Ecole de Chicago. Récemment, de même qu'aux États-Unis, certains auteurs observent un retour au concept d'assimilation (Brubaker 2001). Par ailleurs, il existe une série de collaborations et de travaux réalisés conjointement qui reflètent les liens entre les études en Europe et aux États-Unis (Portes et Dewind 2007 ; Telles et Ortiz 2008). Tandis que l'exposition des débats sur le concept d'assimilation aux États-Unis a suivi un ordre chronologique, l'exposition des débats européens suivra un ordre thématique. L'objectif est de signaler les principales lignes de débat ayant émergé en Europe occidentale. Il existe des similitudes mais aussi des divergences entre les pays d'accueil. Celles-ci relèvent parfois d'un certain nationalisme conceptuel, qui rend plus difficiles les comparaisons. De même que précédemment, les apports seront analysés au regard de leur pertinence par rapport à la délimitation de la problématique de recherche concernant les carrières migratoires dans la ville de Parla.

I.2.3.1. Résultat ou processus

Dans le contexte européen, une première question concerne la définition de l'intégration sociale des migrants, comme un état des choses à un moment donné, c'est-à-dire comme une étape d'un processus inachevé, ou comme le résultat final, voire définitif, d'un processus évolutif d'adaptation à la société d'accueil. À partir de la revue de la littérature européenne, effectuée pour la période 2000-2006, Spencer et Cooper (2006) concluent que les chercheurs considèrent en général l'intégration comme un processus, qui n'a en aucun cas lieu de façon automatique. De même, selon Schnapper : « Il faut souligner à nouveau que le concept ne peut être utilisé de manière féconde que s'il est pris dans le sens actif du processus; il ne

désigne pas un état ou le résultat acquis de ce processus. » (Schnapper 2007: 69).

De leur côté, Penninx et Martiniello (2006), critiquent les modèles proposés par certains politologues qui analysent l'expérience des migrants en fonction de l'obtention d'un certain résultat, défini a priori, qu'il s'agisse de l'assimilation, du pluralisme culturel ou encore du multiculturalisme. Ils insistent également sur le fait que l'intégration n'est pas un processus linéaire allant dans une seule direction, compte-tenu du fait que les enfants ou les petits-enfants de migrants ne seront pas nécessairement *plus intégrés* que la génération précédente. Dans le cadre de cette recherche, ce même constat sera formulé en ce qui concerne les carrières migratoires d'une seule et même personne, ou d'un seul et même cercle familial, étant donné que l'incidence de la crise économique, à partir de 2007-2008, met en avant le caractère non linéaire de l'expérience des migrants (Chapitre VII).

Dès lors que les chercheurs tentent de mesurer l'intégration, plusieurs questions se posent, notamment compte tenu des indicateurs retenus pour analyser les dimensions de l'intégration. De même, qu'en est-il du groupe de référence, par rapport auquel les résultats obtenus pour les migrants devront être comparés afin d'établir si ces derniers sont « plus ou moins » intégrés ? Ce groupe de référence pour la comparaison peut être celui des non migrants dans une situation socioéconomique similaire, ou encore la société d'accueil dans son ensemble. Néanmoins, étant donné la situation particulière des migrants qui s'installent dans un pays étranger à l'âge adulte, il semblerait plus approprié de comparer leur situation au moment de la recherche, à la situation dans laquelle eux-mêmes se trouvaient avant la migration, ou au moment de leur arrivée dans le pays d'accueil, suivant la logique des recherches longitudinales. Cette approche devrait permettre de s'éloigner des standards de la société d'accueil, pour tenir compte des perspectives des migrants eux-mêmes et du regard qu'ils portent sur leurs expériences vitales. La capacité d'autonomie des acteurs au cours de leurs carrières migratoires serait ainsi mise en avant face aux déterminismes latents des travaux de la sociologie des migrations qui posent la question de l'intégration des migrants *dans* une certaine société d'accueil. De ce fait, la responsabilité de la position des migrants repose principalement sur eux, plutôt que sur l'ensemble des acteurs sociaux. Cette perspective se rapproche de celle des autorités publiques, par exemple lorsque celles-ci évoquent « l'effort d'intégration », comme critère pour accorder la régularisation de la situation administrative (Chapitre III et IV).

En considérant l'ensemble de la société, les travaux des premiers sociologues et des premiers

chercheurs de l'Ecole de Chicago proposaient une approche basée sur le déterminisme des structures pour expliquer le fonctionnement des groupes sociaux. Cependant, ils évitaient de tomber dans le piège des approches normatives sans en être conscients, comme c'est le cas de nombreux travaux dont l'objet de recherche est formulé en termes de l'intégration des migrants, au sein de la sociologie européenne des migrations. Dans ce contexte, le caractère normatif de certains travaux de recherche s'explique au regard du rôle de l'Etat, qui reste important de deux points de vue. D'une part, il conditionne une partie de la réalité sociale, à travers les discours, les politiques et les mesures mises en place. D'autre part, il conditionne en partie la production scientifique, et donc la formulation de certaines problématiques, à travers les projets de recherche dont il accepte le financement (Commission Européenne 1997 ; Entzinger et Biezeveld ; Ager et Strang 2004 a et b).

Bien sûr, il reste possible de mesurer l'intégration sur une échelle graduée, mais il semble néanmoins que cette perspective se rapproche plus de la vision normative des hommes et des femmes politiques (tenants du *devoir être*), que de la démarche des chercheurs en sciences sociales (tenants de l'analyse de la réalité sociale dans son *être*). Dans les faits, le chercheur, de même que le responsable politique s'il fait l'exercice, ne manquera pas d'observer la diversité des carrières migratoires, bien qu'il existe de plus en plus de similitudes entre les mécanismes et les enjeux qui apparaissent, notamment au niveau des contextes locaux de réception (Spencer et Cooper 2006 : 17). Dans le cadre de la présente recherche, dans la lignée de Schnapper (2007), Penninx et Martiniello (2006), l'intégration sera considérée comme un état des choses à un moment donné, c'est-à-dire comme une étape d'un processus inachevé, dont l'évolution n'est pas nécessairement linéaire au sein des différentes dimensions autour desquelles les expériences se déroulent. Dès lors, qu'en est-il des acteurs impliqués et des dimensions considérées au sein de la sociologie des migrations dans les pays d'Europe occidentale ?

I.2.3.2. Acteurs et déterminants

Parmi les travaux de la sociologie des migrations en Europe occidentale, les auteurs reconnaissent l'implication de deux *acteurs* principaux au cours des processus d'intégration: d'un côté, les migrants (et leurs descendants) ; de l'autre, les institutions des pays d'accueil. A l'heure de la globalisation, à travers les pratiques transnationales, le rôle des institutions et des gouvernements des pays d'origine est également mis en avant. La plupart des chercheurs

reconnaissent explicitement que l'intégration *concerne* d'une manière ou d'une autre tous les acteurs impliqués. Cependant, certains adoptent une approche qui considère de fait l'intégration sociale comme un processus unilatéral, impliquant la seule adaptation des migrants, tandis que d'autres développent une perspective qui met en avant le caractère réciproque du phénomène, en analysant le rôle des sociétés d'accueil et de leurs institutions.

Lorsque ce rôle est considéré, la pertinence de la recherche se trouve renforcée, dans la mesure où le contexte de réception est reconnu en tant que facteur déterminant pour expliquer, du moins en partie, les expériences des migrants. Cette mise en perspective dans un certain contexte n'implique pas nécessairement une approche normative de la problématique. Au contraire, elle permet d'envisager le rôle de la société d'accueil, tandis que les approches considérant exclusivement la situation des migrants adoptent une perspective individualiste, qui tend à responsabiliser les migrants de leurs succès mais également des échecs qu'ils peuvent traverser, tout en les maintenant dans une position relativement extérieure à la société d'accueil, voire qui les infériorise, c'est-à-dire sans les reconnaître complètement en tant que membres participants de cette société.

Dans la plupart des travaux qui se penchent sur l'intégration des migrants *dans* la société d'accueil, cette intégration implique l'adaptation des acteurs, dont les caractéristiques interviennent à leur tour en tant que déterminants de cette intégration. Dans les travaux de la sociologie classique, notamment ceux de Durkheim, l'intégration apparaissait en tant que variable explicative ou indépendante. Au contraire, au sein de la sociologie des migrations dans les pays d'Europe occidentale, l'intégration se trouve dès lors posée en termes de variable dépendante. C'est également le cas dans les travaux qui s'intéressent à l'assimilation des migrants aux Etats-Unis. Cependant, le débat sur l'assimilation dans ce contexte de réception est délimité et construit à partir d'une certaine tradition, tandis que les travaux sur l'intégration sociale des migrants en Europe occidentale, constituent plus vraisemblablement un vaste champ de recherche, au sein duquel les apports se présentent de façon relativement dispersés. Lorsque le terme spécifique d'intégration est employé, il s'agit en fait souvent de recherches rédigées sous forme de rapports. Par ailleurs, l'intégration est devenue plus probablement un vaste champ de recherche, qui regroupe tout ce qui concerne les expériences des migrants après leur arrivée dans la société d'accueil.

Dans ce contexte, la pertinence de certains travaux se trouve renforcée lorsque ceux-ci se penchent sur le contexte européen en adoptant la notion d'assimilation, comme c'est le cas de

la thèse de Jessica Sperling⁷, ou encore de la collaboration entre Alejandro Portes et Rosa Aparicio (Portes et al. 2011), au sujet des secondes générations. Ces apports sont d'autant plus pertinents qu'ils reposent sur une tradition de recherches consolidée et cohérente. Pour mettre en avant les spécificités du contexte européen, d'autres perspectives de recherche constituent des apports pertinents, comme le débat sur la mobilité sociale, ou l'accès aux droits dans un certain régime providentiel (*welfare regime*). Quoi qu'il en soit, le présent travail compte s'éloigner de la notion d'intégration pour analyser de façon plus précise les carrières migratoires dans la ville de Parla. De même, l'attention se centrera sur certaines dimensions spécifiques de ces carrières. La recherche devrait ainsi gagner en profondeur ce qu'elle perd en amplitude des dimensions analysées.

Certains aspects du débat sur l'intégration sociale devraient permettre d'orienter ces choix. Ainsi, en s'appuyant sur les résultats de dix-sept recherches concernant les processus d'intégration des migrants, Castles et al. (2002) distinguent six groupes de facteurs déterminants, tels que : les conditions de sortie du pays d'origine; les voies d'accès dans le pays d'arrivée; la situation administrative des migrants et les droits qui en dérivent ; les caractéristiques principales des migrants; les caractéristiques de chaque communauté ou groupe migrant ; et les conditions du contexte de réception. De même, les attitudes du gouvernement et des autres institutions du pays d'origine ont également un impact sur les expériences des migrants. L'importance de cet autre groupe de facteurs a été démontrée dans le cas des migrations en provenance d'Algérie (Castles et Miller 2003 : 256), de Turquie (Penninx et Martiniello 2006), du Sénégal (Mbodj 2006) et de Chine, en ce qui concerne notamment la configuration du tissu associatif (Nieto 2003), pour ne citer que quelques exemples.

Parmi les six groupes de facteurs recensés par Castles et al. (2002), force est de constater qu'il existe une certaine confusion entre causes et effets. Par exemple, la situation administrative des migrants est-elle cause ou effet de l'intégration ? Elle est déterminante dans la mesure où elle conditionne l'accès des migrants à certains droits, cependant, elle est aussi le résultat d'une certaine politique migratoire. Selon la dimension et la perspective, la dépendance ou indépendance des variables se pose de façon différente. Dès lors, il est fondamental de centrer

⁷ Jessica Sperling réalise sa thèse doctorale à la Cuny University of New York, au sujet de: "Societal Diversity and Perceptions of Group Difference: The Role of Context in Determining Ethnoracial Boundaries and Processes of Assimilation". Plus précisément, son travail examine de façon comparative la perception des possibilités d'appartenance pour les migrants latino-américains arrivés jeunes et les enfants de migrants de la même origine, dans les villes de New York et Madrid.

l'attention sur certaines dimensions et de clairement définir si ces dimensions adoptent le rôle de variables dépendantes ou de facteurs explicatifs.

De son côté, Sayad (1999) propose une perspective de recherche différentes des précédentes. Lorsqu'il analyse la situation des migrants dans les sociétés d'accueil, l'auteur insiste sur l'importance de prendre en compte l'expérience dans son ensemble, c'est-à-dire depuis le moment où les acteurs deviennent candidats à l'émigration, voire avant. Dans son ouvrage intitulé *La double absence* (1999), Sayad met en avant l'influence des conditions personnelles, socioculturelles, économiques et politiques, en lien avec les changements de la société rurale algérienne, pour expliquer la décision d'émigrer ou non. Selon lui, l'immigration ne peut être comprise dans sa complexité qu'en lien avec l'émigration, dans la mesure où l'une et l'autre dynamique se complètent et font partie d'une seule et même réalité. En effet, Sayad considère que les conditions de départ du pays d'origine engendreront différents types ou différentes *générations* de migrants.

Le cadre de cette recherche n'a pas recueilli l'expérience des migrants avant l'arrivée en Espagne, à partir d'entretiens dans les pays d'origine. Cependant, au cours des entretiens dans la ville de Parla, des questions portent sur les raisons de la migration, ensuite analysées comme une des dimensions à part entière des carrières migratoires. De façon indirecte, après coup, à travers le discours des acteurs, des éléments d'analyse peuvent être mis en avant afin d'expliquer la prise de décision. Différents types de migration apparaissent alors, selon si les migrants sont eux-mêmes enfants de migrants installés dans les pays du nord de l'Europe, ou bien s'ils arrivent en Espagne pour des raisons de type économique, familiale, politique ou étudiante (Chapitre V).

De même que les expériences des migrants peuvent souffrir des aléas temporels et générationnels, la migration en elle-même apparaît comme un phénomène qui peut être réversible ou remis en question. Dans la lignée des apports de Sayad, plutôt que la notion d'immigré, le terme de migrants sera adopté pour définir le groupe d'analyse de la présente recherche. Cette décision devrait contribuer à s'éloigner des connotations déterministes et ethnocentriques de la notion d'immigré. Celle-ci sera reprise seulement si elle est utilisée par les responsables politiques, à travers les discours, les politiques ou les mesures qu'ils mettent en place, ou bien dans le discours des personnes interviewées. Par ailleurs, afin de s'éloigner de la vision individualiste qui rend les migrants les seuls responsables de leurs expériences, indépendamment des circonstances et du contexte de la société d'accueil, le travail de terrain

sera conduit auprès de migrants adultes, de certaines associations et des employés municipaux de la ville de Parla (Chapitre II).

Au fur et à mesure de l'analyse des travaux sur les migrants dans les pays d'Europe occidentale, se renforce l'idée selon laquelle le débat a du mal à se défaire d'une certaine connotation normative. Dès lors, que faire ? Plutôt que d'abandonner la thématique de la recherche, il semble nécessaire de reconnaître le caractère diffus et imprécis de la notion d'intégration. Compte-tenu de l'évolution de l'utilisation de la notion d'intégration, en tant que variable contextuelle se référant à l'ensemble de la société, au sein de la tradition sociologique, puis en tant que variable dépendante se référant à la situation particulière des migrants, l'intégration reste un champ de recherche attractif et pertinent. Cependant, il semble nécessaire de procéder à des choix, afin de délimiter les objectifs de la présente recherche. Plusieurs stratégies alternatives sont possibles. D'une part, la notion d'intégration peut se maintenir lorsqu'elle s'applique aux politiques du champ de l'intégration, au contraire des politiques de contrôle des flux. Rendre explicite le caractère politique de l'intégration devrait permettre de s'éloigner d'une certaine connotation normative (Chapitres III et IV). Une autre stratégie consiste à délimiter les aspects analysés des carrières migratoires.

I.2.3.3. Echelles et dimensions

En plus de la diversité des expériences et des acteurs impliqués, les études européennes portant sur l'intégration sociale mettent en avant la diversité des contextes, des échelles (locale, régionale, nationale et communautaire, dans le cas de l'Union Européenne, UE) et des dimensions de l'intégration sociale. Celle-ci apparaît comme un processus pluridimensionnel. Afin de faciliter l'analyse et la mesure d'un phénomène complexe, certains chercheurs distinguent ce qu'ils considèrent comme étant les principales dimensions de l'intégration, à la manière de procéder de Gordon au sujet de l'assimilation. Parmi les travaux européens, la classification établie par Heckmann et al. (2001) distinguent quatre dimensions. La *dimension structurelle* se réfère à l'accès aux droits et aux institutions de la société d'accueil, tels que la nationalité, le système éducatif, le marché du travail, ou encore le marché du logement. La *dimension culturelle* tient compte des changements cognitifs et culturels, qui concernent les comportements et les attitudes des migrants, mais se produisent également au sein de la société d'accueil. La *dimension sociale* inclut les relations privées qu'établissent les migrants à travers le mariage, les amitiés et autres interactions sociales, ainsi que la participation au

sein d'une organisation. Enfin, la *dimension identitaire* permet l'analyse de l'intégration en fonction des sentiments d'appartenance et de l'identité ethnique et/ou nationale.

Cependant, Spencer et Cooper (2006) considère que la classification la plus utilisée est celle proposée par Penninx (2004), qui distingue trois dimensions. La *dimension socioéconomique* considère l'intégration au sein des principales institutions de la société d'accueil, telles que le marché du travail, le système éducatif, le marché du logement, ainsi que le système de santé. Cette première dimension englobe également les aspects qui ont trait à l'accès des migrants aux services de l'État providence, actuellement objet de débats dans plusieurs pays européens. La *dimension politico-juridique* regroupe deux questions principales : d'une part, la situation administrative et l'accès à la nationalité, en tant qu'aspects formels ; d'autre part, la participation politique et civile des migrants. La *dimension culturelle-religieuse* tient compte des questions qui se posent en lien avec les sentiments d'appartenance, les identités et les religions, notamment l'Islam et les courants évangéliques.

En Espagne, Carlota Solé publie en 1978 un ouvrage sur l'intégration sociale des migrants installés en Catalogne, en provenance d'autres régions espagnoles. Elle considère alors différents aspects de la vie des migrants, dont le travail ou la langue. Plus récemment, Aparicio et Tornos (2001) proposent une classification des perspectives d'analyse sur l'intégration sociale. Ces derniers distinguent l'approche juridico-politique, centrée sur l'égalité des droits et l'application effective des lois ; l'approche psychosociale, qui considère l'intégration en fonction du bien-être des migrants dans la société d'accueil ; l'approche structurelle-fonctionnaliste, qui s'intéresse aux rôles des migrants et des non-migrants ; et l'approche interactionniste, qui analyse les compétences des personnes migrantes pour faire face aux situations qu'elles doivent résoudre dans la société d'accueil (Pajares 2005). Indépendamment de son contenu, la classification proposée par Aparicio et Tornos renvoie à un constat important. En effet, la diversité des dimensions concernant les expériences des migrants, ne s'observe pas seulement en fonction des différences entre les dimensions socioéconomiques, politiques, culturelles et autres, mais également, et peut-être même surtout en fonction des différences entre les approches structuralistes et les approches centrées sur le rôle des acteurs. La réconciliation entre les deux est-elle cependant possible lorsque le concept d'intégration sociale est mobilisé pour expliquer les expériences des migrants ? A cette question, une réponse négative justifie pourquoi la notion de carrière migratoire est ici adoptée.

I.3. Forces et faiblesses de la notion d'intégration

Au sein de la sociologie générale, la notion d'intégration est utilisée en tant que variable indépendante, notamment dans le cadre des approches structuralistes et fonctionnalistes, qui mettent en avant le rôle clé des institutions face à celui des acteurs et des réseaux sociaux. Puis, l'analyse des liens entre l'intégration sociale et les migrations internationales apparaît aux États-Unis, où se développe une tradition de recherche autour du concept d'assimilation. En Europe, les études s'intéressent aux expériences des migrants (et de leurs descendants) en termes d'intégration *dans* les sociétés de réception. L'analyse des apports de la recherche dans le contexte européen est un exercice plus laborieux qu'aux États-Unis. En effet, il n'existe pas d'accord entre les auteurs autour d'une définition générale du concept, à partir de laquelle proposer des apports. D'autres termes apparaissent parfois au cœur des débats scientifiques, tels que celui de *relations raciales* au Royaume-Uni, ou celui de *sociétés parallèles* en Allemagne. Par ailleurs, les angles d'analyse ne coïncident pas toujours, une plus grande priorité étant par exemple donnée aux études sur l'accès des migrants aux services de l'État providence dans les pays scandinaves. Les caractéristiques du contexte de réception n'influencent donc pas seulement les carrières migratoires, mais aussi les angles de recherche.

Quels que soient les termes adoptés, et ce même si la majorité des chercheurs s'accorde à dire que l'intégration est un processus réciproque qui implique également la société d'accueil, l'attention porte souvent sur les seuls migrants. L'explication des situations repose alors essentiellement, voire exclusivement, sur les acteurs, indépendamment du contexte dans lequel ils se situent, et des échanges auxquels ils participent, c'est-à-dire indépendamment des facteurs qui caractérisent les structures et les réseaux. Souvent, cette perspective *unilatérale* est celle des études effectuées sous formes de rapports, financées par des pouvoirs publics dont l'intérêt ne semble pas celui de connaître et de comprendre, mais plutôt d'évaluer les migrants et les politiques mises en place, suivant une approche normative de la réalité sociale. Ainsi, Sayad (1999) et Guasch (2002 : 36) soulignent le rôle des instances de l'Etat dans le processus de définition des problématiques analysées dans le champ des sciences sociales.

Lorsque ce qui ressemble parfois à un *bilan de compétences* des migrants est effectué, d'autres questions apparaissent alors. D'une part, quel est le seuil qui différencie la situation

d'intégration de la non-intégration ? En fonction de quel(s) critère(s) la situation des migrants devrait-elle être examinée : temps de résidence, situation avant ou au moment de l'arrivée, caractéristiques sociodémographiques, situation administrative ? En comparaison avec quel(s) groupe(s) : non migrants du même groupe sociodémographique ou socioéconomique, ou migrants en provenance d'autres régions ? Les descendants de migrants devraient-ils être inclus dans ces recherches ? L'utilisation du concept d'intégration dans une société dans laquelle ils sont nés a-t-elle alors un sens ? Pourquoi ne pas inclure également dans ce même type d'études d'autres segments de la population ? Les migrants sont-ils condamnés à être observés comme *un groupe à part* dans la société d'accueil ?

L'utilisation de la notion d'intégration sociale pour analyser les expériences des migrants a déjà été remise en question (Rea et Tripiér 2003 ; Bastenier 2008 ; Martiniello 2010). D'une part, l'intégration apparaît comme un concept complexe, polysémique et ambigu, souvent trop vague et général afin d'être opérationnalisé dans le cadre d'une recherche en sciences sociales. D'autre part, étant utilisée dans les débats politiques, la notion d'intégration est parfois interprétée comme synonyme d'assimilation ou d'adaptation des groupes minoritaires aux normes déjà établies en fonction des critères et des intérêts des groupes majoritaires. Malgré ses limites, nombreux sont les chercheurs qui emploient la notion d'intégration pour analyser les expériences des migrants, voire celles de leurs descendants. Dans le contexte espagnol, López Sala remarque : « Comme l'indique Favell, malgré l'air fonctionnaliste et démodé du concept d'intégration, aucun autre n'a été aussi populaire et n'a reflété de façon aussi juste la qualité technique du génie social ni la conception holistique de ce concept. Quelles que soient les significations qu'elle revêt dans la littérature, la notion d'intégration conceptualise tout ce qui arrive après l'arrivée (Favell 2003). » (López Sala 2005 : 88)⁸.

Cependant, l'évolution du concept d'intégration, concernant l'ensemble de la société puis les seuls migrants, reflète les tensions entre les approches micro et macrosociologique. Cette contradiction reste difficile à dépasser, au sein de la sociologie générale ou de la sociologie des migrations. Par ailleurs, les approches de la réalité sociale en termes d'intégration oublient souvent de considérer le rôle des facteurs meso pour expliquer les expériences des migrants. Dans cette recherche, le concept d'intégration sociale sera maintenu exclusivement en

⁸ « Como indica Favell, a pesar del aire funcionalista y anticuado del término integración ningún otro ha sido tan popular ni ha reflejado tan ajustadamente la calidad técnica de ingeniería social y la concepción holística sobre la sociedad que refleja este concepto. Sean cuales sean los significados con los que aparece en la literatura, la noción de integración conceptualiza todo lo que sucede después de la llegada (Favell 2003). »

référence aux politiques mises en place vis-à-vis des migrants, tandis qu'une autre notion sera mobilisée pour analyser l'expérience des migrants adultes dans la ville de Parla : celle de carrières migratoires.

II. Formulation de la problématique de recherche

Dans un premier temps, l'objectif de ce travail a été formulé de la façon suivante : il s'agissait d'analyser les processus d'intégration des migrants adultes dans la ville de Parla, en Espagne. Au fur et à mesure de la revue de la littérature (section précédente) et surtout de l'entrée sur le terrain (Chapitre II), les limitations de la notion d'intégration sont clairement apparues, notamment en ce qui concerne son caractère normatif et sa perspective évaluative des migrants, souvent maintenus dans une position relativement distante, voire inférieure, au regard de la société d'accueil. A partir des apports de la sociologie générale sur l'intégration *de* la société dans son ensemble, puis de la sociologie aux Etats-Unis sur l'assimilation, et de la sociologie en Europe occidentale sur l'intégration des migrants *dans* la société, plusieurs aspects peuvent être retenus, tandis que d'autres ont été rejetés. Il ne s'agit donc pas de rejeter la notion d'intégration en tant que telle, sinon de mettre en avant les avantages et les risques des différents usages de ce concept central dans la sociologie générale et dans la sociologie des migrations.

La recherche requiert l'utilisation d'un autre concept qui facilite la prise en compte du point de vue des migrants en tant que sujets actifs, dont les expériences sont déterminées par certains facteurs dépendants des caractéristiques qui leur sont propres, des réseaux auxquels ils prennent part et non seulement du contexte dans lequel ils évoluent. Il s'agit d'une notion permettant de considérer les dimensions subjectives et objectives marquant les expériences des migrants, suivant une perspective dynamique, compte-tenu des facteurs qui agissent avant et après l'arrivée dans la société d'accueil, et des aléas possibles. Il s'agit d'emprunter une notion qui s'éloigne des perspectives évolutives et normatives qui caractérisent parfois les usages de l'intégration. Cependant, la notion d'intégration reste pertinente lorsqu'elle s'applique à certains aspects qui caractérisent le contexte de réception, notamment les

politiques d'intégration. Il s'agit donc de limiter la notion d'intégration à un usage concret, et de l'associer à un autre concept, pour une vision plus précise des expériences des migrants. En effet, utiliser l'intégration sociale en référence aux politiques, d'une part, et aux expériences des migrants, d'autre part, maintiendrait ce travail dans un état certain de confusion.

Pour rendre compte des expériences des migrants adultes dans la ville de Parla, l'objectif principal sera reformulé de la façon suivante : il s'agit d'analyser et d'expliquer la configuration et l'évolution des carrières migratoires en ce qui concerne les motifs de la migration, les processus de régularisation administrative, les expériences sur les marchés du travail et du logement. Comme il a été signalé dans l'introduction, cet objectif principal sera complété par trois objectifs secondaires, afin de vérifier l'incidence des politiques d'intégration, du facteur national et de la crise économique sur les carrières migratoires observées. Ainsi, suivant l'hypothèse centrale de la présente recherche, différents types de carrières migratoires seront déterminés en fonction du poids différentiel des facteurs caractéristiques des structures, des acteurs et des réseaux. Plusieurs types de carrières migratoires verront alors le jour, selon si elles adoptent un caractère régulier ou informel, suivant la modalité sociétaire ou communautaire.

II.1. La notion de carrières migratoires

La notion de carrière migratoire est reprise d'une étude sur les nouvelles migrations et les nouveaux migrants en Belgique (Martiniello et al. 2010 ; Martiniello et Rea 2011 et 2014), dont l'objectif principal est de mettre en avant la diversité ainsi que la complexité des processus de migration et d'adaptation des migrants dans le contexte belge. L'étude s'intéresse aux migrants qui résident dans le pays depuis moins de dix ans, qui se trouvent dans une situation relativement précaire et qui possèdent une grande diversité de statuts légaux. Dans ce contexte, les nouveaux migrants ne sont plus des travailleurs invités, comme ce fut le cas après la Seconde guerre mondiale, mais des travailleurs migrants (avec permis de résidence), des migrants venus pour des raisons familiales (mariage inclus), des demandeurs d'asile, des réfugiés, des personnes dont le statut a été régularisé après l'arrivée dans le pays et des migrants en situation irrégulière. Six groupes de nouveaux migrants se distinguent ainsi, en fonction de leur statut administratif, leur temps de résidence et leurs conditions

d'entrée dans le pays. De ce fait, la recherche poursuit trois objectifs principaux. D'une part, les données quantitatives disponibles permettent de souligner la composition des nouvelles migrations et les profils types des nouveaux migrants. D'autre part, de nouveaux éléments sont mis en avant afin d'expliquer pourquoi et comment les nouveaux migrants arrivent en Belgique. Enfin, les entretiens qualitatifs permettent de comprendre et d'expliquer leurs *carrières migratoires*, c'est-à-dire leurs *modes de vie* ainsi que leurs expériences dans la société d'accueil, en ce qui concerne l'emploi et la formation, la santé, le logement, l'éducation, la participation et les interactions sociales.

Par la suite, Martiniello et Rea (2011) reviennent sur l'utilisation du concept de *carrière migratoire*, défini à partir de la notion plus générale de *carrière* proposée par Howard S. Becker (1963). Au sein de la sociologie du travail, cette notion fait référence aux processus de mobilité professionnelle des individus. Suivant l'approche de Becker, ensuite reprise par Martiniello et Rea (2011), les carrières impliquent un changement de statut ou de position, qui s'accompagne d'un changement de perception des possibles du point de vue de l'acteur. Les carrières se constituent à partir des éléments suivants : les *aspects objectifs* liés à l'expérience dans les institutions juridico-institutionnelles et socio-économiques ; les *aspects subjectifs* liés au sens que les acteurs donnent à leurs projets, à leurs objectifs et aux actions entreprises pour les atteindre ; la *notion de réussite*, telle qu'elle est envisagée par le migrant et qui agit comme force motivante de(s) projet(s) et de(s) stratégie(s) qu'il poursuit ; les changements d'*identité sociale*, qui accompagnent les changements de *statut* ; ainsi que *le temps et le hasard* qui marque l'évolution des carrières. De ce point de vue, la migration *se professionnalise* et requiert *l'apprentissage* d'une certaine formation, au sens large du terme. Les carrières des migrants dépendront de leurs *compétences* en matière de mobilité transfrontalière et de l'efficacité de leur capacité d'interaction, mais aussi de leurs compétences commerciales, organisationnelles et politiques, en plus de celles liées aux identités et aux interactions.

Dès lors, les *carrières migratoires* se mettent en place en fonction des trois niveaux de la réalité sociale : la structure des opportunités et des contraintes, les caractéristiques de l'acteur et la mobilisation des ressources, à travers les réseaux et le capital social. Le niveau micro est défini en fonction des *caractéristiques individuelles des migrants*. Selon Guarnizo et al. (2003), celles-ci incluent la durée du séjour dans le pays d'accueil, la nationalité, le statut marital, le degré d'éducation, l'âge et le genre. Martiniello et Rea (2011) considèrent également le statut juridique lié à la migration ainsi que l'occupation professionnelle. Le

niveau macro prendra forme à partir de la *structure des opportunités et des contraintes*, dont l'environnement politico-juridique et l'environnement économico-institutionnel (Pécoud 2004). Tandis que le premier inclut l'ensemble des législations et des institutions régissant le statut de l'étranger ; le second concerne prioritairement le marché du travail et les politiques de l'État social. Ces environnements, dans lesquels évoluent les migrants, peuvent varier selon si l'échelle d'analyse est locale, régionale, nationale et supranationale. Enfin, le niveau meso de la réalité sociale est abordé à travers la configuration des *réseaux* et les *ressources* qu'ils apportent aux migrants. Ces ressources peuvent être analysées à partir de la structure des capitaux, définie par Bourdieu (1979), ou la typologie proposée par Lemieux (1999), qui distingue les ressources normatives, matérielles, statutaires, humaines et informationnelles. À partir des apports de ces deux auteurs, dans la recherche sur les nouvelles migrations en Belgique, Martiniello et al. (2010) distinguent les ressources en termes de capital économique, ressources matérielles, capital culturel, information, ressources juridiques et soutien psychologique.

Dans le cadre de la présente recherche, la notion de carrière migratoire présente plusieurs avantages pour analyser et expliquer les expériences des migrants adultes dans la ville de Parla, en fonction de leur évolution dans le temps. D'une part, les carrières migratoires excluent tout aspect évaluatif des expériences, tout en reconnaissant que la diversité et les aléas sont possibles, sachant que le contexte dans lequel elles évoluent est affecté par des changements. Par ailleurs, en incluant dans un même cadre d'analyse les éléments objectifs et subjectifs des carrières migratoires, l'approche proposée par Martiniello et Rea évite toute connotation normative, puisque le point de vue des migrants sur leurs expériences est considéré. Enfin, la notion de carrière migratoire reconnaît la complémentarité des facteurs macro, micro et meso pour expliquer la réalité sociale. Cette perspective d'analyse semble plus féconde que celle des travaux qui classifient les dimensions concernant les expériences des migrants, tels que les dimensions structurelle, culturelle, sociale et identitaire (Heckmann et al. 2001), ou la participation sociale, économique et politique (Penninx 2004). En tout cas, la perspective des carrières migratoires semble plus concrète, tout en permettant la prise en compte des complexités de la vie sociale.

Les processus de régularisation administrative, par exemple, seront envisagés en fonction de l'obtention d'un certain statut migratoire et de l'accès aux droits qui en découlent, mais également des fonctions sociales attribuées à ce statut par les migrants, du rôle des acteurs et des interactions sociales auxquels les migrants ont pris part afin d'obtenir tel ou tel statut. Il

en sera de même pour les expériences des migrants sur les marchés du travail et du logement. L'objectif principal de cette recherche reste l'analyse des carrières migratoires des migrants adultes dans la ville de Parla, en ce qui concerne les motifs de la migration et les processus de régularisation administrative, le travail et le logement. Pour chaque dimension, l'influence des facteurs qui caractérisent les structures, les acteurs et les réseaux sera considérée.

Trois types de facteurs explicatifs seront mobilisés pour expliquer la configuration et l'évolution des carrières migratoires. Le premier facteur concerne la structure des opportunités et des contraintes, notamment les politiques d'intégration et de contrôle des flux, de même que la configuration spécifique des marchés de l'emploi et du logement en Espagne. Au contraire, face aux déterminismes des facteurs structurels, la variation des carrières migratoires sera également expliquée en fonction de la capacité d'autonomie et de prise de décision des acteurs. Entre les aspects qui caractérisent les structures et les acteurs, un troisième type de facteurs apparaît, tels que les réseaux - formels, informels ou familiaux. Ceux-ci peuvent agir en tant que promoteur ou propulseur des stratégies des acteurs, mais ils peuvent également aller dans le sens des déterminismes structurels, en limitant leur capacité d'autonomie.

Compte tenu de l'impact des facteurs structurels, une première différenciation apparaît entre les carrières migratoires qui s'inscrivent dans la formalité des procédures, et les carrières migratoires qui répondent à des logiques informelles. Ici, l'informalité se définit avant tout par l'absence de régulation de la part des pouvoirs publics. Suivant la formalité des procédures, certains migrants obtiendront par exemple un permis de résidence en Espagne, leur permettant d'accéder au marché du travail à travers un contrat régulier, et de justifier un certain niveau de revenus pour accéder à un logement en location ou en propriété à leur nom. Au contraire, en réponse à des logiques informelles, certains migrants resteront plusieurs années en situation irrégulière, tout en obtenant des revenus hors du marché du travail régularisé, ce qui ne leur permettra pas d'accéder à un contrat de location à leur nom. Dès lors, il est plus probable que la personne migrante, qu'elle soit seule ou accompagnée, occupe une simple chambre dans un appartement en collocation, sans qu'il lui soit possible de signer un contrat officiel de location.

Cependant, la vie des migrants n'est pas uniquement constituée de dimensions objectives. Comme signalé auparavant, la notion de carrière migratoire permet d'intégrer dans un même cadre d'analyse des éléments objectifs et subjectifs, tout en considérant l'effet conjoint des

facteurs meso, macro et micro. A ce propos précisément, lorsque les facteurs de type meso sont mobilisés pour expliquer les carrières migratoires, un deuxième critère différentiel apparaît, selon si les carrières migratoires reposent sur des liens de type sociétaire, régulés par un contrat, ou bien des liens de type communautaire, fondés sur des relations de confiance et de proximité, dans la continuité des logiques agissant au sein des groupes familiaux. Ces liens de type communautaire peuvent s'articuler autour de la nationalité, la langue, la religion, ou l'ethnicité, dans la continuité de la société d'origine des migrants. Mais ils peuvent également s'articuler autour des relations de proximité établies dans le voisinage, dans la société d'accueil, au niveau local.

Les carrières migratoires régulières de type communautaire concerneront par exemple l'expérience d'un migrant qui a obtenu un permis de résidence à l'aide de personnes proches ou d'associations locales, puis qui décide de mettre en place un commerce de proximité. Dans ce cas de figure, l'accès à logement sera plus vraisemblablement facilité par des proches. Au contraire, ceux dont la carrière migratoire est régulière de type sociétaire, auront plus vraisemblablement recourt à des acteurs privés au cours de leur expérience de vie en Espagne. Quant à ceux dont la carrière migratoire est informelle, ils auront plus facilement recourt à des contacts obtenus hors des circuits de connaissances (Chapitre VI).

Une fois défini le rôle des structures et des réseaux, un troisième critère différentiel apparaît, en fonction de certains aspects agissant à l'échelle micro. De ce point de vue, la variation des carrières migratoires va dépendre du type de la prise de décision. En effet, les expériences des migrants varient selon si les décisions qui les affectent sont le résultat d'un processus autonome, basé sur la seule volonté de la personne affectée par la décision, ou s'il s'agit d'une négociation collective, le plus souvent basée sur l'unité familiale restreinte. Dans ce cas, les adultes ayant des responsabilités familiales et les jeunes migrants seront plus souvent concernés par des décisions de type collectif ou familial, tandis que les adultes célibataires et les chefs de famille seront plus vraisemblablement concernés par des décisions de type individuel. Ces décisions individuelles auront tendance à s'inscrire dans des carrières régulières, sur la base de liens sociétaires ; tandis que les décisions collectives auront tendance à s'inscrire dans des carrières communautaires.

Le déroulement et la variation des carrières migratoires seront donc expliqués en fonction de l'action conjointe et du poids différentiel des facteurs structurels, de la capacité d'autonomie des acteurs, et de la configuration des réseaux. Bien entendu, il s'agit ici de types idéaux, qui

reflètent une image simplifiée de la réalité sociale. En effet, dans cette recherche, les typologies présentées dans chacun des chapitres, puis dans les conclusions sous forme de synthèse, répondent à une logique de type empirique, basée sur des données qualitatives (Bailey 1994). Il s'agit ainsi de réduire la complexité de la vie sociale, en offrant une image simplifiée (Borlandi et al. 2005).

Suivant la dimension considérée, comme les motifs de la migration, le processus de régularisation administratif, le travail et le logement, une même carrière migratoire répondra à différentes logiques. Ainsi, une femme migrante peut décider de s'installer en Espagne, pour rejoindre son mari, dans le cadre d'un regroupement familial et, en ce sens, sa carrière migratoire répondra à la logique familiale, c'est-à-dire communautaire, lié à la formalité des procédures migratoires. Cependant, une fois installée à Parla, en temps de crise économique, il est possible que son mari perde son emploi, dans le secteur de la construction, et que les revenus familiaux dépendent alors exclusivement de son activité économique. Dès lors, elle peut s'orienter vers le secteur du soin, ou bien ouvrir un magasin dont les produits seront tournés vers les besoins des communautés migrantes, un cybercafé par exemple, ou vers les besoins de l'ensemble de la population locale, avec un commerce de vente au détail de fruits et légumes.

Tandis que les carrières migratoires dans le secteur du soin seront plus vraisemblablement informelles de type sociétaire, un emploi en tant qu'entrepreneur d'un commerce de proximité, s'inscrit dans la formalité des procédures, à travers des logiques communautaires. Au contraire, un emploi dans une entreprise en tant que salarié sera caractéristique des carrières migratoires régulières de type sociétaire (Chapitres VI et VII). L'exemple précédent vise à illustrer la complexité et la diversité des carrières migratoires. Différents types de carrières migratoires verront ainsi le jour, selon le degré de formalité, la configuration des réseaux, et la négociation qui précède une certaine prise de décision.

Mises à part l'analyse et l'explication des carrières migratoires, trois objectifs secondaires sont proposés. Le premier objectif secondaire consiste à vérifier la pertinence du facteur national pour expliquer les différences entre les carrières migratoires. Pour cela, des entretiens et des observations ont été réalisés auprès de migrants adultes originaires de Roumanie, du Maroc, des pays de la Communauté Andine et d'Afrique subsaharienne (Chapitre II). Le deuxième objectif secondaire consistera à vérifier le rôle de l'Etat, à travers l'incidence des politiques d'intégration mises en place par les pouvoirs publics, à l'échelle de gouvernement

local, régional et central. Pour cela, des entretiens ont été effectués auprès des services municipaux spécifiques et les principaux documents de travail ont été analysés de façon comparative (Chapitres III et IV).

Enfin, le troisième et dernier objectif secondaire de cette recherche consiste à vérifier l'impact de la crise économique sur les carrières migratoires des migrants adultes dans la ville de Parla. Alors que la crise économique fait ressentir ses premiers signes lors du troisième trimestre de l'année 2007, la majorité des données de terrain ont été recueillies durant l'année académique 2009-2010 (Chapitre VII). Certes, la crise n'en est qu'à ses débuts ; cependant, Parla est la ville de la région métropolitaine de Madrid dont le revenu par habitant est le plus faible (Chapitre VI), et les changements économiques s'observent plus tôt et de façon plus prononcée parmi les populations les plus vulnérables. Par ailleurs, les données indiquent que les migrants, auxquels s'intéresse cette recherche, ont été touchés de façon plus sévère par la destruction d'emploi que les non migrants. Dans le cadre de cette recherche, il semble dès lors justifier d'analyser les (premiers) effets de la récession économique, pour les migrants adultes installés dans la ville de Parla.

Au début de la recherche, avant le travail de terrain, la notion d'intégration avait été mobilisée pour analyser les expériences des migrants. Dès lors que la notion de carrière migratoire est privilégiée, il convient maintenant de revenir sur le concept d'intégration, afin de délimiter l'usage qu'il en sera fait dans le cadre de cette recherche, en termes de politique d'intégration. Il s'agit de préciser l'analyse pour ensuite appréhender les particularités des politiques mises en place au niveau local, régional et central du gouvernement à Parla, à Madrid et en Espagne. L'objectif est ainsi de répondre à l'un des objectifs secondaires de la thèse, soit d'interroger l'incidence des politiques comme un des éléments qui permet d'expliquer certaines variations des carrières migratoires dans la ville de Parla.

II.2. Politiques d'intégration

Les politiques d'intégration se construisent autour des discours prononcés, des mesures adoptées et des pratiques mises en place. Ces politiques contribuent à une certaine configuration du contexte de réception des migrants. La gestion politique détermine non seulement leurs possibilités d'action, par exemple au regard des conditions de régularisation,

mais elle contribue également à la configuration de certaines attitudes vis-à-vis des migrants (Martiniello 1992 ; Noiriel 2007). Dans cette partie du travail, deux perspectives différentes seront exposées, qui conçoivent les politiques de l'intégration en tant que modèle ou en tant que philosophie. Pour terminer, les aspects critiques concernant ces deux perspectives seront mis en avant, afin de privilégier une approche qui considère de façon conjointe les politiques de l'intégration et de contrôle des flux migratoires (Chapitre VII). En effet, le régime migratoire d'un pays peut difficilement être compris dans sa totalité et dans sa complexité si ces deux éléments ne sont pas analysés conjointement. Ainsi, ils contribuent à la délimitation des frontières physiques et symboliques de la communauté politique et morale qui constitue les sociétés d'accueil. Par ailleurs, il convient d'aller au-delà d'une perspective institutionnelle pour considérer le rôle des acteurs sociaux. L'objectif est de préciser la considération des politiques d'intégration comme une variable clé, qui constitue l'une des données de contexte, et qui explique en partie la variation des carrières migratoires observées dans la ville de Parla.

II.2.1. Les modèles

La première approche reprise pour aborder les politiques d'intégration s'exprime en termes de modèles. Selon Bertossi (2011), la notion de modèle a longtemps occupé une position prépondérante pour comparer les politiques d'intégration entre les pays d'Europe occidentale. L'un des principaux avantages de cette notion de modèle est l'identification des variations saillantes entre les pays qui ont mis en place des politiques variées et adopté différentes conceptions de la citoyenneté (Bertossi 2011). À partir des travaux de Brubaker, Kastoryano, Colom et Castles, López Sala (2005) distingue quatre modèles politiques définis en fonction du rôle accordé à la diversité au sein de la communauté politique :

- Selon le *modèle ethnoculturel*, la reconnaissance au sein de la communauté politique a lieu en respectant une certaine homogénéité ethnique et culturelle. Les principaux pays représentants cette première formule seraient l'Allemagne et le Japon, dans lesquels l'obtention de la nationalité dépend du principe du *ius sanguinis* (droit du sang)
- Le *modèle républicain* maintiendrait l'homogénéité culturelle parmi ses principes, mais il permettrait la reconnaissance de nouveaux membres si ceux-ci acceptent et adoptent les valeurs et les normes du pays d'accueil. C'est le cas de la France.

- Le *modèle impérial* permettrait la reconnaissance de nouveaux membres tout en tolérant le maintien et l'expression de certaines différences culturelles, y compris au sein de la sphère publique. Le Royaume-Uni et la Hollande sont ici cités comme exemples.
- Parmi les *modèles pluralistes*, López Sala distingue le *modèle libéral*, dont les États-Unis seraient le principal représentant, et le *modèle multiculturel*, qui compterait parmi ses représentants la Suède, le Canada et l'Australie. Dans chaque cas, l'expression des différences culturelles est tolérée et l'existence des communautés ethniques est reconnue. Cependant, le rôle de l'État y est différent. Ainsi, le modèle multiculturel se distinguerait du modèle libéral du fait de l'intervention active de l'État pour assurer la spécificité et la préservation culturelle des minorités. Cette intervention chercherait ainsi à rompre la discrimination et la marginalisation sociales qu'un système comme le modèle libéral pourrait maintenir (López Sala 2005 : 183).

Cependant, ces modèles restent des types-idéaux, ne trouvant pas nécessairement de correspondance exacte avec la réalité sociale ; de même, ils sont soumis à des tensions et des changements constants, ce qu'il est important de remarquer pour l'analyse des politiques mises en place dans le contexte espagnol, à différents niveaux (Chapitres III et IV). Selon Bertossi (2011) : « les modèles ne devraient pas être considérés comme des entités culturelles homogènes et stables – et encore moins comme des variables indépendantes – mais comme des structures complexes de références sur la base desquelles une multiplicité de conceptions de l'identité, l'égalité et l'inclusion a été développée par une grande diversité d'acteurs sociaux dans chaque contexte national. » (Bertossi 2011)⁹. De même, Finotelli et Michalowski (2012) observent que le pouvoir d'explication des processus sociaux de ces modèles reste limité. Quant à Cebolla et González Ferrer (2013), ils s'interrogent sur le fait même de l'existence d'un modèle dans le contexte espagnol.

II.1.2. Les philosophies publiques

Face à l'analyse des modèles (ou des formules) de l'intégration, d'autres auteurs adoptent une approche en termes de *philosophies publiques* (Martiniello 1995 et 2011 ; Favell 2001 ; Gil

⁹ “Models should not be considered as homogeneous and stable cultural entities – and even less as independent variables – but as complex structures of reference on the basis of which a multiplicity of conceptions of identity, equality and inclusion are developed by a wide range of social agents in each national context” (Bertossi 2011).

2006 ; Barbulescu 2011). Dans un contexte dans lequel les migrations internationales sont sources de transformations sociales, ces philosophies publiques apparaissent comme des cadres de référence qui se construisent autour d'une série de principes, tels que la citoyenneté, le contrat social et la cohésion sociale, la communauté politique, la nationalité, le pluralisme, l'autonomie (morale et politique), l'égalité, la tolérance et l'identité. Les philosophies publiques orientent alors les discours, les mesures et les pratiques politiques en matière d'intégration sociale, en référence à l'ensemble de la société, non seulement aux migrants. Du point de vue des responsables politiques de la société d'accueil, l'objectif principal est le maintien de l'ordre public ou la cohésion sociale (Favell 2001 ; Zubero 2004).

Dans le contexte européen, Martiniello (1995) s'est intéressé plus particulièrement au cas de la Belgique, notamment en ce qui concerne les différences entre la Flandre et la Wallonie. Au milieu des années nonante, l'auteur publie un premier article, dans lequel il analyse comment *l'assimilationnisme* wallon d'inspiration républicaine et le *multiculturalisme* flamand renvoient à deux conceptions historiquement différentes de la nation. Pourtant, par le biais des politiques sociales qui s'en inspirent, les différences entre ces deux modèles s'estompent (Martiniello 1995). Plus récemment, le même auteur observe la persistance des différences entre les contextes régionaux. Ainsi, la vision politique de l'intégration est explicite et claire dans le contexte flamand, tandis qu'elle manque de structure et de cohérence dans le contexte wallon. Cependant, Martiniello considère que l'opposition entre *l'assimilationnisme* wallon et le *multiculturalisme* flamand appartient au passé. Dans un contexte de fortes tensions entre les partis politiques, marqué par les différences régionales, de nouvelles lignes de débats émergent, notamment dans le contexte bruxellois, autour du concept de cosmopolitisme et d'une identité liée à la ville (Martiniello 2011). Quant à lui, Favell procède à l'analyse comparée du Royaume-Uni et de la France. Afin d'expliquer historiquement la mise en place d'une certaine philosophie publique, l'auteur distingue trois types de facteurs principaux, tels que le débat politique et l'équilibre entre les partis, l'histoire coloniale, ainsi que l'histoire des idées et la tradition philosophique (Favell 2001).

Dans le cadre de la présente recherche, l'apport de Favell (2001) oriente le travail de deux façons différentes. D'une part, l'analyse des politiques en France et au Royaume Uni sert d'exemple pour analyser les politiques dans le contexte espagnol, et sélectionner les variables pertinentes pour définir les facteurs structurels, qui expliquent en partie le déroulement et la variation des carrières migratoires. D'autre part, l'articulation de trois types de facteurs (histoire des idées, relation entre les pays, et débat politique contemporain), suivant le schéma

de pensée de Favell, a servi d'exemple pour élaborer le schéma explicatif des carrières migratoires dans la ville de Parla. En ce sens, le schéma d'analyse de Favell fait preuve de clarté et de précision quant à la formulation des objectifs et de la relation entre les variables d'analyse. Pour cette raison, son argument est maintenant présenté dans ses détails. Dans cette recherche, le travail de terrain est basé sur une étude de cas dans la ville de Parla. En citant des auteurs ayant travaillé sur d'autres contextes de réception, le manque de caractère comparatif de la thèse se trouve compensé, du moins en partie.

II.1.2.1. Le débat politique

En France, jusqu'aux années quatre-vingt, la question des migrations internationales reste pratiquement absente des débats politiques. L'intervention des pouvoirs publics reste limitée à l'insertion socioéconomique des migrants, à travers l'éradication des baraques dans lesquelles certains résident, la facilitation de leur accès à un logement digne, ou la lutte contre la pauvreté. Afin d'expliquer l'apparition de la question des migrations internationales au cœur du débat politique français au milieu des années quatre-vingt, Favell (2001) rejette d'abord plusieurs explications, selon lui, largement reprises par certains secteurs politiques. Ainsi, l'auteur considère que la politisation de la question des migrations ne peut pas s'expliquer par la faillite des politiques antérieures d'insertion, l'inadaptabilité de certains migrants en raison de leurs spécificités culturelles, ou bien la présence et la visibilité accrue de l'Islam dans la sphère publique. Ce ne sont pas les facteurs explicatifs pertinents.

En France, la politisation de la question migratoire dans la société d'accueil, posée en termes d'intégration, apparaît en même temps que l'augmentation des préoccupations pour le maintien de l'unité et l'intégrité de la nation en tant qu'entité politique et culturelle (Noiriel 2007). Cette préoccupation s'explique par le déclin de l'État-nation, qui se manifeste à travers la décentralisation politique et l'apparition de revendications régionalistes ; le processus de construction de la Communauté Économique Européenne (CEE) ; ou encore le questionnement des mécanismes de redistribution de l'État providence et des principes de solidarité en vigueur durant l'époque des *Trentes Glorieuses*. Ces changements se produisent dans un contexte de récession économique, tandis que le chômage, la flexibilité et la précarité ne cessent d'augmenter dans le monde du travail.

En comparaison avec des pays du même contexte, affectés par des changements similaires,

l'histoire contemporaine de la France se distingue par l'apparition sur la scène politique d'un parti d'extrême droite, le Front National (FN). Le traitement médiatique des discours de son dirigeant, ainsi que les changements concernant le système de représentation des partis, appliqués en 1985, favorisent l'essor du FN et l'élection de ses premiers députés à l'Assemblée Nationale constituée en 1986. Ainsi, Noiriel (2007) considère que l'invitation de Le Pen à une émission télévisée le 13 février 1984, constitue le moment-clé de son ascension, en lui permettant de s'imposer dans le *paysage audiovisuel français*, grâce au score élevé obtenu à l'audimat. Non seulement les discours du FN sont alors relayés auprès du grand public, mais « à partir de ce moment-là s'effondrent les autocontraintes que les élites s'étaient imposées depuis 1945 pour ne plus exploiter les réflexes nationalistes dans l'espace public. » (Noiriel 2007: 67). Étant donné les changements socioéconomiques et le déclin de l'État-nation, Le Pen joue avec les peurs et les crispations de la population, qu'il canalise vers une seule et même question, celle de la position sociale des migrants dans la société d'accueil (Favell 2001 : 53). Dès le milieu des années quatre-vingt, les élites politiques vont se mettre d'accord pour élaborer une certaine philosophie publique ayant pour but de définir la position des migrants (et de leurs descendants) dans la société française, autour de l'idée républicaine de la citoyenneté, en lien avec d'autres principes, dont celui de la laïcité.

II.1.2.2. L'histoire coloniale

Dans ce contexte, tous les migrants ne sont pas identifiés comme une menace pour l'ordre public ou la cohésion sociale de la communauté nationale. Ce sont principalement les migrants musulmans, originaires des anciennes colonies françaises d'Afrique du nord, qui sont présents dans les esprits, de façon plus ou moins consciente (Favell 2001 ; Noiriel 2007 ; Joly 2007). Cette situation particulière est due à la relation que la France maintient avec ses anciennes colonies, et elle s'explique en particulier par sa défaite face aux indépendantistes durant la Guerre d'Algérie (1954-1962). En effet, durant la période de colonisation, l'Algérie était considérée comme un territoire français. Dès lors, son indépendance est interprétée par certains secteurs de la société française comme une perte, voire comme un échec de la *mission civilisatrice* que la France aurait souhaité avoir dans ses colonies.

Dans le contexte français, Sayad est le premier auteur qui retient les liens coloniaux entre les pays comme l'un des facteurs qui explique la situation des migrants dans la société d'accueil. Cependant, il faut attendre les années 2000 pour que les études postcoloniales prennent de

l'essor en France. La relation entre postcolonialisme et migrations internationales est par exemple le thème central du numéro de la revue française *ContreTemps*, publié en mai 2006. Pour les responsables de l'édition, plusieurs événements ayant lieu au cours des années précédentes – telle que l'adoption de la Loi du 23 février 2005, qui réaffirme « l'action positive » de la France dans ses colonies – remettent à l'ordre du jour le retour d'un regard critique, longtemps retardé en France, sur la colonisation et l'héritage colonial de la République. Au cœur de ces questionnements, la notion de « postcolonialisme », forgée par des intellectuels des anciennes colonies britanniques, s'interroge sur la longue durée de la colonisation et les paradoxes des processus de décolonisation. De ce fait, les études postcolonialistes prétendent mettre en avant les situations de domination et de discrimination dont souffrent les migrants en provenance des anciennes colonies. Bouamama (2006) reprend à son compte l'héritage de Sayad, en soulignant que *le fait colonial* est l'un des aspects centraux qui marquent l'inconscient collectif français. Selon Bouamama, l'histoire coloniale contribue à expliquer une certaine vision politique concernant la position de certains migrants dans la société. Selon cette approche, les politiques ont donc potentiellement un impact sur les expériences des migrants dans la société d'accueil, au moins en ce qui concerne leur relation aux pouvoirs publics, et plus particulièrement pour ceux qui doivent procéder à la régularisation de leur situation administrative (Chapitre V).

L'attitude de la société d'accueil vis-à-vis de ses colonies explique également la philosophie de l'intégration et de la citoyenneté au Royaume-Uni (Joly 2007). La relation de ce pays avec ses colonies n'est pas celle de la France. En effet, le processus de colonisation ne prétendait ni changer radicalement la culture des colonisés, ni transformer ces derniers en citoyens britanniques. Favell explique ainsi que l'universalité contenue dans l'idée du *Commonwealth* est définie en fonction du pouvoir souverain de la couronne britannique, et non en fonction de la vision d'une mission humaniste globale, comme c'est le cas en France (Favell 2001 : 102)¹⁰.

Au Royaume-Uni, les premiers migrants arrivent dès la fin des années quarante et au cours des années cinquante du vingtième siècle, en provenance des anciennes colonies, alors membres du Commonwealth. Le Royaume-Uni maintient une attitude relativement ouverte vis-à-vis de ces premiers flux migratoires, d'autant plus que les migrants possèdent alors la

¹⁰ “This idea behind [Britain's] special obligation to the Commonwealth, was universal in virtue of its sovereign power, not in virtue of any global humanist mission, and was made possible by the fact that, unlike in colonial France, the British state and a “British” national culture did not coincide as one and the same thing.”

nationalité britannique, qui garantit leur droit d'entrée et de résidence dans le pays. Cependant, malgré le consensus apparent, des divergences existent quant à la position des migrants dans la société. En 1968, le discours sur les « Fleuves de sang », prononcé par le conservateur Enoch Powell a contribué de façon décisive à la formation d'un consensus autour d'une certaine idée de l'intégration et la citoyenneté au Royaume-Uni. Dans ce discours, Powell s'inquiétait de l'installation des migrants, en insistant sur le fait que les gens de différentes races ne peuvent, selon lui, cohabiter de façon pacifique. Indépendamment des arguments contre les migrations, les partis majoritaires ont alors réagi face à la possibilité d'une recrudescence du nationalisme anglais, afin d'éviter que la notion de race entre dans le débat politique, et risque de remettre en question *l'unité nationale*.

Au Royaume-Uni, le contexte politique des années septante explique la formation d'un consensus autour d'une certaine philosophie de l'intégration et la citoyenneté. En raison de l'existence préalable de débats sur la décentralisation, l'Irlande du Nord et les conflits sociaux, les partis majoritaires ont voulu éviter l'ouverture d'une nouvelle ligne de débats sur la race et les migrations internationales (Favell 2001 : 105). Dans ce contexte, des mesures plus restrictives sont adoptées en matière de contrôle des flux, tandis que des mesures plus ouvertes sont mises en place en matière d'intégration sociale. Au cours des années quatre-vingt, malgré l'arrivée au gouvernement des conservateurs dirigés par Margaret Thatcher, et la multiplication des émeutes dans les villes britanniques, le consensus s'est maintenu, et le multiculturalisme est alors accepté comme une réalité. Selon Favell (2001), ce consensus est le résultat d'un processus de négociation au sein des élites politiques, dont l'objectif principal est d'éviter la politisation de la question des migrations internationales.

II.1.2.3. L'histoire des idées et la tradition philosophique

La création d'un consensus autour d'une certaine formulation politique de l'intégration en France et au Royaume-Uni, s'explique par les débats politiques récents, mais également par l'histoire des idées. En effet, une certaine continuité s'observe entre les *philosophies politiques* récentes et les définitions antérieures de la nation, la souveraineté et la citoyenneté, sans pour autant que la réponse politique face à l'intégration n'apparaisse comme le résultat d'une évolution *naturelle* dans les sociétés d'accueil. Favell (2001) insiste précisément sur l'influence de l'histoire des idées pour expliquer la gestion politique plus récente. En France, la tradition philosophique émane de la lecture kantienne des idées de Rousseau sur le contrat

social entre l'État et les citoyens, qui s'imposent face à la lecture marxiste de ces mêmes idées (Favell 2001 : 85). Dans le cas du Royaume-Uni, Favell retient les apports de Hobbes et Locke (Favell 2001 : 136 et suivantes). Dans un pays comme dans l'autre, la *philosophie publique* pour l'intégration est influencée par différentes conceptions d'un même modèle politique, tel que le libéralisme.

Le libéralisme se construit en tant que philosophie politique au cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, en lien avec plusieurs principes, tels que la liberté civile de l'individu, les libertés constitutionnelles et économiques, le gouvernement représentatif et le parlementarisme, les droits des minorités (raciales, religieuses ou nationales) et l'autonomie morale. Le libéralisme se consolide dans les pays européens au cours du dix-neuvième siècle, à travers des réformes progressives ou des processus révolutionnaires. Il est à la base des libertés modernes et de l'évolution vers la démocratie. Dans chaque contexte national, l'adoption des principes du libéralisme s'est fait en fonction d'une certaine conception du contrat social, de la légitimité politique de l'État, de la souveraineté et de l'autonomie morale des individus.

En France, la conception du libéralisme s'explique d'abord par l'influence des idées de Rousseau, qui considère que la société et la relation morale entre les individus sont corrompues. Selon Rousseau, en sortant de l'état de nature, pour organiser la vie sociale et politique, les individus perdent deux qualités importantes, telles que la liberté et l'égalité. Dans son ouvrage *Du Contrat Social* (1762), Rousseau préconise l'établissement d'un nouvel ordre social et politique suivant lequel les lois seraient les mêmes pour tous et les individus auraient droit aux mêmes libertés, afin de surmonter la corruption morale, les injustices et les inégalités sociales. La pensée politique de Rousseau repose sur l'idée selon laquelle les individus sont capables d'agir en fonction de leur intérêt collectif, pour le bien-être de la communauté. En suivant la volonté générale, et non leurs intérêts particuliers, les citoyens devront alors adopter de façon libre et unanime, une structure politique et un corps de lois qui s'appliqueront de la même façon pour tous. Le contrat social ainsi établi devrait garantir la légitimité politique (Giner et al. 2002 : 662-663). Selon la lecture kantienne faite par la suite des idées de Rousseau, afin d'être reconnus en tant que citoyens, les migrants doivent rompre avec leur propre culture et leurs propres intérêts, pour se reconstruire en tant qu'incarnation individuelle de la loi et des valeurs de la nation et ainsi assumer la volonté générale, pour le bien-être de la communauté nationale (Favell 2001 : 85). Dans ce contexte, la coaction d'un pouvoir dominateur est nécessaire afin de définir et d'appliquer le droit de l'État.

Au Royaume-Uni, la conception du libéralisme s'explique par l'influence des idées de Hobbes et de Locke. Dans son ouvrage *Le Léviathan ou Traité de la matière, de la forme et du pouvoir d'une république ecclésiastique et civile* (1655), Hobbes défend la monarchie absolue dans la mesure où il s'agirait du seul pouvoir capable de maintenir la paix et de défendre le pays face à des ennemis extérieurs. L'État doit garder le monopole de la souveraineté pour reconnaître l'autorité de la loi, et éviter l'anarchie morale et sociale. Dans ce cas, la souveraineté repose sur le rôle symbolique de la Reine en tant que chef d'État, et sur le rôle du Parlement en tant qu'organisme qui fait et défait les lois. Quant à l'influence de ces idées sur la formulation politique de l'intégration et la citoyenneté, Favell (2001) considère qu'elles impliquent une demande de loyauté vis-à-vis du Royaume-Uni, de la part des minorités ethniques. Cette demande de loyauté s'exprime ici en fonction d'un impératif nationaliste basé sur le territoire, et non sur des critères culturels, comme en France (Favell 2001 : 137).

Dans *La lettre sur la tolérance* (1689), Locke expose ses idées sur la tolérance entre les religions. Le philosophe anglais part du constat selon lequel toute une série de droits fondamentaux des individus, entre autres les droits à la vie, à la liberté et à la propriété, sont antérieurs à la création de la société politique et doivent donc être respectés par celle-ci. Dès lors, l'État doit se porter garant des droits des individus, arbitrer les conflits et maintenir la sécurité ainsi que l'ordre social. En limitant ses fonctions, l'État se voit privé de toute légitimité concernant la définition du bien et du mal, ou l'imposition depuis le gouvernement d'une quelconque doctrine religieuse. L'État doit respecter le principe de neutralité en ce qui concerne la liberté religieuse des citoyens, et Locke propose que ses pouvoirs restent limités afin d'éviter de possibles excès de sa part (Giner et al. 2002 : 439). Quant à l'influence de ces idées sur la formulation politique de l'intégration, Favell considère que la tolérance est garantie tant que les religions ne remettent pas en cause la loi britannique. Cette idée de tolérance n'implique pas nécessairement que l'État exprime son accord vis-à-vis de toutes les pratiques religieuses, mais qu'il les accepte afin de maintenir l'ordre moral public, et d'assurer la confiance de même que la civilité au sein d'une société dont la pluralité des confessions religieuses est reconnue (Favell 2001 : 141).

II.1.2.4. Formulations politiques de l'intégration

A partir des exemples de la France et du Royaume-Uni, selon Favell (2001), trois principaux éléments déterminent la formulation politique de l'intégration, parmi lesquels l'histoire des

idées et la tradition philosophique, la relation entre les pays d'accueil et d'origine, de même que le débat politique récent sur les migrations internationales. Ces facteurs engendrent une certaine approche des pouvoirs publics, qu'il est possible d'analyser à partir des textes de lois et des rapports publiés par le gouvernement, les organismes et les commissions qui lui sont rattachés. Dans le cas de la France, Favell utilise par exemple des documents de la Commission de la nationalité ("Être français aujourd'hui et demain", 1988) ou du Haut Conseil de l'Intégration ("L'intégration à la française", 1993).

Parmi d'autres aspects, ces rapports évoquent les conditions d'obtention de la nationalité française. Les textes soulignent que l'adoption de la nationalité n'est pas une simple démarche administrative, mais un passage (symbolique) qui donne accès à la citoyenneté, ainsi qu'un critère indispensable pour l'intégration et l'appartenance à la communauté nationale, définie en termes politiques. Par ailleurs, dans le discours des responsables politiques français, l'obtention de la nationalité requiert l'adhésion à un ensemble de valeurs, ainsi qu'à la définition officielle de l'identité nationale. À partir des années quatre-vingt, plusieurs réformes du code de la nationalité sont adoptées, afin de modifier le droit du *ius soli*, pour les enfants de parents étrangers. Ceux-ci n'obtiennent plus automatiquement la nationalité française, mais doivent manifester leur volonté de l'obtenir, exception faite des enfants de parents algériens, étant donné que l'Algérie est un territoire français jusqu'en 1962. *L'expression de la volonté individuelle* est donc établie comme critère pour l'adoption de la nationalité, et la responsabilité de l'intégration revient aux nouveaux citoyens, considérés en tant qu'individus dans le cadre de la relation qu'ils maintiennent avec l'État (Favell 2001 : 68). Dans le cas de l'Espagne, l'expression de la volonté individuelle sera indirectement requise à partir des réformes législatives de 2009, qui établissent « l'effort d'intégration » comme critère pour régulariser la situation administrative (Chapitre III).

Quant à la culture, en France, elle est placée dans une position subordonnée à la logique de l'État (Favell 2001 : 71). L'existence de communautés culturelles ou ethniques n'est pas reconnue, et la participation dans des organisations formellement constituées est la seule option réellement valorisée. Cette forme de participation est plus facilement soumise à des contrôles et elle est interprétée comme un engagement des individus dans la vie civile, en tant que devoir des citoyens. Cette définition de la citoyenneté, étroitement liée à la nationalité, n'inclut donc pas seulement une dimension politique, mais elle s'établit comme une référence morale, culturelle et identitaire (Noiriel 2007). Plusieurs interrogations surgissent alors.

Dans un contexte de plus en plus marqué par des pratiques transnationales, cette définition semble relativement restrictive, étant donné le peu de reconnaissance qu'elle accorde aux sentiments multiples d'appartenance, avec le pays d'accueil, le pays d'origine et la religion, par exemple. Cette définition remet également en cause la reconnaissance des individus de nationalité étrangère en tant que citoyens au regard des droits qu'ils possèdent. Enfin, quelles sont les conséquences d'un modèle national de citoyenneté défini a priori, en fonction d'une double appartenance culturelle et politique ? Au fur et à mesure qu'arrivent de nouveaux membres, qui plus est si ceux-ci possèdent un bagage culturel ou religieux différent, une nouvelle négociation ou adaptation des paramètres qui définissent la communauté politique est-elle possible ? Ces nouveaux membres pourront-ils intervenir ou participer à une redéfinition de ces paramètres ? A l'échelle de Parla, les mesures spécifiques analysées mettront en avant l'existence de deux approches de la part de l'administration locale, basées sur une vision politique ou sociale de la citoyenneté (Chapitre IV).

Au Royaume-Uni, plus que la nationalité, c'est l'entrée sur le territoire qui marque l'accès à la communauté politique (Favell 2001 ; López Sala 2005). Cet autre critère s'explique par la situation géographique du Royaume-Uni, isolé et plus difficile d'accès du fait de sa condition insulaire. La limitation des entrées et le contrôle des frontières permettent ainsi de maintenir l'ordre et ces conditions déterminent la gestion politique de l'intégration. La citoyenneté britannique est définie selon plusieurs critères, moins rigides qu'en France. En effet, être de culture britannique, avoir la nationalité britannique et être un citoyen britannique apparaissent comme différentes formes de citoyenneté. Au Royaume-Uni, l'appartenance à la citoyenneté est mesurée en termes de participation à société civile (Favell 2001 : 113). Le *bon citoyen* est celui qui devient volontaire au sein d'une organisation sociale à base locale, pour le bien d'un public plus large (Favell 2001 : 125). Au contraire de la France, le Royaume-Uni reconnaît l'existence de plusieurs groupes sociaux, définis suivant des critères culturels et raciaux, ainsi que le caractère multiculturel de la société. L'analyse de la réalité sociale à travers le prisme des relations raciales expliquent l'adoption d'une politique de lutte contre les discriminations, qui inspirera par la suite celle de l'UE. Pour un meilleur diagnostic de cette réalité, les recensements de population du Royaume-Uni incluent des statistiques ethniques, tandis que cette question reste polémique en France¹¹.

¹¹ Ainsi, bien qu'évoquant à de nombreuses reprises la couleur de la peau comme facteur de discrimination, l'enquête *Trajectoires et Origines*, réalisée par l'INED en 2008-2009, n'a finalement pas enregistré cette caractéristique personnelle, suivant en cela l'avis du Conseil constitutionnel du 15 novembre 2007 (Lesné et

II.1.2.5. La formulation politique de l'intégration dans le contexte espagnol

Dans le contexte espagnol, Gil applique le concept de philosophies publiques afin de comparer la gestion politique dans les régions de Catalogne et de Madrid (Chapitre III). La perspective qu'elle adopte est similaire à celle de Favell, puisqu'elle analyse des documents officiels ainsi que la configuration des espaces de dialogues entre les représentants politiques de la société d'accueil, les migrants et les associations ayant la vocation de les représenter (Gil 2006). Enfin, Barbulescu (2011) analyse les philosophies de l'intégration vis-à-vis de différents groupes migrants dans deux sociétés d'accueil, telles que l'Italie et l'Espagne, à travers les politiques mises en place par les différentes échelles de l'administration (centrale, régionale et locale), dans les cas de Rome et de Madrid. Selon l'auteur, deux stratégies principales se mettent en place en matière d'intégration sociale, selon si les ressortissants étrangers proviennent d'un pays de l'UE ou d'un pays tiers (Chapitre II).

Au regard des travaux de Martiniello (1995 et 2011) et Gil (2006), lorsque la formulation politique de l'intégration est appréhendée dans le contexte espagnol, il est possible que des divergences et des convergences soient observées entre les initiatives mises en place aux différents niveaux de l'administration publique (Chapitres III et IV). De même que Barbulescu (2011), cette recherche tiendra compte des éventuelles variations concernant la considération des groupes migrants, provenant de Roumanie, du Maroc, des pays de la Communauté Andine et d'Afrique subsaharienne, notamment au regard des conditions qui leur sont imposées pour procéder à la régularisation de leur situation administrative et l'accès à la nationalité (Chapitres II et V). Comme il a été expliqué auparavant, de l'approche en termes de philosophies publiques, la présente recherche retiendra surtout le schéma de pensée, et l'articulation de différents facteurs explicatifs des politiques (Favell 2001). Dès lors que les politiques de l'intégration peuvent déterminer certains aspects de la vie des migrants, elles transmettent également une certaine catégorisation quant à la position des migrants dans la société d'accueil. A travers les discours prononcés, les mesures adoptées et les programmes mis en place, cette catégorisation dans le domaine du politique peut contribuer à la différenciation entre ceux qui sont membres de la communauté, et ceux qui ne le sont pas, ou pas complètement. De là, peuvent se former différents sentiments d'appartenance, et se produire une certaine segmentation de la citoyenneté.

Simon 2011).

II.1.3. Des politiques d'intégration comme facteurs explicatifs des carrières migratoires

Les approches en termes de modèles ou de philosophies publiques peuvent être soumises à plusieurs critiques : au regard des similitudes entre les approches conceptuelles ; de l'incapacité à rendre compte des changements qui affectent ces approches institutionnelles en fonction de l'évolution de la réalité sociale et de l'intervention des acteurs sociaux ; et enfin compte-tenu de l'incapacité à rendre compte des liens entre politiques d'intégration et politiques de gestion des flux pour comprendre le régime migratoire d'un contexte de réception dans toute sa complexité .

Selon Bertossi (2011), il n'existe pas de différence flagrante entre l'une et l'autre approche conceptuelle (modèles et philosophies publiques), si ce n'est au regard de l'opérationnalisation des deux notions. Les modèles mis en place par les Etats peuvent être définis en tant que : philosophie publique, paradigme politique, structure des opportunités discursives et politiques, ou encore une certaine conception culturelle. Indépendamment des nuances, « toutes ces approches conceptuelles cherchent à démontrer comment la réalité sociale est structurée en fonction d'idées préexistantes concernant l'auto-compréhension d'une nation. » (Bertossi 2011). Malgré ces limitations, la notion de modèle garde une certaine validité dans la mesure où elle reste utilisée, imaginée, négociée, affirmée, contestée et remise en question par différents types d'acteurs (Bertossi 2011). Cependant, les modèles sont soumis à des tensions constantes, de part l'évolution des contextes temporels et de part les interprétations, les mises en pratique et les remises en questions des acteurs sociaux, qui participent à la formulation ou la contestation de ces modèles institutionnels.

Du fait de l'augmentation de la diversité des migrations internationales et de la multiplicité des appartenances formelles (nationalités) et informelles (sentiments d'appartenance), les formules concernant la position des migrants dans la communauté politique deviennent plus complexes, voire obsolètes. La définition de la communauté politique en termes de nationalité est remise en question, et certains auteurs proposent d'utiliser d'autres notions, comme celle de *communauté morale d'acceptation réciproque* (Zubero 2004). La définition la plus élémentaire reconnaît les citoyens en tant que membres d'une certaine communauté politique, compte-tenu des liens entre les individus et l'État. Au fur et à mesure que l'accès aux droits est revendiqué pour tous, y compris pour les étrangers, les contours de la citoyenneté s'élargissent. Les citoyens sont alors reconnus comme membres d'une société dont l'État est

l'expression politique, et non plus seulement en fonction de leur lien avec cet État (Arango 2005 : 121). Dans ce contexte, les sentiments d'appartenance sont retenus comme de nouveaux éléments constitutifs de la citoyenneté, qui ne coïncideront pas nécessairement avec la (ou les) nationalité(s) indiquée(s) sur les documents officiels des migrants.

Enfin, la réponse de l'Etat face aux migrants et face à la diversité qui apparaît souvent comme le résultat des migrations internationales, doit être considérée au regard des politiques d'intégration et de contrôle des flux, comme dans le contexte espagnol en temps de crise économique (Chapitre VII). Celles-ci peuvent avoir un impact sur les carrières migratoires, notamment au regard des services publics mis en place, des critères de régularisation, des programmes mis en œuvre, et des attitudes face à l'altérité. Cette double approche, en termes de politique d'intégration et de contrôle des flux, devrait permettre de comprendre le régime migratoire des pays d'accueil dans sa complexité et sa totalité. Dans la dernière partie de son ouvrage *Inmigrantes y Estados*, López Sala (2005) propose une classification de la réponse politique des pays d'accueil d'Europe occidentale, du Canada, des États-Unis et de l'Australie, en fonction des trois critères suivants : le contrôle des flux, compte-tenu du rôle des migrations internationales dans la construction de l'État-nation ; les formules d'accès à la citoyenneté, étant donné les critères d'appartenance à la communauté nationale ou politique ; et enfin, la considération du multiculturalisme ainsi que la réponse face à la présence des minorités.

La considération de ces trois critères permet à Ana López Sala (2005) d'établir une nouvelle typologie, selon laquelle les *États-nations définis en fonction de l'appartenance politique et culturelle*, dont la France et le Royaume-Uni, se distinguent des *États-nations définis en fonction de l'appartenance ethnique*, parmi lesquels sont classés l'Allemagne et le Japon, et des *États-nations pluralistes*, dont le Canada, les États-Unis et l'Australie. Au-delà de la classification des pays dans telle ou telle catégorie, il est pertinent de considérer la réponse politique dans un certain contexte de réception selon différents critères, liés aux politiques d'intégration et de contrôle des flux (Chapitre VII). C'est cette approche qui sera adoptée dans cette recherche.

Conclusions

L'intégration sociale est l'une des préoccupations des premiers sociologues, et notamment de Durkheim, qui s'interroge au sujet du rôle de l'anomie pour expliquer le suicide comme un *fait social* et non comme un *fait individuel*. Dans ce cas, l'intégration sociale, de l'ensemble de la société, apparaît comme une variable indépendante, explicative. Une tradition de recherche prend forme à partir des travaux de Durkheim. Elle continuera dans les années soixante et septante du vingtième siècle, à travers les approches fonctionnalistes et structuralistes, dont Parsons et Merton sont les principaux représentants. Tandis qu'il se réfère alors aux mécanismes qui maintiennent les liens entre les structures sociales, de nos jours le concept d'intégration se réfère principalement à la situation des migrants (et de leurs descendants) dans les pays d'accueil, notamment dans les pays d'Europe occidentale. L'intégration sociale est alors considérée comme variable dépendante. L'analyse de l'intégration sociale en lien avec la migration prend forme à partir des travaux de l'Ecole de Chicago. Aux États-Unis, les travaux de Park et Burgess (1921), ouvrent la porte à une nouvelle tradition de recherche autour du concept d'assimilation, dont les principaux représentants sont Gordon (1964), et plus récemment Portes et Zhou (1993), ainsi que Alba et Nee (1997 et 2003), Stepick et Dutton Stepick (2009) ou encore Telles et Ortiz (2008). En Europe, il s'est développé un certain *nationalisme conceptuel*. Dès lors, il existe différentes traditions nationales, dont les termes évoluent souvent en fonction des débats politiques, malgré la convergence des questions qui se posent, notamment dans les contextes locaux de réception (Spencer et Cooper 2006).

Qu'il s'agisse de l'intégration *de* la société dans son ensemble ou de l'intégration sociale des migrants *dans* la société (Schnapper 2007), l'utilisation du concept dans un sens ou dans l'autre semble inscrire automatiquement la recherche dans une approche macrosociologique ou microsociologique, qui rend difficilement compte de la complexité et la diversité des facteurs impliqués, agissant parfois en même temps à différents niveaux. Certains auteurs ont tenté d'aller au-delà de cette contradiction, parmi lesquels Portes et ses collaborateurs, qui considèrent l'influence que peuvent avoir l'attitude de la société d'accueil et les caractéristiques individuelles des migrants en lien avec les réseaux auxquels ils prennent part, ou Beauchemin et Simon (2008), qui analysent l'intégration en lien avec la discrimination au sein de l'enquête *Trajectoires et Origines*, ce qui leur permet de rendre compte de la dimension relationnelle des phénomènes sociaux.

Dans cette recherche, l'objectif principal est l'analyse et l'explication des carrières migratoires dans la ville de Parla, à Madrid. Suivant l'hypothèse de la recherche, il s'agit de

vérifier l'action conjointe et le poids différentiels des facteurs qui caractérisent les structures, les acteurs et les réseaux. Au contraire de l'intégration, la notion de carrière migratoire permet de considérer les éléments objectifs et subjectifs qui caractérisent les expériences des migrants, tout en tenant compte de l'effet conjoint des facteurs meso, micro et macro. Etant donné les limitations de la présente recherche, l'attention portera sur certains aspects des carrières migratoires, tels que les motifs de la migration en elle-même, le processus de régularisation (Chapitre V), le travail et le logement (Chapitre VI). A partir de ces différents éléments, une typologie des carrières migratoires sera proposée, en fonction du poids du contexte, de la configuration des réseaux et de la capacité de décision des acteurs. Au-delà de cet objectif principal, la présente recherche poursuit trois objectifs secondaires, qui restent complémentaires. Il s'agit d'interroger et de vérifier l'incidence du facteur national, l'influence des politiques de l'intégration (Chapitres III et IV) et l'impact de la crise économique, du moins au cours des premières années (Chapitre VII), et ceci pour expliquer les variations des carrières migratoires.

Afin de mettre en avant le rôle de l'Etat, et l'influence que les pouvoirs publics peuvent avoir sur les carrières migratoires, les politiques d'intégration seront appréhendées en comparant les initiatives au niveau local, régional et central du gouvernement, ou en raison des liens avec les politiques de contrôle des flux, dont le rôle redevient prépondérant dans les premiers temps de la crise économique (Chapitre VII). En analysant de quelles façons les politiques peuvent contribuer à un certain positionnement des migrants, cette recherche tente de s'éloigner des tentations normatives que revêt souvent la notion d'intégration lorsqu'elle est utilisée pour parler des expériences des migrants, au lieu de l'ensemble de la société à laquelle ils prennent part dès le moment de leur arrivée.

CHAPITRE II. LE RÉCIT DE L'ENQUÊTE DE TERRAIN

À partir des années soixante du vingt-et-unième siècle, une nouvelle étape commence dans l'histoire des sciences sociales (Guasch 2002). Cette étape se caractérise par une plus grande diversité des approches et l'hégémonie partielle des théories du conflit, suite à la prépondérance des approches structuralistes et fonctionnalistes. Au cours de cette nouvelle période, la liberté d'action des acteurs apparaît de façon beaucoup plus centrale, dans la mesure où la personne est conçue en tant que processus, et non plus en tant que représentant des structures. Cette vision est en accord avec les principes énoncés par l'Association Internationale de Sociologie, lors de son XVII Congrès international, se tenant à Göteborg, en 2010. Dans un Congrès placé sous le signe de *La sociologie en mouvement*, Michel Wieviorka, alors président de l'AIS, déclarait, conjointement avec le vice-président du programme et la présidente du comité local d'organisation¹² : « Le déterminisme est mort en sciences sociales. Malgré notre grand intérêt pour les structures et les mécanismes sociaux, ainsi que pour leurs formes de reproduction, nous savons bien que l'homme n'est pas complètement dominé par eux. Le monde change, et ce changement dépend très largement de l'action et de l'imagination de l'homme. ». Au cours de cette nouvelle étape de l'histoire des sciences sociales, la sociologie compréhensive, définie par Max Weber, cesse d'occuper une position subalterne dans la théorie sociale (Guasch 2002 : 24).

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser et d'expliquer les carrières migratoires, en fonction de l'action conjointe et du poids différentiel des facteurs qui caractérisent les structures, les acteurs et les réseaux. Afin de rendre compte des variations entre les carrières migratoires, une typologie sera mise en avant à partir des données empiriques qualitatives (Bailey 1994). La typologie offrira une image simplifiée des expériences des migrants adultes, en distinguant les carrières migratoires régulières suivant ses deux modalités (sociétaires et communautaires) ou informelles (sociétaire en temps de croissance économique et parfois également communautaire en temps de crise économique). La ville de Parla, située dans la périphérie urbaine de Madrid, est le contexte retenu pour l'étude de cas (Coller 2005).

¹² Source : <http://www.isa-sociology.org/congress2010/fr/>

Dans le cadre de cette recherche, avant de commencer le travail de terrain, l'idée était d'aborder l'expérience des migrants adultes, à travers la réalisation d'entretiens semi-directifs, auprès de représentants de la société d'accueil (employés municipaux et associations locales), de migrants en provenance de Roumanie, d'Équateur et du Maroc, et des représentants de leurs associations. Les trois groupes nationaux avaient été retenus en fonction de leur nombre, des conditions de régularisation de leur situation administrative, ainsi que des relations historiques et institutionnelles entre les pays d'origine et l'Espagne. Par la suite, l'analyse des données concernant les caractéristiques socioéconomiques de la population locale, la proportion et la composition de la population étrangère, ainsi que la couleur politique du gouvernement municipal, ont orienté le choix de la ville de Parla comme contexte local de réception dans lequel mener le travail de terrain.

C'est avec ce plan de travail en tête qu'a eu lieu la première visite de la ville au cours du mois d'octobre 2009. Assez rapidement, les contraintes et les opportunités marquées par le terrain ont provoqué une réorientation de la problématique et des ancrages méthodologiques. Ce type de réorientation est particulièrement envisageable dans le cadre d'une recherche qui tient compte de la perception des acteurs (Guasch 2002 : 36). D'abord envisagé en tant que processus d'intégration des migrants dans la société d'accueil, l'objectif principal s'est ensuite redéfini autour de la notion de carrières migratoires (Chapitre I). En ce qui concerne les choix méthodologiques, de nombreuses informations recueillies hors des entretiens semi-directifs, se sont avérées utiles pour la compréhension de l'objet de recherche, notamment lors d'échanges spontanés avec les acteurs du terrain, au cours d'observations effectuées dans la ville (dans les espaces publics et privés) et lors de réunions internes des associations ou des services municipaux. Ainsi, le recours aux entretiens semi-directifs s'est élargi à l'emploi d'autres techniques ethnographiques, notamment l'observation. Au cours de la deuxième étape du terrain, qui s'est déroulée de février à juin 2010, des processus de participation se sont également mis en place, à la demande des acteurs du terrain. Au cours de la troisième étape du terrain, à l'automne 2012, des entretiens et des observations supplémentaires ont permis d'actualiser les informations.

De même que pour une monographie, l'hétérogénéité des sources a été considérée comme source de fiabilité (Beaud et Weber 2003 : 275). Pour cela, le point de vue des différents acteurs a été pris en compte. De même que la diversification des entretiens, le recours à l'observation et l'analyse de plusieurs sources de données ont permis de replacer les discours particuliers dans un certain contexte (Guasch 2002 : 9-10). De ce fait, la capacité d'autonomie

des acteurs est reconnue, tout en tenant compte des réseaux auxquels ils prennent part, ainsi que des institutions et des structures de la réalité sociale. Cet ancrage méthodologique s'inscrit dans une certaine continuité avec les approches conceptuelles exposées dans le chapitre précédent, qui considèrent l'influence conjointe des facteurs macro, micro et meso pour expliquer les carrières migratoires des migrants.

Dans ce chapitre, les étapes principales de la recherche seront présentées sous la forme d'un récit chronologique des faits. Dans un premier temps, les choix méthodologiques préalables à l'enquête de terrain seront précisés au sujet des groupes migrants, du contexte local, ainsi que des acteurs et des espaces interrogés. Puis, les interactions entre le chercheur et les acteurs du terrain seront analysées, avant de commenter les méthodes d'analyse des données recueillies.

I. Les choix préalables

Avant l'entrée sur le terrain, l'incidence du facteur national sur les carrières des migrants avait été définie comme l'objectif principal de la présente recherche. Pour cette raison, le choix s'est d'abord porté sur les groupes migrants. Pour aborder les particularités des contextes locaux de réception, compte-tenu notamment du rôle de l'administration municipale, le deuxième choix s'est porté sur la ville dans laquelle mener l'enquête. La délimitation du contexte de réception a permis d'interroger divers acteurs, tels que les migrants, les employés de différents services municipaux et les représentants de diverses associations locales, qu'elles soient tournées vers l'ensemble de la société d'accueil ou de façon plus spécifique vers les migrants. Cette perspective prétend rompre avec une approche assimilationniste, qui aurait centré son attention uniquement sur l'expérience des migrants, sans tenir compte du contexte de réception, comme c'est le cas de certains travaux adoptant pour objet *l'intégration des migrants* dans la société d'accueil (Chapitre I). Enfin, le dernier choix s'est porté sur les acteurs sociaux auprès desquels réaliser les entretiens et les observations, ainsi que les espaces dans lesquels poser les questions de la recherche.

I.1. Les groupes migrants

I.1.1. Premiers critères

Avant l'entrée sur le terrain, le choix s'est porté sur les migrants adultes provenant de Roumanie, d'Équateur et du Maroc. Les jeunes migrants ou encore les enfants de migrants ont été exclus de cette recherche. En effet, leur situation se distingue de celles de leurs parents et des adultes, dont les expériences s'ancrent principalement dans le marché du travail, et non plus dans le système éducatif, dont l'accès est obligatoire en Espagne jusqu'à seize ans. Par ailleurs, les trois groupes migrants ont été sélectionnés en fonction de leur nombre et de leurs caractéristiques collectives, compte-tenu des temps de la migration et de certains aspects du *régime migratoire* de l'Espagne, qui varient selon le pays de nationalité des migrants (Chapitre III). En ce sens, les roumains, les équatoriens et les marocains représentent trois groupes distincts des migrations internationales en Espagne.

Les migrations provenant du Maroc sont l'une des premières en Espagne, cependant les migrants marocains sont aussi ceux qui suscitent généralement le plus de rejet de la part de la société d'accueil (Cea D'Ancona 2002 et 2005), et ce d'autant plus depuis les attentats du 14 mars 2004, qui ont facilité l'amalgame entre migration musulmane et terrorisme (Santamaría 2002 ; Pajares 2005 ; Cea D'Ancona 2009). Par ailleurs, les ressortissants du Maroc doivent faire état d'une continuité de dix ans de permis de résidence en Espagne avant de pouvoir demander la nationalité espagnole, soit un temps d'attente cinq fois plus long que celui requis aux ressortissants d'Équateur, au regard des relations entre pays d'accueil et d'origine. Enfin, les migrants de nationalité marocaine n'ont pas le droit de vote aux élections municipales espagnoles. En ce sens, aucun accord bilatéral n'a été signé entre les pays d'origine et d'accueil.

La migration en provenance d'Équateur débute au moment de *l'institutionnalisation* de la migration en Espagne, au commencement du vingt-et-unième siècle. En tant que latino-américains, ils partagent la langue maternelle de la société d'accueil, mais également certains éléments de leur histoire ancienne et plus récente. Au regard de ces relations entre les pays, de même que d'autres groupes nationaux, les équatoriens doivent faire état de deux années d'un permis de résidence, avant de pouvoir demander la nationalité espagnole, au lieu des dix ans requis pour d'autres groupes, notamment les marocains et les roumains. Par ailleurs, depuis

mai 2011, en raison de l'accord bilatéral signé en février 2009 entre l'Espagne et l'Equateur, les ressortissants équatoriens peuvent voter aux élections municipales de leur pays d'accueil.

La migration de Roumanie est la plus récente des trois ; cependant les roumains sont rapidement devenus le premier groupe migrant en Espagne. Depuis l'entrée de la Roumanie au sein de l'UE, et ce jusqu'en juillet 2011 (Chapitre VII), leur statut de ressortissants communautaires leur a garanti un accès immédiat à un permis de résidence et de travail. L'espagnol n'est certes pas leur langue maternelle ; cependant leur apprentissage linguistique apparaît comme étant relativement rapide (Notes de terrain : Parla, octobre 2009), du fait que le roumain et l'espagnol partagent une même origine romane (Marcu 2009). Enfin, les ressortissants de Roumanie peuvent demander la nationalité espagnole après avoir obtenu un permis de résidence pendant une période de dix ans ; et ils peuvent voter lors des élections municipales, dans le cadre des accords entre les pays de l'UE.

1.1.2. Comment aborder la diversité dans la ville ?

Après quelques semaines sur le terrain, les observations ainsi que les informations recueillies ont remis en question le choix de la nationalité comme principal critère de sélection des migrants. Parmi les marocains, il existe des différences marquées, en termes d'appartenance et de réseaux, entre les migrants provenant du Rif, en particulier des régions de Nador ou Al-Hoceima, et les migrants provenant des régions de Casablanca ou Marrakech. Les premiers revendiquent leur différence face aux autres, et réciproquement, bien que la religion et la fréquentation de la mosquée les rassemblent parfois au sein d'une appartenance commune. Parmi les roumains, certains revendiquent leur différence face aux gitans, tandis que parmi les équatoriens, une différenciation s'exprime entre les migrants qui proviennent des régions côtières (Guayaquil et ses environs) et ceux qui proviennent de l'intérieur du pays (Quito et ses environs).

Lors des contacts avec les employés municipaux, les représentants des associations locales et les migrants, la sélection effectuée a priori des trois groupes n'a pas été explicitement mentionnée. Cette *omission volontaire* a permis de constater quelles catégories sociales apparaissaient dans le discours des acteurs du terrain, tout en évitant d'utiliser des catégories artificielles, créées pour la recherche, mais éloignées de la réalité sociale. Les ressortissants du Maroc constituent le seul des trois groupes définis dans un premier temps, qui soient nommés

et catégorisés explicitement en tant que tels par les acteurs de la société d'accueil. Les migrants équatoriens disparaissent souvent parmi les latino-américains, les sud-américains ou des termes péjoratifs, tels que *sudacas*, *panchitos* ou *payo-ponys*¹³. Quant aux migrants roumains, ils disparaissent parmi les gens d'Europe de l'est, sans distinction de nationalités ou de pays selon s'ils font partie de l'UE (Pologne, Bulgarie et Roumanie) ou non (Moldavie, Ukraine et Russie). Dès lors que la nationalité ne semble pas le critère le plus important, pourquoi n'interroger que les migrants originaires de ces trois pays, et non les autres ? Comment rendre compte de la diversité qui existe dans la ville, et qui constitue justement une des particularités du terrain sélectionné ?

Par ailleurs, les migrants, du moins ceux originaires de pays qui ne font pas partie de l'UE, font face à des situations semblables, en ce qui concerne leur processus de régularisation (Chapitre V), et leurs carrières migratoires en ce qui concerne le travail et le logement (Chapitre VI). C'est une autre raison pour laquelle la nationalité n'apparaît pas toujours comme le facteur principal qui explique les différentes carrières migratoires. Dès lors, d'autres critères semblent importants, tels que le niveau d'éducation, la situation familiale (célibataire ou en couple, avec ou sans enfant), l'âge d'arrivée en Espagne, la perception de soi-même et des objectifs de la migration, la perception de la société d'accueil et les différences quant aux politiques d'admission des migrants selon les pays d'origine. Bien que la nationalité apparaisse souvent comme le principal critère de définition des groupes dans les études américaines classiques sur l'assimilation, des travaux plus récents remettent ce critère en question, du moins en ce qui concerne la *réification* dont le facteur national fait parfois l'objet (Telles et Ortiz 2008 ; Stepick et Dutton Stepick 2009). Dans ses travaux, Portes établit des distinctions au sein de certains groupes, comme c'est le cas des vagues migratoires en provenance de Cuba vers les États-Unis. Cette distinction en fonction du moment et des caractéristiques de chaque vague migratoire fait écho aux âges de la migration algérienne, que distingue Sayad (1999).

En réponse à ces interrogations, les migrants originaires d'Afrique subsaharienne ont été inclus dans l'enquête, étant donné le nombre relativement important de commerces et

¹³ Selon le *Dictionnaire de la Langue Espagnole*, de l'Académie Royale Espagnole, le terme *sudaca* est une expression péjorative qui désigne les ressortissants d'Amérique du sud. Le terme *panchito* est utilisé plus précisément en référence aux latino-américains de phénotypes amérindiens, de même que le terme *payo-pony*. Ce néologisme est construit à partir des vocables *payo*, expression espagnole utilisée par les gitans pour désigner les non gitans, et *pony*, en référence au poney, soit un cheval de petite monture.

d'associations spécifiques dirigés vers eux. Par ailleurs, la catégorie se référant aux migrants équatoriens a été abandonnée au profit des migrants originaires de pays de la Communauté andine, qui rassemble l'Equateur, la Colombie, le Pérou et la Bolivie. En effet, la plupart des associations constituées par des migrants en provenance de ces pays, ne sont pas constituées à partir du critère de la nationalité, mais à partir du critère de la résidence à Parla. Par ailleurs, les équatoriens ne sont pas catégorisés en tant que tels dans le discours des représentants de la société d'accueil, mais ils disparaissent au sein d'une catégorie plus large, dans laquelle ils sont regroupés avec les migrants colombiens, boliviens et péruviens, tout en se distinguant d'autres migrants latino-américains, tels que les argentins, les brésiliens ou les dominicains. Cette redéfinition des groupes ne devrait pas empêcher de considérer la diversité interne de chacune des catégories finalement retenues. La définition de critères plus ou moins larges peut permettre une remise en question des catégories utilisées par l'ensemble des acteurs présents sur le terrain.

La question de la diversité ne se pose pas seulement en fonction des critères énoncés plus haut. Parla est une ville dortoir éloignée du centre de l'agglomération de Madrid, dans laquelle la majorité de la population adulte travaille en dehors de la ville. Pour ces travailleurs, l'expérience de l'espace urbain sera différente de celles des migrants qui travaillent à leur compte, en raison du temps passé dans la ville et de l'intensité des échanges avec la population locale. Dans la mesure où ils cherchent à éviter les contrôles policiers, les migrants en situation irrégulière, dont la mobilité se trouve réduite, constituent un groupe à part en termes d'interactions avec l'espace urbain. Ainsi, le recours à l'observation a permis d'appréhender les usages que les migrants font des services et des espaces de la ville. Enfin, le discours des migrants ayant vécu dans plusieurs villes depuis qu'ils sont arrivés en Espagne a permis d'appréhender les différences et similitudes perçues entre Parla et d'autres contextes locaux de réception.

I.2. Le contexte local de réception

Au sein de l'agglomération madrilène, la plupart des migrants s'installent d'abord dans la ville de Madrid, puis ils se déplacent dans les espaces de la périphérie urbaine (Chapitre VI). Cette répartition fait preuve de certaines régularités selon les caractéristiques des villes qui entourent la capitale (Tableaux 2 et 3). Ainsi, les villes situées au nord et à l'ouest regroupent

les catégories de population les plus aisées ; la moyenne de la population migrante y est inférieure à celle que l'on observe dans la ville de Madrid, et elle inclut aussi bien des migrants qui travaillent dans des emplois très qualifiés que des migrants qui travaillent dans des activités moins qualifiées et moins rémunérées, regroupées dans les services à la personne, la restauration et l'hôtellerie. Au contraire, les villes situées à l'est et au sud de la capitale, regroupent les catégories socioéconomiques les plus modestes ; la moyenne de la population migrante y est supérieure à celle que l'on observe dans la capitale, puisqu'elle représente dans certains cas jusqu'à un quart de la population locale. Dans les villes situées à l'est de la capitale, la majorité des migrants provient de Roumanie, la population roumaine représentant entre 33% et 82% de la population étrangère, en 2009¹⁴. Au contraire, les villes du sud font preuve d'une plus grande diversité en termes de pays de nationalité.

Le choix s'est finalement orienté vers Parla pour plusieurs raisons. Il s'agit d'une des villes dorts situées en deuxième périphérie de la banlieue sud de Madrid. La sélection d'un terrain éloigné de la capitale d'une vingtaine de kilomètres, dont les limites géographiques sont plus précises que celles des quartiers de Madrid, simplifie l'observation de la réalité sociale. La diversité de la population étrangère y est plus prononcée que dans les villes de la banlieue est. En 2009, la population étrangère représentait 26,5% d'une population totale de 116.000 habitants, tandis que ce même chiffre ne dépasse pas les 15% dans les autres grandes villes de la périphérie sud. Par ailleurs, la population locale est relativement homogène en termes socioéconomiques, la majorité des habitants faisant partie des échelons modestes des classes moyennes, ce qui simplifie la compréhension des dynamiques sociales.

¹⁴ Source : INE, registre municipal (*padrón municipal*). Sont ici incluses les données disponibles avant l'entrée sur le terrain, qui correspondent au 1 janvier 2009.

Tableau 2 Population totale et composition en fonction de la nationalité (espagnole ou étrangère) dans les villes de plus de 50.000 habitants de l'agglomération de Madrid (2009).

VILLE	Population totale	Population espagnole (%)	Population étrangère (%)
VILLE DE MADRID	3.255.944	82,6	17,4
PÉRIPHÉRIE SUD			
Móstoles	206.478	86,0	14,0
Fuenlabrada	197.836	86,6	13,4
Leganés	186.066	87,3	12,7
Alcorcón	167.967	87,6	12,4
Getafe	167.164	84,7	15,3
Parla	115.611	73,5	26,5
Valdemoro	62.750	85,1	14,9
Aranjuez	54.055	85,2	14,8
PÉRIPHÉRIE EST			
Alcalá de Henares	204.574	79,3	20,7
Torrejón de Ardoz	118.162	79,0	21,0
Coslada	90.280	78,4	21,6
Rivas-Vaciamadrid	68.405	87,2	12,8
Arganda del Rey	51.489	72,6	27,4
PÉRIPHÉRIE NORD			
Alcobendas	109.104	83,1	16,9
San Sebastián	75.912	87,0	13,0
PÉRIPHÉRIE OUEST			
Rozas de Madrid	86.340	88,3	11,7
Pozuelo de Alarcón	82.428	89,3	10,7
Majadahonda	68.110	84,9	15,1
Collado Villalba	55.027	82,6	17,4

Source: INE, registre municipal.

Tableau 3 Composition de la population étrangère en fonction de la nationalité (ressortissants de Roumanie, du Maroc, d'un pays de la Communauté Andine ou d'Afrique subsaharienne) dans les villes de plus de 50.000 habitants de l'agglomération de Madrid (2009).

VILLE	Total	Roumanie (%)	Maroc (%)	C. Andine (%)	Afrique S. (%)	Autres (%)
VILLE DE MADRID	100	10,4	4,7	37,7	2,7	44,5
PÉRIPHÉRIE SUD						
Móstoles	100	16,5	11,6	22,2	10,6	39,1
Fuenlabrada	100	19,3	15,3	23,0	13,6	28,7
Leganés	100	17,8	15,6	31,0	7,2	28,3
Alcorcón	100	17,9	13,2	26,5	6,1	36,3
Getafe	100	16,5	11,0	29,4	3,9	39,3
Parla	100	16,3	17,1	30,8	9,9	26,0
Valdemoro	100	27,8	9,0	27,3	2,4	33,5
Aranjuez	100	33,9	14,4	21,1	1,5	29,2
PÉRIPHÉRIE EST						
Alcalá de Henares	100	45,7	2,8	10,4	7,4	33,7
Torrejón de Ardoz	100	33,2	8,9	21,6	12,2	24,0
Coslada	100	82,2	1,2	6,2	1,1	9,4
Rivas-Vaciamadrid	100	47,0	9,3	12,6	1,2	29,8
Arganda del Rey	100	77,0	2,1	6,5	0,4	14,0
PÉRIPHÉRIE NORD						
Alcobendas	100	6,8	5,9	30,0	1,9	55,5
San Sebastián	100	8,7	6,4	34,8	1,1	48,9
PÉRIPHÉRIE OUEST						
Rozas de Madrid	100	11,8	7,3	25,3	0,5	55,0
Pozuelo de Alarcón	100	11,9	8,1	18,8	0,7	60,5
Majadahonda	100	5,2	7,7	42,5	0,4	44,2
Collado Villalba	100	11,7	17,6	25,3	0,5	45,0

Source: INE, registre municipal. Légende: La Communauté Andine inclut la Bolivie, la Colombie, l'Equateur et le Pérou. L'Afrique subsaharienne inclut l'ensemble des pays africains, sauf l'Algérie, l'Egypte, la Lybie, le Maroc et la Tunisie.

L'évolution démographique et urbaine de la ville de Parla n'est pas seulement marquée par les migrations internationales. Son histoire se résume en effet en cinq étapes, laissant leur empreinte dans l'espace urbain (Tableau 4). Avant les années cinquante, Parla est une commune au caractère éminemment rural, qui compte à peine quelques milliers d'habitants et dont l'activité économique s'articule autour de l'élevage de mules et du transport entre Madrid et Tolède. Au cours des années cinquante et soixante du vingtième siècle, l'essor démographique de Parla est une conséquence directe de l'exode rural et des migrations internes venues d'Andalousie, d'Estrémadure et de Castille et Léon. Celles-ci coïncident avec les processus d'urbanisation et d'industrialisation tardifs de la plupart des villes espagnoles. Au cours des années septante et quatre-vingt, *les migrants internes* proviennent également de la capitale et d'autres villes de l'agglomération madrilène, attirés par les prix réduits des logements. Le contraste entre les habitants résidant à Parla avant cette première vague migratoire et les nouveaux habitants se maintient jusqu'à l'heure actuelle. Les habitants du « village » (*el pueblo*) continuent de vivre principalement dans les logements du centre-ville. Un certain nombre d'entre eux ou de leurs enfants sont également propriétaires des pavillons individuels situés dans les lotissements construits au cours de la troisième phase d'urbanisation de la ville. Ils sont liés à la Vieille Eglise de Parla, ainsi qu'à sa confrérie (*hermandad*), qui constituent dès lors les symboles du *Parla des origines*.

Photographie 1 “Vieille Église” et bâtiment récemment construit, dans le centre de la ville (2009)



Parla, octobre et novembre 2009.

Par opposition à ces premiers habitants, ceux qui arrivent entre les années cinquante et quatre-vingt sont désignés par le terme *parleños*. Ils s'installeront dans les immeubles entre deux et quatre étages construits autour du centre et dont la qualité ne répond plus toujours aux normes actuelles (*bloques*), les bâtiments étant la plupart sans ascenseur et les logements parfois sans chauffage (Photographie 2). Parmi les symboles de la nouvelle ville, apparaissent de nombreuses associations mobilisées autour d'un quartier ou d'une revendication spécifique (notamment dans le secteur de la santé), mais aussi des « maisons régionales » (*casas regionales*) et des églises souvent engagées socialement. Ces espaces sont autant de preuves des liens qui existent dans les années cinquante et soixante entre les processus d'exode rural, d'industrialisation, d'urbanisation et des mouvements sociaux relativement dynamiques, qui contribueront à la transition démocratique espagnole (Castells 1977). Parmi les églises construites à cette époque à Parla, la paroisse Notre Dame de la Paix est emblématique de la *nouvelle ville*, puisqu'aujourd'hui encore elle est engagée dans de nombreuses actions sociales, pour l'intégration des jeunes en difficulté, des chômeurs et plus récemment des migrants. Ses prêtres sont liés aux mouvements syndicalistes chrétiens (HOAC). Les deux groupes d'habitants s'opposent ainsi en termes d'espaces, de réseaux et de festivités : ceux *des origines* se regroupent au sein de la confrérie de la Vieille Église pour célébrer la patronne de la ville, en septembre, tandis que la *Fête de l'Eau* célèbre le moment où les migrants internes eurent accès à l'eau courante, en juin.

Photographie 2 Édifices collectifs construits pour les migrants internes à Parla (2009)



Légende : Rues Real et Pinto, Parla, novembre-décembre 2009.

Photographie 3 Zones industrielles entre Madrid et Parla (2009)



Légende : Déplacement en train de banlieue entre Madrid et Parla, octobre 2009.

En termes d'activité économique, les migrations internes sont portées par le processus d'industrialisation de l'ensemble de l'agglomération madrilène (Photographie 3). À Parla, l'apparition de zones industrielles en périphérie de la ville, s'accompagne de la multiplication des commerces de proximité dans les quartiers du centre, parfois spécifiquement liés à certaines migrations régionales. C'est le cas des commerces et des restaurants dans lesquels se vendent des produits typiques d'Estrémadure, affichant les couleurs du drapeau régional dans la vitrine ou le local. Le processus d'industrialisation bénéficie principalement les habitants *des origines*, à travers la vente et la reconversion des terrains qu'ils possèdent, tandis que les migrants internes sont souvent employés comme ouvriers. En comparaison avec ces derniers, les premiers habitants de Parla vivent un *processus d'embourgeoisement* relatif qui leur permettra d'avoir accès à des pavillons individuels construits plus récemment. L'autre facteur principal de la croissance économique apparaît alors. De même que dans le reste de l'Espagne, à Parla, le secteur de la construction joue en effet un rôle clé pour expliquer le dynamisme économique des années nonante.

Photographie 4 Façades d'un restaurant et d'une association dont les couleurs renvoient aux régions d'origine des habitants de Parla provenant des migrations internes (2009)



A gauche : Façade d'un restaurant rattaché à la Maison de l'Estrémadure. A droite : Façade de la Maison Régional de la Castille et Léon. Parla, Novembre 2009.

Photographie 5 Façades de magasins dont les couleurs renvoient aux pays d'origine des habitants de Parla provenant des migrations internationales (2009)



A gauche : Cybercafé tenu par un couple en provenance d'Equateur. A droite : Petit commerce d'alimentation tenu par un couple en provenance de Roumanie. Parla, novembre 2009.

Au cours de cette étape de dynamisme économique, la migration étrangère ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de la ville. Ces migrants arrivés plus récemment n'entretiennent pas les mêmes rapports avec les habitants des origines et les migrants de l'exode rural. Ils entrent en effet en compétition de façon beaucoup plus directe avec ces derniers en termes d'espace économique et urbain. Par ailleurs, les migrations internationales entraînent l'apparition de nouveaux espaces sociaux, tels que des commerces de proximité, de nouveaux lieux de culte

(une douzaine d'églises évangéliques et une mosquée, en plus de l'utilisation des six églises catholiques existant auparavant) et de nouvelles associations définies sur la base de la nationalité, l'appartenance locale ou la religion. Au début du vingt-et-unième siècle, l'arrivée et l'installation de migrants internationaux ont été favorisées par la libération des logements des quartiers du centre, dont une partie des habitants s'est installée dans le nouveau quartier de Parla Este. Celui-ci, qui prévoit une augmentation du nombre d'habitants entre 30.000 et 50.000 personnes, marque la dernière étape de l'histoire démographique et urbaine de Parla et pose des questions quant aux interactions entre les habitants arrivés au cours de différentes phases. Ainsi, la ville n'est pas seulement un espace territorial mais également un espace social, au sein duquel des interactions ont lieu (Chapitre VI).

Photographie 6 Références religieuses mises en avant par les habitants du Parla des origines et des migrants internationaux dans des espaces publics et privés de la ville (2009-2010)



A gauche : Figure d'une Vierge catholique incrustée dans le mur d'une maison au centre de Parla, traditionnellement le lieu de résidence des habitants du Parla des origines, décembre 2009. A droite : Calendrier chrétien orthodoxe affichée dans un magasin de produits alimentaires tenus par un couple de migrants roumains, Parla, Février 2010.

Photographie 7 Bâtiments collectifs en construction dans les rues de Parla Este (Novembre 2009)



Tableau 4 Histoire contemporaine de la ville de Parla, avant la crise économique

Séquence temporelle	Avant 1950	Années 1950-1980	Années 1990	Années 1990-2000	Années 2000
Caractérisation	Village de Parla	Migrations internes	Développement pavillonnaire	Migrations internationales	Urbanisation à outrance
Espace économique	Transport en mules entre Madrid et Tolède	Zones industrielles et commerces de proximité	Zones industrielles et commerces de proximité	Commerces orientés vers communautés migrantes	Zones commerciales du secteur tertiaire
Espace urbain	Centre- ville	Habitations autour du centre et ZI en périphérie	Pavillons, entre les habitations autour du centre et les zones industrielles	Centre-ville et habitations autour du centre	Nouveau quartier de Parla Este et ZC en périphérie
Espace social	Vieille Église et Fête de la Vierge	Églises engagées socialement, associations et Fête de l'Eau	Maisons individuelles	Commerces et lieux de culte spécifiques (églises évangéliques et mosquée)	Édifices collectifs avec cour intérieure fermée et centres commerciaux

Source : Observations, entretiens et conversations informelles (Notes de terrain, octobre-décembre 2009).

I.3. L'analyse conjointe des discours

I.3.1. Les acteurs et les espaces

En renonçant à la comparaison entre différents contextes de réception, la recherche s'est centrée sur une seule étude de cas, et trois groupes d'acteurs ont pu être interrogés, tels que les employés de divers services municipaux, les représentants du tissu associatif et les migrants (Annexes). Cette approche a permis d'aborder la multiplicité des perspectives au sujet des mêmes questions, concernant les migrations, la société locale et les carrières migratoires. De nombreuses similitudes sont apparues entre les discours, mais également des divergences.

L'attention s'est d'abord tournée vers les migrants, les représentants de leurs associations et leurs lieux de culte, notamment la mosquée et les églises évangéliques. Des entretiens ont également été menés auprès des représentants d'associations locales non spécifiquement mises en place pour ou par des migrants. C'est le cas des organisations responsables des cours d'espagnol, des églises catholiques, des syndicats, des associations de quartier et des associations régionales. Afin de comprendre le rôle de l'administration locale, des entretiens ont été réalisés auprès du maire et des employés de différents services municipaux, tels que les services sociaux, le service de presse, ainsi que les services responsables de l'emploi, de l'éducation, de la jeunesse, de la santé, de l'urbanisme, et de la participation sociale. Dans certains cas, l'accès à des documents officiels a permis de compléter les informations concernant le travail des services municipaux.

Au cours des premières visites dans la ville, la possibilité de réaliser des observations est immédiatement apparue. Les moments d'attente et de passage dans les rues de Parla, mais aussi l'usage des commerces de la ville, afin de se restaurer ou d'accéder à Internet, se sont convertis en autant d'opportunités de réflexion et d'analyse. En plus des observations *en mouvement*, d'autres ont été conduites lors d'événements publics organisés par la mairie, mais aussi lors de réunions internes organisées par des services municipaux ou des associations (Annexes). Du côté des migrants, les lieux des entretiens, principalement des cafés et des appartements, se sont convertis en une source d'informations à part entière, de même que les visites de la ville que certains enquêtés ont proposées au chercheur d'effectuer en leur compagnie. Enfin, au fur et à mesure de la recherche, certains acteurs ont offert au chercheur

la possibilité de participer de façon active à des événements ou des activités qu'ils organisaient. Tandis que les entretiens répondaient à une démarche consciente et active du chercheur, les opportunités d'observation et de participation ont été offertes par les acteurs du terrain de façon spontanée. Il en revient au chercheur de les accepter ou non.

1.3.2. Poser les bonnes questions

Une fois définis les critères pour la réalisation des entretiens et des observations, il faudra poser les bonnes questions, c'est-à-dire traduire les questions de l'enquête en fonction des questions de la recherche (Beaud et Weber 2003). Trois guides d'entretien ont été rédigés, afin d'adapter les questions posées aux catégories d'acteurs interrogés, soient les employés municipaux, les représentants des associations et les migrants (Annexes).

Pour les entretiens auprès des migrants, les questions posées les interrogent sur les raisons de départ du pays d'origine et les raisons d'arrivée en Espagne ; les expériences et les interactions sur le marché du travail ; les expériences sur le marché du logement, et les interactions dans l'espace urbain ; la situation administrative, la participation sociopolitique et les interactions avec les institutions de la société d'accueil ; les interactions avec la famille, le groupe et le pays d'origine. Cette première série de questions a pour objectif de comprendre les carrières migratoires, compte-tenu de leur évolution dans le temps et de la diversité des dimensions impliquées. Les liens entre le logement et le travail apparaissent de façon d'autant plus pertinents que Parla reste majoritairement une ville dortoir (Chapitre VI), tandis que l'analyse des raisons de la migration et des statuts administratifs permet d'appréhender les facteurs qui caractérisent de façon différentielle l'expérience des migrants adultes, par rapport à celle des non migrants (Chapitre V). Quant aux questions sur la participation sociale et les interactions qui ont lieu sur le marché du travail, dans l'espace urbain, avec les institutions de la société d'accueil, ou avec la famille, le groupe et le pays d'origine, l'objectif est de comprendre la configuration et le rôle des réseaux. En effet, c'est un des éléments clés qui permet d'expliquer les variations des carrières migratoires. Afin de compléter les entretiens avec les migrants, une autre série de questions plus spécifiques a été introduite, portant sur le sens de l'intégration selon l'acteur interrogé, la perception de son expérience, et la perception des différences qui existent éventuellement entre les migrants, selon leur origine et les contextes locaux, régionaux et nationaux de réception dans lesquels ils s'installent. Avant la reformulation de la problématique de recherche, l'objectif premier de la thèse portait sur

l'intégration sociale des migrants dans la société d'accueil, et c'est précisément parce que le terme n'est pas exempt de polémique que les migrants sont interrogés au sujet du sens de l'intégration de leur propre point de vue.

De même, le guide d'entretien auprès des représentants associatifs et des employés municipaux inclut deux séries de questions. La première vise à connaître l'association ou le service municipal, à travers son histoire ; les activités générales et plus spécifiquement tournées vers les migrants ; les collaborations possibles avec d'autres administrations ou d'autres associations, et ses sources de financement ; les caractéristiques de ses membres et de ses usagers, en termes de genre, condition socioéconomique et nationalité ; ainsi que les projets futurs. La seconde série de questions vise à engager l'acteur dans le questionnement de la recherche, en l'interrogeant sur le sens de l'intégration et les enjeux des migrations internationales à l'échelle locale, ainsi que les différences éventuellement perçues entre les expériences des migrants de différentes origines, dans divers contextes de réception.

La structure des entretiens répond aux objectifs de la recherche, mais elle tient également compte de la relation entre le chercheur et les acteurs du terrain. En effet, les premières questions visent à gagner la confiance des acteurs interrogés, en leur demandant d'évoquer leur carrière migratoire, l'histoire de leur association ou de leur service municipal. Ces questions impliquent des éléments de leur vie quotidienne, avec lesquels ils sont familiarisés et dont l'évocation leur demandera un moindre effort en termes de mémoire ou de réflexion. La seconde série de questions demande aux acteurs de participer à la réflexion de la thèse. C'est justement l'un des entretiens qui a provoqué la reformulation de l'objectif principal, et de passer de l'intégration des migrants aux carrières migratoires. *Surtout en ce qui concerne les jeunes, de mon point de vue, ce n'est pas un problème d'immigration ou de non immigration qui se pose, mais celui d'un manque de ressources générales pour les jeunes et à partir de là, il peut se créer des difficultés qui auront ensuite des effets pervers et qu'il sera possible d'attribuer à des problèmes d'intégration. (...) Il me semble qu'au sujet de l'immigration, il y a des questions très, très ponctuelles, et après, il y a des difficultés générales qui concernent l'ensemble de la population étudiante qui n'ont rien à faire avec le fait d'être immigré ou non.* (Entretien 42 : Employés municipaux, Service responsable de la jeunesse, Parla, décembre 2009)¹. De ce point de vue, la notion d'intégration marque une distinction ou une distance lorsqu'elle appréhende la seule réalité des migrants, tandis qu'elle rapproche les expériences vitales des groupes sociaux, lorsqu'elle est utilisée pour appréhender l'ensemble de la société.

Lors des observations et des participations, les questions soulevées s'articulent autour de quatre thématiques, quant à la nature, le temps, l'espace et les acteurs qui prennent part à l'activité. D'une part, s'agit-il d'une activité de la vie quotidienne ou d'un événement exceptionnel ? Quelle est sa représentativité par rapport à d'autres événements et activités du même ordre ? Avec quelles intentions a-t-elle été organisée ? D'autre part, à quel jour et quelle heure cette activité a-t-elle lieu ? Avec quelle fréquence se produit-elle ? Par ailleurs, dans quel espace l'activité se déroule-t-elle ? S'agit-il d'un espace privé ou public ? Comment se situe cet espace en termes de centralité et de périphérie ? Cette question se pose notamment pour les services de la mairie, selon si les politiques et les mesures mises en place sont tournées spécifiquement vers les migrants, ou vers l'ensemble de la population locale. La situation de l'espace où se déroule l'activité est alors définie en termes de proximité par rapport au bâtiment central de la municipalité, compte-tenu de la dimension symbolique des espaces. Enfin, qui assiste ou non à l'évènement, en termes d'âge, de genre, d'origine et de participation dans des organisations ? Mais aussi, comment les acteurs présents ont-ils été informés de l'activité ? Et pourquoi ont-ils décidé d'y assister, ou non ? Cette dernière série de questions garde un lien direct avec le temps de l'activité, qui détermine les opportunités de participation. En effet, les horaires sont parfois l'objet de litiges entre les organisateurs et les acteurs qu'ils souhaitent impliquer. A ces quatre interrogations principales, il faut ajouter l'observation des signes distinctifs qui ont trait aux appartenances régionales et nationales, ou encore religieuses et sportives.

II. Le déroulement de l'enquête

Le déroulement de l'enquête sera analysé en fonction de cinq questions complémentaires. En premier lieu, les modalités d'entrée sur le terrain seront précisées, avant d'aborder plus précisément les échanges entre les acteurs interrogés et le chercheur. La position de celui-ci ainsi que le système de dons et de contreprestations mis en place au cours du terrain seront alors analysés. Le déroulement des entretiens sera évoqué en ce qui concerne les lieux et les langues utilisées, ainsi que les conditions des observations. Enfin, des éléments de réflexion seront introduits au sujet des entretiens n'ayant pu avoir lieu et des malentendus possibles.

Les interactions entre le chercheur et les acteurs interrogés se sont déroulées différemment selon les caractéristiques de ces derniers. En effet, les migrants, les représentants des associations et les employés des services municipaux ont attribué au chercheur des positions différentes, qui reflètent souvent la perception de leur propre position au sein du groupe de référence ou du contexte local de réception. Pour rendre compte des échanges entre acteurs du terrain et chercheur, et des expériences qui impliquent directement ce dernier dans la ville, dans les paragraphes qui suivent, la première personne du singulier sera employée conjointement avec des formes verbales impersonnelles.

II.1. Les portes d'entrée

Au début de l'enquête, les entretiens ont d'abord été effectués auprès des migrants et des représentants de leurs associations, avant que l'attention ne se porte également sur les représentants de l'administration locale, et ceci afin de démarquer l'objet de la recherche des discours politiques¹⁵. Trois voies d'entrée ont été utilisées pour entrer en contact avec des migrants. Les commerces ont constitué la première porte d'entrée, notamment les cybercafés, les échoppes d'alimentation et les coiffeurs. Dans le cas des deux premiers, le contact semble s'établir plus facilement si je suis d'abord utilisatrice, c'est-à-dire que je consomme et j'achète les produits ou les services offerts, avant d'expliquer l'objet de ma présence dans la ville en général, et dans le commerce en particulier. Dans le cas des coiffeurs, je suis invitée à entrer et à m'asseoir dans la zone d'attente réservée aux clients. Dans les commerces tenus par des habitants du Parla des origines ou des migrants internes, l'absence de ressortissants étrangers est parfois flagrante, et les contacts à travers la clientèle ou le personnel sont de toute façon plus difficiles à établir.

Ainsi, les migrants font preuve d'un certain besoin de rendre naturelle, ou familière, ma présence dans la ville. Au contraire des représentants des associations locales ou des services municipaux, qui valoriseront parfois qu'une *représentante de l'université* s'intéresse à leur activité, les migrants montrent une certaine volonté de *passer inaperçus*. Les portes semblent alors s'ouvrir plus facilement si le *rôle d'étudiante à l'université* est mis en avant et si je prends part aux activités de leur vie quotidienne. Au cours du travail de terrain, une distinction

¹⁵ Entretien avec le Professeur Aly Tandian, Université de Saint-Louis, Sénégal (Madrid, novembre 2008).

s'est alors établie entre les *espaces de la recherche*, dans lesquels je me suis justement présentée en tant qu'étudiante, et les *espaces de neutralité*, voire de camouflage, dans lesquels je peux me réfugier sans que les personnes côtoyées ne connaissent la nature de mes activités dans la ville. Même si je n'y passe que très peu de temps lors de mes visites à Parla, ces espaces me permettent de prendre de la distance, et de compléter mes notes de terrain, suite à un entretien ou une observation. Au contraire, dans les espaces de la recherche, je peux être sollicitée, ou encore éveiller la méfiance des personnes qui ne souhaitent pas être l'*objet* des analyses de la recherche. Mis à part les commerces, les associations et les lieux de culte constituent les autres voies d'entrée dans les espaces des migrants.

Afin de connaître quels sont les réseaux formels implantés dans la ville, à travers les associations et les lieux de culte, une *recherche à distance* a précédé de quelques semaines l'entrée sur le terrain. Les outils disponibles sur Internet ont été utilisés pour effectuer cette première *visite virtuelle*, notamment à travers le site officiel de la Mairie de Parla. Au contraire d'autres villes, la Mairie ne dispose d'aucun registre détaillé des associations, disponible en ligne. Pour palier ce manque d'information directement accessible, les registres associatifs de la région de Madrid ont été consultés, de même que les informations de l'Institut régional de la statistique, à travers la base de données *NOMECALLES*¹⁶.

Par la suite, la recherche s'est élargie aux sites créés pour les migrants installés en Espagne, souvent définis sur la base de critères nationaux; aux sites des fédérations regroupant des associations de migrants en Espagne; et aux sites des associations de la société d'accueil représentées sur l'ensemble du territoire national et dont le travail n'est pas spécifiquement tourné vers les migrants¹⁷. Les serveurs disponibles sur Internet ont également été mis à profit pour entreprendre une recherche par mots clés des associations de Parla, notamment de celles

¹⁶ NOMEALLES est une source d'informations territorialisées qui regroupe des données concernant les administrations publiques et les services de police, la santé et les services sociaux, les centres éducatifs, les transports, les services culturels, récréatifs et personnels, les entreprises, le commerce, le tourisme ainsi que l'environnement, pour l'ensemble des villes de la région de Madrid.

¹⁷ Les fédérations recensées incluent la FEDROM (Fédération des Émigrés Roumains en Espagne) ; la SENAMI (Secrétariat National du Migrant), qui dépend du gouvernement équatorien ; le CCME (Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger), et le REDI (Réseau Étatique pour les Droits des Immigrés). Les sites Internet pour les migrants en Espagne sont les suivants : <http://www.rumanos.com.es/>, <http://www.migrantesecuador.org/>, <http://www.marroquies.es/>. Enfin, les associations dont le travail n'est pas spécifiquement tourné vers les migrants, regroupent la Fédération Nationale des Associations de Quartier, Caritas, La Croix Rouge, ainsi que les syndicats majoritaires UGT (Union Générale des Travailleurs) et CC.OO. (Commissions Ouvrières).

dont les activités sont tournées vers les migrants. C'est ainsi qu'un premier registre des associations de la ville a été constitué. En plus de ce registre, un plan de la ville a été utilisé pour marquer l'adresse de ces associations et des lieux de culte, tels que les paroisses catholiques, les églises évangéliques et la mosquée, localisés avant l'entrée sur le terrain. Ces informations ont ensuite été complétées par les données recueillies sur le terrain, et par une nouvelle recherche effectuée sur Internet au sujet des forums de discussion sur la ville de Parla et ses quartiers¹⁸.

Les informations recueillies avant l'entrée sur le terrain, ont facilité le contact avec les associations. Ainsi, lors de mon premier passage dans la ville, je passe par hasard devant le local d'une des associations dont les coordonnées avaient été trouvées sur Internet. Les sigles inscrits sur le mur m'interpellent alors et je reviens sur mes pas afin d'établir un premier contact. Deux hommes discutent devant la porte, je me présente et j'explique l'objet de ma présence dans la ville : je suis étudiante à l'université, et je prépare un travail sur les expériences des migrants adultes dans la ville de Parla. L'un des deux hommes me répond alors que j'ai rencontré la personne indiquée, en se référant à son interlocuteur, qui lui-même se présente comme le responsable de l'association. Une fois ce premier contact établi, il m'explique que le local de son association est utilisé ce jour-là par les représentants des principales associations de migrants sénégalais en Espagne. La réunion aborde la participation des associations et des migrants au sein d'un projet géré conjointement par les gouvernements de l'Espagne et du Sénégal. Dans ce cadre, l'objectif est d'organiser le retour volontaire d'un millier de migrants sénégalais installés en Espagne, et de leur céder des terrains qu'ils pourront cultiver une fois rentrés dans leur pays d'origine. C'est ainsi que les observations parmi les associations de la ville commencent. Au cours du terrain, le responsable de l'association rencontré le premier jour sera un de mes principaux informateurs, dans la mesure où il facilitera ma participation à plusieurs activités organisées par des associations locales ou des services municipaux. Fréquemment il m'appellera pour me tenir au courant du *calendrier* des activités de la ville, pour les migrants ou l'ensemble de la population locale.

Cependant, le responsable de cette association ne me permettra pas d'avoir accès à l'ensemble du tissu associatif. D'une part, les associations ne sont pas toutes en contact entre elles, et elles ne connaissent pas nécessairement les activités que les autres mettent en place. Par ailleurs, il existe plusieurs réseaux dont le travail s'oriente vers les migrants dans la ville. Ces

¹⁸ Sources: <http://www.nuevosvecinos.com/bparlaeste/>; <http://www.parlaeste.com/>.

réseaux se constituent à travers la collaboration entre des acteurs associatifs et institutionnels. Dans certains cas, il existe des rivalités latentes entre les associations ou entre les services municipaux (Chapitre IV). En raison de l'absence de relations entre certains réseaux et des rivalités latentes, les entrées sur le terrain ne peuvent donc pas dépendre d'un seul contact. Au cours du terrain, toutes les personnes contactées ont été informées de la diversité des acteurs avec lesquels le travail me demandait d'entrer en contact, soient des migrants originaires de différents pays, des responsables associatifs et des employés de plusieurs services municipaux, afin que la recherche soit préservée de la monopolisation des discours (Venkatesh 2008 : 114).

L'arrivée dans les lieux de culte a été opérée directement auprès des personnes responsables, ou à travers les contacts avec les migrants qui les fréquentent. A partir de la recherche effectuée au préalable sur Internet, j'ai su que les paroisses catholiques de Parla organisent des cours d'espagnol et d'autres programmes pour les migrants, dans le cadre de Caritas, qui s'auto-définit comme « la confédération officielle des entités d'action caritative et sociale de l'Église catholique en Espagne ». À travers les coordonnées disponibles sur Internet, un rendez-vous a été convenu par téléphone avec les responsables de ces activités avant la première visite de la ville. C'est ainsi que les premiers entretiens ont été réalisés avec des acteurs associatifs. Les contacts avec les autres lieux de culte ont été beaucoup moins directs. En ce qui concerne les églises évangéliques, l'accès a été facilité par les migrants qui les fréquentent. Quant à la mosquée, plusieurs voies différentes ont été utilisées avant de finalement convenir d'un entretien avec le responsable de l'association qui est rattachée au lieu de culte musulman. En l'absence d'information concernant l'histoire de la mosquée dans la ville, le contact direct a été évité. Le contact a finalement été établi à travers un interlocuteur privilégié sur le terrain, lui-même recommandé par un responsable syndical. C'est à travers sa respectabilité, en tant que membre actif de sa communauté et musulman pratiquant, que la mienne s'est trouvée garantie, et que le responsable de l'association liée à la mosquée a finalement accepté de me rencontrer.

Après plusieurs semaines sur le terrain, deux voies d'entrée ont été utilisées pour prendre contact avec les représentants de l'administration locale. D'une part, les échanges avec les associations ont permis qu'un *effet boule de neige* soit mis en place, et qu'un premier entretien soit convenu avec la directrice du service responsable d'un des deux principaux programmes municipaux chargés de l'aide aux migrants (Chapitre IV). Celle-ci m'a ensuite offert la possibilité de participer à plusieurs activités organisées par son service. La seconde

porte d'entrée s'est ouverte depuis l'extérieur du terrain. Lors d'un cours suivi à l'Université Complutense de Madrid, j'ai assisté à la présentation de deux chercheurs, expliquant leur expérience de recherche participative dans la ville de Parla. Par la suite, lors d'un congrès sur les Agendas Locales 21, j'ai revu l'un des chercheurs, avec qui j'ai échangé quelques mots. Lorsque la prise de contact avec les représentants de l'administration locale a commencé, je lui ai donc écrit pour lui faire part de mon projet. Il m'a appris qu'il était maintenant employé à la mairie de Parla, et nous avons convenu d'un entretien. Par la suite, il m'a recommandé à plusieurs de ses collègues travaillant au sein de différents services. Et un deuxième *effet boule de neige* s'est ainsi mis en place.

Ce dernier contact m'a notamment mis en relation avec la coordinatrice du deuxième service responsable d'un des principaux programmes chargés de l'aide aux migrants dans la ville. Au cours d'une première rencontre, elle m'a demandé de lui faire parvenir une lettre de présentation de la recherche, cosignée par le promoteur de mon travail en Espagne et moi-même, l'entête et le cachet du département de l'Université Complutense de Madrid auquel la thèse est rattachée en Espagne faisant foi. Cette demande d'officialité, apparue deux fois au cours de la recherche, peut s'interpréter de deux façons différentes. D'une part, elle vise à faciliter la présentation du projet auprès des employés municipaux avec lesquels la coordinatrice souhaite me mettre en contact. Cependant, d'autres acteurs ont préféré me donner directement les numéros de téléphones ou les adresses électroniques des personnes susceptibles d'être contactées. Dès lors, cette demande d'officialité reflète également une certaine méfiance à l'égard de ma présence et de mon travail dans la ville. Elle semble révéler une certaine crainte de se dévoiler face à un interlocuteur externe, qui pourra évaluer et remettre en question les mesures et les politiques adoptées. Par ailleurs, cette attitude renvoie aux tensions latentes qui existent au sujet de qui (quel service municipal) possède la compétence légitime de l'attention sociale tournée vers les migrants (Chapitre IV). Plutôt qu'une demande individuelle, il s'agirait donc d'une demande institutionnelle. Ainsi, lors d'une deuxième rencontre, la coordinatrice précisera à de nombreuses reprises que son opinion n'est pas forcément représentative de l'opinion de son service, en établissant une distinction entre les deux. En exprimant une demande de présentation officielle à travers un document écrit dans lequel figure le cachet de l'Université Complutense de Madrid, elle préserve son service des regards extérieurs.

Lors de la première rencontre, les éléments devant être inclus dans la lettre ont été convenus, dont le titre de la recherche et un résumé des objectifs, en expliquant le profil des personnes

auprès desquelles les entretiens et les observations seront réalisées, tout en remerciant ceux et celles qui liront la lettre de leur aide éventuelle. La lettre fait ensuite référence au respect de la confidentialité des sources et de l'intégrité des acteurs et des institutions impliquées. Cette intégrité est conçue avant tout comme le respect de l'anonymat des acteurs et des services municipaux. Au moment de rendre publiques les données de la recherche, se pose la question de savoir si le nom des acteurs doit être changé. Ce sera systématiquement le cas pour les migrants. Enfin, la lettre explique que le chercheur reste à disposition des personnes intéressées pour toutes informations complémentaires concernant le projet, afin de donner un certain gage de confiance et de transparence au personnel de l'administration locale, et d'éventuellement *restituer* l'information aux personnes ayant accepté de participer à la recherche, si celles-ci le souhaitent. Sans forcément les supprimer complètement, la lettre a été suffisante pour atténuer les craintes possibles, puisqu'un entretien a été permis et l'accès à plusieurs documents officiels a été facilité.

II.2. La position du chercheur

« Le problème fondamental du regard sociologique est que la situation sociale de l'observateur conditionne ce qu'il regarde et ce qu'il voit. Cependant, dans la mesure où l'observateur reconnaît et rend explicite sa position sociale, la subjectivité peut être, sinon contrôlée, du moins nuancée. C'est une question d'honnêteté professionnelle. » (Guasch 2002 : 11)¹⁹.

Au cours de l'enquête de terrain, la position du chercheur se construit à travers les interactions et les échanges avec les acteurs. Suivant les principes de l'interactionnisme symbolique, la position attribuée au chercheur varie en fonction de la perception subjective de ces derniers. Le double processus de perception et d'attribution d'une position à autrui, permet de mieux comprendre la position et l'auto-perception des acteurs eux-mêmes. Dans le cadre de cette recherche, le positionnement du chercheur permet également d'appréhender les facteurs qui expliquent les aspects subjectifs engagés au cours des carrières migratoires, notamment en ce

¹⁹ "El problema básico de la mirada sociológica es que la situación social del observador condiciona aquello que mira y aquello que ve. Sin embargo, en la medida en que el observador reconoce y hace explícita cuál es su posición social, la subjetividad queda, si no controlada, sí al menos matizada. Es una cuestión de honestidad profesional." (Guasch 2002: 11).

qui concerne la formation des sentiments d'appartenance de la part des migrants.

« Tu fréquentes quelqu'un? – Oui. – Ne me dis pas qu'il est espagnol ! – Non, sa famille est originaire d'Andalousie. – Ah, il a les cheveux foncés ? – Non, il a les cheveux clairs. – Il est berbère alors, il est des nôtres. » (Notes de terrain : Parla, octobre 2009²⁰)

L'extrait des notes de terrain retranscrit ci-dessus fait part d'un échange informel entre le chercheur et l'un des acteurs interrogés, un homme marocain en provenance de la région du Rif. Comme il s'est produit de nombreuses fois sur le terrain, l'acteur manifeste le besoin de connaître des détails de la vie du chercheur, afin de savoir qui je suis et de me *positionner* socialement. Parmi les questions qui reviennent le plus, les acteurs du terrain cherchent notamment à savoir quelle est ma nationalité, depuis combien de temps je réside en Espagne, quelle est mon activité principale (si je travaille ou j'étudie), si je suis venue avec ma famille, si je vis seule et dans quel quartier de Madrid, et enfin si je suis fiancée, mariée ou si je fréquente quelqu'un. Lorsque je réponds affirmativement à cette dernière question, l'acteur s'inquiète de savoir quelle est la nationalité de mon compagnon. J'adopte alors une réponse négative, en suivant son expression au pied de la lettre (*Ne me dis pas qu'il est espagnol !*). Cependant, cette information ne correspond pas à la réalité, puisque mon compagnon est bien espagnol, et c'est pour cela que je précise ensuite que sa famille est originaire d'Andalousie. Le fait de fréquenter un espagnol semble ici être perçu de façon négative par l'acteur du terrain, et la présentation des faits est donc adaptée afin de maintenir la proximité négociée lors de la prise de contact.

Tandis que la première partie de l'extrait évoque la perception des espagnols, la seconde partie apporte des informations concernant le groupe de référence de l'acteur. Lorsque je précise que la famille de mon compagnon est originaire d'Andalousie, l'acteur me demande immédiatement si sa couleur de cheveux est foncée. Dans l'imaginaire d'un migrant originaire du Rif marocain, l'évocation de l'Andalousie semble faire directement resurgir un passé commun, celui des siècles durant lesquels chrétiens, juifs et musulmans ont cohabité dans cette région située au sud de l'Espagne. Lorsque je réponds que mon compagnon a en fait les

²⁰ “¿Tienes novio? – Sí. – ¡No me digas que es español! – No, su familia viene de Andalucía. – Ah, y ¿tiene el pelo oscuro? – No, tiene el pelo claro – Es bereber entonces, es de los nuestros.”

cheveux clairs, l'homme interprète immédiatement qu'il est berbère, et donc « des leurs ». À travers mes proches, l'acteur du terrain opère une certaine attitude vis-à-vis du chercheur (Martiniello 1992), en termes de proximité et de distance par rapport à ses propres sentiments d'appartenance. Par ailleurs, l'échange met en avant la distance qui existe entre l'arabité et l'identification berbère voire, dans certains cas, rifaine. C'est ainsi que l'acteur définit et distingue sa propre affiliation par rapport aux espagnols et aux marocains arabes.

Selon cet échange, le fait de ne pas être espagnole a pu faciliter le contact avec certains acteurs du terrain. Ainsi, des éléments identitaires – réels ou attribués – ont joué un rôle fondamental au cours de l'établissement des contacts. Le fait de ne pas être espagnole a facilité l'ouverture de certaines portes, et m'a vraisemblablement permis d'avoir accès à des points de vue plus critiques concernant la société d'accueil. Les acteurs me retrouvaient alors au sein d'une appartenance commune, *nous*, construite face à *eux*, bien que mon origine ne soit pas la même que celle des acteurs interrogés. Le fait d'être française a notamment facilité les contacts avec les migrants provenant d'Afrique subsaharienne et du Maroc. En effet, la France évoque pour certains d'entre eux des souvenirs personnels, liés aux membres de leur famille qui y résident, ou bien aux séjours qu'ils y ont faits. Même si la majorité des migrants préfèrent que les entretiens se déroulent en espagnol, la langue et l'image de la France, souvent idéalisée par rapport au pays d'origine et par rapport à l'Espagne, agissent comme des éléments d'identification avec le chercheur.

Au contraire, parmi les employés municipaux espagnols, le fait d'être française agit parfois comme un élément d'altérité, face auquel les sentiments d'appartenance, ou plutôt de non-appartenance, de l'acteur se construisent de façon défensive. Lorsqu'ils apprennent ma nationalité, plusieurs représentants de l'administration locale évoquent les émeutes de l'année 2005. Tout en rappelant que la France doit faire face à des conflits, et que les gouvernements successifs n'ont pas apporté de solutions satisfaisantes, ils évoquent l'absence relative de problèmes en Espagne, sans tenir compte des différences qui concernent l'histoire migratoire dans les deux pays. De même, l'expérience de la France, et celles d'autres pays, est évoquée dans les plans chargés de la gestion politique de l'intégration sociale et la citoyenneté en Espagne (Chapitre III). Par ailleurs, le fait d'être ressortissante de l'UE est parfois perçu comme un élément d'altérité, pour certains migrants latino-américains.

Les exemples qui suivent, montrent que l'âge et le genre conditionnent également la position du chercheur sur le terrain et son accès à certains discours. Dans le cas des paroisses,

notamment dans les églises évangéliques ou catholiques que fréquentent les migrants provenant d'Afrique subsaharienne, la musique, et surtout le chant qui l'accompagne, revêt une importance singulière. Cette observation apparaît à deux moments particuliers de l'enquête. Lors de la recherche effectuée sur Internet avant la première visite de la ville, j'apprends que l'une des paroisses accueille *un groupe de femmes interculturel*, réunissant tous les quinze jours des femmes de Parla en provenance d'Espagne et d'autres pays, afin de réfléchir et de parler ensemble de différents thèmes. Après m'être rendue à plusieurs réunions de ce groupe, je suis invitée aux répétitions de la chorale des migrants sénégalais qui anime le culte dominical. Je conviens de me rendre à Parla le samedi après-midi suivant pour assister à la prochaine répétition, ayant lieu dans l'une des salles de la paroisse. Lorsque j'arrive, la répétition a déjà commencé. Les chanteurs sont assis sur quatre rangées de bancs devant le maître de chant, qui lui est debout. Tandis que les hommes sont installés sur les rangées du fond, les femmes sont regroupées sur les deux premières rangées, les plus âgées derrière et les plus jeunes devant. Je m'assois spontanément sur le deuxième rang, à côté d'une des religieuses et d'une femme sénégalaise qui participent au groupe interculturel, que je connais toutes les deux. Cependant, après quelques minutes, le maître de chant me demande de me placer au milieu de la première rangée, devant lui, ma présence devenant ainsi beaucoup plus visible. Le décalage entre la place que je me suis attribuée et celle que m'attribue l'homme qui dirige le groupe, peut s'interpréter de deux façons. En me plaçant juste devant lui, le maître de chant m'invite, me *fait une place* et m'accueille au sein du groupe de chanteurs. Ma présence est acceptée, d'autant plus qu'il est au courant de mes activités de recherche. Il s'agit en effet du mari de la femme sénégalaise m'ayant invitée à la répétition. Cependant, l'invitation du maître de chant est déterminée en fonction de mon genre et de mon âge. En effet, je suis placée sur le banc des jeunes filles et des adolescentes, tandis que les femmes regroupées sur la deuxième rangée sont plus âgées, souvent mariées et mères de famille.

A la fin de la répétition, le maître de chant me demande de me présenter, en espagnol plutôt qu'en français, et d'expliquer les raisons de ma présence au groupe de chanteurs. Après avoir donné mon nom, j'explique alors que je suis française, mais que je vis à Madrid depuis une dizaine d'années, et je m'interroge au sujet de ce qui se passe de nos jours en Espagne, étant donné que nous sommes tous venus de pays différents et que nous devons maintenant vivre ensemble. Dans ce contexte, je me demande alors quelles sont les relations qui existent entre les gens et quelles sont les expériences des personnes arrivées de différents pays. L'un des hommes me propose de le rencontrer pour un entretien, mais les autres membres du groupe

refusent que le contact soit établi avec lui. La décision est prise en wolof, ce qui ne me permet pas de comprendre les détails de ce qui ressemble à un processus de négociation collective. Ce jour-là, quatre nouveaux contacts ont été établis, avec deux jeunes filles de dix-sept ans entre lesquelles j'étais assise sur le premier rang, et deux hommes d'une trentaine d'années. Les premières ont été désignées en fonction de la proximité perçue entre elles et moi en termes d'âge et de condition féminine, tandis que les seconds ont vraisemblablement été désignés comme les représentants du groupe, en fonction de leur respectabilité et de l'image qu'ils peuvent en donner à un interlocuteur externe.

Une expérience similaire a eu lieu lors de la prise de contact avec *l'Association des Vétérans de la Guerre d'Angola*, la première association regroupant des migrants créée à Parla. Dans ce cas, le contact avec la personne responsable a été facilité par un des membres de l'association, rencontré pour la première fois lors d'une réunion organisée par les services de santé de la mairie, afin de prévenir la consommation de drogue parmi les jeunes. Lors d'un premier entretien, l'homme me propose alors de rencontrer le président de l'association. Lors d'un deuxième entretien, j'apprends que l'association se charge d'une église évangélique, et que bientôt aura lieu la *Fête des Jeunes*, à laquelle je suis conviée, ce qui implique que je me rende à Parla un dimanche matin à la première heure. Une fois arrivée à la gare du train de banlieue, un taxi m'emmène dans une des zones industrielles de la ville, dans laquelle se trouve le local où l'église évangélique est installée de façon temporaire. La célébration a lieu dans une grande pièce dont la capacité d'accueil est bien supérieure au nombre de personnes présentes. Comme c'est le cas lors de la répétition des chanteurs sénégalais, les personnes qui assistent au culte sont regroupées par genre et par âge. En fait, le groupe est constitué de plusieurs familles gardant des liens entre elles. Après avoir été présentée au groupe de jeunes femmes et de jeunes filles, je suis invitée à m'asseoir entre elles.

Le culte est participatif, et les assistants se relayent pour animer la cérémonie, qui se déroule en portugais. Les prêches s'alternent avec les chants collectifs. Quelle n'est pas ma surprise lorsque je suis conviée à me rendre à l'estrade ! Une des jeunes femmes ayant animé la cérémonie, me demande en effet de la suivre pour aller nous placer sur un côté de l'autel, en compagnie d'une autre jeune fille. Les prêches et les chants ont alors continué de s'alterner, sans que mon attention soit de nouveau interpellée, jusqu'à ce que la jeune femme qui m'avait conduite à l'autel m'explique qu'il s'agissait en fait d'un prêche souhaitant la bienvenue aux nouveaux arrivants. Et c'est alors que l'évènement a pris tout son sens. A la fin du prêche, le pasteur nous a demandé si nous souhaitions prendre la parole. La jeune fille ayant également

été invitée à se placer sur un côté de l'autel a décliné l'invitation, tandis que j'ai accepté de me présenter et d'expliquer les raisons de ma présence à Parla dans les mêmes termes utilisés devant le groupe de chanteurs sénégalais, tout en les remerciant de m'avoir accueillie dans leur église.

A partir des différents exemples mentionnés et extraits du terrain, il apparaît que la position du chercheur est déterminée, entre autres critères, par son âge, son genre et sa nationalité. Par la suite, la réflexion sur les portes fermées montrera que sa position dépend également de la perception de sa respectabilité, définie entre autres en termes de croyance religieuse. La position attribuée au chercheur varie en fonction de la position des acteurs sur le terrain. Ainsi, les migrants expriment une demande de familiarité et de proximité à l'égard du chercheur, tandis que les représentants des associations manifestent leur volonté de témoigner des processus qui ont lieu dans la ville, et les employés municipaux représentent le service dans lequel ils travaillent.

II.3. Dons et contreprestations

Au cours des échanges ayant lieu sur le terrain, le chercheur est en quête d'informations, ce qui le positionne dans une situation de demandeur vis-à-vis des acteurs rencontrés. Lors de sa recherche dans un des ghettos pauvres de Chicago, Venkatesh (2008) s'est rendu-compte que sa position ressemblait à celles des personnes auprès desquelles il menait son enquête. Tous se retrouvent en effet *en quête* de quelque chose : lui-même est à la recherche d'informations, tandis que les acteurs du terrain tentent de « dégoter » un travail, ou de « soutirer » de l'argent par des moyens plus ou moins légaux (*to hustle*)²¹. Cependant, lorsque les acteurs émettent des demandes au chercheur, la situation s'inverse. Dès lors, se met en place un système d'échanges de dons et de contreprestations.

Dans le cadre de la présente recherche, les demandes pour des prestations de services au chercheur, se sont manifestées après plus de six mois sur le terrain. Plusieurs migrants, le représentant d'une association et la responsable d'un service municipal ont exprimé plus ou moins en même temps des demandes d'intervention ou de participation active. L'un des

²¹ Entretien avec Jean-Michel Lafleur, CEDEM, Université de Liège, Belgique (Liège, novembre 2012).

migrants m'a demandé de l'aider à traduire à l'espagnol des textes en français. Un couple d'exilés politiques colombiens m'a demandé d'intervenir auprès de leur fille de 17 ans, qui avait pris la décision d'interrompre ses études. Le membre d'une association a souhaité que je le mette en contact avec des professeurs universitaires, afin de leur parler de son projet de livre sur les traditions musicales de son pays d'origine. Le responsable d'une autre association m'a demandé d'animer des sessions contre le racisme auprès des élèves d'un centre de formation, géré au sein d'une des paroisses de la ville, alors que la personne responsable était partie en République Dominicaine pour rejoindre sa compagne. Enfin, la responsable d'un des services municipaux m'a invitée à présenter les avancées de ma recherche, lors d'une réunion interne du programme mis en place pour répondre à certains besoins des migrants dans la ville. Quelques mois plus tard, elle renouvèlera sa demande, en me demandant d'animer une session dans le cadre d'un cours organisé à la Maison de la Culture de la Ville de Parla. La session s'intitule alors : "Parla comme ville d'immigrés et d'émigrés. L'expérience des processus d'intégration sociale et l'identité de Parla".

Par ailleurs, j'ai parfois reçu des présents de la part des acteurs du terrain, sans qu'aucune prestation ne soit demandée en échange. La liste inclut une compilation de musique africaine, du chocolat, des bonbons, une petite assiette de Moldavie, des livres sur la religion musulmane et le tocoïsme (courant évangélique apparu entre l'actuelle République Démocratique du Congo et l'Angola), mais aussi la clé du local d'une des associations, remise par son responsable dès la première semaine du terrain. Ces présents s'assimilent aux invitations à prendre une collation, reçues lors des entretiens, des visites de la ville proposées par certains acteurs du terrain, ou lorsqu'une des personnes contactées veut éviter que j'attende seule entre deux activités. Enfin, ces gestes (présents et invitations) renvoient au fait que je n'ai pas à payer des services utilisés ou des produits consommés, dans les commerces dans lesquels j'ai expliqué mes activités de recherche. Cette situation ne manque pas d'être délicate dans un contexte marqué par la récession économique.

Sans toutefois les interpréter comme des demandes de rétribution des informations *données* au chercheur, les demandes de prestation des personnes rencontrées sur le terrain s'inscrivent dans un système d'échanges qui démarre avec la demande d'entretien, c'est pour cela que ces demandes constituent des contreprestations (échange de services), plutôt que des contredons (échanges de biens dans le cadre de relations de confiance). Cependant, les présents, les invitations et la gratuité dans les commerces, ne sont accompagnés d'aucune demande de contreprestations, ce qui peut être paradoxal, étant donné que le chercheur est le premier

demandeur vis-à-vis des acteurs du terrain. Ces gestes, a priori altruistes, peuvent s'interpréter de deux façons différentes. La première interprétation renvoie aux commentaires sur les portes d'entrée sur le terrain. De même que les chants, les cadeaux, les invitations et la gratuité dans les commerces sont autant de gestes d'accueil et d'acceptation sur le terrain. Ces éléments de proximité mettent de nouveau en avant le besoin de rendre ma présence plus familière et d'établir une relation de confiance qui sorte du cadre strict et formel de l'entretien. Ces situations peuvent aussi s'interpréter en fonction du type de liens entre le chercheur et les personnes rencontrées sur le terrain.

Au-delà de l'acceptation de ma présence, les présents, les invitations et la gratuité dans les commerces, remplissent une fonction de protection et de bienveillance à l'égard du chercheur. Sa relation avec les acteurs du terrain est alors défaite de son contenu économique ou matériel, mais elle remplit une fonction symbolique, comme c'est le cas dans le cadre des liens communautaires décrits par Tönnies et Weber, au sein de la famille, de l'amitié et du voisinage. Ceci expliquerait pourquoi j'ai reçu de nombreux appels de Parla, ainsi que des invitations sur les réseaux sociaux d'Internet, sans qu'aucune demande ne soit émise en échange. Ces gestes sont une marque de reconnaissance en tant que membre de la communauté. La relation entre les acteurs du terrain et le chercheur se distingue ainsi des liens sociétaires, régis par un contrat. Selon Mauss (2010), le don structure les relations sociales entre celui qui donne et celui qui reçoit l'objet. Dans son texte *Essai sur le don* (1925), l'auteur considère que cet échange est en fait un mécanisme de cohésion sociale, qui s'insère dans un système symbolique allant au-delà de la relation économique.

II.4. Les conditions du terrain

Les conditions du terrain dépendent en partie des personnes rencontrées, en ce qui concerne les lieux, les langues utilisées et les acteurs présents, tandis que l'enregistrement et la prise de note sont des requêtes spécifiques du chercheur. Exception faite d'un entretien ayant eu lieu à Madrid, et des observations effectuées dans les transports en commun lors des allers et venues sur le terrain, les entretiens et les observations avec les acteurs de Parla se sont tous déroulés dans la ville. Par ailleurs, afin de préparer le terrain et de compléter les informations recueillies, quelques entretiens ont été effectués dans d'autres villes de l'agglomération, avec

les responsables de services municipaux ou d'associations de migrants roumains, dès lors qu'aucune association spécifiquement tournée vers eux n'est présente dans la ville du terrain, du moins au cours de la première étape du terrain, lors de l'année académique 2009-2010. Dans le cas des employés municipaux de Parla, les entretiens ont toujours eu lieu dans les bâtiments de leur service, tandis que les entretiens avec les représentants associatifs ont eu lieu dans le local de l'association, du lieu de culte ou du magasin dans lequel ils travaillent. Dès lors que l'association ne possède pas de local, certains entretiens ont lieu dans des cafétérias de la ville. Dans le cas des migrants, les entretiens se répartissent entre des cafétérias et leurs appartements. La majorité a lieu dans le vieux centre et dans les immeubles construits durant la période d'industrialisation et d'urbanisation de l'agglomération de Madrid, au cours des années cinquante et soixante du vingtième siècle, qui correspondent aux principaux espaces de localisation de la population étrangère dans la ville (Chapitre VI).

Lorsque les entretiens ont lieu dans des espaces publics, certains acteurs choisissent des lieux éloignés des espaces de leur vie quotidienne, ou bien ils se rendent à l'entretien accompagné d'un proche. C'est fréquemment le cas lorsque la personne a été contactée dans les espaces publics, à travers les commerces, tandis que les entretiens individuels et dans les appartements sont plus fréquents avec les personnes contactées à travers les associations et les lieux de culte. L'espagnol est la langue majoritairement utilisée, exception faite d'un entretien en français avec un homme marocain, et d'un entretien en anglais avec un homme nigérian. Dans ces deux cas, les personnes interrogées ont requis une autre langue pour l'entretien. Parfois, les acteurs expliquent qu'ils préfèrent s'exprimer en espagnol afin de faire valoir leur capacité d'adaptation à la société d'accueil. Les commentaires au sujet des portes fermées reviendront sur les implications que peut avoir l'absence de connaissance de la langue.

Les conditions du terrain se négocient également en fonction des demandes du chercheur, concernant l'enregistrement et la prise de notes. Hormis les échanges informels et les observations, tous les entretiens ont été enregistrés, exception faite d'un entretien avec la représentante d'un programme associatif financé par le gouvernement régional de Madrid. Afin que je puisse enregistrer l'entretien, elle m'a expliqué qu'elle devrait envoyer une demande officielle au service responsable, qui lui ferait ensuite parvenir une autorisation. Un entretien a donc été réalisé sans enregistrement. Dans les autres cas, avant de négocier l'enregistrement, une relation de confiance a été établie avec l'acteur, en échangeant avec lui quelques mots sur des thèmes non directement liés à la recherche, puis en lui expliquant les grandes lignes du projet. L'échange est donc déjà engagé lorsque la demande

d'enregistrement est exprimée, ce qui explique vraisemblablement pourquoi la majorité des réponses reçues de la part des personnes interrogées a été positive²².

Par ailleurs, un seul acteur a souhaité avoir accès à l'enregistrement d'un entretien, qui s'avérait ne pas être le sien. Suite au culte auquel j'ai assisté dans l'église évangélique angolaise, un entretien collectif a été réalisé avec quatre jeunes femmes, ayant entre dix-sept ans et vingt-huit ans. De même que pour le groupe de chanteurs sénégalais, la désignation des personnes avec qui réaliser un entretien n'appartient pas au chercheur, mais elle est prise à son insu, de façon collective. Cependant, le chercheur est intervenu dans la négociation des conditions de l'entretien. En effet, la possibilité d'un entretien avec les jeunes filles de l'église a été évoquée au cours des entretiens précédents avec les responsables de l'église. L'une des personnes interrogées m'a alors demandé si je pourrais lui remettre l'enregistrement de l'entretien collectif afin de connaître le point de vue des jeunes de sa communauté. J'avais alors refusé et posé comme condition pour réaliser l'entretien qu'aucune personne ne puisse avoir accès à l'enregistrement, afin de respecter la confiance des jeunes femmes et la confidentialité de leurs propos. Au cours de l'entretien collectif avec elles, le rendez-vous a été fixé à la sortie du train de banlieue de Parla, comme ce fut souvent le cas. Les quatre jeunes femmes m'ont alors placée entre elles, puis elles n'ont cessé de chanter durant les quinze minutes de trajet à pied entre le lieu de rendez-vous et l'appartement dans lequel aura lieu l'entretien. Une fois de plus, la musique a été utilisée comme geste d'accueil.

En plus de l'enregistrement, et après avoir fait la demande auprès de la personne interrogée, des notes ont systématiquement été prises au cours des entretiens, afin de simplifier l'analyse postérieure des données. La prise de notes a facilité la classification des informations, d'autant plus que l'enregistrement des entretiens dans les cafétérias, parfois bruyantes, pose des problèmes de retranscription. Afin d'éviter un amalgame entre les activités de l'association et les activités de la recherche, aucun entretien n'a été réalisé dans le local de l'association dont j'avais la clé. Au cours de certains entretiens, la prise de note a été momentanément interrompue, lorsqu'elle semblait ralentir et rendre plus difficile la parole de l'acteur. Suite à un entretien négocié et enregistré, certaines personnes ont demandé à me revoir chez eux, ou à les accompagner au cours d'une visite de la ville. C'est alors que j'ai pu avoir accès aux *coulisses* du terrain, selon la terminologie que propose Goffman (1973), dans le cadre de sa

²² Entretien avec Mikolaj Stanek, Centro Superior de Investigaciones Científicas, Madrid (Madrid, Septembre 2009).

perspective dramaturgique. Selon l'auteur, c'est dans ce cadre que les acteurs enlèvent les masques qu'ils utilisent au cours de la représentation de la vie quotidienne.

Lorsque cette seconde rencontre a eu lieu, les acteurs du terrain m'ont alors demandé explicitement de ne pas prendre de notes, tout en reconnaissant qu'ils me confiaient des informations intéressantes pour ma recherche. En exprimant une demande de familiarité hors du cadre formel d'un entretien, ils souhaitaient ainsi *oublier* mon rôle de chercheur ou d'étudiante sur le terrain. Il m'a fallu accepter leurs conditions, en réalisant la prise de notes a posteriori, afin que l'échange puisse avoir lieu. Par contre, des notes ont été prises de façon continue lors de toutes les activités observées, ce qui a provoqué la surprise de certains participants, qui s'étonnaient du rythme accéléré de mon écriture. Ce constat renvoie au rôle extérieur du chercheur observateur, qui assiste à des activités sans y prendre activement part.

II.5. Les portes fermées et les malentendus

Enfin, quelques commentaires méritent d'être inclus en ce qui concerne les portes fermées et les malentendus possibles quant au rôle du chercheur. Bien que l'immense majorité des personnes contactées ait accepté de prendre part à un entretien, certains migrants ont refusé. Dans un cas, la réponse négative émane d'une femme équatorienne, seule dans son commerce vide de clients. À une autre occasion, il s'agit d'une femme roumaine, ayant affirmé auparavant que la situation dans son pays d'origine « est merdique » (*es una mierda*). Un homme roumain et sa femme ont accepté d'échanger quelques mots dans leur commerce, mais ils m'ont demandé ce qu'ils pourraient bien me raconter au cours d'un entretien, car « tout va mal pour tout le monde ». Ces paroles et ces observations rendent partiellement compte des difficultés de certains migrants. Cependant, elles n'expliquent pas leur refus de prendre part à un entretien. En effet, le besoin de partager leurs difficultés explique précisément pourquoi certains acteurs acceptent de partager les détails de leurs expériences.

Dès lors, le refus de participer à un entretien peut s'expliquer d'autres façons. Premièrement, contacter avec les acteurs sur leur lieu de travail, devant leur patron ou leurs clients, n'est pas toujours la meilleure façon de procéder. Heureusement, ce n'est pas la seule. Les associations, les lieux de culte, les services municipaux et *l'effet boule de neige*, constituent d'autres portes d'entrée, qui facilitent la prise de contact et la confiance des personnes contactées.

Deuxièmement, le refus des acteurs s'explique parfois en fonction de leur perception quant au rôle du chercheur, qu'il positionne en fonction de certains éléments d'appartenance. Parfois ces éléments sont inexistants, ou bien ils sont perçus comme des éléments d'altérité, qui peuvent s'avérer menaçants. Cet argument explique la réaction d'un homme nigérian, ayant accepté de prendre part à un entretien, mais n'ayant pas souhaité que je l'accompagne dans l'église évangélique qu'il fréquente, car il doutait de mes croyances en Dieu. En effet, il s'inquiétait du regard de son pasteur, à qui il a demandé la permission pour que je l'accompagne à l'église, avant de nous y rendre. Se pose ici la question de la perception de ma respectabilité, mesurée ici en termes de religion. Beaud et Weber (2003) se réfèrent à cette question en termes de *réputation*.

Au contraire, ma respectabilité s'est trouvée garantie auprès des représentants de l'église évangélique angolaise et des chanteurs sénégalais car j'avais été présentée par le responsable d'une association qu'ils connaissaient. Deux autres éléments sont intervenus afin d'expliquer le contact avec les membres de l'église angolaise. D'une part, l'un des hommes interrogés avait collaboré avec d'autres chercheurs dans son pays d'origine, et il souhaitait que je l'aide à publier un livre sur les traditions musicales angolaises. D'autre part, l'église est gérée par la première association locale constituée par et pour des migrants à Parla, et elle est en contact avec la mairie, tandis que l'église évangélique que fréquente l'homme nigérian, n'a aucun lien avec le tissu politique ou social de la ville, dont elle est relativement isolée. Néanmoins, bien que j'ai eu accès aux membres de l'église angolaise ou au groupe de chanteurs sénégalais, les contacts vers lesquels j'ai été dirigée ont été relativement déterminés par mon âge et mon genre, introduisant ainsi certains biais. De même, les horaires et les espaces du travail de terrain facilitent l'accès à certains acteurs plutôt qu'à d'autres. Ainsi, les personnes à la recherche d'un emploi ou les entrepreneurs, sont relativement plus faciles d'accès que les salariés, qui travaillent durant toute la semaine en dehors de la ville. Ces biais ont été en partie limités par la multiplication des contacts avec plusieurs réseaux, par la réalisation d'entretiens avec des acteurs aux profils différents et par l'observation d'activités conjointes ou séparées auxquelles participent des migrants, des responsables associatifs et des employés municipaux (Annexes).

Au cours de l'enquête, la langue est apparue comme une autre barrière. Bien que tous les migrants ne maîtrisent pas l'espagnol dans toutes ses nuances, la majorité des entretiens s'est déroulée dans cette langue. Par ailleurs, ma connaissance de l'anglais, du français et de l'espagnol a facilité les contacts et le déroulement des entretiens. Cependant, certains

migrants marocains contactés ne parlent que l'arabe ou le berbère. Dans ce cas, la méconnaissance de la langue de l'autre a conduit à des malentendus et certains entretiens n'ont pu être conduits, étant donné que le recours à un traducteur, qui aurait soulevé d'autres problèmes méthodologiques, a été évité dans le cadre de cette recherche. Lorsque les difficultés linguistiques permettent malgré tout un minimum de communication, certaines personnes contactées ont accepté de me rencontrer, et les quelques mots échangés ont partiellement rendu compte de leur carrière migratoire, notamment en ce qui concerne les réseaux et la situation administrative de l'acteur. Parfois, l'absence de maîtrise de la langue s'accompagne de l'absence de connaissance des activités de la recherche. Ainsi, après une heure d'entretien avec un homme sénégalais, il me demande d'arrêter la discussion et se surprend que « je l'ai fait parlé » et que je lui ai posé autant de questions.

La question de la familiarité entre les acteurs du terrain et le chercheur est le dernier aspect qui intervient pour expliquer les portes fermées et les malentendus. Lorsque le chercheur se voit proposer que l'entretien ait lieu dans l'appartement d'un acteur ou dans un autre endroit auquel il sera conduit en voiture, se pose la question du risque à prendre en se retrouvant dans un lieu éventuellement isolé, avec une personne rencontrée hors du contexte de la vie quotidienne. De même, le chercheur peut être gêné et mal à l'aise lorsqu'il participe à des événements non familiers. Face à ces situations, le chercheur court le risque d'être conditionné par ses prénotions et ses préjugés, et de biaiser l'accès au terrain. Dans son ouvrage *La mise en scène de la vie quotidienne*, Goffman (1973) apporte une solution aux chercheurs qui utilisent des méthodes ethnographiques, en proposant une analyse de la réalité sociale du point de vue d'un acteur de théâtre. Cependant, entre immersion et distanciation, quelle est la juste mesure ? Et enfin, comment négocier la sortie du terrain ?

III. Entre immersion et distanciation : quelle sortie du terrain ?

“Jimmy m'a donné une place pour que j'enlève une casquette (celle du chercheur de terrain) et que je mette l'autre (celle de l'étudiant). J'avais besoin de cette coupure.” (Venkatesh 2008 : 176)²³.

²³ « Jimmy's gave me a place to take off one hat (the fieldworker) and put on the other (the student). I needed this break. »

Cette dernière partie sur le déroulement de l'enquête pose la question de la sortie du terrain. La distance négociée entre le chercheur et l'espace du terrain sera précisée, avant d'évoquer le retour à l'université, à travers les modalités d'analyse des données.

III.1. Vivre à Parla ?

« Pour comprendre l'intégration à Parla, tu dois t'intégrer à Parla. » (Notes de terrain : Homme marocain, Parla, décembre 2009)

« Et bien, tu es encore là ? Décidément, tu es jusque dans la soupe ! » (Notes de terrain : Femme colombienne, Parla, janvier 2010)

Ces extraits repris à partir des notes de terrain, rendent compte des différents points de vue des acteurs sur la présence du chercheur dans la ville. Tandis qu'un homme marocain a insisté pour que je passe plus de temps à Parla, et m'a demandé de justifier pourquoi je ne m'installais pas dans la ville ; une femme colombienne a exprimé une certaine lassitude à me revoir après que nous ayons coïncidé au cours de plusieurs activités dans la même semaine. Lors d'une enquête de terrain, Beaud et Weber (2003) recommandent au chercheur de s'installer dans la ville. Cependant, quels critères doivent être considérés dans le cadre d'une recherche en sociologie ?

Après quelques semaines sur le terrain, s'est posée la question de vivre ou non à Parla, alors que je me déplaçais presque tous les jours dans la ville depuis mon domicile situé à Madrid. Mis à part le temps passé dans les transports en commun, soit plus d'une heure par trajet simple, cette situation présentait deux inconvénients majeurs : d'une part, les interactions sociales ayant lieu dans la ville aux premières heures du jour et aux dernières heures de la nuit ne pouvaient être l'objet d'observations ; d'autre part, hormis dans les commerces, je n'avais aucun endroit dans lequel attendre entre deux activités. La possibilité s'est présentée de rester sur place pendant un jour ou deux, notamment les fins de semaine. Un couple d'exilés politiques colombiens, cofondateurs de l'une des associations locales, m'a effectivement proposé de loger chez eux de façon ponctuelle.

Cette possibilité présentait elle-même plusieurs inconvénients. Premièrement, un amalgame risquait de se produire entre les activités de leur association et les activités de la recherche, tandis que mes promoteurs m'avaient précisément mise en garde sur cette question. D'autre part, la situation économique de la famille traversait une période difficile. Si une possibilité de rétribution économique avait été évoquée, les interactions couraient le risque d'être altérées entre la famille et le chercheur. Quant à loger dans un hôtel de la ville, cette possibilité n'est pas envisageable dès lors que les établissements sont situés près des zones industrielles périphériques et ne sont accessibles qu'en voiture, moyen de transport non disponible dans le cadre de cette recherche. De façon ponctuelle, je me suis rendue à des activités auxquelles j'ai été conviée un samedi soir (tournoi de football organisé par la municipalité) ou un dimanche matin à la première heure (culte religieux). Certaines activités ont été abordées indirectement lors d'entretiens avec des acteurs du terrain, comme c'est le cas de l'expérience commune des transports en commun ou des loisirs nocturnes, notamment pour les jeunes migrants. Par ailleurs, *le temps du voyage* présente un intérêt relatif pour la recherche, dans la mesure où les transports en commun se transforment parfois en *laboratoire d'observations* (García Ganclini et al. 1996).

D'une part, l'observation des espaces traversés par le train permet de situer Parla dans son contexte socioéconomique et urbain et de comprendre certaines particularités de la périphérie ouvrière et industrielle des *villes dortoirs* du sud de Madrid. Le temps passé dans le train à des heures différentes, différents jours de la semaine, permet également d'observer les activités qui s'y déroulent parfois, en dehors des fonctions du voyage. Ces activités incluent la surveillance des responsables de la sécurité, la mendicité ainsi que la vente ambulante de petits objets, tels que des stylos et des briquets par des migrants colombiens. Ce dernier type d'activités, visiblement en augmentation depuis le début de la crise économique, ne s'observait pas durant la croissance économique des années 1998-2008. Enfin, le trajet inclut le départ et l'arrivée à Parla, permettant l'observation de l'espace de la gare à différents moments de la semaine. Ces questions seront analysées plus en détails en lien avec la dimension territoriale des interactions sociales (Chapitre VI).

Vivre en dehors du terrain permet également au chercheur de maintenir une certaine distance et un regard relativement neuf et surpris face à la réalité sociale qu'il observe. Le passage dans différents espaces met en avant certains contrastes entre les villes de Parla et de Madrid. Ainsi, la mendicité, la prostitution et la vente ambulante (*top manta*) ne sont pas visibles dans les rues de Parla, au contraire du centre-ville de Madrid. Par ailleurs, il y a beaucoup moins

d'affiches dans les rues de Parla, notamment pour annoncer des concerts d'artistes étrangers, que dans les quartiers de la capitale dans lesquels réside une proportion similaire de migrants. Enfin, les cybercafés de Parla offrent souvent une diversité moins grande de produits et de services que ceux de la capitale. Ces deux derniers constats peuvent s'expliquer par une plus grande tolérance ou une moins grande capacité de contrôle des autorités de la grande ville, en comparaison avec Parla. Ces observations ont été confirmées par le discours de certains acteurs du terrain, qui se plaignent des contrôles policiers auxquels sont soumis leurs commerces (Chapitre VII).

Après six mois de visites dans la ville, le terrain est arrivé à un stade de saturation, en termes des contacts établis. Lors des passages sur le terrain, je croisais presque systématiquement des gens déjà rencontrés et je recevais plusieurs coups de fil par jour en provenance de Parla. Après une cinquantaine d'entretiens et une trentaine d'observations formelles, un premier éloignement du terrain s'est décidé en fonction de la diversité des profils abordés, d'une certaine saturation des informations recueillies, mais aussi d'une certaine fatigue. En effet, « évoluer dans un contexte social qui n'est pas le sien provoque en général des tensions et des angoisses. Ces deux facteurs peuvent dénaturer la capacité d'observation et le mode de participation, et par conséquent dénaturer la recherche en elle-même. » (Guasch 2002 : 42-43).

Il s'agit en fait d'une sortie sans rupture pour trois raisons. D'une part, après deux mois sans me rendre à Parla, j'ai reçu plusieurs demandes de contreprestations de la part d'acteurs du terrain. Le passage de l'observation à la participation a exigé un retour sur le terrain, durant lequel des données complémentaires ont été recueillies. Par ailleurs, une fois les premières informations analysées, de nouvelles observations ont été réalisées à l'automne 2012, afin d'actualiser des données (Coller 2005). En cette même année 2012, le contact se maintient avec certains acteurs du terrain, dans le cadre d'invitations personnelles, de demandes d'expertise à Parla, mais aussi de nouvelles recherches. Avant d'arriver à ce stade, il convient de terminer le travail en cours, en analysant les données recueillies. Cette dernière étape de la recherche implique un retour au rôle d'étudiant à l'université, afin d'analyser les données secondaires, utilisées pour définir le contexte de la recherche, et les données primaires, recueillies au cours de l'enquête de terrain. Avant cela, il convient de procéder au tri, à la sélection et au classement des informations recueillies.

III.2. Classement et analyse des données

Les données peuvent être secondaires ou issues directement du terrain. D'une part, les données de cadrage, permettant de comprendre le contexte de la recherche, sont constituées par les sources bibliographiques et les données quantitatives. La bibliographie regroupe principalement des travaux de sociologie générale et de sociologie des migrations, publiés en anglais, en espagnol et en français. La consultation des classiques a été favorisée face à des auteurs plus récents, étant donné les besoins ressentis en termes de formation en sociologie des migrations. En effet, lors de la formation en tant que sociologue, à peine une seule matière traite de la sociologie des migrations. Il en est de même lors de la formation doctorale à l'Université Complutense de Madrid. Il n'existe pas de spécialisation dans ce champ de recherche. Avant de s'interroger au sujet des auteurs les plus récents, il semblait donc nécessaire d'acquérir des bases quant aux premiers auteurs de la sociologie des migrations. Les sources consultées ont permis la formulation de la problématique de recherche. Quant aux données quantitatives, elles regroupent les informations contenues dans le registre municipal (*Padrón municipal*), les recensements de la population et des logements de 2001 et 2011, les annuaires du Ministère de l'Emploi et l'Enquête sur la Population Active (EPA) élaborée par l'Institut National de la Statistique (INE).

Le terrain reste la source principale de données, obtenues à travers les entretiens et les observations. Afin de procéder à l'analyse, les entretiens ont été retranscrits et les notes de terrain ont été reprises dans un fichier unique. Après une première rédaction, au cours de laquelle les principaux sujets de la thèse ont été abordés, des corrections ont été introduites et la relecture de l'ensemble des données du terrain a permis de compléter et d'affiner le texte, en y insérant des nuances plus précises. Afin de compléter le présent chapitre, au sujet des ancrages méthodologiques, les données du terrain ont été analysées en fonction des conditions de l'entretien ou de l'observation. Ces conditions ont trait à la prise de contact, aux caractéristiques des acteurs du terrain, au lieu et à la durée ainsi qu'à la langue utilisée, plus particulièrement dans le cas des entretiens. Les moments d'interaction avec le chercheur ont fait l'objet d'une analyse à part.

Compte-tenu des guides d'entretiens et des questions soulevées lors des observations, les informations ont ensuite été systématisées suivant une série de catégories, articulées petit à petit jusqu'à former la structure de la thèse. De ce fait, les quatre thématiques principales,

soient les politiques spécifiques d'intégration, les motifs de la migration et la régularisation, les carrières migratoires concernant le logement et le travail, ainsi que l'impact de la crise économique, correspondent aux chapitres IV à VII. En plus des conditions du terrain et des thématiques abordées par les acteurs, les entretiens ont été analysés compte-tenu du premier sujet abordé, des dates citées et des *trous chronologiques*, de la vision d'autres acteurs à travers l'évocation (ou non) de ces derniers en fonction de certaines thématiques, de l'utilisation de la première personne du singulier ou du pluriel selon les thèmes abordés (lorsque le niveau de langage le permettait), ainsi que des *omissions*.

En ce qui concerne les politiques locales vis-à-vis des migrants, la fréquence d'utilisation de certains vocables a fait l'objet d'une analyse quantitative simple, afin de distinguer le discours de l'une et l'autre responsable des deux principaux programmes spécifiques qui existent dans la ville à la fin des années deux-mil (Chapitre IV). L'analyse concerne d'abord les notions qui évoquent l'intégration, la citoyenneté, la participation, l'interculturalité, le muticulturalisme, la diversité, l'inclusion, le vivre-ensemble et l'assimilation. Par ailleurs, l'analyse concerne la fréquence d'utilisation des termes de migrant, d'étranger, d'autochtone, d'espagnol et de voisin. Tandis que la première série de vocabulaire fait référence à une certaine vision des processus de la réalité sociale et des politiques mises en place, la deuxième série renvoie à une certaine vision de l'autre, en désignant d'une certaine façon les populations qui sont l'objet des politiques.

Tableau 5 Liste des vocables ayant fait l'objet d'une analyse quantitative simple (Chapitre IV)

Vocables liés aux processus et aux politiques	Integración, integrada, integrado, integrar; ciudadanía, ciudadana, ciudadano; participación, participar; asimilación, asimilar; intercultural, interculturalidad; multicultural, multiculturalismo; diversidad; convivencia, convivir; inclusión y exclusión.
Vocables liés aux catégories de population	Migración, migrante, emigración, emigrante, inmigración, inmigrante; extranjería, extranjera, extranjero; autóctona, autóctono; España, española, español; vecino, vecina; juventud, joven; mujer; mayor.

Cette analyse quantitative simple des entretiens avec l'une et l'autre des responsables des deux principaux programmes spécifiques, a permis d'illustrer les différences entre l'un et l'autre discours. Suivant la suggestion de Beaud et Weber (2003), la comparaison a

fréquemment été utilisée afin d'analyser des entretiens avec des acteurs ayant des profils similaires. La dimension comparative de la recherche s'est maintenue entre les quatre groupes migrants lorsque des données quantitatives ont été utilisées. En ce qui concerne les données qualitatives, la comparaison entre les groupes nationaux garde un caractère exploratoire, compte tenu de la limitation géographique du terrain et de la diversité interne de chaque groupe. Indépendamment des groupes nationaux d'appartenance, chaque acteur du terrain peut être considéré comme un cas individuel, pouvant faire l'objet d'une comparaison avec d'autres cas.

Cette approche a permis d'appréhender plus directement les facteurs clés permettant de comprendre les différences et les similitudes entre les carrières migratoires. L'objectif ultime de ce travail est d'expliquer les variations et de mettre en avant une typologie sur la base des données empiriques qualitatives, ce qui permettra de présenter une vision simplifiée de la réalité sociale (Bailey 1994 ; et Borlandi et al. 2009). Pour palier les limites des études de cas, certaines techniques ont été utilisées, notamment la triangulation des données, la recherche d'explications alternatives, la répétition des observations, la sélection de cadrages conceptuels permettant de guider les ancrages méthodologiques ainsi que l'analyse des données, la présentation publique et la discussion des résultats préliminaires avec des experts²⁴ (Coller 2005 : 53 et suivantes).

Conclusions

Ces réflexions finales proposent de revenir sur l'orientation méthodologique, ainsi que les méthodes et les techniques employées durant le travail de terrain, en fonction d'un certain cadrage conceptuel. Dans un premier temps, l'accent a été mis sur la comparaison entre les groupes migrants, principalement en termes de nationalité. Dès lors, cette dimension constitue

²⁴ En plus des discussions avec les membres du comité de thèse, les résultats préliminaires de ce travail ont été présentés au Trinity College de Dublin, en Irlande, en juin 2010, à l'Institut National des Etudes Démographiques, en France, en juillet 2010, à l'Université de Liège, en Belgique, en mai 2012, à l'Université de Buenos Aires, en Argentine, en juillet 2012, au Centre Supérieur pour la Recherche Scientifique, en Espagne, en octobre 2012, à la Fondation Ortega y Gasset, en Espagne, en janvier 2013, ainsi qu'à l'Université Libre de Bruxelles, en avril 2013, et l'Université Autonome de Madrid, en juillet 2015. Des discussions informelles ont également eu lieu avec certains informateurs clés du terrain, notamment l'ancienne responsable du service de médiation interculturelle, ainsi que certains représentants associatifs (Notes de terrain : Automne 2012).

la porte d'entrée de la recherche. Cependant, au fur et à mesure du déroulement de l'enquête, l'importance d'autres facteurs est apparue. De ce fait, l'accent a finalement été mis sur l'analyse et l'explication des carrières migratoires des migrants adultes, abordées à travers une étude de cas dans la ville de Parla. Dans ce cadre, la représentativité de la recherche ne répond pas à la logique de l'échantillon, mais elle se pose en termes analytique (Coller 2005 : 34). Suivant cette perspective, l'accent comparatif n'est plus mis sur les variables (par exemple, la nationalité) mais sur les acteurs des trois groupes considérés (migrants, employés municipaux et représentations associatifs), dont chacun revêt une fonction sociale particulière. Cette approche a permis de nuancer l'incidence du facteur national sur les carrières migratoires, compte-tenu des caractéristiques des acteurs et des réseaux.

Au cours d'une enquête ayant recours à l'observation participante, Guasch (2002) propose trois critères d'analyse du terrain, selon la sélection des espaces, les modalités d'accès, ainsi que le type d'interactions qui se mettent en place entre le chercheur et les acteurs du terrain. Dans le cadre d'une recherche en sociologie, reposant principalement sur l'utilisation d'entretiens semi-directifs, et utilisant les observations en tant que source complémentaire d'informations, les trois catégories d'analyse de Guasch permettent de systématiser le travail de terrain effectué dans la présente recherche, dès lors que ces catégories sont appliquées dans des termes plus généraux.

Dans les espaces d'observation qui sont publics, le chercheur a pu facilement agir en tant que spectateur. Au contraire, la conduite des entretiens et l'accès à des espaces privés a fait l'objet d'un processus de négociation, au cours duquel les acteurs du terrain ont systématiquement été informés du rôle du chercheur. Dans certains cas, l'adoption d'une stratégie à *visage découvert* a entraîné la fermeture de certaines portes, notamment lorsque la personne intermédiaire a considéré que sa propre respectabilité pouvait être remise en cause. Au contraire, les relations de confiance et de coopération établies avec certains acteurs ont permis que ces derniers se convertissent en informateurs clés (Whyte 1993) et facilitent l'accès à certains espaces, notamment lors des réunions internes des associations et des services municipaux. Parmi les migrants, le rôle d'informateur est apparu de façon plus diffuse, étant donné que leur univers est plus ample. Dans ce cas, les migrants ont informé avant tout de leur propre expérience, et de celles des réseaux auxquels ils prennent part. Quoi qu'il en soit, un effet *boule de neige* a permis l'accès à de nouveaux contacts.

Au cours des interactions sur le terrain, Guasch recommande de suivre les règles de la vie

quotidienne, en montrant de l'intérêt, de la sympathie et de la confiance vis-à-vis des acteurs. Une attitude bienveillante et collaboratrice à leur égard apparaît comme un investissement nécessaire pour faciliter l'accès aux espaces de la recherche. Cependant, cet accès est médiatisé par la position sociale du chercheur (Guasch 2002 : 37), notamment en termes de genre, d'âge ou encore de nationalité. Il convient alors de chercher des points communs entre les acteurs et le chercheur, afin de définir une relation de confiance. Pour cela, le chercheur doit faire preuve de flexibilité, de tolérance, d'intuition et d'imagination, afin de créer chez les acteurs un certain sentiment de proximité (Guasch 2002 : 44).

Enfin, il convient de tenir compte des rôles attribués au chercheur par les acteurs du terrain. Selon la classification établie par Beaud et Weber (2003 : 256), le chercheur peut devenir tour à tour témoin, conseiller ou thérapeute. Le rôle de confident apparaît également, lorsqu'une certaine complicité s'instaure avec les acteurs du terrain. Quoi qu'il en soit, dans le cadre d'une recherche qui utilise des techniques qualitatives, et notamment l'observation participante, dont le protocole est moins rigide que celui des entretiens semi-directif, le chercheur devra s'interroger sur les formes d'échanges, leurs implications pour la recherche et les critères qui justifient l'acceptation ou le refus de participer, lorsque les observations ouvrent la porte à cette possibilité.

PARTIE II. DES POLITIQUES DE L'INTÉGRATION

CHAPITRE III. LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS CENTRAL ET RÉGIONAL

Dans ce chapitre et le suivant, l'attention portera sur les politiques d'intégration, dès lors qu'il s'agit d'un des éléments qui caractérise le contexte de réception et dans la mesure où ces politiques de l'intégration peuvent avoir des conséquences sur les carrières migratoires. Interroger l'incidence des politiques de l'intégration est en effet l'un des trois objectifs secondaires de cette recherche. Dans ce troisième chapitre, l'attention portera sur les politiques d'intégration au niveau central et régional du gouvernement. Ceci permettra de définir plus précisément le contexte dans lequel se déroulent les carrières des migrants, avant de considérer l'expérience particulière de la ville de Parla, en termes de politiques spécifiques (Chapitre IV). Dans le présent chapitre, les caractéristiques du contexte international seront d'abord mises en avant au cours des années nonante et deux mil, en ce qui concerne l'apparition des migrations internationales dans les pays du sud de l'Europe. Le contexte international fera également référence aux principaux aspects qui caractérisent la réponse vis-à-vis des migrations internationales dans les pays du nord de l'Europe et dans les pays classiques, tels que les États-Unis, le Canada et l'Australie. La considération des expériences internationales devrait faciliter la mise en perspective de l'expérience espagnole, et de compenser, d'une certaine façon, le manque de comparaison entre les carrières migratoires dans la ville de Parla et dans un autre contexte de réception.

Après avoir fait référence au contexte international, l'attention portera ensuite sur l'expérience espagnole durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration, qui coïncide avec une période de croissance économique, depuis la fin des années nonante, jusqu'en 2007-2008, tandis que les politiques mises en place durant la crise économique seront analysées dans le septième chapitre. La gestion politique de l'intégration sera abordée suivant une perspective historique. En effet, selon Charles W. Mills, « aucune société n'est compréhensible, même statiquement, sans l'apport des matériaux historiques. L'image d'une société est une image douée de spécificité historique. » (Mills 2006: 152). Suivant cette vision historique, la gestion politique mise en place par les pays d'accueil face à l'arrivée et l'installation de migrants n'est en aucun cas le fruit d'une évolution *naturelle*, et donc inévitable de la société d'accueil. Selon López Sala (2005) : « La réponse de chaque pays face aux mouvements internationaux de population est intimement liée à son histoire et à son expérience en matière d'immigration, à sa conception de l'identité nationale, à sa tradition d'incorporation des étrangers, ainsi qu'au

degré de politisation et d'institutionnalisation de cette question. » (López Sala 2005 : 161)²⁵.

De même, dans le contexte espagnol, la gestion politique de l'intégration suivra une perspective historique. Enfin, compte tenu de la division des compétences administratives en Espagne, et le poids des municipalités et des régions en matière d'intégration sociale, l'analyse des politiques du gouvernement central sera complétée par celle des initiatives du gouvernement régional de Madrid. La politique régionale sera traitée sous différents angles, notamment en ce qui concerne la coordination avec les politiques locales, qui seront abordées plus précisément dans le quatrième chapitre.

I. Le contexte international depuis les années nonante

Dans cette partie de la recherche doctorale, la gestion politique de l'intégration sera analysée depuis le début des années nonante. La situation des migrants se retrouve alors au cœur des débats en Europe, tandis qu'une série de changements affecte la formulation politique de l'intégration dans les pays classiques. La gestion politique apparaît comme le reflet d'une certaine attitude de la société d'accueil vis-à-vis de l'autre, qui peut varier en fonction de l'origine nationale des migrants. De cette observation, s'explique la formulation d'un autre objectif secondaire de la thèse, concernant l'incidence possible du facteur national sur les carrières migratoires. En effet, le facteur national peut être mesuré en fonction de l'orientation éventuellement différente de la société d'accueil vis-à-vis des migrants, selon leur origine nationale, et ce au regard des politiques mises en place ou des attitudes face à la diversité. L'expérience d'autres contextes de réception devrait aider à la compréhension des particularités du cas espagnol.

²⁵ Dans son ouvrage *Inmigrantes y Estados*, López Sala s'intéresse précisément à la réponse des États face à la question migratoire. Pour connaître l'état des savoirs, elle passe en revue les théories qui expliquent les mouvements migratoires à l'échelle internationale, et reprend à son compte l'argument de Zolberg (1989) selon lequel ces différentes théories partagent certaines caractéristiques communes. Selon cet auteur, ces théories partagent notamment le fait qu'elles s'inscrivent dans l'histoire, non parce qu'elles traiteraient d'un passé éloigné dans le temps, mais parce qu'elles tiennent compte des spécificités changeantes du temps et de l'espace (López Sala 2005 : 51).

I.1. Le nouveau contexte

Dans les pays du nord de l'Europe occidentale comme dans les pays classiques, l'entrée dans les années nonante est marquée par une plus grande préoccupation vis-à-vis des flux migratoires et de la position des migrants. Des voix s'élèvent alors pour réclamer l'adoption de mesures plus restrictives en matière de contrôle migratoire, en évoquant des arguments de type socioéconomique selon lesquels les migrants exercent une pression sur le marché du travail et les services sociaux de l'État providence. Le même argument est repris envers les demandeurs d'asile et les réfugiés. Du fait que certains migrants (ou leurs descendants) sont en situation d'exclusion sociale, *leur capacité d'intégration* est parfois remise en question. Enfin, des arguments liés à la définition de l'identité nationale et de la communauté politique sont mobilisés, autour des questions suivantes : Qui sommes-nous ? Quel type de société souhaitons-nous construire ? Que faire pour favoriser la participation des migrants ? Quelle attitude adoptée face à l'arrivée de ceux qui ne sont pas bienvenus ? Selon Martin (2007), cette série de questions se pose dans le contexte des États-Unis ; cependant, elles s'appliquent à d'autres contextes de réception. Les arguments à l'encontre des migrations s'expliquent en partie par l'augmentation des sentiments d'insécurité parmi la population, provoqués par les changements socioéconomiques et politiques qui s'observent depuis la fin des années septante (Castles et Miller 2003 ; Favell 2001).

Dans le contexte européen, la perte de légitimité des États nationaux prend forme à travers la décentralisation politique qui implique l'augmentation des compétences régionales et locales, d'une part ; et le processus de construction supranational, d'autre part. En matière de gestion migratoire, les administrations centrales doivent maintenant partager leurs compétences avec les instances locales, régionales et supranationales, telles que l'UE. Depuis la ratification du Traité d'Amsterdam (1999), l'UE participe en effet à l'établissement de normes en la matière, à travers des directives et autres initiatives²⁶. En France, les réactions hostiles face à *l'immigration non choisie*, s'expriment en lien avec la réapparition du débat sur l'identité nationale (Noiriel 2007), de même que la montée du racisme. Dans de nombreux pays européens, les partis d'extrême droite, dont les arguments sont parfois repris par des responsables politiques d'autres partis, ne dirigent pas seulement leurs discours contre *l'autre*,

²⁶ Pour une synthèse de la législation communautaire sur la libre circulation des personnes, l'asile et les migrations, voir : [<http://europa.eu/scadplus/leg/es/s17000.htm>]

issu des migrations internationales, mais également contre *l'autre*, issu d'autres territoires situés à l'intérieur de l'État-nation. C'est le cas notamment dans des pays où les divisions régionales sont marquées, comme en Italie ou en Belgique. Depuis le début de la crise économique, ces tendances se trouvent renforcées (Chapitre VII).

Bien que les migrations internationales soient traditionnellement mieux valorisées dans les pays classiques que dans les pays d'Europe occidentale, au cours des dernières décennies, des voix contre certains flux migratoires se sont élevées au Canada, aux États-Unis et en Australie. La capacité d'adaptation de certains migrants est remise en question, et la perte de qualité des migrations est évoquée, tandis que fleurissent les mouvements nativistes et les propositions qui défendent l'anglais comme seule langue officielle (*English only*), en tant que symbole de la cohésion sociale (Arango 2004). En Australie, le changement se produit au milieu des années nonante, lorsque le gouvernement abandonne son attitude traditionnellement favorable face aux demandeurs d'asile et aux migrations familiales, avec le soutien de l'opinion publique (Castles et Miller 2003 : 218). Cette évolution vers des politiques plus hostiles et restrictives, s'explique en partie par l'apparition, en 1996, d'un parti d'extrême droite dont la fondatrice, Pauline Hanson, effectue une série de déclarations contre les aborigènes, les migrants et les politiques multiculturalistes, qui rencontrent un certain écho dans les débats politique et public. En Australie, l'évolution des politiques s'explique également par les réactions adverses des médias et de l'opinion publique face à l'augmentation des flux migratoires irréguliers en provenance de la mer (*boat people*) (Castles et Miller 2003 : 205). Aux États-Unis, Samuel Huntington publie en 2004 son ouvrage *Who Are We? The Challenges to America's National Identity*, dans lequel il analyse la définition de l'identité nationale et la menace que représentent, selon lui, les migrations latino-américaines à grande échelle. Parmi les pays classiques, le Canada reste celui où les attitudes face aux migrants sont les plus favorables, bien que les migrants semblent éprouver de plus grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail, tandis que les tensions raciales augmentent (Reitz 2007).

Depuis la fin des années nonante, et plus particulièrement depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis et du 7 juillet 2005 à Londres, des réformes ont été introduites pour réorienter les politiques multiculturalistes. Pour les défenseurs du multiculturalisme, cette orientation politique permet d'améliorer le statut symbolique et culturel des migrants, mais pour ses détracteurs, elle maintient des divisions entre les groupes sociaux et elle implique un coût élevé des mesures mises en place (Castles et Miller 2003 ; Reitz 2007). La remise en

question est telle que certains auteurs se demandent si ces changements n'indiquent pas un retour au paradigme classique de l'assimilation (Brubaker 2001) (Chapitre I).

La propagation des opinions contraires aux flux migratoires internationaux a provoqué la réforme des politiques existantes et l'adoption de mesures restrictives, notamment dans les pays d'Europe occidentale. Ces changements ont affecté les politiques de l'intégration, à travers deux mécanismes principaux. À partir des années nonante, des programmes se sont multipliés sous le nom de *contrats d'accueil et d'intégration*. D'autre part, les conditions d'accès à la nationalité sont revues et parfois limitées, alors que l'accès aux droits se trouve restreint pour certains groupes de migrants. En France, l'essor du paradigme sécuritaire se traduit par l'augmentation du nombre de fichiers et la multiplication de groupes spéciaux au sein des forces de police. Cette évolution ne concerne pas seulement les migrants et les communautés ethniques, mais elle soulève certainement la question de la catégorisation de certains groupes de population, tels que les migrants en situation irrégulière, les populations gitanes ou les descendants de migrants, considérés comme *les nouvelles classes dangereuses*.

Dans le cadre des contrats d'accueil et d'intégration, une série de cours est mise en place, autour de trois axes principaux, tels que : l'apprentissage de la langue, la connaissance de l'environnement social, ainsi que la formation et l'orientation professionnelles. Au cours des années nonante et deux-mil, ces cours sont devenus obligatoires en Allemagne, au Royaume-Uni, au Danemark, en Hollande, en Autriche ou encore en France (Michalowski 2007). Formulée en tant qu'objectif politique, l'intégration apparaît comme *un devoir* pour les migrants. Cette perspective met l'accent sur les traits culturels, à travers l'apprentissage de la langue, la connaissance de l'histoire et la culture de la société d'accueil, ou encore les valeurs démocratiques, tout en s'éloignant du principe de l'accès aux droits et des mesures contre les discriminations en tant que principaux mécanismes qui favorisent la participation sociale (Pajares 2005 : 118-121). La mise en place de ces programmes peut être interprétée comme un renforcement du contrôle de l'État. Cependant, ces programmes supposent également la reconnaissance des migrations comme un phénomène durable dans le temps, qui requiert un accompagnement particulier de la part des politiques publiques.

Par ailleurs, presque tous les pays d'accueil du nord de l'Europe occidentale ont modifié la législation concernant l'accès à la nationalité. Dans certains pays, les critères d'accès ont été endurcis, non seulement pour les migrants étrangers, mais également pour leurs descendants, notamment dans les pays où régissait auparavant le droit du sol (*ius soli*), comme en France.

Au contraire, dans d'autres pays, un phénomène d'ouverture s'est produit. C'est notamment le cas en Allemagne, où prévaut le droit du sang (*ius sanguini*) avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la nationalité au 1 janvier 2000, qui introduit alors le droit du sol, sous certaines conditions (Pajares 2005 : 20). Parmi les pays du nord de l'Europe occidentale, ces changements impliquent une convergence des législations qui concernent l'accès à la nationalité. Cette évolution semble rompre la ligne de division qui existait jusqu'à présent entre les législations reposant sur le droit du sang ou le droit du sol.

Le rapprochement des législations concernant l'accès à la nationalité traduit un certain rapprochement des formulations politiques de l'intégration. En Europe, cette circonstance s'explique en partie par l'appartenance des pays d'accueil à l'UE, qui favorise les échanges entre les États membres. La preuve en est des initiatives communautaires contre les discriminations, qui s'inspirent des politiques du Royaume-Uni en la matière. Le rapprochement des orientations politiques s'explique également du fait que les enjeux se ressemblent, indépendamment des contextes, notamment à l'échelle locale (Spencer et Cooper 2006). Malgré tout, des différences persistent. Depuis le début des années nonante, les changements ne concernent pas seulement la réponse des pays classiques et des pays du nord de l'Europe occidentale face à l'arrivée et l'installation de migrants internationaux. Depuis le début des années nonante, l'un des événements ayant marqué l'histoire migratoire du continent européen est l'apparition des migrations internationales dans les pays du sud. Avant d'introduire le cas de l'Espagne, les facteurs explicatifs et les caractéristiques communes de ces pays seront brièvement présentés.

I.2. L'apparition des migrations internationales dans les pays d'Europe du sud

À partir des années quatre-vingt et nonante, l'émigration provenant d'Italie, d'Espagne, du Portugal et de Grèce diminue considérablement, tandis que ces pays reçoivent de plus en plus de migrants internationaux. Plusieurs facteurs internes expliquent cette évolution, entre autres la croissance économique, le déclin démographique et le besoin de main d'œuvre. Parmi les facteurs externes, la décision des pays d'accueil du nord de l'Europe occidentale de fermer leurs frontières, ainsi que l'entrée dans l'UE de la Grèce (1981), de l'Espagne et du Portugal (1986), rendent ces pays plus attractifs sur le marché de l'offre et la demande migratoire. Le

processus de démocratisation des régimes politiques de ces trois pays constitue un autre facteur d'attraction. Ces mêmes éléments permettront d'expliquer les raisons de la migration pour certains migrants interrogés au sujet de leur carrière migratoire (Chapitre V).

Malgré les différences entre les contextes nationaux, certains éléments communs concernent les migrations dans les pays du sud de l'Europe. En effet, le phénomène migratoire se produit de façon tardive et rapide, notamment en Espagne, au Portugal et en Grèce, en comparaison avec les pays du nord. Par ailleurs, la proportion de migrants en situation irrégulière y est relativement élevée. Cette situation s'explique par la forte demande de main d'œuvre provenant de l'économie informelle (Reyneri 2003 ; Cachón 2005) et par les difficultés de contrôle des entrées, dû à la situation géographique de ces pays, dont les frontières sont devenues la frontière sud de l'ensemble de l'UE et l'espace Schengen. Enfin, la proportion de demandeurs d'asile et de réfugiés est très réduite.

À partir de l'analyse comparée des politiques de contrôle des flux en Allemagne et en Italie au cours des années nonante, Finotelli (2007) estime que la migration économique irrégulière en Italie assume *une fonction équivalente* à celle de l'asile en Allemagne. En effet, elle constate que les migrations ne sont souhaitées par les responsables politiques d'aucun des deux pays, cependant une formule a été trouvée pour répondre aux flux migratoires. Dans chaque contexte, différents mécanismes se sont alors développés. Au cours des années nonante, les deux pays ont régularisé un nombre comparable de migrants. En Italie, il s'agit de migrants économiques, auparavant en situation irrégulière, tandis qu'en Allemagne il s'agit de réfugiés, auparavant demandeurs d'asile. Selon Finotelli (2007), la faible proportion de réfugiés et de demandeurs d'asile, est liée à la proportion élevée de migrants économiques et en situation irrégulière, et ce lien est un trait spécifique du régime migratoire des pays du sud de l'Europe.

Un autre critère caractérise l'expérience ces pays. Il s'agit de l'adoption d'une législation sur les migrations avant que le phénomène ne soit considéré comme un fait social ou qu'il n'atteigne des dimensions telles que l'intervention des administrations soit nécessaire. Exception faite de l'Italie, cette particularité s'explique par l'entrée progressive de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans l'UE, qui établit l'adoption d'une telle politique comme un des critères requis. Dans un premier temps, la réponse des pays du sud de l'Europe face aux enjeux des migrations se caractérise donc par le manque d'expérience administrative concernant la planification, la régulation et la gestion interne du phénomène. Au fur et à mesure que les migrations se stabilisent, l'influence de l'opinion publique sur l'action

politique augmente, de même que l'influence des autres pays membres de l'UE. De ce fait, les pays d'accueil d'Europe du sud se sont également vus affectés par la *dérive restrictive* des politiques européennes en matière de contrôle migratoire et d'intégration (López Sala 2005).

Quant à la formulation politique de l'intégration, reste à voir quelle sera son évolution face à l'installation des migrants et la situation des descendants des migrants. Dû au moindre développement des institutions de l'État providence dans les pays du sud, en comparaison avec les pays du nord, les organisations sociales ainsi que les administrations locales ont joué, dès les années nonante, un rôle prépondérant en matière d'intégration sociale, faisant ainsi usage de leurs compétences (Chapitre IV). Par ailleurs, les enjeux de la co-inclusion et du vivre-ensemble s'observent de façon plus immédiate et visible dans les contextes locaux, tandis que la régulation des flux accapare en général le débat à l'échelle nationale, dès lors qu'il s'agit d'une compétence de l'administration centrale (Pajares 2005 ; Penninx et Martiniello 2006).

II. L'expérience espagnole durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration (1998-2008)

Après avoir évoqué les principaux éléments qui caractérisent le régime migratoire des pays classiques et des pays du nord de l'Europe occidentale, les événements qui contribuent à expliquer la formulation politique de l'intégration dans le contexte espagnol seront précisés. L'attention portera sur l'administration centrale, puis sur la gestion politique de l'intégration au niveau des administrations régionales et locales, dans le chapitre suivant.

II.1. La formation de « l'Espagne des migrations »

Dans son article *La formación de la “España inmigrante”: mercado y ciudadanía* (2002), Cachón adopte une vision historique pour analyser les mouvements migratoires. Afin d'analyser la formation de l'*Espagne des migrations*, Cachón reprend à son compte le concept de *cycle migratoire* de Dassetto (1990). Un cycle migratoire se définit comme l'ensemble des

processus à travers lesquels des populations provenant d'un espace économique périphérique entrent, s'établissent et s'installent dans l'espace d'un État-nation dans les régions centrales de l'économie capitaliste mondiale. Dassetto identifie alors trois étapes qui se succèdent selon lui dans le temps et qui permettent de mieux comprendre le processus d'installation des migrants dans les sociétés d'accueil.

La première étape se déroule suivant la logique du marché du travail, c'est-à-dire sous le joug de la relation salariale et de la marginalité sociale. La deuxième étape se caractérise par le processus d'acculturation des migrants, leur plus grande visibilité sur le territoire, défini en termes sociaux et physiques, et l'apparition d'organisations qui favorisent leur participation dans la société, par exemple des associations ou des syndicats. Enfin, durant la troisième étape, apparaissent les enjeux de la co-inclusion, la participation dans la vie politique et civile, et la citoyenneté. Au cours de cette dernière étape, l'installation des migrants implique un processus relativement lent de reconnaissance réciproque, et de nouvelles problématiques collectives sont activées. Une négociation est alors nécessaire afin de procéder à un réajustement de la notion d'équilibre et d'ordre existant dans chaque réalité sociale institutionnelle et imaginaire, de la part des migrants comme de la part des membres et des institutions de la société d'accueil. Dans le contexte espagnol, les étapes chronologiques de l'histoire migratoire ne correspondent pas exactement aux trois moments du cycle défini par Dassetto, bien que les problématiques caractéristiques de chaque étape s'observent (Cachón 2002 : 102). Cette spécificité s'explique du fait que l'arrivée de migrants s'est produite de façon très rapide en Espagne, au cours d'un laps de temps moindre que dans les pays du nord de l'Europe occidentale, auxquels s'applique l'analyse de Dassetto.

En Espagne, l'arrivée de migrants internationaux s'est non seulement produite très rapidement, mais également de façon relativement récente. Jusqu'à dans les années quatre-vingt, le solde migratoire de l'Espagne est négatif, puisque le nombre de personnes qui quittent chaque année le pays dépasse le nombre de personnes qui s'y installent. Les ressortissants étrangers alors présents sur le territoire national proviennent de pays du nord de l'Europe occidentale, venus pour des raisons de confort et de climat, ou de certains pays d'Amérique Latine, qu'ils ont quitté pour des raisons politiques. Au milieu des années quatre-vingt, le solde migratoire de l'Espagne devient positif, marquant ainsi le début de la deuxième étape du cycle migratoire. Cette nouvelle étape se caractérise principalement par l'augmentation du besoin de main d'œuvre sur le marché secondaire du travail, en tant que facteur d'attraction. Les besoins du marché du travail sont une conséquence des changements

socio-économiques ayant affecté la société espagnole, et notamment de l'augmentation du *seuil d'acceptabilité* des travailleurs nationaux (Cachón 2002).

Quant à la troisième étape du cycle migratoire espagnol, son début coïncide dans le temps avec l'entrée dans le vingt-et-unième siècle. Cette nouvelle étape se caractérise par une forte augmentation de la main d'œuvre étrangère dans des emplois souvent très peu qualifiés, la consolidation des réseaux migratoires et l'apparition d'une migration familiale. C'est à ce moment qu'apparaissent les enjeux de l'intégration et la citoyenneté à proprement parler (Chapitre VII). La consolidation d'enclaves ethniques dans les espaces, souvent détériorés, de villes telles que Madrid ou Barcelone, a converti un phénomène qui semblait jusqu'alors être un fait individuel en *fait social*. Des processus de conflits se produisent, à travers lesquels les migrants revendiquent l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie, ainsi que la stabilisation de leur situation administrative pour finalement accéder aux droits réservés aux citoyens. Se pose également la question de la participation politique pour ceux qui ne disposent pas de la nationalité espagnole (Cachón 2002 : 107).

Afin d'expliquer l'apparition de *l'Espagne des migrations*, Cachón reprend également à son compte la perspective de Lenoir (1993), qui analyse la formation d'un *problème social* en fonction de trois types de facteurs. D'une part, cet auteur considère les transformations qui affectent la vie quotidienne des individus, dû aux changements ayant lieu dans leur environnement, notamment sur le marché du travail. Par ailleurs, Lenoir (1993) tient compte des processus d'évocation, d'imposition et de légitimation, qui rendent compte de la formulation politique du problème social. Enfin, cet auteur se réfère à l'institutionnalisation du problème social. En utilisant cet autre cadre théorique, Cachón confirme son argument suivant lequel, dans le contexte espagnol, la situation des migrants se transforme en *problème social* au début du vingt-et-unième siècle. Plusieurs événements politiques placent alors la question au centre du débat politique, notamment la création de forums, en tant qu'espaces de dialogue entre les administrations publiques et les organisations sociales, l'approbation de plans d'intégration sociale, l'adoption de deux réformes de la législation concernant les droits et les devoirs de la population étrangère (*Ley de Extranjería*) et l'application de processus de régularisation. De même, selon Pajares (2005), au cours des années deux-mil, les migrations internationales sont devenues l'un des principaux thèmes d'actualité politique et d'incidence sociale, ceci dans un contexte économique favorable.

II.2. La gestion de l'administration centrale

En 1985, une première loi concernant la gestion de la question migratoire est adoptée par le gouvernement central, afin de répondre aux exigences d'entrée dans la Communauté Economique Européenne, en 1986. Cependant, ce n'est qu'en 1991 que la situation des migrants est abordée pour la première fois au sein du débat parlementaire, puis en 1993 la question est définie comme un objectif explicite de la politique migratoire espagnole (Pajares 2005 : 131). En 1992, l'adoption du premier *Plan pour l'Intégration Sociale des Immigrés*, et la création du premier *Forum pour l'Intégration Sociale des Immigrés* et de l'*Observatoire Permanent de l'Immigration* marquent les premiers pas de la gestion politique effectuée au niveau de l'administration centrale.

Jusqu'en 2000, la plupart des responsabilités concernant les flux migratoires et la situation des migrants sont réparties entre le Ministère de l'intérieur et le Ministère de l'emploi et des affaires sociales, qui doivent aussi compter sur le Ministère des affaires étrangères pour gérer certaines tâches. En 2000, le gouvernement décide un transfert de compétences vers le Ministère de l'intérieur, qui laisse le Ministère de l'emploi et des affaires sociales dépourvu de ses responsabilités en la matière. Cette décision politique met en avant une certaine vision de la question migratoire. Celle-ci semble en effet conçue comme un phénomène qui doit être gérée par les forces de police, car il risque de menacer l'ordre social, et non pas comme une question liée à l'intégration de la société, la co-inclusion et la citoyenneté (Pajares 2005 : 41). La gestion politique de l'intégration peut avoir une certaine incidence sur les carrières migratoires. Par exemple, en temps de crise économique, les possibilités de contrôles policiers auront une incidence sur les interactions sociales des migrants en situation irrégulière, dans l'espace de la ville de Parla (Chapitre VII). Les contrôles policiers viendront ainsi entraver l'utilisation des espaces publics de la part de certaines catégories de migrants, non seulement les migrants en situation irrégulière, mais également les jeunes hommes. Force de constater que les décisions politiques à l'échelle du gouvernement central ont un impact potentiel sur les interactions sociales à l'échelle locale.

En 2000, deux réformes de la législation concernant les droits et les devoirs de la population étrangère sont adoptées (Loi 4/2000 et Loi 8/2000), et une troisième le sera en 2003 (Loi 14/2003). Lors des deux dernières réformes, le Parti Populaire (PP), qui dirige alors le gouvernement et dispose d'une majorité absolue, introduit des restrictions concernant la

régulation des flux. Il propose également de limiter l'accès des migrants en situation irrégulière à certains droits, notamment le droit d'association et de réunion, le droit d'être syndiqué et d'avoir accès à la justice de façon gratuite. Ces propositions seront déclarées inconstitutionnelles par le Tribunal Constitutionnel en 2007 (STC 236/2007). Si elles avaient été retenues, ces propositions auraient eu de lourdes conséquences pour les migrants en situation irrégulière, qui sont parmi ceux qui vivent dans des conditions les plus précaires (Chapitre V).

En mars 2004, suite à l'arrivée du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) au gouvernement, plusieurs changements ont eu lieu. Une partie des responsabilités liées à la question migratoire est retournée au Ministère de l'emploi et des affaires sociales, rebaptisé par la suite Ministère de l'emploi et de l'immigration. Un *Secrétariat d'état à l'immigration et à l'émigration* a été créé, qui inclut une *Direction générale pour l'intégration des immigrés*. Par ailleurs, l'administration centrale est responsable de l'élaboration et l'adoption du *Plan Stratégique de la Citoyenneté et l'Intégration* (PECI), pour la période 2007-2010. Un second *Plan* sera adopté pour la période 2011-2013, mais il ne sera pas appliqué.

L'introduction du PECI (2007-2010) reprend la définition des concepts, de l'approche, des prémisses et des objectifs de travail, suivant une certaine formulation politique de l'intégration. Selon les *Principes de base communs pour les politiques d'intégration des immigrés dans l'UE*, adoptés par le Conseil de l'UE et les représentants des gouvernements des États membres en 2004, la notion d'intégration est envisagée comme un processus social dynamique (et non pas comme un état des choses à un moment donné), nécessitant un effort réciproque ou bidirectionnel, délimité par les valeurs de base de l'UE. Afin d'apporter une garantie juridique à ce dernier point, plusieurs articles de la Constitution Espagnole sont référenciés, notamment en ce qui concerne le respect de la liberté, la justice, l'égalité, le pluralisme politique, la dignité de la personne, le respect de la loi et des droits des autres personnes. Le Plan adopté par l'administration centrale prétend ainsi promouvoir l'intégration entre les migrants et la société d'accueil, en orientant l'action des pouvoirs publics, et en impulsant la société à suivre cette direction. Le document propose une approche intégrale et holistique ainsi qu'une orientation proactive de l'intégration sociale, qui concerne tous les membres de la société, et non seulement la population migrante. Afin d'atteindre ces objectifs, trois principes politiques orientent l'ensemble du texte (PECI 2007-2010 : 11) :

- Le principe d'égalité et de non-discrimination. Il implique la mise à niveau des droits et des obligations des migrants avec ceux de la société d'accueil, dans le respect des valeurs constitutionnelles.
- Le principe de citoyenneté. Il implique la reconnaissance de la participation complète dans la vie civique, sociale, économique, culturelle et politique des citoyens et des citoyennes issus des migrations internationales.
- Le principe d'inter-culturalité en tant que mécanisme d'interaction entre les personnes de différentes origines et cultures, afin de garantir la valorisation et le respect de la diversité culturelle. L'objectif est ici de s'éloigner des principes politiques de l'assimilation et du multiculturalisme (Cachón 2008c).

Le contenu du PEGI (2007-2010) sera analysé plus en détails dans la partie suivante, en comparaison avec les deux *Plans d'Intégration* adoptés par la région de Madrid durant la période 2006-2012, et le *I Plan Municipal pour l'Intégration Citoyenne*, mis en place par la municipalité de Parla pour la période 2009-2011. La formulation politique de l'intégration dans le cadre d'un Plan s'explique par la division des compétences entre les niveaux de l'administration espagnole et l'existence préalable de ce même type de documents dans de nombreux contextes locaux et régionaux de réception.

Pour expliquer la formulation politique de l'intégration au Royaume-Uni et en France, Favell (2001) mobilise trois types de facteurs, tels que l'histoire des idées, l'histoire coloniale et le contexte politique immédiat. Dans le contexte espagnol, l'histoire des idées s'efface au profit du contexte politique immédiat afin d'expliquer la formulation politique de l'intégration au niveau de l'administration centrale, à travers le PEGI (2007-2010). Ce contexte est avant tout marqué par le débat entre les partis politiques espagnols et l'évolution des mesures adoptées dans d'autres contextes de réception. Leur expérience est parfois explicitement mentionnée aussi bien en tant que modèle que de *contre-exemple* pour l'orientation politique adoptée au niveau l'administration centrale, dans le contexte espagnol.

Par ailleurs, l'histoire coloniale permet d'expliquer les relations privilégiées que l'Espagne maintient avec certains pays d'origine des migrants (Chapitre II). Ainsi, les ressortissants d'Amérique Latine doivent faire preuve de deux ans d'un permis de résidence pour déposer une demande de naturalisation, de même que les ressortissants d'Andorre, des Philippines, de Guinée Équatoriale, du Portugal et les juifs séfardies, tandis les ressortissants d'autres pays doivent attendre dix ans. Lors de la seconde étape du gouvernement socialiste (2008-2011), dans le cadre d'accords bilatéraux entre l'Espagne et les pays d'origine de certains migrants,

la nationalité sera l'un des critères qui marquera la possibilité de voter, ou non, lors des élections municipales. Ainsi, lors des élections municipales de mai 2011, les ressortissants de certains pays tiers de l'UE ont pu exprimer leur vote pour la première fois. De nouveau, ce droit n'est accessible qu'aux étrangers dont le pays d'origine a signé un accord spécifique avec l'Espagne, qui se doit d'être réciproque (Constitution Espagnole, Article 13). La liste inclut la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur, le Paraguay et le Pérou, Cap Vert, l'Islande et la Norvège, ainsi que la Nouvelle Zélande. La nationalité n'est pas un critère suffisant. En effet, afin de pouvoir voter, les ressortissants de ces pays, ayant plus de dix-huit ans, devront être inscrits sur les registres municipaux et disposer d'un permis de résidence depuis un certain nombre d'années.

III. Les politiques d'intégration du gouvernement régional de Madrid

Les politiques adoptées par le gouvernement régional de Madrid seront abordées en fonction de la configuration et de l'orientation politique des Plans régionaux, le financement des activités mises en place par les municipalités, ainsi que la coordination avec les centres régionaux tournés vers les migrants, soit les Centres d'Aide Sociale aux Immigrés (CASI), puis les Centres pour la Participation et l'Intégration des Immigrés (CEPI), à partir de 2008. Les initiatives régionales seront appréhendées à partir de la vision des employés municipaux et des acteurs locaux interrogés au cours de l'enquête de terrain, tout en considérant la formulation politique de l'intégration au sein des Plans régionaux. L'objectif est de souligner les similitudes et les divergences entre les initiatives mises en place par les administrations locale, régionale et centrale, et d'appréhender les facteurs qui les expliquent. Il s'agit également de préciser quels sont les services publics auxquels les migrants peuvent avoir accès et qui peuvent éventuellement les aider au cours de leur carrière migratoire. Ainsi, les administrations locales et régionales financent parfois des programmes qui permettent l'orientation juridique des migrants, ce qui peut les aider au cours du processus de régularisation de leur situation administrative (Chapitre V).

III.1. La configuration des Plans régionaux

De même que les villes, les gouvernements régionaux possèdent des compétences en matière d'intégration sociale, plus étendues que celles du gouvernement central. À l'instar des politiques nationales et locales, les mesures adoptées par le gouvernement régional de Madrid sont définies au sein d'instruments de gestion spécifiques, les plans, qui reprennent les grandes lignes de travail des services régionaux (Tableau 6). Ces plans apparaissent comme un indicateur de la politique régionale vis-à-vis des migrants. Afin d'analyser la configuration des Plans régionaux, ceux-ci seront comparés avec les Plans adoptés au niveau central et local des gouvernements, en fonction de quatre critères, tels que : la date d'exécution du Plan ; l'institution dont il dépend et les organismes qui lui sont rattachés ; l'intervention ou non d'un acteur externe ; et la référence à un certain cadre normatif.

Dès 1994, le gouvernement de l'Espagne adopte le *I Plan pour l'Intégration Sociale des Immigrés*, afin de répondre aux exigences de l'UE. Il faut ensuite attendre jusqu'en 2007, pour que l'administration centrale adopte le *I Plan Stratégique de Citoyenneté et d'Intégration*, pour la période 2007-2010, puis le *II Plan Stratégique de Citoyenneté et d'Intégration*, pour la période 2011-2013 (PECI). Quant à la municipalité de Parla, elle adopte le *I Plan municipal pour l'intégration citoyenne* en 2009 (PMIC). Dans le cas du PMIC et des deux PEGI, l'adoption de ces instruments de gestion est survenue après une période de plusieurs années de réflexion au sein de la municipalité de Parla et du gouvernement central. Au sein du gouvernement régional de Madrid, l'adoption du premier *Plan Régional pour l'Immigration*, pour la période 2001-2003, répond à des critères plus pragmatiques, étant donné que la date correspond à l'augmentation du nombre de migrants en Espagne. La proposition de Plan a été revue et adaptée à la Loi Organique 4/2000, adoptée par le gouvernement central, alors dirigé par le PP (Gil 2010 : 127). A l'échelle régionale, deux *Plans d'Intégration* seront ensuite adoptés pour les périodes 2006-2008 et 2009-2012, par le même parti politique. En termes de date, la correspondance entre le PEGI et le PMIC, ne se vérifie donc pas dans le cas des plans régionaux (Tableau 6)²⁷.

²⁷ A l'automne 2015, aucun nouveau Plan n'a été adopté au niveau du gouvernement central, du gouvernement régional de Madrid ou du gouvernement local de Parla. Les documents comparés dans cette partie de la recherche, sont donc les derniers documents disponibles de ce type, à cette date.

Tableau 6 Dates d'exécution des plans tournés vers les migrants adoptés par la région de Madrid, la municipalité de Parla et le gouvernement central espagnol

MUNICIPALITÉ DE PARLA	REGION DE MADRID	GOVERNEMENT DE L'ESPAGNE
I Plan Municipal pour l'Intégration Citoyenne (PMIC) (2009-2011)	Plan Régional pour l'Immigration (2001-2003) Plan d'Intégration (2006-2008) Plan d'Intégration (2009-2012)	I Plan pour l'Intégration Sociale des Immigrés (1994) I Plan Stratégique de Citoyenneté et d'Intégration (PECI) (2007-2010) II Plan Stratégique de Citoyenneté et d'Intégration (2011-2013)

En 2005, le gouvernement régional décide de créer un Service de l'immigration, qui deviendra ensuite le Service de l'immigration et la coopération. En 2010, pour des raisons politiques et budgétaires, celui-ci est fusionné avec le Service pour l'emploi et les politiques de genre. Cette institution se charge alors de coordonner la réponse du gouvernement régional en matière d'intégration sociale. Au sein du gouvernement central, dirigé par le PSOE (2004-2011), l'organisation est similaire, puisque c'est le Ministère de l'emploi et de l'immigration qui est chargé de la coordination des politiques (Tableau 7). Dans les deux cas, la situation des migrants est associée au marché du travail. Cette perspective sera particulièrement mise en avant en temps de crise économique, dès lors que l'administration centrale met en place et finance des plans pour le retour volontaire des migrants (Chapitre VII).

Parmi les organismes rattachés aux instruments de gestion, les gouvernements régional et central disposent tous deux d'un observatoire des migrations et d'un forum qui regroupent les organisations sociales chargées de l'aide aux migrants. Dans la ville de Parla, il n'existe pas de département spécifiquement en charge des politiques vis-à-vis des migrants, cependant, la coordination des mesures mises en place dans ce domaine revient aux services sociaux. Par ailleurs, selon le Plan de travail qu'elle adopte, la municipalité prévoit de disposer d'un observatoire, tandis que le forum est divisé en deux groupes de travail, réunissant les employés municipaux, d'une part, et les associations locales, d'autre part. Les possibilités de dialogue entre les uns et les autres semblent compromises.

La configuration des instruments de gestion se construit également en fonction de l'intervention, ou non, d'acteurs externes. Dès les premières pages du Plan régional 2006-2008, le processus méthodologique d'élaboration du document est expliqué. Dans ce cas, une équipe de chercheurs de l'Institut Universitaire d'Etudes sur les Migrations de l'Université de

Comillas est intervenue pour la conception du plan de travail, menant à l'élaboration du document final. Pour ce faire, les chercheurs ont eu recours à un groupe d'experts externes, constitué de professeurs universitaires, de chercheurs du Centre supérieur de la recherche scientifique en Espagne²⁸, des employés du Service madrilène de santé et de la Fédération espagnole des communes et des provinces. Les chercheurs responsables du plan de travail ont également eu recours à un groupe d'appui technique, constitué d'employés de l'administration régional, et des informateurs-clés, notamment les employés des Centres d'Aide Sociale aux Immigrés (CASI), qui existent jusqu'en 2008.

La participation d'acteurs externes au cours du processus d'élaboration du Plan régional 2006-2008, rappelle la participation de la coopérative CATEP à l'élaboration du I Plan municipal 2009-2011, adopté par la municipalité de Parla (Chapitre IV), ou encore celle d'experts et d'organisations sociales à l'élaboration du PECI 2007-2010, adopté par le gouvernement espagnol (Source : Notes de terrain, 2009). L'élaboration du second Plan régional, pour la période 2009-2012, se distingue de cette dynamique qui justifie le bien-fondé des autres documents en évoquant la participation d'acteurs externes. Au contraire, le dernier instrument de gestion adopté par le gouvernement régional semble avoir été élaboré de façon autonome, la participation d'aucun acteur externe n'étant évoquée dans la présentation du document. L'accent est mis sur l'expérience du gouvernement régional et de la région de Madrid en tant que contexte de réception des migrations internes et internationales (Plan d'Intégration de la Région de Madrid 2009-2012 : 12-14).

Enfin, en ce qui concerne la référence au contexte international, certaines différences s'observent entre les documents de travail ici comparés. En Espagne, le contexte européen est l'un des principaux facteurs qui expliquent la configuration des politiques mises en place par les administrations vis-à-vis des migrants. Dans la région de Madrid, ce contexte est référencié en termes négatifs, à travers l'évocation des conflits qui existent, mais aussi en termes positifs. Dans les deux *Plans régionaux*, le cadre normatif évoque la législation de l'UE, avant de faire référence à la Constitution Espagnole. Dans le cas du Plan régional 2006-2008, le cadre normatif se réfère également aux normes supranationales, telles que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et d'autres pactes internationaux, qui reconnaissent l'égale dignité des personnes, indépendamment de leur nationalité. Dans le cas du Plan régional 2009-2012, la référence aux normes supranationales est supprimée. Dans le

²⁸ Centro Superior de Investigaciones Científicas, CSIC, équivalent du FNRS en Belgique.

cas du Plan adopté par le gouvernement central, la référence première est la Constitution Espagnole, suivie des directives internationales, communautaires et des normes adoptées par les gouvernements central, régional et local. Le Plan municipal, dont le champ d'action est défini en termes techniques, ne fait aucune référence aux législations en vigueur. Il s'agit plus vraisemblablement d'un instrument visant à répondre aux critères du PEGI I, afin d'avoir accès aux subventions qui dépendent du Fond social pour l'Intégration des Migrants (Chapitre IV).

En analysant la date d'exécution des Plans, l'institution dont ils dépendent et les organismes qui leur sont rattachés, l'intervention ou non d'un acteur externe, et la référence à un certain cadre normatif, la comparaison permet de rendre compte de certaines tendances concernant les différentes échelles administratives. La couleur politique des gouvernements contribue à expliquer l'adoption d'un Plan à une certaine date, tandis qu'elle n'a pas un impact déterminant au vue des institutions dont la politique d'intégration dépend, du moins lorsque différentes échelles de l'administration sont comparées. Par contre, de moindres différences s'observent entre les niveaux de décision quant à la référence aux législations en vigueur, les organismes rattachés aux Plans, ainsi que l'intervention ou non d'acteurs externes. Dans le cas de l'administration locale, une plus grande proximité à la population locale ne s'accompagne pas nécessairement d'une plus grande collaboration avec le tissu associatif. En effet, le Plan municipal prévoit la création de deux groupes de travail séparés afin de réunir les employés municipaux et les citoyens actifs. Par ailleurs, au cours du processus de gestation du Plan municipal, l'intervention d'un acteur externe a pris le pas face à la possibilité de participation du tissu associatif (Chapitre IV).

Tableau 7 Contenu des plans liés aux migrations dans la région de Madrid, en comparaison avec la municipalité de Parla et l'Espagne

	I Plan Municipal pour l'Intégration Citoyenne 2009-2011. Municipalité de Parla	Plan d'Intégration 2006-2008. Région de Madrid	Plan d'Intégration 2009-2012. Région de Madrid	Plan Stratégique de la Citoyenneté et l'Intégration 2007-2010. Gouvernement de l'Espagne
Organisme responsable	Services sociaux	Service de l'Immigration	Service pour l'Emploi, les Politiques de genre et l'Immigration*	Ministère du Travail et de l'Immigration
Intervention d'un acteur externe	Oui : CATEP, coopérative de travail en association	Oui : Institut Universitaire d'Etudes sur les Migrations de l'Université de Comillas	Non évoquée	Oui : Experts et organisations sociales, consultés lors de journées d'étude
Référence aux normes nationales et supranationales (par ordre)	Plan d'Intégration 2006-2008 de la Région de Madrid, Plan Stratégique de la Citoyenneté et l'Intégration 2007-2010 du gouvernement de l'Espagne	UE, Constitution Espagnole, Déclaration universelle des droits de l'homme et autres pactes internationaux.	UE et Constitution Espagnole. Pas de référence au PECL.	Constitution Espagnole, Déclaration universelle des droits de l'homme et autres pactes internationaux, UE, niveaux de l'administration espagnole
Principes et concepts	Égalité, diversité, intégration citoyenne, participation et citoyenneté.	Cohésion sociale, égalité des chances, coresponsabilité, normalisation, interculturalité, coordination.	Légalité et intégration, vivre ensemble sans discriminations, égalité des chances pour tous dans la société d'accueil, cohésion sociale, coordination.	Égalité et non discrimination, citoyenneté et participation, interculturalité.
Organismes associés	Observatoire de l'intégration citoyenne ; Groupe de travail technique ; Groupe de travail citoyen	Office régional de l'Immigration de Madrid ; Observatoire de l'immigration ; Forum régional pour l'immigration ; Ecole de Médiation Sociale Interculturelle (EMSI)	Office régional de l'Immigration de Madrid ; Observatoire de l'immigration ; Forum régional pour l'immigration ; Ecole des Professionnels de l'Immigration et la Coopération (EPIC)	Observatoire Permanent de l'Immigration (OPI) ; Forum pour l'intégration sociale des immigrés

* Anciennement, Service de l'immigration et la coopération.

III.2. L'orientation politique des Plans régionaux

Les plans de gestion élaborés par les administrations espagnoles permettent de mieux comprendre quelle est la formulation politique de l'intégration et quelle sont les interactions envisagées entre la société d'accueil et les migrants, c'est-à-dire quel est le rôle imaginé pour chacun des deux acteurs aux yeux des autorités gouvernementales. Dans ce cas, le Plan régional 2009-2012 sera comparé au Plan 2009-2011 de la municipalité de Parla, ainsi qu'au Plan 2007-2010 du gouvernement central. L'attention portera sur l'introduction, la définition des principes et des concepts, en tant que révélateurs d'une certaine *formulation politique* de l'intégration. En ce sens, les trois documents reconnaissent les migrations en tant que phénomène durable, ne devant être interrompu par la crise économique, du fait que les inégalités sociopolitiques et socioéconomiques se maintiennent entre les pays, tandis que les familles se regroupent, des enfants naissent et des jeunes grandissent en Espagne.

Les apports des migrations internationales sont mis en avant, du fait de leur potentiel démographique, économique et culturel. Les trois documents affirment que l'Espagne a dépassé les premières étapes du cycle migratoire, défini par Dassetto (1990)²⁹. Bien que certains migrants continuent d'avoir des difficultés, la plupart d'entre eux auraient dépassé la précarité qui caractérise les premiers moments de l'arrivée en Espagne, conditionnés par l'accès au marché du travail. Enfin, la société d'accueil est mobilisée afin de comprendre, accepter et soutenir les expériences des migrants. L'intégration sociale fait l'objet d'un double effort de la part des migrants et de la société d'accueil. L'histoire des migrations en Espagne, notamment l'émigration et les migrations internes, sont mentionnés en tant que facteurs potentiellement favorables pour l'accueil des migrants internationaux.

Les trois documents comparés gardent en commun certaines notions, telles que l'égalité et la non discrimination, la diversité et l'interculturalité, l'intégration et la cohésion sociale. Cependant, les plans des administrations locale et centrale gardent en commun les concepts de participation et de citoyenneté. Au contraire, le plan régional met en avant les notions de normalisation, coordination, coresponsabilité et légalité. Au-delà des étiquettes employées, le

²⁹ En temps de crise économique, il semble que certains migrants se trouvent de nouveau confronter à la précarité socioéconomique qui caractérise les premières étapes du cycle migratoire (Chapitre VII).

contenu des trois instruments de gestion permet de distinguer deux orientations de travail différentes, qui correspondent aux deux approches analysées par Schnapper (2007). Les plans des administrations locale et centrale font plutôt référence à l'intégration *de* la société dans son ensemble, tandis que le plan régional se réfère à l'intégration des migrants *dans* la société, suivant quatre dimensions : la langue, l'éducation, le travail et la protection sociale, la sécurité et le respect à la loi ; le sentiment d'appartenance et les relations sociales entre migrants et société d'accueil ; les imaginaires, les narrations et les valeurs communes ; ainsi que les réseaux sociaux (Plan d'Intégration de la région de Madrid 2009-2012 : 13).

La société est présentée comme un corps dans lequel *les immigrants* doivent s'adapter en fonction d'une série de critères. La responsabilité de l'intégration est attribuée principalement aux migrants, considérés en tant qu'individus rationnels. La formulation politique de l'intégration, suivant le Plan régional 2009-2012, se rapproche des perspectives fonctionnalistes de la société, qui combinent l'autonomie des structures et la rationalité des individus. Selon Gil (2010), cette perspective s'assimile « aux nouvelles formes de penser les problèmes sociaux, de plus en plus compris comme un manque d'aptitudes, d'attitudes et d'habilités individuelles, souvent psychologiques, afin d'arriver à être le citoyen actif, autonome, participatif et responsable que la vie moderne requiert » (Gil 2010 : 30).

Dans le cas de la Région de Madrid, la formulation politique de l'intégration présentée dans le dernier Plan régional, ne correspond ni à celle du PEGI 2007-2010, ni à celle du PMIC 2009-2011, adoptés respectivement par le gouvernement central et la municipalité de Parla. De même que les débats européens sur les migrations, le parti politique responsable de chaque administration apparaît comme un facteur clé afin de comprendre l'orientation des plans d'intégration. Ainsi, la responsabilité des migrants, considérés en tant qu'individus rationnels, fait écho à une vision néolibérale de l'action publique, qui défend la limitation des services financés par l'État, tandis que les références à la famille, à la jeunesse et aux générations futures ne sont pas sans rappeler les valeurs conservatrices du Parti Populaire, le parti conservateur en Espagne, qui dirige le gouvernement régional de Madrid.

III.3. La redistribution des financements

Les plans ne sont pas seulement des instruments politiques, mais aussi des documents

techniques, visant à coordonner le travail entre les services de chaque municipalité et de chaque région, ou les ministères du gouvernement central, ainsi que le travail entre les administrations. Un des objectifs du PEGI est de constituer un cadre de référence pour les actions régionales et locales. La cohérence entre les plans des régions et des municipalités, d'une part, et les objectifs définis par le gouvernement central, d'autre part, est établie comme condition pour l'apport de financements. Les fonds sont distribués à chaque gouvernement régional, ensuite chargé de la redistribution auprès des communes. Dans la région de Madrid, la redistribution est organisée à travers une convention signée entre le gouvernement régional et chaque municipalité, afin de financer les politiques locales spécifiquement tournées vis-à-vis des migrants. La convention fixe le montant reçu par chaque municipalité, en fonction du nombre de personnes étrangères inscrites sur le registre de chaque mairie. De là l'intérêt à ce que les chiffres correspondent avec la réalité. Et de là s'explique parfois la mise en place de certains programmes spécifiques, par des critères administratifs, plutôt que des besoins réels, tandis que les besoins des migrants en matière de formation gratuite, par exemple, ne sont pas complètement résolus (Chapitres IV et VII).

La convention est organisée suivant les champs d'action des plans. Les thématiques ainsi définies coïncident donc plus ou moins entre les différents niveaux de l'administration. Ainsi, le Plan régional 2009-2012 établit comme lignes de travail : l'accueil, les services sociaux, l'emploi et la formation professionnelle, le logement, l'éducation, la santé, la communication-sensibilisation, le travail pour le vivre-ensemble, la participation et la culture, les politiques de genre, la famille et la jeunesse, les migrations et le développement. Fruit du travail de réflexion effectué précédemment, le Plan municipal 2009-2011 de Parla articule les actions spécifiques au sein de quatre objectifs plus larges, tels que : l'adaptation des services à la gestion de la diversité ; la sensibilisation pour le vivre-ensemble dans la diversité ; l'aide spécifique aux personnes étrangères ; la participation et le vivre-ensemble communautaire.

La coordination entre les niveaux de l'administration espagnole, et la redistribution des financements parmi les communes assure la continuité des programmes et des mesures adoptés par les mairies. Celles-ci agissent directement sur la réalité de leur ville mais elles peuvent aussi développer leur propre orientation politique, sans que celle-ci soit totalement assujettie aux directives nationales et régionales, du fait des compétences municipales en matière d'intégration sociale. *Et, je crois que dans notre cas, [la convention] agit, c'est un complément, nous comprenons que, et bien comme cela correspond un peu aux politiques étatiques et régionales, la politique étatique est chargée de fixer plus les directrices, plus les*

lignes fondamentales, etc., etc., et les politiques régionales et locales sont plus concrètes, non ?, plus d'analyse de la réalité, et à partir de cette analyse de la réalité, des projets plus spécifiques sont faits. Alors dans notre cas, nous combinons les deux, les deux... circonstances. (Entretien 40: Responsable du programme d'aide aux migrants, Services sociaux, Parla, novembre 2009)ⁱⁱ.

Cette convention est l'un des instruments qui permet le financement des programmes et des mesures adoptés par les municipalités. Celles-ci peuvent aussi obtenir des financements en présentant un projet lors des appels d'offre des différents ministères, des services régionaux, ou des organismes supranationaux tels que l'UE. La dispersion des financements exige aux employés municipaux qu'ils soient informés des possibilités de captation des fonds et qu'ils investissent du temps à la préparation des dossiers, sans garantie de succès. Si le projet est financé, les employés devront ensuite justifier sa mise en pratique et ses résultats. Dû aux aléas du calendrier, les programmes et les mesures commencent parfois sans que l'administration locale n'ait obtenu de réponse concernant les fonds sollicités. Toutes ces pratiques renforcent à la fois la bureaucratisation et l'instabilité du travail administratif. Par ailleurs, la flexibilité des financements favorise, en quelque sorte, la créativité des services municipaux, dont les projets non spécifiquement destinés aux migrants sont parfois financés par des fonds spécifiques, et vice-versa (Entretien 38 : Responsable du service de médiation interculturelle, Service de santé, Parla, novembre 2009 ; et Entretien 40). Plutôt que de répondre aux critères des entités responsables des financements, l'objectif principal est de répondre aux besoins immédiats de la population locale.

III.4. L'attention sociale aux migrants depuis les centres régionaux

La distribution des financements n'est pas la seule question qui requiert la coordination des différentes administrations. Dans le cadre du Plan 2001-2003, la région de Madrid a créé des Centres d'Aide Sociale aux Immigrés (CASI), vers lesquels peuvent être redirigés les migrants depuis les services sociaux des municipalités desservies par les CASI. La création des Centres est officiellement justifiée du fait que : « Le collectif d'immigrés présente une série de besoins spéciaux, avec plus d'intensité dans les premiers moments du séjour dans notre pays, comme conséquence de la situation de séparation du groupe familial et social

d'origine, du choc culturel, de la méconnaissance de la langue, du fonctionnement des services et des institutions politiques, économiques et sociales. » (Gil 2010 : 130). La principale fonction des CASI est d'offrir des ressources spécifiques aux migrants, à travers le programme d'aide sociale, qui inclut un service d'appui psychologique, juridique, interculturel, socioprofessionnel et socioéducatif, et le programme d'accueil en urgence, qui offre des possibilités de logements en cas de risque d'exclusion sociale. Dans un premier temps, le gouvernement régional de Madrid a délégué la gestion des CASI à des organisations sociales, ayant une expérience de travail avec la population migrante, parmi lesquelles : la Croix Rouge, le Mouvement pour la Paix et le Désarmement, le Centre d'Aide au Réfugié (CEAR), l'Association Ibéro-américaine pour la Coopération, le Développement et les Droits de l'Homme, ou l'association Provivienda, qui agit dans le domaine du logement³⁰.

Le travail des CASI requiert la coordination avec les services sociaux des villes concernées. Les centres desservent plusieurs municipalités, cependant, leur implantation dans certains territoires facilite les actions conjointes avec les services sociaux des villes dans lesquels ils sont installés. *La zone d'influence du CASI incluait Fuenlabrada, Humanes et Leganés, [le centre] était situé ici, à Fuenlabrada, donc avec les changements des CASI, il a été déplacé à Getafe. Alors voilà, même si tu ne veux pas, ça a de l'influence, en plus, il y avait, il y avait un très bon travail d'équipe entre les CASI et les services sociaux, qui dépendaient beaucoup des personnes. En ce sens, les gens qui travaillaient dans le CASI d'ici, étaient des gens aussi très impliqués, et qui faisaient également des tâches de formation, pour nos professionnels, d'actualisation juridique, alors de temps en temps, je ne sais pas si tous les trois mois, nous avons une, une session les vendredi, qui est [le jour] de moindre affluence du public, pour l'actualisation juridique, les nouvelles normes, voilà, disons qu'ils étaient disposés à aider.* (Entretien 5 : Employée municipale, Services sociaux, Fuenlabrada, octobre 2009)ⁱⁱⁱ. La configuration des CASI soulève le débat entre la spécificité et l'universalité des services auxquels les migrants ont accès. L'existence des centres pose aussi la question de la complémentarité, ou la duplicité, de leurs fonctions avec celles des services sociaux municipaux (Entretien 40) (Chapitre IV).

Alors qu'il existait plus d'une vingtaine de CASI, à partir de 2006, leur nombre a été réduit. En 2012, les quatre centres restant ouverts se trouvent à Madrid (deux d'entre eux), Galapagar (zone ouest de l'agglomération) et Getafe (zone sud de l'agglomération). Du point de vue de

³⁰ Pour de plus amples informations sur le fonctionnement des CASI, consulter Gil 2010 : Chapitre VI.

l'administration locale, la réduction du nombre de CASI a deux conséquences principales. D'une part, les relations de travail entre les CASI et les services sociaux se sont trouvées fragilisées, car souvent, la localisation des centres a changé ou une nouvelle équipe a été désignée comme responsable de la gestion des CASI. *Ces gens ont changé, et en étant à Getafe, et bien le contact a changé. Mais je crois que ça continue d'être comme ça, je ne suis pas sûre, je crois que oui, que [le CASI] continue d'être une ressource, disons comme de second degré, vers lequel il faut être dérivé depuis les services sociaux pour y accéder. (...) Alors je ne sais plus, disons la circulation de contacts qu'il y a maintenant entre Fuenlabrada et le CASI de Getafe. Je crois que c'est Getafe, Leganés, Fuenlabrada, Parla, Pinto, c'est-à-dire que, imagine-toi. Un CASI est doté de quatre personnes, je ne sais pas s'ils s'en sortent avec toute la demande.* (Entretien 5)^{iv}. Une autre conséquence est l'interruption du suivi de certains usagers et de certains programmes mis en place, notamment le programme d'accueil en urgence, parfois regretté car souvent il n'est pas assuré par les municipalités (Entretien 40), alors que les migrants continuent d'en avoir besoin, plus particulièrement en temps de crise économique.

Les réactions des employés municipaux de Parla et de Fuenlabrada face à la suppression de la majorité des CASI et la restructuration de ceux qui sont maintenus, mettent en avant le manque d'informations qui circulent entre les administrations. Interrogés sur la situation actuelle des CASI, les employés municipaux hésitent dans leurs réponses, ils croient, mais ils ne sont pas sûrs, ils ne savent pas exactement, ou plus, quel est le nombre de centres qui restent ouverts ou quelles sont les fonctions qu'ils exercent (Entretiens 5 et 40). Les décisions prises depuis le gouvernement régional affectent les municipalités, sans que celles-ci ne puissent intervenir et sans que cette décision ne réponde nécessairement aux attentes des services municipaux. Enfin, les changements mettent en avant le manque de moyens dont sont dotés les CASI, alors que leur nombre a été réduit mais les besoins des usagers ne diminuent pas forcément.

Depuis 2006, les CASI qui disparaissent sont remplacés les Centres pour la Participation et l'Intégration des Immigrés (CEPI). Aucun des nouveaux centres n'a été installé dans la ville de Parla. Une fois de plus, la distance géographique apparaît comme un obstacle au travail conjoint entre les CEPI et les services sociaux, affectant les usagers. *D'ici, nous n'avons pas de relation directe avec les CEPI (...), c'est-à-dire ce sont des espaces tellement en dehors de Parla, que pour dériver les usagers, ce n'est pas vraiment viable. Ce que nous pouvons peut-être effectivement envisager, ce serait la, peut-être un peu la coordination du travail avec les*

professionnels et pour une discussion concrète, une situation concrète, mais la réalité de nos usagers avec les CEPI, et bien non, non, elle n'existe pas. (Entretien 40)^v. L'installation des services publics dans un certain territoire de l'agglomération madrilène peut marquer des inégalités quant à l'accès aux ressources et aux services publics, pour les migrants (Chapitre VI).

La configuration des CEPI continue de soulever le débat entre spécificité et universalité des centres régionaux d'aide aux migrants. Tandis que les CASI ont été instaurés pour l'ensemble de la population étrangère, la dénomination de chaque CEPI inclut la référence à une nationalité ou un groupe de nationalités spécifique, bien qu'ils se dirigent officiellement à l'ensemble de la population, migrante ou non. *Il me semble que, comme stratégie, et bien comme stratégie de dynamisation peut-être, dans les zones dans lesquelles ils sont situés, et comme ils ne se réfèrent pas seulement à la population étrangère, il me semble que c'est bien, mais je ne les appellerais pas CEPI hispano-ceci ou CEPI hispano-cela, sinon centre de dynamisation communautaire ou, quelque chose comme ça, et comme tous les CEPI ont un peu les mêmes objectifs (...). Alors, le fait qu'il y ait des CEPI spécialisés, et bien peut-être que ça a ses avantages, peut-être [au niveau] de la formation, de l'identification d'une certaine problématique, mais d'ici nous ne lui avons pas beaucoup donné de visibilité.* (Entretien 40)^{vi}.

En 2012, les quinze CEPI se trouvent à Madrid (Centres hispano-bolivien, hispano-colombiens (2), hispano-dominicain, hispano-équatoriens (2), hispano-paraguayen, hispano-centre américain, hispano-africain, hispano-marocain, hispano-bulgare, hispano-roumain), dans la zone est de l'agglomération (Centre hispano-roumain de Coslada) et dans la zone nord-ouest de l'agglomération (Centres hispano-américain et hispano-péruvien). Les principales organisations sociales et les associations de migrants qui participaient à la gestion des CASI n'interviennent plus dans la gestion des CEPI. L'évolution de la politique régionale indique que les organisations responsables de la gestion des CEPI ont été désignées en partie en fonction de leur affinité (politique et religieuse) avec le parti qui dirige le gouvernement régional. Indépendamment des possibilités de clientélisme, la configuration des nouveaux centres indique qu'en sortant des premières étapes du cycle migratoire, la politique régionale s'éloigne de la gestion des migrations comme une problématique qui dépend des affaires sociales, et se rapproche d'une vision plus culturelle de la réalité des migrants. En ce sens, l'évolution de la politique régionale de Madrid vis-à-vis des migrants permet-elle de constater la consolidation d'une certaine *formulation politique de l'intégration* en termes culturels?

Cette perspective peut avoir des effets en termes de visions de l'altérité de la part des pouvoirs publics, et de l'institutionnalisation de certaines attitudes vis-à-vis d'eux, comme il a été observé dans d'autres contextes de réception (Chapitre I).

III.5. Vers l'affirmation d'une politique régionale en termes culturels ?

Dans sa thèse de doctorat, Gil (2010) adopte l'approche de Favell (2001) pour analyser la politique d'intégration de la Région de Madrid vis-à-vis des migrants, en comparaison avec celle de la Catalogne (Chapitre III). Selon Gil, il n'existe aucune *philosophie* spécifique de l'intégration et la citoyenneté à Madrid, comme c'est le cas en Catalogne. Les spécificités du débat catalan s'expliquent par la construction de la Catalogne en tant que nation historique, telle qu'elle est reconnue dans la Constitution Espagnole. Certaines élites politiques mettent alors en avant la langue et la culture comme éléments d'affirmation de la nation catalane. Plus récemment, d'autres facteurs pourraient expliquer les spécificités du débat politique dans le contexte catalan. Lors de la campagne pour les élections municipales de mai 2011, les migrations ont ainsi été l'objet de débats dans plusieurs villes catalanes, du fait de l'apparition d'un parti xénophobe, *Plataforma Per Catalunya*, ce qui n'a pas été le cas dans d'autres contextes régionaux. Enfin, les particularités du débat catalan s'expliquent éventuellement par la plus grande présence de migrants provenant de pays majoritairement musulmans, envers lesquels les attitudes de la société d'accueil sont généralement plus crispées. En Catalogne, certains secteurs politiques s'interrogent en effet sur la *capacité d'intégration* de certains migrants, et les répercussions de la pluralité culturelle et religieuse sur le vivre-ensemble. Les mêmes éléments signalés par Favell pour expliquer les différentes *philosophies* de l'intégration et de la citoyenneté en France et en Grande Bretagne (tradition des idées, configuration des partis politiques et relation entre les pays d'origine et d'accueil), se retrouvent en Espagne à l'échelle régionale.

Les changements survenus dans la région de Madrid au cours des dernières années, notamment la création des CEPI et l'adoption du Plan 2009-2012, permettent de constater l'affirmation d'une politique régionale en termes culturels. Cette évolution coïncide dans le temps avec l'adoption du *Plan Stratégique de la Citoyenneté et l'Intégration*, pour la période 2007-2010. Cependant, le PEPI n'est pas mentionné dans le dernier Plan adopté par le

gouvernement régional, dirigé par le PP. Dès lors, la *nouvelle* politique régionale apparaît en relative opposition aux initiatives adoptées par le gouvernement central, dirigé par le PSOE. Tandis qu'en Catalogne, le débat met en avant les spécificités culturelles de la société d'accueil, définie en tant que nation, la *nouvelle* politique régionale de Madrid souligne les spécificités culturelles des migrants. La vision homogénéisante du migrant en tant qu'individu rationnel est ici rompue. Comme l'a constaté Calavita (2003) pour l'ensemble de l'Espagne, tous les étrangers ne sont pas concernés par l'instrument de gestion du gouvernement régional. Ainsi, le Plan 2009-2012 vise principalement les étrangers non communautaires, ce qui exclut les ressortissants des pays dont le niveau de vie est considéré comme égal ou supérieur à celui de l'Espagne, du moins avant la crise. Dans l'introduction du document, il est expliqué que les roumains et les bulgares sont également concernés par les mesures adoptées, indépendamment des facilités de circulation dont ils bénéficient. Parmi les migrants visés par le Plan 2009-2012, différentes catégories apparaissent et se distinguent suivant des critères culturels et politiques, qui renvoient aux visions de la société d'accueil sur les sociétés d'origine des migrants. Ainsi, les frontières juridiques s'évanouissent au profit de critères économiques et socioculturels (López Sala 2005).

Dans le *Plan régional 2009-2012*, la société madrilène apparaît comme une société démocratique, « ouverte et libre dans laquelle les hommes et les femmes possèdent tous les mêmes droits ». Deux catégories de migrants apparaissent de façon distincte. D'une part, les migrants que reçoit la région de Madrid sont définis comme « travailleurs » et « très proches culturellement ». Au contraire, les autres migrants paraissent « condamnés » en fonction de leur « origine ethnique ou religieuse » à subir des « conditionnements culturels et religieux ». Ces conditionnements semblent émaner de la société d'origine de certains migrants, et ils apparaissent comme une menace pour la société madrilène, dont l'identité risque d'être fragmentée si les migrants ne se défont pas de ces traits « régressifs ». De ce fait, certains traits culturels et religieux semblent perpétuer « un état de manque de liberté ou d'absence d'égalité devant la loi », tout en « scindant la société en groupes ethniques ou en collectivités séparées entre elles », ce qui constituerait « une régression politique », qui impliquerait de « retourner à la conception de l'Ancien Régime » (Plan d'Intégration de la région de Madrid 2009-2012 : 13-14).

Compte-tenu de la répartition géographique des migrants par origine nationale, et de la crispation des débats européens au cours des vingt dernières années, « la proximité culturelle » des migrants qui s'installent à Madrid semble protéger la société madrilène des

risques communautaristes, qui caractériseraient certains groupes culturels et religieux. Les migrants provenant de pays majoritairement musulmans, installés en plus grand nombre en Catalogne ou en Andalousie, semblent ici implicitement désignés. Indépendamment des groupes concernés, la société d'origine de certains migrants et la société d'accueil apparaissent comme deux entités homogènes, qui se distinguent en fonction de certains traits socioculturels et politiques. Les deux sociétés, dont les différences semblent faire partie de leur propre nature, sont ensuite hiérarchisées.

La société d'accueil apparaît comme libre, démocratique, « au-dessus des conditionnements », ouverte, garante « des droits pour tous », « de la bonne intégration » et « du vivre ensemble sans tensions ». Alors que la responsabilité de l'intégration revient principalement aux migrants, cependant, les caractéristiques de la société d'accueil sont remarquées lorsqu'elles agissent de façon favorable. Au contraire, les traits culturels et religieux de certaines sociétés d'origine constitueraient une régression, un retour (à l'Ancien Régime), une condamnation, un manque (de liberté), une absence (d'égalité), et pour cela, ils apparaissent comme étant « profondément discriminatoires », en « éliminant les possibilités d'intégration ». La présentation relativement dichotomique des sociétés d'accueil et d'origine répond en fait aux interrogations que la première se pose sur son identité et les implications de la pluralité culturelle et religieuse. Il s'agit de répondre aux questions : « qui sommes-nous » et « qui sont-ils », qui expliquent en partie la crispation des débats européens et l'expansion des courants néo nativistes aux Etats-Unis, au cours des dernières années.

Conclusions

L'objectif principal de ce chapitre est de mettre en avant quelle formulation de l'intégration caractérise le contexte espagnol, et quels sont les facteurs explicatifs de cette gestion politique spécifique, au niveau central et régional du gouvernement. En effet, il se peut que les politiques d'intégration aient une incidence sur les carrières migratoires des migrants, notamment en ce qui concerne les services publics mises en place, les conditions d'accès à ces derniers, les critères de régularisation, mais aussi les attitudes face à l'autre, qui potentiellement peuvent varier en fonction de l'origine nationale. L'analyse des politiques

connectent donc avec un autre des objectifs secondaires de la thèse, qui est celui d'interroger l'incidence du facteur national pour expliquer le déroulement des carrières migratoires.

Dans ce chapitre, l'attention s'est d'abord portée sur l'expérience des pays récepteurs d'Europe occidentale, en comparaison avec les États-Unis, le Canada et l'Australie, à partir des années nonante. Durant cette période, la gestion politique de l'intégration se caractérise par une augmentation des préoccupations concernant la situation des migrants et de leurs descendants, en lien avec l'essor des partis d'extrême droite et la montée du racisme. En ce qui concerne les mesures mises en place, des contrats d'accueil sont adoptés dans certains pays d'Europe occidentale, qui reflètent une certaine conception de l'intégration comme un devoir. Par ailleurs, les conditions d'accès à la nationalité font l'objet de réformes qui laissent apparaître un rapprochement des philosophies de l'intégration entre différents contextes de réception. En Europe, ce rapprochement s'explique notamment par l'appartenance à l'UE.

Au cours de cette évolution, la formulation politique de l'intégration est déterminée par une série de facteurs (Chapitre I). Parmi ceux qui appartiennent au passé des pays récepteurs, l'histoire des idées joue un rôle particulièrement actif dans le cas des pays du nord de l'Europe occidentale, dans la mesure où les gouvernements ont dû *inventer* une certaine gestion de l'intégration, sans bénéficier de l'expérience d'autres pays, au moins dans un premier temps, comme c'est le cas des pays du sud de l'Europe occidentale, par exemple. La relation du pays d'accueil avec les pays d'origine des migrants détermine également une certaine gestion politique de l'intégration, notamment en ce qui concerne l'histoire coloniale et le rôle des migrations internationales dans la construction du pays d'accueil. Parmi les facteurs qui caractérisent le contexte récent des pays d'accueil, l'orientation des débats dépendra du degré d'instrumentalisation politique de la question migratoire et de l'intégration, des intérêts entre les partis politiques, et de la présence, ou non, de discours et de partis opposés à l'installation des migrants. Par ailleurs, la gestion politique de l'intégration est conditionnée par le contexte socioéconomique et institutionnel dans lequel elle se construit.

Dans le cas espagnol, il est difficile d'observer une unité quant à la formulation politique de l'intégration. En effet, la division des compétences entre les administrations centrale, régionale et municipale suppose à la fois flexibilité et dispersion. Au niveau de l'administration centrale, la formulation de l'intégration durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration, qui coïncide avec une étape de croissance économique, dépend avant tout des principes, tels que l'égalité, la non discrimination, la citoyenneté et l'interculturalité, contenus

dans le I Plan Stratégique de la Citoyenneté et l'Intégration (PECI), adopté par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. Cependant, les principes ne sont pas formulés en fonction de l'histoire sociale ou philosophique du pays, comme c'est le cas dans les pays du nord de l'Europe occidentale ou les pays classiques.

En Espagne, l'histoire des idées s'efface au profit du contexte politique immédiat, avant tout marqué par le débat entre les partis politiques espagnols ainsi que l'évolution des mesures adoptées dans d'autres contextes de réception, notamment les pays du nord de l'Europe. Leur expérience est parfois explicitement référenciée en tant que modèle ou *contre-exemple* des formulations politiques de l'intégration que devraient adoptées les administrations espagnoles. En ce sens, l'expérience espagnole est doublement marquée par l'idéologie politique du parti responsable du gouvernement central, régional ou local, et par l'importation des débats politiques. Par ailleurs, l'histoire coloniale marque de façon différenciée les relations de l'Espagne avec certains pays d'origine des migrants, notamment en ce qui concerne l'accès à la nationalité, ou le droit de vote aux élections locales (Chapitre II). Au niveau du gouvernement régional de Madrid, dirigé par le Parti Populaire, la perception différenciée des groupes migrants se transmet à travers le second Plan régional, qui introduit une certaine vision culturelle de l'intégration. Ainsi, bien que leurs pays soient membres de l'UE, les roumains et les bulgares sont explicitement référenciés comme faisant l'objet des politiques publiques en matière d'intégration, tandis que les migrants latino-américains et les migrants d'origine musulmane sont implicitement référenciés en des termes plus ou moins favorables, selon la proximité culturelle (et religieuse) perçue avec la société d'accueil.

Dans le contexte espagnol, la gestion de l'intégration ne dépend pas seulement des administrations centrale et régionale, mais également des autorités locales (Chapitre IV). Par ailleurs, l'expérience des migrants dans le contexte espagnol peut être marquée par d'autres éléments contextuels, qui caractérisent l'attitude de la société d'accueil, tels que l'émigration ainsi que les migrations internes. Si les mesures mises en place et les attitudes sociales varient selon l'origine nationale des migrants, ce critère différentiel aura des répercussions potentiellement différentes sur les carrières migratoires (Chapitres V et VI). Enfin, étant donné son caractère changeant (Chapitre I), la formulation politique de l'intégration fera l'objet d'une nouvelle analyse en temps de récession économique (Chapitre VII).

CHAPITRE IV. LE RÔLE DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES ASSOCIATIONS LOCALES DE PARLA

Durant la deuxième étape du cycle migratoire espagnol, au début des années nonante, les administrations locales et les organisations de la société civile ont adopté les premières initiatives en réponse aux enjeux des migrations et aux besoins des migrants. À cette époque, le gouvernement central joue un rôle limité. Comme il a été signalé dans le chapitre précédent, la législation concernant les personnes étrangères (*Ley de Extranjería*) adoptée dans les années quatre-vingt, visait en fait à répondre aux exigences de la Communauté Economique Européenne (CEE), et respecter les conditions d'entrée de l'Espagne. Dans ce chapitre, l'attention portera sur les initiatives spécifiques mises en place par la municipalité de Parla, ainsi que le rôle des associations locales, au cours des années nonante et deux-mil.

Les analyses apporteront des éléments de réponse aux questions suivantes : Existe-t-il une cohérence entre les programmes spécifiques ? Quels sont les principes qui orientent la politique locale, notamment à travers l'adoption d'un Plan municipal en matière d'intégration sociale ? Quelle vision en ressort-il des migrants ? Quel est le rôle des services municipaux, en termes de réponse aux besoins des migrants et de collaboration avec le tissu associatif ? Et justement, que dire du rôle des associations locales ? En ce qui concerne les programmes municipaux, l'attention se portera sur les initiatives spécifiques tournées vers les migrants adultes, en matière d'orientation juridique, de traduction, d'apprentissage de l'espagnol et de médiation interculturelle. En Espagne, l'inscription sur le registre des mairies donne en effet accès à certains droits à l'ensemble de la population, indépendamment de la situation administrative des personnes impliquées. L'objectif est ici de mettre en avant les éléments particuliers du contexte local de réception, afin de situer le cadre dans lequel se déroulent les carrières migratoires. Il s'agit également d'identifier les aspects qui ont une influence sur le déroulement d'un certain type de carrière, notamment les ressources mises à disposition des migrants par l'administration locale et le tissu associatif.

I. Les politiques spécifiques

I.1. Les premiers pas : l'intervention d'acteurs externes

En 1992, l'assassinat de Lucrecia Pérez, une migrante dominicaine qui travaille comme employée domestique à Madrid, agit comme le détonateur des premiers programmes régionaux et municipaux spécifiquement tournés vers les migrants en Espagne (Calvo Buezas 1993 ; Gil 2010 : 126). Dans la ville de Parla, la mise en place de ces premiers programmes est facilitée, cette même année 1992, par une offre que la municipalité reçoit de la Fondation Bernard Van Leer (Fondation BVL), pour des projets d'aide aux migrants. L'enfance et la famille apparaissent comme les axes de travail prioritaires. Auto-définie comme une organisation donatrice internationale, dont le siège se trouve à La Haye (Pays Bas), l'objectif de la Fondation BVL est en effet d'améliorer les opportunités des enfants ayant huit ans maximum, et qui grandissent dans des circonstances sociales et économiques difficiles. Cet objectif est considéré comme une fin en soit, mais également à long terme, comme un moyen de promouvoir la cohésion sociale des sociétés, ainsi amenées à être plus respectueuses et créatives, tout en garantissant l'égalité des opportunités et des droits pour tous³¹. *Cette Fondation hollandaise nous propose, à cette municipalité, et à deux ou trois autres, à l'échelle nationale, de pouvoir nous donner 50% de l'argent pour des projets... pour travailler les migrations, principalement l'enfance et la famille, comme axes importants pour la prévention et la promotion du bien être et de la santé dans tous les domaines. Cette Fondation apporte alors, elle signe une convention avec la Mairie, et nous faisons ensuite un programme, nous commençons à développer un programme avec l'argent de cette Fondation.* (Entretien 38 : Responsable du service de médiation interculturelle, Service de santé, Parla, novembre 2009)^{vii}.

En 1994, en parallèle aux activités réalisées conjointement avec la Fondation BVL, une recherche d'action participative est menée par une équipe universitaire, en collaboration avec la Mairie, auprès des migrants installés dans la ville de Parla, dont le nombre est en

³¹ Source: <http://www.bernardvanleer.org/Spanish/Home.html>

augmentation constante (Entretien 41 : Responsable du service de presse, Cabinet du maire, Parla, novembre 2009). L'intérêt de la municipalité et la réalité sociale contribuent à expliquer la continuité des programmes. Cette même année 1994, un groupe de travail réunissant les employés de plusieurs services municipaux est créé autour de la question du vivre-ensemble interculturel (*Mesa de convivencia intercultural*). Les services mobilisés incluent le cabinet du Maire, les services pour l'emploi, l'éducation, l'enfance, la jeunesse, les politiques de genre, la santé et la sécurité des citoyens. Peu à peu, la reconnaissance de la réalité des migrations internationales dans la ville imprègne le travail de certains services municipaux.

Afin de sensibiliser les employés municipaux à la réalité sociale des migrants, le groupe de travail oriente sa réflexion autour des notions d'immigration, d'intégration sociale, de citoyenneté et d'interculturalité. L'objectif est de définir des critères et des concepts communs, qui pourront ensuite être utilisés et transmis à l'ensemble de la population locale (Entretien : Cabinet du Maire, Novembre 2009). Ce processus d'externalisation aura du mal à se mettre en place, comme il sera expliqué par la suite. Avant cela, le travail de formation interne se déroulera sur une dizaine d'années, en collaboration avec une équipe de professionnels extérieurs à l'administration locale, regroupés au sein de la coopérative CATEP. Celle-ci s'auto-définit comme une coopérative de travail en association, qui s'occupe de la prestation de services d'intervention sociale. Ses lignes d'intervention incluent l'économie sociale, l'organisation et la création de réseaux, l'évaluation, la formation, la communauté éducative, le genre et l'égalité, la participation des citoyens, ainsi que l'immigration et la citoyenneté³².

Par ailleurs, entre 1997 et 2002, dans le cadre d'un second projet signé avec la Fondation BVL, la municipalité de Parla met en place le « Programme pour le Vivre ensemble Interculturel : la diversité nous enrichit », qui s'articule autour de trois axes de travail. Le premier axe regroupe toutes les initiatives liées à l'enfance et la famille. *Il s'agissait surtout d'un projet très, très intéressant, d'échange, afin de créer des espaces de rencontre et d'échange entre les familles ayant des enfants en bas âge d'origine autochtone et d'origine étrangère.* (Entretien 38)^{viii}. Le deuxième axe est défini en tant qu'échange entre les cultures. *Il s'agissait d'un tiroir dans lequel tenait tout ce qui était lié aux échanges culturels, musicaux, le travail artisanal, tout ce qui était lié à cette partie culturelle plus visible, afin de rendre visible la dimension culturelle.* (Entretien 38)^{ix}. Le troisième et dernier axe reprend la

³² Source: <http://www.catep.coop/web/quehacemos.htm>

question de la formation. *Et un autre axe est celui de la formation sur les questions culturelles, et on retrouve ici tout le développement de la formation de personnel, la formation de formateurs, la formation d'associations, la formation d'employés municipaux, tous les axes de formation, car nous avons besoin de faire bien des efforts en matière d'éducation pour pouvoir affronter les thèmes de façon adéquate et correcte.* (Entretien 38)^x. L'objectif ultime est de tendre des ponts entre les membres de la société locale, qu'ils soient issus ou non des migrations internationales.

I.2. Orientation juridique et médiation interculturelle

En 2000, les services de santé proposent une formation spécifique aux professionnels du secteur, alors financée à part égale par l'administration municipale et la Fondation BVL. La demande est élevée, et les professionnels de la santé qui participent à la formation expriment le besoin d'acquérir de plus amples connaissances en matière de médiation sociale. *Le besoin, l'importance de la formation des professionnels de la santé et de la médiation, est apparu déjà à ce moment-là, d'inclure des figures de médiation entre les professionnels de la santé et les usagers d'origine étrangère, car il existait déjà à ce moment, en 2000, une énorme difficulté d'accessibilité au système et de communication et de compréhension dans le cabinet des médecins* (Entretien 38)^{xi}. A long terme, la mise en place d'un service de médiation aura pour objectif de palier les difficultés rencontrées par les professionnels du corps médical, ainsi que les migrants, lorsqu'ils ont recours aux services de santé.

En cette même année 2000, la législation espagnole reconnaît le droit d'accès au système de santé public, pour toute personne qui réside sur le territoire espagnol et qui est inscrite sur le registre des mairies, indépendamment de sa nationalité ou de sa situation administrative. Dès lors, la question se pose d'aller au-delà du processus de formation interne, à travers la mise en place d'activités municipales vers les migrants usagers des services de santé. *Nous nous sommes demandés que faire à partir de ce moment en tant que service de santé, et nous nous sommes consacrés à la prévention et la promotion de la santé, comme un bon prétexte de quelque chose qui nous unit et nous permet de créer des espaces de rencontre, d'échange entre la population autochtone et la population immigrée* (Entretien 38)^{xii}. En complément de la formation interne offerte aux professionnels des services de santé, un service de médiation

interculturelle voit le jour en 2006, soit six ans après le début du projet. En 2009, l'équipe est constituée de six médiateurs, qui opèrent dans un centre de santé de la ville de Parla. Au cours de l'année académique 2010-2011, la médiation interculturelle est mise à disposition des usagers dans un second centre, dans une ville qui dispose au total de quatre centres de santé et d'un hôpital.

A la fin des années deux-mil, les programmes spécifiques tournés vers les migrants s'articulent autour de la médiation interculturelle et de l'orientation juridique. Bien que la gestion des flux migratoires dépende des lois et des directives du gouvernement central, la municipalité de Parla propose en effet un service d'orientation socio-juridique, directement rattaché aux services sociaux. En 2009, ce service est assuré du lundi au vendredi, au sein de l'Office Municipal d'Aide aux Immigrés (OMAI). L'Office se trouve dans un centre utilisé conjointement par la municipalité de Parla et la Région de Madrid. Son emplacement situe l'OMAI dans un quartier excentré de la ville, proche d'une zone industrielle et relativement éloigné du bâtiment principal de la mairie et du nouveau bâtiment des services sociaux, situé lui-aussi dans un quartier excentré. En termes symbolique, l'OMAI occupe une position périphérique dans l'espace de la ville.

L'orientation socio-juridique est assurée par un médiateur spécialisé, accompagné de quatre assistantes. Le service est chargé de deux tâches principales. D'une part, il offre des informations actualisées sur les lois espagnoles concernant l'obtention des permis de résidence et de travail. D'autre part, il permet aux ressortissants étrangers issus d'un pays tiers de l'UE, qui disposent d'un permis de résidence permanent, de s'inscrire ou de renouveler leur inscription sur le registre des mairies. Cette prise en charge spécifique s'explique par les changements appliqués en 2005, en ce qui concerne l'inscription sur le registre municipal des ressortissants étrangers d'un pays tiers de l'UE (Chapitre V). La Loi 7/1985 Régulatrice des bases du régime local est alors modifiée par la Loi Organique 14/2003, afin d'établir que les ressortissants non communautaires sans autorisation de séjour permanent, devront renouveler leur inscription sur le registre municipal tous les deux ans. Sans cela, leur inscription sera automatiquement annulée.

Cette nouvelle législation vise à éviter que le nombre de personnes inscrites de droit sur les registres soit supérieur au nombre de personnes qui résident de fait dans les communes espagnoles. En effet, certains financements sont établis en fonction du nombre d'habitants inscrits sur les registres municipaux, et notamment en fonction de la population étrangère.

Mais le renouvellement de l'inscription multiplie les démarches pour une partie de la population étrangère, tout en marquant une distinction entre les ressortissants des pays membres et des pays tiers de l'UE. Dans la ville de Parla, le service offert par l'OMAI vise à éviter que les ressortissants étrangers d'un pays tiers de l'UE, qui dispose d'une autorisation permanente de séjour, soient affectés par ce risque d'annulation automatique. L'intérêt de l'administration locale n'est pas seulement altruiste.

Les services de l'OMAI doivent en effet garantir une certaine continuité des inscriptions sur le registre municipal, et donc la fiabilité des chiffres. *L'employé municipal garde l'œil entrouvert pour voir sa situation [celle de l'usager de nationalité étrangère] en lien avec le registre des mairies, il peut lui indiquer qu'il est sur le point de renouveler, qu'il n'oublie pas, qu'il a changé, il peut vérifier s'il a changé ou non de domicile* (Entretien 40 : Responsable du programme d'aide aux migrants, Services sociaux, Parla, novembre 2009)^{xiii}. Et le nombre de personnes étrangères dans la ville aura une conséquence directe sur la gestion des services publics et sur certaines subventions reçues de la part du gouvernement centrale, à travers le gouvernement régional de Madrid. C'est notamment le cas du Fonds social pour l'intégration, rattaché au PECE I, et qui existe jusqu'en 2012, avant d'être annulé (Chapitre VII). Par ailleurs, l'OMAI permet de détecter les besoins d'information de la population étrangère, en matière de régularisation et des services municipaux, dans les domaines de l'éducation, la santé, les services sociaux ou autres, vers lesquels l'usager sera orienté si l'employé municipal l'estime nécessaire. (Entretien 40).

La vision politique sur laquelle repose le service d'orientation socio-juridique correspond à celle que le gouvernement central exprime à travers le Ministère de l'intérieur, dont l'objectif officiel est de limiter l'incidence de l'irrégularité et d'exercer la capacité de contrôle des instances étatiques. À l'échelle locale, l'irrégularité est considérée en termes du nombre d'inscriptions sur le registre municipal. En régularisant sa situation administrative à cette échelle, les ressortissants étrangers peuvent avoir accès à certains services, et cet accès contribue à leur reconnaissance en tant que membres de la communauté. Si leur situation administrative est irrégulière à l'échelle nationale, c'est-à-dire s'ils ne disposent pas de permis de résidence et de travail, les ressortissants étrangers pourront tout de même avoir accès aux services universels dans le domaine de l'éducation et la santé³³. *La situation juridique*

³³ En 2012, le gouvernement décide de réduire l'accès aux services de santé, pour les migrants en situation irrégulière, hormis les femmes enceintes et les jeunes ayant moins de dix-huit ans (Chapitre VII).

marque... 90% de la situation d'exclusion de cette personne, car si elle n'est même pas reconnue, en tant que citoyen, elle ne peut être orientée vers aucun service spécialisé (Entretien 40)^{xiv}.

L'accès à un permis de résidence et de travail est considéré comme le seul élément spécifique qui concerne les ressortissants étrangers, puisque les citoyens espagnols doivent également être inscrits sur les registres municipaux pour avoir accès aux services municipaux disponibles. En raison de cette situation juridique, les ressortissants étrangers se distinguent comme un groupe à part. *C'est vrai qu'ils ont certaines nuances que la population autochtone n'a pas, c'est-à-dire, qu'ils sont soumis à, à un, à une histoire règlementaire en termes d'immigration qui leurs indiquent les processus à suivre, ce qui les conditionne également sur le marché du travail, et nous comprenons que ceci leur est spécifique, mais le reste non (Entretien 40)^{xv}.*

C'est aussi pour cette raison, afin de faciliter les processus de régularisation administrative qui affectent la plupart des migrants à leur arrivée en Espagne, que la Mairie de Parla décide de mettre en place l'OMAI (Chapitre V). La régularisation constitue la porte d'entrée à un contrat sur le marché formel de l'emploi, à la propriété d'un logement, tout en réduisant l'incidence possible des contrôles policiers (Chapitres VI et VII). En ce sens les mesures mises en place par l'administration locale peuvent avoir une incidence sur les carrières migratoires. Les acteurs institutionnels peuvent ainsi proposer une orientation, du moins en termes d'information, qui pourra éviter aux migrants d'être pris au piège par les acteurs qui peuvent les exploiter, notamment s'ils se trouvent en situation irrégulière (Chapitre V).

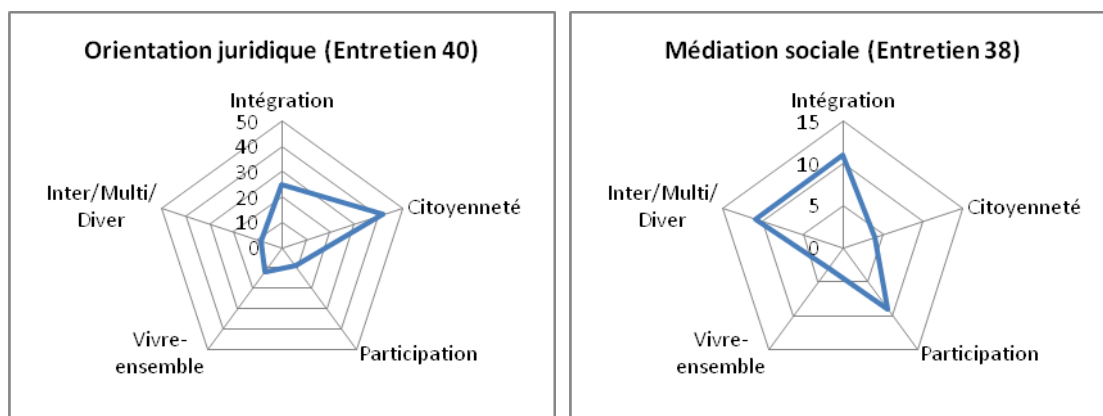
A travers les deux programmes spécifiques mis en place, la médiation et l'orientation juridique, les services municipaux impliqués souhaitent éviter les inégalités entre migrants et non migrants dans la ville de Parla. Cependant, une analyse quantitative des discours des deux responsables, indique des différences entre les termes utilisés et les principes qui orientent les mesures effectives (Graphique 1)³⁴. La responsable du programme d'orientation juridique utilise les termes liés à la citoyenneté de façon prépondérante, suivis des références à l'intégration, tandis que l'interculturalité, la multiculturalité, la diversité et la participation sont à peine mentionnés. Au contraire, le discours de la responsable du programme de médiation interculturelle, s'articule autour des trois axes suivants : participation, intégration et

³⁴ Les détails concernant l'analyse apparaissent dans le deuxième chapitre.

interculturalité/multiculturalité/diversité, alors que la notion de citoyenneté reste pratiquement absente. Au cours des deux entretiens, les termes liés à l'assimilation n'apparaissent à aucun moment, tandis que les références au vivre-ensemble sont très limitées.

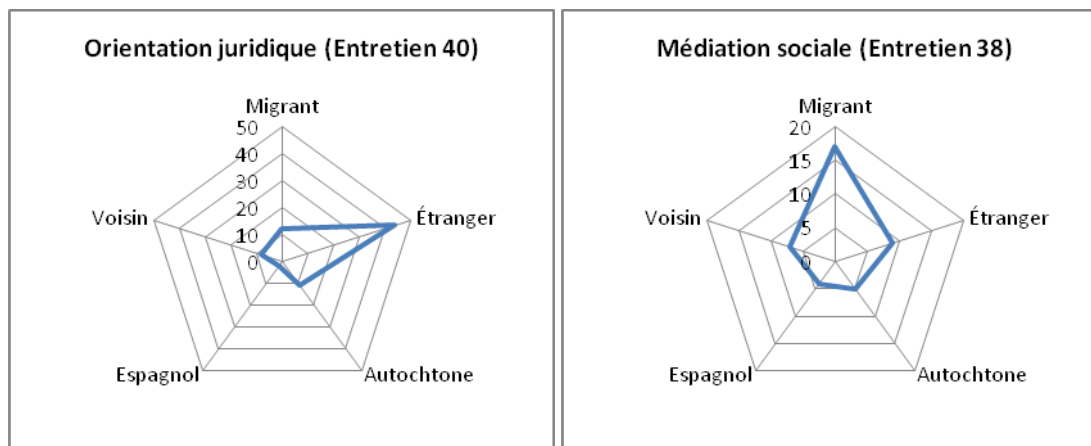
Dans la ville de Parla, bien que le concept soit utilisé par les responsables des deux programmes spécifiques, l'intégration est formulée de façon différente par l'une et l'autre. Dans le cas de l'orientation juridique, l'intégration passe par la régularisation des migrants, à travers leur accès à un permis de résidence et leur inscription sur le registre des mairies, qui leur permet d'être reconnus comme citoyens. Dans le cas de la médiation interculturelle, l'intégration implique la participation des migrants au sein de la société locale, et la résolution des conflits qui peuvent apparaître au cours des interactions avec le personnel médical. La première vision correspond à une perspective plus classique de la citoyenneté, en lien avec la communauté politique et l'égalité des droits, tandis que la seconde vision renvoie à une perspective plus moderne, qui envisage la citoyenneté dans le cadre de la société et l'égalité des opportunités (Arango 2005). Ainsi, l'une et l'autre approche se côtoient au sein d'une même administration locale.

Graphique 1 Termes utilisés pour désigner les processus liés aux migrations, par les responsables des deux programmes spécifiques d'aide aux migrants, Mairie de Parla (Novembre 2009)



Légende : Les abréviations *Inter/Multi/Diver* renvoie aux termes *Interculturalité*, *Multiculturalisme* et *Diversité*.

Graphique 2 Termes utilisés pour désigner les populations liées aux migrations, par les responsables des deux programmes spécifiques tournés vers les migrants, Mairie de Parla (Novembre 2009)



Les deux visions se distinguent également en fonction des termes utilisés pour désigner le groupe faisant l'objet des programmes spécifiques (Graphique 2). Dans le discours de la responsable du service d'orientation juridique, la notion d'étranger prend très nettement le pas sur celle de migrant. Cependant, la figure de l'étranger n'est pas opposée à celle de l'espagnol, qui disparaît totalement au profit de la figure d'autochtone. Au contraire, la responsable de la médiation interculturelle privilégie l'usage de la notion de migrant, face à celle d'étranger. Cependant, elle utilise indistinctement les termes d'espagnol et d'autochtone pour désigner la population non migrante. Le terme de *voisin*, souvent utilisé par les employés et les responsables municipaux pour désigner l'ensemble de la population locale, est à peine plus utilisé par la responsable de la médiation que par celle de l'orientation juridique. L'attention se porte sur le groupe (étranger ou migrant) qui justifie l'existence des deux programmes spécifiques. Dans le cas de l'orientation juridique, l'utilisation dichotomique des termes *étrangers* et *autochtones* renvoie à l'idée classique d'une citoyenneté adscrite en fonction du lieu de naissance et de la nationalité, mais à laquelle les étrangers peuvent cependant accéder s'ils régularisent leur condition juridique par les deux mécanismes disponibles aux échelles nationale et locale, soit le permis de résidence et l'inscription sur le registre des mairies. Dans le cas de la médiation, l'utilisation du terme de migrant renvoie à la réalité sociologique du groupe de population ainsi considéré. De nouveau, l'analyse quantitative des discours fait apparaître une vision plus politique, face à une vision plus sociale de l'intégration.

Par ailleurs, les deux programmes spécifiques sont chacun reliés à des mesures dont l'objectif

est de résoudre les barrières linguistiques auxquelles doivent faire face les migrants qui ne maîtrisent pas l'espagnol. En 2009, les services sociaux travaillent en collaboration avec le service de traduction et d'interprétation dont dispose le gouvernement régional de Madrid (SETI), tandis que l'une des médiatrices interculturelles a mis en place des cours de langue espagnole. Alors que le SETI assiste les migrants dans leurs démarches auprès des services municipaux, la seconde initiative prétend donner aux migrants les moyens de communiquer dans la langue principale du pays d'accueil, afin d'agir de façon autonome.

Les programmes mis en place ne s'expliquent pas seulement par la formulation politique de l'intégration qui prédomine au sein du service municipal dont ils dépendent, mais également par les besoins des usagers. Les services sociaux sont généralement les premiers vers lesquels sont orientés les migrants, tandis que la santé est un service auquel ils n'accèdent qu'après s'être inscrits sur le registre des mairies. Les différences de discours entre l'une et l'autre responsable (Graphiques 1 et 2), peuvent s'expliquer du fait que le statut administratif et la condition d'étranger marquent les premières étapes des carrières migratoires dans le contexte local de réception, tandis que la médiation interculturelle intervient probablement lorsque les migrants ont dépassé ce premier stade de régularisation. De même que la formulation politique de l'intégration, le temps de séjour des migrants et les besoins que ceux-ci expriment au cours de leur carrière migratoire, apparaissent en tant que facteurs déterminants pour comprendre les différences entre les programmes spécifiques mis en place à l'échelle locale.

I.3. Le Plan municipal : de la formation interne à l'externalisation des discours

En 2006, le processus de formation des employés municipaux, au sein du groupe de travail sur le vivre-ensemble interculturel, débouche sur la possibilité d'élaborer un plan municipal pour l'intégration sociale. Un premier guide de travail est rédigé pour rendre compte des initiatives mises en place en interne depuis le milieu des années nonante, afin d'établir des critères communs de travail au sein de la Mairie (Entretien 40). Suite à cette étape de formation interne, il est donc décidé que le groupe de travail élabore un plan municipal pour la gestion de la diversité dans la ville. Après plusieurs années de réflexion, le *I Plan municipal pour l'intégration citoyenne : Stratégie locale pour la promotion de l'intégration et l'égalité entre les personnes d'origine étrangères et les autochtones* (PMIC) sera finalement adopté pour la

période 2009-2011 (Chapitre III).

Ce groupe de travail, durant cette période, s'est chargé avec cette équipe externe [de la coopérative CATEP], (...) c'est-à-dire, sur quoi nous allons nous baser pour élaborer un plan local, que nous n'avons jamais voulu appeler d'immigration, car il nous semblait que c'est plutôt un concept du Ministère [de l'intérieur], plutôt d'intégration et de citoyenneté, et car il nous semblait que ces questions qui étaient abordées ou que nous souhaitions aborder, pouvaient être communes aux étrangers et aux autochtones, en tout cas nous souhaitions souligner que c'était bidirectionnel. (Entretien 40)^{xvi}.

De même que l'OMAI, la coordination du Plan municipal est assurée par les services sociaux de la Mairie de Parla. Les mesures ainsi mises en place ne correspondent pas seulement à la vision du Ministère de l'intérieur (à travers l'OMAI) mais également à celle du Ministère de l'emploi et de l'immigration (à travers le PMIC). En effet, l'adoption du Plan municipal est encouragée par l'existence du *Plan Stratégique de la Citoyenneté et l'Intégration* (PECI), adopté par le gouvernement central pour la période 2007-2010 (Chapitre III), à travers lequel la Mairie de Parla reçoit des financements pour ses activités tournées vers les migrants dans la ville. Par ailleurs, les principes du Plan municipal renvoient à ceux du PEGI. Ainsi, le Plan du gouvernement central adopte comme lignes de travail : l'égalité et la non discrimination, la citoyenneté et la participation, ainsi que l'interculturalité ; tandis que le PMIC définit comme principes théoriques : l'égalité, la diversité, l'intégration citoyenne, la participation et la citoyenneté. Compte-tenu des compétences limitées du gouvernement central en la matière, le PEGI visait essentiellement à orienter les mesures adoptées par les administrations régionales et municipales. Étant donné les compétences plus étendues des gouvernements locaux, le PMIC inclut une série de principes opérationnels, tels que la transversalité, l'adaptation des services municipaux, la mise en place de mesures pour l'ensemble de la population et l'administration publique, l'attention aux besoins spécifiques de la population étrangère, le caractère stratégique et pratique du Plan, le travail en réseau et l'innovation.

Des approches politiques différentes s'observent non seulement au sein de l'administration municipale (par exemple, entre médiation interculturelle et orientation juridique), mais également au sein de l'administration centrale (par exemple, entre contrôle de l'irrégularité et promotion de l'intégration). Dans le cas de l'Espagne, cette dualité à l'échelle nationale a des répercussions sur l'orientation des politiques à l'échelle locale. Dans le cas étudié, la correspondance entre les approches politiques à différents niveaux, notamment à travers les

Plans (PMIC et PEIC), est facilitée du fait que les deux administrations (municipale et centrale) sont gouvernées par le même parti politique (le PSOE), comme il a été observé dans le chapitre précédent. Cependant, la gestion locale ne manque pas d'être soumise à diverses tensions. Et cette tension peut avoir des conséquences sur le contact avec les usagers, notamment les migrants, qui ont recours aux services publics.

II. La gestion locale soumise à des tensions

La conception ainsi que la mise en pratique des politiques municipales vis-à-vis des migrants ne sont pas exemptes de tensions. Ces tensions affleurent lorsque se pose la question de définir quel service possède la compétence (et donc la légitimité) de la coordination des politiques spécifiques à l'échelle locale. Mais ils apparaissent également lorsque l'administration municipale entre en contact avec les associations, au cours des processus de prises de décision, et la population locale, au cours de la mise en place des mesures adoptées.

II.1. Coordination et visibilité des programmes spécifiques

L'implication des services municipaux dans les programmes spécifiques vis-à-vis des migrants, est soumise à des tensions : entre la spécificité et l'universalité des mesures mises en place, entre la coordination et la fragmentation des services concernés, entre la visibilité et l'invisibilité des migrations dans les discours projetés auprès de la population locale. Tandis que l'existence des CASI soulève le débat entre la spécificité et l'universalité des programmes régionaux auxquels les migrants ont accès, à Parla, et dans la ville voisine de Fuenlabrada, l'aide aux migrants est pensée majoritairement en termes d'universalité, au niveau des employés municipaux (*street level bureaucrats*)³⁵ comme au niveau des responsables des programmes. L'universalité des services est justifiée en fonction de l'organisation interne des services municipaux et de l'expérience des migrants. À Parla, la primauté des programmes

³⁵ Le concept a été proposé par Michael Lipsky, dans son ouvrage *Street-level Bureaucracy; Dilemmas of the Individual in Public Services*, publié en 1980.

universels va de pair avec l'inexistence d'une institution municipale spécifiquement chargée de la question migratoire. Au contraire, au sein du gouvernement régional, l'existence des CASI va de pair avec la création d'un service spécifique en 2005 (Chapitre III).

Là-bas [dans le CASI], l'attention aux immigrés est individualisée, ici nous n'avons pas ça, et il a été décidé que ce n'était pas opératif, voilà, comme biaiser l'attention exclusive aux immigrés, premièrement parce qu'il y avait aussi des professionnels qui se retrouvaient un peu en marge de ce qui ce passait, et au niveau de l'adéquation juridique, si tu n'as pas d'immigrés, tu ne te rends pas compte, tu ne te recycles pas, alors finalement il a été décidé que l'aide serait individualisée pour tous les citoyens, alors un immigré vient, il demande un rendez-vous, comme si un andalous vient, c'est-à-dire, c'est la même chose. (Entretien 5)^{xvii}. Nous, peut être du fait de la trajectoire de Parla et la façon dont nous avons donné forme aux services... il nous semble que l'étranger doit entrer en faisant partie de tous les programmes généraux, d'accord ? Autre chose c'est que dans certains domaines spécifiques, comme le juridique, la méconnaissance de la langue, fondamentalement, c'est-à-dire, dans ces deux domaines spécifiques qui sont ceux qui, ceux pour lesquels il nous semble qu'il fallait faire des actions spécifiques, mais, mais, mais nous comprenons que non, que le reste des difficultés peuvent être communes avec d'autres citoyens. Avoir un problème entre parents - enfants, avoir des difficultés économiques, le manque de travail, et autres, sont [des difficultés] communes. (Entretien 40)^{xviii}.

Alors qu'il n'existe pas de service municipal spécifique, la plupart des initiatives adoptées au sein de la municipalité de Parla pour aider les migrants, sont coordonnées depuis les services sociaux. *[Dans] de nombreuses municipalités les plans dépendent formellement du cabinet du maire, afin qu'il n'y ait pas de surreprésentation, qu'il ne soit pas assumé que les immigrés appartiennent aux services sociaux (...) Nous n'avons pas voulu faire un plan dans lequel nous disions, et bien, les services sociaux englobent tout ça pour les immigrés, mais nous avons voulu inclure toutes les actions qui se font depuis les différents services, car il nous semble que les étrangers n'appartiennent pas aux services sociaux, ils sont de toute la municipalité, ce sont des citoyens. (Entretien 40)^{xix}.* Dans la ville de Parla, les services sociaux gèrent la convention avec la Région de Madrid, le Plan municipal ainsi que l'orientation juridique à travers l'OMAI, tandis que d'autres programmes spécifiques sont mis en place par les services de santé, pour l'ensemble de la population, ou les services d'éducation, pour les jeunes. Les informations ne circulent pas toujours entre les différents services municipaux, ce qui engendre parfois la duplicité des initiatives mises en place,

notamment en matière de traduction ou de formation.

Alors que les services sociaux sont désignés comme responsables pour la coordination du Plan municipal, des messages contradictoires sont parfois transmis depuis d'autres instances de l'administration locale. Ainsi, le Plan, en tant que document de travail, transmet une certaine reconnaissance des migrations internationales et de la diversité dans la ville. Dans les faits, il existe parfois des tensions, des malentendus et des difficultés quant au dialogue entre l'administration locale et les migrants. C'est le cas, par exemple, entre le Cabinet du Maire et l'association liée à la mosquée de Parla. Ainsi, les musulmans pratiquants réclament et attendent une autorisation de la Mairie pour utiliser un nouveau bâtiment en tant que lieu de culte, afin d'accueillir un plus grand nombre de pratiquants. L'utilisation de ce nouveau bâtiment, situé dans une zone industrielle de la ville, fait l'objet de litiges avec la Mairie. Cependant, d'autres communautés religieuses ont installé leur lieu de culte dans des zones industrielles sans en être inquiétés. Il se peut aussi que la municipalité ne soit pas au courant des activités de ces dernières.

Par ailleurs, l'administration locale ouvre ses portes et ses bâtiments aux migrants roumains, lors de la Fête nationale de Roumanie, à laquelle participe un prêtre orthodoxe (Notes de terrain, 2012). De même, l'association rattachée à la mosquée de Parla réclame l'ouverture d'un lieu de dialogue et de rencontre avec la population locale : « *Je crois qu'il faut ouvrir un endroit, un espace pour nous, par exemple, si je parle de la communauté musulmane, par exemple, ouvrir quelque chose à nous, ce que nous voulons, ce que nous pensons, nos objectifs, pour ouvrir cet espace, [dire] exactement qui nous sommes, et ce que nous voulons et quels sont nos objectifs en tant que musulmans... de Parla.* » (Entretien 37 : Responsable de la mosquée de Parla, 2010)^{xx}. Cet espace est refusé à certains et accepté pour d'autres.

Tandis que l'aide aux migrants contribue à la légitimité du travail de certains services, l'externalisation du discours politique concernant les migrants, auprès de la population locale, est l'objet de débats au sein de l'administration locale. À Parla, l'adoption relativement tardive d'un plan en matière d'intégration citoyenne, entre en contradiction avec la proportion relativement élevée de population étrangère, alors que des instruments de gestion sont adoptés plusieurs années auparavant dans des villes voisines dont la proportion de population étrangère est bien moindre. Certes, des mesures spécifiques sont mises en place dès le début des années nonante, cependant, l'élaboration du Plan s'est prolongée au cours de plusieurs années, et il a finalement été assumé par les services sociaux, plutôt que par le cabinet du

maire. Deux explications alternatives sont apportées par les employés municipaux.

Pour certains, cette invisibilité relative rend compte d'une certaine volonté politique de normalisation de la position sociale attribuée aux migrants, en évitant qu'ils apparaissent comme une catégorie à part du langage politique, notamment dans les documents officiels publiés, l'organigramme municipal et les notes de presse³⁶. Pour d'autres employés municipaux, l'absence de visibilité est le reflet de certaines craintes, qui expliquent également l'absence de publication du nombre d'habitants en fonction de la nationalité (Entretien 44 : Responsable du service d'aide aux entreprises, Service pour l'emploi, Parla, décembre 2009). Ces craintes seraient aussi trahies par l'absence de publication du guide de travail sur l'interculturalité, élaboré au cours de la préparation du Plan municipal (Entretien 38). En maintenant les migrants dans une relative invisibilité, les responsables politiques éviteraient ainsi de contribuer à leur catégorisation en tant que *problème social* dans la ville. Ainsi, lors d'une réunion organisée par le service municipal de santé contre la consommation de drogue, les employés municipaux éviteront de mentionner que seuls ont été convoqués les responsables d'association regroupant des migrants, du fait que les consommateurs sont plus nombreux parmi les jeunes migrants que parmi les jeunes non migrants (Observation 21 : Parla, novembre 2009).

Ces craintes se trouvent renforcer en fonction des perceptions de certains non migrants, qui conçoivent leur relation avec les migrants en termes de conflits et de rivalités, notamment en ce qui concerne l'accès aux services publics et l'utilisation des espaces de la ville (Chapitre VI). Dès lors, l'invisibilité relative des migrants dans les discours politiques s'explique en partie par les enjeux électoraux et l'image de la ville de Parla. D'une part, les responsables politiques souhaiteraient éviter de perdre des votes en apparaissant comme ceux qui privilégient les migrants aux yeux de la population locale non issue des migrations internationales. D'autre part, au cours des années nonante et quatre-vingt, la ville de Parla a souffert de stigmates négatifs, en tant qu'espace exclu et défavorisé de l'agglomération madrilène, dans lequel se regroupent ceux qui n'ont pas les moyens de s'installer ailleurs (Entretien 41). De ce fait, en rendant visibles les migrants dans le discours des responsables

³⁶ Ainsi, sur un total de 230 notes de presse, recensés sur le site Internet de la Mairie de Parla entre octobre 2009 et octobre 2010, seuls trois font explicitement référence aux migrations, dont deux aux migrations internes provenant d'Estrémadure et une à l'adoption du Plan local. Les principales catégories de population mentionnées sont les jeunes (31 références), les femmes et les personnes âgées (10 chacune), ainsi que les personnes malades ou handicapées (8). La tendance est similaire entre octobre 2010 et octobre 2011. Sur un total de 236 notes de presses recensées, seules deux mentionneront le rôle des associations regroupant des migrants internes ou internationaux dans la ville.

politiques, un nouveau stigmat négatif est redouté, qui renverrait la ville dans un passé dont elle n'a eu cesse de se défaire au cours des années de croissance économique (Entretien 42 et 44).

II.2. Entre difficultés d'accès des migrants et réticences des non migrants

Indépendamment du degré de coopération avec le tissu associatif de la ville, les programmes spécifiques sont dirigés à l'ensemble de la population issue des migrations internationales, dans le cas de la médiation juridique et la traduction, et à l'ensemble de la population locale, dans le cas de la médiation interculturelle et la formation dans ce domaine. Les mesures indiquent la reconnaissance de certains besoins par la municipalité, tels que l'apprentissage de l'espagnol, la régularisation de la situation administrative, la médiation au cours des interactions entre migrants et non migrants (dont bénéficient aussi les interactions entre non migrants), et la sensibilisation de la population locale vis-à-vis de la réalité des migrants.

Les entretiens et les observations ont permis de constater une plus grande utilisation du service juridique que du service de médiation interculturelle par les migrants. À l'OMAI, la file d'attente est longue devant le bureau des employés municipaux. Les usagers sont souvent invités à revenir les jours suivants, ou bien à se rendre à l'AMAI, qui offre les mêmes services les samedis après-midi. Dans les deux espaces, l'orientation juridique est effectuée par la même personne, dont le travail termine souvent après les heures de fermeture de l'Office municipale et de l'Association des médiateurs. Quant au service de médiation interculturelle, il est proposé de façon continue par des volontaires de plusieurs associations, au cours des heures d'ouverture des centres de santé. Ils interviennent en cas d'incompréhensions, notamment linguistiques, ou de conflits qui sont amenés à surgir entre les usagers ou avec le personnel médical (Entretien 30 : Responsable de l'association Un Pont à Parla, également médiatrice interculturelle des services de santé, Parla, novembre 2009). Dans le cadre du service de médiation interculturelle, une *session d'accueil* s'organise le premier jeudi de chaque mois, afin de présenter le système de santé aux nouveaux habitants de la ville, souvent de nationalité ou d'origine étrangère. Ces nouveaux habitants sont contactés par téléphone en fonction de la date d'activation de leur carte de santé dans le registre des centres

municipaux³⁷.

L'organisation de ces sessions d'accueil est marquée par la difficulté qu'éprouvent les médiateurs afin de mobiliser et impliquer les usagers potentiels. La plupart du temps, ces sessions sont finalement organisées avec moins de cinq personnes, alors que des dizaines de coups de fil ont été effectués. Souvent, ceux qui ont confirmé leur venue au centre, ne se présentent pas le jour de la session. Parfois, des migrants proches des associations impliquées dans la médiation, ont accepté de participer à une session d'accueil, afin de répondre aux objectifs de travail, alors qu'ils ne font pas partie des nouveaux habitants inscrits sur le registre municipal des centres de santé. Les mesures politiques éprouvent parfois des difficultés pour répondre aux besoins réels de migrants. D'autres activités liées à la médiation interculturelle ont souffert du manque d'implication des usagers potentiels, telles que les cours de langue organisés par les services de santé et la *banque du temps* (Notes de terrain : Parla, automne 2012). La première activité est mise en place les samedis après-midi, en dehors des heures de travail de la plupart des gens, tandis que la seconde activité, qui vise à faciliter l'échange de services gratuits entre particuliers, s'organise en fonction de la disponibilité d'horaires des usagers impliqués et de la coordinatrice.

L'inadéquation des initiatives municipales aux besoins réels de la population migrante n'explique qu'en partie son manque d'implication dans les activités spécifiques que l'administration locale organise. Dès lors, d'autres facteurs liés à la réalité des migrants interviennent, parmi lesquels : une mobilité résidentielle élevée ; une certaine instabilité professionnelle qui les oblige à s'adapter aux horaires de travail ; une moindre habitude à utiliser les services offerts par la municipalité, du fait que ces services ne sont pas disponibles dans leur pays d'origine ; une plus grande crainte vis-à-vis des pouvoirs publics, en partie du fait que la corruption peut être plus étendue dans leur pays d'origine, mais aussi du fait que certains se trouvent en situation irrégulière. « *Car au Maroc, tous dans l'administration ressemblent à des policiers. Alors l'administration te fait peur, ou je ne sais pas, c'est notre administration mais la vision n'est pas la même, c'est une autre image.* » (Entretien 31a)^{xxi}. La moindre utilisation des services municipaux va souvent de pair avec une plus grande utilisation des réseaux informels d'entraide, reposant sur des membres de la famille, des amis ou des migrants de la même nationalité.

³⁷ Ce service sera par la suite supprimé, en raison des restrictions budgétaires adoptées en temps de crise économique (Chapitre VII).

Les difficultés d'accès des migrants aux services sociaux et aux services pour l'emploi, ont été documentées dans une autre ville de taille moyenne de l'agglomération madrilène. Dans le cas de San Fernando de Henares, dont la majorité de la population étrangère est de nationalité roumaine, les migrants, les employés municipaux et les responsables politiques interrogés ont expliqué ces difficultés par le manque de connaissance de la langue du pays d'accueil, la méfiance vis-à-vis des pouvoirs publics, l'irrégularité, la méconnaissance du fonctionnement de la société espagnole, le machisme et la crainte pour certaines femmes d'être soumises par la suite à de mauvais traitements, en cas de violences familiales préalables (Domínguez et Brey 2010).

II.3. Entre collaboration avec les associations et prise de décisions indépendantes

Pour la médiation interculturelle et de l'orientation juridique, les programmes sont réalisés par certains services municipaux, conjointement avec des associations locales créées par des migrants. Dans ce cadre, la municipalité oscille entre la coopération avec les associations et la prise de décisions indépendantes.

Durant les années nonante, le premier appel d'offres convoqué par la municipalité pour financer des activités vis-à-vis des migrants, est ouvert aux associations. Les huit projets qui recevront alors des financements publics, sont menés par des organisations de la société civile. À la fin des années deux-mil, les deux programmes spécifiques, médiation interculturelle et orientation juridique, sont effectués en collaboration avec des associations locales créées par des migrants. Au sein de l'Office Municipale d'Aide aux Immigrés (OMAI), le médiateur socio-juridique est l'un des responsables de l'Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle (AMAI). Par ailleurs, il est affilié à la section locale du parti socialiste. Quant à eux, les médiateurs sociaux intervenant dans le domaine de la santé font partie de plusieurs organisations, telles que : l'association de quartier *La Granja* ; *Un Puente en Parla*, créée par des migrants latino-américains ; *Eclair 2000*, constituée par des migrants de la République Démocratique du Congo ; l'antenne locale de la *Croix Rouge* ; ou encore *Espacio de la Solidaridad*, constituée par des migrants du Rif marocain.

Mis à part leur participation dans des associations locales, le principal trait commun entre les médiateurs interculturels reste la formation continue en *Médiation sociale interculturelle*,

qu'ils ont reçue au sein du programme *Migration et Multiculturalité*, dirigé par le professeur d'anthropologie sociale Carlos Giménez Romero, à l'Université Autonome de Madrid (UAM). Le Professeur Carlos Giménez a contribué à l'élaboration et à la diffusion du concept d'interculturalité dans le contexte espagnol, tout en rejetant l'utilisation d'autres principes, tels que l'intégration, l'assimilation ou le multiculturalisme, en vigueur dans d'autres contextes de réception³⁸. Par ailleurs, des médiateurs de Parla ayant suivi la formation continue en *Médiation sociale interculturelle*, participent à l'Association des Professionnels de l'Interculturalité en Réseau (APIR). Certains d'entre eux ont contribué à sa création, par le groupe d'élèves de la cinquième promotion du Master en Migration, Asile et Relations Intercommunautaires de l'UAM, en 2004. Le service de médiation interculturelle des services de santé de la Mairie de Parla, tire profit de la participation de certains médiateurs dans cette association. L'intervention des membres d'APIR est parfois sollicitée, notamment lors des cours de formation ouverts à l'ensemble de la population locale, mais organisés principalement pour les responsables des associations de Parla, afin de les sensibiliser à l'interculturalité et autres concepts liés à la réalité des migrations.

Lorsqu'il s'agit de déléguer certaines tâches et de capter des financements, la mairie de Parla se montre plus ouverte à la collaboration avec des associations, qu'au moment du processus d'élaboration des politiques locales, notamment pour la formulation et l'adoption du *Plan municipal* 2009-2011. Dans ce cas, la municipalité a privilégié la formation interne, avec l'aide d'une coopérative de travail externe (CATEP), avant de mobiliser le tissu associatif de la ville, une fois le texte rédigé. Par ailleurs, le groupe de travail sur le vivre-ensemble interculturel, créé en 1994, est constitué uniquement par des employés municipaux. *Nous avons toujours demandé à ce qu'il y ait un plan de l'immigration à Parla. Un groupe de travail de l'interculturalité a été créé il y a des années, et il était alors constitué par les politiques de service, les conseillers [municipaux] et les directeurs, qui formaient le personnel technique, c'est-à-dire le niveau politique et le niveau technique [étaient inclus]. Quelques initiatives se sont mises en place, mais le tissu associatif n'a pas participé, les agents sociaux, comme les syndicats, la communauté patronale, n'ont pas participé.* (Entretien 25 : Responsable de l'Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle (AMAI),

³⁸ Selon Giménez (2003), l'interculturalisme et le multiculturalisme sont deux modalités du pluralisme culturel, qui se situent sur le plan normatif. Tandis que le multiculturalisme implique la reconnaissance de la différence, l'interculturalisme devrait permettre le vivre ensemble dans la diversité. En ce sens, le second terme aurait des connotations plus positives que le premier.

également médiateur socio-juridique à l'Office Municipale pour l'Aide aux Immigrés (OMAI)^{xxii}. Enfin, le Plan municipal prévoit la création de deux forums séparés, l'un pour les employés municipaux, l'autre pour les associations locales (Chapitre III).

Ce n'est qu'au moins dix ans après les premiers pas de l'administration locale, au cours du processus d'élaboration du guide de travail sur l'interculturalité, que les associations locales sont contactées, pour participer à certains groupes de réflexion. Lors de l'élaboration du Plan municipal, les associations seront convoquées à la fin du processus, une fois que le document a été majoritairement discuté et approuvé en interne par l'administration locale. Les organisations de la société civile se verront ensuite offrir la possibilité de participer au groupe de travail citoyen, créé dans le cadre du Plan municipal, en parallèle au groupe de travail technique et au projet d'observatoire, constitués tous deux par des employés municipaux (Chapitre III). Dans ce cas, la coopération horizontale entre l'administration locale et les organisations de la société civile n'est pas mise en place dans des instances communes. La reconnaissance de la diversité est mise à mal lorsqu'il s'agit de la mise en place d'espaces de participation démocratique. Par ailleurs, les initiatives concernant le Plan municipal, dépendent des services sociaux, eux-mêmes insérés dans le domaine des politiques en matière de *bien-être social*, de même que les services de santé et d'aide aux personnes en situation de dépendance, par leur âge ou leur situation médicale. De ce fait, seules les organisations sociales inscrites dans la commission citoyenne pour le *bien-être social* sont officiellement averties par la mairie de la possibilité de participer au groupe de travail citoyen sur l'interculturalité. De ce fait, l'ensemble du processus de collaboration reflète un certain manque de transparence et un déficit de communication.

L'élaboration des politiques locales et les échanges d'informations ne sont pas les seuls domaines dans lesquels la coopération reste limitée entre les services municipaux et les associations. Ainsi, de nombreuses activités mises en place par les associations, se déroulent en marge de l'administration locale et indépendamment des financements de la Mairie. Certaines associations dont le champ d'action est national, telles que la Croix Rouge, Caritas, l'Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI), et les principaux syndicats, tels que l'Union Générale des Travailleurs (UGT) ou Commissions Ouvrières (CC.OO.), possèdent des antennes locales à Parla, qui leur permettent de répondre directement aux besoins de la population dans son ensemble. Leurs interventions dans la ville n'impliquent pas nécessairement que ces organisations collaborent avec l'administration locale. Parfois, les tentatives de coordination des interventions dans un certain domaine depuis la Mairie – par

exemple, pour mettre en réseau les responsables des cours d'espagnol, entraînent les réticences de certaines associations, principalement constituées par des volontaires. Ceux-ci ont parfois le sentiment de se voir imposer un rythme de travail et des horaires de réunions, qui ne correspondent pas à leur disponibilité, alors même que l'organisation sociale dans laquelle ils sont engagés ne reçoit pas toujours le soutien de la Mairie.

III. Le rôle des associations locales

Le tissu associatif local constitue un réseau de solidarités disponibles pour orienter les migrants qui s'installent à Parla au cours de leurs carrières migratoires. Les lieux de culte, les associations et les syndicats constituent autant de réseaux formels offrant des ressources aux migrants, de type avant tout informationnel et psychologique, plutôt qu'économique. Enfin, les caractéristiques des leaders se profilent comme un autre critère de classification des organisations sociales (Martiniello 1992), compte-tenu des étapes du cycle migratoire en Espagne (Dassetto 1990 ; Cachón 2002).

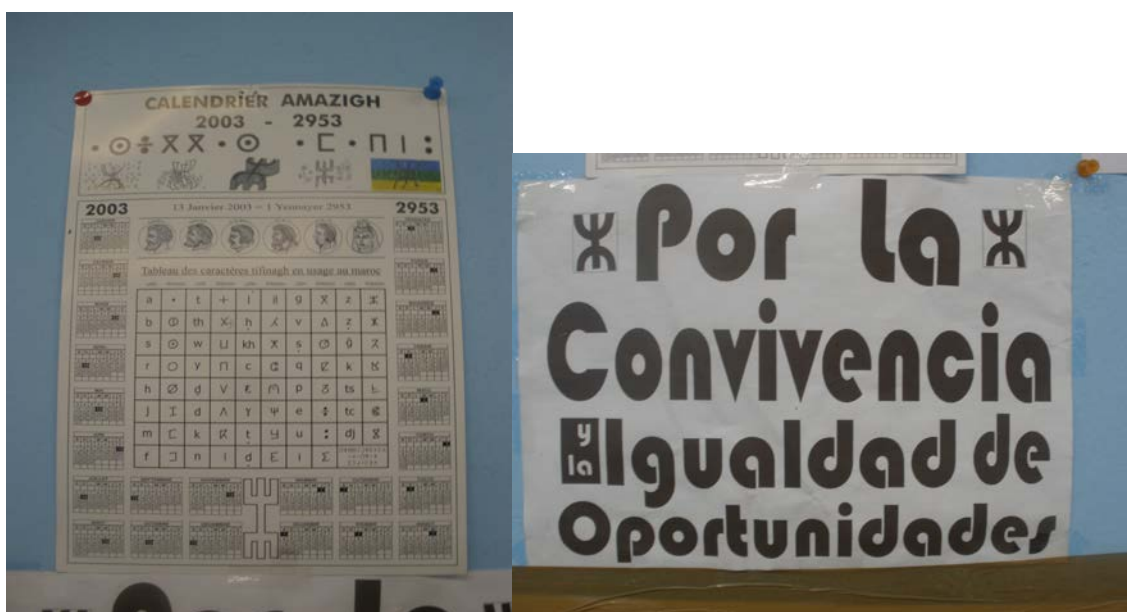
III.1. Critères d'organisation et champs d'action

Parmi les associations de la ville de Parla, celles qui œuvrent pour les migrants se distinguent selon un premier critère d'organisation. La majorité est constituée par des associations de migrants, définies la plupart du temps suivant des critères ethniques. Des lieux de culte, de religion évangéliste ou musulmane, sont également apparus dans le cadre des migrations internationales. Par ailleurs, les migrants sont accompagnés par certaines paroisses catholiques, installées dans la société d'accueil avant leur arrivée. Celles qui sont liées au syndicalisme chrétien œuvrent selon une logique de solidarité vis-à-vis des migrants, considérés comme des pairs, tandis que d'autres justifient leurs activités par un souci d'apprentissage aux normes de la société d'accueil, suivant une logique de socialisation, voire de rééducation des migrants, placés dans un rôle d'élèves. Enfin, les migrants peuvent trouver de l'aide auprès des antennes locales de syndicats majoritaires, tels que l'Union Générale des Travailleurs (UGT) et Commissions Ouvrières (CC.OO.), ou d'autres associations tournées

soit vers l'ensemble de la population, soit vers un groupe plus limité, défini selon des critères socioéconomiques (associations caritatives), démographiques (associations de jeunes ou de femmes), territoriaux (associations de quartier) ou sectoriels (associations contre l'absentéisme scolaire ou l'alcoolisme).

L'ensemble des associations qui œuvrent pour les migrants, de façon plus ou moins directe, développent trois types d'activités. Les premières visent au maintien des traditions, à travers les revendications culturelles et les pratiques religieuses. La dimension culturelle est particulièrement mise en avant par une association de migrants du Rif marocain, revendiquant leurs spécificités face à l'arabité. Quant aux pratiques religieuses, elles sont reproduites au sein des différents lieux de culte établis dans la ville. Le second type d'activités s'inscrit dans une perspective structurelle, à travers l'apprentissage de la langue, l'orientation juridique (situation administrative) et professionnelle (formation et droit du travail), l'accès au logement ainsi qu'au système de santé. Ainsi, la paroisse Notre Dame de la Paix met en place des cours d'espagnol et cède ses locaux pour l'organisation de cours d'arabe, tandis que l'antenne locale du syndicat Commissions Ouvrières organise périodiquement des réunions pour informer les migrants des critères d'accès aux permis de résidence et de travail.

Photographie 8 Documents affichés dans le local de l'association « Espace de la solidarité », renvoyant à des sentiments d'appartenance aux sociétés d'origine et d'accueil (2009).



A gauche : Calendrier Amazigh. A droite : Affiche utilisée lors d'une des manifestations à laquelle l'association participe, sous le slogan : « Pour le vivre-ensemble et l'égalité des opportunités ». Local de l'association Espace de la Solidarité, Novembre 2009.

Les associations dont les activités ne sont pas spécifiquement tournées vers les migrants ont parfois été surprises par les demandes et les besoins exprimés par ces derniers, et leurs responsables reconnaissent ne pas toujours disposer des outils de formation nécessaires. Ainsi, l'un des membres actifs d'une association contre l'absentéisme scolaire se demande comment réagir lorsqu'une jeune fille portant le voile ne désire pas embrasser sur la joue un des moniteurs responsables de l'encadrement des jeunes en difficulté scolaire, alors même que cette façon de saluer est une pratique courante en Espagne. Pour le responsable de l'association contre l'alcoolisme, la question se pose de savoir comment répondre aux souffrances liées à la migration, des hommes d'Europe de l'est qui viennent le trouver. Dans un cas comme dans l'autre, les réactions se construisent a posteriori, au fur et à mesure que les situations se produisent.

La plupart des associations mettent simultanément en place plusieurs types d'activités, répondant à différentes logiques d'intervention. En parallèle à ses activités au sein de l'Office Municipale d'Aide aux Immigrés (OMAI), le responsable de l'Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle (AMAI) s'occupe de l'orientation juridique des migrants, mais il gère également un projet pour le changement d'attitude des jeunes vis-à-vis de l'altérité, en collaboration avec les centres éducatifs de la ville. Le troisième et dernier type d'activités des associations locales s'inscrit précisément dans une perspective relationnelle. Dans ce cas, les interactions sociales sont favorisées par l'organisation d'activités conjointes, par exemple dans le domaine du sport et du folklore, à travers la danse, la musique ou la gastronomie.

Ainsi, la participation sociale d'un père de famille en tant que président d'une association de migrants de Guinée Bissau, a favorisé que deux de ses fils prennent part, avec d'autres jeunes, à un tournoi de football en salle, organisé par les services de santé. Lors du concours organisé par le Point d'Information aux Volontaires (PIV) de la Mairie de Parla, afin de choisir un hymne pour la ville, deux des trois associations ayant présenté leur travail regroupent des migrants de Guinée Équatoriale et d'Angola (Entretien 20). En plus de l'organisation d'événements, le PIV se charge de mettre en contact les bénévoles et les associations qui recherchent des volontaires, et il contribue à la création de nouvelles associations, en informant les personnes intéressées (Entretien 46). Au sein du tissu associatif local œuvrant pour les migrants, le PIV est un autre acteur dont il faut tenir compte.

Certaines activités sont organisées de façon autonome de l'administration municipale, ou

indépendamment de celle-ci, comme c'est le cas du groupe de femmes se réunissant périodiquement dans la paroisse Notre Dame de la Paix. En plus de l'ouverture d'espaces de dialogue entre particuliers, la logique d'intervention relationnelle inclut les activités visant à promouvoir la participation sociale et politique des migrants. L'association AESCO, dont l'un des membres occupe un mandat politique, étant la seule à s'occuper de ces questions, les représentants de certaines associations locales la soupçonnent de chercher à promouvoir sa représentation politique auprès de la municipalité de Parla (Notes de terrain, octobre 2009). En novembre 2009, l'antenne locale d'AESCO organise deux activités, qui auront lieu à la Maison de la Culture de Parla. Le premier atelier vise à la mobilisation de migrants, que l'association réunit autour de la question des prêts immobiliers. Les participants sont alors convoqués à une seconde session de travail qui aura lieu une semaine plus tard, et à laquelle participent des représentants associatifs et politiques de la Région de Madrid, autour de la question de l'immigration comme mouvement social. Un an plus tard, l'antenne centrale d'AESCO participera logiquement à la campagne d'inscription des résidents étrangers sur les listes du recensement électoral, afin qu'ils puissent exprimer leur vote lors des élections municipales ayant eu lieu en mai 2011.

Photographie 9 Espaces de participation sociale dans la ville de Parla (2009-2010)



A gauche : Tournoi de football pour les jeunes, organisés par la Mairie de Parla, janvier 2010. A droite : « L'immigration en tant que mouvement social », journée de travail organisée par l'association AESCO, dans les bâtiments de la Mairie de Parla, novembre 2009.

En ouvrant les portes d'un des édifices principaux dont elle dispose en plein cœur de la ville pour que l'association y organise ses activités, la municipalité fait preuve d'une certaine

reconnaissance vis-à-vis d'AESCO. Ce qui n'est pas le cas vis-à-vis de toutes les associations locales, comme il a été signalé auparavant en ce qui concerne les liens avec l'association culturelle rattachée à la mosquée. Dans la ville de Parla, AESCO possède un statut à part, puisqu'elle est la seule association de migrants qui agit à travers son antenne locale, en collaboration avec son antenne centrale qui se trouve à Madrid. En ce sens, elle bénéficie d'un statut similaire aux principales organisations sociales de la société d'accueil, telles que Caritas, la Croix Rouge et les syndicats majoritaires. Au contraire, la localisation de la plupart des associations de migrants s'explique en fonction du lieu de résidence de leurs dirigeants, à Parla. Au-delà du simple critère géographique, la trajectoire des leaders explique les relations entre les associations de migrants et la municipalité, dès lors que cette trajectoire garde un lien avec les cycles de l'histoire migratoire espagnole³⁹.

III.2. Trajectoires des leaders et cycle migratoire

Les liens avec la municipalité permettent de différencier un premier groupe d'associations, dont font partie AESCO, l'Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle, et les deux associations « Un Pont à Parla » et « Espace de Solidarité ». D'une part, ces organisations disposent d'un accès privilégié aux bâtiments que possède la Mairie, soit par l'ouverture de salles dans la Maison de la Culture, soit par la disposition d'un local indépendant. D'autre part, elles collaborent avec certains services municipaux de façon régulière, à travers leur intervention directe dans leur programme d'activités. Cette première catégorie regroupe en fait des associations dont les leaders sont issus des premiers cycles de l'histoire migratoire espagnole.

Ainsi, le responsable de l'antenne locale d'AESCO est fils de migrants espagnols, né en Belgique, alors pays d'accueil de ses parents. Au début des années nonante, âgé d'une vingtaine d'années, il décide de retourner en Espagne. Suite à son mariage avec une jeune femme colombienne, qu'il rencontre au début des années deux-mil, il décide de consolider son installation en Espagne. Ces deux versants de son histoire personnelle contribuent

³⁹ Une version préliminaire des paragraphes qui suivent a été présentée sous le titre "The role of migrant networks in Spain : From vulnerability to the recognition of diversity ?", lors de la rencontre "New Migrations, New Challenges", *Trinity Immigration Initiative Conference*, à Dublin, en juillet 2010.

certainement à son implication au sein de l'antenne locale d'AESCO, qui est à l'origine une association regroupant des migrants du même pays d'origine que sa femme. Quant aux fondateurs de l'association « Un pont à Parla », ils sont réfugiés politiques en provenance de Colombie. Ces deux premiers profils correspondent au premier cycle de l'histoire migratoire espagnole, au cours duquel prédomine l'émigration, tandis que les migrations internationales proviennent d'Amérique latine, pour des raisons politiques, et d'Europe du nord, pour des raisons touristiques. La trajectoire des fondateurs d'AMAI et de l'association « Espace de Solidarité » correspond à la deuxième étape du cycle migratoire espagnol. Les uns comme les autres sont venus pour des raisons qui entremêlent des arguments économiques et politiques, mais surtout ils ont été encouragés ou aidés dans leur démarche par un proche. En plus des facteurs d'attraction (Chapitre V), les réseaux interviennent en effet pour expliquer les migrations en provenance d'Amérique latine et du Maroc, au cours des années nonante.

Tableau 8 Caractérisation des associations de migrants (Parla)

	Caractérisation	Critère de référence	Local public	Collaboration régulière
Association de migrants	Migrations latino-américaines (AESCO)	Continent	Maison de la Culture	
	Migrations internationales (mixte)	Origine étrangère	Local public	OMAI
	Migrations internationales (mixte)	Origine étrangère	Non	Médiation
	Migration du Rif marocain	Culture	Local public	Médiation
	Migration congolaise (RDC)	Nation	Non	Médiation
	Migration équato-guinéenne	Nation	Non	
	Migration malienne	Nation	Non	
	Migration sénégalaise (2)	Nation	Non	
	Migration bissau-guinéenne	Nation	Non	
	Migration équatorienne	Nation	Non	
Culte religieux	Culte évangéliste (Pasteur angolais)	Religion	Lieu de culte non reconnu	
	Culte évangéliste (2 pasteurs péruviens)	Religion	Lieu de culte non reconnu	
	Culte musulman (Imam marocain)	Religion	Lieu de culte non reconnu	

Source : Notes de terrain (Octobre 2009-Juin 2010). Légende : Les associations de migrants ont été répertoriées en fonction de leur appellation et de leurs membres, mais également de la disposition ou non d'un local public et de leur collaboration dans des activités régulières organisées par la municipalité. N'apparaissent ici que les associations ayant participé au moins à l'une des activités conjointes organisées par les associations ou la municipalité (Tableau 9).

La relative constance des liens entre ces associations et la municipalité peut s'expliquer du fait que leurs leaders résident à Parla depuis un plus grand nombre d'années, mais aussi car ils sont arrivés à un moment où le nombre de migrants était notablement moindre. Afin de créer leur association, certains ont demandé à des espagnols de collaborer. *« Nous avions une idée préconçue, et c'était que, si nous formions l'association, et nous mettions dans le comité de direction, des immigrés, et bien alors nous n'aurions pas l'accord [de la municipalité], et alors pour ça nous avons demandé à des hommes et des femmes espagnols qu'il y avait là, qu'ils participent avec nous dans le comité de direction, pour que, pour que nous obtenions une réponse favorable plus facilement. »* (Entretien 30: Responsable de l'Association Un Pont à Parla 2009)^{xxiii}.

En comparaison, les leaders de la troisième étape du cycle migratoire sont arrivés pour la plupart au début des années deux-mil ou après. Au-delà du simple critère temporel, d'autres caractéristiques permettent de distinguer les uns des autres. De façon générale, les leaders des premières étapes bénéficient d'une expérience de participation sociale dans leur pays d'origine. C'est cette expérience qui détermine en premier lieu leur implication dans la société d'accueil, et non leur statut privilégié au sein du groupe de migrants en Espagne. Par ailleurs, la continuité de leur mobilisation sociale s'accompagne d'un degré plus élevé de formation politique. En ce sens, leur discours est marqué par la lutte des classes et l'internationalisme ouvrier, que ce soit dans le cas des leaders originaires d'Amérique latine ou du Rif marocain. Cette vision universaliste se reflète dans l'absence de référence nationale ou religieuse dans le nom des quatre associations des premiers temps.

Parmi les leaders des associations créées plus récemment, les raisons de la migration sont majoritairement économiques, et le degré de formation est moindre en termes de participation sociale et politique. L'implication dans la société d'accueil est donc plus souvent envisagée comme un tremplin leur permettant d'avoir accès à certaines ressources, principalement économiques. Dès lors, nombreuses sont les revendications qu'ils expriment pour l'obtention d'un local ou d'un financement public, sans toujours comprendre quelles sont les modalités d'accès à ce type de ressources ou qui sont les interlocuteurs responsables (Entretiens 20 et 34). Tandis que les intérêts privés sont plus fréquemment mis en avant, les liens transnationaux sont plus denses et ceci pour plusieurs raisons (Entretien 35a). D'une part, les nouveaux leaders le deviennent parfois pour des raisons religieuses, en tant que responsables d'un lieu de culte évangéliste ou musulman, dont ils sont parfois déjà responsables dans le pays d'origine. S'ils ne sont pas définis suivant des critères religieux, les groupes qu'ils

représentent le sont suivant des critères nationaux. En reprenant le nom du pays d'origine des migrants qu'elles représentent, l'appellation de ces nouvelles associations apparaît comme un autre critère de distinction, en comparaison avec les associations apparues au cours des premières étapes du cycle migratoire (Tableau 8). L'association qui regroupe des enfants de migrants équato-guinéens constitue un cas à part, du fait que ses membres sont nés en Espagne.

Pour les migrants originaires de Roumanie et du Maroc, d'autres facteurs entrent en compte pour comprendre leurs liens avec la municipalité à travers des organisations sociales. Quant à l'association rattachée à la mosquée, ces liens sont marqués par des attitudes relativement méfiantes qui apparaissent parfois au sein de la société d'accueil vis-à-vis de l'Islam, comme il a été mentionné auparavant. Quant aux migrants roumains, l'absence d'association spécifique est palliée par l'existence de deux interlocuteurs privilégiés, de nationalité polonaise. Il s'agit d'un curé orthodoxe, qui officie la messe une fois par semaine dans la Vieille Église de Parla, et d'une médiatrice interculturelle, qui opère au sein des services de santé de la municipalité de Parla. Cette dernière, qui réside en dehors de la ville, n'est membre d'aucune association locale, mais elle a rencontré la coordinatrice des services de santé à travers le programme de troisième cycle de l'Université Autonome de Madrid, et c'est ainsi qu'elle a commencé à travailler dans le cadre du programme de médiation interculturelle de Parla.

Malgré leur formation et leur ancrage dans la société locale, allant parfois de pair avec leur engagement dans le parti politique majoritaire au sein du gouvernement local, les leaders des premiers temps ne sont pas nécessairement protégés des effets de la crise économique (Chapitre VII). Ainsi, certains sont affectés par le chômage, indépendamment du fait que la source qui les employait soit publique ou privée. D'autres décident de rentrer dans leur pays d'origine, alors même qu'ils ont décidé de le quitter une dizaine d'années auparavant car ils y étaient menacés de mort. La précarité des conditions de vie des leaders a des conséquences sur la consolidation du tissu associatif migrant. De même qu'elles conditionnent leur possibilité de participation politique, la mobilité résidentielle et la recherche prioritaire d'un emploi influencent la participation sociale des migrants, et ces circonstances menacent l'existence des associations locales censées les représenter (Entretien 13).

III.3. Travail commun et représentation des associations

Durant les premiers temps de la crise économique, les associations locales ont décidé d'agir conjointement et des réunions sont organisées de façon régulière à Parla (Notes de terrain, septembre 2009-juin 2010). L'objectif premier est la prise de conscience « *de la diversité, de l'exclusion et de l'immigration* » dans la ville (Observation 12). L'expérience de chaque association doit permettre d'effectuer un diagnostic sur les thèmes du logement, l'éducation, la jeunesse, la santé, la législation concernant l'entrée et le séjour des étrangers en Espagne, l'orientation professionnelle et la précarité. Par ailleurs, ceux qui participent aux réunions conjointes peuvent connaître différentes activités de la vie associative locale, mises en place par d'autres organisations sociales. Les échanges entre les entités locales doivent s'en trouver renforcés.

Outre le diagnostic de la réalité sociale et les échanges entre les associations, ces réunions visent à prévenir les conflits et les attitudes négatives vis-à-vis des migrants, dans un contexte marqué par la crise économique et l'augmentation du chômage (Observation 12). Cependant, la coordination des associations n'est pas simple. Les difficultés pour la mobilisation et la définition de critères communs apparaissent comme autant d'obstacles pour la formulation de propositions communes auprès de l'administration locale. L'absence de certains représentants remet en question la légitimité du discours qui émane de ces réunions. « Les africains », « les musulmans » et les associations de quartier sont les acteurs dont l'absence est la plus fréquemment regrettée par les participants. La question de la représentation ne se pose pas seulement du point de vue des associations locales, mais aussi au regard de deux interlocuteurs privilégiés : la société locale, membres ou non des associations, et le gouvernement municipal.

Tableau 9 Participation des associations locales aux activités conjointes (Parla)

	Caractérisation	Réunions des associations	Réunion contre la drogue	Groupe de travail avec la municipalité
Organisations sociales des migrants	Association de migrants latino-américains (antenne locale) (AESCO)	Oui (+)	-	Oui
	Association de migrants (mixte)	Oui (+)	Oui	Oui
	Association de migrants (mixte)	Oui (+)	Oui	Oui
	Association de migrants du Rif marocain	-	-	-
	Association de migrants congolais (RDC)	-	Oui	-
	Association de migrants équato-guinéens	-	-	Oui
	Association de migrants maliens	Oui (-)	-	-
	Association de migrants sénégalais (2)	-	Oui	-
	Association de migrants bissau-guinéens	-	Oui	-
	Association de migrants équatoriens	Oui (-)	Oui	-
	Culte évangéliste (Pasteur angolais)	-	Oui	-
	Culte évangéliste (2 pasteurs péruviens)	Oui (-)	Oui	-
	Culte musulman (Imam marocain)	Oui (-)	Oui	-
Organisations sociales de la société d'accueil	Culte catholique (solidarité)	Oui (+)	-	-
	Culte catholique (socialisation)	-	-	-
	Groupe de femmes	-	-	-
	Association de quartier	-	-	Oui
	Association contre l'alcoolisme	-	-	Oui
	Association contre l'exclusion	Oui (-)	-	-
	Association contre l'absentéisme scolaire	Oui (+)	-	-
	Syndicat majoritaire (antenne locale)	Oui (+)	-	Oui
	Syndicat majoritaire (antenne locale)	Oui (+)	-	Oui
Projet	Association de consommateurs	Oui (-)	-	-

Source : Notes de terrain (octobre 2009-juin 2010). Légende : Les activités conjointes retenues pour l'analyse incluent six réunions internes organisées dans le local d'un des syndicats majoritaires ; une réunion avec le service municipal de prévention contre la drogue ; et trois réunions du groupe de travail interculturel organisé par la municipalité. En référence aux réunions internes, le signe positif indique une participation à trois réunions ou plus, tandis que le signe négatif indique une participation à une ou deux réunions. Ce critère indique la régularité de la présence de chaque association impliquée.

La question du leadership des associations locales peut être appréhendée selon différents critères, qui mènent à des conclusions similaires. Deux entités se distinguent des autres. Il s'agit du syndicat CC.OO., étant donnée la célébration des réunions dans son local, et de l'Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle (AMAI), compte-tenu de la capacité de rassemblement de son responsable, à travers son réseau de connaissances. La

régularité de la présence aux réunions apparaît comme un second critère (Tableau 9). De ce point de vue, ceux qui participent le plus fréquemment aux réunions conjointes des associations représentent les syndicats majoritaires, les associations de migrants des premiers temps, et la paroisse Notre Dame de la Paix, dont l'expérience en matière de participation sociale remonte à l'époque des migrations internes (Chapitres II et VI). De nouveau, les étapes du cycle migratoire semblent déterminer la participation sociale des acteurs locaux. Lors d'activités conjointes avec la municipalité, la présence des représentants des syndicats majoritaires et des associations de migrants des premiers temps renforce leur capacité de mobilisation et de représentation sur la scène locale. Bien que leur centralité soit reconnue par d'autres représentants associatifs (Observation 16), cette observation mérite d'être nuancée par différents facteurs.

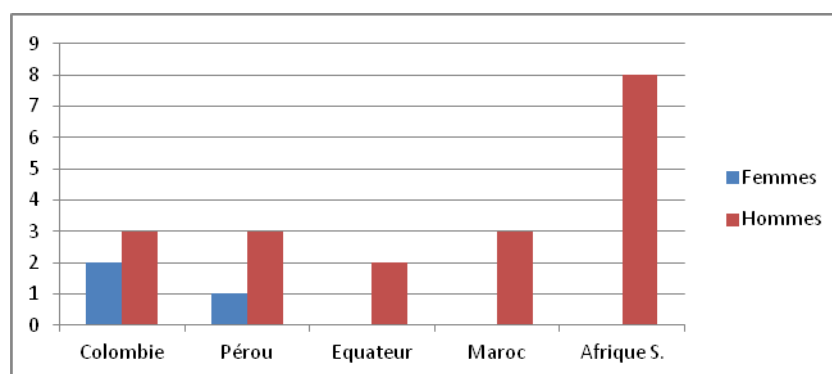
D'une part, les voies de communication utilisées par la municipalité favorisent la participation de certains représentants, au détriment d'autres associations. En effet, au groupe de travail interculturel, seules sont convoquées les associations qui participent déjà à la commission municipale en matière de bien-être social, tandis qu'à la réunion avec le service de prévention contre la drogue, seules sont convoquées les associations de migrants. A cette dernière activité, les représentants se mobilisent non seulement en tant que leaders associatifs, mais aussi en tant que figures parentales, préoccupées par la situation des jeunes et des enfants de leur groupe. Par ailleurs, la participation des représentants associatifs est entravée par des facteurs de fragilité, liés à la crise économique. Le chômage et la mobilité résidentielle ont empêché la consolidation d'une association de migrants équatoriens, tandis que ses responsabilités professionnelles et familiales empêchent le responsable d'une association de migrants maliens de disposer du temps nécessaire pour assister aux réunions. Le projet de création d'une association de consommateurs par des migrants colombiens a été entravé par le retour de ses promoteurs dans leur pays d'origine. Cette entité aurait été la seule de la ville créée par des migrants à des fins non spécifiquement liées à leur situation en Espagne ou leurs interactions avec la société d'accueil. Enfin, d'autres facteurs sont liés à l'organisation interne des associations locales. Ainsi, l'association rattachée à la mosquée est affectée par des changements de leader, tandis qu'elle partage avec les autres lieux de culte une préoccupation d'ordre avant tout religieux, qui les tient relativement éloignées des espaces publics de discussion (Entretien 39).

Tableau 10 Genre et histoire migratoire des membres des associations locales ayant participé aux activités conjointes (Parla)

	Non migrants	Migrants	Total
Femmes	7	3	10
Hommes	6	19	25
Total	13	22	35

Source : Notes de terrain (octobre 2009-juin 2010).

Graphique 3 Genre et origine nationale des migrants ayant participé aux activités conjointes (Parla)



Source: Notes de terrain (octobre 2009-juin 2010).

Enfin, les caractéristiques de ceux qui participent aux activités conjointes constituent un dernier indicateur de la vie associative locale (Tableau 10 ; Graphique 3). Ainsi, la présence de migrants (22 personnes) prédomine sur celle de non migrants (13 personnes). Tandis que l'équilibre est presque parfait entre les femmes et les hommes non migrants (respectivement, sept et six personnes), parmi les migrants, la participation des femmes est résiduelle, en comparaison avec celle des hommes (respectivement trois et dix-neuf personnes). Parmi les migrants, les ressortissants d'Afrique subsaharienne sont majoritaires, suivis des ressortissants de la Communauté Andine et du Maroc. Quant aux femmes migrantes qui participent aux activités conjointes, elles représentent deux associations des premiers temps, dont les membres sont majoritairement originaires du Pérou et de Colombie.

Une fois de plus, le cycle migratoire apparaît donc comme un facteur qui marque la vie associative locale. Il s'agit peut être simplement d'une question de temps. Aujourd'hui, la situation des migrants qui sont arrivés plus récemment sera peut-être, à moyen ou long terme, la situation des migrants arrivés au cours des premières étapes du cycle migratoire. Bien sûr,

aucune prédiction ne peut être effectuée, mais cet aspect temporel se doit d'être considéré.

Conclusions

En accord avec les étapes du cycle migratoire espagnol (Dassetto 1990 ; Cachón 2002), les premières mesures concernant les migrants dans la ville de Parla, sont mises en place dans les années nonante. Ces premiers pas sont effectués en partenariat avec des acteurs externes, parmi lesquels une fondation étrangère, une coopérative locale et des chercheurs issus de plusieurs universités madrilènes. Par la suite, l'intérêt de la municipalité et l'augmentation du nombre de migrants expliquent la continuité des mesures. Dès lors, la consolidation de certains programmes spécifiques dépend de la formulation de l'intégration qui prédomine au sein du service municipal auquel ils sont rattachés, du temps de séjour des migrants et des besoins qu'ils expriment, notamment de ceux qui sont spécifiques. En ce sens, les deux principaux programmes qui existent en 2009 relèvent chacun d'une certaine vision de la citoyenneté (Arango 2005). L'orientation juridique s'inscrit dans une perspective classique, selon laquelle la citoyenneté est définie en termes politiques et en fonction de la nationalité, voire de la résidence, tandis que la médiation interculturelle envisage la citoyenneté en termes d'interactions et d'égalité des chances entre les individus, au sein d'un certain contexte social.

Lorsque les politiques municipales, régionales et nationales sont comparées (Chapitres III et IV), les *plans* apparaissent comme le principal instrument qui permet d'appréhender l'orientation politique et le contenu technique des mesures adoptées. D'une part, l'orientation politique de ces documents de travail s'explique en fonction du parti responsable de chaque administration, de la réalité des migrations internationales et des débats dans d'autres contextes de réception. En ce sens, la perspective des administrations locale et centrale fait plutôt référence à l'intégration *de* la société dans son ensemble, tandis que le gouvernement régional se réfère à l'intégration des migrants *dans* la société, à l'instar des deux visions de l'intégration que distingue Schnapper (2007).

En ce qui concerne la coopération entre les services municipaux, la collaboration avec des associations, ou encore la correspondance entre les programmes mis en place et les besoins exprimés par la population locale, notamment les migrants, des tensions apparaissent parfois. Dans le langage politique, la population migrante peut apparaître comme un groupe homogène, parfois inférieurisé. Dans certains cas, les traits culturels ou religieux contribuent à

renforcer une certaine segmentation de la citoyenneté, selon laquelle différents attributs apparaissent comme des stigmates positifs ou négatifs. En ce sens, les limites de l'altérité ne semblent plus seulement déterminées par la nationalité ou la résidence, mais également par certains éléments d'appartenance (Arango 2005).

A ce sujet, les liens entre la municipalité et certaines associations sont révélateurs des variations en termes de reconnaissance des différents groupes migrants dans la ville. En effet, les associations locales peuvent se différencier en raison des activités mises en place, des trajectoires des leaders ou bien de la capacité de représentation auprès des autorités municipales. En ce sens, les leaders associatifs arrivés au cours des premières étapes du cycle migratoire sont placés dans une position privilégiée face aux leaders arrivés au cours des années 2000. Suivant un autre critère d'analyse, il apparaît que les migrants provenant d'Amérique latine et de Roumanie sont placés dans une position privilégiée, en comparaison avec les migrants du Maroc ou d'Afrique subsaharienne, en vue de la méfiance qui s'exprime vis-à-vis des premiers, et de la précarité socioéconomique qui affectent les seconds. Les chapitres suivants permettront de rompre avec une vision homogène des migrations internationales parfois transmises par les politiques de la société d'accueil. Les carrières migratoires des migrants adultes installés à Parla, seront analysées en ce qui concerne les raisons de la migration et la régularisation, le travail et logement (Chapitres V et VI).

PARTIE III. CARRIÈRES MIGRATOIRES ET CRISE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE V. LES PORTES D'ENTRÉE EN ESPAGNE : CONDITIONS DE LA MIGRATION ET RÉGULARISATIONS

Afin de comprendre pourquoi et comment les migrants installés à Parla arrivent en Espagne, l'attention se portera sur leur décision de migrer, leur processus de régularisation et le rôle des réseaux auxquels ils prennent part. L'analyse des raisons de la migration mettra en avant les tensions qui existent entre l'autonomie des acteurs et les contraintes structurelles et familiales. De façon générale, la décision de migrer s'explique par une certaine perception des possibles. Cependant, le principal motif de la migration permet de distinguer plusieurs profils de migrants, selon s'ils sont venus en Espagne en raison de leur situation professionnelle, leurs circonstances familiales ou encore de facteurs minoritaires, telles que la prolongation des études ou les persécutions politiques⁴⁰. Le statut administratif fait apparaître une seconde classification, qui permet de différencier les migrants ayant obtenu un permis de résidence avant ou après leur arrivée dans le pays, les migrants en situation irrégulière, les ressortissants communautaires et les réfugiés politiques. De ce point de vue, la multiplication des processus de régularisation met en avant l'existence d'une citoyenneté segmentée, tous les migrants n'ayant pas accès aux différents échelons dans les mêmes conditions.

La présentation de deux typologies différenciées se justifie du fait que les motifs de la migration ne coïncident pas systématiquement avec les figures juridiques qui devraient leur correspondre. Ainsi, un migrant venu en Espagne pour des raisons principalement familiales, n'aura pas toujours bénéficié d'une procédure de regroupement par un de ses proches. Il en est de même lorsque les raisons de la migration sont principalement liées à des facteurs politiques ou à la poursuite des études, et le ressortissant étranger n'est pas reconnu en tant que réfugié politique ou en tant qu'étudiant par les autorités espagnoles. L'objectif principal de ce chapitre est de comprendre comment l'action conjointe et le poids différentiel des contraintes structurelles et familiales, la capacité d'autonomie des acteurs et la configuration des réseaux expliquent les portes d'entrée en Espagne des migrants adultes qui sont installés à

⁴⁰ Les migrations environnementales sont quasiment inexistantes en Espagne, tandis que les migrations politiques sont minoritaires et seront traitées lorsque la figure des réfugiés politiques sera évoquée à la fin de ce chapitre.

Parla. A la fin de ce chapitre, il sera expliqué comment les données du terrain permettent de distinguer trois types de carrières migratoires, selon si celles-ci adoptent un caractère régulier dans l'une de ses deux modalités (sociétaire et communautaire) ou informel (sociétaire en temps de croissance économique et parfois également communautaire, en temps de crise).

I. Entre l'autonomie des migrants et les contraintes institutionnelles, quel rôle pour les réseaux, notamment familiaux ?

I.1. Migration économique

La majorité des migrants en provenance du Maroc, de Roumanie ou des pays de la Communauté Andine et de l'Afrique subsaharienne, sont venus en Espagne pour des raisons de travail. Dans la plupart des cas, leur arrivée a été facilitée par l'existence préalable de chaînes migratoires. Cet élément les distingue des primo-arrivants, mais aussi des enfants de migrants établis dans des pays du nord-ouest de l'Europe, qui ont décidé de quitter la société d'accueil de leurs parents pour rejoindre l'Espagne. Pour ces derniers, la prise de décision de migrer s'explique différemment que pour les deux premiers groupes. En effet, l'équilibre n'est pas le même entre les contraintes institutionnelles et la capacité d'autonomie des acteurs, d'une part, et les facteurs d'attraction et d'expulsion, d'autre part.

À peine les primo-arrivants se sont-ils installés en Espagne que des chaînes migratoires se sont mises en place, qui facilitent la venue d'autres migrants. L'effet des réseaux est apparu comme un nouveau facteur d'attraction vers le contexte espagnol, en plus de la disponibilité d'emplois et des facilités relatives de régularisation (Entretien 11 : Homme marocain, 29 ans, 3 ans en Espagne). Au cours des années nonante et deux-mil, ces facteurs ont permis que la capacité d'attraction de l'Espagne dépasse celle des pays du nord-ouest de l'Europe ou des États-Unis aux yeux de certains migrants. Les routes migratoires ont été déplacées depuis les pays d'accueil plus traditionnels vers de nouveaux contextes de réception⁴¹. Par ailleurs, le maintien des facteurs d'expulsion a contribué à faire perdurer les migrations en provenance du

⁴¹ Le cas spécifique des migrations boliviennes illustre par exemple ces tendances évolutives. A ce sujet, voir Fernández 2010; Brey, Stürckow et Lafleur 2012.

Maroc, de Roumanie, des pays d'Afrique subsaharienne et de la Communauté Andine. Les caractéristiques des contextes d'origine ont ainsi participé à la formation d'une certaine perception des possibles, qui a amené les candidats à l'émigration à prendre la décision de migrer. « *Nous sommes partis car... car la [situation] n'allait pas, car il y a beaucoup de pauvreté, car... le salaire était, il ne te permettait pas de payer le loyer et de nombreuses choses.* » (Entretien 5 : Président de la Maison de Roumanie, également employé municipal auprès de la Mairie de Getafe, Getafe, octobre 2009)^{xxiv}.

Les migrants expliquent leur décision d'émigrer principalement par le manque de possibilités de mobilité sociale et de prospérité économique. Cette situation est directement associée au manque d'emplois et d'opportunités professionnelles dans leur pays d'origine, mais aussi à l'existence de structures socioéconomiques rigides, qui dépendent plus des qualités adscrites à la naissance que des qualités acquises durant la carrière pré-migratoire. « *La raison pour laquelle tu sors de ton pays est le travail, pour vivre avec les gens, pour travailler là-bas, beaucoup de problèmes, tu dois être, tu peux continuer d'étudier, d'accord, jusqu'à ce que, là où tu travailles, peut-être que tu obtiendras le meilleur diplôme du pays, n'importe, et personne ne viendra t'aider pour aller de l'avant, alors ça c'est le problème que je vois pour beaucoup de gens qui quittent leur pays, pour trouver un autre futur, et moi jusqu'à présent je connaissais beaucoup de gens qui avaient pas mal étudié, qui avaient des diplômes incroyables, ils peuvent aider le pays, disons, à avancer un peu, et en fin de compte, il part et il dit, ici je suis seul, personne ne va [m'aider], alors que me reste-il, partir de mon pays, voilà et on verra, [maintenant] nous sommes ici, en train de vivre en Espagne.* » (Entretien 8b : Homme marocain, 25 ans, 8 ans en Espagne)^{xxv}. Les difficultés d'insertion sur le marché du travail ont parfois des conséquences dans d'autres domaines de la vie des candidats à l'émigration, pour qui l'émancipation résidentielle, le mariage ou l'arrivée d'un enfant ont été retardés (Entretien 13 : Homme équatorien, ayant acquis la nationalité espagnole, 40 ans, 10 ans en Espagne).

Les caractéristiques politiques du contexte d'origine sont également évoquées par les migrants économiques pour expliquer leur décision, notamment en ce qui concerne le manque d'intervention de l'État, la corruption, l'instabilité et l'insécurité, ce dernier facteur étant plus fréquemment mentionné par les migrants de la Communauté Andine. Le manque de confiance dans les institutions du pays d'origine entraîne un manque de confiance plus général quant à l'avenir de ce pays et dans ce pays. La migration est en partie le fruit d'une déception face au pays d'origine. Ainsi, l'un des migrants marocains explique qu'il a pleuré lorsqu'il a vu les

services policiers faire usage de la violence pour contrer les manifestations de l'Association des diplômés au chômage, à Rabat (Entretien 16 : Homme marocain, 34 ans, 1 an en Espagne). Face à la perception d'incapacité ou d'inaction de la part de l'État, voire même d'abandon (« ici je suis seul »), les migrants apparaissent comme des « entrepreneurs de leur propre destin » et il n'est pas étonnant que nombres d'entre eux décident par la suite d'ouvrir des commerces à leur compte (Chapitre VI). La déception n'émane pas seulement du contexte socioéconomique et politique, mais des facteurs privés entrent également en ligne de compte, et certains migrants décident de quitter leur pays d'origine afin de s'éloigner d'une situation familiale conflictuelle, concernant parfois la relation avec leur conjoint (Entretien 21 : Homme péruvien, 31 ans, 2 ans en Espagne).

Les enfants de migrants installés dans les pays du nord-ouest de l'Europe, qui ont décidé de quitter la société d'accueil de leurs parents pour se rendre en Espagne, constituent une catégorie à part. Il s'agit surtout de jeunes hommes d'ascendance africaine, dont les parents se sont par exemple installés en France ou en Allemagne, en provenance du Maroc ou du Sénégal. Lorsqu'ils prennent la décision de quitter le pays d'accueil de leurs parents, ces enfants de migrants revendiquent un degré élevé d'autonomie. Au contraire de la plupart des migrants, le manque d'opportunités dans le pays d'origine n'est pas évoqué parmi les facteurs qui expliquent la migration. Par ailleurs, le projet est défini de façon individuel, sans que la décision ne soit soumise à l'avis et l'accord du cercle familial. Les raisons évoquées pour expliquer l'installation en Espagne, s'assimilent en partie aux éléments valorisés par les touristes résidentiels, tel que « le climat ». Le goût pour le voyage est également mentionné. L'expérience de ces migrants s'insère plus vraisemblablement dans des carrières migratoires régulières de type sociétaire, étant donné qu'ils disposent parfois de la nationalité d'un pays de l'UE, ce qui leur évite bien des tracasseries administratives. En effet, ils obtiennent automatiquement le droit de résidence en Espagne.

Ce groupe se distingue avant tout par son autonomie et sa liberté de décision. *« Je ne suis pas comme eux, car j'ai été ici en Europe, depuis que je suis né, j'ai été en Allemagne depuis que je suis sorti de mes parents, mais le problème du futur est celui-là, mais j'aimerais beaucoup visiter un autre pays, je n'aimerais pas beaucoup rester sous [l'égide] des parents et tout ça, j'avais tout, je n'étais pas obligé de sortir comme ça en dehors du pays dans lequel je vis, en Allemagne, mais je ne, je veux me débrouiller seul et, et je suis venu ici en Espagne, parce que ça me plaît, comme j'ai expliqué à toi avant, le climat, il y a beaucoup de compatriotes et, c'est tout. »* (Entretien 8a : Homme marocain, 23 ans, 2 ans en Espagne)^{xxvi}.

Cependant, les revendications de liberté et d'autonomie contrastent avec l'importance donnée aux réseaux d'amis ou de proches de la même ascendance. Ainsi, le jeune homme marocain cité auparavant explique qu'il a choisi de venir en Espagne depuis l'Allemagne, entre autres raisons, parce qu'« il y a beaucoup de compatriotes », bien qu'il se soit auparavant distingué des migrants en affirmant « je ne suis pas comme eux ». Lorsque ses paroles sont mises en perspective avec celles d'enfants de migrants africains nés en Espagne, elles acquièrent un nouveau sens. Ainsi, des jeunes filles dont les parents sont angolais, évoquent la possibilité de quitter leur pays de naissance car elles ne se sentent pas reconnues en tant que membres à part entière de la société espagnole (Chapitre VII).

Dans le cas des enfants de migrants installés dans les pays du nord-ouest de l'Europe, d'ascendance africaine, il est probable que le manque de reconnaissance et un certain sentiment de rejet explique la décision de quitter la société d'accueil de leurs parents, bien que ces arguments ne soient pas évoqués de façon aussi manifeste que le beau temps, le goût pour le voyage et l'autonomie, qui permettent de maintenir une image plus positive de leur carrière migratoire. Le déficit de légitimité ressenti par les enfants de migrants vis-à-vis de la société d'accueil de leurs parents a été observé dans d'autres contextes de réception, notamment en Belgique. Bien que leur présence ne fasse pas l'objet d'une réelle remise en question, ils sont souvent soupçonnés de vouloir se soustraire aux obligations de l'intégration (Rea et Brion 2008 ; Rea, Brey et Brion 2011). Indépendamment de ces connotations négatives, l'existence d'une expérience migratoire dans l'histoire familiale peut intervenir comme facteur déterminant de la décision de migrer, comme remarquent plusieurs hommes marocains (Entretien 7 : Homme marocain, 22 ans, 6 ans en Espagne ; Entretien 16 : 34 ans, 1 an en Espagne).

I.2. Migration familiale

Dans le contexte espagnol, la migration familiale reste moins répandue que la migration économique. Les chiffres du Ministère de l'emploi et de l'immigration, concernant le regroupement familial, reflètent de façon imprécise la réalité sociale de ce phénomène. En effet, les raisons évoquées pour expliquer la migration ne coïncident pas toujours avec le statut administratif qui devrait leur correspondre. Indépendamment de leur statut, les migrants

arrivés en Espagne pour des raisons familiales se caractérisent essentiellement par le fait qu'un membre de leur famille est intervenu dans la prise de décision de migrer. Sont concernés par les migrations familiales : les enfants, les conjoints et les parents de migrants arrivés en Espagne à travers le regroupement familial ; ainsi qu'un groupe minoritaire de migrants dont la migration s'explique par les circonstances familiales et qui se retrouvent souvent placés en situation de dépendance vis-à-vis de leur famille. La carrière migratoire d'une même personne peut observer des variations et des allers-retours entre les catégories de la typologie. Cependant, l'expérience des migrants arrivés en Espagne pour des raisons familiales répond au type de carrière migratoire régulière de type communautaire, du moins en ce qui concerne les raisons de la migration, qui sont maintenant évoquées.

Du fait de la liberté de circulation dont ils bénéficient depuis que leur pays fait partie de l'UE, les roumains ne sont plus concernés par le regroupement familial, au sens administratif du terme, du moins jusqu'en 2011 (Chapitre VII). De ce fait, les carrières migratoires des roumains sont régulières de type communautaire, lorsque des raisons familiales interviennent pour expliquer la décision de migrer. Au regard des conditions requises pour la migration en Espagne, des discriminations institutionnelles sont introduites entre les autres groupes de migrants. Les ressortissants de la Communauté Andine et de Guinée Équatoriale apparaissent en situation privilégiée par rapport au reste des migrants provenant d'Afrique, et notamment d'Afrique subsaharienne. Les différences concernant la langue, la structure administrative et le fonctionnement des sociétés d'origine et d'accueil, viennent s'ajouter aux différences concernant l'accès à la nationalité espagnole. Le moindre délai d'obtention de la nationalité espagnole pour les uns pourra accélérer le regroupement de leurs proches, les conditions requises aux espagnols restant moins nombreuses que celles requises aux étrangers, indépendamment de la nationalité des regroupés.

Plusieurs femmes subsahariennes regroupées par leur conjoint font part des difficultés qu'elles ont éprouvées pour faire reconnaître la légalité de leur mariage, célébré dans leur pays d'origine. Les administrations espagnoles auxquelles elles se sont dirigées avant et après la migration montrent méfiance et réticence. Les femmes ayant vécu un processus de regroupement familial se plaignent de la longueur des démarches et du déficit de reconnaissance de leur union, tout en remettant en cause les lois mais aussi l'attitude de certains fonctionnaires. Selon une migrante de Centre-Afrique, un employé aurait reconnu devant elle que l'administration compense les facilités dont bénéficient les migrants d'Amérique Latine en évaluant de façon plus stricte les dossiers présentés par les

ressortissants d'autres pays (Entretien 19 : Femme centre-africaine, 22 ans, 3 ans en Espagne)⁴². Les institutions des pays d'origine ne facilitent pas non plus les démarches des migrants subsahariens souhaitant regrouper leurs proches. Ces mêmes femmes expliquent en effet qu'elles ont dû payer des honoraires au consulat de leur pays en Espagne, pour avoir accès aux documents originaux requis. L'une d'entre elles a même été obligée de rentrer dans sa ville du Congo, avec toutes les complications logistiques et financières que cela a entraîné (Notes de terrain : Parla, décembre 2009). Pour sortir du labyrinthe des démarches administratives, la professionnalisation des migrants et de leurs réseaux est nécessaire.

Une fois regroupés, le statut acquis permet aux conjoints ainsi qu'aux enfants de migrants de travailler, lorsqu'ils atteignent l'âge de seize ans dans le cas de ces derniers. Parmi les femmes ou les mères de migrants africains, leurs activités sont souvent limitées aux tâches domestiques (Notes de terrain : janvier 2010). Elles se chargent également de la garde de leurs enfants ou de leurs petits-enfants. Le regroupement familial leur permet donc de se réunir avec leurs proches, mais elles se retrouvent parfois couper de leurs habitudes et de la routine de leur vie quotidienne dans leur pays d'origine. Ces migrantes sont particulièrement exposées à la solitude, qui se trouve parfois compensée par la participation dans des réseaux de femmes, dépassant souvent les frontières de la religion, la nationalité et la langue, bien qu'ils soient rattachés à des églises ou autres lieux de culte. Pour ceux et celles qui le peuvent, le travail apparaît comme une porte de sortie vers l'autonomie vis-à-vis du groupe familial. Lorsque les migrants entrent sur le marché du travail avec un permis en règle (Chapitre VI), la carrière migratoire adopte des traits réguliers. Cependant, en temps de crise économique, les déterminismes institutionnels font de nouveau ressentir leurs effets, tandis que les carrières migratoires risquent de souffrir de nouvelles formes d'informalité (Chapitre VII).

« Moi je suis venu pour de vrai en 2003 et, je suis venu ici avec l'objectif d'étudier, de continuer les études, tu sais, pour, pour, pour trouver un meilleur travail que là-bas, alors je suis venu ici pour étudier (...). Mes frères, je suis venu avec mes frères, je suis venu pour étudier, ils m'ont trouvé une école, tu sais, moi je venais étudier directement de là-bas, et alors ils m'ont montré l'école, j'ai été étudier, je suis resté étudier deux ans, deux ans, non, plus, trois, trois, un an j'ai étudié [pour être] réparateur de motocyclettes, et après, après, deux ans d'électricité, tu sais, et ensuite, c'est vrai que je n'avais pas de papiers, cette école

⁴² En ce qui concerne la reproduction des lois par les fonctionnaires et les employés chargés de les faire appliquer, voir les travaux d'Alexis Spire (2008), sur le cas français, et d'Alberto Martin (2009), sur le cas espagnol.

m'a, ils m'ont trouvé un contrat de travail, la personne qui m'a engagé, m'a offert son travail car j'ai présenté les papiers et voilà, ils m'ont donné les papiers et j'ai été travailler. (...) Là-bas [au Maroc] je n'ai que ma mère, celle qui aime rester là-bas, et, et trois sœurs, mais elles sont toutes mariées. Mais mon père a été en Angleterre durant trois, durant trente ans, mais lui, comme, il avait l'idée qu'il ne voulait pas rester en Europe, que, car, ben je ne sais pas, pour la culture ou pour la relation, il est rentré au Maroc, il avait son commerce là-bas et il est resté, mais quand il est mort, nous avons dû nous débrouiller, de nouveau commencer à faire, de nouveau à émigrer. » (Entretien 7 : Homme marocain, 22 ans, 6 ans en Espagne, Entretien 7)^{xxvii}.

Les premiers pas de la carrière migratoire de ce jeune homme marocain rendent compte de l'imbrication des motifs de la migration, de l'importance des circonstances familiales, et de la tension entre la capacité d'autonomie des acteurs et les contraintes institutionnelles, ce qui explique les variations et les allers-retours des carrières migratoires. Au début de son discours, il réitère à maintes reprises qu'il est venu en Espagne pour étudier. Par la suite, il explique qu'il est venu avec ses frères, mais ce n'est qu'à mi-entretien, qu'il fera référence de façon explicite au décès de son père, en tant que facteur décisif qui explique le passage à l'acte de la migration. L'histoire familiale explique également la migration « par imitation », compte-tenu de l'expérience passée de son père, qui a vécu plus de trente ans en Angleterre, mais aussi de ses oncles, ses tantes et ses cousins, qui vivent en Hollande, en France ou en Angleterre. Parmi les migrants marocains, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne ou la Suède apparaissent comme des pays de résidence de leurs proches. A l'instar des savoirs professionnels, l'expérience migratoire semble se transmettre de père en fils. Par ailleurs, le jeune homme évoque les membres de sa famille qui sont restés dans son pays d'origine, dont sa mère, qui va et vient entre le Maroc et l'Espagne, et ses sœurs, qui ne partent pas car elles sont mariées. Les circonstances familiales, notamment le fait d'avoir fondé une famille, et professionnelles, notamment le fait d'avoir un travail qui est apprécié, sont mentionnés par d'autres migrants pour expliquer que leurs proches restent au Maroc.

Une fois arrivé en Espagne, la situation du jeune homme marocain cité auparavant, se distingue de celles des jeunes migrants ayant bénéficié du regroupement familial et dont le processus de régularisation a été immédiat. Par ailleurs, son discours se distingue de celui des migrants pour qui l'intervention d'autres acteurs a été moindre au cours des premières étapes de la carrière migratoire en Espagne. Celui-ci explique en effet que ses frères « lui ont trouvé une école », puis les responsables de cette école « lui ont trouvé un contrat de travail », la

personne qui l'a engagé « lui a offert son travail » et les administrations espagnoles « lui ont donné les papiers ». Lorsque l'arrivée en Espagne est suivie par une période durant laquelle la situation administrative reste irrégulière, la carrière migratoire se caractérise par son informalité.

Cependant, par la suite, le jeune homme explique comment les ressources communautaires dont il disposait (les membres de sa famille, d'une part, et les responsables de l'école, d'autre part), lui ont permis de sortir de l'irrégularité et de régulariser sa situation administrative. Sa carrière migratoire adopte donc une logique régulière de type communautaire pour échapper à l'informalité qui caractérise la situation du jeune homme durant les premiers temps de son séjour en Espagne. Face à cette expérience, d'autres migrants ayant formellement bénéficié d'un regroupement familial montrent un degré d'autonomie plus élevé au cours de la recherche d'un travail et d'une formation (Entretien 8b). Ceux de leurs proches qui résidaient au préalable en Espagne ont facilité les démarches administratives, ce qui leur a permis de bénéficier d'un permis de résidence, dès leur arrivée en Espagne. Dès lors que les ressources mobilisées dépendent principalement des liens familiaux, leur carrière migratoire répond également à une logique régulière-communautaire. La seule différence est que ces derniers ne traversent aucune période en situation d'irrégularité.

Les circonstances familiales sont parfois contraignantes, comme ce fut le cas pour une jeune femme angolaise (Entretien 25d : Femme angolaise, 28 ans, 10 ans en Espagne). Elle explique être venue pour la première fois en Espagne pour visiter des proches, peu avant son mariage prévu dans son pays d'origine, avec un homme qu'elle avait choisi. Ces proches l'auraient ensuite retenue contre sa volonté en Espagne, afin d'éviter ce mariage, qui n'avait pas été approuvé par sa famille. Selon d'autres migrants originaires du même pays, au sein des familles angolaises, un cousin est souvent désigné comme chef de famille pour donner son accord concernant les mariages et d'autres décisions importantes. La capacité d'autonomie des migrants doit donc tenir compte des contraintes familiales, en plus des conditionnements institutionnels qui dépendent des contextes d'origine et de réception. Les contraintes imposées par le groupe familial agissent d'autant plus parmi les migrants africains que la notion de famille y est plus étendue, en comparaison avec les migrants de la Communauté Andine et de Roumanie.

I.3. Des facteurs secondaires : les persécutions politiques et la poursuite des études

Dans le contexte espagnol, les persécutions politiques et la poursuite des études apparaissent comme des facteurs secondaires, en comparaison avec les migrations qui s'expliquent par des raisons économiques et familiales. Cet équilibre à l'échelle nationale, se retrouve de façon accentuée à l'échelle de Parla, notamment en ce qui concerne les migrations étudiantes, du fait que la population locale fait partie des classes socioéconomiques les plus modestes de l'agglomération madrilène, ayant un faible degré d'éducation (Chapitre VI). *La plupart des gens ici, ne sont pas des étudiants, ils ne savent pas quelles sont les démarches pour les étudiants, qui sont différentes de celles des travailleurs, c'est pour ça que j'ai du faire de grands efforts pour aller dans tous les commissariats de Madrid pour demander quelles sont les démarches pour faire un NIE (Numéro d'Identification des Etrangers) de toute urgence.* (Entretien 43 : Homme marocain, 25 ans, six mois en Espagne)^{xxviii}. Dans la ville de Parla, les migrations étudiantes et politiques ne partagent pas seulement la moindre influence de leur nombre. A l'instar des migrations familiales, les causes réelles de la migration ne correspondent pas systématiquement avec les statuts. Par ailleurs, compte tenu de l'imbrication des raisons de la migration, de la complexité des démarches administratives et des conséquences de la crise économique sur leurs carrières migratoires (Chapitre VII), les étudiants ainsi que les réfugiés politiques se retrouvent dans une position sociale similaire à celle des migrants arrivés en Espagne pour des raisons principalement économiques.

Parmi les migrants arrivés en Espagne pour étudier, certains suivent un cursus universitaire. *Oui, le principal motif pour lequel je suis venu ici, c'est que j'ai vu que je ne peux pas poursuivre mes études là-bas, au Maroc, j'ai obtenu un Master, et je me suis inscrit au doctorat, mais les laboratoires là-bas ne sont pas équipés, ils sont mauvais, et... J'ai été là-bas, un an, avec mon doctorat mais je n'ai rien fait, c'est pour cela que j'ai du venir ici, c'est la raison principale.* (Entretien 43)^{xxix}. Parfois, la reconnaissance officielle de leur statut d'étudiant leur permet de recevoir des financements du pays d'origine ou d'accueil. Dans ce cas, la migration étudiante se caractérise souvent par son caractère temporel. En effet, la longueur des démarches d'homologation des diplômes par le Ministère de l'éducation, et le déficit de reconnaissance de leurs compétences sur le marché du travail agissent comme des obstacles à leur entrée sur le marché du travail. Parmi les migrations étudiantes, un second groupe est constitué par les enfants de migrants qui ont rejoint leurs parents dans le cadre d'un processus de regroupement familial, et qui sont soumis à l'obligation de poursuivre leurs

études jusqu'à l'âge de seize ans. Les enfants de migrants ne faisant pas l'objet de cette recherche, leur expérience en Espagne ne sera considérée que de façon indirecte, en lien avec les projets de leurs parents (Chapitre VII).

En ce qui concerne les migrations politiques, le principal trait qui les caractérise est certainement l'insécurité. Cette insécurité s'applique à chaque étape de la carrière migratoire des réfugiés politiques, depuis les raisons de départ du pays d'origine jusqu'au manque de reconnaissance des spécificités de leur statut dans le pays d'accueil, en passant par la rupture avec le groupe familial et les réseaux dont ils font partie. Ainsi, Patricio, dont le nom avait été inscrit sur les listes des gens à abattre par les paramilitaires colombiens, a décidé de rejoindre l'Espagne au début des années deux-mil, accompagné de sa femme et de leurs deux filles (Notes de terrain : octobre 2009). Après que les autorités espagnoles aient reconnu sa condition de réfugié politique, il a pu accéder à la nationalité espagnole. En ce sens, sa carrière migratoire est relativement régulière, sur la base de liens sociétaires. C'est également le cas de l'étudiant marocain en doctorat, dont l'expérience est mentionnée auparavant.

Par ailleurs, sa femme et lui ont trouvé du travail et la famille s'est installée dans la ville de Parla, où le couple a décidé d'acheter un appartement, et de s'investir dans la vie associative locale, en collaboration avec la municipalité. Malgré ces nouvelles attaches, María évoque la souffrance du deuil migratoire, qui s'est trouvée accentuée par l'impossibilité de rentrer en Colombie, mais surtout le fait que plusieurs membres de sa famille ont perdu la vie, victimes des violences politiques, depuis qu'elle est installée en Espagne avec Patricio et leurs deux filles. *Ce qu'il m'arrive ici vient de l'histoire douloureuse... si je n'étais pas passée par, tant de choses douloureuses au cours de cet exil... peut être que j'aurais été capable de faire beaucoup plus de choses ici... Mais tu vois, l'exil pour moi a été horrible... parce qu'en Colombie, j'avais un travail que j'aimais beaucoup (...). Mais tu vois, pour moi, alors l'exil, comme je n'aurais jamais pensé devoir partir de là-bas, sinon que seulement Patricio devrait partir, alors, pour moi ce fut quelque chose de totalement nouveau, devoir partir, comme j'avais une relation si particulière avec ma maman... laisser ma maman pour moi, ce fut terrible !* (Entretien 30 : Femme colombienne, 50 ans, 10 ans en Espagne)^{xxx}. En plus de l'insécurité spécifiquement liée à leur condition de réfugiés politiques, ceux-ci partagent les mêmes contraintes que les migrants économiques, en ce qui concerne leurs expériences sur le marché du travail et du logement (Chapitre VI) et ils sont de même largement affectés par les conséquences de la crise économique (Chapitre VII).

II. Régularisations multiples et citoyenneté segmentée

A travers l'analyse des processus de régularisation des migrants, l'objectif est de vérifier l'importance de leur origine nationale pour expliquer certains aspects des carrières migratoires. Il s'agit de l'un des objectifs secondaires de la thèse. Récemment, Finotelli (2012) analyse l'évolution de la politique et des chiffres concernant les visas en Espagne, afin de vérifier si l'entrée de certains groupes nationaux a été favorisée au détriment de celle d'autres migrants. Selon elle, la tendance au cours de la dernière décennie fait preuve de la prédominance des visas accordés aux migrants européens et de religion catholique, au détriment des migrants africains et de religion musulmane. L'opposition entre ces deux catégories de migrants n'est pas spécifique de l'Espagne, et elle remonte plus loin dans le temps. Selon Martiniello (1992), dès la fin des années septante, la crise économique et la stabilisation des immigrés, non souhaitée par les sociétés de réception, font réapparaître une conception rotative de l'immigration, qui favorise l'amalgame entre immigrés, terroristes, intégristes musulmans, menace à la sécurité et l'identité nationale, et délinquants. Ainsi, cette conception tend à classer les migrants en deux catégories : « les Européens, proches de nous culturellement et donc assimilables et/ou intégrables, et les autres (Maghrébins, Turcs, Africains Noirs, etc.), trop différents de nous à bien des égards, et qui, en raison du péril qu'ils représentent, doivent être éloignés de nos pays. » (Martiniello 1992 : 33).

Mise à part la politique des visas, qui régule l'accès au territoire national, qu'en est-il des principales voies de régularisation auxquelles les migrants ont accès en Espagne ? Existe-il des différences marquées en fonction de leur origine nationale ? Ces différences concernent-elles l'accès aux droits des migrants ? Dès lors, cet accès est-il limité en fonction de la nationalité, la situation administrative ou la résidence, comme c'est le cas des *denizens*⁴³ ? Quelle est l'incidence de l'irrégularité ? Ce questionnement sera appliqué aux quatre groupes

⁴³ Compte-tenu de la situation des migrants à partir des années septante, certains chercheurs européens ont élaboré de nouveaux concepts tenant compte du fait que l'accès aux droits citoyens ne dépend plus exclusivement de la nationalité, mais également de la résidence. Le chercheur suédois Hammar (1994) propose le concept de *denizen*, littéralement « voisin » ou « habitant », afin de désigner les ressortissants étrangers qui résident de façon permanente dans les pays d'accueil, ce qui leur permet d'avoir accès à de nombreux droits, auparavant limités aux ressortissants nationaux.

retenus pour l'analyse, soient les migrants procédant de Roumanie, du Maroc, de la Communauté Andine et d'Afrique subsaharienne. Les données quantitatives, concernant l'ensemble de l'Espagne durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration, compléteront les entretiens et les observations effectués à Parla, tandis que l'effet potentiel de la crise économique, dès le troisième trimestre de l'année 2007, sera considéré dans le septième chapitre.

II.1. Les *denizens* ou la résidence comme nouveau critère de citoyenneté

II.1.1. Les contours de la citoyenneté

Selon le *Plan d'intégration* adopté par la Région de Madrid, pour la période 2009-2012, seuls les étrangers disposant d'un permis de résidence ont le droit de circuler dans le pays ; de travailler ; de participer aux élections municipales en cas d'accord de réciprocité ; et d'avoir accès aux prestations de la sécurité sociale, aux aides publiques en matière de logement, ainsi qu'aux prestations sociales minimums et spécifiques, qui dépendent des administrations locales et régionales. Cependant, même s'ils sont en situation irrégulière, l'inscription des étrangers sur le registre des mairies leur donnera accès aux instances de participation de la municipalité dans laquelle ils résident, c'est-à-dire qu'ils pourront prendre part à des initiatives, des propositions et des pétitions, mais aussi intervenir au cours des séances plénières et être reçus par le maire. Ils auront également droit à l'assistance sanitaire dans les mêmes conditions que les espagnols et les étrangers en situation régulière, et ce jusqu'en août 2012 (Chapitre VII).

Enfin, indépendamment de leur situation administrative et de leur inscription municipale, tous les étrangers installés en Espagne ont le droit de recevoir des documents d'identification, une éducation, une assistance sanitaire en cas d'urgence, ainsi qu'une assistance sociale minimum, une tutelle judiciaire effective ou une assistance juridique gratuite, en cas de besoin. Par ailleurs, ils sont libres de se réunir, de s'associer, de s'organiser au sein d'un syndicat et de faire la grève, le Tribunal Constitutionnel ayant rejeté en 2007 les propositions formulées par le PP en 2004, visant à limiter ces droits en matière de participation (Chapitre III). Dans le cas des étrangers mineurs, l'éducation entre cinq et seize ans constitue non seulement un droit

mais aussi un devoir. Quant aux femmes étrangères, elles ont droit à l'assistance sanitaire lors de la grossesse, l'accouchement et le post-accouchement.

En Espagne, l'accès aux droits dépend donc de la situation administrative des migrants, qui peut être régularisée à l'échelle nationale, à travers le permis de résidence, ou à l'échelle locale, à travers l'inscription sur le registre des mairies. Dans aucun cas il n'existe de différence formelle concernant l'accès aux droits en fonction de la nationalité, exceptions faites du droit d'accès à la nationalité espagnole, et du droit de vote aux élections locales, seulement autorisé dans le cadre d'accords bilatéraux réciproques (Chapitre III). Dans le contexte espagnol, l'accès aux droits dépend également de l'insertion des migrants sur le marché du travail, définie en fonction de la durée et de la temporalité du contrat de travail et de l'existence ou non de celui-ci. Les possibilités d'obtenir et de renouveler le permis de travail sont en effet limitées en fonction des temps de cotisation⁴⁴. La régularité de la carrière migratoire dépend donc des processus de régularisation mais aussi de l'expérience sur le marché du travail.

Entre 1998 et 2007, la population étrangère disposant d'un permis de résidence est passée de 720.000 à presque 4 millions de personnes (Tableau 11). Ces chiffres correspondent aux permis de résidence obtenus dans le cadre du régime communautaire, réservé aux ressortissants de l'UE et aux personnes qu'ils regroupent, ou du régime général, réservé aux ressortissants d'un pays tiers de l'UE, non regroupés par un ressortissant de l'UE. Au cours d'une décennie, le nombre de permis de résidence a donc été multiplié par plus de cinq. Le rythme de croissance moyen a été de 360.000 permis de résidence supplémentaires par an, avec des maximums atteignant 760.000 permis supplémentaires en 2004-2005 et 960.000 permis supplémentaires en 2006-2007. Ces deux épisodes s'expliquent par le processus extraordinaire de régularisation en 2005 et l'entrée de la Bulgarie et la Roumanie dans l'UE en 2007 (Annexes). Les migrations internationales en Espagne se caractérisent donc d'abord par un rythme de croissance soutenue et concentrée sur une courte période de temps.

⁴⁴ Le chapitre VI inclut de plus amples informations concernant les carrières migratoires sur le marché du travail.

Tableau 11 Population étrangère disposant d'un permis de résidence (régime général et régime communautaire) (1998-2007), par millier de personnes

Permis de Résidence	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
UE et EFTA	308	326	318	339	371	415	499	569	661	942
Roumanie	4	5	11	25	34	55	83	192	211	604
Autres Europe	19	22	32	49	66	91	86	145	156	115
EUROPE	331	354	361	413	470	560	668	906	1.029	1.661
Maroc	141	162	200	235	282	334	387	493	544	649
Afrique S.	30	40	46	52	62	73	81	117	122	143
Autres Afrique	8	12	15	17	22	26	30	39	43	50
AFRIQUE	179	213	261	304	367	433	499	649	709	841
Amérique du nord	21	22	20	20	22	23	25	27	29	32
C. Andine	43	55	85	171	231	346	442	695	745	835
Autres Amérique	82	90	95	108	128	161	200	282	309	367
AMÉRIQUE	147	167	200	299	380	531	666	1.003	1.083	1.235
AUTRES	62	68	73	94	107	124	145	180	201	242
TOTAL	720	801	896	1.109	1.324	1.647	1.977	2.739	3.022	3.979

Source : Ministère du Travail et de l'Immigration (MITIN), Annuaires de l'Immigration. Note méthodologique : Les chiffres correspondent au 31 décembre de chaque année. La Lybie a du être incluse au sein de l'Afrique Subsaharienne. En 1998 et 1999, le Liechtenstein et l'Islande ont du être inclus dans la catégorie « Autres Europe ».

Au cours de cette même période, la croissance des migrations internationales en Espagne a modifié la composition de la population étrangère disposant d'un permis de résidence (Annexes). En 1998, les ressortissants de l'UE-15 et l'EFTA⁴⁵ représentaient 43% du total. En fonction de leur nombre, ils étaient suivis des marocains (20%) et des latino-américains (18%). Dix ans plus tard, en 2007, les latino-américains représentent 30% du total, suivis des ressortissants de l'UE-25 et de l'EFTA (21%) et des marocains (16%). La plupart des latino-américains proviennent d'un pays de la Communauté Andine, dont les ressortissants représentent 21% du total des étrangers en 2007. Alors que la présence de population roumaine était presque inexistante en 1998 (0,5%), sa proportion est passée de 7% à 15% entre 2006 et 2007, du fait de l'entrée de la Roumanie dans l'UE. Au cours de la décennie

⁴⁵ Il s'agit de l'Association Européenne de Libre Échange, qui regroupe la Suisse, la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande.

considérée, la proportion d'africains subsahariens oscillent entre 3,5% et 5% (Annexes). Les migrations internationales en Espagne se caractérisent donc également par une présence croissante des ressortissants d'un pays tiers de l'UE et par une diversification des flux. Ces tendances se vérifient dans d'autres contextes de réception, du fait de la globalisation de l'économie (Castles et Miller 2003 ; Arango 2007).

Quant à la population étrangère inscrite sur le registre des mairies, elle est passée de 750.000 à 5,2 millions de personnes au cours de la même décennie (Tableau 12)⁴⁶. Entre début 1999 et début 2008, le nombre d'inscriptions municipales a donc été multiplié par plus de sept. Le rythme de croissance moyen a été de 500.000 inscriptions municipales supplémentaires par an, avec des maximums atteignant presque 700.000 inscriptions en 2002-2003 et 2004-2005, et 750.000 inscriptions en 2007-2008. Ces épisodes coïncident avec l'augmentation des flux migratoires procédant de la Communauté Andine et des nouveaux pays de l'UE (Annexes).

La différence entre les chiffres des inscriptions et des permis de résidence s'explique par l'incidence de l'irrégularité, mais aussi la surestimation des chiffres des registres municipaux. La plupart du temps, l'actualisation automatique des registres permet de croiser les fichiers municipaux et d'éviter les doubles inscriptions. L'inscription dans une nouvelle municipalité entraîne alors l'annulation de l'inscription dans la commune d'origine. Cependant, lors de départ à l'étranger, l'annulation n'a pas systématiquement lieu. Dans le cas de la population procédant de pays qui n'utilisent pas l'alphabet latin, les doubles inscriptions sont plus difficilement soumises à des contrôles, car l'écriture du patronyme admet plusieurs orthographes en Espagne.

⁴⁶ Les chiffres du Ministère sont publiés au 31 décembre de chaque année, tandis que les chiffres des registres municipaux correspondent au 1 janvier de l'année suivante. La période 1998-2007 concernant les permis de résidence correspond donc à la période 1999-2008 concernant les inscriptions municipales. La comparaison entre les deux séries sera effectuée en détails par la suite, afin d'illustrer la réalité des migrants en situation irrégulière.

Tableau 12 Population étrangère inscrite sur les registres des mairies (1999-2008), par millier de personnes

Registre des Mairies	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
UE et EFTA	348	395	438	514	615	661	803	949	1.215	1.407
Roumanie	3	6	32	67	137	208	317	407	527	732
Autres Europe	20	29	64	121	185	180	232	253	154	176
EUROPE	371	430	534	702	937	1.048	1.352	1.610	1.896	2.314
Maroc	133	173	233	307	379	421	511	563	583	653
Afrique S.	32	43	63	84	104	116	152	171	174	201
Autres Afrique	9	12	20	32	40	43	50	51	50	56
AFRIQUE	174	229	317	423	523	579	714	785	807	910
Amérique du nord	21	23	27	32	41	43	52	51	46	50
C. Andine	45	75	268	509	719	846	952	962	993	1.077
Autres Amérique	90	109	148	211	313	374	471	515	556	659
AMÉRIQUE	155	207	443	753	1.074	1.262	1.474	1.528	1.594	1.785
AUTRES	48	58	76	100	131	144	190	221	223	260
TOTAL	749	924	1.371	1.978	2.664	3.034	3.731	4.144	4.520	5.269

Source : INE, Registre des mairies. Note méthodologique : Les chiffres correspondent au 1 janvier de chaque année. La Lybie a du être incluse dans la catégorie « Afrique Subsaharienne ».

Parfois, l'utilisation de plusieurs patronymes répond à des stratégies de la part des migrants, afin d'être inscrits dans plusieurs communes pour avoir accès aux droits qui en découlent. L'inscription dans plusieurs communes est également utilisée comme stratégie par des familles non migrantes, dont les parents et les enfants, ou les conjoints, ne sont pas toujours inscrits au même domicile. Cette stratégie vise notamment à justifier un certain lieu de résidence pour que les enfants aient accès à un meilleur établissement scolaire, ou un certain temps de résidence pour que la famille puisse être candidate à un logement social. Dans le cas de la population étrangère, l'inscription dans une commune espagnole est parfois effectuée par des proches alors que la migration n'a pas encore eut lieu. Les candidats à la migration prétendent ainsi accumuler des preuves qui leur permettront ensuite de justifier trois ans de résidence en Espagne et de répondre aux critères d'obtention d'un permis de résidence suivant la modalité de « l'enracinement social » (*arraigo social*). Les mairies elles-mêmes n'ont pas toujours intérêt à ce que les chiffres de leur registre diminuent, car le nombre d'habitants est un des critères retenus pour obtenir des financements de la part des administrations régionale et centrale (Chapitre IV), et ce avant le début de la crise économique.

II.1.2. Les fonctions sociales du permis de résidence

Au cours des entretiens et des conversations informelles, de nombreux migrants sortent la carte qui fait preuve de leur résidence en Espagne, de l'endroit où ils la gardent, pour la montrer au chercheur, comme s'ils étaient soumis à un contrôle. Ce geste leur permet en fait d'expliquer quelles sont les fonctions du permis de résidence à leurs yeux. (Notes de terrain, automne 2009-hiver 2010)

En tant que preuve du processus de régularisation, le permis de résidence revêt pour les migrants plusieurs sens fondamentaux. D'une part, il démontre la reconnaissance de leur résidence en Espagne et donc la légitimité de leur présence (Entretien 9 : Homme marocain, 40 ans, 6 ans en Espagne). Cet élément peut être considéré en relation avec leur propre existence. Ainsi, le temps de résidence réel dans le pays est parfois interprété par les migrants comme *leur âge en Espagne*, qui se distingue de leur âge réel. Il est fréquent, notamment parmi les migrants dont l'espagnol n'est pas la langue maternelle, qu'ils expliquent « qu'ils ont trois ans en Espagne », et non pas « qu'ils sont en Espagne depuis trois ans », le nombre d'années indiqué ici ne visant qu'à servir d'exemple. Cette formulation pourrait être interprétée comme une méconnaissance de la langue, si ce n'est que certains migrants en rient en reconnaissant explicitement qu'ils ont deux âges différents. D'ailleurs, tous connaissent précisément *leur date de naissance* en Espagne et peuvent indiquer le jour et le mois de leur arrivée sans réfléchir, ce qui n'est pas toujours le cas pour le temps de résidence. Le moment précis de la migration constitue donc un des éléments clés de leur mémoire migratoire.

D'autre part, les migrants associent le permis de résidence à l'accès à certains droits. Pour ceux dont une partie de la famille réside dans d'autres pays européens, ce qui est notamment le cas des migrants africains, *la valeur* du permis de résidence en Espagne est comparée à celle du permis de résidence en Belgique, en France, en Angleterre, en Allemagne ou en Hollande. En comparaison avec les pays du nord-ouest de l'Europe, la résidence espagnole *vaudrait* moins en termes de droits, au regard des subsides accordées par l'État (allocations familiales, revenu minimum d'insertion ou encore droit au chômage) ou de la politique contre le racisme et les discriminations (Entretien 25a : Femme angolaise, 18 ans, née en Espagne,). En ce sens, le permis de résidence assume une fonction de protection contre les difficultés

auxquelles les migrants risquent de faire face. Ce sont les échanges avec leurs proches qui leur permettent de constituer un certain imaginaire des possibles concernant les différents pays d'accueil.

Alors que tous les migrants peuvent maintenir des contacts sur place et à distance, seuls ceux qui disposent d'un permis de résidence ont le droit de se déplacer librement en Espagne et hors de ses frontières. Cette liberté de déplacement leur permet alors d'avoir des échanges directs avec leurs proches, lorsqu'ils sont de retour dans leur pays d'origine ou en visite dans les pays de résidence des membres de leur famille, de leurs amis ou de leurs connaissances. C'est ainsi que « les savoirs » sur les pays de la migration sont échangés. À l'échelle de l'Europe, les réseaux des migrants africains et roumains sont plus denses que ceux des migrants andins. Au contraire, un ressortissant d'Équateur ou de Colombie aura plus fréquemment des proches aux États-Unis ou dans un autre pays d'Amérique Latine, ce qui rend les contacts directs avec eux plus difficiles.

Dans le cas des migrants marocains, les déplacements sont facilités par l'existence de compagnies aériennes à bas prix, qui leurs permettent de rejoindre certaines villes du Maroc à moindre coût depuis l'Espagne. Ces compagnies aériennes n'ouvrent pas seulement de nouvelles routes en fonction des destinations attirantes pour les touristes en provenance de l'Europe, mais aussi en fonction des mouvements migratoires. Dans le cas des roumains, les déplacements et les retours dans le pays d'origine sont parfois effectués en autocar, ce qui implique des déplacements plus longs que les trajets en avion mais dont le prix reste limité. Parmi les vols qu'offre WIZZAIR chaque jour en partance d'une ville roumaine, la majorité se dirige vers l'Italie et l'Espagne, qui sont les deux principaux pays d'accueil des migrants roumains⁴⁷.

Au contraire, les migrants de la Communauté Andine doivent mobiliser des sommes bien plus importantes d'argent pour se rendre dans leurs pays d'origine. Par ailleurs, le temps du trajet justifie l'organisation de plus longs séjours sur place. De même, la distance et les coûts de déplacement des ressortissants d'Afrique Subsaharienne vers leurs pays d'origine, sont plus conséquents que pour les roumains et les marocains. Cependant, les subsahariens disposent de réseaux plus denses en Europe que les migrants andins. Par conséquent, les échanges directs pourront avoir lieu plus facilement dans les pays de résidence de leurs proches. Les facilités

⁴⁷ Les informations concernant les routes offertes par les compagnies aériennes à bas prix sont valables au 1 septembre 2011.

de communication et de transport auront des incidences en termes de ressources apportées aux migrants par leur réseau de connaissances, mais aussi en termes de perceptions de nouvelles stratégies migratoires, du moins en temps de crise économique, lorsque les alternatives se compliquent en Espagne (Chapitre VII).

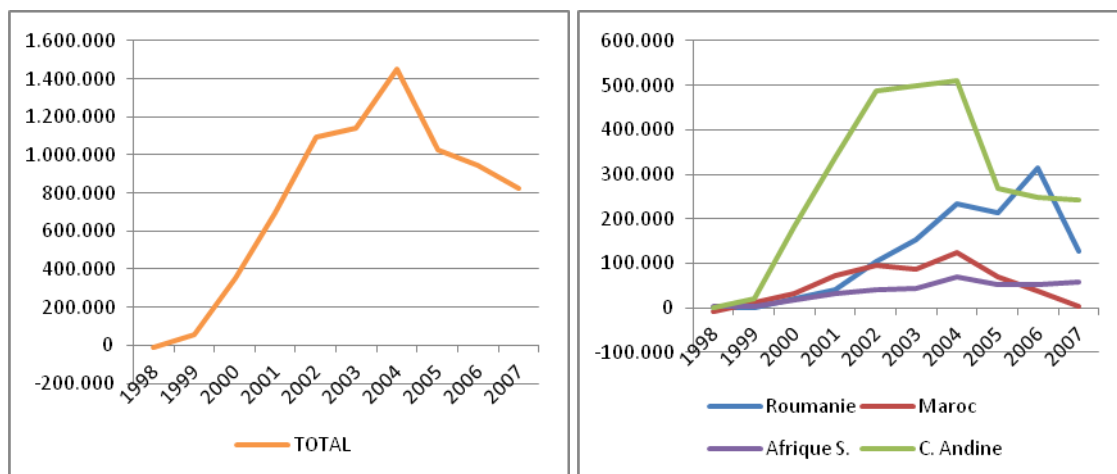
Indépendamment des libertés de déplacement, la vision du permis de résidence comme une porte d'accès à certains droits, conditionne la vision de l'Espagne aux yeux des migrants. Pour les migrants marocains, l'Espagne apparaît souvent comme *une région* d'Europe dans laquelle ils se sont établis, du fait des facilités relatives de régularisation et de travail, mais qu'ils n'ont pas choisie comme objectif final de leur migration. La vision des subsahariens est similaire. Dans le cas des migrants de la Communauté Andine, la langue et le sentiment de proximité culturelle jouent un rôle crucial pour expliquer le choix de l'Espagne comme lieu de résidence. Pour les migrants roumains, en raison de l'appartenance de la Roumanie à l'UE, les facilités de déplacement agissent comme un facteur spécifique qui explique leur migration dans ce pays (Chapitre VII).

II.2. Précarité et incertitude parmi les sans papiers

II.2.1. L'incidence décroissante de l'irrégularité dans les chiffres

Nombreux sont les migrants ayant vécu en situation irrégulière en Espagne, dont les carrières migratoires se trouvent marquées par leur caractère informel. Cette irrégularité peut intervenir dans les premiers temps de leur séjour, avant qu'ils ne puissent régulariser leur situation. Elle peut aussi survenir si le migrant n'est pas en mesure de maintenir un statut régulier en Espagne. Avant qu'il n'obtienne le permis de résidence permanent, les possibilités d'être de nouveau en situation irrégulière restent présentes. Seuls les ressortissants de l'UE sont protégés par leur statut privilégié, de même que les migrants ayant obtenu la nationalité espagnole (Chapitre VII).

Graphique 4 Différence entre la population étrangère inscrite sur le Registre des mairies et celle disposant d'un permis de résidence (1998-2007), par continent et par nationalité



Source: MITIN, Annuaire de l'Immigration, et INE, Registre des Mairies. Les ressortissants de l'UE et de l'EFTA sont exclus de ces chiffres, exception faite de la Roumanie, qui est l'un des pays d'origine des migrants faisant l'objet de cette recherche.

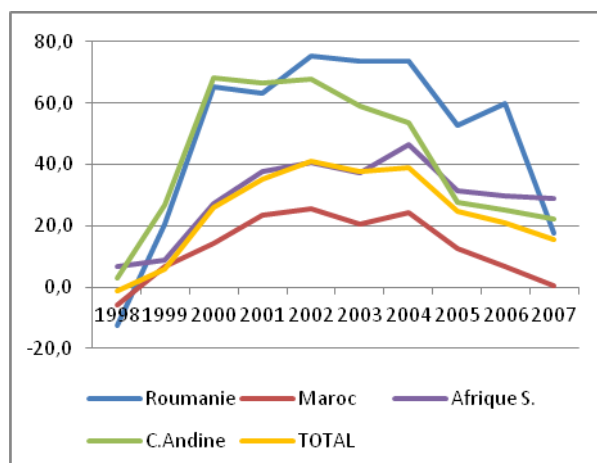
À l'échelle nationale, l'incidence de l'irrégularité peut être estimée d'une première façon en soustrayant le nombre de permis de résidence, au 31 décembre de chaque année, au nombre d'étrangers inscrits sur les registres des mairies, au 1 janvier de l'année suivante. Ainsi, entre 1998 et 2007, la population étrangère en situation irrégulière serait passée de -11.000 à 825.000 personnes (Annexes). L'existence d'un chiffre négatif en début de période rend compte du plus grand nombre d'étrangers disposant d'un permis de résidence, en comparaison avec ceux enregistrés sur les registres municipaux. Pour l'ensemble de la population étrangère, l'évolution des chiffres indique une tendance à la hausse jusqu'à la fin de l'année 2004, date à laquelle le nombre estimé de personnes en situation irrégulière atteint le maximum de 1,5 million. Au cours de l'année 2005, l'effet conjugué du processus extraordinaire de régularisation et de l'annulation des inscriptions municipales pour les étrangers d'un pays tiers de l'UE ne renouvelant pas leur inscription tous les deux ans (Chapitre IV), explique l'incidence décroissante de l'irrégularité, qui prolonge jusqu'en 2007 (Graphique 4).

Entre 1998 et 2007, la différence entre les permis de résidence et les inscriptions municipales est moindre dans le cas des marocains et des africains subsahariens que dans le cas des roumains et des ressortissants de la Communauté Andine (Graphique 4). Hormis en 2006, les ressortissants de la Communauté Andine restent les plus nombreux parmi le nombre estimé de migrants en situation irrégulière. Fin 2004, un tiers de la population étrangère en situation

irrégulière est en effet de nationalité bolivienne, colombienne, équatorienne ou péruvienne, soit plus de 500.000 personnes. Fin 2005, ce chiffre a diminué de moitié, jusqu'à se stabiliser autour de 250.000 personnes en 2007. La tendance est similaire pour les africains. Après avoir atteint un maximum de 124.000 personnes en 2004, le nombre estimé de marocains en situation irrégulière n'a cessé de décroître jusqu'à atteindre 4.000 personnes en 2007, selon les chiffres officiels. Après avoir atteint un maximum de 70.000 personnes en 2004, le nombre estimé d'africains subsahariens a diminué entre 2004 et 2006, puis il a expérimenté une légère hausse entre 2006 et 2007, en passant de 52.000 à 58.000 personnes. De même que pour l'ensemble de la population étrangère, les deux facteurs mentionnés auparavant (processus de régularisation et actualisation des inscriptions municipales) interviennent pour expliquer cette tendance décroissante qui affecte les trois groupes. Dans le cas des ressortissants de la Communauté Andine, l'accès à la nationalité joue un rôle crucial (Chapitre VII), tandis que la régularisation de la situation administrative et de l'inscription municipale acquiert un poids plus important dans le cas des africains.

Quant à la population roumaine, le nombre maximum estimé de migrants en situation irrégulière atteint 316.000 personnes fin 2006. Les ressortissants de Roumanie ont bénéficié de l'entrée de leur pays dans l'UE. Au cours de l'année 2006, l'augmentation des inscriptions municipales a engendré une augmentation du nombre estimé de migrants en situation irrégulière. La perspective de l'élargissement semble avoir ouvert la porte à de nouvelles perceptions des possibles de la part des migrants et des candidats à l'émigration, leur permettant d'envisager un avenir au sein de l'UE, ce qui a pu les amener à vouloir clarifier leur situation administrative en Espagne. Suite à l'élargissement, la différence entre le nombre de roumains ayant inscrit leur résidence sur les registres des mairies et ceux disposant d'un numéro d'identification étrangère a considérablement diminué. Dès lors, les roumains ne sont plus concernés par l'irrégularité, et ce jusqu'en juillet 2011 (Chapitre VII).

Graphique 5 Taux d'irrégularité de la population étrangère non ressortissante de l'UE (1998-2007), par centaine de personnes



Source: MITIN, Annuaire de l'Immigration, et INE, Registre des mairies. Les ressortissants de l'UE et de l'EFTA sont exclus de ces chiffres, exception faite de la Roumanie. Le taux d'irrégularité est obtenu en calculant d'abord la différence entre la population étrangère inscrite sur le registre des mairies (donnée au 1 janvier de l'année suivante) et la population disposant d'un permis de résidence (donnée au 31 décembre de l'année en cours). Le résultat devra ensuite être divisé par le nombre de personnes inscrites sur le registre des mairies, puis multiplié par 100. C'est l'une des méthodes proposées par Cebolla et González Ferrer (2008) pour appréhender l'incidence de l'irrégularité en Espagne.

Le taux d'irrégularité permet d'estimer la proportion de population étrangère en situation irrégulière, par rapport à la population étrangère inscrite sur le registre des mairies (Graphique 5). Suivant cette seconde approche, la population roumaine fait preuve d'une plus grande propension à l'irrégularité. En 2004, trois migrants roumains sur quatre seraient en effet en situation irrégulière. Suite au processus de régularisation de 2005 et suite à l'entrée de la Roumanie dans l'UE, ce pourcentage a diminué jusqu'à atteindre 17,5% en 2007. À cette date, le taux ne peut plus être interprété en termes d'irrégularité mais en termes d'absence d'inscription de la résidence. En 2004, la proportion estimée de migrants en situation irrégulière parmi les ressortissants de la Communauté Andine et d'Afrique subsaharienne (un sur deux), double celui de migrants marocains (un sur quatre). En 2007, la proportion de migrants en situation irrégulière a diminué pour les trois groupes, mais elle reste la plus élevée parmi les ressortissants d'Afrique subsaharienne (30%) et de la Communauté Andine (26%). Au contraire, les estimations indiquent que l'irrégularité serait quasiment absente (0,6%) parmi les migrants marocains. Indépendamment des chiffres qui reflètent les différences entre les groupes, l'irrégularité a des conséquences sur les carrières migratoires.

Lorsque celles-ci adoptent un caractère informel, les migrants auront en effet des difficultés pour obtenir à certains droits et pour accéder à un contrat officiel de travail.

II.2.2. Les acteurs de la régularisation

La question de l'irrégularité soulève inévitablement la question de la régularisation. Pourquoi certains migrants stabilisent leur situation administrative plus facilement que d'autres, est un problème difficile à résoudre. Les conditions de la régularisation constituent évidemment un facteur dont il faut tenir compte, tandis que la langue et d'autres caractéristiques spécifiques des migrants jouent un rôle secondaire. À mi-chemin entre les caractéristiques du contexte et celles des individus, les réseaux entrent en scène. Quatre catégories d'acteurs se distinguent : *les institutionnels*, c'est-à-dire les membres d'associations et les employés de l'administration qui orientent les migrants et les aident à préparer les dossiers ; *les bienveillants*, c'est-à-dire les proches des migrants qui les informent des démarches à suivre et les conduisent auprès des acteurs institutionnels ; *les professionnels*, c'est-à-dire les avocats ou autres personnes qui détiennent des savoirs spécifiques et font payer les migrants pour faciliter ou effectuer à leur place les démarches administratives ; et enfin, *les exploiters*, qui font payer les migrants de façon excessive, parfois dans le cadre de pratiques non légales. Les acteurs professionnels et les administrations publiques interviendront plus vraisemblablement au cours des carrières migratoires régulières de type sociétaire ; tandis que les associations locales et les acteurs bienveillants agiront au cours des carrières migratoires régulières de type communautaire, et les risques d'exploitation seront plus marqués pour les migrants dont les carrières migratoires sont informelles. L'intervention des exploiters placera les carrières migratoires dans des logiques de type sociétaire, bien que leur situation administrative soit irrégulière, étant donné que des échanges marchands, non régularisés, se mettent en place.

Les échanges des migrants avec les deux premières catégories d'acteurs (institutionnels et bienveillants) se déroulent suivant les principes de l'aide aux citoyens et de l'entraide entre proches, tandis que les échanges avec les deux dernières catégories d'acteurs (professionnels et exploiters) se déroulent en contrepartie d'une rétribution monétaire. Les migrants en situation irrégulière ou en procédure de renouvellement sont alors placés en situation de demandeur, d'une information, d'un contrat de travail ou d'une aide pour constituer un

dossier valide, dans ce qui s'apparente à *un marché des papiers*. Ces papiers apparaissent comme un bien difficile à obtenir pour certains groupes, ce qui leurs confère un caractère rare et précieux à la fois. La loi de l'offre et la demande opère alors pour faire monter les enchères, tandis que ce marché dans lequel restent attrapés certains migrants continue d'échapper au contrôle des autorités espagnoles (Entretien 10a : Homme marocain, 34 ans, 5 ans en Espagne ; Entretien 10b : Homme marocain, 30 ans, 5 ans en Espagne).

Les acteurs institutionnels regroupent les employés des administrations publiques ainsi que les membres des associations qui aident les migrants à préparer leurs dossiers. Dans la ville de Parla, les employés municipaux qui les orientent dans ce domaine travaillent soit dans le service spécifique d'orientation juridique (Chapitre IV), soit dans l'un des services universels chargés de délivrer les certificats en vue de certains processus de régularisation. Dans le cadre d'un regroupement familial, les administrations municipales sont le plus souvent chargées de réunir les preuves permettant aux migrants de constituer leur dossier, bien que la Loi envisage la participation des administrations régionales. Les pouvoirs publics sont également appelés à « promouvoir la participation des regroupés au sein de programmes d'intégration socioculturelle et de caractère linguistique » (Article 18.2. Conditions pour le regroupement familial. Loi Organique 2/2009, du 11 décembre. Bulletin Officiel de l'État numéro 299, du 12 décembre).

Indépendamment du groupe familial, un migrant peut régulariser sa situation administrative suivant la modalité de *l'enracinement social*, s'il réside en Espagne depuis au moins trois ans. Dans ce cas, la Loi établit que « les Régions ou, dans son cas, les Mairies émettront un rapport sur l'intégration sociale de l'étranger dont le domicile habituel se trouve sur son territoire. Les contenus de ce rapport seront déterminés de façon réglementaire. Quoi qu'il en soit, le rapport tiendra compte du temps de séjour, de la possibilité de disposer d'un logement et de moyens de vie, des liens avec des membres de la famille qui résident en Espagne, et des *efforts d'intégration* à travers le suivi de programmes d'insertion socioprofessionnels et culturels. » (Article 68.3. Coordination des administrations publiques. Loi Organique 2/2009) (Chapitre VII).

« *Et bien moi, quand j'ai commencé avec les papiers, j'ai commencé à l'école, dans cette école [où j'ai été étudié], car c'est vrai qu'ils m'ont beaucoup aidé. Pourquoi ? Parce qu'ils m'ont cherché un contrat de travail, et ils m'ont également donné des papiers [démontrant que] j'ai été là-bas pour étudier avec eux, ils m'ont également aidé avec ça, et... et...*

(Silence) Moi c'est vrai que je n'ai jamais été, je n'ai jamais été au commissariat. À la mairie, oui, voilà, ils m'ont donné un rapport de, je ne sais pas, c'était un rapport des services sociaux, ou quelque chose comme ça, je devais seulement présenter les papiers, tous les papiers que j'ai, ceux qui démontrent que je suis ici en Espagne depuis plus de trois ans, et c'est tout, eux ce qu'ils te font c'est le rapport, et ils écrivent tout ce que tu as, et c'est tout. Ben, voilà, oui c'est compliqué... Oui, oui, [c'est] long, et en plus, ils demandent toujours un papier, et tu dois apporter le papier d'ici, de là-bas, tu vois. Et en plus je, je ne connaissais pas beaucoup d'endroits, et en plus je devais tout faire seul, sans l'aide de personne, mais bon. Ce qu'il y a c'est que mon frère travaillait, il ne pouvait pas tout le temps manquer le travail pour s'occuper de moi, et j'ai dû tout faire moi seul. » (Entretien 7)^{xxx}.

Dans le cas de ce migrant, les réseaux familiaux ont joué un rôle crucial pour le faire venir en Espagne. Indépendamment de sa situation irrégulière, il a pu avoir accès à certains droits, liés à son inscription sur le registre municipal de Parla, et suivre une formation dans un centre public, et donc gratuit, qui dépend de la Région de Madrid. Cependant, lors de son processus de régularisation, ses proches ne sont pas intervenus dû à leur manque de disponibilité et probablement également à leur manque de connaissance quant aux démarches à suivre. C'est pour cette raison qu'il a du « tout faire lui seul » et la procédure a été d'autant plus compliquée et longue. L'aide lui est venu d'acteurs institutionnels, dont l'école dans laquelle il a suivi sa formation, ainsi que les services sociaux qui ont constitué son dossier en vue d'une procédure « *d'enracinement social* ». Le migrant s'est reposé sur eux, plutôt que de s'approprier pleinement sa procédure de renouvellement. En ce sens, son degré de professionnalisation est limité, puisqu'il reconnaît « ne pas savoir » en quoi consiste le rapport des services sociaux et « ne pas connaître beaucoup d'endroits », alors qu'il était installé en Espagne depuis plus de trois ans. Son expérience montre les aléas et les allers-retours entre les types de carrières migratoires, selon l'aspect et le moment considérés. Des tensions apparaissent entre régularisation et informalité, mais aussi le rôle des réseaux qui sont liés au pays d'origine (famille et groupe d'appartenance) et ceux qui sont liés au pays d'accueil (à l'échelle locale, par exemple). Le rôle des réseaux peut être complémentaire.

Mis à part les employés des services municipaux impliqués dans les processus de régularisation, les organisations sociales se mobilisent pour aider les migrants à stabiliser leur situation administrative. Dans la ville de Parla, certaines associations intervenant auprès des migrants possèdent un service d'orientation juridique qui leur est dirigé de façon spécifique. C'est le cas des antennes locales de certaines organisations nationales, telles que le syndicat

Commission Ouvrière (CC.OO.) ou l'Association de Solidarité avec les Travailleurs Étrangers (ASTI), et des associations locales, telles que l'Association de Médiateurs pour l'Action Interculturelle (AMAI). Le service d'orientation juridique adopte différentes formes, selon s'il est constitué d'une seule personne ou de plusieurs, et si ces personnes sont bénévoles ou salariées. Dans tous les cas, il s'agit d'un service gratuit, qui requiert une actualisation constante des compétences sur les normes à suivre, ce qui rend plus ardue la tâche des personnes responsables⁴⁸.

« Moi j'ai fait deux régularisations, bon, les gens qui étaient ici sans documentation, et bien nous avons essayé de faire quelque chose avec eux, de régulariser leur situation, et il y a eu plusieurs régularisations [extraordinaires] et moi je crois que j'en ai fait, deux ou trois. J'ai reçu, ce qu'il y a c'est que, voyons voir, les choses changent très souvent, alors il a été décidé depuis [la direction d'] ASTI elle-même, qu'il vaut mieux offrir un service de qualité qu'un service à moitié, alors moi souvent je m'arrêtais, je ne suis pas avocat de formation, alors je faisais jusqu'où je savais, et le reste, quand ils arrivaient avec des questions que je ne connaissais pas, je devais les dériver. Alors ce que nous faisons, quand ils nous demandent cette information, nous les dérivons directement, nous leur disons, voilà à tel endroit, tu appelles ce téléphone, tu demandes rendez-vous et tu parles à cette personne. » (Entretien 27 : Responsable de l'antenne locale de CARITAS et ASTI)^{xxxii}.

Ceux parmi les proches des migrants qui les aident à stabiliser leur situation administrative apparaissent comme des acteurs bienveillants. Ils remplissent une fonction similaire à celle des acteurs institutionnels, et à la fois complémentaire. Tandis que les employés de l'administration et les membres des associations accompagnent les migrants dans leurs démarches, leurs proches participent parfois activement aux processus de régularisation et de renouvellement des permis de résidence. Les membres de la famille des migrants, ainsi que leurs connaissances, constituent un réseau d'entraide au sein duquel les échanges marchands sont exclus. Les interventions de ce réseau adoptent différentes formes, allant de la simple information à la prise en charge de la procédure de régularisation. Le regroupement familial et la recherche d'un contrat de travail font partie des démarches au cours desquelles les acteurs bienveillants peuvent apporter leur aide aux migrants en situation irrégulière et aux candidats

⁴⁸ Cette situation n'est pas propre à l'Espagne, mais à d'autres contextes de réception. Ainsi, le film *Samba* (2014) met en scène l'expérience d'un migrant en situation irrégulière en France, et plusieurs scènes mettent en avant les difficultés des personnes et des services chargés de les aider au cours de leur processus éventuel de régularisation.

à l'émigration.

Les migrants marocains, subsahariens et les ressortissants de la Communauté Andine, peuvent faciliter la venue en Espagne de leurs enfants, leurs conjoints ou leurs parents à travers le regroupement familial. Le statut administratif de la personne chargée du regroupement ; le niveau de ses ressources et les caractéristiques de son logement ; ainsi que l'éducation obligatoire pour les enfants de moins de seize ans constituent les principales conditions requises pour que la migration familiale soit reconnue en tant que telle (Article 18. Conditions pour le regroupement familial. Loi Organique 2/2009). Ceux qui viennent en Espagne dans le cadre d'un regroupement familial, pourront bénéficier d'une stabilité juridique. Une fois leur statut reconnu dans toute sa spécificité, ils auront en effet accès à un permis de résidence sans difficulté et sans attente. « *Je n'ai pas eu de problèmes de papiers, je dois dire, ça a été facile, car je venais avec un visa de trois mois et au cours de ces [trois mois], année de naissance, inscription sur le registre des mairies, au commissariat ils te donnent le permis d'un an, et ensuite ça commence, renouvellement, renouvellement.* » (Entretien 8b)^{xxxiii}. Après les premiers moments de l'arrivée en Espagne, le déroulement des carrières migratoires dépendra de l'équilibre entre le poids des réseaux familiaux, qui déterminent la migration, et la régularité de la situation administrative.

Pour ceux qui souhaitent travailler en tant que salariés en Espagne, l'existence d'un contrat de travail apparaît comme un critère préliminaire fondamental afin d'avoir accès à un permis de résidence. Suivant la Loi, et hormis certaines exceptions, les autorités compétentes devront tenir compte de la situation nationale de l'emploi, avant d'accorder une première autorisation de résidence et de travail. La situation nationale sera évaluée par le Service Public de l'Emploi de l'État, à partir des informations apportées par les Régions. Cette évaluation conduira à l'élaboration d'un catalogue regroupant les occupations difficilement couvertes par la main d'œuvre disponible en Espagne (*Catálogo de Ocupaciones de Difícil Cobertura*). Ce document sera ensuite soumis à l'examen de la Commission du Travail Tripartite de l'Immigration, avant d'être approuvé par le gouvernement. Des travailleurs étrangers pourront être engagés pour effectuer des emplois non inclus dans le catalogue, si la gestion de l'offre permet de détecter l'insuffisance de demandeurs d'emploi disponibles et dont le profil correspond à celui demandé (Article 38. Autorisation de travail et de résidence pour un emploi salarié. Loi Organique 2/2009).

Indépendamment de la situation nationale de l'emploi, les réseaux des migrants se mobilisent

pour que des particuliers ou des entreprises acceptent d'engager les migrants en situation irrégulière qui sont déjà en Espagne ou les candidats à l'émigration. Dans le cas des migrants engagés par des particuliers, cette situation engendre la multiplication des contrats pour des services liés au secteur du soin et à l'entretien de la maison (Chapitre VI). Dans le cas des migrants engagés par des entreprises, jusqu'en 2007, la croissance économique a contribué à rendre légitime l'arrivée de main d'œuvre étrangère aux yeux de la classe politique et de la société espagnole, à travers des processus d'embauche individuels et collectifs.

Les réseaux permettent à leurs membres d'accumuler des expériences et des compétences, qui amèneront les migrants à un degré plus élevé de professionnalisation, notamment en ce qui concerne les processus de régularisation et renouvellement de leurs permis de résidence. Lorsque le degré de professionnalisation requis va au-delà des compétences des migrants et de leurs connaissances, ceux-ci pourront se diriger vers les acteurs institutionnels. Lorsque les informations apportées et les services rendus deviennent payants, apparaissent alors deux nouvelles catégories d'acteurs : les professionnels et les exploiters. Tandis que les professionnels vendent leurs connaissances pour faciliter les processus de régularisation des migrants, les exploiters profitent de la précarité dans laquelle ils se trouvent pour les amener vers *le marché noir des papiers*.

Les professionnels regroupent des avocats et d'autres personnes qualifiées que les migrants vont trouver afin de faciliter les démarches administratives qu'ils ne peuvent effectuer par eux-mêmes, pour des raisons de manque de temps ou de méconnaissance de la langue. Dans le cas des enfants de migrants en provenance des pays du nord-ouest de l'Europe, le recourt aux professionnels de la régularisation s'explique par une plus grande capacité d'autonomie, notamment en termes de ressources économiques et informationnelles. « *Pour moi je n'ai pas été beaucoup affecté [par l'irrégularité], parce que quand je suis arrivé ici à Madrid, j'ai été à Parla, j'ai été voir un avocat là-bas, il m'a donné tous mes papiers, et en trois mois j'ai eu [mon permis de] résidence, oui. [Un avocat] privé, privé. Oui, c'est moi qui l'ai trouvé. Un avocat qui est aussi d'origine marocaine aussi, qui aide aussi les marocains.* » (Entretien 8a)^{xxxiv}. La clientèle des professionnels est parfois définie suivant le critère de la nationalité, du fait de la similarité de la langue et de la spécificité de certaines procédures, en cas d'exception ou d'accords bilatéraux entre l'Espagne et les pays d'origine des migrants.



A gauche: Annonce publicitaire d'un cabinet d'avocats spécialisés dans les démarches en droit pour les étrangers et en droit pénal, Parla, novembre 2009. A droite : Petite annonce dans un cybercafé, pour un professionnel spécialisé dans les démarches en droit pour les étrangers, qui propose des processus de légalisation en 4 heures auprès du Ministère des Affaires Etrangères, Parla, février 2010.

L'intervention des professionnels permet aux migrants de gagner du temps et d'éviter des démarches qui sont souvent pénibles, du fait des heures d'attente devant les guichets, mais aussi de l'attitude de certains employés vis-à-vis d'eux (Martín 2009). En effet, ceux-ci ne sont pas toujours en mesure d'apporter aux migrants des informations correctes et complètes. Par ailleurs, ils ne se dirigent pas toujours à eux avec bienveillance et sollicitude. Cependant, plutôt que de décider librement sur un marché des papiers sans contraintes, les migrants sont parfois obligés d'avoir recours à des professionnels du fait de la réforme continue des démarches à suivre, la multiplication des institutions qui interviennent, la limitation des horaires et la saturation des administrations. Les difficultés d'accès au bien recherché – *les papiers* – et l'obscurantisme bureaucratique facilitent ainsi l'apparition d'acteurs prêts à exploiter l'irrégularité.

Les acteurs qui exploitent la demande de papiers, peuvent être eux-mêmes des migrants. Le degré d'exploitation varie considérablement d'une situation à l'autre. Les situations d'exploitation maximale impliquent le trafic d'être humains, l'esclavage et la prostitution forcée. Mais il existe de nombreuses situations qui font preuve d'un moindre degré d'exploitation. Lorsque la rétribution requise aux migrants augmente, l'acteur professionnel se retire pour laisser la place à la figure de l'exploiteur. Surtout, les exploiters sont ceux qui

font payer les migrants pour des services qui devraient rester gratuits au regard de la Loi.

La logique des mariages blancs arrangés moyennant paiement s'applique aussi aux contrats de travail. Dans ce cas, le migrant devra d'abord payer au moment de la signature du contrat, sans toujours avoir reçu les garanties suffisantes de la part de l'entrepreneur ou du particulier qui est censé l'engager. Il en vient parfois à découvrir que l'entreprise n'est pas en règle avec le service des impôts ou d'autres administrations, et le contrat qui lui permettrait d'obtenir un permis de résidence, ne peut donc pas être activé. S'il s'agit d'un contrat qui ne correspond à aucune demande réelle de travail, le migrant devra ensuite s'acquitter tous les mois des cotisations à la sécurité sociale, afin de pouvoir justifier son activité pour renouveler son permis de résidence. Il est également possible que *le faux patron* demande à être rétribué afin de maintenir le contrat durant toute la période. Les risques d'exploitation sur le marché des papiers vont de pair avec la non-reconnaissance des droits sur le marché du travail (Chapitre VI). « *La problème des gens qui viennent sans papiers, c'est que pour faire les papiers, il faut demander un contrat, je ne sais pas quoi, n'importe qui ne va pas te donner un contrat, car il ne te connaît pas, et il ne peut pas te, travailler sans papier, car s'ils sont pris la main dans le sac, il y a des gens qui ont travaillé beaucoup, il y a des gens qui ont travaillé sans papiers, et on profite d'eux.* » (Entretien 8b)^{xxxv}.

Tandis que la méconnaissance des démarches à suivre renforce la précarité des migrants en situation irrégulière, l'intervention des associations permet de limiter leur vulnérabilité. « *Souvent la méconnaissance des [conditions de] renouvellement de sa carte, de tout ce genre de choses, fait qu'ils la perdent, vu les difficultés qu'ils ont à l'obtenir, pour qu'ils la perdent, alors nous avons analysé un peu la situation et nous avons dit, nous allons faire quelque chose, nous allons offrir [un service d'] orientation juridique les samedis après-midi, de six heures de l'après-midi à dix heures du soir, (...) et alors des gens de Mostoles viennent, des gens de Valdemoro, des gens de Getafe, de Pinto, et d'ici-même de Parla, des gens qui ne peuvent pas laisser leur travail, parce que les patrons, la première chose qu'ils leur disent, quand ils leur disent : écoutes, demain je ne vais pas venir car je dois faire les papiers, il dit : regardes, si tu ne viens pas demain, il vaut mieux que tu restes avec tes papiers et je prend quelqu'un d'autre, et alors face aux menaces, face à ces pressions, nous nous sommes un peu mis dans la peau de l'immigré et de nous-mêmes, car moi-aussi je suis immigré, non, nous recevons dans cet horaire.* » (Entretien 26)^{xxxvi}. Quant à l'intervention des administrations, elle reste très limitée pour contrer les pratiques des exploiters de l'irrégularité. L'Etat ne parvient donc pas à réguler toutes les pratiques sociales, et certains aspects des procédures de

régularisation tombent sous le coup de l'informalité, tandis que certaines situations frisent l'illégalité, notamment lorsque les exploitants de l'irrégularité entrent en jeu.

II.3. Vers une citoyenneté européenne ?

Tandis que l'irrégularité caractérise l'échelon le plus précaire de la citoyenneté segmentée, la condition de ressortissant communautaire est placée au sommet de l'échelle des statuts administratifs, juste avant celle des migrants ayant obtenu la nationalité du pays d'accueil. L'objectif est ici de vérifier si ce statut spécifique apparaît de façon aussi privilégiée aux yeux des migrants qu'il ne l'est dans les textes législatifs.

À partir du 1 janvier 2007, l'entrée de la Roumanie dans l'UE a permis à ses ressortissants de ne plus avoir à résoudre les processus d'obtention et de renouvellement de leur permis de résidence, du fait de la liberté de circulation et de travail dont ils ont bénéficié en Espagne⁴⁹. Dès lors, la population roumaine n'a plus été concernée par l'irrégularité, ce qui lui a conféré un statut privilégié par rapport aux migrants en provenance d'un pays tiers de l'UE. Cependant, le statut communautaire ne garantit pas le sentiment d'appartenance à la citoyenneté européenne. Dans ce cas, le degré de reconnaissance des *privilèges* varie entre les migrants et les responsables des associations roumaines.

« Bien qu'actuellement, les roumains n'ont effectivement pas conscience de faire partie de l'Union Européenne, ou des implications que l'Union Européenne peut avoir pour la Roumanie, l'intégration dans l'Union Européenne, je crois que c'est très positif pour la Roumanie et d'une grande aide pour les roumains, le fait de pouvoir collaborer avec les pays de l'Union Européenne, pouvoir mener des projets en commun avec ces pays, pour améliorer la vie des roumains dans notre pays ou de ceux qui se trouvent en dehors de la Roumanie (...). Ici nous constatons ce que d'autres pays ont obtenu une fois qu'ils sont entrés dans l'Union Européenne. Nous avons l'exemple [des conséquences] au quotidien, et [les roumains] attendent, ils rêvent du lendemain, la transformation de notre pays afin qu'il obtienne au moins ce que d'autres ont obtenu. L'Espagne est effectivement un exemple pour

⁴⁹ La liberté de travail des migrants roumains a été remise en question en juillet 2011. Le gouvernement espagnol a alors suggéré de rétablir le permis de résidence pour les ressortissants de Roumanie. Le chapitre VII inclut de plus amples informations sur cette décision, prise dans le contexte de la crise économique.

toute l'Europe, par la façon dont les [projets] européens ont été mis en place. Et pour nous concrètement, ça nous aide beaucoup de pouvoir collaborer avec des institutions et des associations, dans ce cas avec des immigrés, qui ont collaboré avec l'Union Européenne sur différents projets, pour aider les immigrés, et bien, ça nous aide énormément pour développer les projets [que nous avons]. » (Entretien 4 : Responsable de l'Association des Roumains de Móstoles, Móstoles, octobre 2010)^{xxxvii}.

Selon sa responsable, l'Association des Roumains de Móstoles (ARM) agit dans l'ensemble des communes du sud de Madrid, dont Parla. En fait, ses actions se développent principalement à l'échelle locale, en lien avec la municipalité de Móstoles, ainsi qu'à l'échelle transnationale, en lien avec des associations de roumains à l'étranger et des institutions du pays d'origine. Cette association fait preuve d'un degré d'institutionnalisation relativement élevé et étendu. Dans ce cas, l'appartenance à l'UE est d'abord interprétée en termes des possibilités de transformation de la Roumanie. Les changements ayant eu lieu en Espagne, après son entrée dans l'UE, sont considérés de façon positive, ce qui amène la présidente de l'ARM à identifier le pays d'accueil comme un exemple à suivre pour son pays d'origine.

Pour parvenir à des changements positifs en Roumanie, la collaboration avec les autres pays membres apparaît comme un facteur clé. Cette collaboration devrait permettre l'amélioration des conditions de vie des roumains qui résident dans le pays, mais aussi des roumains qui résident à l'étranger, qui pourraient dès lors envisager un retour. Enfin, l'ARM interprète l'appartenance à l'UE en tant que source de financement et d'échange de connaissances avec d'autres associations et d'autres institutions développant des projets avec des migrants. L'UE joue ici un rôle similaire que pour les municipalités espagnoles. Dans le cas de l'ARM, les privilèges de la citoyenneté européenne sont interprétés principalement en relation avec l'amélioration des conditions de vie dans le pays d'origine et des possibilités de retour, la migration en Espagne restant marquée par le *mythe de la temporalité* (Sayad 1999).

D'autres organisations sociales dont les actions se développent principalement à l'échelle locale, bénéficient d'un degré d'institutionnalisation moins élevé et surtout moins étendu que l'ARM. C'est le cas de la Maison de Roumanie de Getafe (MRG), autre ville voisine de Parla. Interrogé sur le droit de vote aux élections locales auquel peuvent prétendre les ressortissants communautaires, le président de cette seconde association revient sur l'ensemble des privilèges de la citoyenneté européenne qui affectent directement les migrants. « *Pour le moment je considère [l'évolution du droit de vote] comme il nous est arrivé au début quand*

nous avons été dans l'Union Européenne, comme il nous est arrivé au début quand nous sommes arrivés en Espagne, l'effet d'appel et tu n'avais aucun papier et tu ne, tu travaillais sur le marché noir. Et bien, tu vois qu'en très peu de temps, des changements radicaux, et très importants, ont eu lieu, et [le droit de vote] aussi peut changer, non ? Pour le moment, avec les [élections] locales, qui sait, dans un futur proche, ça peut changer, non. » (Entretien 6)^{xxxviii}. L'élargissement de l'UE est donc reconnu en termes d'élargissement des droits auxquels le statut communautaire donne accès, parmi lesquels le droit de vote à l'échelle locale, le permis de résidence et le permis de travail.

Quant aux migrants eux-mêmes, la reconnaissance des bénéfices liés à la *citoyenneté européenne* reste limitée (Entretien 2 : Femme roumaine, 44 ans, San Fernando de Henares, septembre 2009). Cette situation est liée au regard qu'ils portent sur les institutions des sociétés d'accueil et d'origine, marqué par un certain manque de confiance, qui les amène à recourir de façon limitée aux services publics (Médiatrice interculturelle des services de santé, Ville de Parla, Entretien 39). Par ailleurs, les roumains, de même que les bulgares, sont souvent concernés par les politiques d'intégration adoptées aux différents échelons de l'administration espagnole, ce qui les situe dans le même groupe que la plupart des ressortissants non-communautaires (Chapitre IV). C'est par exemple le cas au niveau de la Région de Madrid, dans le cadre du Plan d'Intégration (2009-2012), mais aussi à l'échelle nationale. Enfin, tandis que ceux qui ont obtenu la nationalité espagnole, bénéficient d'un accès aux droits qui ne peut être formellement remis en question, en 2011, les ressortissants de Roumanie seront affectés par une remise en question de la part du gouvernement espagnol, de la liberté de circulation et de travail dont ils bénéficiaient depuis 2007 (Chapitre VII). D'un statut régulier, certains ont alors vu leur carrière migratoire affectée par l'informalité, suite à la décision gouvernementale qui les affecte en exclusivité, puisqu'aucun autre groupe national n'est concerné, ni même les ressortissants de Bulgarie, qui est entrée en même temps que la Roumanie dans l'UE.

II.4. La figure minoritaire des réfugiés politiques

Dans le contexte espagnol, l'incidence des demandes d'asile est minime. L'accès au statut de réfugié peut être analysé comme un indicateur de précarité quant à la situation politique dans

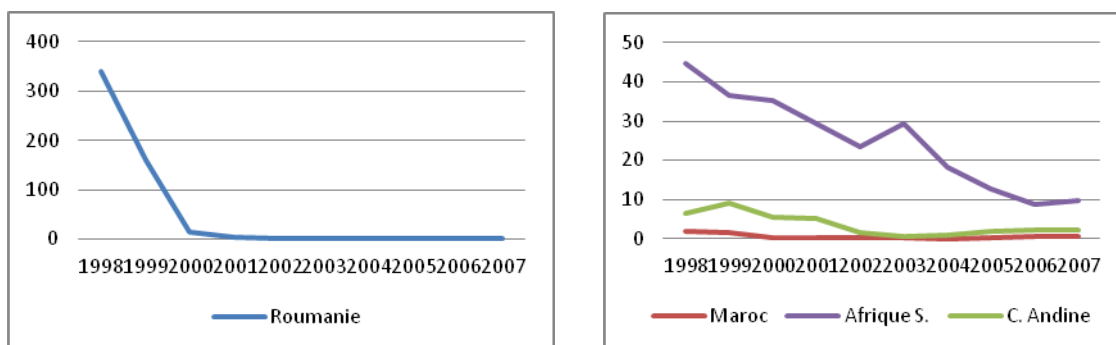
le pays d'origine. En 2007, le nombre de demandes a par exemple augmenté suite au conflit iraquien. Cependant, parmi les migrants persécutés politiquement ou provenant de pays en guerre, rares sont ceux qui accèdent au statut de réfugié, ou bien même qui déposent une demande d'asile. De même qu'il a été constaté dans le cas des migrations familiales et étudiantes, les causes réelles de la migration ne correspondent pas systématiquement avec les statuts. En Espagne, du fait de son incidence minime, l'accès au statut de réfugié peut aussi être perçu comme un indicateur des difficultés auxquelles font face certains migrants pour stabiliser leur situation administrative. En ce sens, les demandes d'asile semblent parfois être le recours de ceux qui n'ont pas d'autres possibilités afin de régulariser leur situation administrative, en lien avec le marché du travail, les stratégies familiales ou la modalité de « l'enracinement social ».

Tableau 13 Évolution des demandes d'accès au statut de réfugié et nombres de décisions favorables (1998-2007), par nombre de personnes

	Demandes	Décisions favorables	% Décisions favorables/Demandes
1998	5.379	208	3,9
1999	7.055	294	4,2
2000	7.533	270	3,6
2001	9.074	298	3,3
2002	6.261	175	2,8
2003	6.948	227	3,3
2004	6.625	161	2,4
2005	4.866	202	4,2
2006	4.238	168	4,0
2007	6.308	204	3,2
TOTAL	64.287	2.207	3,4

Source : MITIN, Annuaires de l'Immigration. Note méthodologique : Chiffre au 31 décembre de l'année en cours. L'Afrique Subsaharienne inclut la Lybie, la Tunisie et l'Égypte.

Graphique 6 Demandes d'accès au statut de réfugié, par rapport à la population étrangère inscrite sur le registre des mairies (1998-2007), par millier de personnes



Source : MITIN, Annuaire de l'Immigration. La proportion des demandes d'accès au statut de réfugié a été obtenue en divisant la population étrangère demandant le statut de réfugié chaque année, par la population étrangère inscrite sur le Registre des mairies, le tout multiplié par mil.

Entre 1998 et 2007, environ 65.000 demandes d'asile ont été déposées, dont 3,4% ont reçu une décision favorable, soit 2.200 personnes au total. En aucun cas, la proportion annuelle de décisions favorables n'a dépassé les 4,2% (Tableau 13). Au début de la période considérée, les demandes d'accès au statut de réfugié concernait 350‰ des roumains inscrits sur le registre des mairies, contre 45‰ des africains subsahariens, à peine 6,5‰ des ressortissants de la Communauté Andine et 2‰ des marocains. La tendance diminue ensuite pour les quatre groupes. Dès l'année 2000, la proportion de roumains déposant une demande d'asile atteint à peine les 15‰, puis elle se maintient en dessous des 0,2‰ à partir de 2003. Le système des demandes d'asile n'est donc pas utilisé par les migrants roumains comme mécanisme de stabilisation de leur situation administrative. Entre 2000 et 2007, la proportion de demandes d'asile reste inférieure à 0,5‰ dans le cas des marocains. Dans le cas des ressortissants de la Communauté Andine, ce même chiffre diminue puis il remonte jusqu'à atteindre à peine les 2,5‰ en 2007. C'est pour les africains subsahariens que le système de demandes d'asile a la plus grande incidence, étant donné que 10‰ d'entre eux ont demandé le statut de réfugié en 2007. Ce constat, en lien avec la plus grande incidence de l'irrégularité, fait de ce groupe le plus vulnérable des quatre ayant été retenus pour l'analyse, en ce qui concerne la régularisation de la situation administrative.

Conclusions

En termes de carrière migratoire (Martiniello et Rea 2011), les raisons de la migration (économique, familiale, étudiante ou politique) ainsi que le statut administratif (situation irrégulière, permis de résidence ou appartenance communautaire) établissent des distinctions plus marquantes que la nationalité. Quant aux raisons de la migration, elles sont ancrées dans les pays d'origine et les pays d'accueil des migrants (Sayad 1999). Ainsi, les caractéristiques des contextes d'origine participent à une certaine perception des possibles, liée aux opportunités de mobilité sociale et de prospérité économique, la capacité d'intervention de l'Etat et la stabilité politique. Ces facteurs sont évoqués par les migrants, indépendamment de leurs origines nationales, bien que l'insécurité soit plus souvent signalée comme un facteur d'expulsion parmi les ressortissants de la Communauté Andine.

A l'instar d'autres contextes locaux de réception, dans la ville de Parla, des figures spécifiques caractérisent les migrations internationales suivant des critères non nationaux. Parmi les migrants africains, le trait distinctif est la plus grande présence d'enfants de migrants établis dans les pays du nord-ouest de l'Europe. Leur expérience se distingue de celle des primo-arrivants et des migrants propulsés par les réseaux migratoires, en fonction d'une plus grande autonomie revendiquée, bien que celle-ci soit parfois remise en question par la réalité quotidienne. En effet, la décision de migrer s'explique en partie par le manque de reconnaissance des sociétés d'accueil de leurs parents. Parmi les migrants arrivés directement en Espagne, les réseaux familiaux peuvent agir en termes d'opportunités, lorsque les *savoirs migratoires* se transmettent et le regroupement familial permet l'obtention d'un permis de résidence, ou en termes de contraintes, lorsque la mobilité internationale échappe à la capacité de décision du migrant. Suivant cette logique, certaines femmes se retrouvent parfois en situation de dépendance du groupe familial, qui les maintient dans un certain isolement, dont elles peuvent échapper à travers les groupes de pair, non nécessairement constitués sur la base de la nationalité, comme c'est le cas du groupe de femmes interculturel, lié à la paroisse de Notre Dame de la Paix (Chapitre IV).

Indépendamment des raisons de la migration, lors de leur arrivée en Espagne, les migrants doivent franchir plusieurs portes d'entrée, qui marquent la première étape de leur carrière migratoire, à la lueur des facteurs objectifs et subjectifs qui les constituent (Martiniello et Rea 2011) et qui évoluent dans le temps (Chapitre VII). D'une part, l'arrivée en Espagne marque

l'histoire personnelle de chaque migrant, notamment en termes *d'âge* dans la société d'accueil. D'autre part, le permis de résidence et de travail constitue le principal facteur objectif qui rend officielle la légitimité de la présence du migrant dans la société d'accueil et qui requiert une certaine professionnalisation de celui-ci et des réseaux auxquels il participe afin de l'obtenir. Aux yeux des migrants, ce permis revêt plusieurs fonctions sociales, telles que l'accès à certains droits, mis en perspective en fonction des connaissances acquises par l'expérience directe et les réseaux au sujet de la société espagnole, en comparaison avec d'autres sociétés d'accueil. Ici, le facteur national acquiert une certaine importance dans la mesure où il conditionne une certaine structure institutionnelle des opportunités, qui diffère selon le contexte national de réception (Chapitre III). De même, les réseaux sont souvent constitués sur la base de l'origine nationale, ou plus exactement de critères linguistiques, ethniques ou religieux.

Au cours de la régularisation de leur statut, les migrants sont accompagnés par quatre catégories d'acteurs, tels que les bienveillants, les institutionnels, les professionnels et les exploiters. Suivant l'évolution du taux d'irrégularité avant la crise économique, les ressortissants d'Afrique subsaharienne se trouvent dans une situation relativement plus précaire, compte tenu de leur taux d'irrégularité et de l'utilisation du système de l'asile, qui reste un aspect résiduel et marginal du régime migratoire espagnol. Au contraire, l'appartenance de la Roumanie à l'UE place les ressortissants de ce pays dans une situation relativement plus privilégiée, bien que la perception des bénéfices réels soit moindre parmi les migrants que parmi les représentants de leur association. Entre les deux, les migrants marocains s'appuient sur l'expérience migratoire des réseaux dans l'ensemble de l'Europe, tandis que les ressortissants de la Communauté Andine bénéficient des privilèges relatifs de l'accès à la nationalité (Chapitre VII). De nouveau, il apparaît que la nationalité est une condition nécessaire non suffisante pour comprendre les différences entre les carrières migratoires. Cependant, qu'en est-il des carrières migratoires en ce qui concerne le travail et le logement ?

Avant d'aborder la réponse à cette question dans le prochain chapitre, il convient de revenir sur les liens entre les conditions de la migration, les processus de régularisation et la typologie des carrières migratoires, proposée dans le premier chapitre (Tableau 14). Ainsi, les carrières migratoires régulières de type sociétaire correspondront typiquement aux enfants de migrants installés dans les pays du nord-ouest de l'Europe, qui viennent s'installer en Espagne sans besoin de s'inquiéter de leur processus de régularisation, étant donné qu'ils possèdent la nationalité d'un pays de l'UE. Et si ce n'est pas le cas, ils peuvent compter sur l'expérience mi-

gratoire de leurs parents dans un autre contexte de réception. Les carrières migratoires régulières de type sociétaire concerneront de même les ressortissants roumains, entre 2007 et 2010, et des migrants arrivant en Espagne avec un permis de résidence et de travail, ou bien un permis d'étudiant, pour ceux dont les raisons de la migration correspondent avec la situation administrative. Si la carrière migratoire adopte un caractère régulier, les migrants auront plus vraisemblablement recours à des acteurs professionnels ou aux administrations publiques pour résoudre la régularisation de leur situation administrative.

Tableau 14 Résumé de la typologie des carrières migratoires, en fonction des motifs de la migration et des processus de régularisation

	Carrière migratoire régulière de type sociétaire	Carrière migratoire régulière de type communautaire	Carrière migratoire informelle de type sociétaire (en temps de croissance économique)
Motifs de la migration	<p>Décision est prise par l'acteur lui-même, par exemple dans le cas des jeunes dont les parents se sont installés dans les pays du Nord de l'Europe.</p> <p>C'est également le cas des migrants qui arrivent en Espagne pour des raisons politiques ou pour les études, lorsque leur statut administratif correspond aux raisons de la migration.</p>	<p>Décision collective ou prise par un autre membre du groupe familial.</p> <p>C'est typiquement le cas des processus de regroupement familial, pour le conjoint mais également les enfants. Les réseaux familiaux peuvent adopter un rôle facilitateur ou contraignant.</p>	<p>Décision isolée du groupe, mélange de raisons professionnelles et personnelles.</p> <p>Motif « caché » ou « non dit » mais déclencheur peut être un divorce, une rupture ou la mort d'un proche.</p> <p>Impact des « <i>push factors</i> », au détriment des « <i>pull factors</i> ».</p>
Situation administrative	<p>Régularisation avec l'aide des acteurs professionnels ou des administrations publiques. C'est le cas des contrats à l'origine ou des processus d'enracinement local, qui sont suivis d'un accès à la nationalité espagnole.</p>	<p>Recours aux ressources locales pour la régularisation, les acteurs qui interviennent sont les proches bienveillants ou les associations locales.</p>	<p>Irrégularité prolongée. Vulnérabilité et abus de la part des exploiters, qui placent les carrières migratoires dans une logique sociétaire, car des échanges marchands (irréguliers,) se mettent en place.</p>

Source : Données de la recherche doctorale

Lorsque les migrants sont affectés par l'irrégularité, les carrières migratoires tombent sous le coup de l'informalité. Ce n'est pas seulement le cas lors de l'arrivée en Espagne, mais en temps de crise économique, certains migrants risquent de perdre leur permis de résidence, suite à la perte de leur travail (Chapitre VII). Les migrants en situation irrégulière souffrent de précarité et de risques d'abus de la part des acteurs qualifiés *d'exploiteurs* ; mais ils peuvent trouver appui auprès des *acteurs institutionnels* et *bienveillants* ; tandis que le recours aux acteurs professionnels pourra avoir lieu si leurs ressources économiques le leur permettent. Parmi les carrières migratoires informelles, une différenciation doit être établie selon les ressources auxquelles les migrants ont accès pour régulariser leur situation administrative. Le recourt aux associations locales ou à leurs proches orientent les carrières migratoires dans une logique communautaire. Au contraire, le recourt aux exploiters placent les carrières migratoires en fonction d'une logique certes irrégulière, mais qui adopte des modes de fonctionnement propre des liens sociétaires, c'est-à-dire que des échanges marchands ont lieu, malgré leur caractère irrégulier et le manque de capacité de contrôle des instances étatiques. Les carrières migratoires ne sont pas seulement concernées par la régularisation administrative. En effet, des échanges marchands ont lieu sur les marchés du travail et du logement, et c'est pour cela que les carrières migratoires informelles sont avant tout considérées comme sociétaires en temps de croissance économique. La logique communautaire vient alors s'ajouter à cette modalité sociétaire, mais elle n'acquiert une existence à part entière qu'en temps de crise économique (Chapitre VII).

CHAPITRE VI. LES CARRIÈRES MIGRATOIRES SUR LES MARCHÉS DU TRAVAIL ET DU LOGEMENT

Dans ce chapitre, l'attention portera sur les *modes de vie* des migrants dans la société d'accueil (Martiniello et al. 2010), en ce qui concerne les mobilités et les interactions sociales sur les marchés du travail et du logement. L'incidence de l'origine nationale sera confirmée dans certains domaines, notamment pour expliquer la configuration des réseaux. En référence à la classification de Weber, les tensions entre les liens communautaires et sociétaux seront mises en avant pour expliquer certaines différences entre les carrières migratoires. Les logiques opérant au sein du voisinage, de la famille et des réseaux de connaissances, se différencient en effet de celles qui opèrent sur des marchés privés dans lesquels priment des critères de compétition. Afin d'analyser les statuts, les mobilités ainsi que les interactions sur les marchés du travail et du logement, une approche microsociologique sera privilégiée face à une perspective qui met en avant le poids décisif des institutions.

Cette orientation s'explique en partie en fonction des thématiques abordées. De ce point de vue, ce chapitre et le suivant rompent en partie avec les chapitres empiriques précédents. Ainsi, les chapitres précédents se concentraient sur les aspects spécifiques de la vie des migrants, tels que les politiques aux échelles de gouvernement centrales, régionales et locales les concernant, les conditions de la migration et les processus de régularisation (Chapitres III, IV et V). Ces aspects des carrières migratoires mettent en avant l'impact des contraintes imposées par le contexte d'origine, mais surtout par la configuration politique du contexte de réception des migrants. Ce chapitre et le suivant aborderont des thématiques concernant la co-inclusion, c'est-à-dire l'ensemble de la société. Mobilités et interactions sociales (Chapitre VI), puis perceptions des possibles dans les premières années de la crise économique (Chapitre VII) feront l'objet d'analyse des deux prochains chapitres. Dès lors, l'objectif principal est de vérifier dans quelle mesure *les migrants en tant qu'acteurs* peuvent gagner en autonomie face aux contraintes structurelles imposées par *la condition migrante*, définies précédemment. Pour ce chapitre, l'hypothèse principale peut être concrétisée, partant du principe selon lequel les caractéristiques des acteurs et des réseaux prennent le pas sur celles des institutions, pour expliquer les carrières migratoires. Au contraire, en temps de crise

économique, comme il sera expliqué dans le septième chapitre, l'hypothèse sera affinée en partant du principe selon lequel les caractéristiques structurelles du contexte de réception prennent le pas sur celles des acteurs et des réseaux.

I. Mobilités professionnelles

Le travail des migrants adultes installés à Parla, reste relativement invisible dans l'espace urbain, étant donné qu'un grand nombre d'entre eux exercent leur activité professionnelle en dehors de la ville. En 2001, 72% de la population locale de nationalité étrangère travaillait exclusivement (62%) ou partiellement (10%) en dehors de Parla. Ces mêmes proportions s'élevaient à 78%, 70% et 8% parmi la population de nationalité espagnole⁵⁰. La plus grande proportion de population étrangère travaillant dans la ville indiquait alors probablement qu'un plus grand nombre d'entre eux exerçait une activité en tant qu'entrepreneur ou petit commerçant. L'expérience des migrants sur le marché du travail est ici envisagée en fonction de la mobilité sociale reposant sur l'acquisition de compétences professionnelles (à travers l'apprentissage de la langue et la formation), et en fonction des interactions sociales. Selon le type d'interactions mises en place avec les fournisseurs et la clientèle, différents types de carrières migratoires auront lieu sur le marché de l'emploi.

I.1. De la localité à la globalisation des parcours de formation

À l'ère de la globalisation, selon Castles et Miller (2003), le degré d'éducation des migrants est plus élevé qu'il ne l'a été au cours des vagues précédentes des migrations internationales. Cette observation se vérifie dans le cas espagnol, notamment pour la population provenant d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est, dont le degré d'éducation est supérieur à celui de la population non migrante (Cachón 2002). Cependant, il n'existe pas de lien direct entre le facteur national, associé à un certain degré d'éducation, et la décision de se former de la part

⁵⁰ Les résultats du Recensement de la Population et du Logement publié en 2011 indiquent une tendance similaire, puisque 71% de la population étrangère travaille en dehors de la ville de Parla, tandis que le même indicateur s'élève à 74% de la population espagnole.

des migrants adultes. Les conditions d'homologation des diplômes, l'âge, les besoins de revenus et les projets de vie, liés à l'existence ou non de responsabilités familiales, interviennent de façon plus décisive pour expliquer la prise de décision. Une fois cette décision prise, deux types de carrières migratoires se profilent en fonction du type de centre, public ou privé ; des raisons de la formation, plus ou moins réfléchies ; des conditions d'accès à la formation, à travers des proches ou un processus de recherche plus autonome ; des compétences acquises pouvant par la suite être valorisées sur le marché du travail, envisagé à l'échelle nationale ou internationale ; et des ressources alternatives acquises au cours des interactions sociales avec les professeurs et les autres étudiants, qui visent à la stabilisation du projet migratoire en Espagne ou l'orientation vers l'étranger. Dès lors, les clés qui permettent de comprendre les carrières migratoires au sujet de la formation des migrants sont aussi valables pour les non migrants. Les carrières migratoires se rapprochent ainsi de l'expérience des non migrants, sur le marché du travail et du logement.

Le premier profil type peut être qualifié d'*expérience locale de formation* et il s'insère dans une logique d'interaction communautaire centrée sur les réseaux et les services situés à proximité du migrant (Borja et Castells 1998). L'expérience d'Ahmed, un jeune homme marocain de 22 ans au moment de l'entretien, peut servir d'exemple (Entretien 7). Les migrants qui suivent une formation en Espagne disposent d'une offre variée à travers différents centres. Dans le cas du jeune homme, Ahmed a été orienté par son groupe familial vers le Centre d'Éducation pour Personnes Adultes (CEPA) localisé dans la ville de Parla, mais qui dépend de la Région de Madrid. Cette décision suppose une économie en termes des dépenses investies, puisque l'offre est gratuite, et du temps mobilisé, pour la recherche de formation et le déplacement vers un centre.

Les migrants suivant un *parcours local de formation* peuvent également être informés des offres qui existent par les acteurs institutionnels, notamment les associations locales, aux yeux desquelles la formation est l'un des principaux besoins de la population migrante. Malgré l'intérêt qu'elles portent à cette question, leurs possibilités d'intervention restent limitées. « *C'est un champ un peu plus difficile, nous ne sommes pas, comment dire, nous ne sommes pas reconnus, comment dire, par l'INEM [Institut National de l'Emploi], alors si le roumain veut faire un atelier, ou suivre un cours dans l'association, parce que toi en plus tu peux lui parler dans sa langue, et alors c'est plus facile pour lui, mais non, nous ne pouvons pas lui donner de diplôme reconnu par l'INEM, tu vois. Alors nous ne pouvons pas organiser de cours interne, [pour qu'] il garde un diplôme, que nous lui donnons, de la part de*

l'association, non, non, non. » (Entretien 6)^{xxxix}.

Les raisons de la formation ne sont pas analysées explicitement par Ahmed, mais celles-ci s'expliquent au regard des motifs de la migration. En effet, la décision de migrer a été prise par le groupe familial au moment du décès du père (Chapitre V). Le jeune homme, ayant alors 16 ans, est obligé de quitter son pays d'origine, et il exprime sa volonté de continuer ses études, de façon plus ou moins contrainte par son âge et l'absence de permis de travail. La décision de se former semble être le fruit d'un concours de circonstances, plutôt que d'un choix réfléchi. Au cours de ses trois années de formation, Ahmed aura acquis de nouvelles compétences en matière de réparation de motocyclette (un an) et d'électricité (deux ans), mais il aura également suivi des cours d'informatique et d'anglais, auxquels il mettra un terme avant d'obtenir un diplôme. Dès lors, sa formation semble dispersée et diverse, sans objectif précis. Mises à part les compétences professionnelles qu'il essayera par la suite de valoriser sur le marché du travail espagnol, la fréquentation du centre de formation lui apporte d'autres types de ressources. Les responsables du centre lui apportent en effet des certificats devant lui permettre de régulariser sa situation à travers un processus « d'enracinement local ». Le centre de formation se consolide pour lui comme un lieu familial, où Ahmed a pu trouver de l'aide en dehors du groupe familial (Chapitre V).

Le second profil type peut être qualifié de *parcours global de formation* et il s'insère dans une logique d'interaction sociétaire qui tient compte des débouchés professionnels sur le marché international du travail. L'expérience d'Abdelaziz et de Marwan, deux jeunes hommes marocains de 23 et 25 ans au moment de l'entretien, peuvent servir d'exemples (Entretien 8). Après avoir passé un certain temps en Espagne, ils ont chacun choisi de suivre une formation professionnelle dans un centre privé situé à Madrid, dont ils ont trouvé eux-mêmes les références sur Internet. « *Je me mets sur Internet, jusqu'à ce que je trouve un cours, allez, c'est parti pour étudier !* » (Entretien 8b)^{xl}. « *Alors j'ai dit que je vais continuer d'étudier ici, alors j'ai commencé à chatter, à chercher, et tout ça, et j'ai trouvé un centre ici, ici à Madrid qui s'appelle Master D, je crois, j'ai mis que je n'avais pas fini mes études et voilà, j'ai payé une partie de l'argent, mais pour étudier, ce n'est pas grave, et maintenant il me reste six mois de cours pour obtenir ce diplôme.* » (Entretien 8a)^{xli}. Au contraire d'Ahmed, le groupe familial n'est pas évoqué au moment de la prise de décision. En comparaison avec celui-ci, le choix d'Abdelaziz et de Marwan a supposé un plus grand investissement de temps et d'argent.

Au moment où il décide de commencer sa formation, Abdelaziz dirige un cybercafé. Le jeune

homme explique sa décision par soucis de ne pas perdre les connaissances qu'il a acquis dans son pays d'origine et de ne pas être limité au cours de son avenir professionnel. *« Après je me suis rendu compte que si je ne restais qu'avec ce petit projet [diriger le cybercafé], je ne vais pas aller plus loin, car avant j'avais un diplôme de technicien spécialisé en automatisme, alors je me suis dit que si je restais comme ça deux ans, je vais perdre tout ce que j'ai dans la tête, je vais me retrouver comme quelqu'un qui n'a pas [été] au collège. »* (Entretien 8a)^{xlii}.

Quant à Marwan, il décide de se former afin de sécuriser son avenir professionnel et d'améliorer ses conditions de travail. *« Moi j'étais, au début j'ai travaillé dans plusieurs boulots, au début [la possibilité d']étudier ne me rentrait pas dans le crâne, parce que j'étais en dehors du Maroc, je disais non, non aux études, mais bien sûr, avec le temps, je dis putain, et bien pour changer d'emploi, tu n'as pas de diplôme, tu n'as pas de travail fixe, le futur n'est pas bon d'ici à demain, parce que d'ici à demain personne ne sait ce qui va se passer (...). Mais [j'ai eu] l'idée d'étudier, quand j'ai commencé dans une entreprise d'arts graphiques, à travailler là-bas, j'aimerais apprendre [à manœuvrer] une machine, bien sûr, car bien sûr, pour prendre la machine, il faut l'apprendre, il faut obtenir un diplôme. »* (Entretien 8b)^{xliii}. Dans les premiers temps de son séjour en Espagne, il n'envisageait pas la possibilité d'étudier car il percevait alors son projet migratoire en tant que migrant économique, venu en Espagne pour gagner sa vie en travaillant. Ses perspectives ont changé au regard de sa carrière migratoire en Espagne, notamment au regard de son expérience professionnelle.

Marwan a choisi d'apprendre à manœuvrer l'une des machines utilisées dans l'entreprise d'arts graphiques qui l'emploie. Pour Abdelaziz, ses études antérieures déterminent le choix de se former en électromécanique des systèmes industriels automatiques. *« Je travaille, mais j'étudie aussi, car bien sûr, si d'ici à demain, tu vas dans une autre entreprise, tu dois le justifier, ce que tu as fait comme travail, si [l'employeur] voit un diplôme qui a un bon niveau, et tu as un diplôme et... Dans la Communauté Européenne, dans n'importe quel pays, d'ici à demain, [si] je me sens vraiment mal ici, je vais en France ou ailleurs, avec le diplôme qui a de la valeur, quand [les employeurs] voient le diplôme... J'étudie pour avoir le diplôme. »* (Entretien 8b)^{xliv}. De même que le permis de résidence ouvre la porte de la mobilité géographique, le diplôme ouvre la porte de la mobilité professionnelle. Dans le cas de Marwan et Abdelaziz, cette seconde perspective est envisagée sur le marché international du travail. *« Ce qu'il y a de bien dans ce diplôme, c'est un diplôme qui te donne un, un certificat international, tu peux travailler dans n'importe quel pays, ou n'importe quel, et voilà. (...) Tu*

peux rentrer jusqu'au pays, même dans ton pays, au Maroc et travailler avec un bon salaire. » (Entretien 8a)^{xliv}. Une fois qu'ils sont libérés des contraintes imposées par les frontières politiques, Abdelaziz et Marwan cherchent à améliorer leur degré de formation. L'expérience des migrants dans la société d'accueil apparaît donc bien comme une carrière, parfois envisagée dans plusieurs pays, et au cours de laquelle les migrants mobiliseront les ressources (permis de résidence, diplôme, etc.) qui leur permettront d'expérimenter la fonction sociale de la mobilité.

L'analyse de ces carrières migratoires laisse entrevoir que la formation n'a pas seulement offert à Marwan et Abdelaziz des ressources professionnelles. En effet, elle a joué pour eux un rôle en termes d'auto-perceptions, leur permettant d'affirmer une certaine identité face aux autres. Dans leur cas, la mise en avant d'une certaine identité en tant que jeune étudiant et travailleur, renvoie à une auto-perception positive en termes d'effort et de mobilité sociale. Cette auto-perception positive se construit en contraposition avec la perception d'une catégorisation négative de la part de certains membres de la société d'accueil, dont les regards sont perçus comme méfiants vis-à-vis d'eux. Dans ce cas, les jeunes hommes ressentent qu'ils sont perçus comme oisifs et menaçants, du fait de leurs origines marocaines. Parmi les femmes marocaines, sont mises en avant l'image d'une certaine soumission aux hommes qui leurs sont proches, ou l'image d'un libertinage supposé, parmi les femmes d'Afrique subsaharienne ou de la Communauté Andine. *« Moi un jour, en sortant du collège, ils m'ont dit : « eh, salope de noire... on va dans un coin... c'est ce qui vous plaît ». Et moi je suis restée... S'ils ne t'insultent pas, ils te font des propositions du genre « olé olé »... et après les femmes [disent]: eh... ne la regardes pas, pourquoi tu regardes mon mari ? »* (Entretien 25)^{xlvi}.

I.2. Socialisation et sociabilités à travers l'apprentissage de la langue

La formation de la population migrante implique l'acquisition de nouvelles compétences valorisées sur le marché du travail et l'apprentissage de la langue⁵¹, exception faite des

⁵¹ La Constitution Espagnole reconnaît l'existence de quatre langues officielles : le castillan, le catalan, le basque et le galicien. Dans certaines régions, se pose la question de l'apprentissage d'une des langues minoritaires, qui apparaît parfois comme un élément d'affirmation des identités régionales. C'est notamment le cas en Catalogne, où l'apprentissage du catalan est au centre des débats concernant l'adaptation des migrants dans la société

migrants qui maîtrisent l'espagnol avant leur arrivée. Tandis que le centre de formation constitue un lieu d'interactions sociales entre migrants et non migrants, les centres d'apprentissage de l'espagnol apparaissent comme des endroits spécifiques pour la population étrangère qui ne maîtrise pas la langue du pays d'accueil.

Dans la ville de Parla, les cours d'espagnol font partie des initiatives d'associations religieuses, de certains services municipaux, responsables notamment de la santé et de l'éducation, et du Centre d'Éducation pour Personnes Adultes (CEPA), déjà mentionné auparavant. Hormis dans ce dernier lieu, la plupart du temps, les professeurs sont des bénévoles dont l'activité est liée à une association ou un groupe religieux. Au contraire des centres de formation, les centres d'apprentissage de l'espagnol peuvent apparaître comme des lieux spécifiques que les non migrants ne fréquentent pas. Cependant, les élèves sont en contact avec leurs professeurs et les membres du centre ou de la paroisse dans laquelle les cours d'espagnol sont organisés. Des activités de loisirs (visite touristique ou célébration de certaines fêtes) sont proposées afin de faciliter les échanges et les rencontres entre migrants et non migrants, qui participent à différents programmes. Les centres d'apprentissage de l'espagnol orientent ainsi les migrants vers de nouveaux espaces de sociabilité.

Dès lors, l'apprentissage de la langue s'accompagne de la socialisation aux normes informelles du nouveau contexte de réception des migrants (Entretien 27). Ce processus de socialisation peut être reconnu comme un objectif explicite par les responsables des centres (Entretien 29 : Responsable des cours d'espagnol et d'alphabétisation, Paroisse du Christ Libérateur). Les femmes musulmanes sont particulièrement visées par ce projet, qui peut être interprété de deux points de vue. Objectivement, l'éducation et l'émancipation de la femme sont des principes défendus par de nombreuses institutions dans le monde pour lutter contre l'exclusion sociale. Cependant, l'identification de la femme musulmane comme objet d'intervention sociale, exclut l'homme musulman, qui apparaît souvent comme responsable d'un certain isolement social de son épouse, de sa femme, de sa sœur ou de sa fille. Ces perceptions, qui restent la plupart du temps latentes, s'expriment parfois de façon manifeste. L'homme musulman apparaît alors comme une menace non seulement pour la femme musulmane, mais aussi pour l'ensemble de la société espagnole. Le racisme culturel n'est pas loin, notamment lorsque ces projets sont mis en place par des associations religieuses adhérant à la formulation politique de l'intégration définie par l'administration régionale

d'accueil.

(Chapitre III). En effet, celle-ci ne manque pas d'établir des distinctions entre les migrants, en fonction de leurs caractéristiques culturelles (Chapitre III). Au sein de l'UE, la convergence entre les pays membres s'effectuent donc en partie en termes des débats qui les traversent, en ce qui concerne notamment la position de l'Islam dans les sociétés d'accueil.

Indépendamment des groupes concernés, l'apprentissage de la langue est l'un des besoins les plus pressants exprimés par les migrants qui ne maîtrisent pas l'espagnol. Cette méconnaissance est parfois ressentie comme un handicap face à ceux pour qui l'espagnol est la langue maternelle. « *La langue c'est vrai que c'est très, comment dire, ça cause beaucoup de problème, et c'est un, un défaut pour nous, pour nous intégrer.* » (Entretien 7)^{xlvi}. « *Parce que les gens ne savent pas parler espagnol, les gens souffrent.* » (Entretien 31)^{xlvi}. Cependant, tous n'ont pas recours aux centres qui offrent des cours. D'une part, les places sont rares, les listes d'attente sont longues et les horaires ne sont pas toujours adaptés à la disponibilité des élèves. Par ailleurs, hors des programmes officiels reconnus par la Région de Madrid, qui est l'administration compétente en matière d'éducation, les élèves ne peuvent pas obtenir de diplôme pouvant être reconnu et valorisé sur le marché du travail. Enfin, dans la ville de Parla, il n'existe pas de critères communs, qui garantissent l'homogénéité de l'apprentissage reçu par les élèves des différents centres, au contraire de ce qui se passe dans la ville voisine de Fuenlabrada (Entretien 5).

Les responsables des services d'éducation ont tenté de palier ce déficit en organisant des réunions qui prétendent réunir les responsables des paroisses, des associations et des services publics qui offrent des cours d'espagnol (Chapitre IV). Cependant, les horaires des employés municipaux, de 9h à 15h, voire 17h au plus tard, ne correspondent pas toujours aux horaires des bénévoles, qui s'investissent dans l'apprentissage de la langue, à la fin d'une journée de travail qui les oblige souvent à rentrer à Parla après 20h (Entretiens 27 et 48). Par ailleurs, les membres des associations sont parfois réticents à s'adapter aux critères fixés par l'administration municipale. Certains vivent cette adaptation comme un renoncement à leur autonomie, et ils ne manquent pas de rappeler que leur organisation a mis en place un service indépendamment de la Mairie, afin de répondre à un besoin dont l'administration n'a pas tenu compte pendant longtemps, sans recevoir de soutien en échange, en termes de subvention ou de cession d'un espace de travail. De nouveau (Chapitre IV), le problème de la responsabilité et de la légitimité de l'attention aux migrants se pose de façon particulièrement accrue dans un contexte national où l'État providence est relativement peu développé et la marge de manœuvre des administrations publiques reste donc limitée. La situation est différente en

Catalogne, où l'apprentissage du catalan est assumé comme un objectif central par l'administration régionale, et les cours de langue catalane restent donc nombreux, afin de garantir l'apprentissage pour l'ensemble des nouveaux venus, en provenance de l'étranger ou des autres régions d'Espagne.

Parmi ceux qui fréquentent les centres d'apprentissage de la ville de Parla, la majorité des migrants sont d'origine africaine et asiatique. Au contraire, la population roumaine n'assiste que très peu aux cours d'espagnol, principalement dû aux similitudes entre leur langue maternelle et la langue majoritaire du pays d'accueil, qui partagent la même origine romane (Chapitre II). Quant aux ressortissants de la Communauté Andine, s'ils fréquentent les centres, c'est en tant que professeur, bénévole ou parce qu'ils participent à d'autres activités, telles que le catéchisme dans les paroisses. Malgré l'importance de la demande, les places réservées aux élèves ne sont pas couvertes dans tous les centres. Le décalage avec l'offre s'explique par la grande mobilité des migrants, leurs contraintes familiales, et la flexibilité de leurs horaires de travail, qui constituent autant d'obstacles pour qu'ils puissent s'engager à moyen ou long terme dans un projet d'apprentissage linguistique.

Les limitations de l'offre et les contraintes des migrants peuvent expliquer pourquoi certains font l'apprentissage de l'espagnol à travers des contacts informels avec des hispanophones. « *Quand je suis venu ici, je parlais un peu de français, alors avec mon professeur de, de l'école, j'utilisais quelques mots et lui me comprenait, des mots en français, mais je suis venu ici comme un muet, tu sais, je ne savais même pas ce que voulait dire, je ne sais pas, arbre, ou, mais bon, ça y est, ça y est je parle, pas bien, mais je me débrouille, non ?* » (Entretien 7)^{xlix}. Parmi les migrants africains, la connaissance d'autres langues européennes facilitent l'apprentissage. « *Comme ça, seul, et en étudiant aussi à la maison, mais ça rentre, quand les gens, la personne a d'autres langues, elle n'a pas de problème pour qu'une langue rentre, par exemple maintenant j'ai un peu de français, un peu d'allemand et un peu d'anglais, c'est ça, quand tu veux commencer à étudier une langue, tu n'as pas de problèmes, parce que beaucoup de mots sont les mêmes.* » (Entretien 8a)^l.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'une langue utilisée couramment par le migrant au sein des réseaux de son pays d'origine, comme l'anglais parmi les nigériens, l'acquisition de compétences linguistiques en espagnol va souvent de pair avec l'oubli des autres langues européennes. C'est ainsi que les migrants marocains ayant reçu une éducation en français, oublient les notions qu'ils ont de cette langue, tandis qu'ils maintiennent l'usage de l'arabe ou du berbère,

sinon les deux. Enfin, l'apprentissage de l'espagnol en marge des centres qui offrent des cours, ainsi qu'une certaine endogamie des réseaux en fonction de la langue, expliquent pourquoi le niveau d'espagnol de certains migrants africains et asiatiques reste limité, même après de longues années de résidence en Espagne. Le degré de connaissance de la langue n'explique que partiellement les carrières migratoires sur le marché du travail. En effet, certains migrants n'ont pas besoin de maîtriser l'espagnol pour exercer leur activité. La langue n'offre donc pas la garantie absolue de travailler.

I.3. Les carrières migratoires sur le marché du travail

Les expériences des migrants sur le marché du travail, peuvent faire l'objet d'une classification selon s'ils s'insèrent dans l'économie formelle ou informelle⁵², en tant que salarié ou entrepreneur, au sein d'un marché orienté ou non vers les autres migrants. Lorsque cette orientation spécifique existe, celle-ci peut concerner les biens et les services offerts, ou les réseaux de clients et de fournisseurs. Ces trois critères (degré de formalité, relation à l'activité, orientation vers les autres migrants ou non) permettent l'identification de quatre trajectoires types, qui seront qualifiées d'informelle, de féminine, de salariée et de minoritaire⁵³. En comparaison avec ces deux derniers, les expériences professionnelles de type informel et féminin sont exposées à une plus grande précarité. Face à l'absence d'un contrat de travail, l'accès aux droits sera restreint. Même au sein de l'économie formelle, les droits des migrants seront limités selon la durée de leur contrat (indéfini ou défini) et le temps de leur travail (complet ou temporaire). L'insertion professionnelle des migrants déterminera leurs possibilités d'accéder à un logement décent, d'obtenir un crédit bancaire ou de cotiser au régime de la sécurité sociale et de la retraite, c'est-à-dire de sécuriser et de stabiliser leur situation socioéconomique. Le rapport au travail aura aussi des conséquences sur les possibilités de régularisation de la situation administrative (Chapitre V). L'objectif est ici de démontrer que la précarité de la relation de travail continue de conditionner les carrières migratoires au sein de la société espagnole, sans que la première étape du cycle migratoire ne

⁵² L'utilisation de ces termes sera expliquée dans le paragraphe suivant.

⁵³ Les interactions entre les migrants et leurs employeurs ainsi que l'intervention des services municipaux pour la promotion de l'emploi et de la formation, seront analysés dans le Chapitre VII, afin de mettre en avant la précarisation **de l'emploi** dans le contexte de la crise économique.

puisse être totalement dépassée, et ceci avant même le début de la crise économique (Chapitre VII).

Dans le contexte espagnol, l'économie informelle a pris de l'essor indépendamment des migrations internationales. Reyneri (2003) a démontré que l'informalité constituait l'une des caractéristiques fondamentales des marchés dans les pays d'Europe du sud. En Espagne, l'extension de l'activité économique basée sur l'usage intensif de main d'œuvre peu qualifiée est l'un des facteurs qui explique l'arrivée accélérée de population étrangère dès la fin des années nonante, dont une partie a finalement rejoint l'économie informelle. La facilité relative avec laquelle les migrants peuvent s'insérer dans ce secteur constitue en elle-même un facteur d'attraction. Bien qu'elle regroupe l'ensemble des activités illicites, la plupart des activités qui constituent l'économie informelle sont licites aux yeux de la loi espagnole. Compte-tenu l'ampleur des activités économiques qui ne sont pas soumises au contrôle de l'État espagnol et leur imbrication avec certains secteurs qui le sont, la notion d'*économie informelle* est préférée aux termes d'*économie parallèle*, d'*économie souterraine* ou de *travail au noir*.

Deux cas de figure peuvent alors apparaître. Les employeurs de l'informalité deviennent parfois les exploiters des migrants, rendus particulièrement vulnérables lorsqu'ils sont en situation irrégulière. Cependant, l'économie informelle permet aux migrants d'avoir accès à des revenus, indépendamment de leur statut administratif. Ceux-ci développent parfois leur activité de façon autonome. La vente ambulante, l'import/export à petite échelle, le transport de biens lors de voyages dans le pays d'origine, constituent autant d'activités informelles qui apportent des revenus aux migrants. Toutes ces activités se placent dans la continuité de l'organisation économique informelle des sociétés d'origine, des petits commerces de rue de Bolivie ou d'Équateur, aux zouks du Maroc et d'Afrique Subsaharienne, en passant par les marchés de Roumanie. Le *commerce de la débrouillardise* maintient ainsi les migrants à l'écart de la pauvreté.



À gauche : « Femme roumaine de 34 ans recherche travail comme femme de ménage externe, pour s'occuper d'enfants ou de personnes âgées. Avec expérience. » (Parla, novembre 2009). À droite : « N'oublions pas nos coutumes et traditions à prix économique et à domicile. Boisson au maïs noir et petits pains. Dîner de Noël ou du Jour de l'An... Ou si tu as envie d'un menu spécial pour le week-end. Repas équatorien et péruvien. » (Parla, novembre 2009).

Au sein de ce commerce, une division de genre s'opère. Les hommes s'occupent des activités les plus illicites, allant de la vente de drogue dans les espaces publics à la reproduction de copies non autorisées de disque de musique ou de film, en passant par la vente non déclarée d'objets électroniques (Entretien 14 : Homme indien, 40 ans, 10 ans en Espagne), tandis que les femmes sont moins exposées au risque d'être contrôlées. Lors d'une rencontre entre femmes migrantes, indépendamment de leur nationalité, il n'est pas rare qu'au moins l'une d'entre elle sorte un catalogue de Cristian Lay, fabricant de petite bijouterie, dont elle ventera les mérites auprès de ses consœurs, afin de se défaire du stock qu'elle a acheté (Photographie 13). D'autres choisissent de confectionner des spécialités gastronomiques de leur pays ou leur région d'origine (Photographie 11), pour les vendre à la sortie des transports en commun, dans les boulangeries ou les cafétérias du voisinage, ou lors des rassemblements auxquels sont convoqués les migrants, comme c'est le cas des fêtes de famille, des concerts de musique ou des élections présidentielles des pays d'origine, lorsque celles-ci sont convoquées, principalement dans la ville de Madrid. Les femmes migrantes sont également nombreuses à être employées dans le secteur du soin (Photographie 12). Celui-ci, souvent en marge de toute régulation, constitue une source d'emplois qui s'est maintenue au cours des premières années de la crise économique (Chapitre VII).

Photographie 12 Petites annonces pour demandes d'emploi dans le secteur du soin, Parla (2009)



À gauche : « Jeune péruvienne de 33 ans, sérieuse et responsable, cherche du travail à temps complet et pendant les week-ends, pour travailler avec des enfants, des personnes âgées ou pour faire le nettoyage, avec de bonnes références et papiers en règle. » (Parla, novembre 2009). À droite : « Nettoyage (approfondi), cuisinière, coiffeuse et autres travaux à domicile. Femme ukrainienne (mariée, honnête, économique, gentille, responsable, ordonnée, organisée et de toute confiance), avec documents en règle, références et expérience, s'offre pour travailler à temps partiel 1 fois par jour, par semaine, tous les 15 ou 30 jours. Ne fume pas, ne boit pas. Végétarienne, consciencieuse et distinguée. Je parle espagnol, anglais, russe et roumain. Domicile habituel à Parla. » (Parla, novembre 2009).

De même que dans d'autres pays d'Europe du sud, en Espagne, le *welfare regime* se caractérise par une plus grande intervention de la famille, mais aussi des acteurs privés (par exemple des entreprises de service à la personne ou des maisons de retraite), face aux institutions étatiques. Ce trait représente justement une structure d'opportunités pour les femmes migrantes, en leur fournissant des emplois dans le secteur du soin. Selon l'expression utilisée par Teresa Torns (1997), et reprise par Sonia Parellá (2003), les « services de la vie quotidienne » regroupent la garde d'enfants, l'accompagnement à domicile de personnes âgées ou malades en situation de dépendance, ainsi que l'entretien de la maison, en étant logée ou non chez leur employeur.

La compétition entre les femmes provenant de différents pays, notamment d'Europe de l'est et d'Amérique Latine, les oblige à multiplier leurs savoirs faire pour augmenter la compétitivité sur le marché. Ménage, cuisine, repassage, couture, coiffure, garde des animaux, garde des enfants, sont autant de petites tâches ménagères qui peuvent leur être requises. Situation administrative, nationalité et traits de caractère sont retenus comme *critères d'évaluation*, alors même que ses femmes sont parfois surqualifiées par rapport à leur emploi, au regard de leurs diplômes ou des langues qu'elles maîtrisent (Photographie 12). En termes de reproduction des inégalités sociales, le travail domestique rémunéré suppose un transfert de

la situation de dépendance des femmes non-migrantes, qui gagnent en autonomie et temps libre, aux femmes migrantes, qui sont perdantes au regard de ces deux aspects, mais aussi compte-tenu du temps qu'elles ne peuvent pas consacrer à leur propre foyer. Parfois, assurer leur revenu en gardant les enfants d'une autre famille, implique qu'elles ne peuvent pas s'occuper des leurs, qui sont laissés à leur compte ou au soin d'un proche, en Espagne ou dans le pays d'origine.

Photographie 13 Petites annonces pour des offres d'emploi, Parla (2009)



À gauche : « CRISTIAN LAY. TU VEUX GAGNER DE L'ARGENT ? Augmente tes revenus. Tu ne devras rien investir. Tu pourras être promu dans l'entreprise selon tes rendements. Il est requis d'être sérieux et agréable. Prend contact avec Mademoiselle Loli. » (Parla, novembre 2009). À droite : « Travaille dans les aéroports. Plus de 250.000 postes à la T4. Chargé/e de l'enregistrement des passagers et des bagages. Salaire : 2.000€/mois. Hôte/esse d'accueil. Congrès, AVE, Croisières, RENFE. Salaire : 1.800€/mois. Stages rémunérés. Hôtesse ou auxiliaire de vol PNC (Personnel navigant commercial). Diplôme officiel de l'aviation civile. Salaire : 2.200€/mois. Secrétaire de direction. Assistant de direction. Salaire : 2.000€/mois. Stages rémunérés. Agent de voyages. Salaire : 1.700€/mois. Agent de réservations ASL pour AMADEUS. Salaire : 1.800€/mois. Tous nos cours ont une bourse du travail. ÁBACO. » (Parla, décembre 2009).

Au sein de l'économie informelle, les femmes sont particulièrement vulnérables lorsqu'elles sont exposées à l'exploitation d'un employeur. Parmi les femmes, ces expériences extrêmement précaires s'insèrent dans des secteurs qui échappent presque entièrement à toute régulation en termes d'accès aux droits, mais qui bénéficient d'une certaine tolérance sociale. C'est le cas de la prostitution ou, dans une moindre mesure, des services domestiques, notamment lorsqu'ils sont effectués par des femmes qui logent chez leur employeur. Les migrantes qui travaillent dans ces secteurs peuvent difficilement être abordées, étant donné qu'il n'existe pas de prostitution de rue à Parla et que les femmes qui travaillent comme internes sortent rarement de chez leur employeur qui, par ailleurs, résident souvent en dehors

de la ville de Parla. Certes, le degré d'exploitation des deux activités n'est pas équivalent, cependant, la figure de la prostituée et celle de la domestique partagent un dévouement élevé de leur corps au travail. Dans les deux cas, les désirs de l'employeur ou du client peuvent prendre le pas sur les envies de celle qui travaille, jusqu'à parfois les effacer⁵⁴.

L'insertion professionnelle dans un secteur de l'économie formelle ou régulière, en tant que salarié ou entrepreneur, garantit une plus grande sécurité pour les migrants. Bien que ces facteurs puissent faciliter la mobilité sur le marché de l'emploi, la réalisation d'une formation ou l'apprentissage de l'espagnol ne sont pas des conditions nécessaires pour trouver un travail en Espagne, du moins avant le début de la récession économique (Chapitre VII). Ceux qui ne maîtrisent pas l'espagnol, pourront faire valoir leurs connaissances d'autres langues (anglais, roumain, berbère, etc.) au sein d'activités professionnelles tournées vers les migrants ou bien réaliser des activités qui requièrent des compétences limitées en matière de communication, comme c'est le cas de l'élevage et de l'agriculture, dans les zones rurales ou limitrophes de la région de Madrid. Au sein de l'économie formelle, les compétences professionnelles et relationnelles seront particulièrement valorisées dans des secteurs orientés vers les besoins de la population non migrante. Au contraire, l'appartenance à un certain groupe migrant agira comme facteur clé pour expliquer l'orientation professionnelle dans des commerces et des services dirigés par, et parfois pour, les migrants.

L'impossibilité de délocaliser certaines activités, ainsi que l'augmentation des perspectives professionnelles des non migrants, expliquent pourquoi les travailleurs étrangers se concentrent dans les secteurs de la construction, la restauration, les services à la personne et l'agriculture (Cachón 2002). Nombreux sont les migrants employés au sein d'entreprises de la société d'accueil, en tant que salariés (Photographie 13). En marge des secteurs de production caractéristiques de la société d'accueil, sont apparues des activités tournées vers les migrants. Dans ce cas, l'expérience professionnelle peut être qualifiée de minoritaire, étant donné que les produits et les réseaux ne sont pas orientés vers la société d'accueil. Le caractère minoritaire de l'expérience professionnelle ne dépend pas de sa représentativité, mais du type de produits et de services, des réseaux de fournisseurs et de la clientèle vers laquelle s'orientent ses activités, soit principalement la population migrante de la ville et des

⁵⁴ Consulter au sujet du travail domestique : « Mirage des services à la personne », Dossier du *Monde Diplomatique*, septembre 2011.

alentours⁵⁵. Cette situation place automatiquement les carrières migratoires dans une logique régulière de type communautaire ; tandis que les parcours professionnels salariés ont plus vraisemblablement tendance à adopter les traits des carrières migratoires régulières de type sociétaire.

Photographie 14 Médiateurs interculturels, originaires de Colombie, d'Italie et de République Démocratique du Congo, collaborant avec les services de santé de la Mairie de Parla, lors d'une journée de travail interne (2010)



Légende : Parla, juillet 2010.

C'est le cas des migrants qui travaillent dans l'économie sociale, dans le cadre d'une association, voire en collaboration avec la municipalité, afin d'améliorer les conditions de vie de la population migrante locale, dont ils représentent l'ensemble ou une partie (Photographie 14). En référence au contexte belge, Rea et Brion (2008) reprennent l'expression de Piven et Cloward (1979) pour définir ceux dont l'emploi est financé par les politiques sociales comme une *Welfare Class*, c'est-à-dire un groupe social qui vit directement des politiques publiques et qui en tire les principaux bénéfices. En Belgique, la multiplication des nouveaux métiers de la ville (animateurs, médiateurs, éducateurs de rue, etc.) aurait offert des opportunités d'emploi à des publics discriminés sur le marché du travail. Par ailleurs, les nouvelles politiques urbaines belges construisent des relations de fidélité qui pourront être mobilisées, notamment lors des élections locales. La proximité que ces travailleurs sociaux maintiennent avec les autorités

⁵⁵ Au cours de l'enquête de terrain, des jeunes filles, qui portent le voile, ont expliqué qu'elles se rendaient à Parla pour chercher des vêtements dans des magasins spécialisés qui n'existent pas dans d'autres villes de l'agglomération de Madrid. Elles cherchent des vêtements qui soient en accord avec leurs croyances religieuses.

politiques permet la consolidation d'un certain capital social. Selon Rea et Brion, leur rôle vise à neutraliser au quotidien les risques de conflits urbains, ou construire des espaces de médiation à travers lesquels transmettre aux élus les demandes de la population locale.

En comparaison avec les contextes belges et français, la dimension territoriale de l'intervention sociale est moins développée dans le contexte espagnol, au profit de la dimension sectorielle (dans le domaine de l'éducation, l'emploi ou encore la santé), visant parfois un certain groupe social, reconnu en fonction de sa vulnérabilité (les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées ou encore les chômeurs). À travers le tissu associatif auquel ils prennent part, les travailleurs de l'économie sociale peuvent aspirer à des financements de la part des différents niveaux de l'administration publique espagnole. Ces demandes peuvent être émises en partenariat avec des services municipaux, notamment si les migrants font partie d'une association locale, ou directement auprès des organismes financeurs, plus vraisemblablement dans le cas des sections locales des associations représentées à l'échelle régionale ou nationale. Dans le contexte espagnol, la *Welfare Class* est constituée par des ressortissants de toutes les nationalités (Photographie 14). L'insertion professionnelle au sein de l'économie sociale est parfois perçue comme un tremplin pour accéder à des ressources, surtout économiques. La plupart du temps, ceux qui suivent cette orientation, font valoir leurs connaissances des carrières migratoires, leur formation ou leur expérience professionnelle dans le pays d'origine. Les migrants de la *Welfare Class* combinent souvent plusieurs rôles, dont celui d'employé municipal (sous contrat), de responsable associatif et d'affilié à la section locale d'un parti politique (Entretiens 5, 26 et 30). Cependant, leur statut reste précaire étant donné que la continuité de leur poste de travail dépend de la continuité des financements. Ils ne seront pas exempts des conséquences de la crise économique (Chapitre VII).

D'autre part, l'expérience professionnelle de type minoritaire concerne les migrants qui travaillent dans des entreprises dont les produits et/ou les réseaux s'orientent principalement vers les migrants. Ce type d'orientation est particulièrement visible dans l'espace urbain, à travers les commerces de proximité dont les entrepreneurs sont des migrants. Ces commerces accomplissent de nombreuses fonctions sociales aux yeux de la population migrante locale. Les cybercafés, qui offrent différents services en matière de télécommunication, permettent de maintenir le lien avec la société d'origine, à travers coups de fils, échanges de courriers électroniques, utilisation des services de chat instantané, visualisation de films ou de clips musicaux.

Photographie 15 Références sportives et touristiques, renvoyant au pays d'origine dans un restaurant péruvien (2010)



A gauche : « Et vas-y, avant un sentiment, aujourd'hui une passion, U de Lima-Pérou (équipe universitaire) ». A droite : Broderie représentant les ruines du Machupicchu, Cuzco, Pérou. Parla, Janvier 2010.

Par ailleurs, les petits commerces sont définis par certains migrants comme des *clubs sociaux*, leur permettant de trouver refuge des menaces extérieures, réelles ou imaginées, telles que le déracinement, la solitude, le racisme ou les contrôles policiers. Ces espaces de la vie quotidienne assument parfois les fonctions sociales propres des associations locales. « *Par moment, je ne sais pas, des compagnons, comme maintenant c'est la crise, ils n'ont aucun endroit où aller, car il n'y a que des bars et voilà... Alors nous faisons des réunions.* » (Entretien 31a)^{li}. Les réseaux d'entraide agissent parfois activement au sein de ces espaces, comme lorsqu'une jeune fille latino-américaine informe l'un de ses compatriotes des démarches à suivre pour régulariser sa situation administrative dans un commerce d'alimentation tenue par une femme de la même origine (Notes de terrain, octobre 2009).

Compte-tenu de leur appellation et d'autres éléments d'identification, certains commerces apparaissent comme une représentation de la société d'origine (Photographie 15). Lorsque ces éléments d'identification sont absents, les petits commerces ne s'orientent plus spécifiquement vers les migrants. Ainsi, les magasins d'alimentation, les salons de coiffure, certains lieux de restauration et d'habillement accomplissent des fonctions sociales pour

l'ensemble de la population locale. Au sein de l'espace urbain, les entrepreneurs migrants ainsi revitalisent le commerce de proximité. Dès lors, cette observation amène à considérer la dimension territoriale des migrations internationales au sein de l'espace local.

II. L'empreinte des migrations internationales dans l'espace urbain

L'empreinte des migrations internationales dans l'espace urbain est conditionnée par l'existence d'espaces ouverts, d'espaces minoritaires et d'espaces hostiles, définis comme tels en fonction des interactions sociales auxquelles les migrants prennent part. Les espaces ouverts rendent possible les contacts entre la population migrante et non migrante. Au contraire, au sein des espaces minoritaires, les migrants ne coïncident que rarement avec les non migrants. Ces espaces concernent typiquement les commerces de proximité dont les réseaux et les produits sont exclusivement tournés vers les communautés migrantes. Enfin, compte tenu de la surveillance et des contrôles auxquels ils sont soumis, certains espaces semblent fermés aux migrants. Lorsque la police intervient, les stratégies d'évitement ne font qu'augmenter de la part de ces derniers, cependant, la fermeture des espaces s'explique la plupart du temps en fonction des perceptions entre les populations migrante et non migrante.

L'empreinte des migrations internationales dans l'espace urbain peut être abordée à travers l'observation répétée de la ville et de ses commerces, ainsi que l'observation des logements, au cours des entretiens avec les migrants. Les lieux de passage et d'attente constituent les espaces publics, tandis que les commerces sont des espaces semi-privés, qui se caractérisent en fonction de leur clientèle, leurs appellations et leur situation géographique dans la ville. Au contraire, les logements constituent les espaces privés des migrants, qui se distinguent par un certain degré de concentration ou de dispersion dans l'espace résidentiel, ainsi que d'autres traits qui leur sont propres. Les derniers recensements (2001 et 2011) ainsi que le registre des mairies, dont les données sont disponibles à l'échelle des municipalités et des îlots, permettront de compléter les informations qualitatives issues du terrain.

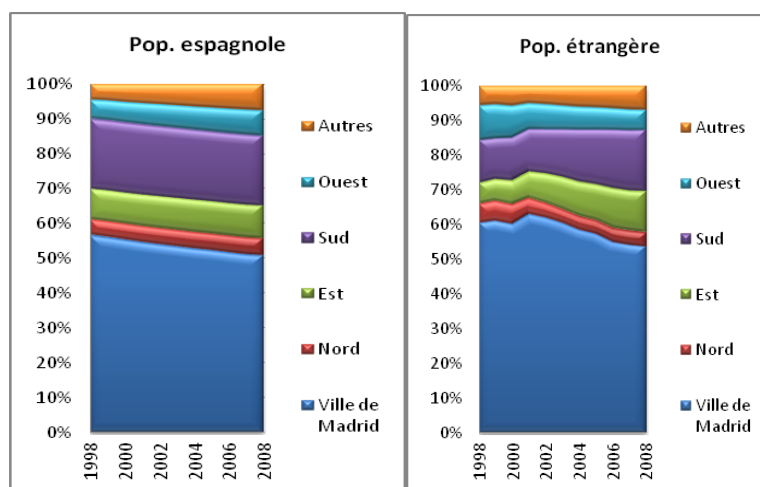
II.1. Répartition spatiale et situation résidentielle

La répartition spatiale de la population détermine en partie ses opportunités d'interactions sociales. Au sein de la Région de Madrid, la population migrante reste inégalement répartie. Dans ce contexte régional, au cours de la première étape du cycle migratoire espagnol, la majorité des migrants s'est d'abord installée dans certaines zones du centre de la capitale, notamment dans les quartiers de Lavapiés et Tetuán. Cette dynamique initiale s'explique par la proximité des centres de travail et les réseaux, ainsi que la disponibilité de logements accessibles à prix réduit au sein du parc locatif (Leal et Brey 2006). Au fur et à mesure que les migrations internationales sont devenues un phénomène stable au sein de la Région de Madrid, la population migrante s'est déplacée vers la périphérie urbaine et les communes rurales⁵⁶. Au cours de la période 1998-2008, le déplacement vers les zones périphériques concerne l'ensemble de la population de la Région de Madrid (Graphique 7). En 1998, 57% de la population espagnole et 60% de la population étrangère réside dans la capitale. Dix ans plus tard, cette même proportion est passée à 51% et 54%. La population étrangère reste ainsi légèrement plus concentrée dans le centre de l'agglomération que la population espagnole.

Parmi ceux qui résident en dehors de la ville de Madrid, la plupart des étrangers se sont installés dans les banlieues du sud-est, au détriment des banlieues du nord-ouest (Chapitre II). En 1998, la population de nationalité étrangère est répartie de façon relativement équilibrée entre les villes situées au sud-est (18%) et au nord-ouest (16%) de la capitale. Dix ans plus tard, les premières regroupent 29% de la population étrangère, contre 10% pour les dernières. Dès lors, il semble se produire un processus de concentration de la population étrangère dans les villes du sud-est de l'agglomération madrilène. Entre 1998 et 2008, la population espagnole installée dans les banlieues du sud-est s'est stabilisée (entre 29% et 30%), tandis que sa proportion a augmenté dans les banlieues du nord-ouest (de 10% à 12%) et les communes les plus excentrées (de 4,5% à 7,5%). Au fil des années, ces mêmes communes ont vu arriver une proportion légèrement plus élevée de population étrangère (de 6% à 7%), révélant la tendance de certains migrants à travailler dans le secteur agricole.

⁵⁶ Dans les graphiques et les tableaux suivants, les communes les plus excentrées, dont la plupart sont rurales, ont été regroupées au sein de la catégorie « Autres ». La périphérie urbaine est divisée en quatre zones, selon si les communes se situent dans les banlieues nord, est, sud et ouest. Cette classification répond aux critères de l'Institut de Statistique de la Communauté Autonome de Madrid (<http://www.madrid.org/iestadis/index.html>). Celui-ci propose d'utiliser un niveau de classification des territoires regroupant plusieurs municipalités, mais inférieur à celui de la région. Ces communes sont regroupées suivant leur emplacement géographique, cependant, la classification coïncide avec certaines caractéristiques socioéconomiques et démographiques des territoires. Suivant ce système, la Communauté Autonome de Madrid contiendrait onze de ces unités. Ce niveau statistique est nommé NUTS4, car il prétend s'inscrire dans le prolongement de la nomenclature des unités territoriales utilisée par Eurostat (NUTS1, NUTS2 et NUTS3).

Graphique 7 Répartition de la population dans la Région de Madrid (1998-2008), en fonction de sa nationalité (espagnole ou étrangère)



Source : INE, Registre des mairies.

Tableau 15 Revenu moyen par habitant (2008), en Espagne et dans la Région de Madrid

	Revenu par habitant (€)	% de la moyenne régionale
Espagne	15.468	85,4
Région de Madrid	18.103	100,0
Ville de Madrid	19.531	107,9
Périphérie Ouest	25.299	139,8
Périphérie Nord	20.933	115,6
Périphérie Est	14.747	81,5
Périphérie Sud	13.775	76,1
Zone montagneuse Centrale	17.814	98,4
Zone montagneuse Nord	14.569	80,5
Zone montagneuse Sud	12.939	71,5
Nord-est de la Région	15.365	84,9
Sud-ouest de la Région	15.026	83,0
Sud-est de la Région	13.587	75,1

Source : Institut de Statistique de la Communauté Autonome de Madrid.

Cette répartition dans certaines communes de la périphérie urbaine coïncide avec les différences en termes de revenu par habitant (Tableau 15). En 2008, de même que pendant les dix années précédentes, le revenu moyen des banlieues du nord-ouest dépasse la moyenne régionale, tandis que celui des banlieues du sud-est se maintient en-dessous. Au sein de la périphérie urbaine de Madrid, le revenu le plus élevé correspond à celui des habitants des

banlieues ouest (140% de la moyenne régionale), tandis que celui des habitants des banlieues sud est le plus faible (76%). Cette classification est confirmée par les travaux de sociologues urbains en Espagne, travaillant avec le degré d'éducation ou la condition socioéconomique (Leal et Domínguez 2008)⁵⁷. Indépendamment de la variable de référence, la plupart des migrants arrivés depuis la fin des années nonante, s'installent dans les territoires dont le revenu par habitant est le plus faible et le degré d'éducation le moins élevé.

Tableau 16 Proportion de propriétaires et de locataires dans les pays de l'UE-15 (2008)

	Propriétaires	Locataires	Total
UE-15	71,3	28,7	100,0
Espagne	83,2	16,8	100,0
Irlande	77,3	22,7	100,0
Grèce	76,7	23,3	100,0
Portugal	74,5	25,5	100,0
Luxembourg	73,8	26,2	100,0
Finlande	73,2	26,8	100,0
Belgique	73,1	26,9	100,0
Italie	72,6	27,4	100,0
Royaume-Uni	72,5	27,5	100,0
Suède	68,8	31,2	100,0
Hollande	67,5	32,5	100,0
Danemark	66,5	33,5	100,0
France	62,1	37,9	100,0
Autriche	57,7	42,3	100,0
Allemagne	ND	ND	ND

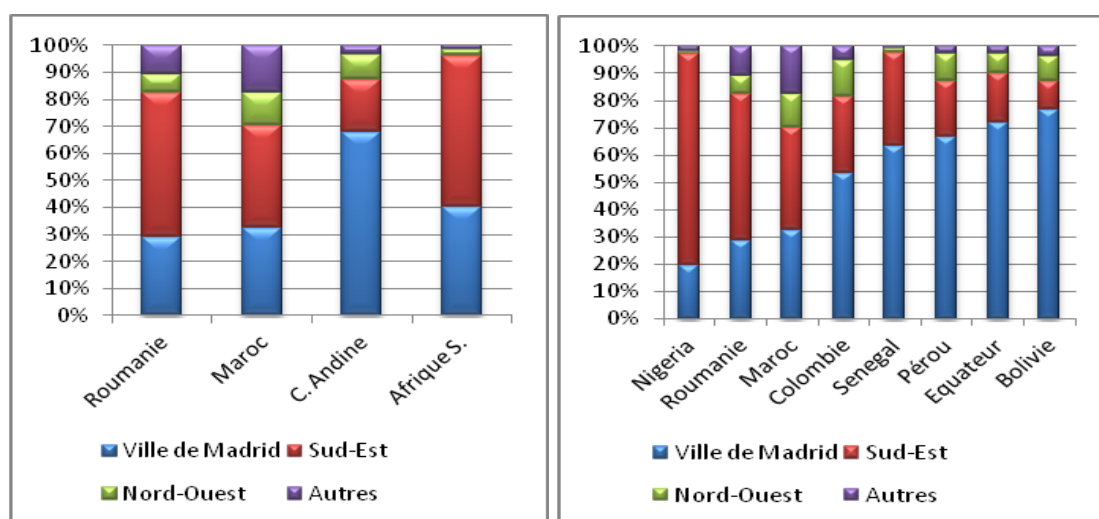
Source : Eurostat (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home>). ND : Non disponible.

Ce déplacement du centre de l'agglomération de Madrid vers les périphéries urbaines s'explique en raison de deux principales dynamiques liées au marché du logement (Cortés et al. 2004 ; Arbaci 2006). D'une part, de moins en moins de logements accessibles aux migrants sont disponibles dans le centre de la capitale, ce qui a obligé les nouveaux arrivants à s'installer dans des quartiers ou des villes plus éloignés. D'autre part, au fur et à mesure que les carrières migratoires se sont consolidées au regard de la situation administrative et du travail, l'accès à la propriété est apparu comme une possibilité aux yeux de nombreux

⁵⁷ La condition socioéconomique est un facteur synthétique, construit à partir de la relation aux moyens de production, du type d'emploi et du secteur d'activité.

migrants. D'un point de vue assimilationniste, ceux-ci semblent s'être adaptés à la société espagnole, dont la grande majorité des membres est propriétaire de son logement (Tableau 16). L'accès à la propriété a été particulièrement encouragé par la concession de crédits bancaires, qui s'est multipliée au cours de la période de croissance économique reposant principalement sur le secteur de la construction (Chapitre VII)⁵⁸.

Graphique 8 Répartition de la population roumaine, marocaine, andine et subsaharienne dans la Région de Madrid (2008)



Source : INE, Registre des mairies. Note : Dans l'Afrique subsaharienne, sont inclus les chiffres concernant la Libye, l'Egypte et la Tunisie, qui ne sont pas disponibles au niveau des communes car ils représentent moins de 1% du total de la population africaine dans la région de Madrid.

Dans la Région de Madrid, la nationalité est un des critères permettant de différencier les processus de répartition de la population migrante (Graphique 8). En 2008, les roumains et les marocains sont répartis de façon similaire au sein du territoire régional, bien que la migration marocaine soit plus ancienne que la migration roumaine. Les villes périphériques du sud-est sont celles qui accueillent le plus de migrants des deux pays, soient 53% des roumains et 38% des marocains. Environ un tiers réside dans la ville de Madrid, tandis que 18% des marocains et 11% des roumains sont installés dans les communes les plus excentrées. Au contraire, seuls 3% des ressortissants de la Communauté Andine et 2% des ressortissants d'Afrique

⁵⁸ Le court métrage d'Alex Paigo est à ce propos illustratif de l'évolution de l'économie espagnole. [<http://www.youtube.com/watch?v=N7P2ExRF3GQ>]

Subsaharienne sont installés dans les zones rurales. La majorité des migrants de la Communauté Andine réside dans la capitale (68%) et les villes du sud-est (19%), de même que les migrants d'Afrique Subsaharienne (40% et 55%). Ces deux groupes sont donc plus concentrés dans les zones urbaines du centre et de la périphérie que les roumains et les marocains, ce qui indique une tendance plus ou moins propice à travailler dans le secteur agricole de la Région de Madrid. Dans l'ensemble, les villes du nord-ouest sont celles qui accueillent le moins de migrants en provenance de tous les pays : 12% des marocains, 9% des ressortissants de la Communauté Andine, 7% des roumains et 2% des ressortissants d'Afrique Subsaharienne.

La relation entre nationalité et répartition territoriale indique l'effet des réseaux, s'articulant autour du facteur national, la langue, voire la religion et l'appartenance ethnique. Ainsi, les roumains sont bien plus concentrés dans la périphérie est que les autres groupes. Parmi les ressortissants de la Communauté Andine, les tendances sont similaires, bien que les boliviens (77%) soient plus concentrés dans la ville de Madrid que les équatoriens (72%), les péruviens (68%) ou les colombiens (54%). Les différences sont plus prononcées parmi les africains subsahariens. Parmi les groupes dont les données sont disponibles à l'échelle municipale, les sénégalais sont plus présents dans la ville de Madrid (64%) que les nigériens (20%), tandis que ces derniers sont bien plus concentrés dans la périphérie sud-est (78%, contre 34% pour les sénégalais). Du fait de la répartition différenciée des migrants au sein de la région de Madrid, tous ne seront pas amenés à se côtoyer ou à vivre ensemble au sein des mêmes espaces.

Dans le contexte régional madrilène, l'arrivée des migrants à Parla s'explique principalement par le prix du logement et le rôle des réseaux, mais aussi la qualité de vie, définie selon différents critères objectifs et subjectifs, tel que le résume l'extrait d'entretien avec un jeune homme marocain de 23 ans. « *Et peut être que tous les étrangers ne veulent pas vivre au centre, tu comprends, parce que le centre, au centre il y a beaucoup de policiers, au centre il y a beaucoup de contrôles, au centre il y a tout le monde, parce qu'à Madrid il y a des gens qui n'ont pas d'argent, pour louer un appartement à Madrid, les gens partent, c'est très cher. Alors ils préfèrent se payer l'abonnement mensuel et voilà, et là ils vivent tranquilles, avec, il y a peu d'agitation, mais ils sont plus proches les uns des autres, et c'est tout.* » (Entretien 8a)^{lii}.

Afin d'expliquer pourquoi sa famille est devenue propriétaire d'un logement à Parla, Luis

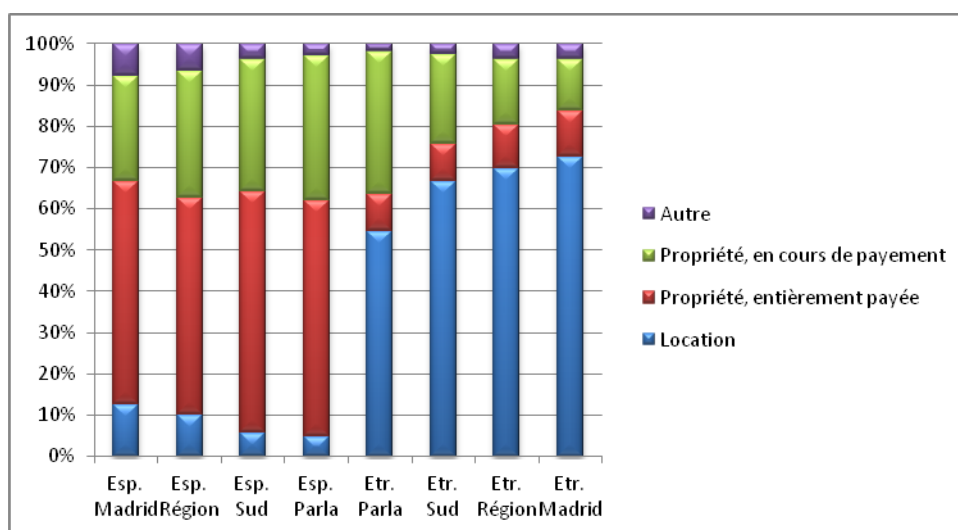
retrace sa trajectoire résidentielle, en lien avec sa carrière migratoire (Entretien 17 : Homme de nationalité équatorienne, ayant obtenu la nationalité espagnole). Lorsqu'il arrive seul en Espagne, dix ans auparavant, il s'installe dans le même logement que sa belle-sœur, situé dans un quartier relativement excentré de la ville de Madrid (*Campamento*). Moins d'un an plus tard, lorsque le regroupement familial a permis l'arrivée en Espagne de sa femme et de ses deux filles, qui ont alors trois ans et dix mois, ils décident de s'installer dans un logement en location, situé dans un quartier de Madrid encore plus éloigné du centre (*Aluche*). Après les réseaux personnels, à travers la belle-sœur de Luis, c'est au tour des réseaux professionnels d'être mobilisés puisque la propriétaire de ce second logement n'est autre que la sœur du patron de l'établissement qui l'emploie. Cinq ans après l'arrivée de Luis en Espagne, la famille souhaite investir dans un logement, et ils commencent à chercher un appartement qu'ils pourront acheter. De nouveau les réseaux personnels sont mis à contribution, puisqu'ils font appel à un ami pour justifier des revenus plus élevés et ainsi avoir accès à un prêt bancaire (Chapitre VII). C'est au cours de cette nouvelle étape de leur carrière migratoire que naîtra leur plus jeune fille, âgée d'un an au moment de l'entretien, se consolidant ainsi leur carrière migratoire en ce qui concerne plusieurs aspects, dont l'accès à un logement en propriété et l'arrivée d'un nouvel enfant.

Au contraire d'autres villes de la banlieue sud de Madrid, telles que Fuenlabrada, la proximité des centres de travail joue un rôle secondaire pour expliquer les choix résidentiels des habitants de Parla, bien qu'un certain nombre de migrants soit effectivement employé dans les zones industrielles de communes voisines. Les réseaux jouent un rôle fondamental dans la mesure où les migrants décident la plupart du temps de s'installer à proximité des membres de leur famille ou de leurs connaissances, avec lesquels ils partagent parfois le même logement. Parmi les migrants africains ayant fondé une famille, la collocation de leur espace privé n'est pas envisageable. Parmi les marocains, c'est en partie parce que les familles cherchent à diminuer le prix de leur logement qu'ils sont plus nombreux à s'installer dans les communes rurales de l'agglomération madrilène (Entretien 31a : Responsable de l'association Espace pour la Solidarité).

Parmi ceux qui ne vivent pas avec leurs proches, les migrants résident souvent en collocation, la plupart du temps avec des ressortissants de la même origine. Au contraire, la collocation avec des migrants n'ayant pas la même origine nationale indique parfois un manque de réseaux sociaux (Entretien 11). En comparaison avec la population espagnole, les ressortissants étrangers ont plus recouru à la location. Ainsi, en 2001, la proportion de

locataires parmi la population espagnole était comprise entre 5% dans la ville de Parla et 13% dans la ville de Madrid, tandis que cette même proportion parmi la population étrangère était comprise entre 55% dans la ville de Parla et 73% dans la ville de Madrid (Graphique 9). Dix ans plus tard, en 2011, la tendance se confirme, malgré une baisse significative de la proportion de locataires parmi la population étrangère, qui oscille entre 48% dans la ville de Parla et 66% dans la ville de Madrid (Source : INE, Recensement). Cette tendance à la baisse s'explique par la consolidation de la carrière migratoire en Espagne, à travers l'accès à un logement en propriété.

Graphique 9 Proportion de propriétaires et de locataires dans la ville de Parla, en comparaison avec la Région de Madrid, la ville de Madrid et la périphérie sud (2001), en fonction de la nationalité (espagnole ou étrangère)



Source : INE, Recensement de la population et des logements 2001.

Lorsqu'ils ne cohabitent pas avec leurs proches, les migrants ont recours à des petites annonces pour chercher des colocataires. Celles-ci sont affichées dans les cybercafés (Photographie 16), mais aussi dans les espaces publics, les migrants s'appropriant certains éléments du mobilier urbain, tels que lampadaires, clôtures de terrains à construire, etc. Ces espaces urbains acquièrent alors une fonction sociale, en servant de support à la communication entre migrants. Lorsque les colocataires sont recherchés à travers ce système impersonnel, et non à travers le réseau de connaissances, il n'est pas rare de lire des petites annonces spécifiant la nationalité de la personne offrant ou recherchant une chambre à louer. Dans le cas des roumains, la petite annonce apparaît souvent dans la langue du pays d'origine

(Photographie 17). Pour certains migrants pratiquants des religions catholique, évangéliste ou musulmane, la présence du lieu de culte fréquenté est déterminante pour expliquer l'arrivée ou le maintien de la résidence à Parla (Entretien 20 : Homme angolais, 40 ans, 6 ans en Espagne).

Photographie 16 Petites annonces pour des collocations, Parla (2009-2010)



À gauche : « Location d'une grande chambre pour femme ou jeune femme. Il est préférable qu'elle soit latino. Environnement calme. Peu de personnes. » (Parla, janvier 2010). À droite : « Location d'une chambre pour fille, garçon, personne seule, environnement familial, meublée, "personnes latinos". » (Information affichée dans des cybercafés de Parla, novembre 2009).

Photographie 17 Petites annonces pour des collocations, Parla (2009)



À gauche : « Location de deux chambres ou chambre pour une famille et chambre pour une personne, non fumeur, environnement agréable, propre, tranquille, [télévision] digitale, prix économique, etc. » (Parla, novembre 2009). À droite : Location d'une chambre pour femme seule ou papa, à trois minutes de la gare. Très bonnes conditions, salle de bain indépendante, piscine dans le lotissement, LIDL, CARREFOUR, MERCADONA (Information affichée dans des rues de Parla, novembre 2009).

L'existence de logements à prix réduit est l'autre facteur principal qui explique l'installation de la population migrante dans la ville. Dès 2001, l'installation des ressortissants étrangers à Parla se distinguait en fonction de leur moindre accès au parc locatif, en comparaison avec les villes voisines de la périphérie sud, la capitale et l'ensemble de la région (Graphique 9). A Parla, un tiers d'entre eux sont propriétaires d'un logement en cours de paiement, contre 22% dans les villes voisines, 16% dans l'ensemble de la Région et 13% à Madrid. À Parla, la proportion de propriétaires devant rembourser un crédit bancaire est alors identique parmi les populations espagnole et étrangère (Graphique 9). En 2011, les différences se maintiennent, tandis que l'accès à la propriété continue d'augmenter. Ainsi, 47% de la population étrangère installée dans la ville de Parla est propriétaire d'un logement, contre 33% dans les villes voisines, 25% dans l'ensemble de la Région et 22% à Madrid (Source : INE, Recensement 2011).

Tableau 17 Prix des logements à l'achat et à la location (2009), à Parla et Madrid

	Achat		Location	
	Euros/m2	%	Euros/m2	%
Ville de Madrid	3.977	100	12,8	100
Ville de Parla	2.085	52	7,8	61

Source : www.idealista.com

L'attraction du marché de l'immobilier de Parla dépend en premier lieu du prix des logements. Au premier semestre 2009, le prix moyen des logements disponibles à l'achat fait de Parla la trente et unième ville la moins chère de la Région de Madrid, sur un total de trente cinq villes recensées sur l'un des principaux sites d'offres immobilières en Espagne⁵⁹. Le prix moyen des logements à l'achat est alors jusque deux fois moins élevé que dans la ville de Madrid, tandis que le prix moyen des logements en location y est jusque 40% inférieur (Tableau 17). Les chiffres de la Société de Taxation, qui concernent le prix à l'achat des logements neufs, confirment cette tendance. La position relative de Parla au sein du marché madrilène de l'immobilier, est cohérente par rapport à son classement selon le revenu moyen par habitant. Parmi les villes de la périphérie sud, il s'agit en effet de celle dont le revenu par habitant est le plus faible : 67% de la moyenne régionale, soit 12.130 euros par an (Tableau

⁵⁹ Source : www.idealista.com

18).

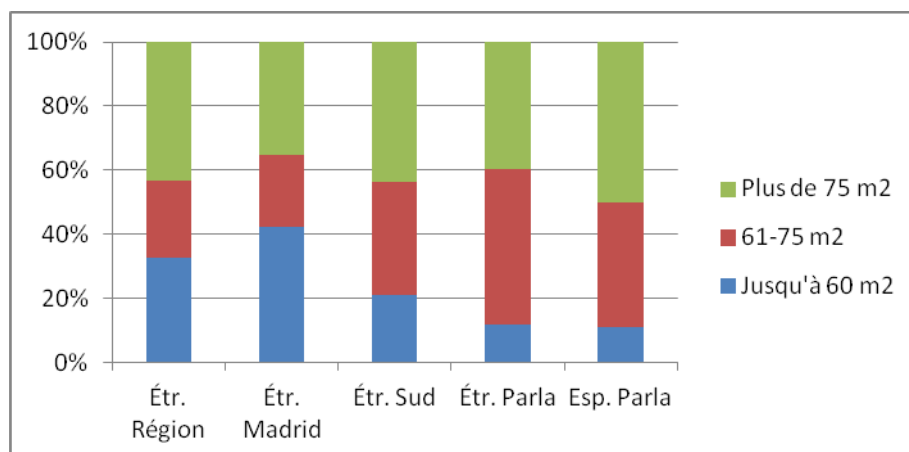
Tableau 18 Revenu moyen par habitant (2008), dans la Région de Madrid et les villes de la périphérie sud

	Revenu par habitant (€)	% de la moyenne régionale
Région de Madrid	18.103	100,0
Périphérie Sud	13.775	76,1
Aranjuez	14.999	82,9
Alcorcón	14.949	82,6
Valdemoro	14.926	82,5
Pinto	14.875	82,2
Getafe	14.753	81,5
Leganés	13.752	76,0
Móstoles	13.465	74,4
Ciempozuelos	13.158	72,7
San Martín de la Vega	12.960	71,6
Fuenlabrada	12.550	69,3
Humanes de Madrid	12.293	67,9
Parla	12.130	67,0

Source : Institut de Statistique de la Communauté Autonome de Madrid.

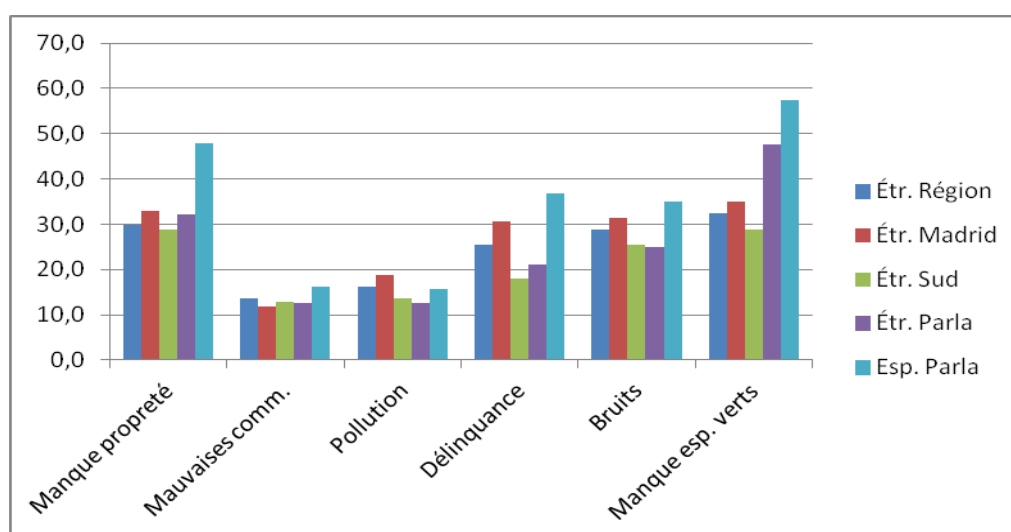
Au regard des migrants, le caractère attractif du marché de l'immobilier de Parla est également déterminé par certaines caractéristiques des logements. En comparaison avec la capitale et les autres villes de la périphérie sud, les étrangers installés à Parla ont accès à des logements plus grands. Seuls 12% d'entre eux résident dans un logement ayant moins de 60 m², contre 21% dans les villes voisines et 42% à Madrid (Graphique 10). En 2011, la tendance se confirme étant donné que 14% des étrangers résident dans un logement ayant moins de 60 m², contre 18% dans les villes voisines et 39% à Madrid. Cette préférence pour des logements plus grands, au détriment du critère de centralité, est confirmée par un migrant nigérian. Celui-ci explique en effet qu'il a recherché un logement dont les dimensions correspondent aux attentes qu'il aurait eu dans son pays d'origine (Notes de terrain : automne 2009). À Parla, bien que les différences soient moindres entre les populations étrangère et espagnole, les espagnols restent plus nombreux à accéder à des logements de plus de 75 m² : 50% d'entre eux, contre 40% des étrangers (Graphique 10). En 2011, les écarts s'amoin-drissent étant donné que 60% de la population espagnole a accès à un logement de plus de 75 m², contre 58% de la population étrangères (Source : INE, Recensement 2011).

Graphique 10 Surface utile des logements de la population espagnole à Parla (2001), en comparaison avec la population étrangère des villes de la périphérie sud, Madrid et l'ensemble de la Région



Source: INE, Recensement 2001.

Graphique 11 Perception des problèmes urbains parmi la population espagnole à Parla (2001), en comparaison avec la population étrangère des villes de la périphérie sud, Madrid et l'ensemble de la Région



Source: INE, Recensement 2001.

La préférence pour la ville de Parla est également confirmée par la perception de certains problèmes urbains (Graphique 11). En 2001, la population étrangère installée à Parla se montrait la moins gênée par les bruits extérieurs, la délinquance ou le vandalisme, la pollution ou les mauvaises odeurs, en comparaison avec la population espagnole installée dans la ville et la population étrangère installée dans les communes voisines ou dans la capitale régionale.

Au contraire, la population de Parla dans son ensemble se montrait la plus gênée par le manque d'espaces verts. Quant au manque de propreté dans les rues et à la défaillance des communications, ces deux facteurs engendrent autant de mécontentement parmi la population étrangère de Parla, des communes voisines et de Madrid.

Les problèmes de transport et l'éloignement par rapport aux villes adjacentes apparaissent comme les principaux aspects dont se plaignent les jeunes étrangers (Entretien 7). Cette sensation de confinement dans l'espace urbain se retrouve également parmi les étrangers en situation irrégulière qui évitent d'emprunter les transports en commun pour ne pas être l'objet de contrôles policiers et passent la plupart de leur temps dans la ville de Parla (Entretien 11). Certains reconnaissent les inconvénients mais aussi certains avantages. *« J'ai toujours vécu à Parla. Mais je n'aime pas, non. Je vis ici mais il manque beaucoup de choses. Il n'y a pas d'espaces verts, seulement des logements. Il n'y pas de zones industrielles où travailler à Parla, il manque beaucoup de choses. A Parla, il n'y a que des logements, des logements moins chers, le prix des locations est bien et ce n'est pas loin de Madrid. Pour arriver à Atocha, il y a trois ou quatre arrêts. Depuis Atocha, tu arrives au centre de Madrid, il y a un train direct à la Puerta del Sol. Pour ça c'est mieux. »* (Entretien 14 : homme de nationalité indienne, marié à une femme équatorienne, 40 ans, 10 ans en Espagne)^{liii}.

Tableau 19 Imperfections des logements de la population de Parla (2001), en comparaison avec la population étrangère des villes de la périphérie sud, de Madrid et de l'ensemble de la Région

	Étr. Région	Étr. Madrid	Étr. Sud	Étr. Parla	Esp. Parla
Édifice en ruine ou en mauvais état	3,6	4,9	1,5	1,5	0,5
Pas de cabinet de toilettes	2,0	2,3	1,7	1,9	0,7
Pas d'eau courante	0,15	0,09	0,27	0,03	0,15
Pas de chauffage	39,0	43,0	40,6	46,2	21,8
Pas d'ascenseur	61,7	58,4	58,0	86,7	77,5

Source : INE, Recensement 2001.

Lorsqu'il s'agit d'imperfections des logements pouvant être objectivement mesurées (Tableau 19), la population étrangère de Parla et des villes voisines est légèrement privilégiée par rapport à celle de Madrid. En effet, dans la périphérie sud, 1,5% des étrangers résident dans un édifice en ruine ou en mauvais état, contre 5% dans la capitale. Par ailleurs, environ 1,8% résident dans un logement sans cabinet de toilettes, contre 2,3% à Madrid. Dans un cas comme dans l'autre, la population étrangère reste en position déficitaire par rapport à la

population espagnole de Parla, à peine affectée par ces problèmes. Cependant, les étrangers installés à Parla sont plus nombreux à vivre dans un logement sans chauffage que dans les communes adjacentes et la capitale. La différence est accentuée en comparaison avec la population espagnole de Parla. Par ailleurs, les étrangers installés à Madrid et dans les villes de la périphérie sud sont bien plus nombreux à bénéficier d'un ascenseur, tandis qu'à Parla, la majorité de la population en est privée. C'est le cas de 87% des étrangers et 77% des espagnols. Ce détail pourrait sembler insignifiant, si ce n'est qu'il révèle les conditions de construction du parc immobilier, qui marque en partie l'histoire de la ville de Parla. En effet, il indique la concentration de la population dans les logements construits jusque dans les années quatre-vingt (Chapitre II).

II.2. La dimension territoriale des interactions sociales

L'installation des migrants dans un certain espace dépend de facteurs contextuels, tels que la structure socioéconomique et le marché du logement de la société d'accueil. Cependant, les choix résidentiels laissent une marge de manœuvre à l'autonomie des acteurs. Tandis que certains préféreront la centralité de l'agglomération madrilène, les migrants installés à Parla ont donné la priorité au prix du logement en rapport avec sa qualité, définie notamment en fonction de sa surface disponible. Indépendamment de l'emplacement choisi, les réseaux jouent un rôle déterminant pour expliquer l'arrivée ainsi que le maintien dans un certain espace. Une fois qu'ils sont installés à Parla, qu'en est-il des interactions entre migrants et non migrants ? La nationalité agit-elle comme élément de ségrégation sociale entre les groupes ?

À Parla, un habitant sur quatre est de nationalité étrangère, tandis que trois étrangers sur quatre proviennent de la Communauté Andine, de Roumanie, du Maroc ou d'Afrique Subsaharienne (Tableau 20). Cependant, la proportion relativement élevée de population étrangère dans la ville, ne garantit pas nécessairement une augmentation des interactions avec la population espagnole. En effet, comme le firent remarqué Chamboredon et Lemaire (1970) dans un autre contexte géographique et temporel (les quartiers de logements sociaux dans la France des années soixante), la proximité spatiale ne réduit pas nécessairement la distance sociale entre les groupes. Ainsi, lors des contacts établis sur le terrain, il est fréquemment arrivé que des non migrants reconnaissent n'avoir que très peu de contacts, voire aucun, avec

des personnes d'origine étrangère (Notes de terrain : automne 2009). Lorsqu'ils en ont, un élément distinctif de leur histoire personnelle intervient souvent pour expliquer leur proximité avec des migrants, tel que leur engagement associatif ou religieux, ainsi que leur expérience migratoire passée, par exemple en tant qu'émigré en France (Entretien 27), ou en tant qu'« enfant de la guerre» (*niño de la guerra*) à l'époque de l'URSS (Entretien 11). Dans ce dernier cas, il s'agit d'enfants dont les parents, partisans du camp républicain, ont décidé de les envoyer à l'étranger, afin de les préserver des conséquences de la Guerre Civile espagnole (1936-1939).

Tableau 20 Population étrangère à Parla (2008), par nationalité

	Nombre	%
POPULATION ÉTRANGÈRE	26.794	100,0
Population de la Communauté Andine	8.336	31,1
Équateur	5.027	18,8
Colombie	1.479	5,5
Pérou	1.255	4,7
Bolivie	575	2,1
Population roumaine	4.658	17,4
Population marocaine	4.339	16,2
Population d'Afrique Subsaharienne	2.647	9,9
Nigéria	1.148	4,3
Guinée Équatoriale	273	1,0
Guinée Bissau	246	0,9
Sénégal	180	0,7
Cap Vert	163	0,6
Angola	119	0,4
Congo	117	0,4
Guinée Conakry	111	0,4
Mali	86	0,3
Cameroun	49	0,2
RDC	31	0,1
Autres pays d'Afrique subsaharienne	124	0,5
AUTRES	6.814	25,4

Source : INE, Registre des Mairies.

Lorsque des contacts sont établis dans le cadre professionnel ou résidentiel, certains non migrants ne manquent pas d'évoquer les nuisances que provoquent selon eux les migrants. Interrogée sur les caractéristiques de la population étrangère, une employée de l'Office Municipale de l'Aide aux Immigrés (OMAI), raconte en détails un épisode de violence conjugale entre un homme équatorien et sa femme, auquel elle a assisté dans la rue. Elle

explique cet incident par la tendance à boire de certains hommes migrants, qu'elle associe à leur tendance à faire la fête et se rassembler dans des appartements, ou dans des espaces publics qu'ils s'approprieraient parfois indûment. Quelque soit le lieu choisi, elle évoque le bruit de la musique et des voix, qui souvent dérangerait les voisins, jusqu'à des heures tardives. Par ailleurs, sans s'attarder sur la vision qu'elle présente de son expérience avec des migrants, elle remarque un manque de solidarité entre eux, qui contribuerait, selon elle, à les maintenir dans la précarité (Notes de terrain : novembre 2009).

Au contraire, l'augmentation des contacts entre migrants et non migrants favorise la banalisation de la diversité et les attitudes positives vis-à-vis de l'autre. *« Par exemple maintenant, si tu viens de nouveau avec moi au cybercafé, si tu veux je t'invite, tu restes là bas avec moi, quatre heures, cinq heures, si un noir vient me parler, une personne africaine, il me dira « comment ça va mon ami, ceci, cela », si c'est un colombien qui vient, « ceci, cela ». Alors moi j'ai maintenant, par exemple, je sors dans ma rue à Parla, je peux croiser un noir qui me dit « comment ça va mon ami », un autre jour Équateur, « comment ça va mon ami », un autre bolivien avec qui j'ai vécu avant, alors tous les pays, je m'en tire bien avec tout le monde. Et il y a des problèmes, nous ne pouvons pas dire qu'il n'y a pas de problèmes, mais moi maintenant, parce que je vis à Parla, pour moi c'est mieux de vivre ici [qu']au centre (...), parce que je trouve (...), tu penses un peu à ton pays, tu vas dans un café de ton pays, si tu veux (...) sortir avec des équatoriens, tu vas avec des équatoriens, il y en a de tous les pays. »* (Entretien 8a)^{liv}. Dès lors, les commerces de proximité apparaissent comme un des espaces de la vie quotidienne, devant faciliter la rencontre entre les groupes sociaux.

De ce fait, les entrepreneurs migrants contribuent à dynamiser les relations de voisinage au sein de l'espace urbain local, dans les espaces publics. Cette logique s'oppose à celle qui opère dans d'autres territoires économiques situés en périphérie de la ville (Entretien 41). C'est le cas des zones industrielles ou technologiques, tel que le PAU-5 à Parla, qui se développent souvent en partenariat avec la municipalité pour attirer des investisseurs nationaux ou internationaux, et des centres commerciaux, où se rendent notamment les habitants du nouveau quartier de Parla Este, qui semblent plus éloignés de la vie sociale locale que les migrants. Ces espaces répondent à une *logique plus globale*, qui stimule beaucoup plus difficilement les relations de voisinage, en ségrant les espaces productifs des espaces résidentiels, et en adhérant à une vision sécuritaire de la ville, dans laquelle ce ne sont pas les relations de proximité mais les caméras de surveillance qui sont mobilisées pour maintenir la tranquillité des espaces. Les commerces de proximité, dont certains entrepreneurs proviennent

des migrations internationales, contribuent donc au maintien des sociabilités à l'échelle locale, face à une vision sécuritaire et privatisée de la ville selon laquelle les *classes privilégiées* devraient se protéger des *classes dangereuses*.

La fonction de *mixité sociale* de certains commerces de proximité est remise en cause lorsqu'ils sont utilisés exclusivement par des migrants, comme cela semble être le cas des cybercafés. Ainsi, une femme colombienne, faisant partie des membres les plus actifs de l'antenne locale de l'association AESCO, explique comment, quelques années auparavant, une étude effectuée dans la ville de Parla, a mis en avant l'utilisation des commerces en fonction de la nationalité (Notes de terrain : juillet 2010). Elle remarque qu'il existait alors « le bar des dominicains », « le bar des colombiens » ou encore « le bar des équatoriens ». De même, selon l'un des employés du Service responsable de la jeunesse, la participation des migrants à travers le sport est marquée par l'appartenance aux pays d'origine (Entretien 42). Une observation similaire concerne les organisations religieuses déterminées par les réseaux de la société d'origine (Photographie 18). La caractérisation des commerces en tant qu'*espace minoritaire*, s'inscrit ici dans la même logique que la caractérisation de certaines expériences professionnelles suivant le même qualificatif. Par ailleurs, leur localisation contribue parfois à leur isolement dans des rues du centre-ville regroupant uniquement des commerces tenus par et pour des migrants, tandis qu'ils sont absents d'autres zones commerciales dont la majorité des commerces sont tenus par des personnes de nationalité espagnole. Les commerces de proximité tenus par des migrants sont également souvent absents des associations de commerçants (Notes de terrain).

Photographie 18 Manifestations religieuses organisées par des migrants d'Equateur et d'Angola (2009-2010)



A gauche : Hommage à la Vierge du Quinche, organisé par des migrants en provenance d'Equateur, en lien avec

la « Vieille Eglise » de Parla, Novembre 2009. La célébration aura d'abord lieu sur le parvis de l'Eglise, puis elle suivra un circuit dans les rues du centre de la ville. A droite : Fête des Jeunes, organisée par des migrants en provenance d'Angola, dans l'église évangéliste qu'ils ont installée dans l'une des zones industrielles de la ville, Janvier 2010.

Enfin, d'autres commerces apparaissent comme des espaces hostiles aux migrants lorsque leur entrée leur est interdite. C'est notamment le cas des discothèques, lieux de loisirs nocturne dont certains jeunes gens, notamment des hommes originaires du Maroc ou d'Afrique subsaharienne, sont exclus. *« Si je veux aller dans une discothèque, ils ne me laissent pas entrer, dans certains endroits, pourquoi ? Parce que là-bas ils disent que les étrangers n'ont pas le droit d'entrer, et ça je ne sais pas ce que ça veut dire, jusqu'où ils veulent aller avec ça. »* (Entretien 7)^{lv}. Ces situations se répètent dans la périphérie comme dans les quartiers du centre de l'agglomération madrilène, sans qu'aucune mesure ne soit prise à l'encontre de ceux qui prennent ou exécutent ces décisions. Afin de limiter l'entrée de certains clients *non souhaités*, une autre pratique consiste à faire varier le prix de l'entrée en fonction de leurs caractéristiques. Ainsi, les clients habituels ainsi que les femmes sont souvent autorisés à rentrer gratuitement, tandis que les clients occasionnels sont invités à payer le prix d'une entrée équivalent à celui d'un verre (entre 6 et 10 euros), alors que des jeunes gens originaires du Maroc ou d'Afrique subsaharienne, se verront parfois demander le double, voire le triple, du prix d'une entrée normale (entre 15 et 30 euros) (Notes de terrain : Parla et Madrid, printemps 2010).

Photographie 19 Espaces de tensions et de rapprochement dans la ville de Parla (2009)



A gauche: Place des Labradores, octobre 2009. A droite : Esplanade de la gare du train de banlieue, octobre 2009.

D'autres espaces apparaissent comme étant hostiles aux migrants sans que ces derniers n'aient reçu l'interdiction formelle d'y entrer. À Parla, les tensions se concentrent plus particulièrement sur l'utilisation de certains espaces publics par deux groupes sociaux, qui gardent en commun leur jeune âge. D'une part, les utilisateurs d'une des places du centre, qui regroupe plusieurs commerces tenus par des migrants marocains, dénoncent qu'ils sont l'objet de contrôles répétés de la part des agents de police. Leur vision apparaît en décalage avec celle des services d'urbanisme, qui s'inquiète de récupérer un espace qui, selon eux, reste inutilisé. Les jeunes hommes marocains qui utilisent la place comme espace d'attente et de rencontres, ne sont donc pas (re)connus par l'administration locale ou, s'ils le sont, ils ne semblent pas répondre au profil d'usager *souhaité*. Par ailleurs, certains collectifs regroupant des jeunes (indépendamment de leurs origines) dénoncent la fermeture des espaces entre les bâtiments, par des grilles qui empêchent leur utilisation comme des espaces de jeux ou de rencontres. Ainsi, l'association *Alternativa Joven* utilise les nouvelles technologies⁶⁰ pour dénoncer une situation qui s'observe dans différents quartiers.

L'esplanade de la gare du train de banlieue de Parla constitue un autre exemple d'espace faisant l'objet de différentes perceptions. D'une part, la présence des polices municipales et nationales, effectuant des contrôles d'identité aux abords de la gare, éloigne les migrants en situation irrégulière. D'autre part, l'esplanade est utilisée comme un espace d'attente, d'échanges et de retrouvailles, qui met en avant la constitution des réseaux informels en fonction de la nationalité, mais aussi l'âge et le sexe. Enfin, l'esplanade de la gare est interprétée par l'une des fondatrice de l'association *Un puente en Parla*, comme la traduction dans l'espace des appartenances communes entre les habitants de Parla. Étant donné que la majorité de la population travaille en dehors de la ville, c'est l'un des principaux lieux par lequel transitent les travailleurs pour se rendre sur leur lieu de travail et pour rentrer à leur domicile. Le train de banlieue est également l'un des symboles de la démocratisation des transports, qui défend une vision collective de la ville, face à une vision individualiste qui se caractérise par l'utilisation de la voiture. Enfin, l'esplanade de la gare reste l'une des principales portes d'entrée dans la ville, pouvant être interprétée comme un seuil que doivent franchir les nouveaux habitants lorsqu'ils viennent s'installer à Parla. Tandis que le train de banlieue connecte directement la ville avec le centre de Madrid en trente minutes, l'esplanade de la gare permet aux voyageurs d'emprunter le tramway, qui fait le tour des quartiers de

⁶⁰ <http://www.youtube.com/watch?v=At8PICRgQ7E>

Parla, et qui était reconnu comme l'un des symboles positifs de la ville, du moins en 2009, avant la reconnaissance des difficultés de paiement.

Conclusions

Lorsque les portes d'entrée en Espagne sont franchies (Chapitre V), les carrières migratoires évoluent en fonction de l'expérience des migrants sur les marchés du travail et du logement. En ce qui concerne l'expérience des migrants sur le marché du travail, la nationalité joue un rôle secondaire pour expliquer les différences, en comparaison avec le degré d'éducation, la professionnalisation des réseaux, la situation administrative ou le genre. La maîtrise de l'espagnol n'est pas indispensable, si le travail s'oriente vers des activités tournées vers les migrants, au sein des économies sociale ou ethnique, ou vers des activités demandant peu de compétences linguistiques, comme l'élevage ou l'agriculture.

A l'instar du permis de résidence, qui ouvre la porte de la mobilité géographique, le diplôme ouvre la voie de la mobilité professionnelle. Pour cette raison, certains migrants décident de suivre une formation, suivant deux types de stratégie. Tandis que le parcours local de formation s'insère dans une logique d'interaction communautaire centrée sur les réseaux et les services situés à proximité, le parcours global de formation s'insère dans une logique d'interaction sociétaire qui tient compte des débouchés sur le marché international du travail. Quant au logement, les revenus, l'éducation et la condition socioéconomique apparaissent comme des critères fondamentaux pour expliquer les différences quant à la localisation territoriale et les caractéristiques des logements. Cependant, les caractéristiques socioéconomiques des migrants ne sont pas un facteur explicatif suffisant, dès lors que la structure du marché du logement et les réseaux ethniques et religieux permettent de mieux comprendre les carrières migratoires qui se mettent en place sur le marché du logement.

De nouveau, certaines figures émergent indépendamment de la nationalité, telles que les femmes, dont certaines expériences professionnelles s'insèrent dans des secteurs hautement féminisés, dont le degré d'informalité est élevé, tel que le soin. Par ailleurs, la figure du jeune travailleur migrant, relativement autonome et capable, qui investit dans sa formation pour améliorer son avenir, apparaît en décalage avec la figure du jeune dangereux, mentionné par

certaines représentations de la société d'accueil au cours des entretiens, pour expliquer la fermeture de certains espaces. Cependant, lorsque les réseaux entrent en jeu, le facteur national gagne en importance, pour expliquer notamment l'orientation professionnelle vers des activités tournées vers des migrants, certaines interactions sociales, par exemple à travers les pratiques de collocation, ou encore la mise en scène de la société d'origine dans l'espace urbain. Plus que la nationalité en elle-même, ce sont alors des critères subjectifs, basés sur la langue, la religion ou une certaine appartenance ethnique, locale ou régionale, qui interviennent pour expliquer l'inscription des migrants dans un certain groupe de référence.

Lorsqu'ils échappent aux conditionnements institutionnels, qui déterminent les motifs de la migration et de la régularisation, les carrières migratoires font face aux structures socioéconomiques du pays d'accueil qui maintiennent parfois les migrants dans une certaine position minoritaire. C'est le cas sur le marché du travail, lorsque les expériences professionnelles sont déterminées en fonction des besoins des migrants, ou sur le marché du logement, lorsque les migrants et les non migrants évoluent dans différents espaces sociaux et urbains, sans interactions possibles. Malgré la proximité spatiale (Chamboredon et Lemaire 1970), la distance sociale est maintenue en fonction de la catégorisation de l'altérité à laquelle procèdent certains acteurs de la société d'accueil et en fonction de l'auto-perception des migrants. Preuve en est de l'image de *l'homme musulman*, apparaissant comme une menace selon certains discours. Ici, la condition migrante refait surface et s'enchevêtre à la condition socioéconomique, pour maintenir les migrants dans certains espaces de la périphérie urbaine et sociale de Madrid, telle que la ville de Parla. Mais que dire des effets de la crise économique ?

Avant de répondre à cette question, il convient de relier les éléments de recherche concernant le travail et le logement, à la typologie proposée initialement pour distinguer trois types de carrières migratoires, en fonction de leur caractère régulier (communautaire et sociétaire), ou informel (majoritairement sociétaire en temps de croissance économique). Dans le présent chapitre, quatre dimensions des carrières migratoires ont été analysées, telles que : la formation et l'apprentissage de l'espagnol ; le travail ; les interactions sociales dans les espaces urbains ; ainsi que le logement. De ce fait, si les trois types de carrières migratoires, proposées au début de ce travail, sont ici repris, la typologie se trouve confirmée mais aussi précisée sous certains aspects (Tableau 21).

Ainsi, la carrière migratoire régulière de type sociétaire se caractérise par : 1) L'accès à une

formation en fonction des ressources globales de la société d'accueil ; 2) L'apprentissage de la langue espagnole à travers des cours principalement proposés par l'administration municipale ; 3) L'emploi en tant que salarié, autonome ou chef d'une petite entreprise, dont les débouchés dépendent de l'économie globale, non ethnique ; 4) Les interactions sociales dans des espaces privés ouverts, qui permettent les contacts entre migrants et non migrants ; 5) L'accès à un logement en propriété ou en contrat de location pour une famille seule, sans collocation, tandis que son accès est garanti par l'intermédiaire d'une agence immobilière ou d'un contrat entre particuliers.

En second lieu, la carrière migratoire régulière de type communautaire se caractérise par : 1) La mise à profit des ressources et des connaissances spécifiquement acquises dans la société d'origine, au cours du processus migratoire et dans le contexte local de réception ; 2) La connaissance de la langue espagnole, dans le cas des migrants de la Communauté Andine, ou alors l'apprentissage à travers des proches ou des associations locales ; 3) L'emploi en tant que salarié, autonome ou chef d'une petite entreprise, dont les débouchés dépendent de l'économie locale ou ethnique, c'est-à-dire dont les services et les produits sont principalement tournés vers les migrants ; 4) Les interactions sociales dans des espaces publics de la ville ou des espaces minoritaires, comme les commerces dont les services et les produits offerts le sont typiquement pour la population migrante. 5) Le logement, dont l'accès est facilité par des proches et des connaissances, est partagé en collocation avec des personnes du même pays d'origine.

Enfin, la carrière migratoire informelle se caractérise par : 1) L'absence de formation, en raison de la méconnaissance des opportunités, du manque d'intérêt ou de la difficulté des démarches. La difficulté des démarches concerne aussi l'obtention d'équivalences de diplômes (Chapitre V) ; 2) La méconnaissance de la langue espagnole ou son apprentissage à travers des pratiques informelles, notamment avec des collègues et des clients, sur le marché du travail ; 3) L'emploi dans les secteurs informels de l'économie. Ce type caractérise l'expérience de certaines femmes, qui travaillent dans des secteurs dont le degré de régularisation est limité, comme le secteur des soins, la vente de petits bijoux ou la vente de produits alimentaires fabriqués de façon artisanale ; 4) Les interactions sociales dans des espaces hostiles, notamment en raison des contrôles policiers. Ainsi, des stratégies d'évitement se mettent en place de la part des migrants en situation irrégulière (par exemple, sur l'esplanade de la gare), et les jeunes hommes (dans les discothèques, certaine place et les espaces fermés entre les bâtiments). Se produit alors un processus de criminalisation des

migrants et des jeunes dans les espaces urbains ; 5) Le logement en collocation, éventuellement avec des personnes d'autres pays d'origine ; tandis que l'accès est garanti à travers des petites annonces, c'est-à-dire sans l'action intermédiaire de proches ou de connaissances, et sans qu'un contrat soit signé.

Tableau 21 Résumé de la typologie des carrières migratoires, en fonction des aspects liés au travail et au logement

	Carrière migratoire régulière de type sociétaire	Carrière migratoire régulière de type communautaire	Carrière migratoire informelle (de type sociétaire en temps de croissance économique)
Formation	Modalité globale de formation, en fonction des ressources de la société d'accueil.	Mise à profit des ressources et des connaissances spécifiquement acquises dans la société d'origine, au cours du processus migratoire et dans le contexte local de réception.	Absence de formation, en raison de la méconnaissance des opportunités, du manque d'intérêt ou de la difficulté des démarches. La difficulté des démarches concerne aussi l'obtention d'équivalences de diplômes (Chapitre V).
Apprentissage de la langue	Apprentissage à travers des cours proposés par l'administration municipale.	Connaissance de la langue espagnole, dans le cas des migrants de la Communauté Andine, ou alors apprentissage à travers des proches ou les associations locales.	Méconnaissance de la langue ou apprentissage à travers des pratiques informelles.
Travail	Emploi en tant que salarié, autonome ou chef d'une petite entreprise, dont les débouchés dépendent de l'économie globale non ethnique.	Emploi en tant que salarié, autonome ou chef d'une petite entreprise, dont les débouchés dépendent de l'économie locale ou ethnique. Les services et les produits sont principalement tournés vers les migrants.	Emploi dans les secteurs informels de l'économie. Ce type caractérise également l'expérience de certaines femmes, qui travaillent dans des secteurs dont le degré de régularisation est limité, comme le secteur des soins.
Interactions sociales dans les espaces urbains	Espaces privés ouverts, qui favorisent les contacts entre migrants et non migrants.	Espaces publics ou bien minoritaires, notamment les commerces dont les services et les produits offerts le sont typiquement pour la population migrante. Représentation des groupes d'appartenance du pays d'origine dans les espaces de la ville de Parla.	Espaces hostiles, notamment en raison des contrôles policiers. Stratégies d'évitement de la part des migrants en situation irrégulière (esplanade de la gare), et des jeunes hommes (discothèques, place des labradors, espaces entre les bâtiments). Criminalisation des migrants et des jeunes.
Logement	Accès à un logement en propriété ou en contrat de location pour une famille seule, sans collocation. Contrat.	Collocation avec des personnes du même pays d'origine. Intermédiaire des réseaux de proches ou de connaissances.	Collocation, éventuellement avec des personnes d'autres pays d'origine. Absence de contrat officiel et absence d'intermédiation.

Source : Données de la recherche doctorale

CHAPITRE VII. LES CARRIÈRES MIGRATOIRES AU DÉBUT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

À l'automne 2007, les données de l'Enquête sur la population active (EPA), publiée tous les trimestres par l'Institut national de la statistique (INE), rendent compte des premiers signes d'affaiblissement de la croissance économique espagnole. Le début de la récession se confirme au cours de l'année 2008. Dans ce nouveau contexte, les stratégies des migrants se réorientent alors, afin d'assurer leur subsistance économique. Parmi ceux devenus propriétaires d'un logement, s'ajoute l'inquiétude de se voir confisquer leur bien par la banque. Parmi ceux n'ayant pas encore stabilisé leur situation administrative, s'ajoute la crainte de faire l'objet d'un contrôle policier. Circularités, retour et nouvelles migrations sont alors envisagées par les migrants, tandis que l'Espagne redevient une terre d'émigration et des changements s'observent en ce qui concerne les politiques vis-à-vis des migrants.

Selon un homme nigérian, « Monsieur la Crise arrive alors ! » (Entretien 18 : Homme de nationalité nigériane, 35 ans, 10 ans en Espagne). Cette expression traduit la perte de capacité d'action ressentie par les migrants, de même que les non migrants, face à la nouvelle conjoncture économique. Ici, *la crise* devient un sujet masculin, dont l'arrivée « bouleverse les femmes », selon les mêmes mots d'un migrant du Maroc (Entretien 16 : Homme de nationalité marocain, 34 ans, 1 an en Espagne) et d'une migrante de Centre-Afrique (Entretien 19 : Femme de nationalité centre-africaine, 22 ans, 3 ans en Espagne). Parmi ceux qui proviennent de Roumanie et de la Communauté Andine, la crise ne fait pas l'objet d'une telle personnification. Cependant, les conséquences néfastes sont également perçues par ceux-ci, de même que par les migrants africains (Entretien 13 : Homme de nationalité espagnole, né en Équateur, 40 ans, 10 ans en Espagne). Les différences s'estompent entre les migrants installés à Parla, et ils passent ainsi des déterminismes de la condition migrante aux déterminismes de la condition socioéconomique. Cependant, face à l'effet implacable des changements structurels, les acteurs font preuve d'une capacité certaine de réflexion, qui leur permet de maintenir un rôle relativement actif au cours de leur carrière migratoire. Dans la continuité des chapitres précédents, les effets de la crise économique seront analysés en ce qui concerne le travail et le logement (Chapitre VI), les conditions de la migration (Chapitre V) et

l'évolution des mesures mises en place par les administrations publiques (Chapitres III et IV).

Dans le chapitre précédent, partant du principe selon lequel les caractéristiques des acteurs et des réseaux prennent le pas sur celles des institutions, l'hypothèse principale avait été concrétisée pour expliquer les carrières migratoires en ce qui concerne le travail et le logement, du moins en temps de croissance économique (Chapitre VI). Ainsi, le travail et le logement apparaissaient comme deux éléments permettant aux carrières migratoires de s'éloigner de la condition migrante (Chapitres III à V) et de se rapprocher éventuellement des expériences de la population non migrante. Durant les premières années de la crise économique, comme il sera expliqué dans ce chapitre, l'hypothèse est affinée en partant du principe selon lequel les caractéristiques structurelles et institutionnelles du contexte de réception prennent de nouveau le pas sur celles des acteurs et des réseaux pour expliquer le déroulement des carrières migratoires.

Par ailleurs, en temps de crise économique, dans le cadre de la typologie des carrières migratoires, une nouvelle modalité ou catégorie secondaire prend de l'importance, soit des carrières informelles de type communautaire. Pour contrer la précarisation des conditions de vie, des échanges non marchands prennent de l'ampleur parmi les migrants et les non migrants. Ces échanges s'assimilent au système de dons observés entre le chercheur et certains acteurs du terrain (Chapitre II). Surtout, ils mettent en avant l'existence de pratiques de micro-solidarité entre migrants qui n'ont pas nécessairement de liens familiaux, mais qui se sont rencontrés en Espagne et qui ont décidé de se protéger face à la crise économique. Ces pratiques se comprennent d'autant mieux que l'Etat providence est relativement peu développé en Espagne, et qu'il s'efface au profit des deux autres institutions qui forment le régime providence, soit : le marché et la famille. L'étude de cas d'un contexte local de réception est particulièrement pertinente pour observer ce type de sociabilités, qui existent également parmi la population qui n'est pas issue des migrations internationales.

I. Formation et entrepreneuriat face à la précarisation des emplois

Deux conséquences immédiates de la crise économique ont été l'augmentation du chômage et la destruction d'emplois, notamment dans l'un des secteurs employant de nombreux hommes

migrants, tel que la construction. « *Il n'y a pas de travail, je cherche du travail, il n'y en a pas. J'ai demandé dans des tonnes d'endroits. Dans des tonnes d'endroits, j'ai demandé, mais il n'y a rien, il n'y a pas de travail.* » (Entretien 14)⁶¹. Dans un premier temps, les femmes migrantes ont été moins affectées par le manque d'activités, notamment celles qui travaillent dans les services à la personne (Chapitre VI)⁶¹. Pour les migrants et les non migrants, la situation économique a souvent entraîné une précarisation des conditions de travail offertes par les employeurs (Entretien 33 : Responsable du Centre d'Information pour les Travailleurs Étrangers (CITE), CC.OO.). Par ailleurs, la situation économique a mis en avant certaines spécificités de la société espagnole, qui se retrouvent à Parla.

D'une part, l'augmentation du nombre de chômeurs ne s'explique pas seulement par l'inscription de personnes ayant perdu leur emploi, mais aussi, partiellement, par l'inscription de personnes auparavant non actives⁶². Celles-ci, qui s'occupaient de leurs études ou des tâches ménagères, décident alors de rechercher un emploi pour assurer les revenus du groupe familial dont au moins l'un des membres a perdu le travail qu'il occupait. Il peut s'agir d'un conjoint, d'un parent ou d'un enfant. Cette logique met en avant les solidarités familiales opérant dans la société espagnole, dans laquelle il n'est pas rare que les enfants restent vivre chez leurs parents jusque dans les premières années de leur trentaine. À la manière de Tanguy, qui, à vingt-huit ans, vit toujours chez ses parents, dans le film d'Étienne Chatiliez (2001), avant la crise économique, l'âge moyen d'émancipation résidentielle des jeunes espagnols se situait entre 28 ans, pour les femmes, et 30 ans, pour les hommes (Requena 2006)⁶³. Cependant, au contraire des parents du jeune français, étudiant en thèse, les parents espagnols ne sont pas toujours pressés de voir leurs enfants quitter le nid familial (Entretien 42 : Service pour la jeunesse, Mairie de Parla).

Parmi les migrants, la crise économique remet en question la possibilité des jeunes de compléter leur formation à la fin de la période obligatoire de scolarisation en Espagne, c'est-à-dire après seize ans. La pression vient parfois du groupe familial. Ainsi, un migrant d'origine

⁶¹ Au fur et à mesure que les années passent, la crise économique affecte de nouveaux secteurs économiques, dont les services et les administrations publiques, qui ont tendance à employer plus de femmes. Dès lors, celles-ci se voient plus affectées par le chômage que dans les premiers temps de la récession. Pour de plus amples informations, veuillez consulter par exemple: Vidal E. & D. Vono (2012), « Employment dynamics inside immigrants' households in Spain: the added worker effect », *VII Congreso de Migraciones Internacionales en España*, Bilbao, 11-13 d'Avril.

⁶² Entretien avec le Professeur Luis Garrido, Université Nationale d'Éducation à Distance, Madrid.

⁶³ Requena y Díez de Revenga, Miguel (2006), "Familia, convivencia y dependencia entre los jóvenes españoles", *Panorama social*, 3, 64-77.

péruvienne, explique qu'il vient de quitter Parla pour s'installer avec sa nouvelle compagne, une femme cubaine, dans la banlieue est de Madrid, où elle vit avec sa fille d'une vingtaine d'années, qui suit des études universitaires en psychologie. Compte-tenu du contexte, il souhaiterait que sa belle-fille arrête sa formation afin de contribuer aux dépenses du foyer (Entretien 26). Au contraire, face au manque de perspectives professionnelles, le suivi d'une formation apparaît parfois comme une solution alternative permettant d'acquérir de nouvelles compétences qui pourront ensuite être valorisées sur le marché de l'emploi (Entretien 7). Comme le signale le responsable local d'un syndicat lors d'une réunion entre les associations de Parla : « *La crise a les mêmes effets qu'un grand ménage, ce sont les plus forts qui restent, le nombre d'emplois n'ayant besoin d'aucune formation va se réduire.* » (Notes de terrain : novembre 2009). Alors que les demandeurs d'emploi disposent de ressources financières limitées, voire inexistantes, les centres de formation subventionnés par des fonds publics, qui dépendent des régions, se retrouvent saturés, ne pouvant répondre à la demande de tous ceux qui recherchent une formation. Les changements qui affectent le contexte de réception provoquent un certain sentiment d'impuissance parmi les migrants adultes, face à la pression des déterminismes structurels et institutionnels. « Sérieusement, vue la situation en Espagne, je ne peux pas être ce que je veux devenir. » (Entretien 15 : Homme nigérian, 34 ans, 3 en Espagne)^{lvii}.

L'offre municipale palie en partie les déficits de formation (Source : Notes de presse de la Mairie de Parla). Entre 2009 et 2012, les programmes mis en place par la Mairie de Parla orientent la formation vers quatre types d'activités : soins à la personne (soin de personnes âgées ou malades, garde d'enfants, aide à domicile ou esthétique) ; restauration collective (en tant que cuisinier, moniteur ou manipulateur d'aliments) ; entretien de bâtiments et d'espaces verts (en tant que plombier, électricien ou jardinier) ; ainsi que travail de bureau (en tant qu'employé administratif ou comptable)⁶⁴. Dans certains cas, la municipalité propose que les formations soient suivies de stages au sein de ses propres services, afin de promouvoir l'insertion professionnelle des personnes sans emploi (Entretien 44). Cependant, en novembre 2011, la municipalité prévoit de licencier cent nonante personnes, sur un total de sept cent trente employés municipaux, fonctionnaires et salariés confondus. Après négociation avec les syndicats, le plan de licenciement collectif (*Expediente de regulación de empleo*), concernera soixante-six personnes, soit 9% du total des employés municipaux. Cette décision impliquera

⁶⁴ Source: Notes de presse de la Mairie de Parla.

la rupture immédiate du pacte de gouvernement municipal entre le Parti Socialiste et la Gauche Unie.

Photographie 20 Initiatives de l'administration régionale et du gouvernement central pour promouvoir l'économie locale (2009)



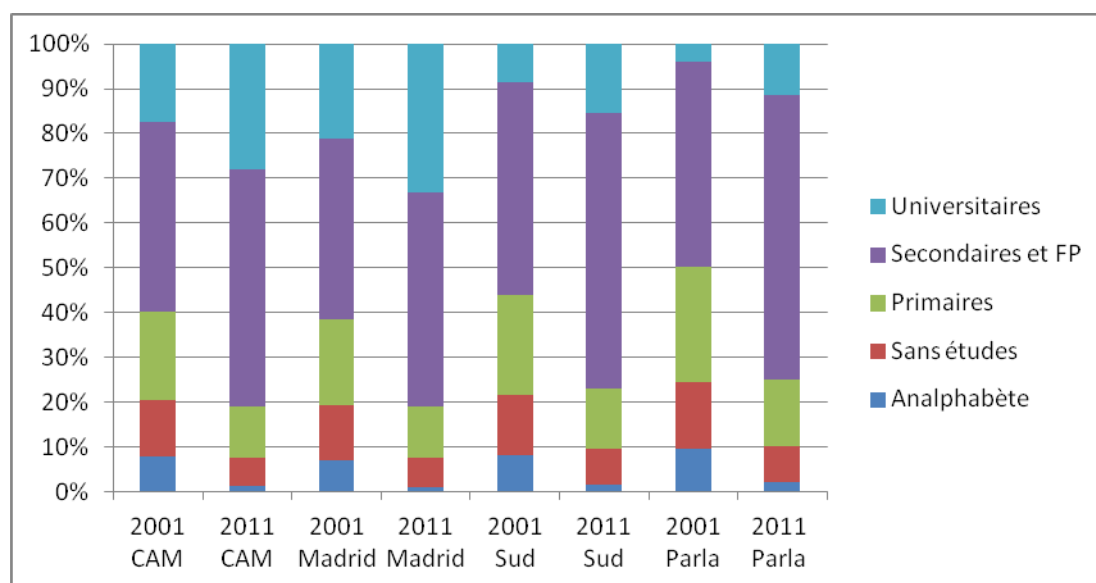
A gauche : « Plan de développement et de promotion du petit commerce et de l'hôtellerie de la Région de Madrid. Bénéficiaire : Mairie de Parla. Revêtement et éclairage de la Rue Pinto. », Parla, octobre 2009. A droite : Œuvre impulsée par la Mairie de Parla. Revêtement et éclairage de la Rue Jérusalem de Parla, Plan E, Plan Espagnol pour la Stimulation de l'Economie et de l'Emploi, Fond d'Investissement Local pour l'Emploi, Gouvernement de l'Espagne, Ministère des Administrations Publiques. » Parla, novembre 2009.

Indépendamment de la vie politique locale, les cours de formation proposés reflètent un certain manque d'alternatives pour des travailleurs plus qualifiés, qui s'observe dans d'autres contextes locaux de réception avant la crise économique⁶⁵. La municipalité semble ainsi adapter son offre au niveau général de formation de la population locale, inférieur à la moyenne régionale (Entretien 44 : Service d'aide aux entreprises, Service municipal pour le développement local). En 2001, 50% de la population ne sait ni lire ni écrire (9,5%), n'a suivi aucune étude (14,5%), ou n'a poursuivi que des études primaires sans obtenir aucun diplôme (26%). Ce chiffre dépasse de dix points les mêmes informations concernant la région de Madrid (respectivement 8%, 12,5% et 19,5%). Au contraire, Parla souffre d'un déficit de population ayant un diplôme universitaire (4%), obtenu après au moins trois ans d'études. Toutes catégories confondues, les écarts les plus importants s'observent alors entre la population de Parla et celle de la ville de Madrid (Graphique 12). Indépendamment de ses

⁶⁵ C'est une des conclusions de la recherche coordonnée par Domínguez et Brey, en 2007, au sujet des jeunes qui résident à Fuenlabrada, ville voisine de Parla.

origines, la condition socioéconomique marque l'expérience de la population de Parla en temps de crise économique. L'impact de la récession sur les carrières migratoires serait certainement ressenti de façon moins prononcée dans une ville dont le niveau moyen de revenu et d'éducation est plus élevé.

Graphique 12 Degré d'éducation de la population de Parla (2001 et 2011), en comparaison avec la région de Madrid (CAM), la ville de Madrid et la périphérie sud.



Source: INE, Recensements 2001 et 2011.

En temps de crise économique, les formations offertes par la municipalité ne représentent souvent que des initiatives ponctuelles, qui ne peuvent répondre à toutes les demandes. Par ailleurs, les financements dépendent de fonds régionaux, nationaux et internationaux (notamment du Fonds Social Européen), ne pouvant garantir la reconduite du programme d'année en année. Dans certains cas, les formations sont réservées aux personnes sans emplois, parfois seulement aux femmes inscrites au chômage, tandis que d'autres sont accessibles à l'ensemble de la population, privilégiant parfois la formation des entrepreneurs ou des étudiants⁶⁶. De nouveau, les alternatives sont marquées par les limitations et les contraintes institutionnelles. En 2011, Parla continue de souffrir un déficit de formation de troisième cycle, en comparaison avec les villes de la périphérie sud, la capitale ainsi que la

⁶⁶ Source : Notes de presse de la Mairie de Parla.

région de Madrid. Cependant, l'écart est moindre, par ailleurs, pour dans tous les contextes référenciés, le niveau de formation de la population a notablement augmenté (Graphique 12).

En Espagne, les difficultés de continuité des études ne sont pas spécifiques aux migrants. En effet, la crise économique a mis en avant le déficit de formation de l'ensemble de la population espagnole, qui ne s'explique qu'en partie par les carences du système éducatif (Entretien 43 : Programme pour l'apprentissage de l'espagnol, Service de l'éducation). Ce déficit est une conséquence directe de l'absentéisme scolaire et du manque d'un diplôme minimum, équivalent français du brevet des collèges, pour environ 30% des jeunes de Parla qui quittent le système scolaire dès que la législation le leur permet, c'est-à-dire à l'âge de seize ans (Notes de terrain : novembre 2009). Au cours de la croissance économique (1998-2008), l'expansion du secteur de la construction, fort demandeur en main d'œuvre peu qualifiée, a favorisé la sortie du système scolaire de nombreux jeunes étudiants. Depuis le début de la crise économique, ces mêmes jeunes, ne possédant parfois aucun diplôme, ont plus de difficulté à trouver du travail. En ce sens, les jeunes trouveront plus facilement des débouchés s'ils adoptent une vision globale de leur expérience de formation (Entretiens 42 et 43), sans rester assujetti aux réseaux locaux, liés aux ressources publiques et à la famille (Chapitre VI).

Photographie 21 Initiatives publiques et privées pour promouvoir l'emploi des « immigrés » (2010)



A gauche : « Plan Intégral pour la Formation et l'Entreprenariat des Immigrés du Gouvernement Régional de Madrid. Temps de crise... Temps d'opportunités ! Le moment est venu de créer ma propre entreprise ! L'Association bulgare-espagnole Cirilo et Metodio, en collaboration avec la Mairie de Parla, met en place ce projet qui inclut un service d'information, d'orientation et d'accompagnement des entrepreneurs. Si tu es intéressé et que tu veux t'informer sur la façon de participer, tu dois te rendre le prochain 28 janvier, à la salle de réunion du Centre Dulce Chacón, à 18h30. », Parla, janvier 2010. A droite : « Oui, immigré, et grâce à ESCALA, soudeur. Ton permis d'installateur officiel sans études ! Branche technique : Plomberie, Chauffage, Gaz, Electricité, Soudure, Energie solaire, Climatisation. Branche sociale : Auxiliaire en gériatrie, garderie, infirmerie, vétérinaire, aide à domicile, chiropraxie, personnes handicapées. ESCALA Ecole de Formation Professionnelle. », Madrid, mars 2010.

Photographie 22 Initiatives privées pour promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes (2010)



A gauche : « Oui, jeune, et grâce à ESCALA, avec un emploi. », Madrid, mars 2010. A droite : « Oui, femme, et grâce à ESCALA, je travaille dans ce qui me plaît. », Madrid, mars 2010.

L'entrepreneuriat apparaît comme une autre stratégie pour contrer le manque d'emploi. Parmi les migrants qui ont droit à la prestation de chômage, certains décident de percevoir l'ensemble en un seul paiement, afin de créer leur entreprise et générer leur propre emploi. Parfois, ils sont encouragés dans leur démarche par les services municipaux pour le développement local, chargé de suivre et d'orienter la création d'entreprises (Entretien 44). Dans la plupart des cas, il s'agit d'une prise de décision autonome. Ainsi, une femme nigériane a décidé d'ouvrir un salon de coiffure afro-américain (Entretien 18), et un homme équatorien a décidé d'ouvrir un cybercafé dans lequel travaillent également son épouse et une jeune femme roumaine qu'il emploie (Entretien 13). L'entrepreneuriat ne s'insère pas seulement dans le tissu commercial minoritaire, tourné vers les migrants. Ainsi, un homme marocain résidant à Madrid a décidé d'ouvrir un commerce de vente au détail de fruits et de légumes (Entretien 1). Dans les trois cas évoqués (salon de coiffure, cybercafé et commerce d'alimentation), l'entrepreneuriat répond à la stratégie de migrants mariés, pères ou mères de jeunes enfants, et parfois propriétaire d'un logement. Dans ce contexte, leurs possibilités de mobilité résidentielle sont limitées par leurs circonstances personnelles ; et c'est pour cela qu'ils recherchent avant tout des débouchés professionnels qui leur permettent de maintenir leur lieu de résidence. Ces circonstances personnelles, l'existence ou non de responsabilités familiales, et les possibilités d'avoir accès ou non à des prestations sociales ou un investissement, font partie des facteurs qui conditionnent et expliquent l'évolution des carrières migratoires en temps de crise économique.

D'autre part, les entrepreneurs, comme leurs employés, ne sont pas à l'abri de la précarisation de leurs conditions de travail. Les nouveaux chefs de petites entreprises sont souvent dérangés par les démarches administratives qu'ils doivent suivre. Certains ressentent que ces démarches sont entravées volontairement par l'administration et ses fonctionnaires, du fait qu'ils veulent ouvrir un commerce offrant des produits spécifiques pour les autres migrants (Entretien 13). Cependant, la lenteur et la multiplication des démarches apparaissent comme des spécificités du contexte espagnol, en comparaison avec d'autres pays⁶⁷. Une fois leur

⁶⁷ Selon le programme *Doing Business*, mis en place par la Banque mondiale, l'Espagne serait le deuxième pays de l'UE au regard du nombre de démarches administratives pour créer une entreprise (dix démarches) et du nombre de jours d'attente (vingt-huit jours) (Source : www.doingbusiness.com, juillet 2011). Au contraire, parmi les pays de l'OCDE ayant les revenus les plus élevés, dont fait partie l'Espagne, le nombre de démarches s'élève à cinq, pour une moyenne de douze jours d'attente (Source : OCDE, Country classification 2011).

commerce ouvert, d'autres se plaignent des contrôles auxquels ils sont soumis par la police municipale, venue vérifier que tous leurs permis d'activité sont en règle (Entretiens 8a et 18). En temps de crise économique, il est possible que les contrôles augmentent dû au manque de ressources financières des administrations, qui cherchent de nouvelles sources de revenus, en multipliant les contrôles, pour assurer le paiement de taxes ou de contraventions. C'est en tout cas l'interprétation qu'en fait le représentant d'une des associations locales, qui dispose d'une source médiatique à l'appui de ses dires (Notes de terrain : mai 2010)⁶⁸.

En plus des relations parfois crispées avec l'administration locale, les entrepreneurs remarquent la dureté de leurs conditions de travail en lien avec le grand nombre d'heures qu'ils doivent investir dans leur projet professionnel. Dans le cas des commerces de proximité, le contact direct avec le client est souvent mis en avant comme l'un des aspects les plus positifs de leur activité, mais le manque de médiateur entre celui-ci et l'entrepreneur peut devenir une source de tensions. C'est le cas lorsque le client venu utiliser les services d'un cybercafé quitte le lieu sans payer ou lorsque les cabines téléphoniques accueillent des personnes en pleurs, en colère ou clamant les problèmes qui les affectent à voix haute. Pour se protéger des conflits potentiels, la personne chargée de recevoir les clients, est installée derrière un comptoir, parfois séparée par une vitre qui empêche tout contact corporel direct avec les clients. La précarisation des conditions de travail affecte également ceux qui sont employés par des entrepreneurs migrants. Selon les propos d'un homme marocain, deux de ses compatriotes seraient payés trois cent euros chacun pour cinq heures de travail par jour (soit six euros de l'heure), afin de répondre aux clients d'un cybercafé, tenu par un autre migrant de la même nationalité, sans disposer d'aucun contrat de travail leur permettant de cotiser ou d'avoir accès à certains bénéfices liés au statut de salarié (Entretien 16). Dans certains cas, ces petits bénéfices sont la garantie d'un revenu minimum, dont la stabilité reste relative.

La tendance à l'entrepreneuriat se vérifie dans d'autres contextes locaux de réception, et concerne l'ensemble de la population (Arango et Brey 2011). La création de petites entreprises ou de commerces de proximité est le fruit des initiatives de travailleurs qui ont perdu leur emploi. Au contraire, l'implantation d'entreprises plus grandes est favorisée par les

⁶⁸ *Sí, se puede. El periódico de la integración*, "El Estado hace caja con los inmigrantes", 13/04/2010. Les informations de ce journal, distribué dans les cybercafés et les commerces spécifiquement tournés vers les migrants, reprend les informations contenues dans un article publié par un journal économique. *Expansión*, "El Gobierno hace caja con los inmigrantes: 36 millones en tasas por permisos de trabajo", 01/04/2010.

administrations locales, lorsque l'endettement de celles-ci ne mine pas complètement leur marge de manœuvre. Ainsi, dans la périphérie sud de l'agglomération de Madrid, les nouvelles initiatives économiques bénéficient de la disponibilité de terrains, requalifiés afin de permettre l'implantation d'entreprises du secteur tertiaire. Le parc commercial et technologique PAU-5 de Parla est un exemple de cette dynamique. Pour la promotion de l'emploi local, la municipalité a tenté de collaborer avec des investisseurs privés, afin d'attirer des capitaux étrangers (*Decathlon*), en utilisant le nom de la ville comme une marque (*Parque Comercial ParlaNatura*). Au contraire d'autres villes voisines, l'arrivée de capitaux étrangers, notamment ceux en provenance de Chine, n'a pas été tant facilitée par les réseaux de migrants chinois, comme à Fuenlabrada, où nombreux sont ceux qui travaillent dans la zone industrielle de Cobo Calleja. Malgré une implantation moindre dans le tissu commercial de Parla, l'activité des migrants chinois fait l'objet de rumeurs et de catégorisations négatives de la part de la population locale. Ceux-ci sont par exemple soupçonnés de ne pas devoir payer des taxes d'importation, en raison d'un accord spécial entre les gouvernements de l'Espagne et de la Chine, ce qui introduirait un biais sur le marché des biens et des services.

Photographie 23 Petites annonces faisant référence à la crise économique, affichées par des particuliers offrant différents services (2009)



A gauche : « Profites de la crise. Travaux à bas prix. Salle de bain : 1.800-2.300€ Cuisine : 2.500-3.000€ Tout dépend des m2. Inclus : matériaux, plomberie, main d'œuvre. » A droite : « Que la crise ne t'en empêche pas ! Ton devis sans aucune forme d'engagement. Appelle-nous dès maintenant ! Tu as besoin d'une installation ou d'une réparation chez toi, à ton bureau, pour : ordinateurs/réseaux ADSL, Wifi ; téléphones/concierges automatiques ; domotique, sécurité, vidéos ; électricité, automatismes ; illumination, son et TV ; peinture ou accrochage de tableaux. Appelle-nous sans hésiter ! Economique/sérieux/propre ». Parla, novembre 2009.

Photographie 24 Petits commerces proposant l'achat d'or, ayant fleuri durant les premières années de la crise économique (2009)



A gauche : « J'achète de l'Or. Mise en gage de Bijoux. Crédi-Bijoux. », Parla, Novembre 2009. A droite : « Belén Oro. J'achète de l'Or. Mise en gage. Aujourd'hui nous payons jusqu'à 15€ en fonction de la pièce et de la quantité. 12€ minimum garantis pour toute pièce. », Madrid, Novembre 2009.

En ce qui concerne le travail, les femmes migrantes ont été exposées au chômage de façon moins immédiate que les hommes, en raison des secteurs dans lesquels elles travaillent. En temps de crise économique, pour les unes et les autres, le statut de salarié se précarise, tandis que les stratégies d'entrepreneuriat prennent de l'ampleur. La formation est une autre stratégie à laquelle migrants et non migrants, ont recouru pour assurer une certaine reconversion professionnelle, puis la continuité de leurs revenus. Ainsi, ils cherchent à éviter la précarisation de leurs conditions de travail ou l'entrée dans l'économie informelle, sans que cela ne soit toujours possible. Dans l'agglomération de Madrid, les pratiques informelles se multiplient, telles que la vente ambulante dans les transports en commun ou la récupération d'objets trouvés dans les conteneurs, par exemple pour le recyclage du verre, du papier et des emballages. Ce type de pratiques s'est développé en temps de récession économique dans d'autres pays, par exemple en Argentine, dans l'agglomération de Buenos Aires, où la crise du *corralito* survenue en 2001⁶⁹, a engendré l'apparition de la figure du *cartonero* (Grimson et

⁶⁹ L'expression renvoie à la limitation des retraits bancaires des particuliers, à 250 dollars par semaine, rendue effective le 1 décembre 2001.

al. 2009 ; Shammah 2009)⁷⁰. Ces petits recycleurs de cartons ont obtenu une certaine reconnaissance de la part des administrations publiques, par exemple à travers la création de trains qui leur sont réservés.

En Espagne, il n'existe pas un tel degré d'institutionnalisation, cependant, ces pratiques se sont multipliées depuis le début de la crise économique, et elles s'insèrent parfois dans des logiques globales, qui relient l'Espagne (lieu de ramassage des objets) avec le pays d'origine (lieu de vente). C'est ainsi que l'explique Ismaël, un homme marocain, pour qui la vente des petits objets ramassés constitue la seule source de revenus dont il dispose. Cette pratique s'insère dans la logique d'un réseau de solidarité basé sur la nationalité et le genre. Ainsi, Ismaël peut subvenir à ses besoins car il loge dans l'appartement d'un compatriote, qui héberge quatre autres migrants marocains. Parmi les six, seulement deux d'entre eux travaillent et rapportent des revenus au foyer. S'il devait d'acquitter d'un loyer, la vente d'objets recyclés ne permettrait pas à Ismaël de faire face à ses frais (Entretien 23b). Typiquement, cet échange peut être compris comme une pratique de micro-solidarité entre migrants qui ne sont pas de la même famille, mais qui ont établi des liens de proximité en Espagne.

II. Le piège des crédits immobiliers

« *Un braquage à mains armées* », c'est l'expression utilisée par Patricio pour qualifier l'achat de son appartement, dans lequel il vit à Parla avec sa femme et ses deux filles, dix ans après leur arrivée en Espagne en provenance de Colombie (Notes de terrain : automne 2009). De même que d'autres, migrants ou non migrants, il a été tenté par *le rêve immobilier espagnol*, dans un pays où plus de 80% de la population est propriétaire de son logement (Chapitre VI). Au cours de la croissance économique (1998-2008), les banques ont favorisé l'accès à la propriété, en accordant des crédits à taux variable, pour des périodes allant jusqu'à quarante ans, sans que l'endettement ne soit fixé en proportion des revenus du ménage.

Cette particularité du système financier a eu deux conséquences néfastes pour les ménages.

⁷⁰ *Libération*, « Petits éboueurs au ban de la ville », 05/07/2007. Sur Internet : <http://www.liberation.fr/grand-angle/010195655-petits-eboueurs-au-ban-de-la-ville>

Avant la crise, l'augmentation constante des taux, notamment en fonction de l'EURIBOR⁷¹, a provoqué un surendettement des propriétaires, dont les remboursements mensuels faisaient l'objet d'une nouvelle évaluation, à la hausse, tous les six mois. Par la suite, la capacité de remboursement des redevances bancaires, a été fragilisée par le chômage. La possibilité de vendre le bien a dû être écartée comme solution pour faire face à la dette, étant donné l'évolution, à la baisse, des prix de l'immobilier. Ceux-ci ont en effet chuté, de façon plus prononcée dans les espaces de la périphérie urbaine et sociale de l'agglomération madrilène, comme la ville de Parla. « *Maintenant, il n'y a pas de travail, il n'y a pas de ventes. Maintenant le pays est plus difficile. Tout va très mal. Tout va mal (...) Toute la vie avec un crédit, le logement avec un crédit, vivre et manger aussi avec des crédits. Ils [les espagnols] sont habitués à vivre avec des crédits.* » (Entretien 14)^{lviii}. De nouveau, les carrières migratoires sont marquées par la condition socioéconomique.

Lorsqu'ils ont cherché à devenir propriétaires de leur logement, un couple de migrants équatoriens explique qu'ils ont fait appel à un ami pour les aider (Chapitre VI). Sans son intervention, la banque aurait vraisemblablement refusé de leur fournir un prêt. En effet, le contrat de Luis leur permettait de garantir des revenus de huit cent euros par mois, tandis que son épouse ne pouvait justifier aucun revenu, puisqu'elle exerçait alors son activité comme employée domestique, sans contrat (Entretien 13). L'aide d'un proche est l'une des ressources utilisées par les migrants, pour accéder à la propriété, notamment pour justifier des revenus plus élevés ou agir comme garants en cas de suspension de paiement. En cas de non remboursement des créances, la dette devrait être prise en charge par la personne portée garante, sur laquelle reposerait dès lors la responsabilité juridique du paiement.

Pour ceux qui ne peuvent plus rembourser leur prêt, la situation est vécue comme un échec de leur projet migratoire, d'autant plus qu'elle s'accompagne souvent de la perte de leur emploi ou de la précarisation de leurs conditions de travail (Observation 4 : novembre 2009). Un homme originaire d'Équateur regrette sa situation avant la crise : « *Je souffre, je travaille 15h [par jour], je n'avais pas besoin de ça, les choses allaient bien.* » (Observation 13 : novembre 2009)^{lix}. Les migrants ayant acheté un logement, reviennent souvent sur leur décision, en

⁷¹ L'Euribor (acronyme de « European Interbank Offered Rate », soit taux européen d'offre interbancaire) est un indice de référence actualisé au jour le jour, qui indique le taux d'intérêt moyen auquel les institutions bancaires se prêtent de l'argent sur le marché interbancaire de l'euro. Le taux se calcule en fonction des données des 44 principales banques qui opèrent en Europe, et sa valeur mensuelle est utilisée comme référence pour les prêts bancaires.

essayant de comprendre quelles ont pu être les erreurs commises. Ils ont le sentiment d'avoir été trompés, tout en reconnaissant leur part de responsabilité. Comme ça peut être le cas au moment de l'arrivée en Espagne (Chapitre V), le changement drastique de l'environnement et des conditions de vie au début de la crise économique, provoque une réaction de la part des acteurs sociaux, ne serait-ce qu'en termes de réflexion pour comprendre la situation dans laquelle il se trouve.

Devant son épouse et ses trois filles, Luis explique par exemple que l'achat de leur appartement s'est décidé très vite : « *En quinze jours seulement, nous avons signé. L'appartement est à nous, de toute façon, jusqu'à ce qu'on tienne. L'EURIBOR a baissé, mais nous l'avons à peine remarqué. [Nous] ne connaissions pas les lois, nous avons manqué d'un guide, (...) maintenant nous n'avons pas le choix, [nous allons devoir payer] encore trente ans* » (Entretien 13)^{lx}. Lorsqu'il évoque la méconnaissance des lois, Luis se réfère au manque de compréhension des conditions du prêt engagé auprès de la banque. En effet, les ménages ont parfois signé un document dont ils n'ont pas forcément compris tous les termes en détails ou qu'ils n'ont pas toujours lu attentivement. Ainsi, en temps de croissance économique, les taux d'emprunts pouvaient augmenter sans limite compte-tenu de leur variabilité. Au contraire, en temps de récession, les ménages ont parfois découvert malgré eux que les taux ne pouvaient baisser en-deçà d'un certain seuil, fixé par les termes du prêt. Dès lors, l'effort de remboursement des ménages a souffert de la hausse, sans nécessairement bénéficier de la baisse des taux. Dès lors, le déroulement des carrières migratoires sera marqué par l'expérience résidentielle des migrants, qui établit une différence notable entre ceux qui vivent dans un logement en location et ceux qui vivent dans un logement en propriété, pour lequel ils doivent assumer le paiement d'un crédit immobilier élevé.

Dans un tel contexte, où se situe la limite entre le manque d'information et l'abus de confiance de la part des acteurs du système financier, voire parfois la fraude ? « *Alors, j'ai aussi remarqué cette chose des logements, à laquelle nous nous sommes tous accrochés, d'acheter des logements, ce qui est l'achat et la vente de logements, je ne sais pas pourquoi le gouvernement a laissé les banques et les agences immobilières tromper beaucoup d'immigrés.* » (Entretien 18)^{lxi}. En Espagne, l'évolution du marché de l'immobilier, et plus particulièrement le surendettement des ménages propriétaires de leur logement, a provoqué des réactions de la part de différents acteurs. Au sein du tissu associatif de Parla, l'antenne locale de l'association AESCO (*Asociación América España Solidaridad y Cooperación*) a réagi à la question, en lien avec l'antenne principale, située à Madrid. En avril 2009, AESCO

a mis en place un projet d'orientation afin d'aider les migrants surendettés. Les services juridiques de l'association se charge alors d'analyser avec eux les conditions de leur prêt, en considérant la possibilité d'une nouvelle négociation avec la banque (Observation 13, novembre 2009).

Cette renégociation des termes du prêt n'est pas toujours possible, comme l'explique un migrant originaire d'Équateur, Javier, lors d'un atelier organisé par AESCO à Parla (Observation 4 : novembre 2009). Les décisions prises avant la crise économique peuvent avoir de lourdes conséquences. Après avoir perdu son emploi, Javier a d'abord perçu l'allocation de chômage qui correspond. Ayant cotisé à la sécurité sociale, il a pu recevoir ensuite 420 euros par mois. C'est le montant établi par le gouvernement central en 2009, pour soutenir mensuellement les personnes au chômage n'ayant plus accès à aucune prestation. Si sa femme continue de travailler, le couple n'est plus en mesure de payer ses créances, et ils ont donc mis leur logement en location, pour aller s'installer, avec leurs deux filles, dans la chambre d'un appartement en collocation. La location du bien en propriété rapporte à la famille 500 euros par mois, alors que le remboursement mensuel du prêt s'élève à 1.400 euros, sans compter le paiement de la chambre qu'ils doivent louer.

L'emplacement de l'un et l'autre logement confirme la tendance des migrants à s'installer dans les espaces de la périphérie urbaine et sociale de l'agglomération madrilène (Chapitre VI). De nouveau, la condition socioéconomique prend le pas sur la condition migrante. La famille de Javier a acheté son logement dans le quartier de *San Cristóbal de Los Ángeles*, situé dans l'arrondissement de *Villaverde*, tandis que la chambre qu'ils ont loué se trouve à proximité du métro d'Usera, situé dans l'arrondissement du même nom. En 2008, *Usera* et *Villaverde* font partie des trois arrondissements de la capitale dont le revenu moyen par habitant est le plus faible, soit environ 85% de la moyenne municipale (Source : Statistiques de la Mairie de Madrid). En 2011, il s'agit des deux arrondissements de Madrid dont le prix des logements neufs reste le moins élevé, soit 78% de la moyenne municipale à Usera et 71% à Villaverde (Source : Sociedad de Tasación, S.A.). Cette même année, le quartier de *San Cristóbal de Los Ángeles* regroupe la proportion la plus élevée de population étrangère, soit presque 40% du total des inscrits sur le registre des mairies. Il est suivi des quartiers situés à proximité du métro Usera, dont la population étrangère représente entre 27% et 33% du total (Source : Statistiques de la Mairie de Madrid).

Au cours des démarches qu'ils font pour faire face à leurs créances, Javier explique que sa

femme et lui ont été soutenus par sa belle-sœur. En regroupant les revenus des trois adultes, ils ont calculé qu'ils percevaient 2.300 euros par mois. Afin de négocier une nouvelle échéance de leur prêt, ils se sont rendus à la banque, mais avant d'entreprendre la négociation, le banquier leur a demandé de préciser les conditions de leur prêt immobilier. Javier explique alors qu'il est rentré chez lui en courant pour vérifier quels en sont les termes mais, en constatant que le prêt était titularisé auprès d'une société financière⁷², il s'est rendu compte qu'il ne pourrait pas négocier de nouvelles conditions. « *À la banque ils m'ont dit qu'il n'y avait plus rien à faire, que nous allions perdre de l'argent quoi qu'il arrive. (...) Il faudra que je passe par là et que je m'en remette. (...) Ils nous ont trompés, nous nous sommes laissé avoir.* » (Observation 4 : novembre 2009)^{lxiii}. Les alternatives ne dépendent donc pas seulement de la capacité de réaction et la prise de conscience des acteurs, mais surtout des circonstances réelles.

Pour les non migrants et les migrants devenus propriétaires de leur logement, certains se retrouvent dans des situations très précaires. Dans le meilleur des cas, s'ils peuvent renégocier les conditions de leur prêt auprès de la banque, le bien dans lequel ils ont investi leurs économies, perdra grande partie de sa valeur. « *Nous avons tout perdu* », regrettera ainsi Patricio (Notes de terrain, automne 2009)^{lxiii}. Entre juin 2007 et décembre 2011, le prix moyen des logements neufs a en effet diminué de 27% à Parla, et de 28,5% dans l'ensemble de la Région de Madrid (Source : Sociedad de Tasación, S.A.). La baisse a été plus prononcée dans le cas des logements d'occasion, puisqu'en l'espace de quatre ans (2007-2011), le prix moyen des logements en vente à Parla a diminué de 32,5% (Source : www.idealista.com). Les chiffres permettent de confirmer les tendances remarquées par les acteurs, à partir de leurs expériences personnelles. Dans d'autres cas, l'impossibilité de renégocier les termes du prêt immobilier, obligera le ménage à quitter son logement. Celui-ci gardera souvent une dette élevée auprès de l'entité bancaire, calculée en fonction de la différence entre l'évaluation du bien au moment de l'achat (durant la période de hausse des prix) et son évaluation au moment de sa confiscation par la banque (durant la période de baisse des prix).

C'est ainsi que certains journaux retracent, semaine après semaine, la chronique des ménages en attente de leur expulsion, notamment ceux soutenus par la Plateforme des Victimes du

⁷² Les crédits immobiliers titularisés permettent à l'institution ayant financé l'achat d'un logement de revendre ce même prêt à une autre institution financière, sans nécessairement en informer le propriétaire du logement, qui deviendra cependant dépendant de la nouvelle institution s'il souhaite renégocier a posteriori les conditions de son prêt.

Crédit Immobilier (*Plataforma de Afectados por la Hipoteca*), qui collabore depuis juin 2011 avec le mouvement des indignés du 15-M⁷³. Par la suite, ce sont joints à eux une association de consommateur (OCU), ainsi que l'Association des usagers de banques, caisses d'épargne et assurances (ADICAE). Leurs actions, menées dans l'ensemble de l'agglomération madrilène, et dans le reste de l'Espagne, visent à accompagner le ménage jusqu'au jour prévu de son expulsion, pour éventuellement l'éviter. Certains cas concernent précisément des ménages installés à Parla, dont l'un d'entre eux a évité son expulsion précisément grâce à la mobilisation des acteurs sociaux⁷⁴. Indépendamment de la nationalité des ménages, de nouveau, les expulsions se concentrent dans la périphérie urbaine et sociale de l'agglomération madrilène, dont Parla fait partie.

En cas de conflit, c'est à la justice que revient la charge d'assurer l'exécution des ordres d'expulsion. Au contraire, certaines décisions judiciaires visent à protéger les ménages devenus propriétaires, en reconnaissant qu'ils ont pu être victimes d'une fraude. Fin 2011, le responsable d'une agence immobilière ayant vendu des logements exclusivement à des migrants est ainsi jugé pour escroquerie⁷⁵. En Espagne, la multiplication des agents œuvrant comme intermédiaire lors de transactions immobilières répond au processus de dérégulation qui affecte l'ensemble du système financier. Par ailleurs, la multiplication des fonctions accomplies par un même agent rend plus difficile les contrôles, de la part des clients et des organismes officiels. En Espagne, les agences immobilières privées sont par exemple à même de gérer des crédits, à la manière des coursiers en bourse. Ce n'est pas le cas dans des pays voisins, comme en France, où les transactions immobilières restent soumises à des normes concernant l'invariabilité des taux, le pourcentage d'endettement en fonction des revenus ou la séparation des fonctions entre les agences immobilières et les organismes de financement. La fraude, dont certains migrants ont été victimes, est dénoncée par la justice espagnole, dans certains cas ponctuels. Les migrants équatoriens ayant décidé de retourner dans leur pays d'origine ont également été protégés par le gouvernement de l'Équateur. En effet, celui-ci s'est assuré que les entités financières avec lesquelles les migrants sont endettés en Espagne

⁷³ *El País*, "Objetivo: coordinar la lucha contra los desahucios. El 15-M y la Plataforma de Afectados por la Hipoteca buscan unificar criterios", 05/07/2011

⁷⁴ *El País*, "Nos han arruinado la vida y no vemos salida", 03/06/2010. *El País*, "Otro desahucio evitado en Parla", 16/06/2011.

⁷⁵ *El País*, "Detenido el dueño de un 'chiringuito' hipotecario", 04/12/2011. *El País*, "Concentración de afectados contra un 'chiringuito hipotecario'", 18/01/2012.

ne pourront réclamer leurs dettes en cas de retour au pays d'origine.

À l'instar des gouvernements régional et central, au cours des premières années de crise économique, la municipalité de Parla n'est pas intervenue dans la gestion des conflits entre les banques et les ménages endettés (Entretien 40). De façon générale, le rôle de l'administration municipale en matière de logement suscite des incompréhensions de la part des migrants et des associations locales qui se chargent de les aider. Lors d'une réunion entre les associations, plusieurs responsables doutent des compétences de la municipalité, alors qu'ils ne savent pas toujours si les initiatives en matière de logement correspondent à l'administration municipale ou régionale. Tous regrettent que les pouvoirs publics n'interviennent pas plus dans ce domaine, afin de faciliter l'accès à un logement en location, dont il serait par la suite possible de devenir propriétaire (Observation 14 : novembre 2009). Parmi les responsables associatifs et les migrants, les critères d'accès aux logements financés par les pouvoirs publics ne sont pas clairs, ce qui les amène à soupçonner que ceux qui accèdent à ce type de logements le font suivant des critères subjectifs, du fait de leur relation de proximité avec les employés municipaux. En opposition au clientélisme, ainsi qu'à l'hégémonie des intérêts privés, l'accès à un logement digne, en référence à la Constitution Espagnole, est revendiqué comme un droit pour l'ensemble des citoyens (Observation 14 : novembre 2009), indépendamment de la nationalité (espagnole ou étrangère), mais plutôt sur la base du critère de résidence dans la ville ou dans le pays. En temps de crise économique, les administrations publiques offrent des ressources limitées aux migrants, en matière de formation comme en matière d'orientation judiciaire sur le marché du logement. Les migrants devront compter sur leurs réseaux personnels et professionnels, et leur capacité de réaction, pour trouver des alternatives qui puissent orienter le déroulement de leurs carrières migratoires.

III. Nouvelles stratégies migratoires face à l'immobilisation des carrières

La précarisation de l'emploi et l'endettement des ménages ayant acquis un logement en propriété, contribuent à l'immobilisation des carrières migratoires en Espagne. L'augmentation des contraintes structurelles engendre une détérioration du niveau et des conditions de vie des migrants. Circularités, retours et nouvelles migrations sont possibles pour ceux qui possèdent un permis de résidence ou la nationalité espagnole. Au contraire, les

personnes en situation irrégulière devront contourner des contrôles policiers, s'ils ne veulent pas risquer d'être enfermés dans un Centre d'Internement pour Étrangers (*Centro de Internamiento para Extranjeros*). Parmi ceux dont la situation administrative n'est pas stable, certains auront des difficultés à renouveler leur permis de résidence, et ils pourront se retrouver en situation irrégulière, que ce soit de nouveau ou pour la première fois depuis leur arrivée en Espagne (*irregularidad sobrevenida*).

Dans un contexte européen de plus en plus restrictif, au cours de la *décennie prodigieuse* de l'immigration, l'augmentation des flux migratoires s'explique principalement par les facilités d'accès à un emploi et à des papiers en règle. Dès la fin des années nonante, la combinaison de ces deux facteurs a renforcé le pouvoir d'attraction de l'Espagne en tant que pays récepteur (Chapitre V). Pour les migrants en provenance de la Communauté Andine, en plus de la langue, les moindres délais d'accès à la nationalité espagnole et la possibilité de conserver leur nationalité d'origine sont apparus comme des facteurs d'attraction supplémentaires. Ainsi, les ressortissants de Colombie, de Bolivie, d'Équateur et du Pérou peuvent demander la nationalité espagnole, après seulement deux ans de permis de résidence, sans avoir à renoncer à leur nationalité d'origine. « *Nous nous sommes battus aussi pour une chose, pour la nationalité. Si tu arrives d'un pays arabe ou musulman, pour demander l'accès à la nationalité, il faut dix ans. Si tu arrives d'Amérique Latine, du Pérou, Equateur ou Colombie, deux ans. Moi ici, pour ça, je vois qu'il y a des discriminations.* » (Entretien 31b)^{lxiv}.

Parmi ceux qui envisageaient la migration en Espagne comme un projet temporaire, certains migrants d'Amérique Latine souhaitaient retourner dans leur pays d'origine après avoir obtenu la nationalité espagnole. L'obtention d'une nationalité européenne facilite en effet leurs possibilités futures de mobilité, qu'il s'agisse d'un retour en Espagne ou d'une migration dans un pays tiers. Mais dans certains cas, le retour au pays d'origine a été freiné par l'achat d'un appartement, de même que la longueur des démarches administratives. Au sein d'une même famille de migrants équatoriens, seul le père et la plus jeune fille, née en Espagne, ont obtenu la nationalité espagnole. La mère, ainsi que les deux filles aînées, attendent depuis plusieurs années une réponse concernant leur dossier. « *Entre le moment où j'ai fait la demande et le moment où j'ai obtenu la nationalité, quatre ans et demi sont passés. Et pour ma femme, trois ans sont passés jusqu'à aujourd'hui et elle ne l'a toujours pas. Les démarches sont comme ça.* » (Entretien 13)^{lxv}. Le prolongement des délais de réponse jusqu'à quatre ou cinq ans, limite ainsi le bénéfice des facilités d'accès à la nationalité espagnole, perçu par certains migrants devant attendre une période de dix ans, comme un facteur

discriminatoire.

Ainsi, les temps d'attente restent plus ou moins équivalents entre un ressortissant de la Communauté Andine, pour obtenir une réponse concernant sa demande d'accès à la nationalité espagnole, et un migrant originaire d'Afrique (exception faite de la Guinée Équatoriale), pouvant obtenir un permis de résidence permanent après une continuité de cinq ans en situation régulière. Pour le renouvellement des permis de résidence, les délais de réponse peuvent se prolonger de plusieurs mois, mais ils restent plus courts que les délais de réponse auxquels sont soumises les demandes d'accès à la nationalité. Quoiqu'il en soit, les démarches administratives pour la régularisation des migrants apparaissent comme des processus incertains, se prolongeant dans le temps, exigeant une multiplication des justificatifs à fournir. « À l'école, ils m'appelaient l'homme aux papiers », explique un jeune homme marocain (Entretien 7)^{lxvi}. Aux yeux des migrants, la régularisation apparaît comme un processus relativement imprévisible, n'étant que partiellement contrôlable, et dont le résultat ne dépend pas seulement de critères objectifs. C'est en cela que l'irrégularité peut être comprise parfois comme une situation émanant directement des critères de régularisation, et donc de logiques de type sociétaire.

Quant à la nationalité espagnole, elle n'apparaît pas comme une condition suffisante pour garantir la stabilité de la carrière migratoire. Depuis le début de la crise économique, Luis explique que les projets de sa famille ont changé. « C'est un mauvais moment, il n'y a pas d'option pour avancer. Nous avions prévu de retourner [en Équateur] l'année dernière, la crise n'affectait pas beaucoup, nous voulions rester ici un moment et retourner. Nous voulons obtenir un logement et un commerce, ça te manque toujours, la vie est différente, mais l'appartement ne peut pas être vendu, et c'est pour cela que nous sommes restés ici. C'est le destin, là maintenant nous ne savons rien, quel sera le résultat, si nous avions des économies nous pourrions négocier autrement, nous voulons acheter un logement, une petite maison en Équateur. Tout est dans le « on verra ». » (Entretien 13)^{lxvii}. Les propos de Luis reflètent la perception d'une perte d'autonomie de la part des acteurs face aux déterminismes conjoncturels et institutionnels. Face aux contraintes auxquelles il doit faire face, Luis exprime cette perte de capacité d'autonomie de façon explicite. En attendant de pouvoir retourner en Équateur, il a décidé avec sa femme d'ouvrir un cybercafé, situé à quelques minutes à pied du logement qu'ils ont acheté et dont ils continuent de payer les traites.

Selon Luis, de nombreux migrants décident de retourner dans leur pays d'origine, lorsque les

circonstances le leur permettent. C'est par exemple le cas de Patricio et María, retournés en Colombie, en mai 2011. Dix ans auparavant, le couple avait décidé de quitter le pays pour fuir les menaces de mort dont faisait l'objet Patricio (Chapitre V). Après leur arrivée en Espagne, Patricio et María ont obtenu l'asile politique, puis la nationalité espagnole. Par la suite, ils ont acheté un appartement à Parla, dans lequel ils se sont installés avec leurs deux filles, avec lesquelles ils sont arrivés en Espagne. Dans le cadre de l'association qu'ils ont contribué à fonder, Patricio et María multiplient les contacts avec les responsables des associations locales en charge d'aider les migrants. De son côté, María se forme à l'Université Autonome de Madrid pour devenir médiatrice interculturelle, puis elle exerce ses compétences au sein du programme interculturel mis en place par les services de santé de la ville de Parla (Chapitre IV). Le couple bénéficie ainsi d'un réseau relativement ample de connaissances.

La décision de retourner en Colombie s'explique par l'enchaînement de plusieurs événements familiaux, dont le premier acte est marqué par la perte d'emploi de Patricio. De son point de vue, cette perte s'accompagne du sentiment d'avoir perdu toutes les économies investies lors de l'achat de leur appartement. Pour María, la situation est différente puisqu'elle continue de travailler auprès de l'administration municipale de Parla et de la Croix Rouge. Par ailleurs, elle s'est investie dans plusieurs réseaux associatifs. Fin 2010, des changements concernant leurs deux filles vont précipiter leur décision de retourner en Colombie. A la fin de ses études en psychologie, l'aînée décide de retourner dans son pays d'origine pour continuer sa formation de troisième cycle. Quant à la benjamine, elle décide peu de temps après d'arrêter ses études secondaires. Les choix des deux filles coïncident avec la valorisation relativement négative que leurs parents font des programmes d'études en Espagne. Quoi qu'il en soit, Patricio et María se montrent particulièrement inquiets face aux perspectives d'avenir de la plus jeune. La situation renforce les frustrations de Patricio par rapport à la double perte de son emploi et des économies familiales. Le couple envisage alors de renégocier les conditions de leur prêt immobilier. C'est dans ces circonstances que se consolide leur décision de retourner dans la ville dont ils sont originaires en Colombie, et que le passage à l'acte a finalement lieu.

Le retour ne sera pas vécu de la même façon par tous les membres de la famille. Pour les deux filles, il s'agit d'un choix souhaité, qui s'exprime par le retour de l'aînée en Colombie, suivi de l'arrêt des études de la plus jeune. Au sein du couple, les perspectives sont divergentes. De même qu'au moment de la migration, le retour semble plus directement motivé par les circonstances de Patricio, tandis que María est plus nettement influencée par les circonstances

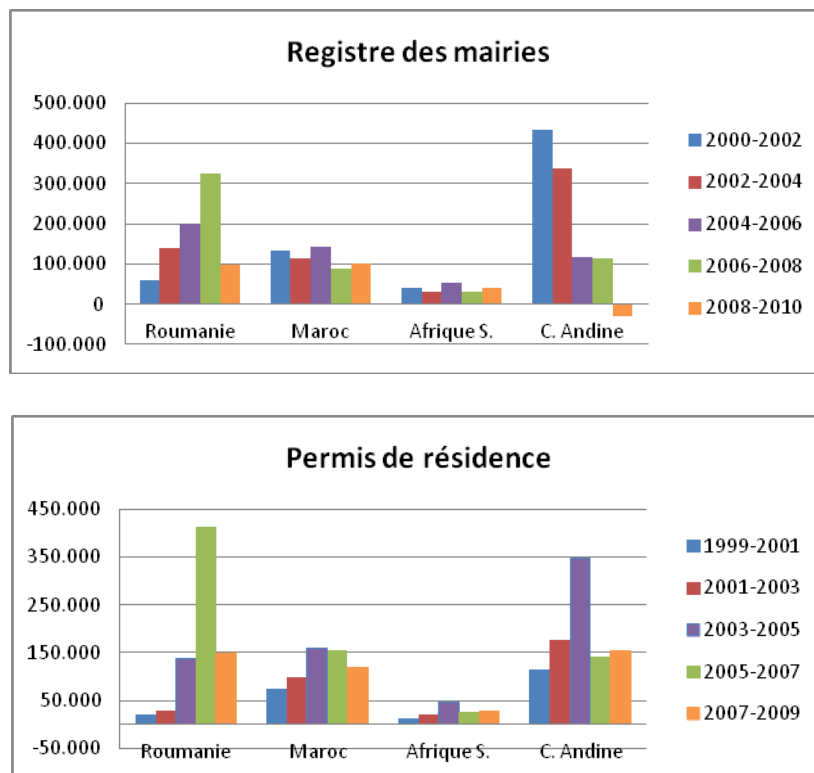
des autres membres de la famille. De son point de vue à elle, ils seront partis de Colombie essentiellement car son époux est menacé de mort, puis ils décideront de retourner en Colombie car son époux a perdu son emploi et ses deux filles manifestent leur souhait de quitter l'Espagne. De retour en Colombie, elle maintient des contacts avec ses anciens collègues des services municipaux de Parla. Quelques mois après le retour de la famille en Colombie, elle revient passer quelques semaines en Espagne. Le deuil migratoire, qu'elle avait évoqué au sujet de la migration de sa famille de Colombie en Espagne, s'exprime de nouveau pour elle au moment de leur départ de Parla (Entretien 30 ; Notes de terrain, octobre 2009-janvier 2012). Son ancrage social dans la ville avait en effet contribué à un fort sentiment d'appartenance à la société d'accueil locale. Lors de la dernière activité à laquelle ils participeront en collaboration avec la municipalité de Parla, María expliquera que Parla a été pour elle « comme une couverture », dans la mesure où elle a trouvé dans la société locale la protection qu'elle avait perdu en quittant la Colombie pour des raisons politiques.

D'autres migrants comptent sur leurs proches pour prendre la décision et organiser leur retour. *« Je rentrerai en Angola, même ma marraine, qui m'a envoyée ici, veut aussi que je rentre, ma mère est désespérée, ma sœur, celle qui est venue avec moi, est en Angola, parce qu'elle ne supportait plus, et déjà elle travaille, elle est partie en décembre. Ma mère veut que je rentre, ma mère n'a jamais voulu que je sois ici »* (Entretien 25d)^{lxviii}. Les logiques familiales contribuent à expliquer les stratégies migratoires, au moment du départ, comme c'était le cas pour l'arrivée en Espagne (Chapitre V).

À l'échelle de l'Espagne, les données de l'ancien Ministère de l'emploi et de l'immigration et des registres municipaux indiquent des différences entre les groupes migrants. Ainsi, la diminution du nombre de migrants andins et roumains inscrits sur le registre des mairies confirme une plus forte propension de ces deux groupes à quitter l'Espagne. Dans le cas des premiers, cette tendance reflète également leur accès à la nationalité espagnole, sans qu'il soit possible d'isoler l'effet des deux facteurs (départ de l'Espagne et accès à la nationalité espagnole). Au contraire, le nombre de ressortissants du Maroc et d'Afrique subsaharienne inscrits sur les registres municipaux, continue d'augmenter après le début de la crise économique (Graphique 13). Entre fin 2007 et fin 2009, l'incidence de l'irrégularité diminue de façon notable pour les migrants de la Communauté Andine, et dans une moindre mesure pour les ressortissants d'Afrique subsaharienne et du Maroc. En 2009, les migrants marocains disposant d'un permis de résidence en Espagne dépassent en nombre ceux qui sont inscrits sur les registres des mairies. Cette donnée confirme la tendance des migrants marocains à quitter

l'Espagne, après avoir obtenu un permis de résidence, de même que les ressortissants de la Communauté Andine la quittent parfois après avoir obtenu la nationalité.

Graphique 13 Evolution de la population étrangère inscrite sur le Registre des mairies et de celle disposant d'un permis de résidence (2000-2010), en chiffres absolus.



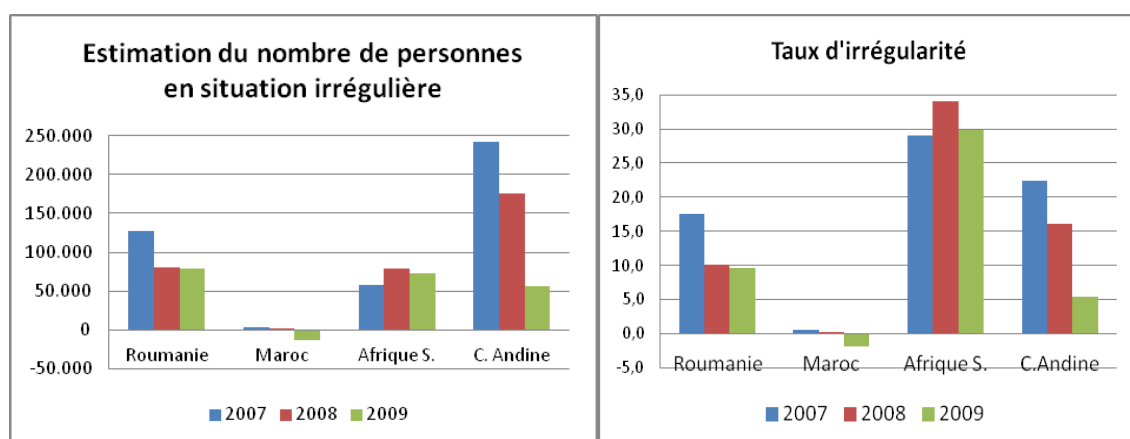
Source: INE, Registre des Mairies (1 janvier), et MITIN, Annuaire de l'Immigration (31 décembre).

Ceux qui décident de quitter l'Espagne, choisiront leur nouvelle destination migratoire en fonction de la disponibilité d'emploi, de leur situation administrative et des réseaux transnationaux. C'est ainsi que des *marocains d'Espagne* peuvent être croisés dans les rues du Barbès parisien, tandis qu'ils entrent parfois en conflit avec les *marocains de Belgique* (Notes de terrain : Bruxelles et Paris, décembre 2011). En effet, pour les migrants du Maroc et d'Afrique subsaharienne, l'Espagne est souvent considérée comme une région d'Europe, moins valorisée que d'autres du fait des moindres fonctions sociales associées au permis de résidence (Chapitre V). Enfin, les migrants ne sont pas les seuls à quitter l'Espagne⁷⁶. En

⁷⁶ *El País*, "Emigrantes otra vez", 11/12/2011.

effet, les sociétés d'Europe occidentale assistent à un retour de l'émigration de la part des non migrants⁷⁷.

Graphique 14 Différence entre la population étrangère inscrite sur les registres des mairies et celle disposant d'un permis de résidence, et taux d'irrégularité (2007-2009), par nationalité



Source: MITIN, Annuaire de l'Immigration (31 décembre de l'année en cours), et INE, Registre des Mairies (1 janvier de l'année suivante).

La migration devient parfois circulaire, comme l'explique la responsable d'une association de migrants roumains. « *Tu sais, tu nous as surpris dans un moment très, très, très délicat (elle rie), dans la mesure où, depuis quelques jours, je ne sais pas si tu as entendu parler de la situation du gouvernement de Roumanie*⁷⁸. *C'est vrai qu'il y a énormément de gens qui souhaitent rentrer à la maison, peut-être que les changements ne se voient pas beaucoup, les raisons qui les ont amenés à partir de Roumanie pour venir en Espagne n'ont presque pas changé, la motivation est la même, car s'ils rentrent à la maison, ils retrouvent pratiquement la même histoire, ils n'auront fait aucun pas en avant, et sincèrement [après] les élections que nous avons eu l'année dernière, et beaucoup avait envie de rentrer à la maison, pour entreprendre leurs propres commerces, pour mettre en pratique tout ce qu'ils ont vu ici, sincèrement nombre d'entre eux ont renoncé à ces rêves ou sont allés en Roumanie, par exemple, deux ou trois mois, et après ils sont revenus en Espagne. Tu t'habitues aussi à un*

⁷⁷ MARTINIELLO, Marco, « Europe de l'immigration à l'émigration? », *La Libre Belgique*, 30/09/2011

⁷⁸ En octobre 2009, une motion de censure oblige le gouvernement minoritaire à démissionner, après dix mois au pouvoir.

autre style de vie, et c'est difficile de retourner à ce que tu avais. Par rapport aux enfants qui sont nés ici, ou ceux qui ont vécu ici depuis qu'ils sont très petits, ils ont énormément de mal à retourner à la maison. » (Entretien 4)^{lxix}. La migration circulaire est plus facile dans le cas des roumains que des autres groupes du fait de la proximité géographique entre l'Espagne et leur pays d'origine, des moindres coûts du voyage, et de l'absence de contrôle au sein de l'espace Schengen.

Enfin, d'autres décident de rester en Espagne, notamment dans l'objectif de voir culminer leur projet migratoire. De même que l'engagement d'un prêt immobilier, les responsabilités familiales pourront favoriser la décision de rester en Espagne, pour les parents dont les enfants continuent de suivre des études, par choix ou par obligation, s'ils n'ont pas encore atteint l'âge de seize ans. Et puis la décision de rester en Espagne s'explique aussi en fonction des modes de vie, en comparaison avec le pays d'origine. *« Ici personne ne m'a demandé d'où je viens ni d'où je suis sorti. Je n'aime pas que quelqu'un vienne me contrôler et me demande. Je n'aime pas. Là bas, au pays, tout le monde à l'habitude de ça. Tout le monde te demande quand tu sors de chez toi : « Eh, où tu sors ? ». Et ben, laisse les gens sortir, quels problèmes ça leur fait. (Rires) Si je rentrer un petit peu en retard : « Putain, tu es vraiment rentré tard aujourd'hui », ils te contrôlent.* » (Entretien 14)^{lxx}. Quelle que soit la décision prise par les migrants et leur famille, l'augmentation du chômage implique une perte de légitimité des migrations internationales en Espagne, qui se traduit par l'adoption de mesures plus restrictives.

IV. Les politiques face aux migrants en temps de récession économique

En novembre 2008, le gouvernement central adopte un Plan pour le retour volontaire des migrants. Ce Plan est annoncé à grand renfort de publicités, qui sont affichées dans le métro de Madrid et les agences du Service Public pour l'Emploi National. Selon ce Plan, les migrants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi et qui ont droit à l'allocation de chômage, pourront percevoir cette allocation en deux temps, s'ils s'engagent à quitter l'Espagne dans un délai de trente jours après le premier versement (40% du total). Une fois de retour dans leur pays d'origine, ils percevront le second versement (60% du total). Après une période de trois ans hors du territoire national, ils pourront revenir en Espagne, en récupérant

la situation administrative qu'ils avaient au moment de leur départ.

Peuvent avoir accès à ce Plan les ressortissants d'un des vingt-deux pays avec lesquels l'Espagne a signé un accord bilatéral en matière de sécurité sociale. La liste inclut une majorité de pays d'Amérique Latine, dont la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, en plus du Maroc et de la Tunisie, la Russie et l'Ukraine, les Philippines et le Japon, ainsi que l'Andorre, l'Australie, le Canada et les États-Unis. En tant que ressortissants de l'UE, les roumains ne sont pas concernés par le Plan, tandis qu'aucun pays d'Afrique subsaharienne n'a signé d'accord avec l'Espagne. L'existence d'un accord avec certains pays d'origine s'explique en fonction du nombre de migrants en Espagne et des relations géopolitiques entre les pays. Quoi qu'il en soit, l'adoption du Plan pour le retour volontaire rend visibles les liens établis du point de vue du gouvernement central entre les migrations internationales et les besoins du marché du travail.

Cependant, les chiffres réels sont loin d'atteindre les objectifs fixés a priori par le gouvernement. En juin 2008, le Ministre du travail et de l'immigration estimait que les demandes de retour pourraient atteindre 1,2 millions en trois ans, dans l'ensemble de l'Espagne. Au cours de la première année de fonctionnement du Plan, 8.724 demandes de retour volontaire ont été déposées, pour un total de 10.305 personnes, puisque les membres de la famille des migrants sont également concernés en cas de regroupement familial. La majorité de ces demandes est émise par des migrants d'Equateur (44%) et de Colombie (18%), suivis de migrants argentins, péruviens et brésiliens (10% pour chaque groupe), selon les chiffres du Ministère du travail et de l'immigration.⁷⁹

Ce décalage entre la prévision et la réalité des retours s'explique suivant trois types d'argument, liés aux caractéristiques mêmes du Plan, aux stratégies migratoires ainsi qu'aux besoins économiques des migrants et de leur famille⁸⁰. D'une part, seuls pourront déposer une demande de retour volontaire les migrants ayant cotisé durant un temps suffisant pour avoir droit à l'allocation de chômage, et dont le pays d'origine a signé un accord bilatéral avec l'Espagne. D'autre part, l'impossibilité de retourner en Espagne pour une période de trois ans

⁷⁹ *El País*, "1.234 extranjeros en paro han pedido regresar a casa", 14/11/2009.

⁸⁰ SÁNCHEZ ALONSO, Blanca "Cambio de escenario, ¿cambio de políticas?", *El País*, 09/06/2008, *El País*, "Sólo 950 inmigrantes en paro se han acogido al plan de retorno voluntario", 16/07/2009. NAÏR, Sami, "El fracaso del retorno voluntario de inmigrantes", *El País*, 25/07/2009. *El País*, "Menos de 1.000 extranjeros se han acogido al plan retorno del Gobierno", 07/09/2009.

entre en contradiction avec l'enracinement social et familial de certains migrants en Espagne. Enfin, le commencement d'un nouveau projet dans le pays d'origine est limité par les opportunités qui existent sur place, mais aussi par le montant de l'allocation de chômage. Cette allocation, reçue en provenance d'Espagne dans le pays d'origine, peut être soumise à des impôts relativement élevés qui en diminuent le montant, et de ce fait restreignent la mise en place d'un nouveau projet dans le pays d'origine.

Le Plan de retour volontaire agit en complément du Plan de retour humanitaire. Ce dernier concerne les migrants sans ressources économiques, en Espagne depuis plus de six mois, qui ont exprimé le souhait de retourner dans leur pays d'origine, et obtenu un rapport favorable d'une ONG se chargeant de l'aide aux migrants. Existant depuis 2003, le Plan de retour humanitaire a vu son financement passer de 698.000 d'Euros lors de sa première année de fonctionnement, à 1,6 million d'Euros en 2007. Cette même année, 3.000 personnes auraient bénéficié des aides associées de ce Plan, dont le paiement du trajet de retour et le versement d'une somme d'environ 450 Euros par personne, afin de faciliter les processus de *réintégration* des migrants dans leur pays d'origine.⁸¹

En 2009, un an après l'adoption du Plan de retour volontaire, la Loi qui régle les flux migratoires et l'intégration des étrangers subit des modifications (Loi Organique 2/2009, du 11 décembre). Les changements concernent notamment l'accès des mineurs à l'éducation et l'assistance juridique gratuite jusqu'à dix-huit ans ; la protection des femmes étrangères victimes de violence domestique ; l'augmentation du délai d'internement des étrangers en situation irrégulière de quarante à soixante jours, en vue de l'adaptation de la législation espagnole aux directives communautaires ; l'accès direct au marché du travail, pour les conjoints de migrants, qui arrivent en Espagne suite à un processus de regroupement familial ; et la restriction du regroupement familial pour les parents des migrants, ayant plus de soixante-cinq ans.

En juillet 2011, le gouvernement espagnol décide de rétablir le permis de résidence pour les ressortissants de Roumanie. Cette décision concerne uniquement le groupe national le plus nombreux en Espagne, en raison du contexte économique⁸². De ce fait, la liberté de circulation au sein de l'espace Schengen est remise en question. La même année 2011, au

⁸¹ *El País*, "Billete de vuelta para inmigrantes sin suerte", 11/06/2007.

⁸² *El País*, "España volverá a pedir permiso de trabajo a los inmigrantes rumanos. El Gobierno rectifica la decisión que tomó en 2008 ante el aumento del paro", 19/07/2011.

mois de mai, le président de la Commission Européenne déclarait déjà que le rétablissement des frontières intérieures de l'UE est possible. Cette déclaration faisait alors suite à une demande conjointe des gouvernements de France et d'Italie, suite à l'arrivée de migrants en provenance de Lybie et de Tunisie⁸³. Dès lors, la convergence des discours politiques entre les pays membres de l'UE s'observe du point de vue des politiques de contrôles des flux et des politiques d'intégration sociale. Par ailleurs, l'application de mesures restrictives trouve son écho dans l'émergence ou la consolidation de discours xénophobes parmi les partis politiques. En Espagne, les discours s'expriment notamment à l'échelle locale, dans les agglomérations des grandes villes, telles que Barcelone, Madrid ou Valence.

À l'échelle de l'Espagne, le débat risque d'oublier l'intégration sociale pour se centrer sur le contrôle des flux migratoires et la lutte contre l'irrégularité. À l'échelle des municipalités, l'accès universel au registre des mairies est remis en question dans deux villes de l'agglomération de Barcelone (Vic) et Madrid (Torrejón de Ardoz). Le débat concerne la possibilité d'établir un nombre minimum de mètres carrés par personne (vingt mètres carrés à Torrejón), et d'éviter l'inscription des étrangers en possession d'un visa touristique (Torrejón) ou en situation irrégulière (Vic). Selon le maire de Torrejón, le premier critère vise à lutter contre le surpeuplement des logements, notamment à travers la sous-location de chambres ou la location du même lit à plusieurs personnes⁸⁴. Selon les responsables politiques qui s'expriment pour l'introduction de critères restrictifs, l'obligation d'inscrire l'ensemble des étrangers sur les registres municipaux contredit l'obligation d'expulser les personnes en situation irrégulière du territoire national⁸⁵.

Ainsi, certaines municipalités reprennent à leur compte la gestion des flux comme objectif politique, bien qu'il s'agisse avant tout d'une compétence du gouvernement central. Début 2010, l'enquête ouverte par le Défenseur du peuple, le rapport émis par le service juridique de l'État (*Abogacía del Estado*), et les plaintes des partis de l'opposition (Gauche Unie à

⁸³ *El País*, "Barroso considera factible restablecer las fronteras interiores de la UE", 01/05/2011.

⁸⁴ Le premier phénomène est connu en Espagne sous le nom de *pisos pateras*, qui établit un parallélisme entre les appartements (*pisos*) et les embarcations précaires (*pateras*) sur chacune desquelles embarquent de nombreux migrants pour arriver en Espagne en provenance d'Afrique. Le second phénomène est connu sous le nom de *camas calientes*, en référence au fait que les lits (*camas*) restent chauds (*calientes*) en permanence s'ils sont occupés par plusieurs personnes.

⁸⁵ *El País*, "Torrejón ya empadrona a todos", 26/01/2010. *El País*, "Vic acata pero no comparte la obligación de empadronar a 'sin papeles'", 21/01/2010.

Torrejón) et des associations de migrants, ont obligé le gouvernement central à émettre un avis sur la question. Celui-ci s'oppose alors à toute restriction significative des critères d'accès aux registres municipaux, afin de garantir l'accès universel aux services de santé et d'éducation. Interrogé dans la presse, le maire de Parla émettra un avis similaire, en se rangeant du côté de la Loi⁸⁶.

Interrogé sur cette même question dans le cadre de cette recherche doctorale, le maire offre une réponse plus détaillée. « *Pour moi maintenant, le registre municipal, non seulement la Loi sur les politiques locales le dit, c'est obligatoire. C'est un instrument important pour nous, c'est-à-dire, il permet de savoir quelle population nous avons pour savoir quelle réponse nous devons donner. Du point de vue des services, territoire, vieillissement, demande des collègues, nationalité, difficulté à recevoir certains services comme la langue, spécifiques. Regardes, introduire la notion [de logement] habitable à 20 m² me paraît absurde. Alors, moi je n'aurais pas pu être inscrit sur les registres de la Mairie de Parla, je n'aurais pas pu... Parce qu'ici, à Parla, beaucoup des habitants sont venus d'Estrémadure, d'Andalousie ou de Castille dans nos villes, ils vivaient dans des espaces, moi j'ai vécu dans des espaces de moins de 15 m² par citoyen dans une famille, par exemple, ma famille. C'est-à-dire, le registre des municipalités est un instrument de gestion inévitable. (...) C'est un débat stupide, c'est-à-dire, qui n'a aucun sens. (...) Je crois que c'est un débat dangereux.* » (Entretien 47)^{lxxi}. Ainsi, le maire met en avant les liens entre les migrations internationales et internes, et les risques d'un discours populiste sur la position des migrants.

Quant aux initiatives spécifiquement mises en place pour les migrants, elles sont affectées par les restrictions budgétaires. En 2010, la municipalité de Parla décide la fermeture de l'Office municipale d'aide aux immigrés (OMAI). Après son rattachement au Service d'aide à la citoyenneté, dans le bâtiment central de la Mairie, l'ancien responsable d'OMAI sera remercié de ses fonctions, lors du licenciement collectif affectant soixante six employés municipaux (Source : Notes de terrain). En cette même fin d'année 2011, les gouvernements régionaux deviennent les principaux responsables de la gestion des demandes de permis de résidence, suivant la modalité de l'*enracinement local*, au détriment des administrations municipales (Notes de terrain, Madrid, janvier 2012). Dans la région de Madrid, le gouvernement inclut de nouveaux critères d'accès, afin de démontrer l'enracinement et l'effort d'intégration des

⁸⁶ *El País*, "Torrejón se queda sola en el uso del padrón para controlar la inmigración. Los alcaldes de las principales ciudades madrileñas empadronan sin trabas", 21/01/2010.

demandeurs. À partir de février 2012, ceux-ci devront en effet suivre une formation de quatre modules, au sujet du cadre constitutionnel, des outils d'accès à l'emploi, de la législation espagnole concernant les étrangers, ainsi que des ressources pour leur intégration. Par ailleurs, les étrangers dont l'espagnol n'est pas la langue maternelle devront réussir un examen oral en langue espagnole (Source : www.parainmigrantes.info).

Ces nouveaux critères ne sont pas sans rappelés les contrats d'intégration en vigueur en France, aux Pays-Bas, en Allemagne et dans d'autres pays européens. À l'échelle de l'UE, une tendance à la convergence des formes de régulation des migrations internationales et de gestion de la diversité s'observe entre différents contextes nationaux. Au regard des initiatives internationales et régionales, qu'en sera-t-il dans l'ensemble de l'Espagne ? Au cours de la législature en cours (2011-2015), la réponse dépend du Parti Populaire, ayant obtenu la majorité absolue lors des élections anticipées de novembre 2011. Dans le cadre du nouveau gouvernement, les premiers changements ont concerné l'organisation des compétences au sein des différents ministères. C'est ainsi que le Ministère de l'emploi et de l'immigration est devenu le Ministère de l'emploi et de la sécurité sociale ; et que les questions concernant les flux migratoires ont été regroupées au sein du même Secrétariat général de l'immigration et l'émigration. Par ailleurs, le Fond pour l'Intégration Sociale des Immigrés est annulé dès 2012, tandis que le II Plan Stratégique pour l'Intégration et la Citoyenneté ne sera pas mis en place, malgré son adoption pour la période 2011-2014, tandis que le premier Plan avait été adopté pour la période 2007-2010 (Chapitre IV).

Conclusions

Indépendamment de la nationalité des migrants, l'hypothèse précisée au début de ce chapitre se confirme. En effet, la récession économique provoque le renforcement du rôle des institutions face à la capacité d'autonomie des acteurs, en ce qui concerne le travail, le logement et la mobilité géographique des migrants. Quant au travail, au cours des premières années de la récession, les secteurs affectés sont ceux qui emploient principalement des hommes, cependant les femmes seront également concernées par le chômage et la destruction d'emplois, mais seulement plus tard. De nouveau, le degré d'éducation, le degré de professionnalisation des réseaux et la situation administrative auront un effet déterminant sur

l'évolution des carrières migratoires, mais aussi les responsabilités familiales, l'accès ou non à un logement en propriété, le type de formation et les capacités d'entrepreneuriat.

Les facteurs liés à la condition socioéconomique prennent le pas pour expliquer l'évolution des carrières migratoires, au détriment des facteurs liés à la condition migrante, telle que la nationalité ou la situation administrative. Indépendamment de l'expérience professionnelle, hommes et femmes, salariés et entrepreneurs, seront affectés par une précarisation de leurs conditions de travail, tandis que les pratiques informelles se multiplient pour garantir des revenus économiques. La densité des réseaux n'apparaît pas nécessairement comme une garantie de succès, puisque des leaders du mouvement associatif local sont touchés par les licenciements collectifs, les retours au pays d'origine et les expulsions de leur logement (Notes de terrain : Novembre 2012).

A l'instar des non migrants, la crise interrompt les projets des migrants, tandis que certains d'entre eux sont placés dans une situation économique extrêmement précaire. Dès lors, les remises en question mettent en avant un certain sentiment d'échec, attribué à une décision erronée ou à une éventuelle tromperie de la part des acteurs financiers. Pour certains migrants, la mobilité est envisagée comme une solution, dont le passage à l'acte dépendra de leur situation résidentielle et familiale. Ainsi, s'ils ne sont pas propriétaires de leur logement et qu'ils n'ont pas d'enfants à charge, les migrants installés en Espagne envisageront plus facilement un nouveau projet de mobilité internationale. En cas de retour du groupe familial dans le pays d'accueil, celui-ci ne sera pas nécessairement vécu de la même façon par tous les membres de la famille. De même qu'au moment de la migration en Espagne (Chapitre V), la décision du retour échappe à la décision de certains migrants, qui regrettent alors leur vie en Espagne et les liens tissés dans la société d'accueil, au regard des éventuels sentiments d'appartenance vis-à-vis de l'ancien contexte de réception, notamment à l'échelle locale. Malgré l'impact des changements structurels, la crise a pour effet de pousser les migrants à la réflexion sur leurs expériences depuis leur arrivée en Espagne, donc la perte d'autonomie dans les actes se trouve compenser d'une certaine façon par le gain en autonomie de penser et se penser comme un sujet actif, et non pas seulement comme un individu qui subit. Même dans les situations les plus amères, l'individu ne perd donc pas toutes ses capacités et il garde un rôle, ne serait-ce que réflexif face aux événements qu'il traverse.

Bien que la nationalité soit moins déterminante que d'autres facteurs pour expliquer l'évolution des carrières migratoires en temps de crise économique, le facteur national ne doit

cependant pas être sous-estimé, dans la mesure où il reflète certains conditionnements institutionnels des sociétés d'accueil et d'origine. Du côté des migrants, de légères différences s'observent entre les groupes. Ainsi, les ressortissants de la Communauté Andine seront plus à même d'envisager des retours, notamment s'ils ont obtenu la nationalité espagnole, car ils bénéficient de la liberté administrative de revenir en Espagne. Au contraire, parmi les marocains, les mobilités intra-européennes seront plus fréquentes, à l'appui des réseaux dont ils disposent, tandis que la circularité entre les pays d'accueil et d'origine s'observera plus fréquemment dans le cas des roumains. Quant aux ressortissants d'Afrique subsaharienne, ils seront pris entre de nouvelles migrations et l'immobilité de leur carrière migratoire, selon s'ils disposent ou non d'un permis de résidence.

Par ailleurs, les bénéfices éventuels liés à la citoyenneté européenne, pour les roumains, et à la nationalité espagnole, pour les ressortissants de la Communauté Andine, sont tronqués par la décision politique qui limite la liberté de circulation pour les premiers et les pratiques administratives informelles qui prolongent les délais d'attente pour les seconds. Du point de vue des gouvernements du pays d'accueil, la crise économique implique une certaine remise en question des migrations internationales (dont la légitimité reposait essentiellement sur la disponibilité d'emplois), la limitation de l'accès à certains droits universels (notamment dans le domaine de la santé), et la suppression de nombreuses mesures spécifiquement tournées vers les migrants, pour des raisons politiques et budgétaires. Le tout se produit dans un contexte de convergence relative des débats politiques et des mesures adoptées entre les pays membres de l'UE. Malgré cette tendance convergente, aux yeux des Etats-nations, la nationalité reste bien un facteur d'actualité compte-tenu des décisions conjointes prises par les gouvernements de l'Espagne et du Sénégal, dans le cadre d'accord bilatéral pour le retour de migrants sénégalais (Chapitre II) ou de l'intervention du gouvernement de l'Equateur afin d'éviter que les migrants équatoriens de retour dans leur pays d'origine puissent être poursuivis pour des dettes engagées auprès d'institutions financières au cours de leur carrière migratoire en Espagne. C'est aussi le cas lorsque le gouvernement espagnol décide de restreindre en exclusivité la mobilité des ressortissants de Roumanie.

L'évolution des carrières en temps de crise économique, confirme la typologie proposée au début de cette recherche, en ce qui concerne la situation administrative, les motifs de la migration, le travail et le logement. D'une part, les carrières migratoires régulières de type sociétaire concerneront les migrants ayant obtenu un permis de résidence ou la nationalité espagnole. La régularisation de leur situation administrative permettra d'envisager de

nouvelles migrations, ou une réorientation professionnelle en Espagne, en tant que salarié, dans des activités tournées vers l'économie globale non ethnique. Ce type de carrière migratoire implique plus vraisemblablement l'accès à un logement en location, ce qui offre de plus amples possibilités de mobilité professionnelle et géographique. D'autre part, les carrières migratoires régulières de type communautaire se caractérisent par une certaine régularité du statut administratif, tandis que l'installation en Espagne se maintient, notamment en raison de la scolarité des enfants et l'accès à un logement en propriété. En cas de capacité d'investissement, un petit commerce est mis en place, dont les activités sont tournées vers la population locale ou vers la population migrante.

Par ailleurs, les carrières deviennent informelles lorsque les migrants risquent de se trouver dans une situation administrative irrégulière. L'instabilité caractérise également les stratégies migratoires, puisque ce type de carrière s'oriente vers la circularité entre pays d'origine et de départ, ou le « *dé-regroupement familial* », notamment si tous les membres de la famille ne possèdent pas le même statut administratif. Tandis que le travail s'oriente vers des stratégies de subsistance et de survie quotidienne, propre de l'économie informelle, le logement est envisagé en collocation avec des personnes inconnues. Parmi les carrières migratoires informelles, la crise économique permet de faire apparaître de façon plus précise des carrières de type communautaire, c'est-à-dire des carrières dont la logique repose en partie sur des pratiques de micro-solidarité, afin de protéger ceux qui en bénéficient de la précarisation des conditions de vie. En temps de croissance économique, les carrières migratoires informelles observées avaient tendance à s'insérer dans une logique de type sociétaire, puisque les migrants participaient à des échanges marchands, certes non régulés par les instances étatiques, mais dont la logique répondait aux relations caractéristiques de la société, notamment en termes de calculs rationnels.

CONCLUSIONS

Dans cette partie finale, il convient d'abord de rappeler les objectifs, central et secondaire, de même que la formulation de l'hypothèse. Ensuite, les principaux éléments exposés dans chacun des chapitres seront repris pour préciser la typologie des carrières migratoires. Enfin, de nouvelles pistes de recherche seront proposées. Cette recherche a été un travail de formation, au cours duquel la formulation de l'objectif central a évolué, de même que les concepts mobilisés, les groupes migrants retenus pour la comparaison, ou encore les méthodes adoptées durant le travail de terrain. Au contraire, le choix de la ville de Parla comme contexte local pour l'étude de cas s'est maintenu stable, de même que le choix d'interroger les migrants, les responsables des associations locales et les représentants des services municipaux. Cette approche prétend éloigner la recherche des tentations normatives qui auraient tendance à isoler les migrants du reste de la société en les étudiant comme un « groupe à part ».

Au début de la recherche doctorale, l'objectif central a été formulé dans les termes suivants : il s'agissait d'analyser et d'expliquer les processus d'intégration sociale des migrants adultes installés dans la ville de Parla, en provenance d'Equateur, du Maroc et de Roumanie. Puis le travail de terrain a permis la reformulation de l'objectif central. Cette reformulation s'explique en raison des données empiriques recueillies et des limitations de la notion d'intégration sociale lorsqu'elle s'applique aux expériences des migrants adultes. De ce fait, l'objectif principal a été reformulé dans les termes suivants : il s'agit d'analyser et d'expliquer la dynamique, en termes de diversité et de changement, des *carrières migratoires* des migrants adultes installés dans la ville de Parla, en provenance du Maroc, de Roumanie, des pays de la Communauté Andine et d'Afrique subsaharienne. En raison des caractéristiques de ce travail, tous les aspects concernant les carrières migratoires n'ont pu être analysés. L'attention s'est centrée sur les motifs de la migration et les processus de régularisation administrative, l'apprentissage de l'espagnol, la formation professionnelle, le travail, le logement et les interactions sociales dans les espaces urbains.

Afin de compléter cet objectif central, trois objectifs secondaires ont été définis, puis une hypothèse de travail a été proposée et précisée. D'une part, il s'agit d'interroger et de vérifier l'incidence du facteur national, des politiques de l'intégration et de la crise économique sur les carrières migratoires dans la ville de Parla. Afin de répondre aux objectifs de la recherche,

une hypothèse générale a d'abord été proposée. Selon celle-ci, les *carrières migratoires* s'expliquent en fonction de l'action conjointe et du poids différentiel des facteurs qui caractérisent les structures, les acteurs et les réseaux auxquels ils prennent part. Au fur et à mesure de l'élaboration de la thèse, l'analyse des données empiriques a permis d'introduire des précisions pour délimiter cette hypothèse, en fonction de l'évolution du contexte. Une différenciation temporelle s'établit du point de vue des caractéristiques du contexte de réception (croissance, puis crise économique) et du point de vue des expériences des migrants (moments de l'arrivée, puis étapes suivantes). Le facteur temps est précisément l'un des aspects qui caractérise la notion de carrière migratoire (Chapitre I).

L'hypothèse principale a d'abord été concrétisée durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration en Espagne, qui coïncide avec une étape de croissance économique, allant de la fin des années nonante aux années 2007-2008. Il est alors considéré que les caractéristiques des acteurs et des réseaux prennent le pas sur celles des institutions, pour expliquer les carrières migratoires. Autrement dit, la capacité d'autonomie des acteurs et des réseaux n'est pas tant limitée ou contrainte en fonction des facteurs structurels. Au contraire, l'hypothèse se modifie en temps de crise économique. Il est alors considéré que les caractéristiques institutionnelles du contexte de réception prennent le pas sur celles des acteurs et des réseaux, pour expliquer les carrières migratoires, comme ça pouvait être le cas au moment de l'arrivée en Espagne. Un certain « retour à la case départ » semble s'observer pour certains migrants. Dès lors, des variations affectent la formulation de l'hypothèse entre les périodes de croissance et de crise économique.

Ainsi, au moment de l'arrivée en Espagne, les éléments spécifiques (comme la nationalité ou la situation administrative) prendront le pas sur les éléments communs entre les populations migrantes et non migrantes pour expliquer les carrières migratoires (Chapitres IV et V). Durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration en temps de croissance économique, les éléments communs reprendront le dessus pour expliquer un certain rapprochement des *carrières migratoires* des expériences de non migrants, du moins en ce qui concerne le travail et le logement (Chapitre VI). En temps de crise économique (Chapitre VII), les *carrières migratoires* seront de nouveau expliquées par certains éléments spécifiques, tels que l'incidence majeure du chômage parmi les ressortissants étrangers, ou les politiques d'intégration et de contrôle des flux. Cependant, en temps de crise économique, l'évolution des carrières sera déterminée de façon particulièrement marquée par la condition socioéconomique, au regard des éléments que les migrants partagent avec les non migrants,

tels que le piège des crédits immobiliers ou l'éventualité d'un départ dans un autre pays moins affecté par la crise économique. Un rapprochement s'effectue parmi les groupes les plus vulnérables, dont fait partie la population locale de Parla, compte-tenu du niveau de revenu et du niveau d'éducation, en comparaison avec les autres villes de l'agglomération de Madrid.

Tableau 22 Evolution de l'influence conjointe de la condition migrante et de la condition socioéconomique sur les carrières migratoires

	Condition migrante	Condition socioéconomique
Arrivée en Espagne	Rôle prépondérant en raison de la migration en elle-même, des besoins spécifiques en termes de régularisation administrative, de l'équivalence de diplômes et de l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, qui s'accompagnent de nouvelles sociabilités.	
<i>Décennie prodigieuse</i> , accompagnée de croissance économique (1998-2008)		A travers la régularisation du permis de résidence et l'accès à la nationalité, plus de facilités dans l'accès au travail et au logement, et rapprochement des conditions de vie entre migrants et non migrants.
Premiers temps de la crise économique	<p>La condition migrante reprend de l'importance, au regard des aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidence majeure du chômage parmi les ressortissants étrangers, ➤ Elimination des mesures spécifiques d'intégration, ➤ Promotion des programmes de retour et de contrôle des flux. 	<p>La condition socioéconomique agit de façon particulièrement déterminante, au regard des aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Piège des crédits immobiliers ➤ Départ éventuel dans un autre pays moins affecté par la crise économique ➤ Rapprochement parmi les groupes les plus vulnérables
	Le rapprochement en termes de vulnérabilité socioéconomique prend le dessus sur la division entre migrants et non migrants. La condition migrante devient une variable qui caractérise la condition socioéconomique, et non plus la variable clé, comme c'est le cas au moment de l'arrivée.	

Après avoir rappelé l'objectif central, les objectifs secondaires et la formulation de l'hypothèse, les principaux éléments exposés dans chacun des chapitres seront repris. Le *premier chapitre* expose les cadrages conceptuels, suivant lesquels la notion de carrière migratoire est finalement retenue car elle reconnaît la diversité des expériences des migrants (Martiniello et Rea 2011 et 2014). Le *deuxième chapitre* porte sur les ancrages méthodologiques. En premier lieu, les choix sont évoqués en ce qui concerne le contexte local, les groupes migrants, les acteurs interrogés et les questions posées à chacun d'entre eux, selon s'il agit de migrants, de représentants des associations locales ou de responsables des services municipaux. Puis, le récit de l'enquête de terrain est présenté avant d'expliquer comment s'est déroulée l'analyse des données.

Le *troisième chapitre*, ainsi que le *quatrième*, ont centré leur attention sur les formulations politiques de l'intégration, au niveau du gouvernement central, de la Région de Madrid et de la Mairie de Parla, afin de comparer différents échelons de l'administration, en termes de discours et d'articulation des mesures. La considération des expériences internationales a facilité la mise en perspective de l'expérience espagnole, en compensant, d'une certaine façon, le manque de comparaison entre les carrières migratoires dans la ville de Parla et dans un autre contexte de réception. De ce fait, les références à d'autres contextes de réception, ont mis en avant les spécificités du contexte espagnol (Chapitre III). En France ou au Royaume-Uni, l'histoire des idées a joué un rôle crucial (Favell 2001). En Espagne, le contexte politique immédiat est le principal facteur qui explique la formulation actuelle des politiques d'intégration. Ce contexte politique est déterminé par l'orientation politique du parti au gouvernement, mais aussi la circulation et l'importation des débats européens. Par ailleurs, l'influence du contexte économique ne doit pas être négligée.

Quant à l'impact des politiques d'intégration sur les carrières migratoires, il se confirme en ce qui concerne plusieurs éléments, et de nouveau le facteur temporel joue un rôle crucial. Durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration en Espagne, les municipalités ont parfois mis en place des services d'orientation juridique. Ceux-ci ont permis aux migrants d'obtenir des informations sur les procédures de régularisation de leur situation administrative. De même, les services pour l'emploi, le travail des traducteurs et autres ressources institutionnelles ont facilité l'orientation des migrants dans leur nouvelle société. Par ailleurs, la création d'espaces de dialogue au sein des administrations publiques a parfois facilité les contacts avec les associations locales, dont les migrants font partie. Dans la ville de Parla, ces espaces de dialogue sont limités par le fait que les groupes de travail sont séparés entre les

employés municipaux et les représentants des organisations sociales.

En temps de crise économique, l'impact des politiques sur les carrières migratoires se modifie. L'adoption par le gouvernement central de plans pour le retour volontaire ou humanitaire, la suppression de programmes spécifiques à l'échelle locale et le renforcement des politiques de contrôles des flux font partie des principaux changements. Du fait des restrictions budgétaires, les ressources institutionnelles pour les migrants (et les non migrants) sont limitées. Par ailleurs, la formulation politique de l'intégration contribue parfois à la configuration des attitudes particulières vis-à-vis de certains groupes, comme les populations musulmanes, dans des termes plutôt négatifs. Bien qu'ils soient ressortissants de l'UE, les roumains et les bulgares sont également concernés par ces processus de stigmatisation. Enfin, le renforcement des contrôles policiers à l'échelle locale a des conséquences sur les interactions sociales dans les espaces urbains, notamment pour les migrants en situation irrégulière et les jeunes hommes.

Quant aux *trois derniers chapitres*, ils s'interrogent plus précisément sur le déroulement des *carrières migratoires* en temps de croissance (Chapitres V et VI), puis en temps de crise économique (Chapitre VII), en ce qui concerne les aspects suivants : motifs de la migration, processus de régularisation, apprentissage de la langue espagnole, parcours de formation, travail et logement, interactions sociales dans les espaces urbains. Afin de répondre aux objectifs et de résoudre l'hypothèse de travail, une typologie des carrières migratoires sera proposée. Pour cela, les opportunités et les contraintes seront mises en avant, en ce qui concerne le rôle des facteurs institutionnels, des acteurs et des réseaux.

Quant aux facteurs institutionnels, les contraintes concernent d'abord le manque d'opportunités et de perspectives de mobilité sociale dans le pays d'accueil. Après l'arrivée en Espagne, ces contraintes apparaissent au niveau des difficultés d'accès à la régularité administrative ou professionnelle, la longueur des démarches, les pratiques informelles des fonctionnaires, les préjugés dont les migrants sont parfois victimes, en fonction de la perception de l'altérité, ou encore la dérégulation du système financier, qui a des incidences néfastes en termes d'accès à un logement en propriété. Quant aux opportunités, elles concernent d'abord la possibilité de s'installer dans un autre pays, du point de vue des candidats à l'émigration, puis l'obtention de la nationalité ou du permis de résidence en Espagne, ainsi que l'accès à une formation ou un contrat de travail stable au sein de l'économie formelle.

Quant aux réseaux, ils jouent un rôle particulièrement important, dès lors qu'ils apportent refuge contre les sentiments de racisme ou d'exclusion, protection contre les contrôles de polices, orientation juridique, ressources économiques, matérielles et informationnelles, au sujet des nouvelles opportunités de travail, en Espagne ou ailleurs. Les réseaux portés par les acteurs institutionnels, les acteurs bienveillants ou professionnels peuvent fournir une aide précieuse aux migrants, s'ils leur apportent des informations précises. La professionnalisation des migrants est assurée lorsque les réseaux permettent la transmission des « savoirs migratoires », en ce qui concerne les processus de régularisation, d'accès à un emploi, à un logement, mais aussi des connaissances concernant d'autres contextes de réception. En ce sens, la densité des réseaux et l'adéquation des ressources qu'ils fournissent agissent de façon plus décisive que leur orientation vis-à-vis de la société d'accueil ou du pays d'origine.

Au contraire, lorsque les réseaux sont principalement constitués par des exploiters qui profitent de la vulnérabilité des migrants, en leur faisant payer des sommes d'argent élevées, ou que les informations sont erronées, leur rôle devient contraignant. Il en vient de même lorsque les décisions qui affectent le migrant sont prises par d'autres personnes, notamment si ces décisions vont à l'encontre de sa volonté. La situation personnelle de chacun agira en termes d'opportunités si elle permet de définir des objectifs personnels en accord avec les capacités (diplôme, formation, etc.), mais aussi au regard des projets futures. En ce sens, la condition migrante, lorsqu'elle a été décidée de façon relativement autonome, débute avec une prise de décision en vue d'améliorer les conditions de vie. En fonction de l'équilibre entre contraintes et opportunités, différentes carrières migratoires verront le jour, sachant qu'elles ne sont pas déterminées a priori, mais qu'elles évoluent en fonction des perspectives des acteurs et des changements de positions et de statuts. Au-delà des expériences particulières, trois types principaux de carrières migratoires voient le jour (Tableau 23).

Tableau 23 Principales caractéristiques des carrières migratoires

	Carrières migratoires régulières de type sociétaire	Carrières migratoires régulières de type communautaire	Carrières migratoires informelles (sociétaire et communautaire)
Motifs de la migration (Chapitre V)	Raison migratoire prépondérante liée au travail, aux études ou à des raisons politiques, dans le cas des réfugiés.	Raison migratoire liée principalement au cercle familial, voire prise de décision par un membre de la famille. Manque d'autonomie en ce sens.	Raison migratoire dépendante de facteurs personnels et professionnels. Facteurs push, plutôt que facteurs pull.
Régularisation administrative (Chapitre V)	Régularité administrative et accès à la nationalité. Recours à des acteurs professionnels ou des pouvoirs publics.	Régularisation administrative par le regroupement familial ou « l'enracinement social ». Recours des acteurs bienveillants ou des associations locales.	Irrégularité administrative. Risque d'entrer en contact avec les acteurs qui exploitent les migrants sur le marché des papiers.
Travail et logement (Chapitre VI)	Existence d'un contrat de travail, d'un contrat de location ou accès à un logement en propriété.	Activités professionnelles au sein de l'économie locale ou ethnique. Location avec des personnes du même groupe d'origine, voire accès à la propriété avec l'appui du groupe familial.	Manque d'apprentissage de la langue espagnole, absence de formation et de contrat sur le marché formel du travail. Situation particulière des femmes. Collocation avec des proches, voire avec des inconnus.
Crise économique (Chapitre VII)	Effet limité de la crise économique, en comparaison avec les deux autres catégories. Réorientation professionnelle ou nouvelles migrations, sur la base d'une stratégie globale de formation. Limitation à la mobilité lorsqu'un logement a été acheté. Caractère plus individuel de la carrière migratoire, faisant écho à un type de lien sociétaire.	Effet limité de la crise économique de part l'action des réseaux, alors que les stratégies individuelles s'observent pour le type régulier-sociétaire. Souvent, choix de rester avec le groupe familial, et installation en Espagne, car prise en considération de l'éducation des enfants. Et puis accès à la propriété d'un logement.	Effet marquant de la crise économique pour ceux qui tombent une nouvelle fois dans l'irrégularité et donc impossibilité de quitter l'Espagne, immobilisation et crainte des contrôles policiers. Si les revenus sont absents et la situation administrative est régulière, possibilité de stratégies migratoires « partielles », soit des migrations circulaires ou la séparation du groupe familial. Micro-solidarités permettent de distinguer une modalité de type communautaire (en temps de crise économique), en plus de la modalité sociétaire (en temps de croissance)

Source : Données de la recherche doctorale.

Les carrières migratoires régulières de type sociétaire se caractérisent avant tout par : 1) Des motifs de la migration principalement liés au travail, aux études ou à des raisons politiques, dans le cas des réfugiés. 2) La régularité administrative dès l'arrivée en Espagne, le statut communautaire, suivi de l'accès à la nationalité ; et le recours aux administrations publiques ou aux acteurs professionnels pour faciliter les procédures de régularisation administrative. 3) L'existence d'un contrat de travail, d'un contrat de location ou l'accès à un logement en propriété. 4) Un effet limité de la crise économique, en comparaison avec les autres catégories. La carrière migratoire peut s'orienter vers un nouveau secteur professionnel ou de nouvelles migrations, sur la base d'une stratégie globale de formation. Cependant, des problèmes particuliers se poseront si un logement a été acheté. En comparaison avec les deux autres catégories, les carrières migratoires régulières adoptent un caractère relativement individuel, suivant la logique des liens sociétaires. La carrière régulière de type sociétaire correspond à l'expérience d'Abdelaziz (Entretien 8). Ses parents, originaires du Maroc, se sont installés en Allemagne, pays qu'il a quitté à sa majorité pour rejoindre l'Espagne. Il bénéficie donc d'une expérience migratoire directe au sein de son groupe familial. Une fois installé à Parla, il devient le gérant d'un cyber café, avec l'appui financier de ses parents, puis il adopte un parcours global de formation, tout en envisageant une nouvelle migration dans un pays de langue arabe, soit le Maroc ou un pays du Moyen Orient.

Les carrières migratoires régulières de type communautaire se caractérisent par : 1) Des motifs de la migration liés principalement au cercle familial, voire une prise de décision par un membre de la famille. Cette logique fait preuve d'un manque d'autonomie en ce sens. 2) Des processus de régularisation administrative à travers le regroupement familial ou « l'enracinement social » ; et le recours à des proches, des acteurs bienveillants ou des associations locales. 3) Des activités professionnelles au sein de l'économie locale ou ethnique, et la collocation avec des personnes du même groupe d'origine, ou l'accès à la propriété avec l'appui du groupe familial. 4) Des effets limités de la crise économique par l'action des réseaux, alors que les stratégies individuelles s'observent pour les carrières migratoires régulières de type sociétaire. Souvent, les logiques régulières de type communautaire impliquent le choix de maintenir ensemble le groupe familial, et l'installation en Espagne, car l'éducation des enfants prise en considération. La mobilité sera également difficile pour ceux ayant eu accès à un logement en propriété.

La carrière migratoire régulière de type communautaire correspond aux expériences de Luis, pour lequel les réseaux ont un effet promoteur (Entretien 17), et de Flor, pour laquelle ce rôle a été contraignant (Entretien 25d). Après son arrivée en Espagne en provenance d'Equateur, Luis a procédé au regroupement familial de sa femme et de ses deux filles. Il est le premier de sa famille à obtenir la nationalité espagnole, tandis que sa troisième fille, née en Espagne, obtient directement la nationalité espagnole à sa naissance. En ce qui concerne le logement, Luis et sa femme achètent un appartement en propriété dans la ville de Parla, grâce à l'aide d'une belle-sœur. Affecté par la crise économique, le couple décide d'ouvrir un cyber café avec l'indemnité de chômage de Luis. En attendant de pouvoir retourner en Equateur, le couple ainsi que leurs filles participent activement à un groupe religieux formé par d'autres migrants du même pays d'origine. Pour sa part, Flor est contrainte de s'installer en Espagne, suite à la décision de certains membres de sa famille, qui s'opposent au mariage auquel elle s'est engagée. Une fois installée à Parla, elle s'adapte tant bien que mal à son nouveau contexte, et elle trouve refuge auprès d'un groupe religieux formé par des migrants angolais. Ce groupe religieux lui permet de reprendre confiance en elle, et compte tenu de la précarisation des conditions de vie en Espagne, elle commence à réfléchir aux possibilités de retourner dans son pays d'origine avec le soutien de ses proches.

Quant aux carrières migratoires informelles, elles se caractérisent par : 1) Des motifs de la migration qui dépendent d'un mélange de facteurs personnels et professionnels, et la plus grande incidence de facteurs d'expulsion du pays d'origine, au détriment de facteurs d'attraction du pays d'accueil. 2) L'irrégularité administrative, et le risque d'entrer en contact avec les acteurs qui exploitent les migrants sur le marché des papiers. 3) Le manque d'apprentissage de la langue espagnole, l'absence de formation, les difficultés pour obtenir des équivalences de diplôme, et l'absence de contrat sur le marché formel du travail. Des stratégies de collocation se mettent en place plus vraisemblablement avec des inconnus. 4) C'est le groupe qui souffre le plus des effets de la crise économique, notamment pour ceux qui tombent une nouvelle fois dans l'irrégularité et qui ne peuvent donc pas quitter l'Espagne, les carrières migratoires sont immobilisées et les migrants craignent les contrôles policiers, ce qui affectent leurs interactions dans les espaces urbains. En cas d'absence de revenus mais d'une situation administrative régulière, il reste l'option de stratégies migratoires « partielles », soit des migrations circulaires ou la séparation du groupe familial.

Dans le cas des carrières migratoires informelles, ce n'est pas la personne mais bien la situation dans laquelle celle-ci se trouve qui est qualifiée d'informelle. Ici, l'informalité est

définie par le degré de régulation de la part de l'Etat. En aucun cas l'informalité ne se limite à l'irrégularité sur le marché des papiers. En effet, le contexte espagnol est marqué par un déficit de régulation quant à la capacité de contrôle de l'Etat, vis-à-vis de différents aspects qui sont spécifiques aux migrants ou non. C'est le cas, par exemple, en ce qui concerne le contrôle des abus de la part des acteurs qui exploitent les migrants sur le marché des papiers, mais c'est aussi le cas pour limiter les abus du système financier, qui affectent l'ensemble de la population. En Espagne, l'incidence du contexte institutionnel doit être analysée au regard des normes et des lois, mais aussi des pratiques informelles. Par ailleurs, l'impact des politiques sur les *carrières migratoires* est modéré, compte-tenu des ressources des acteurs, du rôle des réseaux formels et informels, et de l'incidence de l'environnement socioéconomique, notamment en temps de crise économique.

Dans le cadre des carrières informelles, la modalité communautaire apparaît de façon plus précise en temps de crise économique. Au contraire, durant la *décennie prodigieuse* de l'immigration, l'informalité affecte les migrants suivant une logique sociétaire. D'une part, les carrières migratoires informelles sont une conséquence directe des formes de régulation de la part de l'Etat. Mais surtout, les carrières informelles sont en fait engagées dans des formes d'échanges marchands qui ne sont pas nécessairement illégales, mais qui peuvent bénéficier d'une certaine forme de tolérance de la part des pouvoirs publics, qui ne les soutiennent pas mais ne les condamnent pas non plus. C'est le cas en ce qui concerne les marchés des papiers, du travail et du logement.

En temps de crise économique, des carrières migratoires informelles se détachent de cette logique sociétaire et une modalité communautaire se précise alors. Certains migrants participent en effet de pratiques de micro-solidarité, mises en place avec d'autres migrants éventuellement du même groupe d'origine et du même genre. La distinction de cette nouvelle catégorie en temps de crise économique permet de mieux comprendre l'existence, en temps de croissance économique, de carrières migratoires informelles de type sociétaire. Malgré tout, il convient de remarquer que la modalité communautaire existait en temps de croissance économique, mais de façon résiduelle et moins étendue, dans le cadre d'un réseau de solidarité, certes, mais non comme le pilier d'un mode de vie, comme le démontre l'un des exemples suivants.

En ce qui concerne les carrières migratoires informelles, elles caractérisent les expériences de Youssef et d'Ismaël (Entretiens 11 et 23d). Les deux hommes sont arrivés en Espagne de

façon irrégulière, et leur situation administrative reste instable au moment des entretiens. Tandis qu'Ismaël est arrivé en Espagne en provenance direct du Maroc, Youssef est arrivé de France, suivant le conseil de son père. Une fois sur place, il a bénéficié d'un soutien familial très limité. Il travaille alors dans des fermes pour l'élevage de volailles, situées dans les zones agricoles de Madrid. Après que sa demande de régularisation ait été rejetée plusieurs fois, deux collègues le mettent en contact avec une association locale de Parla, spécialisée dans l'orientation juridique. Après trois années en Espagne, Youssef parle à peine espagnol, et il vit dans un logement en collocation avec des personnes inconnues d'autres nationalités.

Quant à Ismaël il vit dans un logement en collocation avec cinq autres hommes de nationalité marocaine, dont seuls deux d'entre eux travaillent et apportent donc des revenus. Des pratiques de micro-solidarités se sont mises en place entre ces hommes qui se sont connus dans le pays d'accueil. Tous fréquentent la mosquée, et l'un d'entre eux est engagé dans des activités syndicales. Quant à lui, Ismaël parle peu espagnol, mais il est aidé par ses colocataires. A la maison, il compense le manque d'apport de revenus par la réalisation de tâches ménagères et l'apport de denrées, qu'il peut obtenir de la part des organisations sociales qui aident les personnes en situation de précarité.

De ce point de vue, les données permettent de comprendre la différenciation entre les types et les modalités des carrières migratoires. Afin de comprendre les changements qui peuvent affecter une seule et même carrière migratoire, deux types de carrières seront mis en avant, à partir des expériences de María et Ahmed (Entretiens 30 et 7). Chaque carrière migratoire sera analysée en fonction de différents contextes temporels, soit : l'arrivée en Espagne, la croissance puis la crise économique (Tableau 24). A partir de l'exemple de María, une première dynamique prend forme : celle des carrières migratoires qui passent d'une régularité de type communautaire (principalement familiale) à une régularité de type sociétaire. Au moment de l'arrivée en Espagne, elle se trouve d'emblée dans une situation de régularité administrative, puisqu'elle bénéficie du statut de réfugié politique, en raison des persécutions dont a souffert son mari. La demande d'asile du groupe familial obtient une réponse favorable pour les parents et leurs deux filles. En temps de croissance économique, María a recourt à des ressources de type locale, puisqu'elle fonde une association locale et elle travaille avec les services de médiation sociale dans le domaine de la santé. Mais elle a également recourt à des ressources de type globale, suivant une logique sociétaire, puisqu'elle se forme auprès de l'Université Autonome de Madrid, et elle travaille aussi pour la Croix Rouge. Elle accède également à la nationalité espagnole. Elle gagne en autonomie face à la carrière migratoire de

son mari, c'est-à-dire que sa carrière migratoire n'est plus déterminée par les choix qui le concernent plus directement. Le groupe familial accède à un logement en propriété dans un des quartiers de Parla, construit pour accueillir les migrants internes au cours des années 1960 et 1970.

Tableau 24 Dynamique caractéristique de deux types de carrières migratoires

	Type régulier suivant une logique communautaire, puis sociétaire.	Logique communautaire, de type informelle puis régulière.
Arrivée en Espagne	Régularité de la situation administrative dès l'arrivée en Espagne, car accès au statut de réfugié politique. Raisons familiales pour expliquer la migration, donc de type communautaire.	Informalité de la situation administrative au moment de l'arrivée en Espagne. Raisons familiales pour expliquer la migration, donc de type communautaire.
Croissance économique	Accès à la nationalité espagnole. Ressources locales et globales pour la formation et le travail. Accès à un logement en propriété. Combinaison des ressources de type communautaire et sociétaire.	Ressources locales pour la régularisation de la situation administrative, la formation et l'apprentissage de l'espagnol. Accès à un logement à travers le groupe familial. Ressources principalement communautaires.
Crise économique	Processus de séparation temporaire du groupe familial, puis retour dans le pays d'origine.	Accès à des ressources informelles de type communautaire et risque de nouvelle informalité sur le marché du travail, et par conséquence des papiers.

Sources : Données de la recherche doctorale, notamment les entretiens 30 et 7

De son côté, l'expérience d'Ahmed permet de mettre en avant une carrière migratoire qui se caractérise avant tout par une logique communautaire, de type informel puis régulier. Son arrivée en Espagne s'explique principalement par des raisons familiales. Par la suite, plutôt que des ressources de type sociétaire, il continue de privilégier des ressources de type communautaire pour régulariser sa situation administrative (Chapitre V), apprendre l'espagnol et se former. Dans le domaine de la formation et du travail, il a principalement accès à des ressources locales. Dans le domaine du logement, il continue de compter sur les

membres de sa famille. En temps de crise économique, la carrière migratoire d’Ahmed se trouve consolidée au regard de sa situation administrative ; cependant, n’ayant pas de travail stable, il risque de souffrir une nouvelle période d’informalité. Pour contrer la précarité dans laquelle il se trouve, il fait alors appel à des ressources informelles de type communautaire. En effet, il effectue des recherches d’emploi dans un cyber café auquel il a accès gratuitement, grâce à la solidarité dont fait preuve la personne responsable du commerce. Du moment de l’arrivée en Espagne au moment de l’entretien, la carrière migratoire d’Ahmed suit une logique communautaire, mais elle évolue entre l’informalité et la régularité. Quant à María, en temps de crise économique, sa carrière migratoire se trouve de nouveau assujettie au groupe familial, en fonction des projets de son mari et de ses filles. Cette situation entraîne dans un premier temps une séparation du groupe familial, puis un retour dans le pays d’origine. Sa carrière migratoire reste donc régulière, mais elle se caractérise par une logique communautaire au moment de l’arrivée en Espagne et en temps de crise économique. A celle-ci, vient se greffer une logique sociétaire en temps de croissance économique.

Quant à l’incidence du facteur national sur les carrières migratoires, elle mérite d’être nuancée au regard des expériences des migrants sur le marché des papiers, du travail et du logement. Dès lors, la nationalité revêt moins d’importance que d’autres facteurs, parmi lesquels le degré de formation, la situation administrative, la capacité d’autonomie, l’histoire migratoire du groupe familial, la professionnalisation des réseaux, la situation familiale (marié ou non), les responsabilités parentales ou encore le genre. Par ailleurs, les différences entre les migrants ne sont pas aussi nettes qu’il avait été remarqué lors de la sélection des groupes nationaux (Chapitre II). Dans le cas des migrants roumains, leur liberté de circulation en tant que ressortissants communautaires est remise en question au cours de l’année 2011, par une décision formelle du gouvernement central, soutenu par la Commission Européenne. Dans le cas de migrants de la Communauté Andine, les avantages dérivant potentiellement d’un accès privilégié à la nationalité espagnole sont remis en question par les pratiques informelles et les procédures administratives, qui ralentissent les démarches. Ainsi, l’attente réelle pour l’obtention de la nationalité se prolonge au-delà des délais officiellement établis par la législation.

Quant aux migrants provenant d’Afrique, leur situation relativement défavorisée au regard des politiques les concernant est compensée en fonction de la transmission des savoirs migratoires sur différents contextes de réception à travers l’expérience de la famille et des réseaux. Alors que les migrants d’Afrique subsaharienne se trouvent dans une situation relativement plus

précaire que les marocains au regard de leur situation administrative, ils bénéficient d'attitudes plus clémentes que ces derniers. En effet, le regard que la société d'accueil porte sur eux n'est pas directement associé à une menace, comme c'est le cas des hommes marocains. Par contre, les femmes des deux groupes sont affectées par des stigmates négatifs, qui les qualifient de libertine (pour les femmes d'Afrique subsaharienne), de soumise ou d'analphabète (pour les femmes marocaines).

Au cours des carrières migratoires, l'incidence du facteur national se trouve parfois confirmée, au regard des initiatives adoptées par les gouvernements des pays d'accueil et d'origine, la vision de l'altérité par certains acteurs de la société locale, ou la configuration des réseaux par les migrants. Ainsi, le nom des associations locales regroupant des migrants d'Afrique subsaharienne, font explicitement référence au pays d'origine. Il en est de même pour les restaurants ou les commerces spécialisés dans la vente de produit du Pérou, de l'Equateur, de Roumanie, etc. Souvent, la configuration des réseaux repose sur d'autres critères, comme la religion, la langue, l'appartenance ethnique, par exemple pour les migrants du Rif, la condition migrante, l'âge ou le genre.

Pour finir et aller au-delà des limitations du présent travail, de nouvelles questions se posent pour de futures recherches possibles. Ces nouvelles questions concernent d'abord les politiques, ainsi que l'accès aux services publics et le rôle des associations. En termes de carrières migratoires, de nouvelles problématiques concernent aussi les expériences des migrants dans des contextes urbains vulnérables et fragilisés par la crise économique, les expériences particulières d'un seul groupe migrant, ou encore les nouvelles expériences d'émigration en provenance de pays européens en temps de crise économique. Enfin, compte tenu de l'installation des migrants en Espagne et la formation de familles, une troisième série de questions concernent les expériences des enfants ou des adolescents nés en Espagne, dont les parents sont arrivés en provenance d'autres pays.

Dans le champ des politiques, qu'en est-il de l'articulation entre politiques d'intégration et de contrôle des flux ? Qu'en est-il de l'articulation entre politiques universelles et spécifiques ? Qu'en est-il de la comparaison entre contextes locaux, régionaux et nationaux de réception ? Qu'en est-il des modalités de gouvernance entre les différents échelons de l'administration ayant des compétences en termes d'attention sociale aux migrants et de gestion de la diversité ? Par ailleurs, en temps de crise économique, l'accès aux services publics et le rôle des associations sont affectés par de fortes restrictions budgétaires. De ce fait, qu'en est-il du

profil des usagers et des non usagers ? La crise économique a-t-elle modifié les formes de gestion de la part des administrations publiques et des organisations sociales ? De nouvelles initiatives citoyennes ont-elles vu le jour pour contrer la tendance générale à la précarité ?

En lien avec cette première série de question, une ligne de recherche s'oriente vers l'étude des expériences de participation sociale dans les espaces urbains, auxquelles les migrants prennent part avec les non migrants. Tout en restant dans les espaces urbains, une autre ligne de recherche porte sur la dégradation des conditions de vie dans les quartiers défavorisés des grandes villes, en temps de crise économique, notamment à Barcelone et à Madrid, ou dans d'autres pays que l'Espagne, tels que la Belgique et la France. Il s'agirait de placer à un second plan les discours de l'administration locale et des associations, pour se centrer sur les expériences des migrants. Une troisième ligne de recherche consisterait à « sortir des espaces urbains » afin d'appliquer la notion de carrières migratoires dans un autre contexte et pour un autre groupe social. Ce peut être le cas de migrants hautement qualifiés, par exemple, des européens qui vont explorer les possibilités d'installation en Amérique Latine. Ce peut être aussi le cas d'un groupe migrant défini en fonction de la nationalité, la religion, l'âge, le genre, ou encore la situation administrative. Ainsi, de futures recherches pourraient porter sur les migrants de religion catholique, musulmane ou évangélique, sur les carrières migratoires des jeunes hommes célibataires, ou encore sur les femmes migrantes.

Enfin, dans le contexte espagnol, rares sont les travaux sociologiques qui s'intéressent exclusivement aux expériences des enfants et des adolescents, dont les parents sont arrivés en provenance d'autres pays. Certains apports adoptent une approche structuraliste, notamment à travers le prisme de la sociologie de l'éducation. Cependant, rares sont les perspectives qui reconnaissent les enfants et les adolescents en tant qu'acteurs sociaux, en leur cédant un rôle protagoniste qui ne dépend pas seulement des expériences de leurs parents.

ANNEXES

Entretiens, observations et participations

- Entretiens exploratoires dans l'agglomération de Madrid

Entretien		Enquêté				
N°	Date	Catégorie	Genre	Pays de nationalité	Âge	Ville (localisation)
1	09/2009	Migrant	H.	Maroc	29	Madrid (centre)
2	09/2009	Migrant	F.	Roumanie	44	San Fernando (est)
3	10/2009	Migrant	H.	Sénégal	34	Madrid (centre)
4	10/2009	Responsable de l'Association des Roumains de Móstoles	F.	Roumanie	-	Móstoles (sud)
5	10/2009	Employée municipale des services sociaux	F.	Espagne	-	Fuenlabrada (sud)
6	10/2009	Président de la Maison de Roumanie, également employé municipal	H.	Roumanie	-	Getafe (sud)

Note : La localisation est définie au sein de l'agglomération de Madrid

- Entretiens auprès des personnes migrantes de la ville de Parla

Entretien			Enquêté			
N°	Type	Date	Genre	Pays de nationalité (Pays de naissance)	Âge	Années en Espagne
7	P	10/2009	H.	Maroc	22	6
8a	P	10/2009	H.	Maroc	23	2
8b	P	10/2009	H.	Maroc	25	8
9	S	10/2009	H.	Maroc	40	6
10a	S	10/2009	H.	Maroc	34	5
10b	S	10/2009	H.	Maroc	30	5
11	P	10/2009	H.	Maroc	29	3

12a	P	10/2009	H.	Maroc	30	13
12b	P	10/2009	H.	Maroc	29	5
13	P	11/2009	H.	Espagne (Equateur)	40	10
14	P	11/2009	H.	Inde	40	10
15	P	11/2009	H.	Nigéria	34	3
16	P	11/2009	H.	Maroc	34	1
17	P	11/2009	H.	Maroc	43	9
18	P	11/2009	H.	Nigéria	35	10
19	S	11/2009	F.	Centre-Afrique	22	3
20	P	12/2009	H.	Angola	47	10
21	S	01/2010	H.	Pérou	31	2
22	S	2010	H.	Maroc	35	9
23a	P	2010	H.	Maroc	23	Moins d'un an
23b	P	2010	H.	Maroc	44	6
24	P	2010	H.	Sénégal	33	5
25a	P	2010	F.	Angola	19	12
25b	P	2010	F.	Angola	19	Née en Espagne
25c	P	2010	F.	Angola	16	Née en Espagne
25d	P	2010	F.	Angola	28	10
50	P	11/2012	F.	Maroc	20	14

Notes : Les entretiens se distinguent selon s'ils ont été fixés au préalable (P) ou spontanés (S). Le genre (G.) distingue si l'enquêté est une femme (F.) ou un homme (H.).

- **Entretiens auprès des associations de la ville de Parla**

Entretien		Enquêté		
N°	Date	Position et nom de l'association	G.	Nationalité (Naissance)
26	10/2009	Responsable de l'Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle (AMAI) (également médiateur socio-juridique à l'Office Municipale pour l'Aide aux Immigrés (OMAI))	H.	Espagne (Pérou)
27	10/2009	Responsable de l'antenne locale de Caritas et Asti, Paroisse Notre Dame de la Paix	H.	Espagne
28	10/2009	Responsable du groupe de parole « Femmes faisant chemin interculturel », Congrégation apostolique du cœur de Jésus, Paroisse Notre Dame de la Paix	F.	Espagne
29	10/2009	Responsable des cours d'espagnol et d'alphabétisation, Salésiens, Paroisse du Christ Libérateur	F.	Espagne
30	11/2009	Responsable de l'association Un Pont à Parla (également médiatrice interculturelle au sein des services de santé)	F.	Espagne (Colombie)
31a	11/2009	Responsable de l'association Espace pour la Solidarité	H.	Maroc
31b	11/2009	Membre de l'association Espace pour la Solidarité (également médiateur interculturel au sein des services de santé)	H.	Maroc
32	11/2009	Prêtre de la paroisse Notre Dame de l'Ascension	H.	Espagne
33	11/2009	Responsable du Centre d'Information pour les Travailleurs Étrangers, au sein du Syndicat Commissions Ouvrières	F.	Espagne
34	12/2009	Responsable de l'association de Guinée Bissau	H.	Guinée
35a	01/2010	Responsable de l'Association des Vétérans de la Guerre d'Angola	H.	Angola
35b	01/2010	Membre de l'Association des Vétérans de la Guerre d'Angola	H.	Angola
36	01/2010	Responsable de l'Association de quartier Parla Este	F.	Espagne
37	2010	Responsable de la mosquée de Parla	H.	Maroc

Notes : Tous les entretiens auprès des associations ont été fixés au préalable. Le genre (G.) distingue si l'enquêté est une femme (F.) ou un homme (H.).

- **Entretiens auprès des services municipaux de la ville de Parla**

Entretien		Enquêté		
N°	Date	Position, nom du service	G.	Nationalité
38	11/2009	Responsable, service de santé	F.	Espagne
39	11/2009	Employée comme médiatrice interculturelle, service de santé	F.	Pologne
40	11/2009	Responsable, services sociaux	F.	Espagne
41	12/2009	Responsable du service de presse, cabinet du maire	H.	Espagne
42	12/2009	Responsable et employés (équipe complète de sept personnes), service pour la jeunesse	5 F. et 2 H.	Espagne
43	12/2009	Responsable du programme pour l'apprentissage de l'espagnol, service de l'éducation	H.	Espagne
44	12/2009	Responsable du service d'aide aux entreprises, service pour le développement local	H.	Espagne
45	12/2009	Employés (deux personnes), service d'urbanisme	H.	Espagne
46	01/2010	Employé, Point d'Information pour le Volontariat	F.	Espagne
47	2010	Maire	H.	Espagne
48	2010	Employé du programme pour l'apprentissage de l'espagnol, service de l'éducation	F.	Italie
49	2010	Responsable, services sociaux	H.	Espagne

Notes : Le genre (G.) distingue si l'enquêté est une femme (F.) ou un homme (H.).

- **Tableau-résumé des entretiens par genre et pays ou région de naissance**

	Hommes	Femmes	Total
Maroc	17 (dont 4 spontanés)	1	18 (dont 4 spontanés)
Europe de l'Est	1	3	4
Afrique Subsaharienne	7 ⁸⁷	5	12
Amérique Latine	4	3	7

⁸⁷ Deux des entretiens ont été effectués avec le même homme angolais, en tant que migrant, puis en tant que membre d'une association. Pour cela, il n'apparaît qu'une seule fois dans le décompte des entretiens.

Espagne	11	12	23
TOTAL	40	24	64

Afin de compenser les déséquilibres, notamment le manque de représentation des migrants provenant de Roumanie, et celle des femmes marocaines, deux décisions ont été prises. D'une part, les entretiens spontanés avec des hommes marocains n'ont pas été retenus pour les analyses finales, mais ils ont plus vraisemblablement été considérés comme des entretiens secondaires, auxquels la recherche a pu faire référence lorsque leur contenu venait confirmer certains arguments. Par ailleurs, des observations spécifiques ont été menées auprès :

- De migrants roumains : 1 ; 29 et 30 (Total : 3).
- De femmes migrantes : Observations 2 ; 7 ; 8 et 9 (Total : 4).
- Des associations migrantes : Observations 6 ; 10 à 16 ; 21 à 26 (Total : 14).
- Des organisations sociales et des services de la mairie : 3 à 5 ; 17 à 20 ; 27 et 28 (Total : 9).
- Total des observations : 30.

• **Observations dans la ville de Parla**

N°	Date	Lieu, activité et personnes présentes
ACTIVITÉS DES ASSOCIATIONS		
1	10/2009	Salle d'attente de l'Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle (AMAI). Observation des personnes se rendant auprès du médiateur juridique. Dix personnes.
2	11/2009	Salle d'attente de la Vieille Eglise de Parla. Observation des personnes se rendant auprès des services caritatifs. Cinq personnes.
3	11/2009	Local de l'ONG Cerma. Signature d'une convention pour collaborer avec l'ONG Pre-comar. Cinquante personnes.
4	11/2009	Maison de la Culture de Parla. Atelier sur l'immigration en tant que mouvement social, organisé par l'association Amérique Espagne, Solidarité et Coopération (AESCO). Cent personnes.
5	11/2009	Maison de la Culture. Atelier sur la négociation des crédits immobiliers, organisé par l'association Amérique Espagne, Solidarité et Coopération (AESCO). Cent personnes.
6	11/2009	Esplanade de la paroisse Notre Dame de l'Ascension. Fête de Notre Dame du Quinche, la « Vierge des Sans Papiers », célébrée en Equateur. Cent personnes.
7	11/2009	Paroisse Notre Dame de la Paix. Atelier du groupe "Femmes faisant chemin interculturel". Sept personnes.
8	12/2009	Paroisse Notre Dame de la Paix. Atelier du groupe "Femmes faisant chemin

		interculturel”. Sept personnes.
9	01/2010	Paroisse Notre Dame de la Paix. Atelier du groupe “Femmes faisant chemin interculturel”. Sept personnes.
10	01/2010	Eglise évangélique. Jour de la jeunesse, célébrée l’Association des Vétérans de la Guerre d’Angola. Vingt personnes.
11	2010	Paroisse Notre Dame de la Paix. Répétition du groupe de chanteurs sénégalais. Trente personnes.
29	12/2012	Inauguration de l’Eglise Orthodoxe de Parla
RENCONTRES ENTRE LES ASSOCIATIONS POUR LES MIGRANTS		
12	10/2009	Local du syndicat Commissions Ouvrières (CC.OO.). Réunion des associations en lien avec l’immigration dans la ville. Cinq personnes.
13	11/2009	Local du syndicat Commissions Ouvrières (CC.OO.). Réunion des associations en lien avec l’immigration dans la ville. Treize personnes.
14	11/2009	Local du syndicat Commissions Ouvrières (CC.OO.). Réunion des associations en lien avec l’immigration dans la ville.
15	01/2010	Local du syndicat Commissions Ouvrières (CC.OO.). Réunion des associations en lien avec l’immigration dans la ville.
16	2010	Local du syndicat Commissions Ouvrières (CC.OO.). Réunion des associations en lien avec l’immigration dans la ville.
ACTIVITÉS DE LA MAIRIE		
17	11/2009	Séance plénière extraordinaire de la Mairie de Parla. Présentation des propositions du Maire concernant la santé dans la ville.
18	11/2009	Mairie de Parla. Journée contre la violence exercée sur les femmes.
19	01/2010	Collège Rosa Montero. Rencontre entre le maire et le quartier Parla Este.
20	01/2010	Gymnase. Petit mondial de football.
27	11/2012	Maison des Jeunes. Projections d’avenir pour l’élaboration d’une Stratégie Municipale d’Inclusion Sociale. Session 1 : Projections
28	11/2012	Maison des Jeunes. Projections d’avenir pour l’élaboration d’une Stratégie Municipale d’Inclusion Sociale. Session 2 : Elaboration de propositions
RENCONTRES ENTRE LES ASSOCIATIONS ET L’ADMINISTRATION LOCALE		
21	11/2009	Service municipal de Santé. Réunion des associations constituées par des migrants, avec les responsables du programme de prévention des drogues.
22	11/2009	Service d’Education. Présentation des projets éducatifs pour l’année en cours, auprès des conseillers d’orientation des lycées de Parla.
23	01/2010	Collège Humanejos. Suivi du projet “Changement d’Attitudes” de AMAI.

24	2010	Services sociaux. Groupe de travail sur l'interculturalité, regroupant des associations liées à l'immigration, et les responsables de la Coopérative CATEP.
25	2010	Services sociaux. Groupe de travail sur l'interculturalité, regroupant des associations liées à l'immigration, et les responsables de la Coopérative CATEP.
26	04/2011	Centre Rosa Montero. Premières journées interculturelles de la ville de Parla.
30	12/2012	Théâtre Dulce Chacón. Fête Nationale de Roumanie

- **Participations auprès des associations et des services municipaux**

1	07/2010	« Immigration et citoyenneté à Parla », présentation dans le cadre de la réunion interne du service de médiation sociale.
2	06/2010	« Changement d'attitudes », atelier de travail avec les élèves du centre de formation VALORA, pour AMAI (Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle). Premier groupe.
3	06/2010	« Changement d'attitudes », atelier de travail avec les élèves du centre de formation VALORA, pour AMAI (Association des Médiateurs pour l'Action Interculturelle). Second groupe.
4	11/2010	« Les débats théoriques sur l'intégration » et « Identité et diversité », présentations dans le cadre de la formation pour des agents sociaux en matière de diversité, organisée par le service de médiation sociale.
5	12/2012	Gestion de la banque du temps, organisée par le service de médiation sociale

Guides d'entretien

- **Guide d'entretien avec des personnes migrantes⁸⁸**

Presentación

Hola, me llamo Elisa Brey, y estoy actualmente realizando mi tesis en la Universidad Complutense de Madrid y en la Universidad de Lieja en Bélgica.

Para este estudio, me interesa conocer la experiencia de las personas que llegaron desde otro país para vivir en España, y en particular de las personas que llegaron desde otros países, y viven ahora en Parla. Me gustaría saber si aceptaría ayudarme, contándome su historia desde que salió de su país hasta ahora, hablando de su situación antes de venirse, el momento de su llegada, su trabajo aquí, su vida en Parla y en España en general, etc. Me interesa que me vaya hablando de lo que le parece más importante de su historia, y luego tengo preparada una serie de preguntas para completar la información que me da si fuera necesario.

Si está de acuerdo, podemos empezar. La entrevista durará entre 1h y 2h como mucho. También quisiera pedirle permiso para grabar la conversación, solamente es para que pueda escuchar mejor su historia y prestarle más atención cuando me habla, pero le garantizo que seré la única persona que tendrá acceso a la grabación. Por supuesto, toda la información que me dará se quedará entre nosotros. Si en algún momento, quiere añadir alguna cosa sin que quede grabado, puedo interrumpir la grabación unos minutos. Para mí, es importante que usted se sienta cómodo y a gusto durante la entrevista, así que si tiene cualquier pregunta sobre mi trabajo o cualquier duda sobre la entrevista, por favor no dude en decírmelo.

Le agradezco mucho su ayuda y su tiempo.

⁸⁸ Ce guide d'entretien avec les personnes migrantes a été élaboré à partir de la connaissance du terrain et d'une série d'entretiens préliminaires réalisées pour ce travail au cours des mois de juillet et août 2009. La structure s'inspire en partie de celle du guide utilisé pour la recherche FEMIGRIN, en Belgique. Par ailleurs, ce guide est le fruit de discussions informelles avec les chercheuses Renata Hosnedlova (CSIC, Espagne) et Alice Poncelet (ULG, Belgique) au cours de l'année 2009.

Antes de empezar, le haré algunas pocas preguntas. Luego le dejaré que me cuente su historia desde que salió de su país hasta ahora.

- ¿Cuál es su nacionalidad? ¿Cuál es su país de nacimiento? ¿Y su región de origen (urbana o rural)?
- ¿Cuál es su edad? Completar también, sin preguntar, el sexo
- ¿Cuál es su situación familiar (estado civil)? ¿Tiene pareja, está casado, soltero, etc.? ¿Tiene hijos? ¿Dónde residen?
- ¿Qué hacía antes de salir de su país? ¿Estudiaba o trabajaba?
- ¿Estudió en su país de origen? ¿Hasta qué edad?
- ¿Cuál era su trabajo en su país de origen?
- ¿Cuál es su trabajo actual?
- ¿Hace cuánto tiempo que vive en España?

Aspectos a desarrollar

1) El proceso migratorio

a. La experiencia migratoria

¿Cuándo llegó a España por primera vez? ¿Y desde que llegó a España por primera vez, ha vuelto a su país para vivir (más de dos meses), o siempre se ha quedado viviendo en España (sirve para identificar la movilidad circular o no)? ¿Ha vivido en otros países? ¿Ahora desde hace cuánto tiempo vive en España?

b. Situación personal y profesional antes de la migración

¿Cuál era su situación profesional y familiar antes de salir de su país? ¿Con quién vivía, dónde? En el caso de que estudiara, ¿Tenía expectativas o posibilidades de encontrar trabajo? En el caso de que trabajara, ¿Tenía suficientes recursos para vivir?

c. Los motivos de la salida y la decisión

¿Por qué motivos salió de su país? ¿Cuál era entonces la situación económica y política que había? ¿Y por qué motivos se vino a España? ¿Era su destino preferente? ¿Por qué? ¿Se trata de una decisión personal o hubo otras personas implicadas en el proceso de decisión? Si tomó la decisión con otras personas, ¿de quién se trata y cómo se tomó la decisión?

d. La cadena migratoria y el viaje

¿Es la primera persona de su familia que salió de su país? ¿Tenía familiares o amigos en España cuando decidió venirse? ¿Y en otros países? ¿Alguien le proporcionó informaciones o ayuda para salir de su país y venirse a España? Si es así, ¿qué tipo de informaciones/ayuda, y quién se las proporcionó? ¿Cómo las consiguió? ¿Cómo vino a España (medios de transporte, canales legales o no, compañía)?

¿Tuvo que pedir un préstamo para el viaje? ¿Vino directamente a España, o pasó por otros países?

e. Proyectos y expectativas de partida

¿Cuál es la imagen que se tiene de los emigrantes en su país? ¿Cuál es la imagen de España en su país? ¿Cuáles eran sus proyectos cuando salió de su país? ¿Qué es lo que estaba buscando? ¿Tenía informaciones acerca de otros países que le hicieron pensar que España era un sitio mejor o peor para vivir? Si tenía pensado irse a otro país, ¿por qué se quedó en España?

2) El proceso de integración social

a. Primeras impresiones

Si piensa en su primera impresión cuando llegó a España, ¿Qué es lo que más le sorprendió, le gustó o le decepcionó del país entonces? ¿La imagen que tenía de España antes de llegar se corresponde con la impresión que tuvo cuando llegó? Durante sus primeros meses en el país, ¿cuáles fueron sus prioridades? ¿Con qué dificultades se encontró? ¿Quién le ayudó más?

b. La formación y el trabajo

i. Primer trabajo

Una vez en España, ¿Cuánto tiempo tardó en encontrar su primer empleo? ¿Cómo lo encontró? ¿Alguien le ayudó? Si es así, ¿quién y cómo? ¿En qué consistía este primer trabajo? ¿Cuáles eran sus condiciones de trabajo? ¿Se trataba de un trabajo regular o irregular?

ii. Trabajos intermedios

¿Siempre hizo el mismo tipo de trabajo desde que llegó a España (ocupación, sector, empleo asalariado o autónomo)? ¿Por qué cambió? ¿Cómo lo consiguió? ¿Qué otros trabajos hizo desde que llegó a España? ¿Cómo los encontró? ¿Le ayudaron amigos, familiares, vecinos, oficinas de empleo, etc.? En cada caso, ¿Sus compañeros de trabajo eran de su país, españoles o de otros países?

iii. Formación y diplomas

Desde que llegó a España, ¿Participó en algún curso para formarse? Explicar porqué, dónde, quién impartía el curso, etc. ¿Tiene diplomas de su país de origen? Si es así, ¿están reconocidos en España? ¿Emprendió alguna acción para la convalidación de sus títulos? ¿Tiene pensado seguir algún curso en el futuro? Para los marroquíes y los rumanos, preguntar ¿Dónde aprendió a hablar español?

iv. El trabajo actual

¿Cuál es su trabajo actual? ¿Cómo lo consiguió? ¿Desde hace cuánto tiempo está trabajando en este sitio? ¿Dónde trabaja (Parla u otro municipio)? ¿Sus compañeros de trabajo son de su país, españoles o de otros países? ¿Le gusta su trabajo actual o le gustaría cambiar? ¿Ha cambiado su situación en el trabajo durante el último año y medio/los últimos dos años (sirve para identificar la influencia de la crisis económica)?

v. La economía familiar

¿Es la única persona de su familia que trabaja? Si tiene pareja, preguntar acerca de su trabajo. Lo mismo para sus hijos. ¿El trabajo que realiza cada persona de su familia les permite ahorrar?

c. La relación con las instituciones de la sociedad receptora

i. La situación legal

¿Qué trámites tuvo que hacer o está haciendo para regularizar su situación en España? ¿Alguien le ayudó o le dio informaciones sobre cómo conseguirlo? Si es así, ¿quién y cómo?

ii. Los trámites administrativos

Cuando alguien llega desde otro país, en España tiene que hacer trámites en distintos sitios. Además de ir a la comisaría para los papeles, tiene que empadronarse, registrarse en el centro de salud o en el colegio si tiene hijos, y también ir a veces a las oficinas de empleo o al ayuntamiento. ¿Quién se ocupa de estos trámites en su familia? ¿Alguien le proporcionó información o ayuda cuando llegó para hacer estas gestiones? Si es así, ¿quién y qué tipo de informaciones/ayuda? Me interesa saber si le ayudaron desde una asociación, un sindicato, una iglesia, la embajada de su país, el ayuntamiento (servicios sociales), etc. ¿Me podría contar una o varias experiencias que tuvo usted personalmente en estos distintos sitios, o tuvo alguien a quien conoce? ¿Le atendieron bien? ¿Le explicaron bien las cosas? Si iba para arreglar algún problema, al final, ¿cómo se solucionó? ¿Cree que se podría mejorar la atención a los usuarios en estos distintos sitios? Si es así, ¿cómo?

iii. El derecho de voto

España está firmando ahora acuerdos con algunos países para que sus nacionales puedan votar en las elecciones locales, ¿Le parece importante? ¿Le gustaría votar? ¿Cree que eso podría mejorar la situación de las personas de su país? ¿Y de las personas que vienen de otros países en general?

d. La movilidad residencial y el uso de los espacios

i. Primeras viviendas

¿Dónde estuvo viviendo cuando llegó a España? ¿Y con quién? Luego ¿en cuántos sitios distintos estuvo viviendo? ¿Siempre estuvo viviendo en la misma casa? ¿Y en el mismo barrio o la misma ciudad?

ii. Vivienda actual

¿Lleva mucho tiempo viviendo en esta casa? ¿Y en este barrio o en esta ciudad? ¿Cómo se sintió cuando llegó? ¿Y ahora? ¿Qué es lo que más le gusta y lo que menos le gusta de este barrio? ¿Y de esta ciudad? ¿Le gustaría cambiarse de casa? ¿Le gustaría vivir en otro barrio u otra ciudad en España? Dentro de la Comunidad de Madrid, ¿le gustaría más vivir en Madrid o en una ciudad de las afueras? ¿Por qué? ¿Ahora mismo está viviendo en alquiler o en una casa de su propiedad? ¿Tiene pensado comprarse una casa? ¿En España o en su país?

iii. El uso del espacio local

Me interesa saber cómo divide su tiempo entre el barrio donde vive, Parla y otras ciudades (para medir la dimensión territorial de las redes). ¿Dónde trabaja? ¿Dónde hace sus compras (de comida, de ropa y para la casa)? Cuando no trabaja, ¿Pasa su tiempo libre en casa o fuera de casa? Cuando sale, ¿lo hace en el barrio, en otras zonas de la ciudad, o fuera de la ciudad? ¿Tiene amigos o familiares que viven fuera del barrio? ¿Y fuera de la ciudad? ¿Dónde queda con ellos? ¿Se reúne con ellos a menudo?

e. Las redes

i. El vecindario y la sociedad de destino

Aquí en el barrio o la ciudad donde vive, ¿Qué relación tiene con los vecinos? ¿Ha cambiado su

relación desde que llegó? Sea en el barrio o en otros sitios, ¿Tiene mucha relación con gente de España? ¿Tiene relación con gente de otros países? ¿Y su pareja? Si tiene hijos, ¿Qué tal cuando llegaron? ¿Qué tal en el barrio y en el colegio con sus compañeros? ¿Y ahora?

ii. Las redes de apoyo

Aquí en España, ¿Con quién puede contar si tiene algún problema (amigos, familiares, asociación, iglesia...)? ¿Alguien le podría prestar dinero si tuviera la necesidad? Me interesa identificar si la persona participa en círculos informales de ahorro, que son también círculos de sociabilidad (*tontine*).

iii. La familia, la comunidad y el país de origen.

Desde que está en España, ¿Tiene familiares o amigos que vinieron y a los que ayudó (sirve para identificar los procesos de reagrupación familiar)? ¿Tiene familiares que residen en España? ¿Tiene familiares que residen en su país de origen? ¿Y en otros países? ¿Tiene mucha relación con ellos? ¿Cómo se comunica con ellos? ¿Habla con ellos por teléfono, por Internet, desde casa o desde un locutorio? ¿Vinieron a visitarle en alguna ocasión? ¿Les envía ayuda económica o regalos? ¿Regresa mucho a su país de vacaciones desde que está en España?

3) Conclusiones

a. Proyectos iniciales

¿Me podría decir lo que piensa de su proyecto migratorio hoy en comparación con el que tenía cuando salió de su país de origen? Evaluación de la satisfacción.

b. Integración social

Aquí en España, ¿se siente integrado? ¿Qué significaría para usted “estar integrado en España”? ¿Le parece que en España las cosas son más fáciles para las personas migrantes dependiendo del país de procedencia?

c. Proyectos de futuro

Ahora, ¿Cuáles son sus proyectos de futuro? ¿Le gustaría quedarse en España, volver a su país o irse a otro país? ¿Se siente afectado o conoce a gente que se ve afectado por la crisis económica, y por eso regresa o quiere regresar a su país de origen?

¿Quiere añadir alguna cosa antes de que terminemos la entrevista?

Muchísimas gracias por su tiempo y su ayuda.

- **Guide d'entretien avec des représentants d'associations**

1. La asociación

- Historia de la asociación. ¿Desde cuándo existe? ¿Por qué se creó? ¿Cuál es su ámbito de trabajo? ¿Dónde trabaja? ¿Cómo se estableció el contacto con los Ayuntamientos en los municipios en los que trabaja?
- Principales líneas de actuación. ¿Cuáles son las actividades y los programas que desarrolla la asociación? ¿Son programas generales o programas específicos para inmigrantes? ¿Para quiénes son o se proponen?
- Colaboraciones. ¿Con quién colabora o está conectada la asociación? ¿Trabaja con algún ayuntamiento, la Comunidad de Madrid, el gobierno de España? ¿Cuáles son sus vínculos con otras organizaciones, sean migrantes o no (sindicatos, asociaciones, lugares de culto, CEPI, SEMSI)? ¿Cuáles son sus vínculos con el gobierno del país de origen (véase la SENAMI en el caso de los ecuatorianos), y con otras organizaciones de su país (véase la FEDROM en el caso de los rumanos)? ¿Y qué actividades desarrolla entonces en colaboración con estos organismos? ¿Qué subvenciones recibe? ¿Cómo se financian sus actividades?
- Socios y usuarios. ¿Quiénes forman parte de la asociación? ¿Son voluntarios o contratados? ¿Cuál es el perfil de sus usuarios? ¿Son mujeres, hombres, familias, niños? ¿Sólo son rumanos, marroquíes, ecuatorianos, latinoamericanos o migrantes? Dimensión étnica/no étnica.
- Proyectos. ¿Cuáles son los proyectos, los retos o las tareas pendientes que tiene la asociación? ¿Qué es lo que quedaría por hacer?

2. La situación de los migrantes en España, la zona sur de Madrid y Parla

- La integración social. ¿Cree que los migrantes en España/Madrid están integrados? ¿Cuáles son los retos de la integración para los migrantes que viven en España/Madrid? ¿Qué haría falta para que estén integrados del todo? ¿Qué significa para ellos integrarse?
- Diferencias entre los migrantes que viven en distintas zonas. ¿Cree que existen diferencias entre los migrantes que viven en el sur de Madrid, y los que viven en otras zonas, por ejemplo en la capital, en el corredor de Henares o en los pueblos de la sierra? ¿Cree que el hecho de estar concentrados o dispersos, es decir de vivir en una ciudad donde la mayor parte de la población es migrante o donde hay diversidad de la población extranjera como en el sur de Madrid puede hacer que la integración de los migrantes sea más fácil/difícil? Esta última pregunta me parece relevante a priori sobre todo para los migrantes rumanos.
- Diferencias entre los migrantes de distinta procedencia. ¿Cree que existen diferencias entre los grupos migrantes en España? ¿Cree que para unos es más fácil integrarse para otros? ¿Por qué? ¿Cree que el hecho de formar parte de la UE puede facilitar la integración de los rumanos? ¿Cree que el hecho de llevar más tiempo en España puede facilitar la integración de los marroquíes? ¿Cree que el hecho de hablar español puede facilitar la integración de los latinoamericanos? (Según la asociación)

- d. El voto. ¿Le parece importante que los extranjeros puedan votar en las elecciones locales? ¿Le parece que deberían tener la posibilidad de votar en las elecciones regionales y nacionales?

- **Guide d'entretien avec des représentants des services municipaux**

- a. Papel del servicio municipal para la integración social. ¿Qué papel tiene su servicio municipal y cuáles son las políticas que desarrolla para lograr los objetivos de integración social?
- b. Políticas y recursos. ¿Cuáles son las principales líneas de trabajo y recursos que se ponen a disposición de los usuarios?
- c. Usuarios. ¿Cuáles son los usuarios o grupos prioritarios? ¿Existen demandas y necesidades específicas por parte de algunos grupos?
- d. Usuarios migrantes. ¿Cuáles son las demandas y necesidades específicas de la población llegada desde otros países? ¿Cuál es su acceso a los servicios generales y específicos? ¿Cuál es la reacción de los usuarios no migrantes frente a la existencia de recursos específicos?
- e. Integración en la ciudad. ¿Considera en este sentido que la población de la ciudad está integrada? Y desde el punto de vista de su concejalía, ¿qué significaría la integración? ¿Qué sentido podríamos darle? ¿Qué pasa con los migrantes?
- f. Proyectos. ¿Qué quedaría por hacer para facilitar su integración? ¿Cuáles son los proyectos de futuro?

Tableaux

Tableau 1 Résumé des types (régulier et informel) et des modalités (sociétaire et communautaire) des <i>carrières migratoires</i>	14
Tableau 2 Population totale et composition en fonction de la nationalité (espagnole ou étrangère) dans les villes de plus de 50.000 habitants de l'agglomération de Madrid (2009).	81
Tableau 3 Composition de la population étrangère en fonction de la nationalité (ressortissants de Roumanie, du Maroc, d'un pays de la Communauté Andine ou d'Afrique subsaharienne) dans les villes de plus de 50.000 habitants de l'agglomération de Madrid (2009).	82
Tableau 4 Histoire contemporaine de la ville de Parla, avant la crise économique.....	88
Tableau 5 Liste des vocables ayant fait l'objet d'une analyse quantitative simple (Chapitre IV).....	115
Tableau 6 Dates d'exécution des plans tournés vers les migrants adoptés par la région de Madrid, la municipalité de Parla et le gouvernement central espagnol	135
Tableau 7 Contenu des plans liés aux migrations dans la région de Madrid, en comparaison avec la municipalité de Parla et l'Espagne	138
Tableau 8 Caractérisation des associations de migrants (Parla)	176
Tableau 9 Participation des associations locales aux activités conjointes (Parla)	180
Tableau 10 Genre et histoire migratoire des membres des associations locales ayant participé aux activités conjointes (Parla)	182
Tableau 11 Population étrangère disposant d'un permis de résidence (régime général et régime communautaire) (1998-2007), par millier de personnes	200
Tableau 12 Population étrangère inscrite sur les registres des mairies (1999-2008), par millier de personnes.....	202
Tableau 13 Évolution des demandes d'accès au statut de réfugié et nombres de décisions favorables (1998-2007), par nombre de personnes	220
Tableau 14 Résumé de la typologie des carrières migratoires, en fonction des motifs de la migration et des processus de régularisation	224
Tableau 15 Revenu moyen par habitant (2008), en Espagne et dans la Région de Madrid	246
Tableau 16 Proportion de propriétaires et de locataires dans les pays de l'UE-15 (2008).....	247
Tableau 17 Prix des logements à l'achat et à la location (2009), à Parla et Madrid.....	253
Tableau 18 Revenu moyen par habitant (2008), dans la Région de Madrid et les villes de la périphérie sud	254
Tableau 19 Imperfections des logements de la population de Parla (2001), en comparaison avec la population étrangère des villes de la périphérie sud, de Madrid et de l'ensemble de la Région.....	256

Tableau 20 Population étrangère à Parla (2008), par nationalité.....	258
Tableau 21 Résumé de la typologie des carrières migratoires, en fonction des aspects liés au travail et au logement	267
Tableau 22 Evolution de l'influence conjointe de la condition migrante et de la condition socioéconomique sur les carrières migratoires.....	304
Tableau 23 Principales caractéristiques des carrières migratoires.....	308
Tableau 24 Dynamique caractéristique de deux types de carrières migratoires	313

Graphiques

Graphique 1 Termes utilisés pour désigner les processus liés aux migrations, par les responsables des deux programmes spécifiques d'aide aux migrants, Mairie de Parla (Novembre 2009).....	158
Graphique 2 Termes utilisés pour désigner les populations liées aux migrations, par les responsables des deux programmes spécifiques tournés vers les migrants, Mairie de Parla (Novembre 2009)	159
Graphique 3 Genre et origine nationale des migrants ayant participé aux activités conjointes (Parla)	182
Graphique 4 Différence entre la population étrangère inscrite sur le Registre des mairies et celle disposant d'un permis de résidence (1998-2007), par continent et par nationalité	205
Graphique 5 Taux d'irrégularité de la population étrangère non ressortissante de l'UE (1998-2007), par centaine de personnes.....	208
Graphique 6 Demandes d'accès au statut de réfugié, par rapport à la population étrangère inscrite sur le registre des mairies (1998-2007), par millier de personnes.....	221
Graphique 7 Répartition de la population dans la Région de Madrid (1998-2008), en fonction de sa nationalité (espagnole ou étrangère).....	246
Graphique 8 Répartition de la population roumaine, marocaine, andine et subsaharienne dans la Région de Madrid (2008)	248
Graphique 9 Proportion de propriétaires et de locataires dans la ville de Parla, en comparaison avec la Région de Madrid, la ville de Madrid et la périphérie sud (2001), en fonction de la nationalité (espagnole ou étrangère)	251
Graphique 10 Surface utile des logements de la population espagnole à Parla (2001), en comparaison avec la population étrangère des villes de la périphérie sud, Madrid et l'ensemble de la Région	255
Graphique 11 Perception des problèmes urbains parmi la population espagnole à Parla (2001), en comparaison avec la population étrangère des villes de la périphérie sud, Madrid et l'ensemble de la Région	255

Graphique 12 Degré d'éducation de la population de Parla (2001 et 2011), en comparaison avec la région de Madrid (CAM), la ville de Madrid et la périphérie sud.....	273
Graphique 13 Evolution de la population étrangère inscrite sur le Registre des mairies et de celle disposant d'un permis de résidence (2000-2010), en chiffres absolus.	291
Graphique 14 Différence entre la population étrangère inscrite sur les registres des mairies et celle disposant d'un permis de résidence, et taux d'irrégularité (2007-2009), par nationalité	292

Photographies

Photographie 1 “Vieille Église” et bâtiment récemment construit, dans le centre de la ville (2009)....	83
Photographie 2 Édifices collectifs construits pour les migrants internes à Parla (2009).....	84
Photographie 3 Zones industrielles entre Madrid et Parla (2009)	85
Photographie 4 Façades d'un restaurant et d'une association dont les couleurs renvoient aux régions d'origine des habitants de Parla provenant des migrations internes (2009)	86
Photographie 5 Façades de magasins dont les couleurs renvoient aux pays d'origine des habitants de Parla provenant des migrations internationales (2009)	86
Photographie 6 Références religieuses mises en avant par les habitants du Parla des origines et des migrants internationaux dans des espaces publics et privés de la ville (2009-2010)	87
Photographie 7 Bâtiments collectifs en construction dans les rues de Parla Este (Novembre 2009)....	88
Photographie 8 Documents affichés dans le local de l'association « Espace de la solidarité », renvoyant à des sentiments d'appartenance aux sociétés d'origine et d'accueil (2009).	172
Photographie 9 Espaces de participation sociale dans la ville de Parla (2009-2010).....	174
Photographie 10 Annonces des professionnels des processus de régularisations (2009-2010).....	215
Photographie 11 Petites annonces pour demandes d'emploi, Parla (2009).....	237
Photographie 12 Petites annonces pour demandes d'emploi dans le secteur du soin, Parla (2009)....	238
Photographie 13 Petites annonces pour des offres d'emploi, Parla (2009)	239
Photographie 14 Médiateurs interculturels, originaires de Colombie, d'Italie et de République Démocratique du Congo, collaborant avec les services de santé de la Mairie de Parla, lors d'une journée de travail interne (2010)	241
Photographie 15 Références sportives et touristiques, renvoyant au pays d'origine dans un restaurant péruvien (2010)	243
Photographie 16 Petites annonces pour des collocations, Parla (2009-2010)	252

Photographie 17 Petites annonces pour des collocations, Parla (2009).....	252
Photographie 18 Manifestations religieuses organisées par des migrants d'Equateur et d'Angola (2009-2010).....	260
Photographie 19 Espaces de tensions et de rapprochement dans la ville de Parla (2009).....	261
Photographie 20 Initiatives de l'administration régionale et du gouvernement central pour promouvoir l'économie locale (2009).....	272
Photographie 21 Initiatives publiques et privées pour promouvoir l'emploi des « immigrés » (2010).....	275
Photographie 22 Initiatives privées pour promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes (2010).....	275
Photographie 23 Petites annonces faisant référence à la crise économique, affichées par des particuliers offrant différents services (2009).....	278
Photographie 24 Petits commerces proposant l'achat d'or, ayant fleuri durant les premières années de la crise économique (2009)	279

BIBLIOGRAPHIE

- AGER, Alastair, et STRANG, Alison (2004a), *The experience of integration: a qualitative study of refugee integration in the local communities of Pollokshaws and Islington*, UK Home Office Online Report 55/04.
- AGER, Alastair, et STRANG, Alison (2004b), *Indicators of integration: final report*, UK Home Office Development and Practice Report 28.
- AJA, Eliseo, ARANGO, Joaquín, et OLIVER Josep (dir.) (2010), *La inmigración en tiempos de crisis. Anuario de la inmigración en España (edición 2009)*, CIDOB, Diputació de Barcelona, Fundació Jaume Bofill, Fundació José Ortega y Gasset et Unicaja.
- AJA, Eliseo, ARANGO, Joaquín, et OLIVER Josep (dir.) (2011), *Inmigración y crisis económica: impactos actuales y perspectivas de futuro. Anuario de la inmigración en España (edición 2010)*, CIDOB, Diputació de Barcelona, Fundació Ortega-Marañón, Unicaja, Fundació ACSAR et Centro de Estudios Andaluces.
- AJA, Eliseo, ARANGO, Joaquín, et OLIVER Josep (dir.) (2012), *La hora de la integración. Anuario de Inmigración en España (edición 2011)*, CIDOB, Diputació de Barcelona et Fundació Ortega-Marañón.
- ALBA, Richard, et NEE, Victor (1997), "Rethinking assimilation theory for a new era of immigration", *International Migration Review*, 31, nº4.
- ALBA, Richard, et NEE, Victor (2003), *Remaking the American mainstream. Assimilation and Contemporary Immigration*, Cambridge, Massachusetts and London: Harvard University Press.
- APARICIO, Rosa, et TORNOS, Andrés (2001), *Estrategias y dificultades características en la integración social de los distintos colectivos de inmigrantes llegados a España*, Madrid: IMSERSO.
- ARANGO, Joaquín (2003), "Ciudadanía, Diversidad y Civismo", *Ciudadanía*, Barcelone: Fundació La Caixa.
- ARANGO, Joaquín (2004), "La inmigración en España a comienzos del siglo XXI", in Jesús Leal Maldonado (coord.), *Informe sobre la situación demográfica en España*, Fundación Fernando Abril Martorell.
- ARANGO, Joaquín (2005), "Derechos sociales, ciudadanía e integración", *Inmigración y derechos de ciudadanía. III Seminario Inmigración y Europa*, Barcelone: CIBOD.
- ARANGO, Joaquín (2007), "Las migraciones internacionales en un mundo globalizado", *Inmigrantes. El continente móvil*, Vanguardia Dossier nº 22.
- ARANGO, Joaquín et BREY, Elisa (2011), *Cities and Immigration: Integration and Social Cohesion*, Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico.
- ARBACI, Sonia (2006), *The residential insertion of immigrants in Europe: Patterns and Mechanisms in Southern European Cities*, Thèse de doctorat, The Bartlett School of planning, University College of London, Londres.

- ARBACI, Sonia (2008), “Hacia la construcción de un discurso sobre la inmigración en las ciudades del sur de Europa. La política urbanística y de vivienda como mecanismos estructurales de marginación étnica residencial”, *Revista del Centro de Política de Suelo y Valoraciones de la Universidad Politécnica de Cataluña y de la Red Temática Arquitectura, Ciudad y Medio Ambiente*, nº 8.
- ARIAS, Félix (2000), “Las periferias sociales: Los barrios desfavorecidos en las ciudades españolas”, *Documentación Social. Ciudades habitables y solidarias*, nº 119.
- BAILEY, Kenneth D. (1994), *Methods of Social Research*, Simon and Schuster.
- BARBULESCU, Roxana (2011), “Multiple Philosophies of Integration: Policies for immigrant integration in Spain and Italy”, *Conférence ECPR*, Reykjavik, Islande.
- BASTENIER, Albert (2008), « Pour une sociologie de l’ethnicité », lavedesidees.fr.
- BAUCHEMIN, Cris, et SIMON, Patrick (2008), *Enquête Trajectoires et Origines*, Institut National des Etudes Démographiques.
- BEAUD, Stéphane (2003), *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris : La Découverte.
- BEAUD, Stéphane, et WEBER, Florence (2003), *Guide de l’enquête de terrain*, Paris : La Découverte.
- BECK, Ulrich (2007), “Una desconocida cumple 50 años: la Unión Europea como proyecto cosmopolita”, *Migración e identidades culturales: España y Alemania en el contexto europeo actual*, Madrid: Institut Goethe.
- BECKER, Howard S. ([1963] 1985), *Outsiders*, Paris : Éditions Métailié.
- BERTOSSI, Christophe (2011), “National Models of Integration in Europe: A Comparative and critical analysis”, in *America Behavioral Scientist*, 55 (12).
- BLUMER, Herbert (1969), *Symbolic Interactionism: Perspective and Method*, Berkeley: University of California Press.
- BORJA, Jordi; et CASTELLS, Manuel (1998), *Local y global : La gestión de las ciudades en la era de la información*, Madrid: Taurus.
- BOUAMAMA, Saïd (2006), “Immigration, colonisation et domination: l’apport d’Abdelmalek Sayad”, *ContreTemps*, nº16.
- BOURDIEU, Pierre (1979), *La Distinction*, Paris : Éditions de Minuit.
- BOURDIEU, Pierre, CHAMBOREDON, Jean-Claude, et PASSERON, Jean-Claude (1968), *Le métier de sociologue : Préalables épistémologiques*, Paris : Mouton de Gruyter.
- BOURLANDI, Massimo ; BOUDON, Raymond ; CHERKAOUI, Mohamed ; et VALADE, Bernard (2005), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris : Presses Universitaires de France.
- BRION, Fabienne, et REA, Andrea (2008), “Inmigración, discriminación y delincuencia en Bélgica”, in Lorenzo Cachón (dir.) (2008), *Conflicto e inmigración: experiencias europeas*, Madrid: Observatorio de la Seguridad del Ayuntamiento de Madrid.

- BRUBAKER, William R. (1990), "Immigration, citizenship and the nation-state in France and Germany: A comparative historical analysis", *International Sociology*, vol. 5, nº 4.
- BRUBAKER, William R. (2001), "The Return of Assimilation? Changing perspectives on immigration and its sequels in France, Germany and the United States", *Ethnic and Racial Studies*, 24, nº4.
- CACHÓN, Lorenzo (2002), "La formación de la 'España inmigrante': mercado y ciudadanía", *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, nº97.
- CACHÓN, Lorenzo (2003), "La inmigración en España: los desafíos de la construcción de una nueva sociedad", *Revista Migraciones*, nº14.
- CACHÓN, Lorenzo (dir.) (2008a), *Conflictos e inmigración: experiencias en Europa*, Madrid: Observatorio de Seguridad del Ayuntamiento de Madrid.
- CACHÓN, Lorenzo (dir.) (2008b), *Convivencia, inmigración y conflictos: tres distritos madrileños desde las voces de los líderes de opinión*, Madrid: Observatorio de Seguridad del Ayuntamiento de Madrid.
- CACHÓN, Lorenzo (2008c), "La integración de y con los inmigrantes en España: debates teóricos, políticas y diversidad territorial", *Política y Sociedad*, vol. 45, nº1.
- CALAVITA, Kitty (2003), "A "reserve army of delinquents". The criminalization and economic punishment of immigrants in Spain", *Punishment & Society*, vol. 5, nº4.
- CAÏS, Jordi (2002), *Metodología del análisis comparativo*, Cuadernos metodológico 21, Madrid: Centro de Investigaciones Sociológicas.
- CALVO BUEZAS, Tomás (1993), *El crimen racista de Aravaca: crónica de una muerte anunciada*, Madrid: Editorial Popular. Jóvenes Contra la Intolerancia.
- CAMACHO, Javier, et TRABADA, Elías (2000), "La infraclase urbana: algunos perfiles de la exclusión social", *Documentación Social. Ciudades habitables y solidarias*, nº119.
- CASTELLS, Manuel (1977), *Ciudad, democracia y socialismo: La experiencia de las Asociaciones de vecinos en Madrid*, Madrid: Siglo XXI de España.
- CASTLES, Stephen; KORAC, Maja; VASTA, Ellie, et VERTOVEC, Steven (2002), *Integration: Mapping the Field*, Oxford: Centre on Migration, Policy, and Society, y Refugee Studies Centre.
- CASTLES, Stephen, et MILLER, Mark J. (2003), *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*, Palgrave.
- CEA D'ANCONA, María Ángeles (2002), "La medición de las actitudes ante la inmigración: Evaluación de los indicadores tradicionales de 'racismo'", *REIS*, nº99.
- CEA D'ANCONA, María Ángeles (2005), "La exteriorización de la xenofobia", *REIS*, nº 112.
- CEA D'ANCONA, María Ángeles (2009), "Filiaciones y fobias ante la imagen poliédrica cambiante de la inmigración: Claves en la comprensión del racismo y la xenofobia", *Revista del Ministerio de Trabajo e Inmigración*, nº80.
- CEBOLLA BOADO, Héctor, et GONZÁLEZ FERRER, Amparo (2008), *La inmigración en*

- España (2000-2007). De la gestión de flujos a la integración de los inmigrantes*, Madrid: Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- CEBOLLA BOADO, Héctor, et GONZÁLEZ FERRER, Amparo (2013), *Inmigración. ¿Integración sin modelo?*, Madrid: Alianza Editorial.
- CHAMBOREDON, Jean-Claude, et LEMAIRE, Madeleine (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, XI.
- CHARMES, Éric (2009), *Pour une approche critique de la mixité sociale. Redistribuer les populations ou les ressources ?*, laviedesidées.fr.
- COLLER, Xavier (2005), *Estudio de caso*, Cuadernos metodológico 30, Madrid: Centro de Investigaciones Sociológicas.
- COMMISSION EUROPÉENNE, (1997), *Measurements and indicators of integration*, Strasbourg: Council of Europe Publishing.
- COMUNIDAD AUTÓNOMA DE MADRID (2004), *Plan Madrid de Convivencia Social e Intercultural (2004-2007)*, Madrid: Área de Gobierno de Empleo y Servicios a la Ciudadanía.
- CORTÉS ALCALÁ, Luis; MENÉNDEZ GARCÍA, María Victoria; et NAVARRETE RUIZ, Jimena (2004), “La vivienda como factor de integración social de los inmigrantes”, *Documentación Social: Revista de Estudios Sociales y Sociología Aplicada*, nº 132.
- DASSETTO, F. (1990), “Pour une théorie des cycles migratoires”, in A. Bastenier y F. Dassetto, *Inmigrations et nouveaux pluralismes. Une confrontation de sociétés*, Bruxelles: De Boeck-Wesmael.
- DE PRADA, Miguel Ángel (2008), “Inmigración extranjera en la Comunidad de Madrid: Consolidación del hecho social migratorio y emergencia de un modelo de gestión de la diversidad”, *Política y Sociedad*, vol. 45, nº1.
- DOMÍNGUEZ, Marta (2006), “Identidad, ciudadanía e inmigrantes en las ciudades en el marco de la globalización”, in Javier Encinas et Manuel Montañés Serrano (coord.), *Construyendo colectivamente, la convivencia en la diversidad. Los retos de la inmigración*, Séville: Atrapasueños.
- DOMÍNGUEZ, Marta, et BREY, Elisa (2010), “Los retos de la inmigración en España: Análisis comparativo de los discursos de la administración y la población inmigrante”, *Revista del Ministerio de Trabajo e Inmigración*, nº85, Serie Migraciones Internacionales, nº2.
- ENTZINGER, Han; et BIEZEVELD, Renske (2003), *Benchmarking in immigrant integration*, Commission Européenne.
- ESEVERRI MAYER, Cecilia (2008), “La revuelta urbana de los hijos de inmigrantes en Francia”, in Lorenzo Cachón (dir.), *Conflictos e inmigración: experiencias en Europa*, Madrid: Observatorio de Seguridad del Ayuntamiento de Madrid.
- FAIST, Thomas (1997), “The Crucial Meso-level”, in Thomas Hammar, Grete Brochmann, Kristof Tamas, Thomas Faist (eds.), *International Migration, Immobility and*

Development, Oxford: Berg.

FAVELL, Adrian (2001), *Philosophies of Integration: Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*, New York: Palgrave.

FAVELL, Adrian (2003), "Integration nations: The Nation State and Research on Immigrants in Western Europe", *Comparative Social Research*, n°22.

FINOTELLI, Claudia (2007), *Norte y Sur en Europa: ¿Mito o realidad? Inmigrantes irregulares en Italia y en Alemania*, Conférence à l'Université Complutense de Madrid.

FINOTELLI, Claudia (2012), "Looking East? Immigration to Spain in the light of the visa policy", in Batory Foundation (ed.), *Migrations from Eastern European countries to the European Union in the context of visa policy*, Warsaw.

FINOTELLI, Claudia, et MICHALOWSKI, I. (2012), "The heuristic potential of models of citizenship and immigrant integration reviewed", *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 10:3.

FIX, M., MCHUGH, M., MATTEO TERRAZAS, A., et LAGLAGARON, L. (2008), *Los Angeles on the leading edge. Immigrant integration indicators and their policy implications*, Migration Policy Institute.

GARCÍA CANCLINI, Néstor, CASTELLANOS, Alejandro, et MANTECÓN, Ana Rosas (1996), *La ciudad de los viajeros. Travesías e imaginarios urbanos: México 1940-2000*, México: Editorial Grijalbo.

GIL, Sandra (2006), *Las argucias de la integración. Construcción nacional y gobierno de lo social a través de las políticas de integración de inmigrantes. Los casos de Cataluña y Madrid*, Thèse de Doctorat, Département de Sociologie III (Changement Social), Faculté de Science Politique et Sociologie, Université Complutense de Madrid.

GIMÉNEZ ROMERO, Carlos (2003), « Pluralismo, multiculturalismo e interculturalidad », *Educación y futuro: revista de investigación aplicada y experiencias educativas*, n°8.

GINER, Salvador, LAMO DE ESPINOSA, Emilio, et TORRES, Cristóbal (eds.) (2002), *Diccionario de Sociología*, Madrid: Alianza Editorial.

GLAZER, Nathan, et MOYNIHAN, Daniel (1963), *Beyond the Melting Pot. The Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italian and Irish of New York City*, Cambridge: MIT Press.

GOFFMAN, Erving (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris : Les Editions de Minuit.

GORDON, Milton (1964), *Assimilation in American Life. The role of Race, Religion and National Origin*, New York: Oxford University Press.

GUARNIZO E. L., PORTES A., et HALLER, W. (2003), "Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants", *American Journal of Sociology*, vol. 108, n°6.

GUASCH, Oscar (2002), *Observación participante*, Cuadernos metodológico 20, Madrid: Centro de Investigaciones Sociológicas.

HAMMAR, Thomas (1994), *Democracy and the Nation State: aliens, denizens and citizens in*

a world of international migration, Aldershot: Avebury.

HAUT CONSEIL À L'INTÉGRATION (2007), *Les indicateurs de l'intégration. Statistiques ethniques, enquêtes sur les patronymes, mesure de la diversité, baromètre de l'intégration*, Avis à Monsieur le Premier ministre. En ligne.

HECKMANN, Friedrich, SCHNAPPER, Dominique, PENN, Roger, et PENNINX, Rinus (dir.) (2001), *Effectiveness of National Integration Strategies towards Second Generation Migrant Youth in a Comparative European Perspective* (EFFNATIS), Rapport final. En ligne.

HECKMANN, Friedrich; et SCHNAPPER, Dominique (eds.) (2003), *The Integration of Immigrants in European Societies: National Differences and Trends of Convergence*, Stuttgart: Lucius and Lucius.

HELLY, Denyse (1996), "El multiculturalismo canadiense: 1971-1995", Conférence, VI Congreso Internacional de la Asociación Española de Estudios Canadienses, *Identidad y Diferencia: la creación de las identidades y la gestión de las diferencias*, Sitges.

HUNTINGTON, Samuel (2004), *¿Quiénes somos?: Los desafíos a la identidad nacional estadounidense*, Barcelone: Paídos.

IZQUIERDO ESCRIBANO, Antonio, et LÉON-ALFONSO, Sandra (2008), "La inmigración hacia dentro: argumentos sobre la necesidad de la coordinación de las políticas de inmigración en un Estado multinivel", *Política y Sociedad*, vol. 45, n°1.

JOLY, Danièle (1987), *Making a place for Islam in British Society: Muslims in Birmingham*, Research Papers in Ethnic Relations, n°4, Centre for Research in Ethnic Relations, Warwick University.

JOLY, Danièle (2007), *L'Émeute, ce que la France peut apprendre du Royaume-Uni*, Paris : Éditions Denoël.

KEJZAR, Barbara (2007), "The implications of dual citizenship for integration processes in receiving societies", Conférence, IV Challenge Training School. *Integration, Immigration & Citizenship*, CEPS : Bruxelles.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE (2005), *La Politique d'Immigration*, Dossier Politique Publique. En ligne.

LANDEKER, Werner (1950-1951), "Types of Integration and Measurement", *American Journal of Sociology*, n°56.

LAPEYRONNIE, Didier (2008), *Ghetto urbain, ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris: Robert Laffon.

LEAL, Jesús, et BREY, Elisa (2006), « Mixité sociale et ségrégation urbaine en Espagne: Processus et politiques mises en place » (Volume 3 : l'Espagne), in J. C. Driant, F. Drosso, M. P. Lefeuvre, C. Lelévrier (coord.), *La mixité sociale : une référence européenne partagée ? Comparaison européenne à partir de la référence française*, Centre de Recherche Espace, Transports, Environnement et Institutions Locales (CRETEIL), Université Paris XII, Val de Marne.

LEAL, Jesús, et DOMÍNGUEZ, Marta (2008), "Transformaciones económicas y segregación

- social en Madrid”, *Ciudad y Territorio, Estudios Territoriales*, XL (158).
- LEMIEUX, Vincent (1999), *Les Réseaux d’acteurs sociaux*, Paris : Presses universitaires de France.
- LENOIR, Rémi (1993), “Objeto sociológico y problema social”, in Patrick Champagne, Rémi Lenoir, Dominique Merllié, et Louis Pinto, *Iniciación a la práctica sociológica*, Madrid: Siglo XXI.
- LESNÉ, Maud, et SIMON, Patrick (2011), « La mesure des discriminations dans l’enquête « Trajectoires et Origines » », *Document de travail n°184*, INED.
- LIGHT, Ivan (2007), “How Los Angeles deflected Mexican immigrants to the American heartland”, *Migration Information Source*, Migration Policy Institute.
- LOGAN, John R. (2006), “Variations in Immigrant Incorporation in the Neighborhoods of Amsterdam”, *International Journal of Urban and Regional Research*, Volume 30, n°3.
- LÓPEZ SALA, Ana María (2005), *Inmigrantes y Estados: la respuesta política ante la cuestión migratoria*, Rubí (Barcelone): Anthropos Editorial.
- MARCU, Silvia (2009), “Del este al oeste. La migración de rumanos en la Unión Europea: Evolución y características”, *Migraciones Internacionales*, vol. 5, n° 1.
- MARSHALL, T. H. (1977), *Class, Citizenship and Social Development*, Chicago et Londres: University of Chicago.
- MARSHALL, T. H., et BOTTOMORE, T. (1998), *Ciudadanía y clase social*, Madrid: Alianza.
- MARTÍN, Alberto (2009), *Les étrangers en Espagne: la file d’attente devant les bureaux de l’immigration*, Paris : L’Harmattan.
- MARTIN, Philips (2007), “Creación y recreación de Estados Unidos”, *Inmigrantes. El continente móvil*, Vanguardia Dossier n° 22.
- MARTÍNEZ, Almudena ; et LEAL, Jesús (2008), “La segregación residencial, un indicador espacial confuso en la representación de la problemática residencial de los inmigrantes económicos: El caso de Madrid”, *Revista del Centro de Política de Suelo y Valoraciones de la Universidad Politécnica de Cataluña y de la Red Temática Arquitectura, Ciudad y Medio Ambiente*, n° 8.
- MARTINIELLO, Marco (1992), *Leadership et pouvoir dans les communautés d’origine immigrée*, Paris : L’Harmattan.
- MARTINIELLO, Marco (1995), « Philosophies de l’intégration en Belgique », *Revue Homme et Migrations*, n°1193.
- MARTINIELLO, Marco, et PIQUARD, Brigitte (eds.) (2002), *Diversity in the city*, Bilbao: Universidad de Deusto.
- MARTINIELLO, Marco, REA, Andrea, et DASSETTO, Felice (eds.) (2007), *Immigration et intégration en Belgique francophone: état des savoirs*, Louvain-la-Neuve: Bruylant-Academia.

- MARTINIELLO, M., REA, A., TIMMERMAN C., et WETS, J. (dir.) (2010), *Nouvelles migrations et nouveaux migrants en Belgique*, Gent : Academia Press.
- MARTINIELLO, Marco, et REA, Andrea (2011), « Des flux migratoires aux carrières migratoires », *SociologieS*, Dossiers, Migrations, pluralisation et ethnicisation des sociétés contemporaines.
- MARTINIELLO, Marco (2011), “Immigrant Integration in Federations: the Belgian case”, Conférence, Bruxelles, 28-29 novembre 2011.
- MARTINIELLO, Marco, et REA, Andrea (2014), “The concept of migratory careers: Elements for a new theoretical perspective of contemporary human mobility”, *Current Sociology*, Vol. 62 (7).
- MASCLET, Olivier (2006), *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris : La Dispute.
- MASSEY, Douglas (2007), *Categorically Unequal. The American Stratification System*, New York NY: Russel Sage Foundation.
- MASSEY, Douglas (2009), “¿Muros o puentes? Visiones alternativas de la integración regional en Norteamérica y Europa”, Conférence, Fundación Areces, Madrid.
- MAUSS, Marcel (2010), *Sociologie et anthropologie*, Paris: Presses Universitaires de France.
- MBODJ, Gora (2006), *La inmigración senegalesa*, Conférence à l’Université Complutense de Madrid.
- MICHALOWSKI, Ines (2007), *Devoir de l’immigré? Devoir de l’Etat? La politique d’intégration en France, Allemagne et aux Pays-Bas*, Thèse de Doctorat, Paris: Institut d’Etudes Politiques.
- MILLS, Charles Wright (2006), *L’imagination sociologique*, Paris: La Découverte.
- MINISTERIO DE TRABAJO Y ASUNTOS SOCIALES, *I3. Indicadores de integración de inmigrantes. Propuestas para contribuir a la elaboración de un sistema de indicadores comunes de la integración*.
- MINISTERIO DE TRABAJO Y ASUNTOS SOCIALES, *Plan Estratégico de Ciudadanía e Integración (2007-2010)*, Madrid: Dirección General de Integración de los Inmigrantes.
- MOURAO PERMOSER, Julia, et ROSENBERGER, Sieglinde (2007), “Social and political integration versus religious citizenship: the case of Austria”, Conférence, *IV Challenge Training School. Integration, Immigration & Citizenship*, CEPS, Bruxelles.
- MULGAN, Geoff (2009), “Feedback and belonging: Explaining the dynamics of diversity”, *Migration Information Source*, Migration Policy Institute.
- MUSTERD, Sako (2003), “Segregation and integration: a contested relationship”, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 29, n°4.
- NIETO, Gladys (2003), “Overseas chinese associations building up a national identity, specific cases in Spain”, in Leila Fernández-Stembridge et Tatiana Fisac (eds.), *China Today. Economic reforms, social cohesion and collective identities*, London et New York: Routhledge Curzon, Taylor & Francis Group.

- NOIRIEL, Gérard (2007), *A quoi sert « l'identité nationale »*, Marseille : Agone.
- PAJARES, Miguel (2005), *La integración ciudadana: una perspectiva para la inmigración*, Barcelone: Icarías.
- PARK R., et BURGESS E. (1921), *Introduction to the science of sociology*, Chicago: University of Chicago Press.
- PAPADEMETRIOU, Demetrios (2003), "Policy considerations for immigrant integration", *Migration Information Source*, Migration Policy Institute.
- PAPADEMETRIOU, Demetrios; SUMPTION, Madeleine; et SOMERVILLE, Will (2009), "Migration and the economic downturn: what to expect in the European Union", *Transatlantic Council on Migration*.
- PAPADEMETRIOU, Demetrios; et TERRAZAS, Aaron (2009), "Immigrants in the United States and the current economic crisis", *Migration Information Source*, Migration Policy Institute.
- PARRA, José Francisco (2006), "Transmigrantes *denizens*: exclusión política y migración internacional", *Circunstancia*, nº10.
- PÉCOUD, A. (2004), « Réseaux, ethnicité et institutions dans les économies immigrées », *Hommes et Migrations*, nº1250.
- PENNINX, Rinnus (1996), « Immigration, minorities policy and multiculturalism in Dutch society since 1960 », in R. Bauböck, A. Heller et A. Zolberg (comps.), *The challenge of diversity: integration and pluralism in societies of immigration*, Aldershot: Avebury.
- PENNINX, Rinnus (2007), "Las vicisitudes de las políticas de integración holandesas", *Inmigrantes. El continente móvil*, Vanguardia Dossier nº 22.
- PENNINX, Rinus, KRAAL, Karen, MARTINIELLO, Marco, et VERTOVEC, Steven (eds.) (2004), *Citizenship in European cities. Immigrants, local politics and integration policies*, Aldershot: Ashgate.
- PENNINX, Rinnus, et MARTINIELLO, Marco (2006), "Integration Processes and (local) Policies: State of the Art and Lessons", *REIS*, nº116.
- PORTES, Alejandro, et ZHOU, Min (1993), "The New Second Generation: Segmented Assimilation and its Variants", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, nº530.
- PORTES, Alejandro, et DEWIND, Josh (eds.) (2007), *Rethinking migration. New Theoretical and Empirical Perspectives*, New York: Berghahn Books.
- PORTES, Alejandro, ESCOBAR, Cristina et ARAMA, Renelinda (2008), "¿Lealtades divididas o convergentes? Informe sobre la incorporación política de inmigrantes latinoamericanos en los Estados Unidos", in Carlota Solé, Sonia Parella et Leonardo Cavalcanti (coord.), *Nuevos retos del transnacionalismo en el estudio de las migraciones*, Documento del Observatorio Permanente de las Migraciones nº 19, Ministerio de Trabajo e Inmigración.
- PORTES, Alejandro, APARICIO, Rosa, HALLER, William et VICKSTROM, Erik (2011),

- “Progresar en Madrid: aspiraciones y expectativas de la segunda generación en España”, in REIS, 134.
- RAY, Brian (2003), “The role of cities in immigrant integration”, *Migration Information Source*, Migration Policy Institute.
- REINSCH, Peter (2001), *Measuring migrant integration. Diversity in a European city*, Aldershot: Ashgate.
- REITZ, Jeffrey (2007), “¿Puede ofrecer a Europa lecciones la experiencia canadiense?”, *Inmigrantes. El continente móvil*, Vanguardia Dossier nº 22.
- REA, Andrea, et TRIPIER, Maryse (2003), *Sociologie de l’immigration*, Paris: La Découverte.
- REX, John (1991), *Ethnic identity and ethnic mobilisation in Britain*, Monographs in Ethnic relations, nº5, Centre for Research in Ethnic Relations, Warwick University.
- REX, John (2001), “The basic elements of a systematic theory of ethnic relations”, *Sociological Research Online*, vol. 6, nº 2.
- REYNERI, Emilio (2003), “Immigration and the Underground Economy in New Receiving South European Countries: Mainfold Negative Effects, Mainfold Deep-rooted Causes”, *International Review of Sociology*, vol. 13, nº 1.
- RICHARD, Jean-Luc (2008), *Statistiques ethniques et citoyenneté*, laviedesidées.fr.
- SAFI, Mirna (2007), *Le devenir des immigrés en France. Barrières et inégalités*, Thèse de Doctorat, Paris: EHESS.
- SÁNCHEZ ROMERO, Blanca (2011), “La política migratoria en España. Un análisis de largo plazo”, *Revista Internacional de Sociología (RIS)*, 1: 243-268.
- SANTAMARÍA, Enrique (2002), *La incógnita del extraño*, Barcelone: Anthropos Rubi.
- SAYAD, Abdelmalek (1999), *La double absence. Des illusions de l’émigré aux souffrances de l’immigré*, Paris: Le Seuil.
- SCHNAPPER, Dominique (2007), *Qu’est-ce-que l’intégration?*, Paris : Gallimard.
- SIMMEL, George (1927), “Digresión sobre el extranjero”, *Biblioteca de la Revista de Occidente. Sociología 2. Estudios sobre las formas de socialización*, Biblioteca de la Revista de Occidente, 1977.
- SIMON, Patrick (2000), “The mosaic pattern: cohabitation between ethnic groups in Belleville, Paris”, in Sophie Body-Gendrot et Marco Martiniello (eds.), *Minorities in European Cities: the Dynamics of Social Integration and Social Exclusion at the Neighbourhood Level*, London: Macmillan.
- SIMON, Patrick (2002), “When de-segregation produces stigmatisation: ethnic minorities and urban policies in France”, in Marco Martiniello et Brigitte Piquard, (eds.) (2002), *Diversity in the city*, Bilbao: Universidad de Deusto.
- SOLÉ, Carlota (1981), *La integración social de los inmigrantes en Cataluña*, Madrid: Centro de Investigaciones Sociológicas.

- SOYSAL, Yasemin (1994), *Limits of citizenship. Migrants and Postnational Membership in Europe*, Chicago et Londres: The University of Chicago.
- SPENCER, Sarah, et COOPER, Betsy (2006), *Social Integration of Migrants in Europe: A Review of the European Literature 2000 – 2006*, COMPAS.
- SPIRE, Alexis (2008), *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Paris: Raison d'Agir.
- STEPICK, Alex, et DUTTON STEPICK, Carol (2009), "The complexities and confusions of segmented assimilation", in Maurice Crul et Jens Schneider (eds.), *Ethnic and racial studies*, Special Issue.
- TELLES, Edward E., et ORTIZ, V. (2008), *Generations of exclusion. Mexican Americans, Assimilation, and Race*, New York: Russell Sage Foundation.
- THOMAS W., et ZNANIECKI F. (1927), *The polish peasant in Europe and America*, University of Illinois Press.
- VANKATESH, Sudhir (2008), *Gang leader for a day. A rogue sociologist takes to the street*, Penguin Group (Etats-Unis).
- VERMEULEN, Floris (2007), *How to tackle ethnic diversity at the local level: examples from policy practitioners in Amsterdam and Berlin*, IMISCOE Policy Brief 4.
- VERTOVEC, Steven (2007), "Super-diversity and its implications", *Ethnic and racial studies*, vol. 20, n° 6.
- WACQUANT, Louis (2007), *Parias urbains. Ghetto, Banlieues, État*, Paris: La Découverte.
- WALLERSTEIN, Immanuel (2005), *Análisis del Sistema-Mundo: Una introducción*, México: Siglo XXI.
- WARNER, W., et SROLE, L. (1945), *The social system of American ethnic groups*, New Haven: Yale University Press.
- WEIL, Patrick (2008), *Liberté, égalité, discriminations. L'« identité nationale » au regard de l'histoire*, Gallimard.
- WESTIN, C. (1995), « Equality, freedom of choice and partnership: Multicultural policy in Sweden », in J. Dancy (comp.), *Cultural pluralism in Europe*, Stockholm: CEIFO.
- WHYTE, William F. (1993), *Street corner society: The social structure of an Italian slum*, Chicago: Chicago University Press.
- WIHTOL DE WENDEN, Catherine; BOURGOINT, Julie; et SALVIONI, Elisabetta (2008), *Mesurer l'intégration. Le cas de la France. Index territorial d'insertion socio-économique des nationaux de pays tiers. Rapport final. Projet de recherche transnational MITI Migrants' Integration Territorial Index*, CERI et Commission Européenne.
- ZOLBERG, A. (1989), "The Next Waves: Migration Theory for a Changing World", en *International Migration Review*, 23, n°3.
- ZUBERO, Imanol (2004), "¿Qué significa integrarse? De la integración como fin a la

integración como proceso”, *Documentación Social*, nº132.

ABSTRACT IN ENGLISH

In Europe, the experience of Spain is relatively recent as a receiving country for international migration. At the end of the eighties, the increase and the diversification of international migration indicate the beginning of a new period during the Spanish history of migration. While the foreign population only represented 750.000 persons in 1999, ten years later, in 2008, the foreign population reached 5.2 million of persons (Source: Municipal Registers). At the beginning of the period, international migration came mainly from North-Western Europe, some Latin-American countries and Morocco. Increasingly, a process of diversification has taken place. In the Spanish context, the *prodigious decade* of immigration started from the end of the nineties. During this period, the Spanish economy was growing, until the first moments of the economic crisis, during the years 2007-2008 (Arango 2004 ; Aja, Arango and Oliver 2010).

In Spain, during the prodigious decade of immigration, international migration were tolerated and sometimes promoted by the central government. The immediate needs of the labour market were still the main explanatory factor for migration, with no clear definition of migration policies on the long term (López Sala 2005 ; Sánchez Romero 2011). The arrival of labour forces is perceived in a relatively positive way, considering its contribution to the economic growth, the balance of social security system and retirement plans. From years 2007-2008, the impact of the economic crisis brutally interrupted the economic growth in Spain. It became especially visible through the increase of unemployment, the destruction of jobs, and the increase of inequalities. The effects can be observed with more intensity among some sectors of the economy and some groups of the society. Migrant workers were especially affected by changes, not only in the labour market, but also considering their situation in the housing market, their migration strategies and policies towards them. IN this new context, the Spanish central government gave priority to instruments whose aim was the voluntary or humanitarian return of migrants to their home country. The relation between international migrations and the needs of the labour market became more visible.

In this context, which are the concrete experiences of migrants? The main goal of this work is to answer in the more precise possible way to the following answer: which is the dynamic, in

terms of diversity of change, of the migratory careers of adult migrants who have settled in the outskirts of the metropolitan area of Madrid? The context of those migratory careers changes. This change is especially visible when the moment of the arrival is compared to the following period, and when the economic growth is compared to the economic crisis. The evolution of the migratory careers also depends of the effects of networks and the characteristics of social actors.

According to the concept proposed by Martiniello et Rea (2011 and 2014), in relation to the Belgium context, the notion of migratory careers will be adopted to analyse the experiences of adult migrants, through a case study conducted in the city of Parla, located in the outskirts of Madrid. The metropolitan area of Madrid is one of the main receiving contexts of migrants in Spain, due to the opportunities for work and the role of networks. In the city of Parla, the foreign population represents around 25% of the local population, and it shows especial diversity in terms of national origins. With regards to the socioeconomic characteristics of Parla, the average income and the educational level of the local population are lower than the regional average. In this framework, the dimensions and the explanatory factors of the migratory careers will be considered. In a more concrete way, this research will analyse the dynamic, in terms of diversity and change, of the migratory careers of adult migrants with regards to the following aspects: reasons for migration and administrative procedure for a regular resident permit, experiences in the labour and the housing markets.

To complete the main goal of this work, a typology of migratory careers will be proposed, according to two dimensions : the relation of individuals with the State, and the type of social relations between individuals. This distinction refers to the differentiation established by Arango (2005) between the political and social dimensions of citizenship. According to the first dimension, the migratory careers can be distinguished depending on the degree of regularity to have access to a resident permit, work or housing. So a first distinction will be established between regular and informal migratory careers. Informality does not mean illegality but absence of regulation from the State. This absence of regulation from public authorities does not only have consequences in the administrative situation of migrants, but also in their work and housing conditions. On the second hand, migratory careers will be defined depending on the type of networks in which migrants participate. So migrants can participate in networks on the logic of society, when social relations are exclusively regulated by a contract, with no intervention of emotions or common belonging feelings. On the contrary, networks will be considered to depend on the logic of community, when social

relations are based on trust and proximity. The distinction proposed by Weber on community and society based interactions is a basic reference to define this second dimension, although the content of this classification does not exactly adopt the ideal-types of Weber.

To analyse the results of the research, a central hypothesis will be proposed, according to which the diversity of migratory careers should be explained by the common action of three types of explanatory factors: the institutional and structural characteristics of context, the specific characteristics of social actors and the networks in which they participate. On the other hand, three secondary aims will complete the main goal of this research. The first secondary aim is to analyse the influence of national origins to explain the differences between migratory careers. For this reasons, interviews and observations have been conducted with adult migrants from Romania, Moroccan, the countries of the Andean Community (Colombia, Ecuador, Bolivia and Peru), and Sub-Saharan Africa. Migrant groups have been selected according to their numbers and the collective characteristics, considering the moment of migration to Spain and some aspects of the migratory regime of Spain, which is not the same depending on the nationality of foreign citizens.

Another secondary aim is to verify the role of the State, through the incidence of integration policies implemented by public authorities, at the level of the local, regional and central government. For this reason, interviews have been conducted with specific local services and the main administrative documents have been analysed in a comparative way. At last, another secondary aim is to analyse the impact of the economic crisis on the migratory careers of adult migrants in the city of Parla. While the economic crisis has started during years 2007-2008, the fieldwork has been mainly conducted during year 2009-2010. Although the Spanish economy thus experiments the first consequences of the recession, Parla is the city of the metropolitan area of Madrid where the average income per inhabitant is lower, and the economic changes can be observed before, and in a more visible way, among the most vulnerable population groups. On the other hand, the available statistics indicate that migrants are more severely affected by job destruction, in comparison to non-migrants (Source: Labour Force Survey, National Institute for Statistics). In the framework of this research, the analysis of the (first) effects of the economic crisis is thus another priority.

In the first part of this research, the concepts and the methods will be presented. In the first chapter, different approaches on the notion of integration will be presented. Then, the adoption of the notion of migratory careers will be explained in order to analyse the

experiences of adult migrants in the city of Parla. In the second chapter, the main steps of the fieldwork will be presented in relation to: the selection of migrant groups, the local context, and the social actors with who interviews and observations have been conducted; the interactions between the researcher and the social actors during the fieldwork; the analysis of data after the fieldwork. The second part of the research will discuss on the integration policies at the local, regional and central level of the government, while considering the access of users to local public services, and the role of local associations in the city of Parla. In the third chapter, the integration policies will be analysed at the central and regional levels. In the fourth chapter, the specific initiatives implemented by the City Council of Parla will be analysed, together with the role of local associations, during years 1990 and 2000. At last, the third part of this research will deal with the dynamic of migratory careers, in relation to the administrative situation of adult migrants (Chapter V), their experiences in the labour and the housing market (Chapter VI) and the impact of the economic crisis (Chapter VII).

RESUMEN EN ESPAÑOL

En Europa, la experiencia de España es relativamente reciente como sociedad de acogida de flujos migratorios internacionales. A finales de los años ochenta, el aumento y la diversificación de estos flujos marcan el comienzo de una nueva etapa dentro de la historia migratoria española. Mientras que la población extranjera solamente representaba 750.000 personas en 1999, diez años más tarde, en 2008, agrupaba 5,2 millones de personas, según los datos inscritos en el padrón municipal. En un primer momento, las migraciones procedían principalmente del noroeste europeo, de algunos países latinoamericanos, afectados por dictaduras, y de Marruecos. Más adelante, un proceso de diversificación fue observándose a medida que las migraciones internacionales fueron aumentando desde un mayor número de países de América Latina y del Caribe, de África subsahariana, del este de Europa y de Asia. En el contexto español, la *década prodigiosa* de la inmigración comienza desde el fin de los años noventa. Esta etapa coincide en el tiempo con un periodo de crecimiento económico, que se prolonga hasta la irrupción de la crisis económica, desde los años 2007-2008 (Arango 2004 ; Aja, Arango y Oliver 2010).

En el contexto español, durante la *década prodigiosa* de la inmigración, los flujos migratorios son tolerados y ocasionalmente promovidos por el gobierno central. Las necesidades inmediatas del mercado de trabajo siguen siendo el principal motor que explica las migraciones, sin que una política migratoria sea claramente definida a largo plazo (López Sala 2005 ; Sánchez Romero 2011). La llegada de mano de obra se percibe de forma relativamente positiva, dado que contribuye al crecimiento económico, el equilibrio del sistema de cotización de la seguridad social y de los planes de jubilación. Desde los años 2007-2008, el impacto de la crisis económica se hace notar brutalmente en España, sobre todo a través del crecimiento del paro, la destrucción continua de empleo y el aumento de las desigualdades. Los efectos se observan con especial fuerza dentro de algunos sectores económicos, y para algunos grupos sociales. Los trabajadores migrantes son especialmente afectados por los cambios, no solamente en el ámbito laboral, pero también considerando su situación en el mercado de la vivienda, las estrategias migratorias y las políticas que les afectan. En este nuevo contexto, el gobierno español da la prioridad a los instrumentos cuyo objetivo es el retorno voluntario o humanitario de los migrantes a sus países de origen. Como en los países

del norte de Europa después de la crisis de los años 1970, la relación entre migraciones internacionales y necesidades del mercado de trabajo se confirman así de forma particularmente visible.

Sin embargo, más allá de las perspectivas de los poderes públicos y de la sociedad de acogida, acerca de las migraciones internacionales, ¿cómo se desarrollan las experiencias concretas de los migrantes en el contexto español? El objetivo principal del presente trabajo es responder con la mayor precisión posible a la pregunta siguiente: ¿cómo se articula la dinámica, en términos de diversidad y de cambio, de las *carreras migratorias* de los migrantes adultos instalados en la periferia urbana y social del área metropolitana madrileña? De hecho, el contexto de estas carreras migratorias cambia, particularmente en el momento de la llegada a España, y después cuando la economía española pasa del crecimiento a la crisis. La dinámica de estas *carreras migratorias* depende también del efecto de las redes en las cuales participan los actores, y de las características particulares de estos mismos actores. Así, las carreras migratorias se explican por el entramado de factores que actúan de los niveles macro, micro y meso de la realidad social.

Adoptando la noción propuesta por Martiniello et Rea (2011 y 2014), en referencia al contexto belga, la noción de carrera migratoria será recogida para analizar las experiencias de los migrantes adultos, a través de un estudio de caso realizado en la ciudad de Parla, en la periferia urbana y social del sur de Madrid. El área metropolitana madrileña es uno de los principales contextos de recepción de los migrantes en España, principalmente debido a la afluencia de trabajo y el papel de las redes. En la ciudad de Parla, la población extranjera representa en torno a un cuarto de la población local, y es particularmente diversa en términos de nacionalidad. En cuanto a sus características socioeconómicas, se trata de una ciudad dormitorio, en la cual los ingresos medios y el nivel de educación se sitúan por debajo de la media regional. En este marco, el desarrollo, las dimensiones así como los factores explicativos de las carreras migratorias se tendrán en cuenta. Más concretamente, esta investigación analizará la dinámica, en términos de diversidad y de evolución, de las carreras migratorias de los migrantes adultos, en cuanto a los siguientes aspectos: motivos de la migración y regularización administrativa, experiencias en el mercado del trabajo y de la vivienda.

Para alcanzar el objetivo principal de este trabajo, una tipología de las carreras migratorias será propuesta, siguiendo dos dimensiones: la relación de los individuos con el Estado, y el

tipo de relaciones sociales entre los individuos. Esta distinción se inspira de la diferenciación establecida por Arango (2005) entre las dos dimensiones de la ciudadanía: la dimensión política, que considera los vínculos entre los individuos y el Estado; y la dimensión social, que considera los vínculos entre los individuos. Esta primera dimensión permite la distinción de las carreras migratorias en función de su grado de regularidad para acceder a un permiso de residencia, a un trabajo o una vivienda. De esta forma, las carreras migratorias se definen en función de su rasgo regular o informal. Algunas carreras adoptaran rasgos informales cuando se caractericen por una ausencia relativamente marcada de regulación por parte de los poderes públicos. Eso no quiere decir que las carreras informales adoptan rasgos ilegales (Capítulo VI). Por otro lado, la informalidad no se reduce a la irregularidad de la situación administrativa, pero se refiere a ciertas prácticas que tienen lugar en los mercados del trabajo y de la vivienda. La segunda dimensión permite distinguir las carreras migratorias en función de las redes en las que participan los migrantes. Así, los migrantes pueden movilizar redes de tipo societaria, en el caso de las relaciones sociales exclusivamente reguladas por un contrato, sin intervención de relaciones afectivas o de sentimientos de pertenencia común. Por el contrato, las redes serán calificadas de tipo comunitario, en el caso de las relaciones sociales basadas sobre la confianza y los lazos de proximidad (Capítulo I). La clasificación establecida por Weber sirve aquí de fuente de inspiración para la denominación de las categorías, sin que la correspondencia será exacta entre el contenido de los tipos ideales de Weber y en este investigación.

A partir del cruce de estas dos dimensiones (relaciones con el Estado, y relaciones entre los actores), cuatro categorías aparecen entonces, tales como: las carreras migratorias regulares o informales, para las cuales las relaciones sociales son del orden de la sociedad o de la comunidad (Tabla 1). Aquí, los vínculos del orden de la comunidad se establecen en función de tres tipos de vínculos principales: por un lado, unos vínculos basados en la proximidad nacional, lingüística, étnica y religiosa, es decir unos vínculos establecidos en la continuidad de la sociedad de origen; por otro lado, unos vínculos basados en la proximidad local, a nivel de vecindario, por ejemplo, es decir unos vínculos establecidos más estrictamente en el marco de la sociedad de acogida; y finalmente, los vínculos familiares. Dentro de esta investigación, las carreras migratorias regulares adoptarán rasgos del orden de la sociedad y la comunidad, independientemente del momento considerado (durante la llegada a España, la década prodigiosa o la crisis económica). Por el contrario, las carreras migratorias informales tenderán a funcionar según el orden de la sociedad, en tiempo de crecimiento económico

(Capítulo V), mientras que responden a la lógica del orden de la comunidad en tiempo de crisis económica (Capítulo VII).

Para analizar los resultados de la investigación, una hipótesis central será emitida, según la cual la diversidad de las carreras migratorias se explica por la acción conjunta de los tres tipos de factores, relativos a las características institucionales y estructurales del contexto, los rasgos específicos de los actores y las redes de las cuales participan. Entonces, la variación de las carreras migratorias será explicada en función del peso diferencial de estos tres tipos de factores principales. En función de la acción conjunta de los factores explicativos, diferentes tipos de carreras migratorias se irán configurando. Según esta aproximación, la situación de los migrantes en un momento determinado no puede, en ningún caso, considerarse como un resultado definitivo, pero más bien como una etapa que se atraviesa en un momento determinado, dentro de unas circunstancias concretas, marcadas por un cierto contexto espacio-temporal. Las carreras migratorias no pueden concebirse como un proceso lineal e inevitable, cuyo punto de llegada se explicaría en función de las expectativas de la sociedad de acogida en cuanto a la posición social de los migrantes (Capítulo I). Las idas y las venidas son posibles entre los tipos de carreras migratorias. Dentro de las dimensiones aquí consideradas (motivos de la migración y situación administrativa, trabajo y vivienda), este trabajo de investigación permitirá establecer una tipología para explicar el desarrollo y la variación de las carreras migratorias.

Los rasgos particulares de los actores actuarán a veces como factores explicativos, pero otras veces adoptarán el papel de variable dependiente. Por ejemplo, cuando la dinámica de la carrera migratoria será considerada en relación a la situación administrativa, esta misma situación administrativa aparece como la variable dependiente. Sin embargo, cuando la dinámica de las carreras migratorias será considerada en relación con el trabajo o el alojamiento, esta situación administrativa adoptará el papel de variable explicativa. El rol de las variables entonces dependerá de la dimensión analizada. La realidad social caracterizándose por un grado elevado de complejidad, es imposible reducir el rol de las variables únicamente en términos de factores explicativos o de variables dependientes. Es preciso especificar estas cuestiones para evitar los riesgos de razonamiento circular.

Por otro lado, tres objetivos secundarios completan el objetivo principal de análisis y explicación de la dinámica de las carreras migratorias, en términos de diversidad y de cambio. El primer objetivo secundario consistirá en verificar la pertinencia del factor nacional para

explicar las diferencias entre las carreras migratorias. Por ello, entrevistas y observaciones se realizaron con migrantes adultos procedentes de Rumanía, Marruecos, los países de la Comunidad Andina y África Subsahariana (Capítulo II et VI). Los grupos migrantes fueron seleccionados en función de su número y de sus características colectivas, considerando los tiempos de la migración y algunos aspectos del régimen migratorio de España, que varían según el país de nacionalidad de los migrantes (Capítulo II). Una vez comenzado el trabajo de campo, nuevos criterios aparecieron para justificar la selección de los grupos, tales como el número relativamente elevado de comercios y asociaciones específicos, o también el discurso de los representantes de la sociedad de acogida hacia los migrantes (Capítulo IV). La definición de los grupos no debería impedir que se considere la diversidad interna de cada una de las categorías finalmente adoptadas. De hecho, Stepick et Stepick (2008) advierten acerca de los límites de la reificación de la nacionalidad como factor explicativo.

El segundo objetivo secundario consiste en verificar el papel del Estado, a través de la incidencia de las políticas de integración implementadas por parte de los poderes públicos, a escala de gobierno local, regional y central. Para ello, se llevaron a cabo entrevistas con responsables de servicios municipales específicos y se analizaron de forma comparativa los principales documentos de trabajo disponibles (Capítulos III y IV). A lo largo de la presente investigación, las políticas se analizaron primero en términos de *filosofías públicas de la integración*, luego se puso de manifiesto la importancia de los vínculos entre políticas de integración y de inmigración. Al interrogar de forma explícita la incidencia de las políticas públicas, el objetivo es proteger esta investigación de las tentaciones normativas que revierte a menudo la noción de integración cuando se refiere en exclusiva a la situación de los migrantes, y no al conjunto de la sociedad de la cual forman parte desde el momento de su llegada.

Por último, el tercer objetivo secundario de esta investigación consiste en verificar el impacto de la crisis económica en las carreras migratorias de los migrantes adultos en la ciudad de Parla. Si bien los primeros indicadores de la crisis económica se observaron desde el tercer trimestre del año 2007, la mayoría de los datos del trabajo de campo fueron recogidos durante el curso académico 2009-2010 (Capítulo VII). Lo cierto es que la crisis no está sino comenzando; sin embargo, Parla es la ciudad del área metropolitana de Madrid con los ingresos medios por habitante más bajos (Capítulo VI), y los cambios económicos se observan antes y de forma más pronunciada entre los grupos de población más vulnerables. Por otro lado, los datos estadísticos indican que los migrantes se vieron afectados de forma

mucho más severa por la destrucción de empleo que los no migrantes (Fuente: EPA, INE). En el marco de investigación, parece especialmente justificado analizar entonces los (primeros) efectos de la crisis económica, a la hora de analizar las carreras migratorias de los migrantes adultos en Parla. La situación sería diferente para otro grupo social en otro contexto de recepción. Conviene aquí señalar que el estudio de caso de la presente investigación se desarrolla en un contexto espacio-temporal particular. Los resultados responden al criterio de representatividad analítica, pero no al criterio de representatividad estadística, que caracteriza por el contrario los estudios de tipo cuantitativo.

En la primera parte de este trabajo, los conceptos y los métodos serán formulados de forma precisa. En el primer capítulo, diferentes aproximaciones en torno de la noción de integración serán presentadas. Después, la adopción de la noción de carrera migratoria será justificada para analizar las experiencias de los migrantes adultos en la ciudad de Parla. La evolución de los debates sobre la integración social pondrá de relieve las divergencias entre la elaboración de este concepto en la tradición sociológica, en referencia al conjunto de la sociedad, y su utilización en la sociología de las migraciones en los Estados Unidos y Europa occidental, en cuanto a la situación de los migrantes, y en ocasiones también a sus descendientes. En otros casos, la noción de integración se utiliza en referencia a la formulación de políticas públicas, en términos de modelo o de filosofía. El análisis de la integración desde una mirada diferente pondrá de relieve la contradicción entre las aproximaciones de la micro y la macro sociología. Considerando las luces y las sombras de la noción de integración en referencia a la experiencia de los migrantes adultos, la problemática de investigación se ha formulado en nuevos términos, en torno a la noción de carrera migratoria, cuyo análisis y explicación constituyen el principal objetivo.

En el segundo capítulo, las principales etapas del trabajo de investigación se presentarán siguiendo el relato cronológico de los hechos. En primer lugar, se expondrán cuáles fueron las decisiones metodológicas realizadas antes de iniciar el trabajo de campo, en cuanto a los grupos migrantes, el contexto local, así como los actores y los espacios interrogados. Después, las interacciones entre el investigador y los actores del trabajo de campo recibirán comentarios, antes de exponer los métodos de análisis de los datos recogidos durante la investigación.

La segunda parte de la investigación se interroga acerca de las políticas de integración formuladas a nivel local, regional y central del gobierno, considerando también el acceso de

los usuarios a los servicios públicos municipales y el papel del tejido asociativo de la ciudad de Parla. En el tercer capítulo, la atención se centrará en las políticas de integración implementadas a escala central y regional. Con ello, podrán definir de forma más concreta los elementos del contexto que explican ciertos aspectos del desarrollo de las carreras migratorias. Por otro lado, con el fin de entender mejor las particularidades del contexto español de recepción, se analizarán las características del contexto internacional durante los años 1990 y 2000, en especial en lo que se refiere a la aparición de las migraciones internacionales en los países del sur de Europa. El contexto internacional también será definido en función de los debates sobre las migraciones internacionales en los países del norte de Europa y en los países clásicos, como los Estados Unidos, Canadá y Australia. La atención se centrará entonces sobre la experiencia española durante la década prodigiosa de la inmigración (1998-2008). La referencia a otros contextos de recepción debería paliar, por lo menos en parte, la ausencia de investigación empírica comparativa en este trabajo.

En el cuarto capítulo, las iniciativas específicas implementadas por el Ayuntamiento de Parla serán analizadas, así como el papel de las asociaciones locales, durante los años 1990 y 2000. Los análisis aportarán elementos de respuesta a las siguientes preguntas: ¿Existe coherencia entre los programas específicos? ¿Cuáles son los principios que orientan la política local, especialmente a través de la adopción de un Plan Municipal en materia de integración social? ¿Cuál es la visión de se desprende acerca de los migrantes? ¿Cuál es el papel de los servicios municipales, para responder a las necesidades de los migrantes y colaborar con el tejido asociativo? De hecho, ¿en qué consiste el papel de las asociaciones locales? En cuanto a los programas municipales, la atención se centrará en las iniciativas específicas hacia los migrantes adultos, en materia de orientación jurídica, traducción, aprendizaje del español y mediación intercultural. El objetivo aquí es poner de relieve los elementos característicos del contexto local de recepción, con el fin de situar el contexto en el que se desarrollan las carreras migratorias. Además, se trata de identificar los aspectos del contexto que explica el desarrollo de un cierto tipo de carrera migratoria, especialmente los recursos puestos a disposición de los migrantes por parte de la administración local y el tejido asociativo.

Por último, la tercera parte de la investigación se centrará en el desarrollo de las carreras migratorias de los migrantes adultos instalados en la ciudad de Parla. Con el fin de comprender por qué y cómo llegan a España, la atención del quinto capítulo versará sobre los motivos de la migración, los procesos de regularización y el papel de las redes en las cuales participan los migrantes. El análisis de los motivos de la migración debería poner de relieve

las tensiones que puedan existir entre la toma de decisión autónoma por parte de los actores, frente a las limitaciones que deben considerar y dependen de los contextos estructurales y familiares. Como regla general, la decisión de migrar se explica por una cierta percepción de posibilidades. Sin Embargo, el principal motivo de la migración permite establecer una distinción entre diferentes perfiles de migrantes, según si llegaron a España por motivos profesionales, circunstancias familiares, o factores minoritarios como la prolongación de los estudios o la persecución política. El estatus administrativo conlleva una segunda clasificación, que permite diferenciar entre los migrantes que obtuvieron un permiso de residencia antes o después de su llegada en el país, los migrantes en situación irregular, los nacionales de un país de la Unión Europea, y los refugiados políticos. Así, la multiplicación de los procesos de regularización pone de relieve la existencia de una ciudadanía segmentada, puesto que no todos los migrantes acceden a los mismos niveles en las mismas condiciones.

En el sexto capítulo, la atención se centrará en los modos de vida de los migrantes en la sociedad receptora (Martiniello et al. 2010), en referencia a: las movilidades e interacciones sociales en los mercados de trabajo y vivienda. La incidencia del origen nacional se confirmará en algunos ámbitos, por ejemplo a la hora de explicar la configuración de las redes. En referencia a la clasificación de Weber, las tensiones entre las relaciones del orden de la comunidad y de la sociedad, se pondrán de relieve para explicar ciertas diferencias entre las carreras migratorias. De hecho, las lógicas que operan en el vecindario, la familia y las redes de contactos, se diferencian de las que operan en los mercados privados donde predominan los criterios de competición. Con el fin de analizar los estatus, las movilidades y las interacciones en los mercados del trabajo y de la vivienda, una aproximación microsociológica será privilegiada frente a una perspectiva que pone de relieve el peso decisivo de las instituciones. En este sexto capítulo, se concretará la hipótesis principal, a saber que las características de los actores y las redes son los principales factores que explican las carreras migratorias, frente al papel de las instituciones. Esta observación se aplica al desarrollo de las carreras migratorias durante la *década prodigiosa* de la inmigración, que coincide con una etapa de crecimiento económico.

En la continuidad de los capítulos anteriores, los primeros efectos de la crisis económica serán analizados en el séptimo y último capítulo de esta investigación, en lo que se refiere al trabajo y la vivienda (Capítulo VI), las condiciones de la migración (Capítulo V), y la evolución de las medidas implementadas por parte de los poderes públicos (Capítulos III y IV). En tiempo de crisis económica, la hipótesis será matizada en función del principio según el cual las

características institucionales y estructurales del contexto de recepción pasan a constituir los principales factores que explican las carreras migratorias, como ocurría en el momento de la llegada. Las características de los actores y las redes pasan así a un segundo plano. En este nuevo contexto, las estrategias de los migrantes se reorientan entonces, con el fin de asegurar su subsistencia económica. Entre los que accedieron a una vivienda en propiedad, se añade la preocupación por la posibilidad de perder el bien adquirido a manos del banco. Entre los que no estabilizaron su situación administrativa, se añade la preocupación generada por los controles policiales. Circularidades, retornos, y nuevas migraciones aparecen como alternativas posibles para los migrantes, mientras que España vuelve a ser tierra de emigración y ciertos cambios se observan en cuanto a las políticas hacia los migrantes.

Las diferencias se desvanecen entre los migrantes adultos instalados en Parla, la situación de los migrantes se ve cada vez más caracterizada por la condición socioeconómica, antes que la condición migrante. En esta ciudad de la periferia urbana y social de Madrid, desde los primeros momentos de la recesión que afectó la economía española, la situación del empleo, el nivel de formación o la situación familiar son marcadores mucho más importantes para explicar las diferencias entre las carreras migratorias, en comparación con el carácter explicativo de la situación administrativa o del origen nacional, por ejemplo, que caracterizan más bien la condición migrante, en sus distintas facetas. Por el contrario, la condición migrante cumple un papel mayor en el momento de la llegada en el país, y en un contexto marcado por el crecimiento económico, como ocurrió desde finales de los noventa, hasta los años 2007-2008.

**TRADUCTION EN ESPAGNOL DE L'INTRODUCTION, LA TABLE DES
MATIÈRES ET LES CONCLUSIONS**

Carreras migratorias y políticas de integración en la Región de Madrid

El ejemplo de los migrantes adultos en la ciudad de Parla (2007-2012)

Tesis doctoral en cotutela bajo la dirección de:

**Profesor Doctor Joaquín Arango Vila-Belda, Universidad Complutense de Madrid,
España**

Profesor Doctor Marco Martiniello, Universidad de Lieja, Bélgica

Esta tesis doctoral fue realizada en cotutela, bajo la supervisión de un comité de tesis, formado por los Profesores Doctores:

- Joaquín Arango Vila-Belda, Director de la tesis doctoral, Universidad Complutense de Madrid, España;
- Marco Martiniello, Director de la tesis doctoral, Universidad de Lieja, Bélgica; y
- Hassan Bousetta, Universidad de Lieja, Bélgica.

En las siguientes páginas, la versión redactada en español recoge:

- La introducción completa, incluyendo la formulación de los objetivos y las hipótesis
- La estructura detallada de los siete capítulos
- Las conclusiones completas, incluyendo los principales resultados del trabajo

Traducción realizada por Elisa Brey

Noviembre de 2015

INTRODUCCIÓN

En Europa, la experiencia de España es relativamente reciente como sociedad de acogida de flujos migratorios internacionales. A finales de los años ochenta, el aumento y la diversificación de estos flujos marcan el comienzo de una nueva etapa dentro de la historia migratoria española (Capítulo V). Mientras que la población extranjera solamente representaba 750.000 personas en 1999, diez años más tarde, en 2008, agrupaba 5,2 millones de personas, según los datos inscritos en el padrón municipal. En un primer momento, las migraciones procedían principalmente del noroeste europeo, de algunos países latinoamericanos, afectados por dictaduras, y de Marruecos. Más adelante, un proceso de diversificación fue observándose a medida que las migraciones internacionales fueron aumentando desde un mayor número de países de América Latina y del Caribe, de África subsahariana, del este de Europa y de Asia. En el contexto español, la *década prodigiosa* de la inmigración comienza desde el fin de los años noventa. Esta etapa coincide en el tiempo con un periodo de crecimiento económico, que se prolonga hasta la irrupción de la crisis económica, desde los años 2007-2008 (Arango 2004 ; Aja, Arango y Oliver 2010)⁸⁹.

Dentro del contexto europeo occidental, la experiencia de España se asemeja a la historia migratoria experimentada por otros países del sur, como Portugal o Grecia, que recibieron migrantes internacionales más tarde que los países del noroeste, como Bélgica, Francia, el Reino Unido o Alemania (Capítulo III). En la mayoría de estos países del noroeste, los migrantes eran considerados, en un primer momento, sobre todo, como trabajadores invitados. Sin embargo, después de la crisis económica de los años 1970, muchos de ellos se quedaron, se instalaron y formaron familias. Así, poco a poco, las migraciones internacionales adoptaron un carácter permanente, a priori no previsto por los poderes públicos de la época. Las sociedades se fueron diversificando considerando los grupos de población que agrupan en su seno. Actualmente, las migraciones internacionales son uno de los principales factores que componen el cambio social en Europa occidental, tal y como aparece en los debates públicos, políticos, o académicos, tanto en los países del norte como en los países del sur. La situación de los migrantes también está siendo objeto de análisis y de debates fuera de las fronteras europeas, como en Estados Unidos, en Canadá o en Australia, es decir en países que

⁸⁹ Fuente : Instituto Nacional de Estadística (INE), Encuesta de Población Activa (EPA).

reconocen el papel central de las migraciones internacionales desde el momento de su formación, luego durante la historia de sus sociedades.

En el contexto español, durante la *década prodigiosa* de la inmigración, los flujos migratorios son tolerados y ocasionalmente promovidos por el gobierno central. Las necesidades inmediatas del mercado de trabajo siguen siendo el principal motor que explica las migraciones, sin que una política migratoria sea claramente definida a largo plazo (López Sala 2005 ; Sánchez Romero 2011). La llegada de mano de obra se percibe de forma relativamente positiva, dado que contribuye al crecimiento económico, el equilibrio del sistema de cotización de la seguridad social y de los planes de jubilación. Desde los años 2007-2008, el impacto de la crisis económica se hace notar brutalmente en España, sobre todo a través del crecimiento del paro, la destrucción continua de empleo y el aumento de las desigualdades. Los efectos se observan con especial fuerza dentro de algunos sectores económicos, y para algunos grupos sociales. Los trabajadores migrantes son especialmente afectados por los cambios, no solamente en el ámbito laboral, pero también considerando su situación en el mercado de la vivienda, las estrategias migratorias y las políticas que les afectan. En este nuevo contexto, el gobierno español da la prioridad a los instrumentos cuyo objetivo es el retorno voluntario o humanitario de los migrantes a sus países de origen. Como en los países del norte de Europa después de la crisis de los años 1970, la relación entre migraciones internacionales y necesidades del mercado de trabajo se confirman así de forma particularmente visible.

Sin embargo, más allá de las perspectivas de los poderes públicos y de la sociedad de acogida, acerca de las migraciones internacionales, ¿cómo se desarrollan las experiencias concretas de los migrantes en el contexto español? El objetivo principal del presente trabajo es responder con la mayor precisión posible a la pregunta siguiente: ¿cómo se articula la dinámica, en términos de diversidad y de cambio, de las *carreras migratorias* de los migrantes adultos instalados en la periferia urbana y social del área metropolitana madrileña? De hecho, el contexto de estas carreras migratorias cambia, particularmente en el momento de la llegada a España, y después cuando la economía española pasa del crecimiento a la crisis. La dinámica de estas *carreras migratorias* depende también del efecto de las redes en las cuales participan los actores, y de las características particulares de estos mismos actores. Así, las carreras migratorias se explican por el entramado de factores que actúan de los niveles macro, micro y meso de la realidad social.

Adoptando la noción propuesta por Martiniello et Rea (2011 y 2014), en referencia al contexto belga, la noción de carrera migratoria será recogida para analizar las experiencias de los migrantes adultos, a través de un estudio de caso realizado en la ciudad de Parla, en la periferia urbana y social del sur de Madrid. El área metropolitana madrileña es uno de los principales contextos de recepción de los migrantes en España, principalmente debido a la afluencia de trabajo y el papel de las redes. En la ciudad de Parla, la población extranjera representa en torno a un cuarto de la población local, y es particularmente diversa en términos de nacionalidad. En cuanto a sus características socioeconómicas, se trata de una ciudad dormitorio, en la cual los ingresos medios y el nivel de educación se sitúan por debajo de la media regional (Capítulo II y VI). En este marco, el desarrollo, las dimensiones así como los factores explicativos de las carreras migratorias se tendrán en cuenta. Más concretamente, esta investigación analizará la dinámica, en términos de diversidad y de evolución, de las carreras migratorias de los migrantes adultos, en cuanto a los siguientes aspectos: motivos de la migración y regularización administrativa, experiencias en el mercado del trabajo y de la vivienda.

A la hora de definir el objetivo principal, la referencia a los migrantes adultos, permite distinguir sus experiencias de las de los niños y los adolescentes. Mientras que las experiencias de estos últimos son principalmente marcadas por el acceso a la escuela, obligatoria hasta la edad de dieciséis, las experiencias de los migrantes adultos son marcadas por la relación con el mercado de trabajo o con el círculo familiar, en el caso de las y los que no trabajan. No se trata de distinguir a los migrantes en función de la edad de llegada a España, sino más bien en función de la edad en el momento del trabajo de campo. La tesis no se interesa por los niños ni los adolescentes, sino que la atención se centra en los adultos, hombres y mujeres, cuyo origen migratorio proviene de las siguientes zonas geográficas: Rumanía, Marruecos, África Subsahariana, y países de la Comunidad Andina. Esta perspectiva sigue siendo pertinente en un país en el cual las migraciones internacionales siguen siendo un fenómeno más reciente en comparación con otros contextos de recepción. En países cuya historia migratoria es más antigua, migrantes con nuevos perfiles están llegando, como es el caso en Bélgica (Martiniello et al. 2010). En esta investigación, la atención se centrará en los migrantes, y no sus hijos, cuya situación será evocada de forma indirecta, para explicar alguna vez los proyectos de sus padres (Capítulos V y VII).

Para alcanzar el objetivo principal de este trabajo, una tipología de las carreras migratorias será propuesta, siguiendo dos dimensiones: la relación de los individuos con el Estado, y el

tipo de relaciones sociales entre los individuos. Esta distinción se inspira de la diferenciación establecida por Arango (2005) entre las dos dimensiones de la ciudadanía: la dimensión política, que considera los vínculos entre los individuos y el Estado; y la dimensión social, que considera los vínculos entre los individuos⁹⁰. Esta primera dimensión permite la distinción de las carreras migratorias en función de su grado de regularidad para acceder a un permiso de residencia, a un trabajo o una vivienda. De esta forma, las carreras migratorias se definen en función de su rasgo regular o informal. Algunas carreras adoptaran rasgos informales cuando se caractericen por una ausencia relativamente marcada de regulación por parte de los poderes públicos. Eso no quiere decir que las carreras informales adoptan rasgos ilegales (Capítulo VI). Por otro lado, la informalidad no se reduce a la irregularidad de la situación administrativa, pero se refiere a ciertas prácticas que tienen lugar en los mercados del trabajo y de la vivienda. La segunda dimensión permite distinguir las carreras migratorias en función de las redes en las que participan los migrantes. Así, los migrantes pueden movilizar redes de tipo societaria, en el caso de las relaciones sociales exclusivamente reguladas por un contrato, sin intervención de relaciones afectivas o de sentimientos de pertenencia común. Por el contrato, las redes serán calificadas de tipo comunitario, en el caso de las relaciones sociales basadas sobre la confianza y los lazos de proximidad (Capítulo I). La clasificación establecida por Weber sirve aquí de fuente de inspiración para la denominación de las categorías, sin que la correspondencia será exacta entre el contenido de los tipos ideales de Weber y en este investigación.

⁹⁰ Esta diferenciación será nuevamente mencionada en el cuarto capítulo, acerca de las políticas locales hacia los migrantes.

Tabla Resumen de los tipos (regulares e informales) y de las modalidades (societaria y comunitaria) de las *carreras migratorias*

		DIMENSIÓN 1. Relación con el Estado	
		TIPO 1. Carreras migratorias regulares	TIPO 2. Carreras migratorias informales
DIMENSIÓN 2. Relaciones sociales	MODALIDAD 1. Relaciones sociales del orden de la sociedad 	Primera modalidad del tipo 1 : Carreras migratorias regulares del orden de la sociedad Características requeridas: 1) Regulación por contrato; 2) Ausencia de relaciones afectivas anteriores o de sentimientos de pertenencia común.	Primera modalidad del tipo 2 : Carreras migratorias informales del orden de la sociedad. Esta modalidad se observa en el mercado de los papeles, del trabajo y de la vivienda, cuando se producen intercambios mercantiles, sin que exista un contrato oficialmente regulado por los poderes públicos. Más común en tiempos de crecimiento económico.
	MODALIDAD 1. Relacionales sociales de la orden de la comunidad Estas relaciones se establecen en función de tres tipos de vínculos, que dependen de: 1) La proximidad nacional, étnica, lingüística o religiosa; 2) La proximidad local; 3) Los vínculos familiares.	Segunda modalidad del tipo 1 : Carreras migratorias regulares del orden de la comunidad Intervención para el acceso a los recursos en el mercado de los papeles, del trabajo y de la vivienda	Segunda modalidad del tipo 2 : Carreras migratorias informales del orden de la comunidad Esta modalidad se refiere al rol de las redes que promueven un sistema de ayuda mutua basada en las donaciones y las prácticas de micro-solidaridad, en el marco de estrategias de subsistencia. Más común en el momento de la llegada y en tiempos de crisis económica.

Fuente : Datos de la Investigación Doctoral. Ésta es la tabla 1, de la versión del texto en francés.

A partir del cruce de estas dos dimensiones (relaciones con el Estado, y relaciones entre los actores), cuatro categorías aparecen entonces, tales como: las carreras migratorias regulares o informales, para las cuales las relaciones sociales son del orden de la sociedad o de la comunidad (Tabla 1). Aquí, los vínculos del orden de la comunidad se establecen en función

de tres tipos de vínculos principales: por un lado, unos vínculos basados en la proximidad nacional, lingüística, étnica y religiosa, es decir unos vínculos establecidos en la continuidad de la sociedad de origen; por otro lado, unos vínculos basados en la proximidad local, a nivel de vecindario, por ejemplo, es decir unos vínculos establecidos más estrictamente en el marco de la sociedad de acogida; y finalmente, los vínculos familiares. Dentro de esta investigación, las carreras migratorias regulares adoptarán rasgos del orden de la sociedad y la comunidad, independientemente del momento considerado (durante la llegada a España, la década prodigiosa o la crisis económica). Por el contrario, las carreras migratorias informales tenderán a funcionar según el orden de la sociedad, en tiempo de crecimiento económico (Capítulo V), mientras que responden a la lógica del orden de la comunidad en tiempo de crisis económica (Capítulo VII).

Para analizar los resultados de la investigación, una hipótesis central será emitida, según la cual la diversidad de las carreras migratorias se explica por la acción conjunta de los tres tipos de factores, relativos a las características institucionales y estructurales del contexto, los rasgos específicos de los actores y las redes de las cuales participan. Entonces, la variación de las carreras migratorias será explicada en función del peso diferencial de estos tres tipos de factores principales. En función de la acción conjunta de los factores explicativos, diferentes tipos de carreras migratorias se irán configurando. Según esta aproximación, la situación de los migrantes en un momento determinado no puede, en ningún caso, considerarse como un resultado definitivo, pero más bien como una etapa que se atraviesa en un momento determinado, dentro de unas circunstancias concretas, marcadas por un cierto contexto espacio-temporal. Las carreras migratorias no pueden concebirse como un proceso lineal e inevitable, cuyo punto de llegada se explicaría en función de las expectativas de la sociedad de acogida en cuanto a la posición social de los migrantes (Capítulo I). Las idas y las venidas son posibles entre los tipos de carreras migratorias. Dentro de las dimensiones aquí consideradas (motivos de la migración y situación administrativa, trabajo y vivienda), este trabajo de investigación permitirá establecer una tipología para explicar el desarrollo y la variación de las carreras migratorias.

Los rasgos particulares de los actores actuarán a veces como factores explicativos, pero otras veces adoptarán el papel de variable dependiente. Por ejemplo, cuando la dinámica de la carrera migratoria será considerada en relación a la situación administrativa, esta misma situación administrativa aparece como la variable dependiente. Sin embargo, cuando la dinámica de las carreras migratorias será considerada en relación con el trabajo o el

alojamiento, esta situación administrativa adoptará el papel de variable explicativa. El rol de las variables entonces dependerá de la dimensión analizada. La realidad social caracterizándose por un grado elevado de complejidad, es imposible reducir el rol de las variables únicamente en términos de factores explicativos o de variables dependientes. Es preciso especificar estas cuestiones para evitar los riesgos de razonamiento circular.

Por otro lado, tres objetivos secundarios completan el objetivo principal de análisis y explicación de la dinámica de las carreras migratorias, en términos de diversidad y de cambio. El primer objetivo secundario consistirá en verificar la pertinencia del factor nacional para explicar las diferencias entre las carreras migratorias. Por ello, entrevistas y observaciones se realizaron con migrantes adultos procedentes de Rumanía, Marruecos, los países de la Comunidad Andina y África Subsahariana (Capítulo II et VI). Los grupos migrantes fueron seleccionados en función de su número y de sus características colectivas, considerando los tiempos de la migración y algunos aspectos del régimen migratorio de España, que varían según el país de nacionalidad de los migrantes (Capítulo II). Una vez comenzado el trabajo de campo, nuevos criterios aparecieron para justificar la selección de los grupos, tales como el número relativamente elevado de comercios y asociaciones específicos, o también el discurso de los representantes de la sociedad de acogida hacia los migrantes (Capítulo IV). La definición de los grupos no debería impedir que se considere la diversidad interna de cada una de las categorías finalmente adoptadas. De hecho, Stepick et Stepick (2008) advierten acerca de los límites de la reificación de la nacionalidad como factor explicativo.

El segundo objetivo secundario consiste en verificar el papel del Estado, a través de la incidencia de las políticas de integración implementadas por parte de los poderes públicos, a escala de gobierno local, regional y central. Para ello, se llevaron a cabo entrevistas con responsables de servicios municipales específicos y se analizaron de forma comparativa los principales documentos de trabajo disponibles (Capítulos III y IV). A lo largo de la presente investigación, las políticas se analizaron primero en términos de *filosofías públicas de la integración*, luego se puso de manifiesto la importancia de los vínculos entre políticas de integración y de inmigración. Al interrogar de forma explícita la incidencia de las políticas públicas, el objetivo es proteger esta investigación de las tentaciones normativas que revierte a menudo la noción de integración cuando se refiere en exclusiva a la situación de los migrantes, y no al conjunto de la sociedad de la cual forman parte desde el momento de su llegada.

A través de este segundo objetivo secundario, la consideración de las políticas de integración como una variable clave, que forma parte de los datos del contexto, se precisará para explicar la variación de las carreras migratorias en la ciudad de Parla. De hecho, las políticas tienen un potencial impacto en las experiencias de los migrantes en la sociedad de acogida, particularmente en cuanto a: los servicios públicos puestos a disposición, las condiciones de acceso a los mismos, los criterios de regularización, pero también las actitudes hacia la alteridad, que posiblemente varían en función del origen nacional y otros factores. Desde esta perspectiva, las políticas de integración pueden explicar algunos aspectos de la vida de los migrantes, que transmiten una determinada posición de los migrantes en la sociedad de acogida.

A través de los discursos pronunciados, las medidas adoptadas y los programas puestos en marcha, este posicionamiento desde lo político puede contribuir a la diferenciación entre los que son miembros de la comunidad, y los que no lo son, o no completamente. De ahí que puedan formarse distintos sentimientos de pertenencia, o bien producirse una cierta segmentación de la ciudadanía. Para poner de relieve el papel del Estado y la influencia que los poderes públicos pueden tener sobre las carreras migratorias, las políticas de integración serán analizadas mediante la comparación entre las iniciativas entre los niveles locales, regionales y centrales del gobierno (Capítulos III y IV). La gestión de la integración también será analizada en función de los vínculos con las políticas de control de flujos, cuyo rol se vuelve primordial en tiempos de crisis económica (Capítulo VII).

Por último, el tercer objetivo secundario de esta investigación consiste en verificar el impacto de la crisis económica en las carreras migratorias de los migrantes adultos en la ciudad de Parla. Si bien los primeros indicadores de la crisis económica se observaron desde el tercer trimestre del año 2007, la mayoría de los datos del trabajo de campo fueron recogidos durante el curso académico 2009-2010 (Capítulo VII). Lo cierto es que la crisis no está sino comenzando; sin embargo, Parla es la ciudad del área metropolitana de Madrid con los ingresos medios por habitante más bajos (Capítulo VI), y los cambios económicos se observan antes y de forma más pronunciada entre los grupos de población más vulnerables. Por otro lado, los datos estadísticos indican que los migrantes se vieron afectados de forma mucho más severa por la destrucción de empleo que los no migrantes (Fuente: EPA, INE). En el marco de investigación, parece especialmente justificado analizar entonces los (primeros) efectos de la crisis económica, a la hora de analizar las carreras migratorias de los migrantes adultos en Parla. La situación sería diferente para otro grupo social en otro contexto de

recepción. Conviene aquí señalar que el estudio de caso de la presente investigación se desarrolla en un contexto espacio-temporal particular. Los resultados responden al criterio de representatividad analítica, pero no al criterio de representatividad estadística, que caracteriza por el contrario los estudios de tipo cuantitativo.

En la primera parte de este trabajo, los conceptos y los métodos serán formulados de forma precisa. En el primer capítulo, diferentes aproximaciones en torno de la noción de integración serán presentadas. Después, la adopción de la noción de carrera migratoria será justificada para analizar las experiencias de los migrantes adultos en la ciudad de Parla. La evolución de los debates sobre la integración social pondrá de relieve las divergencias entre la elaboración de este concepto en la tradición sociológica, en referencia al conjunto de la sociedad, y su utilización en la sociología de las migraciones en los Estados Unidos y Europa occidental, en cuanto a la situación de los migrantes, y en ocasiones también a sus descendientes. En otros casos, la noción de integración se utiliza en referencia a la formulación de políticas públicas, en términos de modelo o de filosofía. El análisis de la integración desde una mirada diferente pondrá de relieve la contradicción entre las aproximaciones de la micro y la macro sociología. Considerando las luces y las sombras de la noción de integración en referencia a la experiencia de los migrantes adultos, la problemática de investigación se ha formulado en nuevos términos, en torno a la noción de carrera migratoria, cuyo análisis y explicación constituyen el principal objetivo.

En el segundo capítulo, las principales etapas del trabajo de investigación se presentarán siguiendo el relato cronológico de los hechos. En primer lugar, se expondrán cuáles fueron las decisiones metodológicas realizadas antes de iniciar el trabajo de campo, en cuanto a los grupos migrantes, el contexto local, así como los actores y los espacios interrogados. Después, las interacciones entre el investigador y los actores del trabajo de campo recibirán comentarios, antes de exponer los métodos de análisis de los datos recogidos durante la investigación.

La segunda parte de la investigación se interroga acerca de las políticas de integración formuladas a nivel local, regional y central del gobierno, considerando también el acceso de los usuarios a los servicios públicos municipales y el papel del tejido asociativo de la ciudad de Parla. En el tercer capítulo, la atención se centrará en las políticas de integración implementadas a escala central y regional. Con ello, podrán definir de forma más concreta los elementos del contexto que explican ciertos aspectos del desarrollo de las carreras

migratorias. Por otro lado, con el fin de entender mejor las particularidades del contexto español de recepción, se analizarán las características del contexto internacional durante los años 1990 y 2000, en especial en lo que se refiere a la aparición de las migraciones internacionales en los países del sur de Europa. El contexto internacional también será definido en función de los debates sobre las migraciones internacionales en los países del norte de Europa y en los países clásicos, como los Estados Unidos, Canadá y Australia. La atención se centrará entonces sobre la experiencia española durante la década prodigiosa de la inmigración (1998-2008). La referencia a otros contextos de recepción debería paliar, por lo menos en parte, la ausencia de investigación empírica comparativa en este trabajo.

En el cuarto capítulo, las iniciativas específicas implementadas por el Ayuntamiento de Parla serán analizadas, así como el papel de las asociaciones locales, durante los años 1990 y 2000. Los análisis aportarán elementos de respuesta a las siguientes preguntas: ¿Existe coherencia entre los programas específicos? ¿Cuáles son los principios que orientan la política local, especialmente a través de la adopción de un Plan Municipal en materia de integración social? ¿Cuál es la visión de se desprende acerca de los migrantes? ¿Cuál es el papel de los servicios municipales, para responder a las necesidades de los migrantes y colaborar con el tejido asociativo? De hecho, ¿en qué consiste el papel de las asociaciones locales? En cuanto a los programas municipales, la atención se centrará en las iniciativas específicas hacia los migrantes adultos, en materia de orientación jurídica, traducción, aprendizaje del español y mediación intercultural. El objetivo aquí es poner de relieve los elementos característicos del contexto local de recepción, con el fin de situar el contexto en el que se desarrollan las carreras migratorias. Además, se trata de identificar los aspectos del contexto que explica el desarrollo de un cierto tipo de carrera migratoria, especialmente los recursos puestos a disposición de los migrantes por parte de la administración local y el tejido asociativo.

Por último, la tercera parte de la investigación se centrará en el desarrollo de las carreras migratorias de los migrantes adultos instalados en la ciudad de Parla. Con el fin de comprender por qué y cómo llegan a España, la atención del quinto capítulo versará sobre los motivos de la migración, los procesos de regularización y el papel de las redes en las cuales participan los migrantes. El análisis de los motivos de la migración debería poner de relieve las tensiones que puedan existir entre la toma de decisión autónoma por parte de los actores, frente a las limitaciones que deben considerar y dependen de los contextos estructurales y familiares. Como regla general, la decisión de migrar se explica por una cierta percepción de posibilidades. Sin embargo, el principal motivo de la migración permite establecer una

distinción entre diferentes perfiles de migrantes, según si llegaron a España por motivos profesionales, circunstancias familiares, o factores minoritarios como la prolongación de los estudios o la persecución política. El estatus administrativo conlleva una segunda clasificación, que permite diferenciar entre los migrantes que obtuvieron un permiso de residencia antes o después de su llegada en el país, los migrantes en situación irregular, los nacionales de un país de la Unión Europea, y los refugiados políticos. Así, la multiplicación de los procesos de regularización pone de relieve la existencia de una ciudadanía segmentada, puesto que no todos los migrantes acceden a los mismos niveles en las mismas condiciones.

En el sexto capítulo, la atención se centrará en los modos de vida de los migrantes en la sociedad receptora (Martiniello et al. 2010), en referencia a: las movilidades e interacciones sociales en los mercados de trabajo y vivienda. La incidencia del origen nacional se confirmará en algunos ámbitos, por ejemplo a la hora de explicar la configuración de las redes. En referencia a la clasificación de Weber, las tensiones entre las relaciones del orden de la comunidad y de la sociedad, se pondrán de relieve para explicar ciertas diferencias entre las carreras migratorias. De hecho, las lógicas que operan en el vecindario, la familia y las redes de contactos, se diferencian de las que operan en los mercados privados donde predominan los criterios de competición. Con el fin de analizar los estatus, las movilidades y las interacciones en los mercados del trabajo y de la vivienda, una aproximación microsociológica será privilegiada frente a una perspectiva que pone de relieve el peso decisivo de las instituciones. En este sexto capítulo, se concretará la hipótesis principal, a saber que las características de los actores y las redes son los principales factores que explican las carreras migratorias, frente al papel de las instituciones. Esta observación se aplica al desarrollo de las carreras migratorias durante la *década prodigiosa* de la inmigración, que coincide con una etapa de crecimiento económico.

En la continuidad de los capítulos anteriores, los primeros efectos de la crisis económica serán analizados en el séptimo y último capítulo de esta investigación, en lo que se refiere al trabajo y la vivienda (Capítulo VI), las condiciones de la migración (Capítulo V), y la evolución de las medidas implementadas por parte de los poderes públicos (Capítulos III y IV). En tiempo de crisis económica, la hipótesis será matizada en función del principio según el cual las características institucionales y estructurales del contexto de recepción pasan a constituir los principales factores que explican las carreras migratorias, como ocurría en el momento de la llegada. Las características de los actores y las redes pasan así a un segundo plano. En este nuevo contexto, las estrategias de los migrantes se reorientan entonces, con el fin de asegurar

su subsistencia económica. Entre los que accedieron a una vivienda en propiedad, se añade la preocupación por la posibilidad de perder el bien adquirido a manos del banco. Entre los que no estabilizaron su situación administrativa, se añade la preocupación generada por los controles policiales. Circularidades, retornos, y nuevas migraciones aparecen como alternativas posibles para los migrantes, mientras que España vuelve a ser tierra de emigración y ciertos cambios se observan en cuanto a las políticas hacia los migrantes.

Las diferencias se desvanecen entre los migrantes adultos instalados en Parla, la situación de los migrantes se ve cada vez más caracterizada por la condición socioeconómica, antes que la condición migrante. En esta ciudad de la periferia urbana y social de Madrid, desde los primeros momentos de la recesión que afectó la economía española, la situación del empleo, el nivel de formación o la situación familiar son marcadores mucho más importantes para explicar las diferencias entre las carreras migratorias, en comparación con el carácter explicativo de la situación administrativa o del origen nacional, por ejemplo, que caracterizan más bien la condición migrante, en sus distintas facetas. Por el contrario, la condición migrante cumple un papel mayor en el momento de la llegada en el país, y en un contexto marcado por el crecimiento económico, como ocurrió desde finales de los noventa, hasta los años 2007-2008.

PRIMERA PARTE. CONCEPTOS Y MÉTODOS

CAPITULO I. DE LA INTEGRACIÓN A LAS CARRERAS MIGRATORIAS

I. Acerca de la noción de integración

I.1. La tradición sociológica

I.2. La sociología de las migraciones

I.2.1. El paradigma clásico de la asimilación

I.2.2. El debate sobre la asimilación en los Estados Unidos

I.2.3. La integración social de los migrantes en Europa occidental

I.3. Luces y sombras de la noción de integración

II. Formulación de la problemática de investigación

II.1. La noción de carreras migratorias

II.2. Políticas de integración

II.2.1. Los modelos

II.1.2. Las filosofías públicas

II.1.3. De las políticas de integración como factores explicativos de las carreras migratorias

Conclusiones

CAPÍTULO II. EL RELATO DEL TRABAJO DE CAMPO

I. Las decisiones previas

I.1. Los grupos migrantes

I.1.1. Primeros criterios

I.1.2. ¿Cómo abordar la diversidad en la ciudad ?

I.2. El contexto local de recepción

I.3. El análisis conjunto de los discursos

I.3.1. Los actores y los espacios

I.3.2. Acertar con las preguntas

II. El desarrollo del trabajo de campo

II.1. Las puertas de entrada

II.2. La posición del investigador

II.3. Donaciones y contraprestaciones

II.4. Las condiciones del trabajo de campo

II.5. Las puertas cerradas y los malentendidos

III. Entre inmersión y distanciación: ¿cómo plantearse la salida?

III.1. ¿Vivir en Parla?

III.2. Clasificación y análisis de los datos

Conclusiones

PARTE II. DE LAS POLÍTICAS DE INTEGRACIÓN

CAPÍTULO III. EL PAPEL DE LOS GOBIERNOS CENTRAL Y REGIONAL

I. El contexto institucional desde los años noventa

I.1. El nuevo contexto

I.2. La aparición de las migraciones internacionales en los países de Europa del sur

II. La experiencia española durante la década prodigiosa de la inmigración

II.1. La formación de la « España inmigrante »

II.2. La gestión de la administración central

III. Las políticas de integración del gobierno regional de Madrid

III.1. La configuración de los Planes Regionales

III.2. La orientación política de los Planes Regionales

III.3. La redistribución de la financiación

III.4. La atención social hacia los migrantes desde los centros regionales

III.5. ¿Hacia la afirmación de una política regional en términos culturales?

Conclusiones

CAPÍTULO IV. EL PAPEL DE LOS SERVICIOS MUNICIPALES Y DE LAS ASOCIACIONES LOCALES DE PARLA

I. Las políticas específicas

I.1. Los primeros pasos: La intervención de actores externos

I.2. Orientación jurídica y mediación intercultural

I.3. El Plan municipal: de la formación interna a la proyección externa del discurso

II. La gestión local sometida a tensiones

II.1. Coordinación y visibilidad de programas específicos

II.2. Entre dificultades de acceso de los migrantes y reticencias de los no migrantes

II.3. Entre colaboración con las asociaciones y toma de decisiones independientes

III. El papel de las asociaciones locales

III.1. Criterios de organización y ámbito de acción

III.2. Trayectorias de los líderes y ciclo migratorio

III.3. Trabajo común y representación de las asociaciones

Conclusiones

PARTE III. CARRERAS MIGRATORIAS Y CRISIS ECONÓMICA

CAPÍTULO V. LAS PUERTAS DE ENTRADA EN ESPAÑA: CONDICIONES DE LA MIGRACIÓN Y REGULARIZACIONES

I. Entre la autonomía de los migrantes y las limitaciones institucionales, ¿cuál es el rol de las redes, especialmente familiares?

I.1. Migración económica

I.2. Migración familiar

I.3. Factores secundarios: Las persecuciones políticas y los estudios

II. Regularizaciones múltiples y ciudadanía segmentada

II.1. Los denizens o la residencia como nuevo criterio de ciudadanía

II.1.1. Los límites de la ciudadanía

II.1.2. Las funciones sociales del permiso de residencia

II.2. Precariedad e incertidumbre entre los sin papeles

II.2.1. La incidencia a la baja de la irregularidad en las cifras

II.2.2. Los actores de la regularización

II.3. ¿Hacia una ciudadanía europea?

II.4. La figura minoritaria de los refugiados políticos

Conclusiones

CAPÍTULO VI. LAS CARRERAS MIGRATORIAS EN LOS MERCADO DEL TRABAJO Y LA VIVIENDA

I. Movilidades profesionales

I.1. De la localidad a la globalización de las experiencias de formación

I.2. Socialización y sociabilidades a través del aprendizaje de la lengua

I.3. Las carreras migratorias en el mercado del trabajo

II. La huella de las migraciones internacionales en el espacio urbano

II.1. Distribución espacial y situación residencial

II.2. La dimensión territorial de las interacciones sociales

Conclusiones

CAPÍTULO VII. LAS CARRERAS MIGRATORIAS EN LOS PRIMEROS MOMENTOS DE LA CRISIS ECONÓMICA

I. Formarse y emprender frente a una mayor precariedad de los empleos

II. La trampa de las hipotecas inmobiliarias

III. Nuevas estrategias migratorias frente a unas carreras inmovilizadas

IV. Las políticas frente a los migrantes en tiempos de recesión económica

Conclusiones

CONCLUSIONES

En esta parte final, conviene en primer lugar recordar los objetivos, centrales y secundarios, así como la formulación de la hipótesis. Luego, los principales elementos presentados en cada uno de los capítulos serán recordados con el fin de matizar la tipología de las carreras migratorias. Por último, nuevas líneas serán propuestas para la investigación futura. Esta investigación resultó ser un trabajo de formación, durante el cual la formulación del objetivo central cambió, al igual que lo hicieron los conceptos movilizados la selección de los grupos migrantes escogidos para la comparación, así como los métodos adoptados durante el trabajo de campo. Por el contrario, la selección de la ciudad de Parla como contexto local para el estudio de caso, se mantuvo estable, al igual que la decisión de realizar entrevistas con migrantes, con responsables de asociaciones locales y representantes de servicios municipales. Esta aproximación pretende alejar la investigación de las tentaciones normativas, las cuales tienden considerar de forma aislada a los migrantes con respecto al resto de la sociedad, al estudiarles como un “grupo aparte”.

Al comienzo de esta investigación doctoral, el objetivo central fue formulado de la siguiente forma: se trataba de analizar y explicar los procesos de integración social de los migrantes adultos instalados en la ciudad de Parla, que provenían de Ecuador, Marruecos y Rumania. Luego, el trabajo de campo permitió una nueva formulación del objetivo central. Esta nueva formulación se explica por los datos empíricos recogidos y las limitaciones de la noción de integración social cuando se aplica a las experiencias de los migrantes adultos. Por ello, se procedió a una nueva formulación del objetivo principal, en los siguientes términos: se trata de analizar y explicar la dinámica, en términos de diversidad y de cambio, de las carreras migratorias, de los migrantes adultos instalados en la ciudad de Parla, que provienen de Marruecos, Rumanía, los países de la Comunidad Andina y de África Subsahariana. Debido a las características de este trabajo, no fue posible analizar el conjunto de los aspectos referidos a las carreras migratorias. La atención se ha centrado en los motivos de la migración y los procesos de regularización administrativa, el aprendizaje del español, la formación profesional, el trabajo, la vivienda y las interacciones sociales en los espacios urbanos.

Para completar este objetivo central, tres objetivos secundarios fueron definidos, y una hipótesis de trabajo fue propuesta y concretada. Por un lado, se trata de interrogar y de verificar la incidencia del factor nacional, de las políticas de integración y de la crisis

económica sobre las carreras migratorias en la ciudad de Parla. Con el fin de responder a los objetivos de la investigación, primero se propuso una hipótesis general. Según ello, las carreras migratorias se explican en función de la acción conjunta y del peso diferencial de los factores que caracterizan las estructuras, los actores y las redes de las cuales forman parte. A lo largo de la elaboración de la tesis, el análisis de los datos empíricos permitió introducir algunos matices para delimitar esta hipótesis, en función de la evolución del contexto. Una diferenciación temporal se establece considerando las características del contexto de recepción (crecimiento, luego crisis económica), y las experiencias de los migrantes (momentos de la llegada, luego etapas siguientes). El factor tiempo precisamente es uno de los aspectos característicos de la noción de carrera migratoria (Capítulo I).

En primer lugar, se introdujeron matices para concretar la hipótesis central durante la década prodigiosa de la inmigración en España, que coincide con una etapa de crecimiento económico, extendiéndose desde finales de los años noventa hasta los años 2007-2008. Entonces se considera que las características de los actores y de las redes toman el relevo sobre el papel de las instituciones, para explicar las carreras migratorias. Formulando de otra manera, la capacidad de autonomía de los actores y de las redes no se encuentra tan limitada o constreñida en función de los factores estructurales. Por el contrario, la hipótesis se modifica en tiempos de crisis económica. Entonces se considera que las características institucionales del contexto de recepción toman el relevo sobre las que son de los actores y de las redes, para explicar las carreras migratorias, como podía ser el caso en el momento de la llegada a España. Se observa una cierta “vuelta hacia los comienzos” en el caso de algunos migrantes. Por ello, la formulación de la hipótesis se ve afectada por unas variaciones entre los periodos de crecimiento y de crisis económica.

Así, en el momento de la llegada a España, los elementos específicos (como la nacionalidad o la situación administrativa) tendrán una incidencia mayor que los elementos comunes entre las poblaciones migrantes y no migrantes, para explicar las carreras migratorias (Capítulos IV y V). Durante la década prodigiosa de la inmigración, en tiempo de crecimiento económico, los elementos comunes tomarán fuerza para explicar una cierta aproximación entre las carreras migratorias y las experiencias de los no migrantes por lo menos en lo que se refiere al trabajo y la vivienda (Capítulo VI). En tiempo de crisis económica (Capítulo VII), las carreras migratorias serán explicadas nuevamente por algunos elementos específicos, tales como la incidencia mayor del paro entre los trabajadores extranjeros, o las políticas de integración y de control de flujos.

Tabla Evolución de la influencia conjunta de la condición migrante y de la condición socioeconómica sobre las carreras migratorias

	Condición migrante	Condición socioeconómica
Llegada en España	Incidencia mayor debido al hecho de la migración, las necesidades específicas en términos de regularización administrativa, convalidaciones de diplomas y aprendizaje del idioma del país de acogida, junto con nuevas sociabilidades.	
<i>Década prodigiosa</i> , en un contexto de crecimiento económico (1998-2008)		A través de la regularización del permiso de residencia y del acceso a la nacionalidad, se facilita el acceso al trabajo y la vivienda, y se aproximan las condiciones de vida entre migrantes y no migrantes.
Primeros momentos de la crisis económica	La condición migrante cobra nuevamente importancia, respecto de los siguientes aspectos: <ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidencia mayor del paro entre los trabajadores extranjeros, ➤ Eliminación de las medidas específicas de integración, ➤ Promoción de programas de retorno y de control de flujos. 	La condición socioeconómica actúa de forma especialmente marcada, respecto de los siguientes aspectos: <ul style="list-style-type: none"> ➤ Trampa de los créditos inmobiliarios ➤ Posible instalación en otro país menos afectado por la crisis económica ➤ Aproximación entre los grupos de población más vulnerables
	La aproximación en términos de vulnerabilidad socioeconómica toma el relevo sobre la división entre migrantes y no migrantes. La condición migrante se vuelve una variable que caracteriza la condición socioeconómica, y ya no es la variable clave como en el momento de la llegada.	

Nota : Esta tabla corresponde con la tabla 22, de la versión del texto en francés.

Sin embargo, en tiempo de crisis económica, la evolución de las carreras será determinada de forma especialmente marcada por la condición socioeconómica, considerando los elementos que los migrantes comparten con lo que no son migrantes. Estos elementos comunes incluyen la trampa de los créditos inmobiliarios, o la posibilidad de instalarse en otro país, menos

afectado por la crisis económica. Una aproximación se produce entonces entre los grupos más vulnerables, entre los cuales se encuentra la población local de Parla, considerando el nivel de ingresos y de educación, en comparación con las otras ciudades del área metropolitana de Madrid.

Después de recordar el objetivo central, los objetivos secundarios y la formulación de la hipótesis, se retomarán los principales elementos que se expusieron en cada uno de los capítulos. En el primer capítulo, se exponen los encuadres conceptuales, según los cuales la noción de carrera migratoria finalmente se adopta porque su uso permite el reconocimiento de las experiencias de los migrantes (Martiniello et Rea 2011 et 2014). En el segundo capítulo, se abordan los abordajes metodológicos. En primer lugar, se evocarán las decisiones en cuanto a la selección del contexto local, los grupos migrantes, los actores entrevistados y las preguntas realizadas con cada uno de ellos, según si se trata de migrantes, de representantes de asociaciones locales o de responsables de servicios municipales. Luego, el relato del trabajo de campo será presentado, antes de explicar cómo se desarrolló el análisis de los datos.

El tercer, así como el cuarto capítulo, se han centrado en las formulaciones políticas de la integración, a nivel de gobierno central, de la Región de Madrid y del Ayuntamiento de Parla, con el fin de comparar los distintos niveles de la administración, en términos de discursos y de articulación de medidas. La consideración de las experiencias internacionales ha facilitado cierta perspectiva de la experiencia española, al compensar, de alguna manera, la falta de comparación entre las carreras migratorias en la ciudad de Parla y en otro contexto de recepción. De esta manera, las referencias a otros contextos de recepción permitieron poner de relieve las características específicas del contexto español (Capítulo III). En Francia o en el Reino Unido, la historia de las ideas cumplió un rol crucial (Favell 2001). En España, el contexto político inmediato es el principal factor que explica la formulación actual de las políticas de integración. Este contexto político está marcado por la orientación política del partido en el gobierno, pero también por la circulación y la importación de los debates europeos. Además, no cabe menospreciar la influencia del contexto económico.

En cuanto al impacto de las políticas de integración en las carreras migratorias, se confirma en cuanto a varios elementos, y nuevamente el factor tiempo cumple un rol crucial. Durante la *década prodigiosa* de la inmigración en España, los Ayuntamientos pusieron a veces en marcha servicios de orientación jurídica. Estos servicios permitieron a los migrantes obtener informaciones sobre los procedimientos para la regularización de su situación administrativa.

Asimismo, los servicios para el empleo, el trabajo de los traductores y otros recursos institucionales facilitaron la orientación de los migrantes en su nueva sociedad. Por otro lado, alguna vez, la creación de espacios de diálogo dentro de las administraciones públicas facilitó los contactos con las asociaciones locales, en las cuales participan los migrantes. En la ciudad de Parla, estos espacios de diálogo son limitados por el hecho de que los grupos de trabajo se plantean de forma separada entre empleados municipales y representantes de organizaciones sociales.

En tiempo de crisis económica, el impacto de las políticas sobre las carreras migratorias se modifica. La adopción por parte del gobierno central de unos planes para el retorno voluntario o humanitario, la supresión de programas específicos a escala local y la consolidación de políticas de control de flujos forman parte de los principales cambios. Debido a las restricciones presupuestarias, los recursos institucionales para los migrantes (y los no migrantes) se encuentran limitados. Por otro lado, la formulación política de la integración a veces contribuye a la configuración de actitudes particulares hacia ciertos grupos, como las poblaciones musulmanas, en unos términos más bien negativos. A pesar de que sean miembros de la Unión Europea, los rumanos y los búlgaros también se ven afectados por estos procesos de estigmatización. Por último, la consolidación de los controles policiales a escala local tiene consecuencias sobre las interacciones sociales en los espacios urbanos, especialmente para los migrantes en situación irregular y los hombres jóvenes.

En cuanto a los tres últimos capítulos, su contenido se centra más precisamente sobre la dinámica de las carreras migratorias en tiempo de crecimiento (Capítulos V y VI), luego en tiempo de crisis económica (Capítulo VII), en lo que se refiere a los siguientes aspectos: motivos de la migración, procesos de regularización, aprendizaje de la lengua española, formación, trabajo y vivienda, interacciones sociales en los espacios urbanos. Para responder a los objetivos y resolver la hipótesis de trabajo, una tipología de las carreras migratorias será propuesta. Para ello, las oportunidades y las restricciones se pondrán de relieve, en cuanto al papel de los factores institucionales, los actores y las redes.

En cuanto a los factores institucionales, las restricciones se refieren en primer lugar a la falta de oportunidades y de perspectivas de movilidad social en el país de acogida. Después de la llegada en España, estas restricciones aparecen con las dificultades de acceso a la regularidad administrativa o profesional, la duración de los trámites, las prácticas informales de los funcionarios, los prejuicios de los cuales los migrantes pueden ser víctimas, en función de la

percepción de la alteridad, o también la desregulación del sistema financiero, que tiene unas consecuencias nefastas en términos de acceso a una vivienda en propiedad. En cuanto a las oportunidades, se refieren en primer lugar a la posibilidad de instalarse en otro país, desde la perspectiva de los candidatos a la emigración, y después de obtener la nacionalidad o el permiso de residencia en España, así como el acceso a una formación o un contrato de trabajo estable dentro de la economía formal.

En cuanto a las redes, cumplen un rol especialmente importante, en la medida en que brindan refugio contra los sentimientos de racismo o de exclusión, protección contra los controles policiales, orientación jurídica, recursos económicos, materiales, o información, acerca de las nuevas oportunidades de trabajo, en España o en otro lugar. Las redes sostenidas por actores institucionales, benevolentes o profesionales pueden proporcionar una ayuda valiosa a los migrantes, si les proporcionan informaciones concretas. La profesionalización de los migrantes se ve garantizada cuando las redes permiten la transmisión de “saberes migratorios”, relativos a los procesos de regularización, el acceso a un trabajo o una vivienda, pero también conocimientos referidos a otros contextos de recepción. En este sentido, la densidad de las redes y la adecuación de los recursos que proporcionan actúan de forma más decisiva que su orientación hacia la sociedad de acogida o el país de origen.

Por el contrario, cuando las redes son principalmente constituidas por actores que explotan y sacan provecho de la vulnerabilidad de los migrantes, haciéndoles pagar sumas elevadas de dinero, o cuando las informaciones son erróneas, estas redes adquieren un papel restrictivo. Igualmente ocurre cuando las decisiones que afectan a la persona migrante se toman por parte de otras personas, especialmente si estas decisiones van en contra de su voluntad. La situación personal de cada uno actuará en términos de oportunidades si permite definir unos objetivos personales de acuerdo con las capacidades (diploma, formación, etc.), pero también considerando los proyectos de futuro. En este sentido, la condición migrante, cuando es el resultado de una decisión relativamente autónoma, comienza con la toma de decisión para la mejora de las condiciones de vida. En función del equilibrio entre restricciones y oportunidades, diferentes carreras migratorias se irán desarrollando, a sabiendas que no son predeterminadas, pero que cambian en función de las perspectivas de los actores y de los cambios de posición y de estatus. Más allá de las experiencias particulares, tres tipos principales de carreras migratorias aparecen.

Tabla Principales características de las carreras migratorias

	Carreras migratorias regulares del orden de la sociedad	Carreras migratorias regulares del orden de la comunidad	Carreras migratorias informales (del orden de la sociedad o la comunidad)
Motivos de la Migración (Capítulo V)	Motivo de la migración principalmente vinculado al trabajo, a los estudios o a los motivos políticos, en el caso de los refugiados.	Motivo principalmente vinculado al círculo familiar. La decisión puede ser de un miembro de la familia. Posible falta de autonomía en este sentido.	Motivo de la migración dependiente de factores personales y profesionales. Mayor peso de los factores push, frente a los factores pull.
Regularización administrativa (Capítulo V)	Régularité administrative et accès à la nationalité. Recours à des acteurs professionnels ou des pouvoirs publics.	Régularisation administrative par le regroupement familial ou « l'enracinement social ». Recours des acteurs bienveillants ou des associations locales.	Irrégularité administrative. Risque d'entrer en contact avec les acteurs qui exploitent les migrants sur le marché des papiers.
Trabajo y vivienda (Capítulo VI)	Existencia de un contrato de trabajo, de un contrato de alquiler o acceso a una vivienda en propiedad.	Actividades profesionales dentro de la economía local o étnica. Alquiler con personas del mismo grupo de origen. Posible acceso a la propiedad con apoyo de la familia.	Falta de aprendizaje del idioma, ausencia de formación y de contrato en el mercado formal del trabajo. Situación particular de algunas mujeres. Alquiler compartido con personas cercanas o desconocidas.
Crisis económica (Capítulo VII)	<p>Efecto limitado de la crisis económica, en comparación con las otras dos categorías. Reorientación profesional o nuevas migraciones, en base a una estrategia global de formación.</p> <p>Limitación de cara a la movilidad geográfico si vivienda en propiedad.</p> <p>Carácter más individual de la carrera migratoria, haciendo eco a un tipo de vínculo del orden de la sociedad.</p>	<p>Efecto limitado de la crisis económica, debido a la acción de las redes, mientras que las estrategias individuales se observan para el primer tipo de carrera migratoria.</p> <p>A menudo, se decide mantener unido el grupo familiar, e instalarse en España, considerando la educación de los niños, y el acceso a una vivienda en propiedad.</p>	<p>Efecto marcado de la crisis económica para los que caen nuevamente en la irregularidad, y no pueden salir de España, proceso de inmovilidad y temor a los controles policiales.</p> <p>Si faltan los ingresos y la situación administrativa es regular, posibilidad de estrategias migratorias "parciales", es decir migraciones circulares o separación del grupo familiar.</p> <p>Micro-solidaridades permiten distinguir modalidad del orden de la comunidad (cuando crisis económica) además modalidad del orden de la sociedad (cuando crecimiento).</p>

Fuente: Datos de la investigación doctoral. Ésta es la tabla 23, de la versión del texto en francés.

Las carreras migratorias regulares del orden de la sociedad se caracterizan ante todo por: 1) Unos motivos de la migración principalmente vinculados al trabajo, a los estudios o a unos motivos políticos, en el caso de los refugiados. 2) La regularidad administrativa desde el momento de la llegada en España, el estatus comunitario, seguido del acceso a la nacionalidad, y el acceso a las administraciones públicas o a los actores profesionales, para facilitar los procedimientos de regularización administrativa. 3) La existencia de un contrato de trabajo, de un contrato de alquiler o el acceso a una vivienda en propiedad. 4) Un efecto limitado de la crisis económica, en comparación con las otras categorías. La carrera migratoria puede orientarse hacia un nuevo sector profesional o unas nuevas migraciones, sobre la base de una estrategia global de formación. Sin embargo, se plantearán unos problemas específicos si la vivienda fue comprada. En comparación con las otras dos categorías, las carreras migratorias regulares adoptan un carácter relativamente individual, siguiendo la lógica del orden de la sociedad. La carrera regular del orden de la sociedad corresponde con la experiencia de Abdelaziz (Entrevista 8). Sus padres, originarios de Marruecos, se instalaron en Alemania, país que dejó cuando llegó a la mayoría de edad para venir a España. Con ello, beneficia de una experiencia migratoria directa dentro de su grupo familiar. Una vez instalado en Parla, se convierte en el gerente de un locutorio, contando con el apoyo financiero de sus padres, luego adopta una lógica global de formación, a la vez que considera la posibilidad de una nueva migración en un país de lengua árabe, ya sea Marruecos o un país de Oriente Próximo.

Las carreras migratorias regulares del orden de la comunidad se caracterizan por: 1) Unos motivos de la migración principalmente vinculados con el círculo familiar, con la posibilidad de que sea un miembro de la familia el que toma la decisión. Si se da el caso, esta lógica traduce una falta de autonomía en este sentido. 2) Unos procesos de regularización administrativa a través de la reagrupación familiar o del “arraigo social”, recurriendo a unas personas cercanas, unos actores benevolentes o unas asociaciones locales. 3) Unas actividades profesionales dentro de la economía local o étnica y el compartir piso con unas personas del mismo grupo de origen, o el acceso a la propiedad con el apoyo del grupo familiar. 4) Unos efectos limitados de la crisis económica por la acción de las redes, mientras que unas estrategias individuales se observan para las carreras migratorias regulares del orden de la sociedad (primer tipo). A menudo, las lógicas regulares del orden de la comunidad (segundo tipo) implican el que se mantenga unido el grupo familiar, y la instalación en España,

considerando la educación de los niños. La movilidad residencial será más difícil para los que dispongan de un piso en propiedad.

La carrera migratoria regular del orden de la comunidad corresponde con las experiencias de Luis, para quien las redes tuvieron un efecto promotor (Entrevista 17) y de Flor, para quien este papel fue restrictivo (Entrevista 25d). Después de su llegada a España desde Ecuador, Luis procedió a la reagrupación familiar de su mujer y sus dos hijas. Es el primero de su familia quien obtiene la nacionalidad española, mientras que su tercera hija, nacida en España, obtiene directamente la nacionalidad española al nacer. En relación a la vivienda, Luis y su mujer compran un piso en propiedad en la ciudad de Parla, gracias a la ayuda de su cuñada. Afectado por la crisis económica, la pareja decide abrir un locutorio con la indemnidad de paro de Luis. A la espera de que puedan retornar a Ecuador, la pareja y sus hijas participan activamente en un grupo religioso formado por otros migrantes del mismo país de origen. Por su parte, Flor se ve obligada a instalarse en España, por la decisión de ciertos miembros de su familia, que se oponen al matrimonio para el cual se comprometió. Una vez instalada en Parla, se adapta lo mejor que puede a su nuevo contexto, y encuentra refugio en un grupo religioso formado por migrantes angoleños. Este grupo religioso le permite volver a confiar en sí misma, y considerando la precarización de las condiciones de vida en España, se está planteando la posibilidad de retornar a su país de origen, con el apoyo de sus familiares.

En cuanto a las carreras migratorias informales, se caracterizan por: 1) Unos motivos de la migración que dependen de factores personales y profesionales, y una mayor incidencia de los factores de expulsión del país de origen, en comparación con los países de atracción del país de acogida. 2) La irregularidad administrativa, y el riesgo de entrar en contacto con unos actores que explotan a los migrantes en el mercado de los papeles. 3) La falta de aprendizaje del idioma español, la ausencia de formación, las dificultades para obtener las equivalencias de diploma, y la ausencia de contrato en el mercado formal del trabajo. A la hora de alquilar, es más probable que se comparta piso con personas desconocidas. 4) Es el grupo que más sufre de los efectos de la crisis económica, especialmente para los que caen nuevamente en una situación administrativa irregular y que no pueden irse de España, las carreras migratorias se encuentran inmovilizadas, y los migrantes temen los controles policiales, lo cual afecta sus interacciones en los espacios urbanos. En caso de ausencia de ingresos, cuando la situación administrativa es regular, queda la opción de adoptar unas estrategias migratorias “parciales”, es decir unas migraciones circulares o la separación de los miembros del grupo familiar.

En el caso de las carreras migratorias informales, no es la persona sino la situación en la cual se encuentra que se califica como informal. Aquí, la informalidad queda definida por el grado de regulación de parte del Estado. En ningún caso, la informalidad queda limitada a la irregularidad en el mercado de los papeles. De hecho, el contexto español se ve marcado por un déficit de regulación en cuanto a la capacidad de control del Estado, en relación a distintos aspectos que son específicos o no a los migrantes. Es el caso, por ejemplo, en cuanto al control de los abusos de parte de los actores que explotan a los migrantes en el mercado de los papeles, pero también es el caso a la hora de limitar los abusos del sistema financiero, que afectan al conjunto de la población. En España, la incidencia del contexto institucional debe analizarse en relación con las normas y las leyes, pero también las prácticas informales. Por otro lado, el impacto de las políticas sobre las carreras migratorias es moderado, considerando los recursos de los actores, el papel de las redes formales e informales, y la incidencia del entorno socioeconómico, especialmente en tiempos de crisis económica.

En el marco de las carreras informales, la modalidad del orden de la comunidad aparece de forma más precisa en tiempos de crisis económica. Por el contrario, durante la década prodigiosa de la inmigración, la informalidad afecta a los migrantes siguiendo una lógica del orden de la sociedad. Por un lado, las carreras migratorias informales son una consecuencia directa de las formas de regulación de parte del Estado. Pero sobre todo, las carreras informales son implicadas por unas formas de intercambios mercantiles que no necesariamente son ilegales, pero que pueden beneficiarse de cierta forma de tolerancia de parte de los poderes públicos. Si bien no apoyan estas formas de intercambios, tampoco les condenan. Es el caso en relación con los mercados de los papeles, del trabajo y de la vivienda.

En tiempo de crisis económica, ciertas carreras migratorias informales se desprenden de esta lógica del orden de la sociedad, y una modalidad del orden de la comunidad aparece entonces. De hecho, algunos migrantes participan en unas prácticas de micro-solidaridad, que funcionan con otros migrantes, pudiendo ser ellos del mismo grupo de origen y del mismo género. La distinción de esta nueva categoría en tiempo de crisis económica permite entender mejor la existencia, en tiempo de crecimiento económica, de las carreras migratorias informales del orden de la sociedad. A pesar de todo, conviene observar que la modalidad del orden de la comunidad existía en tiempo de crecimiento económico, pero de forma residual y menos extendida, en el marco de una red de solidaridad, ciertamente, pero no como el pilar de un modo de vida, como lo demuestra uno de los siguientes ejemplos.

En cuanto a las carreras migratorias informales, son características de las experiencias de Youssef e Ismael (Entrevistas 11 y 23d). Los dos hombres llegaron a España de forma irregular, y su situación administrativa sigue siendo inestable en el momento de las entrevistas. Mientras que Ismael ha llegado a España directamente desde Marruecos, Youssef ha llegado desde Francia, siguiendo el consejo de su padre. Una vez en España, se benefició de un apoyo familiar muy limitado. Entonces trabajó en unas granjas para aves de corral, situadas en las zonas agrícolas de Madrid. Después de que su solicitud de regularización fuera rechazada varias veces, dos compañeros de trabajo le pusieron en contacto con una asociación local de Parla, especializada en la orientación jurídica. Después de tres años en España, Youssef apenas habla español y vive en un piso compartido con personas de otras nacionalidades, a las cuales no conocía previamente.

En cuanto a Ismael, vive en un piso compartido con otros cinco hombres de nacionalidad marroquí, de los cuales solamente dos trabajan y aportan ingresos. Unas prácticas de micro-solidaridad se articularon entonces entre esos hombres que se conocieron una vez en el país de acogida. Todos acuden a la mezquita, y uno de ellos está comprometido con unas actividades sindicales. Por su parte, Ismael habla poco español, pero recibe ayuda de sus compañeros de piso. En casa, compensa la falta de aportación de ingresos por la realización de tareas domésticas y la aportación de comida, que puede obtener de parte de las organizaciones sociales que ayudan a las personas en situación de precariedad.

Desde este punto de vista, los datos permiten comprender la diferenciación entre los tipos y las modalidades de las carreras migratorias. Para comprender los cambios que pueden afectar una sola y misma carrera migratoria, dos tipos de carreras se destacarán a partir de las experiencias de María y Ahmed (Entrevistas 30 y 7). Cada carrera migratoria será analizada en función de distintos contextos temporales, a saber: la llegada a España, el crecimiento y luego la crisis económica. A partir del ejemplo de María, una primera dinámica toma forma: la de las carreras migratorias que pasan de una regularidad del orden de la comunidad (principalmente familiar) a una regularidad del orden de la sociedad. En el momento de la llegada a España, enseguida se encuentra en una situación administrativa regular, dado que beneficia del estatus de refugiado político, debido a las persecuciones sufridas por su marido. La solicitud de asilo del grupo familiar obtiene una respuesta positiva para los padres y sus dos hijas. En tiempo de crecimiento económico, María recurre a recursos de base local, dado que es una de las fundadoras de una asociación local y trabaja con los servicios de mediación social en el ámbito de la salud. Pero también recurre a unos recursos de base global, siguiendo

una lógica del orden de la sociedad, dado que recibe formación en la Universidad Autónoma de Madrid, y también trabaja para la Cruz Roja. Accede también a la nacionalidad española. Gana autonomía respecto de la carrera migratoria de su marido, es decir que su carrera migratoria ya no está marcada por las decisiones que le afectan a él más directamente. El grupo familiar accede a una vivienda en propiedad en uno de los barrios de Parla, construido para acoger a los migrantes internos durante los años 1960 y 1970.

Tabla Dinámica característica de dos tipos de carreras migratorias

	Tipo regular, siguiendo una lógica del orden de la comunidad, y luego de la sociedad.	Lógica del orden de la comunidad, de tipo informal, y luego regular.
Llegada en España	Regularidad de la situación administrativa desde el momento de la llegada a España, por el acceso al estatus de refugiado político. Motivos familiares para explicar la migración, con lo cual lógica del orden de la comunidad.	Irregularidad de la situación administrativa en el momento de la llegada a España. Motivos familiares para explicar la migración, con lo cual lógica del orden de la comunidad.
Crecimiento económico	Acceso a la nacionalidad española. Recursos locales y globales para la formación y el trabajo. Acceso a una vivienda en propiedad. Articulación de recursos del orden de la comunidad y la sociedad.	Recursos locales para la regularización de la situación administrativa, la formación y el aprendizaje del español. Acceso a una vivienda a través del grupo familiar. Recursos principalmente del orden de la comunidad.
Crisis económica	Proceso de separación temporal del grupo familiar, y luego retorno en el país de origen.	Acceso a los recursos informales del orden de la comunidad y riesgo de nueva informalidad en el mercado de trabajo, y por consiguiente, posible irregularidad en cuando a los papeles.

Fuente: Datos de la investigación doctoral, especialmente las entrevistas 30 y 7. Ésta es la tabla 24, de la versión del texto en francés.

Por su parte, la experiencia de Ahmed permite poner de manifiesto una carrera migratoria que se caracteriza ante todo por una lógica del orden comunitario, de tipo informal y luego regular. Su llegada a España se explica principalmente por motivos familiares. Más adelante, frente a los recursos del orden de la sociedad, sigue haciendo un uso privilegiado de los

recursos del orden de la comunidad para regularizar su situación administrativa (Capítulo V), aprender español y formarse. En el ámbito de la formación y el trabajo, tiene acceso principalmente a unos recursos locales. En el ámbito de la vivienda, sigue contando con los miembros de su familia. En tiempo de crisis económica, la carrera migratoria de Ahmed se ve consolidada en relación con su situación administrativa; sin embargo, al no disponer de un trabajo estable, corre el riesgo de sufrir un nuevo periodo de informalidad. Para luchar contra la precariedad en la cual se encuentra, recurre entonces a unos recursos informales del orden de la comunidad. De hecho, realiza su búsqueda de empleo en un locutorio donde tiene acceso gratuito a Internet, gracias a la solidaridad que manifiesta la persona responsable del comercio. Desde el momento de la llegada a España hasta el momento de la entrevista, la carrera migratoria de Ahmed sigue una lógica del orden de la comunidad, pero evoluciona entre la informalidad y la regularidad. En cuanto a María, en tiempos de crisis económica, su carrera migratoria se ve nuevamente dependiente del núcleo familiar, en función de los proyectos de su marido y de sus hijas. Esta situación provoca en un primer momento una separación del grupo familiar, y luego un retorno en el país de origen. Su carrera migratoria sigue siendo entonces regular, pero se caracteriza por una lógica del orden de la comunidad en el momento de la llegada a España y en tiempo de crisis económica. A ésta, se añade una lógica del orden de la sociedad en tiempo de crecimiento económico.

En cuanto a la incidencia del factor nacional sobre las carreras migratorias, merece introducirse unos matices considerando las experiencias de los migrantes en el mercado de los papeles, del trabajo y de la vivienda. En este sentido, la nacionalidad adquiere una importancia menor que otros factores, entre los cuales se encuentran el grado de formación, la situación administrativa, la capacidad de autonomía, la historia migratoria del grupo familiar, la profesionalización de las redes, la situación familiar (con o sin pareja), las responsabilidades parentales o bien el género. Por otro lado, las diferencias entre los migrantes no son tan nítidas como se apreció en el momento de la selección de los grupos nacionales (Capítulo II). En el caso de los migrantes rumanos, su libertad de circulación como ciudadanos comunitarios se ve cuestionada durante el año 2011, por una decisión formal del gobierno central, apoyada por la Comisión Europea. En el caso de los migrantes de la Comunidad Andina, las ventajas que potencialmente derivan de un acceso privilegiado a la nacionalidad española son cuestionadas por las prácticas informales y los procedimientos administrativos, que ralentizan los trámites. Así la espera real para la obtención de la nacionalidad se prolonga más allá de los plazos oficialmente establecidos por la legislación.

En cuanto a los migrantes originarios de África, su situación relativamente desfavorecida en relación a las políticas hacia ellos, se ve compensada en función de la transmisión de saberes migratorios acerca de distintos contextos de recepción, que reciben a través de la experiencia de la familia y las redes. Mientras que los migrantes de África subsahariana se encuentran en una situación relativamente más precaria que los marroquíes en relación con su situación administrativa, benefician de unas actitudes más positivas hacia ellos que estos últimos. De hecho, la mirada que la sociedad de acogida tiene hacia ellos no se ve directamente asociada con una amenaza, como en el caso de los hombres marroquíes. Por el contrario, las mujeres de ambos grupos se ven afectadas por prejuicios negativos, que les califica de mujeres frescas (en el caso de las mujeres de África subsahariana), sumisas o analfabetas (en el caso de las mujeres marroquíes).

A lo largo de las carreras migratorias, la incidencia del factor nacional a veces se confirma, a la vista de las iniciativas adoptadas por los gobiernos de los países de acogida y de origen, la visión de la alteridad de algunos actores de la sociedad local, o la configuración de las redes por parte de los migrantes. Así, el nombre de las asociaciones locales que agrupa a los migrantes de África subsahariana, hacen referencia explícita al país de origen. Igual ocurre con los restaurantes o los comercios especializados en la venta de productos del Perú, de Ecuador, de Rumanía, etc. A menudo, la configuración de las redes depende de otros criterios, como la religión, el idioma, la pertenencia étnica, por ejemplo en el caso de los migrantes del Rif, la condición migrantes, la edad o el género.

Para terminar, e ir más allá de las limitaciones del presente trabajo, nuevas preguntas se plantean para futuras posibles investigaciones. Estas nuevas preguntas se refieren en primer lugar a las políticas, así como el acceso a los servicios públicos y el papel de las asociaciones. En términos de carreras migratorias, algunas nuevas problemáticas se refieren también a las experiencias de los migrantes en unos contextos urbanos vulnerables y frágiles debido a la crisis económica; las experiencias particulares de un solo grupo migrante, o bien las nuevas experiencias de emigración originarias de países europeos en tiempos de crisis económica. Por último, considerando la instalación de los migrantes en España y la formación de familias, una tercera serie de preguntas se refieren a las experiencias de los niños o los adolescentes nacidos en España, cuyos padres llegaron desde otros países.

En el ámbito de las políticas, ¿cómo se articulan las políticas de integración y de control de flujos? ¿Cómo se articulan las políticas universales y específicas? ¿Cómo plantear una

comparación entre los contextos locales, regionales y nacionales de recepción? ¿Cómo se articulan las formas de gobernanza entre los diferentes niveles de la administración que son competentes en materia de atención social a los migrantes y gestión de la diversidad? Por otro lado, en tiempo de crisis económica, el acceso a los servicios públicos y el papel de las asociaciones son afectadas por unas fuertes restricciones presupuestarias. Por ello, ¿cuál es el perfil de los usuarios y no usuarios? ¿Cuál es el impacto de la crisis económica en las formas de gestión por parte de las administraciones y las organizaciones sociales? ¿Aparecieron nuevas iniciativas ciudadanas para contrarrestar la tendencia general hacia la precariedad?

En relación con esta primera serie de preguntas, una línea de trabajo se orienta hacia el estudio de las experiencias de participación social en los espacios urbanos, en las cuales participan los migrantes junto con los no migrantes. Manteniendo la mirada en los espacios urbanos, otra línea de investigación trata de la degradación de las condiciones de vida en los barrios desfavorecidos de las grandes ciudades, en tiempo de crisis económica, en particular en Barcelona y en Madrid, o en otros países que España, como Bélgica o Francia. Se trataría de poner a un segundo plano los discursos de la administración local y de las asociaciones, para centrarse en las experiencias de los migrantes. Una tercera línea de investigación consistiría en “salir de los espacios urbanos”, para utilizar la noción de carreras migratorias en otro contexto y para otro grupo social. Puede ser el caso de los migrantes altamente cualificados, por ejemplo, de los europeos que se marchan en búsqueda de posibilidades de instalación en América Latina. Puede ser el caso de un grupo migrante definido en función de la nacionalidad, la religión, la edad, el género o la situación administrativa. Así, futuras investigaciones podrían interesarse por los migrantes de religión católica, musulmana o evangélica, por las carreras migratorias de los hombres jóvenes sin compromisos familiares de ningún tipo, o sobre las mujeres migrantes.

Por último, en el contexto español, escasos son los trabajos sociológicos que se interesan exclusivamente por las experiencias de los niños y los adolescentes, cuyos padres llegaron a España desde otro país. Algunas contribuciones adoptan una aproximación estructuralista, en particular desde la perspectiva de la sociología de la educación. Sin embargo, escasas son las perspectivas que reconocen a los niños y los adolescentes como actores sociales, al cederles un papel protagonista que no solamente depende de las experiencias de sus padres.

CHAPITRE II

ⁱ Sobre todo en el tema joven bajo mi punto de vista no hay un problema de inmigración o no inmigración sino de falta de recursos general para jóvenes y a partir de ahí se pueden crear bolsas de dificultades que luego son perversas y se pueden achacar a problemas de integración. (...) A mi me parece que a respecto de la inmigración hay cuestiones muy, muy puntuales y luego hay dificultades generales que abarca toda la población estudiantil que no tiene nada que ver con ser inmigrante o no.

CHAPITRE IV

ⁱⁱ Y, yo creo que en nuestro caso, actúa, es complementario, entendemos que, pues como corresponde un poco a las políticas estatales y autonómicas, la política estatal le corresponde fijar más las directrices, más la líneas bases, etc., etc., y las políticas regionales y locales ya son más concretas, ¿no?, más de análisis de la realidad, y sobre este análisis de la realidad, hacer proyectos más específicos. Entonces en nuestro caso, combinamos ambas, ambas... circunstancias.

ⁱⁱⁱ El CASI tenía el área de influencia de Fuenlabrada, Humanes y Leganés, estaba situado aquí, en Fuenlabrada, entonces con los cambios de los CASI, se ha trasladado a Getafe. Entonces eso, siempre quieras que no, influye, además, había, había un muy buen trabajo conjunto entre los CASI y servicios sociales, también depende mucho de las personas. En este sentido, la gente que estaba trabajando en el CASI aquí era gente también, muy implicada, y hacían también a veces labores formativas, para nuestros profesionales, de actualización jurídica, entonces de vez en cuando, no sé si cada tres meses, teníamos una, una sesión los viernes, que es cuando menos afluencia de público hay, para actualización jurídica, nuevas normas, tal, digamos que estaban dispuestos a ayudar.

^{iv} Esta gente ha cambiado, y al estar en Getafe, pues el contacto ha cambiado. Pero creo que sigue siendo así, no estoy segura, creo que sí, sigue siendo un recurso, digamos como de segundo nivel, para acceder a él tienen que ser derivados por servicios sociales. (...) Entonces no sé ya, digamos el tráfico de contactos que hay ahora mismo de Fuenlabrada y el CASI de Getafe. Creo que es Getafe, Leganés, Fuenlabrada, Parla, Pinto, o sea que es, imagínate. Un CASI está dotado de cuatro personas, no sé si dan abasto con toda la demanda.

^v Desde aquí, no se tiene una relación directa con los CEPI, (...), o sea, son ámbitos tan fuera de Parla que de cara a la derivación de usuarios, es un poco inviable. Lo que sí nos podemos plantear quizás, sería la, quizás un poco la coordinación para el trabajo con profesionales o para alguna charla en concreto, alguna situación en concreto, pero la realidad de nuestros usuarios con los CEPI, pues no, no, no es.

^{vi} Y a mí, como estrategia, pues como estrategia de dinamización quizás, en la zona donde estén ubicadas, y que no se refiera sólo a población extranjera, me parece que está bien, pero yo no lo llamaría CEPI hispano-tal o CEPI hispano-tal, sino centro de dinamización comunitaria o, algo así, porque, y que todos los CEPI tengan un poco los mismos objetivos (...). Entonces, el que haya CEPI especializados, pues hombre quizás tiene sus ventajas, a lo mejor de formación, de identificación de alguna problemática, pero desde aquí no lo hemos visibilizado mucho.

^{vii} Esta Fundación holandesa, nos propone a este municipio, y a dos o tres más, a nivel nacional, de podernos dar el 50% de dinero para proyectos... para trabajar las migraciones, sobre todo infancia y familia, como ejes importantes para prevención y promoción de bienestar y la salud en todos los campos, entonces esta Fundación ha aportado, se hace un convenio, del Ayuntamiento y de la Fundación, y entonces hacemos un programa, empezamos a hacer un programa con este dinero de esta Fundación.

^{viii} Sobre todo era un proyecto muy, muy interesante, de intercambio, de crear espacios de intercambio y encuentro entre familias que tenía hijos pequeñitos de origen autóctono y de origen extranjero.

^{ix} Que era un cajón donde cabía todo lo que tenía que ver con intercambios culturales, musicales, artesanía, todo lo que tiene que ver con esta parte cultural más visible, ¿vale?

^x Y otro eje es el de formación en culturas, y aquí está todo el desarrollo de la formación de personal, formación de formadores, formación de asociaciones, formación de técnicos municipales, todo lo que es ejes formativos, porque necesitábamos ponernos las pilas, bien, educativas para poder afrontar bien y adecuadamente los temas.

^{xi} Entonces aquí ya salía la necesidad, la importancia de la formación de los sanitarios y la mediación, incluir figuras que mediarán entre los sanitarios y los usuarios de origen extranjero, porque en ya en ese momento, en el 2000, aparecía una dificultad enorme de accesibilidad al sistema y de comunicación y entendimiento en las consultas.

^{xii} Nos planteamos que hacer a partir de este momento como concejalía de salud, y a lo que nos hemos dedicado es a la prevención y promoción de la salud, como un buen pretexto como algo que nos une y poder crear espacios de encuentro, intercambio de la población autóctona e inmigrante.

^{xiii} El técnico tiene un poco ya la pila de mirar su situación con el padrón, le puede indicar que está próximo a renovar, que no se le olvide, que se ha cambiado, puede comprobar si ha cambiado o no de domicilio.

^{xiv} La situación jurídica marca... el 90% de la situación de exclusión de esta persona, porque es que si no estás siquiera reconocido, como ciudadano, no puedes ir, no se te puede derivar a ningún recurso especializado.

^{xv} Lo que sí que es verdad es que ellos tienen ciertas matices que la población autóctona no tiene, es decir, si están sometidos a, a un, una historia reglamentaria a nivel de extranjería que les marca unos procesos, y a su vez eso les condiciona en el mercado laboral, pues eso lo que entendemos que es específico, pero lo demás, no.

^{xvi} Esta mesa, durante este tiempo, lo que ha ido configurando con este equipo externo, (...) es decir, en qué nos vamos a basar para elaborar un plan local, que nunca quisimos llamarle de inmigración, porque entendíamos que era un concepto más del Ministerio, más de integración y ciudadanía, y porque entendíamos que cuestiones que se abordaban o que queríamos abordar podían ser comunes a extranjeros y autóctonos, en todo caso queríamos hacer presente que era bidireccional.

^{xvii} Ahí, es atención individualizada a inmigrantes, aquí eso no lo teníamos, y se decidió que no era operativo, tal, como sesgar la atención exclusiva a inmigrantes, primero porque también había profesionales que quedaban un poco al margen de lo que estaba pasando, y a nivel de adecuación jurídica, si no tienes inmigrantes, no te enteras, no te reciclas, entonces al final se decidió que la atención era individualizada para todos los ciudadanos, pues viene un inmigrante, pide cita, como si viene un andaluz, o sea, igual.

^{xviii} Nosotros, quizás por la trayectoria de Parla y por cómo hemos configurado los servicios... entendemos que el extranjero tiene que entrar a formar parte de todos los recursos generales, ¿vale? Otra cosa es que en áreas concretas, como es la jurídica, el desconocimiento del idioma, fundam, o sea estas dos áreas específicas son las que, las que creemos que había que hacer alguna actuación específica, previa, pero, pero, pero entendemos que no, que el resto de dificultades pueden ser comunes con otros ciudadanos. Tener un problema padres-hijos, el tener dificultades económicas, la falta de empleo, y demás, es común.

^{xix} Hay, muchos municipios que los planes están formalmente dirigidos desde alcaldía, para que no haya una sobre representación, para que no se asuma que los inmigrantes son de servicios sociales (...) no hemos querido hacer un plan donde dijéramos, ay, los servicios sociales engloban todo eso para inmigrantes, sino que hemos querido incluir todas las acciones que se hacen desde las distintas concejalías, porque entendemos que los extranjeros no son de servicios sociales, son de todo el municipio, son ciudadanos.

^{xx} Yo creo que hay que abrir un sitio un espacio para nosotros por ejemplo si hablo de la comunidad musulmana por ejemplo que abrimos algo de lo nuestro de lo que queremos de lo que pensamos y de nuestros objetivos que se abra ese espacio exactamente quiénes somos y qué queremos y cuáles son nuestros objetivos como musulmanes... de Parla.

^{xxi} Porque en Marruecos toda la administración parecen como policías. Pues la administración te da un susto, o no sé, es nuestra administración pero te da otra visión; es otra imagen.

^{xxii} Siempre hemos demandado que haya un plan de inmigración en Parla, se creó una mesa de interculturalidad

hace años, y entonces está compuesta principalmente por los políticos de turno, los concejales y por los directores, que era el personal técnico, o sea el nivel político y el nivel técnico. Se ha ido desarrollando alguna cosa, pero no ha tenido la participación del tejido asociativo, no ha habido la participación de los agentes sociales, como los sindicatos, la comunidad empresarial.

^{xxiii} teníamos un prejuicio, y era que, sí constituíamos la asociación, y le poníamos en la junta, inmigrantes, de pronto no no la aprobaban, y entonces por eso le pedimos a los españoles que había ahí y las españolas que había ahí, que se metieron ellos en la junta para que, nos la aprobarán más fácil.

CHAPITRE V

^{xxiv} Hemos salido porque... porque la [situación] estaba mal, porque hay mucha pobreza, porque... el salario era, no te llegaba para pagar el alquiler y muchas cosas.

^{xxv} La razón de salir de tu país es de trabajo, para vivir con la gente, para trabajar ahí, mucho problema, tienes que ser, no es fácil, puedes seguir estudiando, vale, hasta que, a donde trabajo, a lo mejor sacas el mejor diploma del país, lo que sea, y nadie no te echa una mano para seguir adelante, entonces eso es el problema que yo le veo a mucha gente que salen fuera del país, a buscar otro futuro, y yo hasta ahora conocía a mucha gente que ha estudiado bastante, ha tenido diplomas increíbles, pueden ayudar el país, digamos, adelantar un poco, y al final, sale y dice, aquí estoy solo, nadie me va a echar, entonces que me queda, salir fuera del país, eso y a ver, aquí estamos, viviendo en España.

^{xxvi} Yo no soy igual que ellos, porque yo he estado aquí en Europa, desde que yo me naciera, he estado en Alemania desde que yo he salido de mis padres, pero el problema del futuro es eso, pero a mí me gustaría mucho visitar otro país, no me gustaría mucho quedar abajo de los padres y eso, tiene todo, no tengo que salir así fuera del país donde vivo, en Alemania, pero yo no, yo quiero buscar mi futuro sólo y, y he venido aquí a España, porque a mí me gusta, como he hablado a ti antes, el tiempo, hay mucho paisano y, ya está.

^{xxvii} Yo la verdad que vine en el 2003 y, yo vine aquí tenía un objetivo de estudiar, seguir estudiando, sabes, para, para, para encontrar un trabajo mejor que ahí, entonces yo vine aquí a estudiar (...). Mis hermanos, yo vivo con mis hermanos, vine a estudiar, me buscaron una escuela, sabes, yo venía a estudiar directamente de ahí, entonces ellos me enseñaron la escuela, yo me fui a estudiar, me quedé dos años estudiando, dos años, no, más, tres, tres, uno estudiaba reparador de motociclista, y luego, luego, dos años de electricidad, sabes, y luego, no tenía papeles la verdad, esa escuela me, me buscaron un contrato de trabajo, la persona la que me contrató, me ofreció su trabajo porque presenté los papeles y eso, me dieron los papeles y yo me fui a trabajar. (...) Sólo ahí tengo mi madre, la que le gusta quedarse ahí, y, y tres hermanas, pero están casadas todas. Pero mi padre estuvo en Inglaterra durante tres, durante treinta años, pero él, como, tenía una idea que él no quería quedarse en Europa, que, porque, bueno no sé, por la cultura o por la relación, volvió a Marruecos, tenía su negocio ahí y se quedó, pero cuando se murió ya, nosotros tenemos que buscarnos la vida, otra vez empezar a hacer, otra vez a emigrar.

^{xxviii} La mayoría de gente de aquí, no están estudiantes no saben muy bien los trámites de los estudiantes que son diferentes de los Trabajadores por eso yo he hecho unas grandes fuerzas para ir a todas las comisarías de Madrid para preguntar cuáles son los trámites para hacer NIE urgentemente.

^{xxix} Si el gran motivo por el que llego aquí de venir aquí es que no he encontrado no puedo conseguir mi carrera ahí en Marruecos yo he obtenido el máster y yo me he registrado en el doctorado pero los laboratorios ahí no están equipados, son malos, pues... estaba ahí con mi doctorado un año pero no he hecho nada, por eso yo he tenido que venir aquí es la gran razón.

^{xxx} Lo que pasa es que aquí viene la historia dolorosa... si a mí no me hubieran atravesado, tantas cosas dolorosas en este exilio... a lo mejor yo hubiera sido capaz de generar mucho más cosas aquí... pero mira, el exilio para mí ha sido, horrible... porque yo en Colombia tenía un trabajo que amaba mucho. (...) pero mira por mí, entonces el exilio, como yo nunca me imaginé que iba que tener que salir de allá, sino que solamente pues Patricio tendría que salir, entonces, para mí fue totalmente nuevo, el tener que salir, como yo tenía una relación tan especial con mi mamá..., el dejar a mi mamá para mí, ¡fue terrible!

^{xxxi} Pues yo, cuando empecé con los papeles, empecé en la escuela, en esa escuela, porque ellos la verdad me

ayudaron mucho. ¿Por qué? Porque ellos buscaron el contrato de trabajo, y también me dieron algunos papeles de que yo estuve ahí estudiando con ellos, eso también me ayudaron, y... y... (Silencio) Yo la verdad que nunca, yo nunca me he ido a la comisaría. Al Ayuntamiento sí, bueno, me dieron un informe de, no sé, era un informe de servicios sociales, o algo así, sólo tenía que presentar los papeles, todos los papeles que tengo, los que muestran que llevo aquí más de tres años en España, y ya hasta, ellos lo que hacen en hacerte un informe, y escriben todo lo que tienes, y ya hasta. Pues, bueno, sí es complicado... Sí, sí, largo, y además, siempre pedían un papel, y tienes que traer un papel de ahí, de allá, sabes. Y además yo, yo no conocía a muchos sitios, y además yo tenía que hacer todo sólo, sin ayuda de nadie, pero bueno. Lo que pasa que como mi hermano estaba trabajando, no podía faltar siempre al trabajo para atenderme, y tuve que hacer todo yo solo.

^{xxxii} Yo he hecho dos regularizaciones, bueno, la gente que estaba aquí sin documentación, y bueno se ha tratado de hacer algo con ellos, de regularizar su situación, y ha habido varias regularizaciones y yo creo que he hecho, dos o tres. He atendido, lo que pasa que, a ver, las cosas están cambiando muy a menudo, entonces se ha entendido desde la propia ASTI, que es mejor dar un servicio de calidad que un servicio a medias, entonces yo mucha veces, me paraba, mi formación no es de abogado, entonces yo daba hasta donde sabía, y el resto cuando llegaban a un sitio que yo desconocía, tenía que derivarlos. Entonces qué hacemos ahora, cuando nos piden esta información, los derivamos directamente, les decimos, mira en tal sitio, llamas a este teléfono, pides cita y hablas con esta persona. Les remitimos nosotros siempre a Getafe, porque es la zona de influencia de aquí, siempre.

^{xxxiii} No he tenido problema de los papeles, tengo que decir, ha sido fácil, porque venía con visado de tres meses y dentro de estos, fecha de nacimiento, empadronamiento, en la comisaría te dan la tarjeta de un año, y luego empieza, renovación, renovación.

^{xxxiv} Para mí no ha pasado mucho, porque cuando he llegado aquí a Madrid, fui a Parla, fui a ver a un abogado ahí, ha dado todos mis papeles, y en tres meses estaba con mi residencia, si. Privado, privado. Sí, yo lo encontré. Un abogado que es de origen marroquí también, que ayuda a los marroquíes también.

^{xxxv} La problema que la gente que viene sin papeles, es que para hacer papeles, hay que pedir contrato, no sé qué, cualquier persona no te va a dar un contrato, porque no te conoce, y tampoco no te puede, trabajar sin papel, porque si lo pillan, hay gente ha trabajado mucha, hay gente ha trabajado sin papeles, y estar aprovechando de ellos.

^{xxxvi} Muchas veces el desconocimiento de las renovaciones de su tarjeta, de todo este tipo de cosas, hace que las pierden, con lo que les cuesta conseguirla, para que las pierden, entonces nosotros un poco analizamos la situación y entonces dijimos, vamos a hacer una cosa, vamos a dar asesoría jurídica los sábados por la tarde, de seis de la tarde a diez de la noche, (...) y entonces nos viene gente de Móstoles, gente de Valdemoro, gente de Getafe, de Pinto, y aquí mismo de Parla, gente que no puede dejar el trabajo, porque los jefes lo primero que les dicen, cuando le dice: oye mañana no voy a venir que tengo que hacer los papeles, dice :mira si no vienes mañana, mejor quédate con tus papeles y ya pongo a otro, y entonces ante las amenazas, ante esas presiones nosotros, pues un poco poniéndonos en la piel del inmigrante y de nosotros mismos, porque yo también soy inmigrante, no, atendemos en este horario.

^{xxxvii} Aunque sí en este momento, los rumanos no son conscientes de ser parte de la Unión Europea, o qué implicaciones que puede tener la Unión Europea para Rumanía, la integración dentro de la Unión Europea, yo creo que buenísimo para Rumanía y una gran ayuda para los rumanos, el hecho de poder colaborar con los países de la Unión Europea, poder hacer proyectos conjuntamente con estos países, para mejorar la calidad de vida de los rumanos en nuestro país o que se encuentran fuera de Rumanía (...). Aquí vemos lo que han logrado otros países una vez que han entrado en la Unión Europea. Tenemos el ejemplo del día a día, y esperan, sueñan con el día de mañana, la transformación de nuestro país para que logre por lo menos lo que han logrado otros. La verdad es que España es un ejemplo para toda Europa, por la forma en que han realizado los (...) europeos. Y para nosotros en concreto es de gran ayuda poder colaborar con instituciones y con asociaciones, en este caso con inmigrantes, que ya han colaborado con la Unión Europea en diferentes proyectos, para ayudar a los inmigrantes, y pues, nos ayuda muchísimo para desarrollar los proyectos.

^{xxxviii} De momento yo lo veo como hemos pasado al principio cuando hemos estado en la Unión Europea, como nos pasó al principio cuando hemos llegado a España, el efecto llamada y no tenías ningún papel y no, trabajabas en el mercado negro. Pero mira que en muy pocos años se ha hecho cambios muy radicales y muy importantes, y eso también puede ser cambiante, ¿no? De momento, con las locales, quien sabe, en un futuro muy cercano se puede cambiar eso, digo yo.

CHAPITRE VI

^{xxxix} Es un campo un poco más difícil, no tenemos, como se dice esto, no tenemos el reconocimiento, como se dice, del INEM, entonces si el rumano quiere hacer talleres, o, hacer un curso en la asociación, porque tú además le puedes hablar en su idioma, y entonces lo tiene más fácil, pero no, no lo podemos dar una diploma que está reconocida por INEM, ¿sabes? Entonces no podemos hacer un curso interno, se queda con una diploma, que lo damos nosotros, por parte de la asociación, no, no, no.

^{xl} Me meto en Internet, hasta que he encontrado un cursillo, venga, ¡a estudiarlo!

^{xli} Entonces he dicho que me voy a seguir estudiando aquí, pues he empezado a chatear, a buscar, a eso, y he encontrado un centro aquí, aquí en Madrid que se llama Máster D, creo, he puesto que tengo que terminar mis estudios y ya está, me ha pagado parte de dinero, pero para estudiar, no pasa nada, y ahora me queda seis meses de estudio para sacar este diploma.

^{xlii} Luego me he dado cuenta, que si yo me quedo solamente con este proyecto pequeñito, no voy a seguir más, porque yo antes tengo una diploma de técnico especialista de automatismo, entonces digo que si yo me quedo así un par de años, yo me voy a perder todo lo que tengo en mi cabeza, yo me voy a quedar como una persona que no tiene el colegio.

^{xliii} Yo estaba, al principio yo estuve trabajando en un par de trabajos, estudiar no me entraba al principio en la cabeza, porque estaba fuera de Marruecos, estudiar decía no, no, pero claro, con el tiempo, digo joder, pues para cambiar los trabajos, no tienes una diploma, no tienes un trabajo fijo, no es un buen futuro de aquí a mañana, porque de aquí a mañana no sabe nadie que va a pasar (...). Pero fue la idea de estudiar, cuando empezó en una empresa de artes gráficas, a trabajar ahí, me gustaba una máquina aprenderla, claro, porque claro, para coger la máquina, hay que aprenderla, hay que sacar una diploma.

^{xliv} Estoy trabajando, pero también estoy estudiando, porque claro, si de aquí a mañana, te vas a otra empresa, tienes que justificarlo, lo que has estado trabajando, tal pascual, si ves una diploma que tiene un nivel bien, y tiene un diploma y... En la Comunidad Europea, en cualquier país, de aquí a mañana, me siento fatal aquí, me voy a Francia o lo que sea, con la diploma que te vale, cuando ven la diploma. (...) Estoy estudiando para tener la diploma.

^{xlv} El bueno en este diploma, es un diploma que da a ti un, un certificado internacional, puedes trabajar en cualquier país, o cualquier, y así. (...) Puedes volver hasta el país, hasta tu país, en Marruecos y trabajar con un buen sueldo.

^{xlvi} yo un día saliendo del colegio, unos me dijeron heyyy puta negra... vamos a la esquina... eso es lo vuestro, y yo me quedé! Si no te insultan te hacen proposiciones en plan de ham ham... y luego las señoras hey... no mires a ésta... por qué miras a mi marido...

^{xlvii} El idioma la verdad es que es bastante, como te digo, causa muchos problemas, y es un, un defecto para nosotros, para integrarnos.

^{xlviii} Porque la gente no sabe el idioma castellano, la gente sufre.

^{xlix} Yo cuando vine aquí, hablaba un poco de francés, entonces con mi profesor de, de la escuela, yo utilizaba algunas palabras y él me entendía, palabras en francés, pero yo vine aquí como un mudo, sabes, ni siquiera sabía lo que significaba, yo qué sé, árbol, o, pero bueno, ya, ya hablo, no bien, pero buscando la vida, ¿no?

^l Así, solo, y estudiando en la casa también, pero entra (...), cuando la gente, la persona tiene otros idiomas, no encuentra problema cuando entra un idioma, por ejemplo ahora tengo un poco de francés, un poco de alemán y un poco de inglés, es eso, cuando tú quieres empezar a estudiar un idioma, no te encuentras problemas, porque muchas palabras son iguales y así.

^{li} Hay momentos por ejemplo, no sé, hay compañeros que como están en crisis ahora no tienen a dónde ir porque todos son bares y tal... Pues hacemos aquí reuniones.

^{lii} Y a lo mejor no todos los extranjeros se buscan en el centro, entiendes, porque el centro, en el centro hay mucha policía, en el centro hay mucho control, en el centro hay toda la gente, porque en Madrid hay gente que no tiene dinero, para alquilar un piso en Madrid, la gente se va, sale muy caro. Entonces prefieren hacer un bono del mes y ya está, y ahí se viven tranquilos, con, no hay mucho ruido, pero están más cerca alguno de otro, y ya está.

^{liii} Siempre he vivido en Parla. Pero no gusta, no. Yo aquí viviendo pero faltan muchas cosas. No hay parque, solo vivienda. No hay polígono donde trabajar, en Parla muchas cosas no hay. En Parla solo hay vivienda, vivienda más barata, el alquiler está bien y no está lejos de Madrid; para Atocha hay tres o cuatro paradas. A Atocha llegas al centro de Madrid, llega el tren directo a la Puerta del Sol. Para eso mejor.

^{liv} Por ejemplo ahora, si tú te vienes otra vez al locutorio, si quieres te invito, te quedas ahí conmigo, cuatro horas, cinco horas, si va a venir para hablar un negro, una persona africana, que me dice “qué tal amigo, que es eso, que es eso”, que se queda un colombiano, “que es eso, que es eso”. Entonces yo tengo ahora, por ejemplo, yo me salgo en mi calle en Parla, puedo ver a un negro que me dice “que tal amigo”, otro día Ecuador, “que tal amigo”, otro boliviano que yo he vivido con él antes, entonces todos los países, yo quedo bien con todas las personas. Y hay problemas, no podemos decir que no hay problemas, pero yo ahora, porque vivo en Parla, para mi mejor vivir aquí [que] en centro (...), porque yo le encuentro (...) te piensas un poquito en tu país, te vas a un café de tu país, si quieres (...) salir con ecuatorianos, te vas con ecuatorianos, es que hay de todos los países.

^{lv} Si quiero irme a una discoteca, no me dejan entrar, en algunos sitios. ¿Por qué? porque ahí dicen que no está permitido entrar para los extranjeros, y eso no sé que significa que, hasta donde quieren llegar con eso.

CHAPITRE VII

^{lvi} No hay trabajo, buscando trabajo no hay. He preguntado en un montón de sitios. En un montón de sitios he preguntado, pero para nada, no hay trabajo.

^{lvii} Seriously, with the situation of Spain I can't be what I want to be.

^{lviii} Ahora no hay trabajo, no hay ventas. El país ahora está más difícil. La cosa está muy mal. La cosa está mal. (...). Toda la vida con crédito, la casa con crédito, vivir y comer también con crédito. Ellos están acostumbrados a vivir con crédito.

^{lix} Estoy dolido, trabajo 15h, no lo necesitaba, las cosas iban bien.

^{lx} Quince días aquí, ya firmamos, el piso es nuestro, igual, hasta que aguantemos. Bajó el Euribor, pero no se notó mucho. (...) Desconocemos las leyes, nos faltó una guía, (...) ahora no hay remedio, hasta los treinta años.

^{lxi} bueno también si lo note también la parte de casa lo que todos nosotros hemos enganchado, de comprar casas lo que es la compra venta de casas, yo no sé por qué el gobierno lo ha dejado a los bancos y las inmobiliarias que engañan mucho a los inmigrantes

^{lxii} Entonces en el banco me dijeron que ya no se podía hacer nada, que íbamos a perder dinero pase lo que pase. (...) Tendré que pasarlo y recuperarme. (...) Nos han engañado, nos dejamos engañar.

^{lxiii} Nos hemos quedado sin nada.

^{lxiv} Y hemos luchado por una cosa también, por la nacionalidad. Uno que llega de un país árabe o musulmán, para solicitar la tarjeta de nacionalidad son diez años. Uno que llega de América Latina, del Perú, Ecuador o Colombia; dos años. Yo aquí, en este sentido veo que hay discriminación.

^{lxv} Desde que solicité hasta obtener la nacionalidad, han pasado cuatro años y medio. Y para mi mujer han pasado tres años hasta ahora y todavía no la tiene. Los trámites son así.

^{lxvi} Me llamaban el hombre de los papeles en la escuela.

^{lxvii} Es un mal momento, no hay cómo mover las cartas. Teníamos la planificación de volver [a Ecuador] el año

pasado, la crisis no era mucho, queríamos estar aquí un tiempo y volver. Queremos obtener una vivienda y un negocio, siempre se extraña, la vida es diferente, pero no se puede vender el piso, y por eso nos hemos quedado aquí. Será el destino, ahora mismo no sabemos nada, en que queda, con ahorros es otro tipo de negociación, queremos comprar una vivienda, una casita en Ecuador. Todo está en verenos.

^{lxviii} Volveré a Angola, inclusive mi madrina que me mandó aquí también quiere que vuelva, mi madre está desesperada, mi hermana, ahora la que había venido conmigo está en Angola, porque no ha aguantado y está trabajando ya, se fue en diciembre. Mi madre quiere que yo vuelva, mi madre nunca ha querido que yo estuviera aquí.

^{lxix} Sabes, nos has pillado en un momento, muy, muy, muy delicado (se ríe), en el sentido de que, desde hace pocos días, no sé si te has enterado de la situación del gobierno de Rumanía. La verdad que hay muchísima gente que tienen interés en volver a casa, tal vez no se notan muchos cambios, prácticamente las razones por las que han salido de Rumanía para venir a España no han cambiado, la motivación es la misma, porque si vuelven a casa, prácticamente vuelven a la misma historia, no habrán conseguido un paso adelante, y sinceramente las elecciones que el año pasado teníamos, y tenían muchos ganas de volver a casa para poner en marcha sus propios negocios, para poner en práctica todo lo que han visto aquí, pues, sinceramente muchos de ellos han renunciado a esos sueños o han ido a Rumanía, por ejemplo, dos o tres meses, y después han vuelto a España. Es que te acostumbras también con otro estilo de vida y es difícil volver a lo que has tenido. Respecto a los niños que han nacido aquí, o los que han vivido aquí desde muy pequeñitos, les cuesta muchísimo volver a casa.

^{lxx} Acá nadie me ha preguntado de dónde he venido ni de dónde he salido. No me gusta que alguien me venga controlando y preguntando. No me gusta. Allá en el país está acostumbrado todo el mundo. Todo el mundo te pregunta cuando sales de casa “Eh, ¿dónde salir?”. Hombre, dejad a la gente salir, qué problema tienen (Risas). Si llego un poquito más tarde “Joder, qué tarde has venido hoy”, te tienen controlado.

^{lxxi} Yo ahora mismo, el Padrón no solamente la Ley de Bases lo recoge, es obligatorio. Es un instrumento para nosotros importante, es decir, saber qué población tenemos para saber qué respuesta tenemos que dar. Desde el punto de vista de servicios, territorial, envejecimiento, demanda de colegios, nacionalidad, dificultad de recibir ciertos servicios como es el idioma, específicos... Es decir, el Padrón es un instrumento de gestión imprescindible. Mira, introducir el término de habitabilidad a los 20m² me parece una estupidez. Entonces, yo no podría haber estado empadronado en Parla, ni hubiera podido... Porque aquí en Parla, mucha población que emigró o inmigró desde Extremadura, Andalucía o Castilla la Mancha a nuestras ciudades, vivían en espacios; o yo, hemos vivido en espacios de menos de 15m² por ciudadano de una familia, por ejemplo mi familia. Es un debate estúpido, o sea, no tiene sentido. (...) Yo creo que es un debate peligroso.